

# Chambre des Représentants

SESSION 1969-1970.

## BUDGET DES RECHETTES ET DES DÉPENSES pour l'année budgétaire 1970.

## EXPOSÉ GÉNÉRAL

### TABLE DES MATIERES.

	Pages
Considérations liminaires ... ... ... ... ...	4
Tableaux des budgets de 1969 et de 1970 ... ... ...	22
Première partie. — La politique économique, financière et budgétaire.	
I. — Considérations économiques et financières générales ..	23
A. — Considérations économiques . . . . .	23
B. — Les finances publiques en 1968 et 1969 ...	32
II. — Principaux aspects de la politique budgétaire ...	48
A. — Politique économique générale .. . . . .	48
1. L'action économique générale pour 1970 ...	48
2. Politique économique régionale et sectorielle.	50
3. Classes moyennes ... . . . . .	54
4. Politique agricole ... . . . . .	56
B. — Politique sociale .. . . . .	63
1. Introduction .. . . . .	63
2. Pensions .. . . . .	67
3. Politique familiale .. . . . .	70
4. Handicapés, estropiés et mutilés .. . . . .	72
5. Assurance maladie-invalidité .. . . . .	73
6. Maladies professionnelles .. . . . .	75
7. Emploi et travail .. . . . .	76
8. Politique de santé .. . . . .	79
9. Politique du logement .. . . . .	81
C. — Enseignement et éducation .. . . . .	82
D. — Culture .. . . . .	85
E. — Politique scientifique .. . . . .	86
F. — Défense nationale .. . . . .	90
G. — Justice .. . . . .	91

La troisième partie comportant des développements sur le budget extraordinaire ainsi que le budget exprimé en termes économiques et fonctionnels, sera distribuée ultérieurement.

# Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1969-1970.

## BEGROTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN voor het begrotingsjaar 1970.

## ALGEMENE TOELICHTING

### INHOUD.

	Bladz.
Inleidende beschouwingen ... ... ... ...	5
Begrotingstabellen 1969 en 1970 ... ... ...	22
Eerste deel. — Economisch, financieel en budgettaar beleid.	
I. — Algemene economische en financiële beschouwingen ...	23
A. — Economische overwegingen . . . . .	23
B. — De openbare financiën in 1968 en 1969 ...	32
II. — Bijzonderste aspecten van de budgettaar politiek ...	48
A. — Algemeen economisch beleid . . . . .	48
1. De algemene economische actie voor 1970 ...	48
2. Gewestelijk en sectoriel economisch beleid.	50
3. Middenstand . . . . .	54
4. Landbouwbeleid . . . . .	56
B. — Sociale politiek . . . . .	63
1. Inleiding . . . . .	63
2. Pensioenen . . . . .	67
3. Gezinbeleid . . . . .	70
4. Minder-validen, gebrekken en verminken.	72
5. Ziekte- en invaliditeitsverzekering . . . . .	73
6. Beroepsziekten . . . . .	75
7. Tewerkstelling en arbeid . . . . .	76
8. Gezonhedsbeleid . . . . .	79
9. Hulvestingsbeleid . . . . .	81
C. — Onderwijs en opvoeding . . . . .	82
D. — Cultuur . . . . .	85
E. — Wetenschapsbeleid . . . . .	86
F. — Landsverdediging . . . . .	90
G. — Justitie . . . . .	91

Het derde deel houdende de toelichting op de buiten gewone begroting alsmede de begroting uitgedrukt in economische en functionele termen, zal later worden rond gedeeld.

	Pages		Bladz.
H. — Fonction publique . . . . .	92	H. — Openbaar ambt . . . . .	92
I. — Politique étrangère . . . . .	95	I. — Buitenlands beleid . . . . .	95
J. — Relations avec les pouvoirs locaux . . . . .	103	J. — Betrekkingen met de lokale besturen . . . . .	103
K. — Les P.T.T. . . . .	105	K. — P.T.T. . . . .	105
L. — Les Communications . . . . .	108	L. — Verkeerswezen . . . . .	108
M. — Les investissements publics . . . . .	110	M. — De openbare investeringen . . . . .	110
 Deuxième partie. — Analyse des budgets.			
I. — Les recettes . . . . .	118		
II. — Le budget des dépenses ordinaires de 1969 (ajustement)	128		
III. — Le budget des dépenses ordinaires de 1970 . . . . .	134		
IV. — Charges de la dette publique . . . . .	150		
V. — Pensions . . . . .	159		
VI. — Effectifs de l'Etat . . . . .	167		
 <b>Annexes.</b>			
1. Evolution de la fiscalité . . . . .	170	1. Evolutie van het belastingstelsel . . . . .	170
2. Subsides à caractère social . . . . .	178	2. Toelagen met sociale inslag . . . . .	178
 <b>Tweede deel. — Ontleding van de begrotingen.</b>			
I. — De ontvangsten . . . . .	118		
II. — De begroting der gewone uitgaven van 1969 (aanpassing) . . . . .	128		
III. — De begroting der gewone uitgaven van 1970 . . . . .	134		
IV. — Lasten van de rijksschuld . . . . .	150		
V. — Pensioenen . . . . .	159		
VI. — Stand van het Rijkspersoneel . . . . .	167		
 <b>Bijlagen.</b>			
1.		1.	
2.		2.	

## EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESDAMES, MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement le projet de budget des Recettes et des Dépenses ordinaires pour l'année budgétaire 1970.

Calculées sur les mêmes bases que 1969, les recettes perçues pour 1970 peuvent être évaluées à 295,2 milliards. De ce montant, une somme de 4,7 milliards sera affectée à l'expansion économique. Le budget se présentera, dès lors, comme suit :

### BUDGET ORDINAIRE 1970.

#### *Recettes ordinaires.*

Recettes fiscales :	En milliards de francs.
Contributions directes ... ... ... ... ...	126,5
Douanes et Accises ... ... ... ... ...	42,9
Enregistrement ... ... ... ... ...	105,8
 Total ... ... ...	 275,2
Autres recettes ... ... ... ... ...	15,3
 Total ... ... ...	 290,5
 <i>Dépenses ordinaires</i> ... ... ... ... ...	 290,3
 Solde du budget ordinaire ... ... ... ...	 +0,2

## ALGEMENE TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In overeenstemming met de bevelen van de Koning, heeft de Regering de eer het ontwerp van begroting voor gewone Ontvangsten en Uitgaven voor het begrotingsjaar 1970 aan het Parlement ter beraadslaging voor te leggen.

Berekend op dezelfde basis als in 1969, kunnen de voorziene ontvangsten voor 1970 op 295,2 miljard geraamd worden. Van dit bedrag zullen 4,7 miljard voor de economische expansie aangewend worden. Dientengevolge doet zich de begroting als volgt voor :

### GEWONE BEGROTING 1970.

#### *Gewone ontvangsten.*

Fiscale ontvangsten :	In miljarden frank.
Directe belastingen ... ... ... ... ...	126,5
Douanen en Accijnzen ... ... ... ... ...	42,9
Registratie ... ... ... ... ...	105,8
 Totaal ... ... ...	 275,2
Andere ontvangsten ... ... ... ... ...	15,3
 Totaal ... ... ...	 290,5
 <i>Gewone uitgaven</i> ... ... ... ... ...	 290,3
 Saldo gewone begroting ... ... ... ...	 +0,2

## CONSIDERATIONS LIMINAIRES.

Le Gouvernement a déposé le budget de 1969 alors qu'il venait à peine d'entrer en charge. Dès ce moment, il a affirmé sa volonté de présenter au Parlement un budget en équilibre, écartant toute idée d'impôt nouveau et en croissance raisonnable par rapport aux années précédentes.

Les résultats enregistrés jusqu'ici permettent d'affirmer que ces objectifs seront atteints. Le budget de 1969 se clôturera comme prévu, probablement même avec un léger boni. Les recettes initiales ont été évaluées avec prudence. Ceci assure maintenant des plus-values non négligeables. Quant aux crédits supplémentaires, leur volume supporte favorablement la comparaison avec les autres années.

Le Gouvernement n'en a pas moins exécuté ponctuellement le programme économique et social qu'il avait proposé : poursuite et renforcement d'une politique active de l'investissement et de l'expansion économique, amélioration des prestations sociales en faveur des pensionnés, des familles, des déshérités, et exécution d'un vaste plan d'habitat social.

Il s'est attaqué en même temps aux problèmes posés par la haute conjoncture. L'accélération des phénomènes économiques, à mesure que la reprise se développe et se diffuse, l'a en effet amené à mettre en place, dès le mois de mai, un dispositif conjoncturel tendant à garantir les équilibres nécessaires à la poursuite d'une expansion ordonnée.

En dépit de difficultés temporaires et de tensions qui persistent à l'échelon mondial notamment en matière de taux d'intérêt, le pays a, d'autre part, pu surmonter les perturbations intervenues sur le plan monétaire international.

Les mesures visant à atténuer les déséquilibres économiques, prises par les principaux pays auxquels nous sommes liés, auront peut-être pour effet de ralentir quelque peu le rythme d'expansion de l'année 1970. Celui-ci restera toutefois largement soutenu, selon les prévisions faites par les institutions les plus qualifiées.

Le budget des dépenses courantes et des investissements qui forme un instrument important de la politique générale, se devait de tenir compte de ce contexte économique et financier. Aussi tous les efforts ont-ils porté sur un examen minutieux des propositions, la recherche d'un équilibre entre des impératifs parfois contradictoires, et le maintien des résultats positifs obtenus en 1969.

L'évolution économique présente certes des aspects favorables pour le budget, mais elle contribue aussi à introduire un facteur de hausse des dépenses, surtout en matière de dette publique et d'adaptation à l'indice des prix. C'est dire que les crédits de fonctionnement et plus généralement tous les postes de dépenses sur lesquels une action pouvait s'exercer, ont fait l'objet d'un examen rigoureux pour les contenir dans les limites acceptables.

Cette action trouve son aboutissement dans un budget ordinaire en croissance de 9,7 %, taux qui ne dépasse ni celui des années précédentes, ni celui du produit national corrigé de l'élasticité normale des recettes.

## INLEIDENDE BESCHOUWINGEN.

De Regering heeft haar begroting over 1969 neergelegd toen zij pas in functie was getreden. Vanaf dat ogenblik heeft zij haar voornemens kenbaar gemaakt om aan het Parlement een sluitende begroting voor te leggen, zonder enige nieuwe belasting en die een redelijke groei vertoont ten opzichte van de vorige jaren.

De resultaten die tot nog toe werden vastgesteld wettigen de bewering dat deze oogmerken zullen gehaald worden. De begroting over 1969 zal afgesloten worden zoals werd verwacht, waarschijnlijk zelfs met een licht boni. De oorspronkelijke ontvangsten werden voorzichtig geraamd. Dit feit levert nu niet te versmaden meeropbrengsten op. Het volume van de bijkredieten doorstaat zijnerzijds gunstig de vergelijking met de vorige jaren.

De Regering heeft niettemin stipt het economisch en sociaal programma, dat zij had voorgesteld, uitgevoerd, nl. de voortzetting en versteviging van een actief beleid inzake investeringen en economische expansie, de verbetering van de sociale prestaties ten voordele van de gepensioneerden, van het gezin, van de minder-bedeelden en uitvoering van een omvangrijk plan inzake sociale woningbouw.

Tegelijkertijd heeft zij de problemen die met de hoogconjunctuur samengaan, aangepakt. De versnelling van de economische fenomena, naargelang de herneming zich aftekende en verspreidde, heeft haar er inderdaad toe aangezet, vanaf de maand mei, conjuncturele maatregelen in te stellen ter waarborging van het vereiste evenwicht ter voortzetting van een ordelijke expansie.

Niettegenstaande de tijdelijke moeilijkheden en de voortdurende spanningen op wereldniveau, onder meer inzake rentevoeten, heeft het land anderzijds de storingen die op internationaal monetair vlak optradën; kunnen overbruggen.

De maatregelen, met het oog op de afzwakking van het economisch onevenwicht, die de belangrijkste landen waarmede wij verbonden zijn, namen, zullen misschien een betrekkelijke vertraging van het expansieritme van het jaar 1970 veroorzaken. De expansie zal nochtans stevig aanhouden volgens de vooruitzichten van de bevoegde instituten.

In de begrotingen voor lopende uitgaven en investeringen, die belangrijke instrumenten van het algemeen beleid zijn, moet met deze economische en financiële achtergrond rekening worden gehouden. Daarom werden alle inspanningen afgestemd op een nauwkeurig onderzoek van de voorstellen, op de betrachting van een evenwicht tussen de soms tegenstrijdige hoofdvereisten en op de instandhouding van de positieve resultaten die in 1969 werden bekomen.

De economische ontwikkeling vertoont ongetwijfeld gunstige kanten voor de begroting, doch zij is tevens oorzaak van een uitgavenverhogende factor, inzonderheid wat de rijks-schuld en de aanpassing aan het indexcijfer aangaat. Het hoeft geen betoog dat de werkingskredieten en, meer algemeen; alle uitgavenposten waarop invloed kan uitgeoefend worden, aan een grondig onderzoek werden onderworpen om ze binnen aanvaardbare perken te houden.

Deze actie loopt uit op een gewone begroting die aangroeit met 9,7 %; die groeivoet ligt niet hoger dan die der vorige jaren noch dan die van het nationaal produkt na aanpassing van dit laatste met de normale ontvangstenelasticiteit.

De la sorte le budget a-t-il pu être construit sans aucune aggravation de la fiscalité, les taux existants étant simplement consolidés; d'autre part, l'adaptation de certains tarifs de services a été limitée aux exigences d'une saine gestion. Le Gouvernement tient en même temps, sa promesse d'adapter les impôts sur les revenus modestes de manière à compenser l'effet des hausses de l'indice intervenues depuis son entrée en fonction. En outre, une somme de 4,7 milliards est prélevée sur les recettes ordinaires pour assurer le soutien des investissements via le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Cette situation permet de réduire au minimum l'appel à l'épargne pour la couverture des charges publiques. Grâce aux amortissements inscrits au budget ordinaire, l'accroissement de la dette publique sera ainsi contenu dans la limite de 27 milliards. Cette limite répond au souci de ne pas dépasser pour le financement des budgets, une proportion raisonnable de l'épargne et du volume des moyens disponibles sur le marché des capitaux.

Résolu à exécuter rigoureusement le budget en fonction de ces prémisses, le Gouvernement ne manquerait pas de prendre ou de proposer toutes les mesures requises au cas où des facteurs imprévus viendraient à en perturber le déroulement normal. Si la satisfaction des besoins fondamentaux de l'économie, particulièrement sous l'angle des investissements, devait en dépendre l'ajustement des recettes constituerait, s'il y a lieu, un dernier recours après qu'auraient été épuisées les possibilités de compression des dépenses moins prioritaires. Une stricte discipline sera de mise pour éviter une telle éventualité.

En s'imposant, aussi longtemps que les conditions actuelles persistent, de n'exécuter son programme d'investissements publics que sous réserve d'une tranche conjoncturelle importante, le Gouvernement a pris une attitude d'élémentaire prudence. Il va de soi cependant qu'une détente suffisante sur le plan économique ou financier serait mise à profit pour atténuer la rigueur de la règle.

La politique suivie s'inscrit dans l'esprit de coopération économique internationale indispensable, en particulier au sein de la Communauté Economique Européenne.

Celle-ci est appelée à se prononcer prochainement sur l'option qui a été prise de reporter l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1970.

C'est après en avoir mûrement pesé les conséquences et s'être objectivement rendu aux raisons que suggérait le contexte économique et financier pré rappelé, que cette résolution a été arrêtée.

Le Gouvernement estime qu'il a de la sorte écarté le risque d'une sérieuse perturbation dans l'économie et dans l'exécution du budget; il mettra tout en œuvre pour assurer toute la préparation nécessaire à la réalisation de cette réforme fiscale fondamentale à un moment plus propice.

Voilà les raisons qui autorisent et justifient le dépôt d'un budget en équilibre, en même en boni réel si l'on considère l'importante fraction des recettes réservée à l'expansion et au soutien des investissements dont dépend notre avenir économique. Voilà aussi les raisons qui autorisent et justifient la ferme volonté de ne pas relâcher l'effort tout au long de l'exécution des budgets.

Ce budget se place ainsi, tout comme celui de 1969, dans la ligne de la déclaration gouvernementale dont l'exécution sera scrupuleusement poursuivie par le Gouvernement tant dans le domaine social que dans le domaine économique.

Aldus kon de begroting opgebouwd worden zonder enige aanschroeving van de fiscaliteit, waarvan de bestaande aanslagvoeten eenvoudig werden behouden; anderzijds werd de aanpassing van sommige tarieven voor diensten beperkt tot het noodwendige voor een gezond beheer. De Regering komt eveneens haar beloften na inzake de aanpassing van de belastingen op de bescheiden inkomsten ten einde aldus de invloed van de indexverhogingen sedert haar aantreden op te vangen. Bovendien wordt een bedrag van 4,7 miljard van de gewone ontvangsten afgerekend ter vrijwaring van de steun aan de investeringen, dit via het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.

Deze toestand schept aldus de mogelijkheid het beroep op het spaarvolume, ter dekking van openbare lasten, te beperken. Dank zij de delgingen die op de gewone begroting zijn ingeschreven, zal de verhoging van de Rijksschuld aldus binnen de perken van 27 miljard worden gehouden. Die grens beantwoordt aan de zorg, een redelijk deel van de besparingen en van het op de kapitaalmarkt beschikbaar middelenvolume niet te overschrijden voor de financiering van de begrotingen.

De Regering zal, wegens haar vast voornemen de begroting strikt uit te voeren volgens die grondregelen, niet nalaten om het even welke vereiste maatregelen te treffen of voor te stellen ingeval onvoorzienbare factoren het normaal verloop van de uitvoering zouden verstören. Ingeval de bevriddiging van de fundamentele economische behoeften, inzonderheid op het stuk van investeringen, daarvan zou afhangen, zou de aanpassing van de ontvangsten gebeurlijk de laatste toevlucht zijn nadat vooraf elke mogelijkheid tot beperking van minder prioritaire uitgaven zou uitgeput zijn. Een strenge discipline zal toegepast worden om die eventualiteit te vermijden.

De Regering heeft slechts een standpunt, dat op elementaire voorzichtigheid wijst, ingenomen, door de verplichting aan te gaan haar investeringsprogramma slechts uit te voeren onder voorbehoud van een belangrijke voorwaardelijke schijf, zolang de huidige omstandigheden aanhouden. Het spreekt vanzelf dat van een voldoende ontspanning op economisch en financieel vlak gebruik gemaakt wordt om de gestrengheid van deze regel te verzachten.

Het beleid dat gevuld wordt past in de geest van noodzakelijke internationale economische samenwerking, inzonderheid binnen de Europese Economische Gemeenschap.

Deze laatste zal zich eerlang uitspreken over de optie die genomen werd inzake de verdaging van de invoering van de belasting over de toegevoegde waarde die per 1 januari 1970 voorzien was.

Deze beslissing werd genomen na de gevolgen ervan grondig ontleed te hebben en na in alle objectiviteit de redenen die de economische en financiële samenhang opdringt, te hebben beoordeeld.

De Regering meent aldus het risico van een ernstige verstoring van de economie en van de uitvoering der begroting weggenomen te hebben; zij zal alles in het werk stellen om de noodzakelijke voorbereiding voor de verwezenlijking, op een geschikter ogenblik, van deze grondige fiscale hervorming, volledig veilig te stellen.

Ziedaar de redenen die de neerlegging van een evenwichtige begroting, die zelfs een reëel boni vertoont wanneer men rekening houdt met het aandeel in de ontvangsten dat voor de expansie en de steun aan de investeringen — waarvan onze economische toekomst afhangt — voorbehouden is, mogelijk maken en verantwoorden. Ziedaar eveneens waarom de overtuiging en het vaste voornemen de inspanningen vol te houden over de ganse uitvoeringsperiode van de begroting, gerechtvaardigd en verantwoord is.

Deze begroting ligt, zoals die over 1969, volledig in de geest van de regeringsverklaring waarvan de uitvoering nauwgezet door de Regering zal voortgezet worden zowel op sociaal als op economisch vlak.

## EVOLUTION DU BUDGET DE 1969.

### A. — Le budget ordinaire.

Le budget ordinaire de 1969 a été déposé, il y a un an, en équilibre au niveau de 264,6 milliards.

Ses différents éléments ont évolué, depuis lors, comme suit :

#### a) RECETTES.

Evaluées initialement à 264,6 milliards, elles présentent, à fin août, soit après huit mois, des plus-values d'un montant de 3,8 milliards.

Celles-ci se localisent principalement dans le secteur des contributions directes (3 milliards). Toutefois, elles concernent également d'autres secteurs; c'est ainsi que les droits d'accises et les taxes de transmission excèdent les prévisions respectivement de 1 milliard et de 700 millions. En sens contraire, on notera des moins-values fiscales pour les douanes (800 millions) et les autres droits perçus par l'Enregistrement (166 millions).

La réalisation de telles plus-values au 31 août permet au Gouvernement d'escompter pour l'année 1969 des recettes plus importantes que celles qui étaient espérées lors de l'élaboration du budget. La nouvelle prévision table sur des plus-values globales pour 1969 de quelque 4,5 milliards, ce qui constitue une hypothèse modérée au regard des réalisations actuellement connues.

#### b) DEPENSES.

Le budget déposé comprenait des crédits pour un montant total de 264,6 milliards.

Le vote de certains amendements a porté le volume des crédits à 265,2 milliards.

D'autre part, le Gouvernement sollicitera du Parlement les crédits supplémentaires suivants :

- 1969 proprement dit : 4,6 milliards;
- années antérieures : 2,6 milliards

Le montant afférent à 1969 proprement dit, soit 4,6 milliards, ne représente qu'un pourcentage modeste (1,73 %) du budget initial.

Tant en montants absolus qu'en pourcentage, il se compare favorablement avec celui des crédits supplémentaires sollicités ces dernières années :

- 1968 : 5,9 milliards (2,4 %);
- 1967 : 3,9 milliards (1,8 %);
- 1966 : 4,2 milliards (2,9 %);
- 1965 : 20,9 milliards (12,9 %);
- 1964 : 6,2 milliards (4,2 %).

Encore convient-il de noter qu'il comprend, pour le seul budget de la Dette publique, une prévision supplémentaire de quelque 1,3 milliard à laquelle la hausse — non prévisible lors de l'élaboration du budget — des taux d'intérêt n'est pas étrangère.

## ONTWIKKELING VAN DE BEGROTING OVER 1969.

### A. — De gewone begroting.

De gewone begroting over 1969 werd een jaar geleden in evenwicht neergelegd op het peil van 264,6 miljard frank.

Sedertdien evolueerden de verscheidene elementen ervan als volgt :

#### a) ONTVANGSTEN.

Aanvankelijk geraamd op 264,6 miljard vertoonden de ontvangsten per einde augustus, dus na acht maanden, meeropbrengsten ten belope van 3,8 miljard.

Deze komen inzonderheid voor bij de directe belastingen (3 miljard), doch ook in andere sectoren. Aldus vertonen de accijnzen en de met het zegel gelijkgestelde taksen overschrijdingen van de vooruitzichten met 1 miljard en 700 miljoen. Fiscale minderontvangsten worden, in tegengestelde zin, vastgesteld bij de douanerechten (800 miljoen) en andere door de Registratie geïnde rechten (166 miljoen).

De verkrijging van dergelijke meerontvangsten, per 31 augustus, plaatst de Regering in de mogelijkheid voor het jaar 1969 belangrijker ontvangsten te verwachten dan deze die bij de opstelling van de begroting werden verhoop. De nieuwe raming steunt op een globale meeropbrengst, in 1969, van ongeveer 4,5 miljard; dit is een gematigde veronderstelling in het licht van de thans gekende inningen.

#### b) UITGAVEN.

De neergelegde begroting bevatte kredieten ten belope van een totaal bedrag van ongeveer 264,6 miljard.

De goedkeuring van sommige amendementen bracht het kredietvolume op ongeveer 265,2 miljard.

Anderzijds zal de Regering aan het Parlement de volgende bijkredieten vragen voor :

- het jaar 1969 : 4,6 miljard;
- de vorige jaren : 2,6 miljard.

Het bedrag over 1969, d.i. 4,6 miljard, vertegenwoordigt slechts een beperkt percent (1,73 %) van de oorspronkelijke begroting.

Zowel in absolute cijfers als in percent komt het gunstig voor t.o.v. de kredieten die de vorige jaren werden aangevraagd :

- 1968 : 5,9 miljard (2,4 %);
- 1967 : 3,9 miljard (1,8 %);
- 1966 : 4,2 miljard (2,9 %);
- 1965 : 20,9 miljard (12,9 %);
- 1964 : 6,2 miljard (4,2 %).

Daarbij past het echter in aanmerking te nemen dat de Rijksschuldbegroting alleen reeds een bijkrediet van ongeveer 1,3 miljard vereist, waaraan de niet bij de begrotingsopstelling te voorziene rentestijgingen niet vreemd zijn.

Les autres crédits supplémentaires importants sont localisés aux budgets des Finances (1,1 milliard — provision globale pour index), des Affaires économiques (0,6 milliard — charbonnages), des Travaux publics (0,6 milliard — entretien des routes), de l'Education nationale (0,6 milliard — traitements et subventions-traitements).

Signalons, d'autre part, que les autres budgets présentent des adaptations, soit en plus, soit en moins, qui se compensent.

Quant aux crédits supplémentaires pour les années antérieures (2,6 milliards), ils concernent principalement la Prévoyance sociale (1,2 milliard — assurance maladie-invalidité et maladies professionnelles), l'Education nationale (0,5 milliard — traitements et subventions-traitements), le budget des Pensions (0,4 milliard), les Affaires économiques (0,2 milliard).

En ce qui concerne le chômage, non seulement aucun crédit supplémentaire n'est sollicité, mais encore il a été possible de réduire quelque peu le crédit initial.

### c) SOLDE DU BUDGET ORDINAIRE DE 1969.

En fonction des recettes réévaluées sur les bases décrites ci-dessus, des crédits réajustés et des autres éléments à prendre en considération, le solde du budget ordinaire de 1969 paraît devoir s'établir sur les bases suivantes (en milliards) :

#### *Recettes :*

— Prévisions initiales . . . . .	264,6
— Plus-values réalisées au 31 août 1969 . . . . .	3,8
— Plus-values supplémentaires espérées . . . . .	0,7
	269,1

#### *Dépenses :*

— Crédits votés . . . . .	265,2
— Ajustements :	
— 1969 proprement dit . . . . .	4,6
— années antérieures . . . . .	2,6
	272,4
— À soustraire (annulations et reports) . . . . .	—4,0
	268,4

Cette prévision permet donc d'espérer que le budget de 1969, présenté en équilibre, s'exécutera en équilibre, voire qu'il se soldera par un léger boni.

De andere belangrijke bijkredieten zijn terug te vinden in de begrotingen van Financien (1,1 miljard — globale indexprovisie), van Economische Zaken (0,6 miljard voor de mijnen), van Openbare Werken (0,6 miljard voor het onderhoud der wegen), van Nationale Opvoeding (0,6 miljard voor de wedden en weddetoelagen).

Wijzen wij er anderzijds nog op dat de andere begrotingen wijzigingen in plus of min ondergaan die elkaar compenseren.

Wat de bijkredieten voor vorige jaren aangaat (2,6 miljard) : deze betreffen inzonderheid de begrotingen van Sociale Voorzorg (1,2 miljard voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering en de beroepsziekten), van Nationale Opvoeding (0,5 miljard voor wedden en weddetoelagen), van Pensioenen (0,4 miljard) en van Economische Zaken (0,2 miljard).

Wat de werkloosheid betreft wordt niet alleen geen bijkrediet aangevraagd doch is het mogelijk gebleken het oorspronkelijk krediet ietwat te verlagen.

### c) SALDO VAN DE GEWONE BEGROTING OVER 1969.

In functie van de op vorenvermelde gronden herschatte ontvangsten, van de aangepaste kredieten en van de overige elementen die in aanmerking moeten genomen worden, blijkt het saldo van de gewone begroting over 1969 op de volgende basis vastgesteld te kunnen worden (in miljarden) :

#### *Ontvangsten :*

— Oorspronkelijke ramingen . . . . .	264,6
— Per 31 augustus 1969 verwezenlijkte meerontvangsten . . . . .	3,8
— Bijkomende verwachte meerontvangsten . . . . .	0,7
<hr/>	
	269,1

#### *Uitgaven :*

— Gestemde kredieten . . . . .	265,2
--------------------------------	-------

#### *Aanpassingen :*

— 1969 . . . . .	4,6
— vorige jaren . . . . .	2,6
<hr/>	
— Af te trekken (annuleringen en overdrachten) . . . . .	—4,0
<hr/>	
	268,4

Deze vooruitzichten wettigen dus de hoop dat de begroting over 1969, in evenwicht neergelegd, in evenwicht zal uitgevoerd worden of zelfs met een licht boni zal afsluiten.

### B. — Le budget extraordinaire.

Synthétiquement, le programme des engagements du budget extraordinaire se présentait comme suit (en milliards) :

a) Budget extraordinaire proprement dit et Fonds des Routes ...	... 41,6
Dépenses financières ...	... 5,2
	—————
	46,8
b) Dépenses débudgétisées ...	... 12,6
	—————
	59,4

Le Gouvernement avait, d'autre part, prévu une tranche conditionnelle de 9,6 milliards, mais par suite de l'évolution de la conjoncture, il a renoncé à l'engager.

Il a d'autre part procédé à des adaptations mineures de programme qui ne modifient toutefois pas le montant global de 59,4 milliards.

Les prévisions de décaissements pour le secteur budgétaire sont de quelque 47 milliards. Ce montant doit être porté à quelque 48,8 milliards pour tenir compte de la résorption en 1969 des traites relatives au Fonds des Routes, en circulation au 31 décembre 1968.

Déduction faite des recettes extraordinaires d'un montant de quelque 0,5 milliard, le solde du budget extraordinaire pourrait atteindre 48,3 milliards.

### C. — Dette publique.

Sur base des éléments décrits ci-dessus et compte tenu des autres facteurs à prendre en considération (parmi lesquels nous citerons particulièrement les amortissements de la Dette publique), l'accroissement net de cette dernière pourrait atteindre 30 milliards en 1969.

Les montants correspondants pour 1967 et 1968 étaient respectivement de 22,6 milliards et de 33,8 milliards.

Toutefois l'incidence des traites ne peut être perdue de vue. Elles ont, en effet, en 1967 et en 1968, allégé l'évolution de la dette publique à concurrence respectivement de 0,8 et de 1 milliard, tandis qu'elles alourdiront cette évolution en 1969 à concurrence de 1,8 milliard.

Déduction faite de ce facteur, la dette publique aurait progressé de quelques 28,2 milliards en 1969 contre 23,3 milliards en 1967 et 34,8 milliards en 1968.

### B. — De buitengewone begroting.

Samengevat kwam het vastleggingsprogramma van de buitengewone begroting er aldus voor (in miljarden) :

a)	Eigenlijke buitengewone begroting en Wegenfonds	... ... ...	41,6
	Financiële uitgaven	... ... ...	5,2
			—————
			46,8
b)	Gedebudgettiseerde uitgaven	... ... ...	12,6
			—————
			59,4

De Regering had daarenboven een voorwaardelijke vastleggingsschijf van 9,6 miljard voorzien, doch heeft, omwille van de conjuncturele evolutie, van de uitvoering ervan afgezien.

Zij heeft anderzijds wel aanpassingen van minder belang doorgevoerd die echter niets aan het globaal bedrag van 59,4 miljard wijzigen.

De vooruitzichten inzake kasuitgaven voor de budgettaire sector belopen zowat 47 miljard. Dit bedrag moet opgevoerd worden tot 48,8 miljard om rekening te houden met de opslorping, in 1969, van de wissels getrokken op het Wegenfonds en in omloop op 31 december 1968.

Na aftrek van de buitengewone ontvangsten, ten belope van ongeveer 0,5 miljard, zou het saldo van de buitengewone begroting 48,3 miljard kunnen bereiken.

### C. — Rijksschuld.

Op grond van de bovenstaande elementen, en rekening gehouden met de andere factoren die in aanmerking dienen genomen te worden (waaronder inzonderheid de schulddelging dient geciteerd), kan de netto-stijging van de Rijksschuld in 1969 30 miljard belopen.

De overeenkomstige bedragen voor 1967 en 1968 waren respectievelijk 22,6 miljard en 33,8 miljard.

Nochtans mag de invloed van de wissels niet uit het oog verloren worden. Zij hebben immers, in 1967 en 1968, de evolutie van de Rijksschuld verlicht ten belope van respectievelijk 0,8 en 1 miljard, terwijl zij deze evolutie in 1969 versnellen ten belope van 1,8 miljard.

Na aftrek van dit element zou de Rijksschuld in 1969 met 28,2 miljard toenemen tegenover 23,3 miljard in 1967 en 34,8 miljard in 1968.

## LE BUDGET DE 1970.

Comme il a été dit plus haut, le budget ordinaire de 1970 accuse une augmentation de 9,7 % par rapport au budget déposé 1969.

D'autre part, le budget extraordinaire, en ce qui concerne les investissements directs, comprend un programme supérieur de 10 % à celui de 1969, mais avec une tranche conjoncturelle portée à 27,5 % contre 15 % en 1969.

Compte tenu des éléments dont il est fait état plus loin, la prévision de recettes en fonction de la croissance du produit national laisse un excédent important par rapport aux dépenses. Un montant de 4,7 milliards a pu être affecté à l'investissement productif par le truchement du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Avec le 1,3 milliard de recettes déjà précédemment affectées, ce Fonds disposera ainsi d'un total de ressources de 6 milliards, non compris les moyens mis à sa disposition dans le budget extraordinaire pour la réalisation des infrastructures économiques.

Le total de 6 milliards est disponible pour le financement des opérations suivantes :

- Affaires économiques : aides aux investissements : 4 967 millions;
- Classes moyennes : crédits aux petites et moyennes entreprises et professions indépendantes : 139 millions;
- Communications : crédit maritime : 128 millions;
- Finances : garanties de l'Etat : 160 millions;
- Agriculture : Fonds d'investissement agricole : 591 millions.

### A. — Le budget ordinaire.

Après en avoir distrait les 4,7 milliards cités plus haut, le budget des Voies et Moyens prévoit un total de recettes ordinaires de 290,5 milliards, tandis que les dépenses s'élèvent à 290,3 milliards.

#### a) RECETTES.

L'Exposé général de 1969 prévoyait pour cette année 251,6 milliards de recettes fiscales et 13 milliards de recettes non fiscales, soit au total 264,6 milliards.

Les recettes fiscales envisagées comprenaient un montant de 2,7 milliards au titre d'accélération de la perception qu'il convient donc de déduire de la base à prendre en considération pour le calcul des recettes de 1970.

En sens contraire, on notera que les réalisations à fin août en matière de recettes fiscales (plus-value de 3,8 milliards) permettent d'espérer en 1969 des plus-values fiscales de quelque 4,5 milliards, de telle manière que la base à prendre en considération en matière de recettes fiscales est de  $251,6 - 2,7 + 4,5 = 253,4$  milliards.

L'hypothèse du taux de croissance du produit national brut retenue par le Gouvernement est de 4,75 % en volume et de 4 % en prix.

## DE BEGROTING OVER 1970.

Zoals hierboven werd gezegd is de gewone begroting voor 1970 met 9,7 % gestegen ten opzichte van de neergelegde begroting voor 1969.

Anderzijds behelst de buitengewone begroting inzake de directe investeringen een programma dat 10 % hoger ligt dan dat van 1969, maar met een conjunctuurschijf van 27,5 % tegen 15 % in 1969.

Rekening gehouden met de diverse elementen waarvan hierna sprake, laten de ontvangsten, in functie van de aangroei van het nationaal produkt, een belangrijk overschat verwachten ten opzichte van de uitgaven. Een bedrag van 4,7 miljard wordt aangewend voor de produktieve investeringen langs het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie om. Met de reeds voorheen voor dit Fonds bestemde ontvangsten, ten bedrage van 1,3 miljard, zal dit laatste aldus over een totaal van 6 miljard ontvangsten beschikken, hierin niet begrepen de middelen die het door de buitengewone begroting ter beschikking worden gesteld voor de verwezenlijking van de economische infrastructuur.

Het totaal van 6 miljard is beschikbaar voor de financiering van de volgende verrichtingen :

- Economische Zaken : investeringshulp : 4 967 miljoen;
- Middenstand : kredieten aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandige beroepen : 139 miljoen;
- Verkeerswezen : scheepsbouwkrediet : 128 miljoen;
- Financiën : Staatswaarborg : 160 miljoen;
- Landbouw : Landbouwinvesteringsfonds : 591 miljoen.

### A. — De gewone begroting.

Na aftrekking van de 4,7 miljard hierboven, voorziet de Rijksmiddelenbegroting 290,5 miljard als totaal bedrag van de gewone ontvangsten, terwijl de uitgaven 290,3 miljard bedragen.

#### a) ONTVANGSTEN.

De Algemene Toelichting van 1969 voorzag voor dit jaar 251,6 miljard fiscale ontvangsten en 13 miljard niet-fiscale opbrengsten, dit is een totaal van 264,6 miljard.

De in aanmerking genomen fiscale ontvangsten bevatten een bedrag van 2,7 miljard voor de versnelde inning die uit de referentiebasis voor de berekening der ontvangsten van 1970 moeten verwijderd worden.

Te noteren valt, in tegengestelde zin, dat de verwezenlijkte fiscale ontvangsten per einde augustus (meeropbrengst van 3,8 miljard) de hoop wettigen op een meeropbrengst van ongeveer 4,5 miljard in 1969, zodat de referentiebasis inzake fiscale ontvangsten aldus  $251,6 - 2,7 + 4,5 = 253,4$  miljard bedraagt.

Als groeihypothese voor het bruto nationaal produkt werd door de Regering 4,75 % in volume en 4 % in prijs in aanmerking genomen.

Compte tenu, en outre, d'un coefficient d'élasticité des recettes de 1,14, la majoration des recettes fiscales pourrait être de 25,8 milliards.

Afin de compenser la surcharge fiscale résultant de la hausse du coût de la vie depuis le 17 juin 1968, le Gouvernement procédera à une adaptation des impôts directs sur les revenus modestes. Cette réforme entraînera une réduction de 1 milliard. En 1970, première année d'adaptation, les recettes en moins ne s'élèveront toutefois qu'à 0,7 milliard. L'incidence de ce facteur ainsi que l'addition d'un montant supplémentaire de 1,5 milliard trouvant son origine dans une meilleure perception de l'impôt, porteraient les recettes fiscales globales de 1970 à 279,9 milliards.

Compte tenu, en outre, des recettes non fiscales qui connaissent une progression plus nette qu'habituellement (15,3 milliards contre une prévision initiale de 13 milliards pour 1969), les recettes ordinaires totales sont évaluées à 295,2 milliards.

L'attention doit être attirée sur le fait qu'aucune majoration d'impôts n'a été prise en considération à l'appui de cette prévision. Tout au plus, s'inspirant de l'exemple d'autres pays européens, le Gouvernement propose-t-il, dans la perspective de la création envisagée d'une régie des postes, d'aménager les tarifs postaux. Notons d'autre part que les tarifs de la S.N.C.B. seront prochainement adaptés.

#### b) DEPENSES.

Le montant total des crédits sollicités pour les différents budgets s'élève à 290,3 milliards.

La majoration est donc de 25,7 milliards, soit 9,71 % par rapport au budget déposé (264,6 milliards) et de 25,1 milliards, soit 9,46 %, par rapport au budget voté (265,2 milliards) de 1969.

Rappelons que les pourcentages correspondants pour les trois années antérieures ont été respectivement de 9,45 % pour 1967, de 8,91 % pour 1968 et de 9,88 % pour 1969.

Ces pourcentages sont donc du même ordre de grandeur. En une période de haute conjoncture, comme celle que nous connaissons actuellement, certaines causes de majoration exercent une influence sensible. Citons, à titre d'exemple, l'évolution de l'indice du coût de la vie et la hausse des taux d'intérêt.

Aussi le Gouvernement a-t-il dû faire un effort tout particulier pour limiter le taux de croissance du budget à celui des années précédentes.

En effet, il s'est trouvé devant la nécessité d'établir son budget en prenant en considération deux tranches supplémentaires d'index (index 130 pour 1970 à comparer avec un index 125 pour 1969) et en adoptant l'hypothèse qu'un nouveau saut de l'indice influencera les dépenses de l'Etat en 1970 pendant cinq mois. Une majoration des dépenses de quelque 7,2 milliards par rapport au budget initial de 1969 est imputable à ce seul facteur.

Une deuxième cause importante de la croissance du budget de 1970 réside dans l'évolution des charges de la dette publique.

Le budget de 1970 se situe, en effet, 6,4 milliards au-dessus du budget initial de 1969 (52,6 milliards contre 46,2 milliards). Cet accroissement est imputable, d'une part, à l'augmentation du volume de la dette qui trouve elle-même, pour la plus grande partie, son origine dans l'importance de plus en plus grande des décaissements que l'Etat effectue pour financer

Als daarbij nog rekening wordt gehouden met de elasticiteitscoëfficiënt der ontvangsten die 1,14 bedraagt, zou de verhoging van de fiscale ontvangsten 25,8 miljard kunnen belopen.

Ten einde de sterkere fiscale druk, die voortvloeit uit de toeneming van de levensduurte sedert 17 juni 1968, te compenseren, zal de Regering een aanpassing van de directe belastingen doorvoeren ten voordele van de bescheiden inkomens. Deze hervorming zal een opbrengstvermindering van 1 miljard meebrengen. De minderontvangst zal in 1970, het eerste toepassingsjaar, echter slechts 0,7 miljard bedragen. De invloed van deze wijziging, alsmede de toevoeging van een bijkomende ontvangst van 1,5 miljard uit hoofde van een betere belastinginvoering, brengen de fiscale ontvangsten voor 1970 op globaal 279,9 miljard.

Wordt daarenboven rekening gehouden met de niet-fiscale ontvangsten, die een stijging ondergaan die hoger ligt dan gebruikelijk (15,3 miljard tegenover een oorspronkelijke raming van 13 miljard voor 1969), dan worden de totale gewone ontvangsten geraamd op 295,2 miljard.

Het dient onderlijnd dat geen enkele belastingverhoging werd in aanmerking genomen ter ondersteuning van deze vooruitzichten. De Regering stelt hoogstens voor, daarbij geleid door het voorbeeld van andere Europese landen, de posttarieven aan te passen in het vooruitzicht van de beoogde oprichting van een postregie. Te noteren valt anderzijds de komende aanpassing der spoorwegtarieven.

#### b) UITGAVEN.

Het totaal bedrag van de aangevraagde kredieten op de verschillende begrotingen bedraagt 290,3 miljard.

De toeneming bedraagt dus 25,7 miljard, of 9,71%, ten overstaan van de neergelegde begroting (264,6 miljard) en 25,1 miljard, of 9,46 %, ten overstaan van de gestemde begroting (265,2 miljard) over 1969.

Ter herinnering : de overeenstemmende percenten belopen voor de vorige drie jaar respectievelijk 9,45 % in 1967, 8,91 % in 1968 en 9,88 % in 1969.

Deze percenten liggen dus rond hetzelfde peil. In een hoogconjunctuurperiode, zoals wij die thans ondergaan, oefenen sommige verhogingsoorzaken een merkelijke invloed uit. Zo bijvoorbeeld de evolutie van de index der kosten voor levensonderhoud en de rentestijging.

De Regering heeft dan ook een bijzondere inspanning moeten opbrengen om de groeiwoot van de begroting te beperken tot die der vorige jaren.

Zij stond inderdaad voor de noodzaak haar begroting op te stellen met inaanmerkingneming van twee bijkomende indexschijven (index 130 voor 1970 in vergelijking met index 125 voor 1969) en met de aanvaarding van de hypothese van een nieuwe indexsprong die de Rijksuitgaven in 1970 over vijf maand zal belasten. Een uitgavenaccres van ongeveer 7,2 miljard ten overstaan van de oorspronkelijke begroting over 1969, is uitsluitend aan deze factor te wijten.

Een tweede belangrijke verhogingsoorzaak van de begroting over 1970 ligt bij de evolutie van de Rijksschuldbelasting.

Deze begroting overschrijdt, in 1970, met 6,4 miljard de oorspronkelijke begroting over 1969 (52,6 miljard tegenover 46,2 miljard). Die stijging is toe te schrijven, enerzijds, aan de toename van de schuld die zelf, voor het ruimste deel, haar oorsprong vindt in het steeds toenemende belang van de kasuitgaven van de Staat ten behoeve van de financiering

ses investissements, et d'autre part, dans la hausse des taux d'intérêt, qui constitue un phénomène mondial à l'influence duquel notre pays n'échappe pas.

Une troisième cause est constituée par les dépenses supplémentaires résultant du nouvel accord de programmation sociale. Il est normal que le Gouvernement s'inspire de l'évolution générale des salaires et des traitements pour adapter la hauteur de la rémunération des agents des services publics et celle des pensions. Un montant de quelque 2 milliards sera affecté à cette fin en 1970.

Au total, ces trois facteurs — dont le caractère inéluctable n'échappera à personne — entraînent une majoration des dépenses de quelque 15,6 milliards, représentant plus de 60 % de l'augmentation globale.

C'est dire qu'il a fallu peser d'une manière très sévère sur les prévisions de dépenses des divers départements.

\*  
\*\*

Examinons dans quels budgets sont situées les principales majorations.

La majoration globale est de 25,1 milliards par rapport au budget voté. Compte tenu de ce que certains budgets présentent des réductions, les autres budgets progressent de quelque 27 milliards.

Le budget de la *Dette publique*, à lui seul, absorbe près du quart de cette majoration (6,4 milliards).

Autre budget présentant une majoration importante en montants absolus, quoique ne dépassant en pourcentage (11 %) que légèrement l'augmentation du budget général : l'*Education nationale* (5,4 milliards, soit 20 % de l'augmentation globale).

Viennent ensuite les majorations qui concernent la *Prévoyance sociale* (+3,7 milliards — I.N.A.M.I., maladies professionnelles), l'*Intérieur* (+2,2 milliards — incidence du mécanisme légal du financement des Fonds des communes et des provinces), la *Santé publique* et le *Logement* (+2 milliards), les *Pensions* (+1,8 milliard).

Ces six budgets (sur 22) totalisent à eux seuls une majoration de 21,5 milliards, soit 80 % de la majoration globale.

Le chapitre intitulé « Principaux aspects de la politique budgétaire » donne des renseignements plus détaillés sur l'évolution des principaux crédits qui conditionnent le budget de 1970.

#### B. — Le budget extraordinaire.

Le Gouvernement s'est trouvé devant le même problème que l'année dernière : la nécessité de développer l'infrastructure de notre pays, tout en prenant en considération les impératifs de sa politique économique et financière générale.

Retenant la technique utilisée précédemment, il prévoit pour son budget extraordinaire et le Fonds des Routes, d'une part, un programme de base et d'autre part, un important programme conditionnel.

der investeringen en, anderzijds, aan de stijging van de rentevoet, dat een wereldverschijnsel is waaraan ons land niet ontsnapt.

Een derde oorzaak ligt bij de aanvullende uitgaven die uit het nieuw akkoord over de sociale programmatie voortvloeien. Het is vanzelfsprekend dat de Regering zich, bij de aanpassing van de bezoldiging der personeelsleden van de openbare diensten en bij deze van de pensioenen, laat leiden door de algemene ontwikkeling van de wedden en salarissen. Een bedrag van om de 2 miljard wordt daarvoor bestemd.

Globaal veroorzaken deze drie factoren, waarvan het onafwendbaar karakter niemand zal ontgaan, een uitgavenverhoging van bij de 15,6 miljard, wat 60 % van de globale stijging vertegenwoordigt.

Het hoeft geen betoog dat dan ook zeer streng op de uitgaven der diverse departementen moest worden gedrukt.

\* \*

Laten wij even onderzoeken in welke begrotingen de bijzonderste verhogingen optreden.

De globale verhoging bedraagt 25,1 miljard ten overstaan van de gestemde begroting. De aanpassingen in min op sommige begrotingen in aanmerking genomen, nemen de overige begrotingen met zowat 27 miljard toe.

De *Rijksschuldbegroting* slorpt alleen reeds één vierde van deze verhoging (6,4 miljard) op.

Een andere begroting vertoont een belangrijke stijging in absolute bedragen hoewel zij, in percent (11 %), slechts licht boven de globale begroting uitgaat, nl. *Nationale Opvoeding* (5,4 miljard of 20 % van de globale toename).

Dan komen de verhogingen betreffende *Sociale Voorzorg* (+3,7 miljard — R.I.Z.I.V., beroepsziekten), *Binnenlandse Zaken* (+2,2 miljard — invloed van de wettelijke financieringsregeling van het Gemeente- en het Provinciefonds), *Volksgezondheid* en *Huisvesting* (+2 miljard) en *Pensioenen* (+1,8 miljard).

Die zes begrotingen (op 22) vertegenwoordigen alleen reeds een verhoging van 21,5 miljard of 80 % van de totale toename.

Onder het hoofdstuk « Bijzonderste aspecten van het budgettair beleid » worden meer diepgaande inlichtingen verschafft over de belangrijkste kredieten die de begroting over 1970 bepalen.

#### B. — De buitengewone begroting.

De Regering bevond zich tegenover eenzelfde probleem als vorig jaar, nl. de noodzaak de infrastructuur van ons land te ontwikkelen en daarbij de dwingende vereisten van haar economische en financiële politiek in aanmerking te nemen.

Door herneming van de techniek die zij voorheen heeft toegepast, voorziet zij in haar buitengewone begroting en in deze van het Wegenfonds eensdeels een basisprogramma en anderdeels een belangrijk voorwaardelijk programma.

Le programme de base de 1969 s'élevait à 38,3 milliards, déduction faite de l'intervention de 3,3 milliards en faveur du Fonds de renouvellement de la S.N.C.B. qui est rattaché au chapitre des « octrois de crédits et participations ».

Pour 1970 est prévu un programme de base d'engagements de quelque 38,2 milliards, auquel il y a lieu d'ajouter les dépenses financières (octrois de crédits et participations d'un montant de 9 milliards, y compris l'intervention de 3,3 milliards en faveur du Fonds de renouvellement de la S.N.C.B.), ainsi qu'un important programme pour le secteur débudgétisé (subventions pour travaux communaux, intercommunales routières : E3, E5, E9 et E40, Canal Albert et Canal du Rupel).

Le programme des engagements de ce secteur débudgétisé s'élève à quelque 14,7 milliards, dont 10,4 milliards pour les autoroutes.

Le Gouvernement s'efforcera, dans toute la mesure possible, de permettre l'engagement intégral du programme des autoroutes du secteur débudgétisé et réservera un sort identique au programme de l'autoroute de Wallonie, compris dans le programme de base du Fonds des Routes.

A côté du programme de base décrit ci-dessus, le Gouvernement a prévu un programme conditionnel de 14,6 milliards susceptible d'être libéré en tout ou partie en fonction de l'évolution économique et de l'état du marché des capitaux.

#### C. — Evolution prévisible de la Dette publique.

Sur base d'un budget ordinaire en équilibre, de décaissements de quelque 49,3 milliards à charge du budget extraordinaire et des autres facteurs à prendre en considération (d'une part, garanties Congo et frais d'émission d'emprunts, d'autre part, recettes domaniales et surtout amortissements de la Dette publique évalué à 22,5 milliards), le Gouvernement estime que la dette publique pourrait augmenter de quelque 27 milliards en 1970.

\* \*

Telles sont les lignes directrices du budget, tant ordinaire qu'extraordinaire, que le Gouvernement a élaboré pour 1970.

Ce budget traduit sa volonté d'assurer le progrès économique et social des différentes régions du pays, de répondre à leurs besoins structurels et de remplir les obligations internationales que nous avons contractées, tout en pratiquant une politique budgétaire conforme aux nécessités de la situation économique et financière générale.

Bruxelles, le 30 septembre 1969.

*Le Premier Ministre,*

G. EYSKENS.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,*

A. COOLS.

*Le Ministre des Finances,*

Baron SNOY et d'OPPUERS.

Het basisprogramma voor 1969 beliep 38,3 miljard na aftrek van een tussenkomst van 3,3 miljard ten voordele van het vernieuwingsfonds van de N.M.B.S dat gehecht wordt aan het hoofdstuk « kredietverleningen en deelnemingen ».

Voor 1970 wordt een basisprogramma van ongeveer 38,2 miljard vastleggingen opgenomen, waaraan nog de financiële uitgaven (kredietverleningen en deelnemingen voor een bedrag van 9 miljard met inbegrip van een tussenkomst van 3,3 miljard voor het Vernieuwingsfonds van de N.M.B.S.) evenals een belangrijk programma van de gedebudgettiseerde sector (toelagen voor gemeentewerken; intercommunales voor wegenbouw : E3, E5, E39, E9 en E40; Albertkanaal en Rupelkanaal) moeten toegevoegd worden.

Het vastleggingsprogramma van deze gedebudgettiseerde sector beloopt 14,7 miljard, waarvan 10,4 miljard voor de autosnelwegen.

De Regering zal zich inspannen om in de mate van het mogelijke de integrale vastlegging van het autosnelwegenprogramma van de gedebudgettiseerde sector toe te laten en zal op dezelfde wijze handelen wat het programma van de Waalse Autosnelweg, begrepen in het basisprogramma van het Wegenfonds, betreft.

Boven het hiervoren beschreven basisprogramma heeft de Regering een voorwaardelijk programma van 14,6 miljard voorzien dat in aanmerking komt voor gehele of gedeelte-lijke verwezenlijking naargelang van het economisch verloop en in de stand van de kapitaalmarkt.

#### C. — Vooruitzichten inzake verloop van de Rijksschuld.

Op grond van een evenwichtige gewone begroting, van de kasuitgaven van ongeveer 49,3 miljard op de buitengewone begroting en van de andere factoren die dienen in aanmerking te worden genomen (enerzijds de gewaarborgde Kongoschuld en de schuldemissielasten, anderzijds de domaniale ontvangsten en ten slotte vooral de delging van de Rijkschuld ten belope van 22,5 miljard) meent de Regering dat de Rijksschuld zou kunnen toenemen met zowat 27 miljard in 1970.

\* \*

Dit zijn de grondkenmerken van de begroting, zowel gewone als buitengewone, die de Regering heeft uitgewerkt voor 1970.

Deze begroting vertolkt de wil om de economische en sociale opgang van de verschillende gewesten van het land te waarborgen, om aan hun structurele noden tegemoet te komen en om de internationale verplichtingen die wij aangingen, na te leven, en tevens om een budgetair beleid te voeren conform de noodwendigheden van de algemene economische en financiële toestand.

Brussel, 30 september 1969.

*De Eerste Minister,*

*G. EYSKENS.*

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,*

*A. COOLS.*

*De Minister van Financiën,*

*Baron SNOY et d'OPPUERS.*

LES BUDGETS DES DEPENSES ORDINAIRES  
DE 1969 ET DE 1970.  
(En millions de francs.)

DE BEGROTINGEN DER GEWONE UITGAVEN  
VOOR 1969 EN 1970.  
(In miljoenen frank.)

BUDGETS — BEGROTINGEN	1969			1970		
	Budget voté — <i>Gestemde begroting</i>	Budget ajusté — <i>Aangepaste begroting</i>	Différence — <i>Verschil</i>	Propositions — <i>Voorstellen</i>	Différence (4-1) — <i>Verschil (4-1)</i>	Différence (4-2) — <i>Verschil (4-2)</i>
	1	2	3	4	5	6
Dette publique. — <i>Rijkschuld</i> ... ... ...	46 175,7	47 949,0	+1 773,3	52 600,8	+ 6 425,1	+ 4 651,8
Pensions. — <i>Pensioenen</i> ... ... ...	31 002,1	31 144,8	+ 142,7	32 769,1	+ 1 767,0	+ 1 624,3
Dotations. — <i>Dotatiën</i> ... ... ...	763,7	949,0	—	829,6	+ 65,9	+ 65,9
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ...	978,0	763,7	— 29,0	1 463,7	+ 485,7	+ 514,7
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ...	5 244,6	5 271,9	+ 27,3	5 925,0	+ 680,4	+ 653,1
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ...	16 136,4	16 166,2	+ 29,8	18 320,5	+ 2 184,1	+ 2 154,3
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ...	2 633,2	2 544,8	— 88,4	2 718,1	+ 84,9	+ 173,3
Assistance technique. — <i>Technische bij- stand</i> ... ... ...	2 880,7	2 875,7	— 5,0	3 339,6	+ 458,9	+ 463,9
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ...	19 766,1	20 056,1	+ 290,0	20 647,0	+ 880,9	+ 590,9
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ...	3 304,0	3 337,7	+ 33,7	3 646,0	+ 342,0	+ 308,3
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ...	8 457,7	8 380,8	— 76,9	8 211,0	— 246,7	— 169,8
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ... ... ...	7 753,1	8 409,2	+ 656,1	7 476,1	— 277,0	— 933,1
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ...	552,9	537,8	— 15,1	697,4	+ 144,5	+ 159,6
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ...	4 702,6	5 328,8	+ 626,2	10 995,2	+ 6 292,6	+ 5 666,4
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> ...	10 895,9	10 769,4	— 126,5	8 879,1	— 2 016,8	— 1 890,3
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> ... ... ...	8 182,7	8 155,1	— 27,6	5 506,8	— 2 675,9	— 2 648,3
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ... ...	3 464,2	3 258,5	— 205,7	2 059,8	— 1 404,4	— 1 198,7
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ...	21 408,7	21 568,3	+ 159,6	25 062,1	+ 3 653,4	+ 3 493,8
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezond- heid en Gezin</i> ...	9 825,3	9 582,5	— 242,8	11 839,8	+ 2 014,5	+ 2 257,3
Finances. — <i>Financiën</i> ... ...	8 410,4	9 507,5	+ 1 097,1	8 913,1	+ 502,7	+ 594,4
Education nationale. — <i>Nationale Opvoe- ding</i> ... ... ...	48 817,4	49 398,7	+ 581,3	54 157,0	+ 5 339,6	+ 4 758,3
Culture. — <i>Cultuur</i> ... ... ...	3 800,0	3 773,8	— 26,2	4 291,1	+ 491,1	+ 517,3
Total. — <i>Totaal</i> .	265 155,4	269 729,3	+ 4 573,9	290 347,9	+ 25 192,5	+ 20 618,6

## PREMIERE PARTIE.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE,  
FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE.

## CHAPITRE I.

CONSIDERATIONS ÉCONOMIQUES  
ET FINANCIERES GÉNÉRALES.

## A. — CONSIDERATIONS ÉCONOMIQUES.

## 1. La situation économique internationale.

La croissance économique des principaux pays industrialisés se poursuit, sans avoir été sensiblement affectée par les crises monétaires et les mouvements spéculatifs y afférents qui se sont déclenchés en novembre 1968 et en mai 1969. Les mesures de sauvegarde prises par les autorités des divers pays, les organismes responsables du fonctionnement des mécanismes monétaires internationaux et les instances des communautés européennes ont permis de contrecarrer ces mouvements et de corriger les répercussions, sur le plan européen, de la dévaluation du franc français intervenue le 8 août 1969.

Ces mesures se sont notamment traduites par un relèvement généralisé et très accentué des taux d'intérêt, tandis qu'à des degrés sans doute divers, plusieurs pays ont limité la libre circulation des fonds. Le renchérissement du coût de l'argent était, par ailleurs, justifié par les tensions inflationnistes déclenchées par l'expansion vigoureuse de la demande globale. Les capacités techniques de production étant utilisées à un degré très élevé et une certaine pénurie de main-d'œuvre étant apparue, l'offre de biens et de services a perdu une bonne part de son élasticité de sorte que les prix ont commencé à s'alourdir notablement. La politique conjoncturelle au niveau international a, dès lors, été orientée de manière nettement restrictive.

Aux *Etats-Unis*, cette politique qui s'est concrétisée par un alourdissement de la fiscalité directe, une forte réduction du rythme des dépenses budgétaires, des relèvements du taux d'escompte dont le niveau se situe à 6 % depuis avril 1969, n'a pas encore entièrement maîtrisé l'expansion inflationniste de l'économie. Pour l'année entière le produit national brut augmenterait d'environ 3,25 % en volume par rapport à 1968. En dépit des nouvelles charges fiscales, la demande des ménages, alimentée par un fléchissement du taux d'épargne, reste très vive. Les investissements des entreprises continuent à se développer à un rythme annuel d'environ 12 %.

La politique monétaire restrictive pratiquée par la Federal Reserve a rejouillé sur les marchés financiers européens qui ont été largement sollicités par les firmes américaines, par l'intermédiaire du marché des euro-dollars. Celui-ci s'est tendu et les taux d'intérêt y ont atteint des niveaux exorbitants.

## EERSTE DEEL.

ECONOMISCH,  
FINANCIËL EN BUDGETTAIR BELEID.

## HOOFDSTUK I.

ALGEMENE ECONOMISCHE  
EN FINANCIËLE BESCHOUWINGEN.

## A. — ECONOMISCHE OVERWEGINGEN.

## 1. De internationale economische toestand.

De economische groei der voornaamste geïndustrialiseerde landen zet zich voort, zonder daarbij merkbaar aangestast te zijn geweest door de monetaire crississen en de eraan verbonden speculatieve bewegingen die zich in november 1968 en in mei 1969 ingezet hebben. De vrijwulingsmaatregelen die genomen werden door de overheden der verschillende landen, door de organen die verantwoordelijk zijn voor de werking der internationale monetaire mechanismen en door de beleidsinstanties van de Europese Gemeenschappen hebben het mogelijk gemaakt die bewegingen in te dijken en correctief op te treden t.o.v. de weerslag, op Europees vlak, van de devaluatie van de Franse frank, per 8 augustus 1969.

Deze maatregelen hebben zich onder meer geuit in een veralgemeende en sterk uitgesproken verhoging der interestvoeten, terwijl verscheidene landen het vrij geldverkeer hebben beperkt, zij het niet allen in dezelfde mate. Het duurder worden van het geld, was ten andere gerechtvaardigd door de inflatoire spanningen die in het leven werden geroepen door de krachtige expansie van de globale vraag. Daar de technische produktiecapaciteit in een zeer hoge graad gebruikt werd, en daar een zeker tekort aan arbeidskrachten ontstond, heeft het aanbod van goederen en van diensten een groot deel van zijn elasticiteit verloren, zodat het prijsbeeld ongunstig begon te evolueren. Op internationaal vlak werd het conjunctuurbeleid dientengevolge uitgesproken restrictief gericht.

In de Verenigde Staten heeft deze politiek, die zich concretiseerde in een verzwaring van de directe belastingen, in een sterke vermindering van het ritme der begrotingsuitgaven en in verhogingen van de discontovoet, waarvan het peil sedert april 1969 6 % bedraagt, de inflatoire expansie van de economie nog niet effectief kunnen bedwingen. Voor het ganse jaar zou het bruto nationaal product, in vergelijking met 1968 stijgen in volume met 3,25 %. Nietteminstaande de nieuwe fiscale lasten, blijft de vraag vanwege de gezinnen zeer levendig, wat mogelijk is door een verlaging van de spaarquote. De bedrijfsinvesteringen ontwikkelen zich verder tegen een jaarlijks ritme van ongeveer 12 %.

Het restrictief monetair beleid van de Federal Reserve heeft zijn invloed gehad op de Europese financiële markten die, via de Euro-dollarmarkt, gretig werden aangezocht door de Amerikaanse firma's. De Euro-dollarmarkt werd gespannen en de interestvoeten hebben buitensporige hoogten bereikt.

*Au Royaume-Uni* la politique économique demeure centrée sur la restauration de l'équilibre extérieur et la reconstitution des réserves de change. Cette politique s'est manifestée tant dans le domaine budgétaire que dans celui du crédit. En février 1969, le taux d'escompte a été rétabli au niveau exceptionnel de 8 % qui avait été introduit lors de la dévaluation de la livre en novembre 1967. Cette dernière n'a pas engendré jusqu'à présent les effets escomptés par le Gouvernement, le transfert de ressources que l'ajustement monétaire devait produire, ayant été inférieur aux prévisions. En 1968, le déficit des transactions courantes de la balance des paiements a atteint 419 millions de livres contre 399 millions en 1967. Au deuxième trimestre de 1969, la balance globale des paiements a dénoté une certaine amélioration, laissant un solde positif de 148 millions de livres.

L'évolution récente de la situation économique et financière du Royaume-Uni accuse un certain affaiblissement, en termes réels, de la croissance économique. Les investissements restent expansifs mais la consommation privée se ralentit. Les importations demeurent très élevées et le déficit de la balance commerciale est important.

Globalement, les pays de la *Communauté Economique Européenne* manifestent une concordance d'évolution assez frappante notamment au niveau des échanges intra-communautaires, des investissements des entreprises et de la consommation des ménages. Mais l'expansion économique qui pourrait dans l'optique du produit national brut atteindre environ 6,5 % en volume en 1969, se heurte davantage aux limites des capacités physiques de production.

Le développement de la conjoncture communautaire est puissamment nourri par l'augmentation des importations de la *République Fédérale d'Allemagne*. L'expansion de l'activité économique qui y avait été très rapide au second semestre de 1968, est restée très forte en 1969. Pour l'année entière, le taux d'accroissement du produit national brut en volume peut être estimé à 6,5 %, le soutien principal de la conjoncture étant formé par les investissements, la consommation privée et les exportations. En vue de freiner le dynamisme de la demande et d'agir contre l'afflux spéculatif de devises, les autorités allemandes ont pris diverses mesures tendant à contrôler la conjoncture économique en inaugurant une politique restrictive tant au niveau des finances publiques que de la monnaie et du crédit.

En France, les prévisions tablent sur une croissance en volume du produit national brut de 7 % en 1969; la demande finale se maintient donc à un niveau élevé de sorte que les importations dépassent largement les exportations. L'aggravation du déficit commercial et les incertitudes quant à l'évolution de la position économique extérieure de la France influencent le niveau des réserves monétaires. La politique budgétaire et de crédit a été nettement orientée dans un sens restrictif. L'assainissement de la situation économique a débouché sur une dévaluation de 11,1 % du franc français, annoncée le 8 août 1969. Début septembre, le Gouvernement a mis en place un dispositif d'accompagnement de la dévaluation. Celui-ci tend à rétablir progressivement les équilibres au niveau du budget de l'Etat, des ressources et emplois de l'économie et de la balance commerciale.

La conjoncture en *Italie* a été caractérisée dans les derniers mois de 1968 par un affermissement du rythme d'expansion qui, sous l'effet de la demande intérieure, tend à se prolonger en 1969. La détérioration de la balance commerciale et les sorties de capitaux ont pesé sur les réserves monétaires du pays. Les autorités ont édicté des mesures qui se rapprochent d'un contrôle des changes mais qui

In het *Verenigd Koninkrijk* blijft het economisch beleid gericht op het herstel van het extern evenwicht en op de wedersamenstelling van de wisselreserves. Dit beleid is zowel op begrotings- als op kredietgebied tot uiting gekomen. In februari 1969 werd de discountvoet terug vastgesteld op het uitzonderlijk peil van 8 %, dat bij de devaluatie van het pond sterling in november 1967 werd ingevoerd. Die devaluatie heeft tot op heden nog niet de uitwerking gehad die door de Regering werd verwacht, daar de overdracht van inkomsten, die de aanpassing van de munt met zich moest brengen, onder de vooruitzichten gebleven is. In 1968 bereikte het tekort van de lopende verrichtingen op de betalingsbalans 419 miljoen pond sterling tegenover 399 miljoen in 1967. Tijdens het tweede trimester van 1969 wees de globale betalingsbalans op een zekere verbetering, daar zij een positief saldo van 148 miljoen pond sterling vertoonde.

De recente evolutie van de economische en financiële toestand van het *Verenigd Koninkrijk* vertoont een zekere verzwakking in reële omvang van de economische groei. De investeringen blijven expansief, maar het privaatverbruik neemt af. De invoer blijft zeer groot en er is een belangrijk tekort op de handelsbalans.

In het geheel genomen vertonen de landen van de *Europese Economische Gemeenschap* een tamelijk opvallende overeenstemming in de evolutie, onder meer wat betreft het peil van de intercommunautaire handelsverrichtingen, van de bedrijfsinvesteringen en van het huishoudelijk verbruik. Maar de economische expansie die, op stuk van bruto nationaal produkt, in 1969 ongeveer 6,5 % in volume zou kunnen bereiken, komt nog meer in botsing met de grenzen van de natuurlijke produktievermogen.

De ontwikkeling van de conjunctuur in de landen van de E.E.G. wordt krachtig gevoed door de stijging van de invoer van de *Duitse Bondsrepubliek*. De expansie van de economische activiteit, die er in de tweede helft van 1968 zeer snel toenam, is in 1969 zeer krachtig gebleven. Voor het ganse jaar mag het percentage van de toename in volume van het bruto nationaal produkt op 6,5 % geschat worden: de investeringen, het privaatverbruik en de invoer vormden de voornaamste steun van de conjunctuur. Om de stuwwerkt van de vraag te remmen en om in te gaan tegen de speculatieve toevloed van deviezen heeft de Duitse overheid verschillende maatregelen getroffen, die een controle op de economische conjunctuur beogen door het invoeren van een restrictief beleid zowel op het gebied van de openbare financiën als op geld- en kredietgebied.

In *Frankrijk* steunen de vooruitzichten op een toename in volume van het bruto nationaal produkt met 7 % in 1969; de eindvraag handhaaft zich op een hoog peil zodat de invoer in ruime mate door de invoer overtroffen wordt. Het steeds toenemend handelstekort en de onzekerheid omtrent de evolutie van de economische positie van Frankrijk ten opzichte van het buitenland, beïnvloeden het niveau van de geldreserves. Het begrotings- en kredietbeleid was duidelijk beperkend. De sanering van de economische toestand heeft geleid tot een devaluatie van de Franse frank met 11,1 % die op 8 augustus 1969 werd aangekondigd. Begin september heeft de Regering een plan uitgewerkt dat met de devaluatie samengaat. Dit plan beoogt het geleidelijk herstel van het evenwicht van de Staatsbegroting, van middelen en bestedingen van de economie en van de handelsbalans.

Tijdens de laatste maanden van 1968 werd de conjunctuur in *Italië* gekenmerkt door een versteviging van het expansieritme dat, onder invloed van de binnenlandse vraag, de neiging vertoont zich in 1969 verder te handhaven. De ongunstige toestand van de handelsbalans, alsmede de uitvoer van kapitalen hebben op de geldreserves van het land hun stempel gedrukt. De overheid heeft maatregel-

visent surtout au maintien des capitaux à l'intérieur du pays en vue de pouvoir répondre à la demande d'investissement qui accuserait en 1969 un développement de l'ordre de 11 %. Quant au P.N.B. son taux de croissance est estimé en volume à 7 %.

Aux Pays-Bas, les diverses composantes de la demande globale ont suscité une expansion très vive de l'activité économique qui, en termes de P.N.B., pourrait atteindre 5 % en 1969. Des pressions inflationnistes sont apparues, nourries en partie par les répercussions de la taxe sur la valeur ajoutée introduite le 1<sup>er</sup> janvier 1969 dans un contexte conjoncturel peu propice. Pour faire face à ces pressions, le Gouvernement a décrété en avril un blocage général des prix, mesure qui a été nettement assouplie en septembre. Au surplus, le contrôle de l'expansion conjoncturelle a conduit à l'instauration d'une politique monétaire restrictive. Le taux d'escompte a été relevé à 6 %.

len uitgevaardigd, die ongeveer overeenstemmen met een wisselcontrole, maar die vooral het behoud van de kapitalen in het land beogen, opdat zou kunnen voldaan worden aan de investeringsvraag die in 1969 een toename met 11 % zou vertonen. Het groeppercentage van het B.N.P. in volume wordt op 7 % geschat.

In Nederland hebben de verschillende elementen van de totale vraag een zeer levendige expansie van de economische activiteit met zich gebracht. Die expansie zou zich in 1969 uiten in een toename van het B.N.P. die 5 % zou kunnen bereiken. Er zijn zeer krachtige inflatoire drukkingsverschijnselen opgetreden, die in enige mate gevoed werden door de weerslag van de belasting op de toegevoegde waarde, die op 1 januari 1969 in weinig gunstige conjuncturele omstandigheden werd ingesteld. Om aan die drukkingsverschijnselen het hoofd te bieden, heeft de Regering in april een algemene prijzenstop uitgevaardigd. Die maatregel werd in september gevoelig versoepeld. Daarenboven heeft de controle op de conjuncturele expansie geleid tot de vaststelling van een restrictief monetair beleid. De discontovoet werd verhoogd tot 6 %.

## 2. La situation économique de la Belgique.

Si la reprise économique belge accusait un certain déphasage en 1968 par rapport à celle de ses partenaires de la C.E.E., le retard semble comblé et le rythme d'expansion tend à s'aligner sur celui des Pays-Bas et de l'Allemagne.

Sous la conduite d'une expansion vigoureuse de la demande extérieure, qui n'a, à aucun moment, été compromise par les événements monétaires internationaux et grâce aux mesures de relance décidées par le Gouvernement dans le contexte d'une politique budgétaire anticyclique, le redressement conjoncturel s'est plus nettement affirmé en Belgique dès le second semestre de l'année 1968. L'amélioration de l'activité économique s'est progressivement diffusée et a bénéficié à la plupart des secteurs industriels et des régions. L'extension des possibilités d'emploi et une amélioration des rémunérations ont suscité une expansion de la consommation privée.

La demande extérieure demeure le soutien principal du développement économique. En moyenne journalière et sur un base annuelle, le rythme de croissance des exportations est passé en valeur de 13,9 % au dernier trimestre de 1968 à 19,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre de 1969, à 24,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre et à 31,1 % en juillet. Au terme des sept premiers mois de l'année en cours, l'expansion s'est chiffrée à 21,6 % contre 14,1 % en 1968 par rapport à 1967. La répartition sectorielle des exportations montre que la demande a été particulièrement dynamique pour les produits chimiques, les produits textiles, le matériel de transport et les produits alimentaires.

Les ventes extérieures ont été davantage centrées sur les pays membres de la C.E.E. dont la quote-part passe de 63 % en 1968 à 67,3 % en 1969 pour les six premiers mois. Des progrès particulièrement appréciables ont été réalisés à l'égard de l'Allemagne (+31 %) et de la France (+51 %). Par contre les exportations vers le Royaume-Uni n'ont augmenté que de 4,1 % et celles vers les Etats-Unis ont marqué un recul très net, en raison de la disparition de certains facteurs exceptionnels qui avaient spécialement favorisé les ventes en 1968.

La consommation privée a manifesté des signes évidents de reprise depuis l'été de l'année 1968. Cette tendance est confirmée par les crédits accordés pour les ventes à tempérance pendant le second semestre de cette année et par l'évolution du chiffre d'affaires des grands magasins. Ce

## 2. De economische toestand van België.

Al hield de Belgische economische opleving in 1968 geen gelijke tred met die in de E.E.G.-partnerlanden, dan blijkt de achterstand nu ingelopen te zijn en het groeitempo richt zich hoe langer hoe meer naar dat van Nederland en Duitsland.

Onder druk van een krachtige toename van de buitenlandse vraag, die geen ogenblik in het gedrang werd gebracht door de internationale monetaire gebeurtenissen, en dank zij de oplevingsmaatregelen waartoe door de Regering is besloten binnen het raam van een anticyclisch begrotingsbeleid, is het conjuncturele herstel in België duidelijker geworden vanaf het tweede halfjaar van 1968. De verbetering van de economische bedrijvigheid heeft zich geleidelijk verspreid en is de meeste bedrijfssectoren en gewesten ten goede gekomen. De uitbreiding van de tewerkstellingsmogelijkheden en een verbetering van de bezoldigingen hebben een toename van het privaatverbruik teweeggebracht.

De buitenlandse vraag blijft de belangrijkste steun van de economische ontwikkeling. Het daggemiddelde, op jaarbasis, van het groeitempo van de uitvoer is in waarde gestegen van 13,9 % in het laatste kwartaal van 1968 tot 19,2 % in het 1<sup>ste</sup> kwartaal van 1969, tot 24,1 % in het 2<sup>e</sup> kwartaal en tot 31,1 % in juli. Na zeven maanden van het lopende jaar beliep de groei 21,6 % tegenover 14,1 % in 1968 ten opzichte van 1967. Uit de sectoriële verdeling van de uitvoer blijkt dat de vraag bijzonder krachtig is geweest voor chemische produkten, textielwaren, vervoermaterieel en levensmiddelen.

De buitenlandse afzet heeft zich steeds meer gericht op de lidstaten van de E.E.G., waarvan het aandeel is gestegen van 63 % in 1968 tot 67,3 % voor de eerste zes maanden van 1969. Bijzonder merkwaardige vooruitgang werd geboekt ten aanzien van Duitsland (+31 %) en Frankrijk (+51 %). Daarentegen is de uitvoer naar het Verenigde Koninkrijk slechts met 4,1 % gestegen en die naar de Verenigde Staten vertoonde een afgetekende daling, dit wegens de verdwijning van bepaalde uitzonderlijke factoren die de verkoop in 1968 bijzonder hadden bevorderd.

De private consumptie heeft duidelijke tekenen van heropleving vertoond sinds de zomer van het jaar 1968. Die tendens wordt bevestigd door de kredieten verleend voor de verkopen op afbetaling tijdens het tweede halfjaar van dat jaar en door de evolutie van het omzetcijfer van de

chiffre a dépassé, sur une base annuelle, de 9,7 % pendant les six premiers mois de 1969, le niveau de 1968 contre 3,9 % en cette dernière année, par rapport à 1967.

Les investissements des entreprises ont dénoté tout au long de l'année 1968 une faiblesse relative qui selon une enquête effectuée en septembre de cette dernière année devait persister en 1969. La tendance a subi un profond revirement au début de 1969 et la dernière enquête semestrielle menée par la Banque Nationale montre que les dépenses d'investissement en capital fixe augmenteraient en 1969 de 17 % dans les industries participantes. Le redressement de la propension à investir a été suscité par l'utilisation croissante des capacités de production, par des perspectives toujours favorables quant à l'expansion de la demande extérieure et intérieure et par l'évolution positive des bénéfices. Ce redressement est confirmé par l'allure des commandes en fabrications métalliques.

Les investissements en immeubles d'habitation sont en reprise ainsi qu'en témoignent les autorisations de bâtir délivrées et l'allongement de la durée moyenne assurée d'activité dans le secteur du gros-œuvre des bâtiments.

Le Gouvernement a aligné sa politique d'engagements en matière d'investissements d'infrastructure sur les tendances conjoncturelles prévalant depuis le début de l'année. La nette amélioration de la croissance économique allant de pair avec une mobilisation accrue de fonds, n'a plus exigé un soutien délibéré par le biais des investissements publics. Aussi, le Gouvernement a-t-il renoncé à la tranche conjoncturelle du programme d'engagement.

D'après l'indice établi par l'Institut National de Statistique la production industrielle a repris son mouvement ascendant depuis le dernier trimestre 1967. L'expansion s'est progressivement accélérée passant, sur une base annuelle, de 5,4 % pour les cinq premiers mois de 1968 à 9,3 % pour la même période de 1969. Considérée au niveau régional, la production industrielle s'est accrue de 11,4 % dans la région flamande, de 7,7 % dans la région wallonne et de 5,4 % à Bruxelles.

La plupart des secteurs industriels ont contribué à cette expansion qui a été surtout sensible en raffinerie de pétrole, industrie textile, métallurgie de base et fabrications métalliques.

En dépit du développement des capacités de production, leur degré d'utilisation a beaucoup augmenté passant d'un minimum de 77,4 % en mai 1967 à 86,5 % en mai 1969. Au cours du précédent sommet conjoncturel, le degré maximum d'utilisation fut atteint en octobre 1964 avec 84,3 %. La proportion des entreprises qui imputent la sous-utilisation de leur potentiel de production à l'insuffisance de la demande était montée à 79 % en janvier 1968 mais était descendue à 38 % en mai 1969.

Le redressement sensible de la demande est, de plus, attesté par la reconstitution des carnets de commandes. Ainsi, malgré le relèvement du rythme de la production, la durée moyenne assurée d'activité dans l'industrie manufacturière s'est allongée de 2,95 mois en janvier 1968 à 4,37 mois en juin 1969. Cette durée dépasse celle atteinte en 1964.

L'expansion de la production industrielle et de l'activité économique en général a graduellement modifié le marché de l'emploi. La résorption du chômage s'accélère au fil des mois et en juin 1969 les chômeurs complets indemnisés (1) étaient inférieurs de 19 400 unités au niveau atteint en juin 1968. Par rapport à juin 1964, sommet conjoncturel, le chô-

grootwarenhuizen. Dat cijfer, op jaarbasis, heeft, met 9,7 % tijdens de eerste zes maanden van 1969, het peil van 1968 overschreden, tegen 3,9 % in dat laatste jaar ten overstaan van 1967.

De investeringen van de ondernemingen vertoonden tijdens het hele jaar 1968 een betrekkelijke zwakte die, volgens een in september van dat jaar verricht onderzoek, zou aanhouden in 1969. Deze tendens heeft een grote kentering ondergaan bij het begin van 1969 en uit het jongste halfjaarlijkse onderzoek door de Nationale Bank blijkt dat de investeringen in vaste activa in 1969 met 17 % zouden stijgen in de deelnemende industrieën. De heropleving van de investeringsneiging is een gevolg van de toenemende benutting van de produktiemogelijkheden, van de steeds gunstige vooruitzichten inzake de groei van de buitenlandse en de binnenlandse vraag, en van het gunstig verloop van de winsten. Deze verbetering wordt bevestigd door het tempo van de bestellingen in de metaalverwerkende nijverheid.

De investeringen in woningen vertonen een opleving zoals blijkt uit de uitgereikte bouwvergunningen en uit de verlenging van de gewaarborgde gemiddelde activiteitsduur in de sector van de ruwbouw.

De Regering heeft haar vastleggingsbeleid inzake infrastructuurinvesteringen gericht naar de sinds het begin van het jaar overheersende conjunctuurtendens. De duidelijke verbetering van de economische groei, gepaard gaande met een toenemende mobilisatie van fondsen, maakte een planmatige steun door middel van openbare investeringen overbodig. Derhalve heeft de Regering beslist het conjuncturele gedeelte van het vastleggingsprogramma op te schorten.

Volgens het door het Nationaal Instituut voor de Statistiek opgemaakte indexcijfer, heeft de nijverheidsproductie haar stijgende beweging hervomen sinds het laatste trimester 1967. De expansie versnelde geleidelijk. Op grond van een jaarlijkse basis steeg ze van 5,4 % voor de eerste vijf maanden van 1968 tot 9,3 % voor dezelfde periode van 1969. Op regionaal vlak beschouwd, steeg de industriële productie met 11,4 % in Vlaanderen, met 7,7 % in Wallonië en met 5,4 % te Brussel.

Het merendeel van de nijverheidssectoren hebben bijgedragen tot die expansie, die vooral gevoelig was in de petrolemraffinaderijen, de textielnijverheid, de basismetaal-industrie en de metaalverwerkende nijverheid.

In weerwil van de ontwikkeling van het produktievermogen, is de aanwendingsgraad ervan fel gestegen; van een minimum van 77,4 % in mei 1967 verhoogde hij tot 86,5 % in mei 1969. Tijdens het voorgaande conjunctuurhoogtepunt werd de maximale aanwendingsgraad bereikt in oktober 1964 met 84,3 %. De verhouding van de ondernemingen die de te lage aanwending van hun produktiepotentieel aan de onvoldoende vraag wijten, stieg tot 79 % in januari 1968 maar daalde tot 38 % in mei 1969.

Een bewijs van de gevoelige verbetering van de vraag wordt daarenboven gevonden in de goed gevulde orderboeken. Niettegenstaande de verhoging van het produktietempo, werd de gewaarborgde gemiddelde activiteitsduur in de fabrieksnijverheid aldus van 2,95 maanden in januari 1968 tot 4,37 maanden in juni 1969 verlengd. Die duur overschrijdt die welke in 1964 werd bereikt.

De expansie van de industriële produktie en van de economische activiteit in het algemeen heeft de arbeidsmarkt geleidelijk veranderd. De opslorping van de werkloosheid versnelt naarmate de maanden verstrijken en in juni 1969 lag het aantal vergoede volledige werklozen (1) 19 400 eenheden lager dan het peil van juni 1968. In vergelijking met

(1) Y compris les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

(1) Met inbegrip van de door de overheid tewerkgestelde werklozen.

mage complet compte encore 32 200 unités de plus mais les chômeurs à aptitude normale n'accusent plus qu'une aggravation de 23 600 unités.

Le fait que le chômage n'a pas été résorbé parallèlement au développement de l'économie est attribuable à plusieurs facteurs notamment aux progrès de la productivité et à l'extension des secteurs à forte intensité de capital.

Une analyse du tableau, ci-après, permet de dégager un certain nombre de données importantes.

C'est ainsi que l'on assiste à une résorption du nombre de chômeurs à aptitude normale (-21 538 par rapport à 1968 alors que le nombre de chômeurs n'a diminué que de 19 408 unités).

Il faut aussi relever l'importante diminution (plus de la moitié de juin 1968 à juin 1969) du nombre de chômeurs de la classe d'âge des moins de 20 ans. La situation des chômeurs de plus de 50 ans reste préoccupante avec une diminution du nombre de chômeurs très largement inférieure à celle des autres classes, et ce malgré la haute conjoncture.

Les réactions des diverses régions à la haute conjoncture se diversifient sous l'angle du chômage : de juin 1968 à juin 1969, le chômage a diminué de 26,1 % en région flamande, de 9,9 % en région wallonne et de 20,2 % dans l'agglomération bruxelloise.

#### Répartition des chômeurs complets indemnisés (1).

Périodes Periodes	Nombre de chômeurs Aantal werklozen	Aptitude Geschiktheid			Classes d'âges Leeftijdsgroepen					Région Streek		
		normale normale	partielle gedeel- telijke	très réduite zeer beperkte	-20 ans -20 jaar	20 ans à 25 ans 20 jaar tot -25 jaar	25 ans à 50 ans 25 jaar tot -50 jaar	50 ans et plus 50 jaar en meer	flamande Vlaamse	wallonne Waalse	Bruxelles Brussel	
Juin/Juni 1964 ..	51 387	9 499	25 392	16 496	732	1 422	13 540	35 693	28 581	16 153	6 653	
Juin/Juni 1968 ..	103 023	54 660	31 970	16 393	3 905	10 857	41 788	46 473	49 867	42 520	10 636	
Juin/Juni 1969 ..	83 615	33 122	32 645	17 848	1 741	7 384	29 860	44 630	36 815	38 317	8 483	
<i>Ecart/verschillen.</i>												
1969/1968 ..	-19 408	-21 538	+ 675	+ 1 455	-2 164	-3 473	-11 928	-1 843	-13 052	-4 203	-2 153	
1969/1964 ..	+ 32 228	+23 623	+7 253	+1 352	+ 1 009	+5 962	+16 320	+8 937	+ 8 234	+22 164	+1 830	

Source : Office National de l'Emploi.

juni 1964, conjunctuurhoogtepunt, zijn er nog 32 200 volledige werklozen meer, doch wat de normaal arbeidsgeschikte werklozen betreft, worden er slechts 23 600 meer geteld.

Het feit dat de werkloosheid niet parallel met de ontwikkeling van de economie werd opgesloten, is te wijten aan verscheidene factoren, inzonderheid de vooruitgang van de produktiviteit en de uitbreiding van kapitaalintensieve sectoren.

De analyse van de volgende tabel stelt enkele belangrijke gegevens in het licht.

Aldus blijkt de opslorping van het aantal werklozen met normale arbeidsgeschiktheid (-21 538 ten overstaan van 1968, daar waar het aantal werklozen slechts met 19 408 eenheden terugliep).

De belangrijke vermindering — met meer dan de helft tussen juni 1968 en juni 1969 — van het aantal werklozen uit de leeftijdsklasse van minder dan 20 jaar dient eveneens aangestipt te worden. De toestand van de werklozen van meer dan 50-jarige leeftijd blijft zorgwekkend door de daling, van het aantal ervan, die veel lager ligt dan bij de andere leeftijdsklassen, dit nietegenstaande de hoogconjunctuur.

De reacties der verschillende gewesten op de hoogconjunctuur is uiteenlopend wat de werkloosheid aangaat : van juni 1968 tot juni 1969 liep de werkloosheid met 26,1 % terug in de Vlaamse gewesten, met 9,9 % in de Waalse en met 20,2 % in de Brusselse agglomeratie.

#### Verdeling van de vergoede volledige werklozen (1).

Bron : Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Certains indicateurs montrent néanmoins que des insuffisances se manifestent déjà sur le marché de l'emploi. Ainsi le nombre des offres d'emploi en suspens à la fin du mois, tombé à un minimum de 3 200 unités en décembre 1967 est remonté régulièrement pour atteindre 14 500 unités en juin 1969. Pendant la haute conjoncture précédente, le chiffre maximum atteint fut de 20 600 unités.

L'inadaptation croissante entre les qualifications demandées et celles disponibles sur le marché du travail résulte aussi des enquêtes de conjoncture de la Banque Nationale. La proportion des industries manufacturières imputant au manque de main-d'œuvre qualifiée, la sous-utilisation de leurs capacités de production est passée de 2 % en janvier 1968 à 18 % en mai 1969. Sans doute ce pourcentage

Sommige indicatoren tonen niettemin aan dat er zich reeds een tekort op de arbeidsmarkt voordoet. Het aantal op het einde van de maand zonder gevolg gebleven plaatsaanbiedingen, dat in december 1967 tot een minimum van 3 200 eenheden was gedaald, steeg regelmatig om, in juni 1969, 14 500 eenheden te bereiken. Tijdens de vorige hoogconjunctuur bedroeg het maximumaantal 20 600 eenheden.

Uit de conjunctuurenquêtes van de Nationale Bank blijkt ook dat het gebrek aan overeenstemming tussen de gevraagde en de aangeboden vakbekwaamheid op de arbeidsmarkt toeneemt. Het gedeelte van de fabrieksnijverheid dat de onvoldoende aanwending van hun productiecapaciteit toeschrijft aan het gebrek aan geschoold arbeiders stond van 2 % in januari 1968 tot 18 % in mei 1969.

(1) Y compris les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

(1) Met inbegrip van de door de overheid tewerkgestelde werklozen.

est-il encore inférieur au niveau de 29 % atteint en janvier 1964 mais ce qui est frappant, c'est la rapidité avec laquelle le climat se modifie.

Les salaires dans l'industrie (gain horaire moyen brut calculé par la B.N.B.), qui avaient connu une expansion annuelle d'environ 10 % de 1964 à 1966, ont enregistré une décélération en 1967 et 1968 en raison de la détente conjoncturelle. Le taux a été ramené à 6,7 % et 5,4 % au cours de ces deux dernières années. L'amélioration de l'emploi et une hausse plus forte des prix à la consommation ont suscité une accélération des rémunérations qui, en juin 1969, dépassaient de 6,8 % le niveau de juin 1968 contre 5,5 % entre juin 1968 et juin 1967.

Les marchés internationaux de matières premières ont connu une hausse vive des prix depuis l'automne de l'année dernière en liaison avec le développement de l'économie mondiale. Cette évolution, conjuguée avec un renforcement général de la demande a retenu sur les prix de gros belges dont l'indice général dépassait en juillet 1969 de 6,2 % le minimum atteint en octobre 1967. Pendant la même période, l'indice des produits industriels s'est accru de 5,4 %. La hausse a surtout été sensible en produits demi-finis, soit 9,8 %. Les produits finis, qui étaient demeurés remarquablement stables pendant la récession de 1966 et 1967, n'ont accusé qu'une progression limitée.

Les prix à la consommation n'ont dénoté qu'une augmentation modérée en 1968. Les premiers mois de 1969 ont connu une accélération assez vive. Sur une base annuelle, l'indice général a augmenté de 3,7 % au terme des huit premiers mois de 1969 contre 2,8 % pendant la même période de 1968.

La reprise économique d'abord, l'accélération conjoncturelle ensuite ont eu pour effet d'élargir le mouvement des importations qui, sur base des statistiques douanières, ont haussé de 19,5 % pendant les six premiers mois de 1969 par rapport à la même période de 1968. La poussée des exportations étant plus vive, la balance commerciale s'est redressée.

En 1969 pendant le premier semestre la formation du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires s'avère un peu moins rapide qu'en 1968. La création de monnaie résulte des crédits aux entreprises et aux particuliers. L'expansion des crédits auprès des banques de dépôts s'est nettement accélérée en 1968 et le mouvement a persisté pendant les premiers mois de 1969.

Le financement monétaire des pouvoirs publics, plus spécialement de l'Etat, a été moins important qu'en 1968.

La diminution de l'offre de fonds a mis un terme à la fin du troisième trimestre de 1968 à la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire. La contagion exercée par le renchérissement du coût de l'argent sur le marché des euro-devises et sur les grandes places étrangères a accéléré la hausse des taux belges. C'est ainsi que le taux des certificats du Fonds des Rentes émis par adjudication publique est passé de 4,20 % le 10 septembre 1968 à 5,25 % à la dernière adjudication de l'année. La tension s'est progressivement avivée et le taux se situait à 8,30 % début septembre 1969.

Les taux d'intérêt à long terme ont repris leur mouvement ascendant à la même époque que ceux du marché monétaire. Le taux de rendement des titres à revenu fixe pour les emprunts émis par l'Etat après le 1<sup>er</sup> décembre 1962 avec échéance à plus de 5 ans est passé de 6,44 % début juin 1968 à 7,37 % début septembre 1969.

\*\*

Le diagnostic qui précède met en évidence que la reprise économique qui a débuté au dernier trimestre de 1967 tout en étant relativement lente, s'est accélérée fin 1968 et sur-

Dat percentage ligt weliswaar nog lager dan de 29 % die in januari 1964 bereikt werd, maar het is opvallend hoe snel het klimaat verandert.

De lonen in de nijverheid (gemiddelde brutoverdienste per gepresteerd uur, berekend door de N.B.B.) die van 1964 tot 1966 jaarlijks met ongeveer 10 % stegen, namen in 1967 en 1968 minder snel toe wegens deconjuncturele ontspanning. Het stijgingspercentage daalde tijdens die twee jaren respectievelijk tot 6,7 % en 5,4 %. De verbetering van de werkvoorziening en een sterkere hausse van de consumptieprijs veroorzaakten een stijging van de bezoldigingen die in juni 1969 het peil van juni 1968 met 6,8 % overtroffen, tegen 5,5 % tussen juni 1968 en juni 1967.

De internationale grondstoffenmarkten hebben een sterke prijsstijging gekend sedert de herfst van vorig jaar ingevolge ontwikkeling van de wereldeconomie. Die evolutie, gekoppeld aan een algemene toename van de vraag, heeft de Belgische groothandelsprijzen beïnvloed, waarvan het algemeen indexcijfer in juli 1969 het in oktober 1967 bereikte minimum met 6,2 % overtrof. Tijdens dezelfde periode is het indexcijfer van de nijverheidsprodukten met 5,4 % gestegen. De hausse was vooral sterk voor de half afgewerkte produkten, namelijk 9,8 %. De afgewerkte produkten die tijdens de recessie van 1966 en 1967 merkwaardig stabiel waren gebleven, wezen slechts een beperkte verhoging aan.

De consumptieprijs stegen in 1968 slechts matig. Tijdens de eerste maanden van 1969 was een versnelde toename waar te nemen. Op jaarrbasis steeg het algemeen indexcijfer met 3,7 % tijdens de eerste acht maanden van 1969 tegen 2,8 % tijdens dezelfde periode van 1968.

Eerst heeft de economische opleving, daarna de conjunctuurversnelling, een toename van de invoer tot gevolg gehad, waarvan de stijging tijdens de eerste zes maanden van 1969 in vergelijking met dezelfde periode van 1968, volgens de douanestatistieken, 19,5 % bedroeg. De toename van de uitvoer was echter groter zodat de handelsbalans gunstiger werd.

Tijdens het eerste semester van 1969 blijkt de vorming van de geldvoorraad en van de quasi-monetaire liquiditeiten iets minder vlug te gaan dan in 1968. De geldschepping vloeit voort uit kredieten aan de ondernemingen en aan particulieren. De expansie van de kredietverstrekking door de depositobanken werd in 1968 duidelijk sterker en die beweging hield aan tijdens de eerste maanden van 1969.

De monetaire financiering van de overheid, meer in 't bijzonder van de Staat, was minder aanzienlijk dan in 1968.

De vermindering van het geldaanbod heeft, op het einde van het derde kwartaal van 1968, de daling van de rentevoeten op de geldmarkt tot stilstand gebracht. Het duurder worden van het geld op de euro-deviezenmarkt en op de grote buitenlandse beurzen heeft de stijging van de Belgische rentevoeten bespoedigd. Aldus werd de rentevoet van de bij gunning uitgegeven certificaten van het Rentenfonds, die op 10 september 1968 4,20 % bedroeg, bij de laatste gunning van het jaar op 5,25 % gebracht. De druk nam geleidelijk toe en begin september 1969 bedroeg de rentevoet 8,30 %.

De rentevoeten op lange termijn hebben hun opwaartse beweging hernomen op hetzelfde tijdstip als die van de geldmarkt. De opbrengst van de vastrentende waarden voor de door de Staat na 1 december 1962 uitgegeven leningen met meer dan 5 jaar looptijd, steeg van 6,44 % begin juni 1968 tot 7,37 % begin september 1969.

\*\*

Bovenstaande diagnose toont aan dat de economische opleving die, hoewel tamelijk langzaam, tijdens het laatste trimester van 1967 een aanvang nam, einde 1968 en vooral

tout au premier semestre de 1969. Les marges de manœuvre conjoncturelle, qu'elles soient envisagées sous l'optique des capacités de production, du marché de l'emploi ou des prix ont subi une diminution sensible, sous l'influence de la demande extérieure dont les effets se sont rapidement diffusés dans l'ensemble de l'économie. Une demande accrue des moyens de financement ne pouvait plus être satisfaite au niveau existant des taux d'intérêt.

La politique conjoncturelle a dû être alignée sur les circonstances conjoncturelles nées d'un développement vigoureux de la demande. C'est d'abord par le biais de la politique du taux d'escompte que les autorités ont commencé à réagir. Ce taux a été relevé une première fois en décembre 1968 de 3,75 % à 4,50 %, cette majoration étant davantage une adaptation aux réalités du marché. Le barème fut ensuite relevé en concordance avec la hausse internationale des taux et à titre restrictif, sur le plan intérieur, à 5 % le 6 mars, à 5,50 % le 10 avril, à 6 % le 29 mai 1969, à 7 % le 31 juillet et à 7,5 % le 17 septembre. Depuis le 31 juillet, le taux d'escompte spécial pour les acceptations visées, représentatives d'exportations vers les pays non membres de la C.E.E. a été supprimé; à noter que le taux d'escompte préférentiel pour les ventes à destination des pays-membres a été supprimé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1969.

Dans le but de garantir un développement équilibré de l'économie, face à une demande risquant de dépasser les capacités de l'offre et au problème financier posé par la couverture des besoins du secteur public et du secteur privé, les autorités ont mis en œuvre une série d'instruments complémentaires. Ceux-ci se situent essentiellement au niveau de la politique monétaire et de crédit, de celle des finances publiques, de la préservation des réserves de change et dans le domaine des prix.

L'expansion des crédits aux entreprises et particuliers a nourri le flux des dépenses intérieures et a facilité le mouvement de sortie de fonds. La Banque Nationale a lancé une directive d'encadrement tendant à limiter l'expansion des crédits bancaires à 14 % de l'encours au 31 décembre 1968. Le 18 août 1969, l'encadrement a été accentué dans l'optique de l'évolution des crédits au 3<sup>e</sup> trimestre 1969. Enfin, par sa directive du 17 septembre 1969, la Banque Nationale a limité à 11,2 % l'accroissement autorisé des crédits bancaires à fin 1969 par rapport à l'encours de fin 1968; de plus, il a été décidé de poursuivre la politique d'encadrement du crédit pendant le premier semestre de 1970, le taux de progression étant limité à 15,4 % à fin juin 1970. Des directives similaires ont été transmises à l'Office central de la Petite Epargne et aux principales autres catégories d'intermédiaires financiers. Les normes d'expansion ont été fixées de manière à ce que toutes les demandes de crédit compatibles avec une croissance ordonnée de l'économie puissent être rencontrées.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, la Banque Nationale a introduit pour les banques des plafonds de visa et de réescompte. Le plafond de chaque banque est fixé à 16 % de l'encours moyen, au cours des douze mois antérieurs, de ses dépôts en francs belges, obligations, bons de caisse et fonds propres. Ce nouvel instrument répond surtout à des préoccupations de politique monétaire. Depuis le 18 août, le taux de 16 % a été ramené à 14 % et, en vertu d'une directive du 17 septembre 1969, à 12 % au 31 décembre 1969 et à 10 % au 31 mars 1970.

Le marché du call money garanti a été réorganisé depuis le 1<sup>er</sup> mai 1969 dans le but d'adapter son fonctionnement à

tijdens het eerste semester 1969 versneld is. De conjuncturele armslag, of hij nu beschouwd wordt in het licht van het produktievermogen, de arbeidsmarkt of de prijzen, is gevoelig ingekrompen onder de invloed van de buitenlandse vraag waarvan de gevolgen zich snei in het geheel van de economie verspreid hebben. Een toenemende vraag naar financieringsmiddelen kon, op het bestaande niveau van de rentevoeten, niet meer bevredigd worden.

Het conjunctuurbeleid moest aangepast worden aan de conjuncturele toestand in het leven geroepen door een krachtige stijging van de vraag. De overheid heeft eerst gereageerd door middel van het discontobeleid. De discontovoet werd in december 1968 een eerste maal verhoogd van 3,75 % tot 4,50 %; die verhoging was eerder een aanpassing aan de bestaande toestand op de markt. Het tarief werd vervolgens verhoogd in overeenstemming met de internationale stijging van de discontovoeten en, op het binnenlands vlak, als beperkingsmiddel, tot 5 % op 6 maart, tot 5,50 % op 10 april, tot 6 % op 29 mei 1969, tot 7 % op 31 juli en tot 7,5 % op 17 september. Sinds 31 juli, werd de speciale discontovoet voor de geviseerde accepten, ter vertegenwoordiging van de uitvoer naar de landen die geen lid zijn van de E.E.G., afgeschaft; op te merken valt dat de preferentiële discontovoet voor de verkoop aan lidstaten sinds 1 januari 1969 werd afgeschaft.

Met het doel een evenwichtige ontwikkeling van de economie te waarborgen, ten overstaan van een vraag die de mogelijkheden van het aanbod dreigt te overtreffen en van het door de dekking van de behoeften van de openbare sector en van de privé-sector gestelde financieel probleem, heeft de overheid een reeks bijkomende maatregelen getroffen. Die nieuwe maatregelen hebben hoofdzakelijk betrekking op het monetair- en kredietbeleid, op het beleid inzake openbare financiën, op de beveiliging van de wisselreserves en op de prijzen.

De expansie van de aan de ondernemingen en particulieren verleende kredieten heeft de binnenlandse bestedingen doen stijgen en de uitvoer van geld vergemakkelijkt. De Nationale Bank, heeft op 30 april 1969, een beperkingsrichtlijn uitgevaardigd die ertoe strekt de expansie van de bankkredieten te beperken tot 14 % van het op 31 december 1968 uitstaand bedrag. Die beperking werd op 18 augustus 1969 nog verder doorgedreven, in het licht van de kredietevolutie van het 3<sup>e</sup> kwartaal 1969. Ten slotte heeft de Nationale Bank, door zijn richtlijn van 17 september 1969, de limiet van de toegelaten stijging van het bankkrediet einde 1969 ten overstaan van het uistaand bedrag einde 1968 gebracht op 11,2 %; daarenboven werd besloten het beperkend kredietbeleid gedurende het eerste semester van 1970 voort te zetten door de grens van het progressiepeil einde juni 1970 op 15,4 % te stellen. Aan het Centraal Bureau voor Kleine Spaarders en aan de voornaamste andere financiële tussenpersonen werden gelijkaardige richtlijnen toegestuurd. De expansienormen werden derwijze vastgesteld dat aan al de kredietaanvragen die verenigbaar zijn met een geordende groei van de economie, kan worden tegemoetgekomen.

Sedert 1 mei jongstleden heeft de Nationale Bank, voor de banken, visum- en herdisconteringsplafonds ingevoerd. Voor elke bank werd een plafond vastgesteld dat overeenstemt met 16 % van het gemiddelde bedrag, tijdens de voorafgaande twaalf maanden, van hun deposito's in Belgische frank, obligaties, kasbons en eigen middelen. Die nieuwe maatregel beantwoordt hoofdzakelijk aan een streven inzake monetair beleid. Sedert 18 augustus werd het percentage van 16 % op 14 % teruggebracht, en krachtens een richtlijn van 17 september 1969, op 12 % per 31 december 1969 en op 10 % per 31 maart 1970.

De markt van het gewaarborgd daggeld werd sinds 1 mei 1969 opnieuw georganiseerd om de werking ervan aan te

son objet principal qui est de faciliter la gestion financière des organismes qui peuvent avoir à faire face à des écarts importants entre leurs recettes et leurs dépenses journalières.

La mise en vigueur d'un plafond de visa et de réescompte aurait pu être énervée par une réduction des actifs détenus par les banques sur le secteur public. Par ailleurs, les autorités monétaires ont estimé devoir exercer une action de freinage sur l'orientation des moyens d'action bancaires vers certaines formes de crédit. Ces considérations ont amené la Commission bancaire, par arrêté du 20 mai 1969, à instaurer un coefficient de remplacement pour les banques. Ce règlement a une durée d'application d'un an. À ce moment, la Commission bancaire examinera l'opportunité, compte tenu du contexte conjoncturel, de le prolonger ou de le remplacer par un règlement d'une autre facture.

Enfin, dans le but de compléter le dispositif en matière de politique de crédit, un arrêté royal du 27 mai 1969 a rendu les conditions relatives aux prêts personnels et aux crédits finançant des ventes à tempérament plus restrictives, par une réduction des délais de remboursement et une augmentation du minimum de l'acompte.

Au niveau des finances de l'Etat, la politique de stabilisation implique une limitation du rythme de croissance des dépenses de consommation et l'abandon de la tranche conditionnelle prévue au programme d'engagements de travaux publics. Les traités émis et acceptées en représentation de dépenses du Fonds des Routes ne seront plus admises au réescompte par la Banque Nationale à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1969. Par ailleurs, les lois d'expansion économique de 1959 et de 1966, qui organisent l'octroi d'aides de l'Etat en faveur de certains investissements privés, sont appliquées avec une plus grande sélectivité.

L'institut Belgo-Luxembourgeois a décidé le 4 avril 1969 de fixer un plafond pour les banques pour leur position au comptant en devises étrangères du marché réglementé et pour leurs avances en fonds belges en comptes convertibles. A dater du 9 mai 1969, les banques agréées se sont vu interdire de vendre des devises du marché réglementé pour l'alimentation des comptes réglementés. Ces devises ne peuvent, depuis cette date, plus être livrées que pour des paiements immédiats vers l'étranger, alors qu'auparavant un délai de trente jours était accordé avant que le paiement ne soit exigible. Ces mesures ont été précisées le 31 juillet. Une nouvelle modification intervenue le 7 août 1969 vise à empêcher en Belgique des acquisitions ou des détentions de monnaies du marché réglementé qui ne seraient pas requises par des paiements à faire. Par ailleurs, la vérification des pièces justificatives pour les paiements de plus de 10 millions de francs sera dorénavant effectuée par l'institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

Dans le domaine des prix, le Gouvernement a décidé un abaissement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée et une répartition différente des produits et services à l'intérieur des taux. Cette mesure a nettement atténué la psychose de hausse des prix qui s'était manifestée dans le public. Compte tenu du climat conjoncturel actuel, qui risque encore de prévaloir pendant les premiers mois de 1970, des tensions monétaires régnant tant au niveau national qu'international, les autorités ont estimé que le contexte était peu propice, économiquement et socialement, à l'introduction de la T.V.A. à la date prévue du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Le Parlement sera, dès lors, saisi d'une proposition de postposer la mise en vigueur de cette importante réforme fiscale.

passen aan haar hoofddoel, dat bestaat in het vergemakkelijken van het financiële beheer van de instellingen die het hoofd moeten kunnen bieden aan belangrijke verschillen tussen hun dagelijkse ontvangsten en uitgaven.

De invoering van de visa- en herdisconteringsplafonds zou kunnen ontzenuwd worden door een vermindering van de actieven die de banken op de overheidssector bezitten. Anderzijds heeft de monetaire overheid gemeend een remmende werking te moeten uitoefenen op de oriëntering van de actiemiddelen van de banken naar bepaalde kredietvormen. Die overwegingen hebben de Bankcommissie ertoe gebracht, bij besluit van 20 mei 1969, een beleggingscoëfficiënt voor de banken in te voeren. Dat reglement blijft van kracht gedurende één jaar. Dan zal de Bankcommissie in de conjuncturele samenhang van dat ogenblik onderzoeken of het opportuun is de toepassing van dat reglement te verlengen of het door een ander te vervangen.

Met het oog op de aanvulling van de beschikkingen inzake kredietbeleid, werden verder de voorwaarden voor het verlenen van persoonlijke leningen en van kredieten voor financiering van de verkoop op afbetaling, bij koninklijk besluit van 27 mei 1969, nog verstrengd door inkorting van de terugbetalingstermijnen en de verhoging van het minimumvoorschot.

Inzake de Rijksfinanciën impliceert het stabilisatiebeleid de beperking van het groeitempo van de verbruiksuitgaven en het prijsgeven van de in het vastleggingsprogramma voor openbare werken opgenomen voorwaardelijke tranche. De wissels uitgegeven en geaccepteerd voor uitgaven van het Wegenfonds zullen met ingang van 1 oktober 1969 niet meer door de Nationale Bank ter herdiscontering worden aanvaard. Verder worden de wetten van 1959 en 1966 inzake de economische expansie, waarbij de Staatssteun aan sommige privé-beleggingen geregeld wordt, meer selectief toegepast.

Het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel heeft, op 4 april 1969, besloten voor de banken een grens vast te stellen voor hun contantpositie in vreemde valuta's van de geregelteerde wisselmarkt en voor hun voorschotten in Belgische frank in convertibele rekeningen. Met ingang van 9 mei 1969 werd aan de erkende banken verbod opgelegd de geregelteerde rekeningen te spijzen door het verkopen van deviezen van de geregelteerde markt. Van die datum af mogen die deviezen nog slechts worden geleverd voor de onmiddellijke betalingen aan het buitenland, daar waar voordien een termijn van dertig dagen was toegestaan alvorens de betaling eisbaar was. Die maatregelen werden op 31 juli gepreciseerd. Een nieuwe, op 7 augustus 1969 ingevoerde wijziging, heeft tot doel in België de verwerving of het bezit van geld van de geregelteerde markt, dat niet vereist is voor te verrichten betalingen, te beletten. Anderzijds zal het onderzoek van de verantwoordingsstukken voor betalingen die meer dan 10 miljoen frank bedragen, voortaan door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel worden verricht.

Op het vlak van de prijzen heeft de Regering besloten tot een vermindering van de tarieven van de belasting op de toegevoegde waarde en tot een andere indeling van de goederen en diensten bij die tarieven. Die maatregel heeft de prijsstijgingspsychose die bij het publiek heerste merkelijk afgezwakt. Rekening houdend met de huidige stand van de conjunctuur, die wel zou kunnen aanhouden tijdens de eerste maanden van 1970 en gelet op de monetaire spanningen die zowel op nationaal als op internationaal vlak heersen, was de overheid de mening toegedaan dat de toestand, zowel economisch als sociaal, niet gunstig was voor de invoering van de B.T.W. op de vastgestelde datum van 1 januari 1970. Bij het Parlement zal bijgevolg een voorstel ingediend worden om de invoeging van die belangrijke fiskale hervorming te verdagen.

### 3. Les perspectives économiques.

Les prévisions économiques pour l'année 1970, pour la Belgique, sont largement tributaires du climat conjoncturel attendu dans les principaux pays industriels.

Aux Etats-Unis, la politique restrictive adoptée en matière de crédit et de finances fédérales pourrait affecter pleinement la demande intérieure en 1970. Néanmoins un recul conjoncturel s'avère peu probable car les autorités prentraient rapidement des mesures de relance.

Le Royaume-Uni restera confronté avec les problèmes de l'équilibre extérieur de sorte que la demande intérieure devrait demeurer peu expansive.

Globalement, le commerce mondial pourrait connaître une tendance au ralentissement, ce qui devrait avoir des répercussions sur les exportations de la Communauté Economique Européenne. Mais la demande intérieure de celle-ci restera vraisemblablement encore dynamique.

Les perspectives économiques en Belgique pour 1970 sont encore nettement favorables, quoique la progression attendue des diverses composantes de la demande soit moindre qu'en 1969.

Les ventes extérieures, qui forment un des principaux stimulants de la croissance, connaissent en ce moment un développement en flèche qui permet d'escompter une augmentation de 18 à 20 % pour l'ensemble de l'année. En 1970, compte tenu d'un prolongement de la situation présente mais aussi d'un certain ralentissement à court terme de la demande étrangère, l'exportation pourrait encore accuser une nouvelle avance de 12 % au moins.

A prix constants et en termes de comptabilité nationale, le progrès reviendrait de près de 15 % à 10 % environ. L'incidence de cette évolution sur le produit national reste quantitativement assez limitée, les importations devant connaître une évolution similaire.

La consommation publique, en volume, continuera à croître au taux d'environ 5 %.

Quant aux dépenses privées, stimulées par la croissance plus rapide des revenus, leur progrès est évalué à 4,5 % environ en 1969; il serait ramené à quelque 4 % en 1970.

Les investissements des pouvoirs publics seraient en 1970 du même ordre de grandeur qu'en 1969. De leur côté, les investissements privés pourront se ressentir de l'évolution moins dynamique de la demande finale, de la hausse des taux d'intérêt et d'un rétrécissement du marché des capitaux, mais les mesures prises pour leur encouragement apporteraient des compensations à ces facteurs. L'ensemble de la formation de capital fixe progresserait finalement moins qu'en 1969, tout en conservant un taux de croissance de 4 à 5 %.

L'évolution des composants de la demande globale conduirait ainsi à une progression du produit national brut, à prix constants, de 4,75 % environ contre 5,5 à 6 % en 1969.

### 3. De economische vooruitzichten.

De economische vooruitzichten voor het jaar 1970 zijn, met betrekking tot België, in belangrijke mate afhankelijk van het in de voornaamste industrielanden verwachte conjunctuurverloop.

In de Verenigde Staten zou het restrictief beleid dat inzake kredieten en federale financiën wordt gevoerd, de binnenlandse vraag in 1970 sterk kunnen beïnvloeden. Een teruggang van de conjonctuur schijnt evenwel weinig waarschijnlijk daar de overheid snel oplevingsmaatregelen zou treffen.

Het Verenigd Koninkrijk zal blijven kampen met problemen inzake het externe evenwicht zodat de binnenlandse vraag normaal weinig expansief zal blijven.

Globaal genomen, zou de wereldhandel een tendens tot vertraging kunnen kennen, wat ongetwijfeld een terugslag op de uitvoer van de Europese Economische Gemeenschap zou hebben. Doch, de binnenlandse vraag van deze laatste zal waarschijnlijk nog krachtig blijven.

De economische perspectieven voor 1970 zijn, voor België nog beslist gunstig alhoewel de verwachte vooruitgang van diverse samenstellende elementen van de vraag kleiner is dan in 1969 het geval was.

De afzet in het buitenland, die een der bijzonderste prikkels vormt voor de aangroei, ontwikkelt zich op dit ogenblik pijlsnel, wat voor het gehele jaar een verhoging van 18 tot 20 % laat verwachten. In 1970 zal, indien men rekening houdt met een voortduren van de huidige toestand maar ook met een zekere vertraging, op korte termijn, van de buitenlandse vraag, de uitvoer nog met tenminste 12 % kunnen vooruitgaan.

Tegen constante prijzen en in termen van nationale comptabiliteit uitgedrukt, zou de vooruitgang van ongeveer 15 % tot 10 % terugvallen. De terugslag van deze evolutie op het nationaal produkt blijft kwantitatief eerder beperkt want de invoer zou een gelijkaardige evolutie ondergaan.

De openbare consumptie zal in omvang met ongeveer 5 % toenemen.

Wat de partikuliere uitgaven betreft, deze stijgen — dank zij de snellere aangroei van de inkomens — met ongeveer 4,5 % in 1969; in 1970 zou dit op 4 % teruggebracht worden.

De investeringen van de openbare besturen zouden in 1970 op een zelfde peil liggen als dat van 1969. Hunnerzijds zouden de partikuliere investeringen de minder dynamische evolutie van de vraag, de stijging van de interestvoet en een inkrimping van de kapitaalmarkt kunnen ondergaan, maar de maatregelen getroffen voor hun ondersteuning zullen deze factoren compenseren. Het geheel van de vaste kapitaalvorming zou uiteindelijk minder snel vooruitgaan dan in 1969 het geval was, maar desniettemin een groeipeil van 4 à 5 % behouden.

De evolutie van de samenstellende elementen van de globale vraag zou aldus leiden tot een vooruitgang van het nationaal bruto produkt, tegen constante prijzen, van ongeveer 4,75 % ten opzichte van 5,5 à 6 % in 1969.

## B. --- LES FINANCES PUBLIQUES EN 1968 ET 1969.

## I. — Budget.

## a) Année budgétaire 1968.

*Budget ordinaire.* --- Au moment de l'élaboration du budget de 1968, les perspectives économiques apparaissaient indécises. En effet, le ralentissement du rythme d'expansion de l'économie, qui s'était manifesté en 1966, s'était accentué dans les premiers mois de 1967 sous l'effet d'un affaiblissement de la demande intérieure et extérieure. La conjoncture s'est toutefois redressée dans le courant du second semestre 1967 sous l'effet de l'amélioration progressive de la demande extérieure.

Le budget de 1968 a été établi sur base d'une progression du produit national brut évaluée à 3 % en volume et 3 % en prix.

Déposé en équilibre au niveau de 240,6 milliards pour les recettes et de 240,7 milliards pour les dépenses, ces dernières dépassaient de 19,7 milliards le budget de 1967 voté et de 15,7 milliards le budget ajusté de cette même année ce qui correspondait à un taux d'accroissement de respectivement 8,9 % et 7 %.

Un feuilleton de crédits supplémentaires a fait l'objet de la loi du 13 février 1969. Il a porté les crédits de 1968 (y compris ceux se rapportant à des créances sur années antérieures) à 249,8 milliards de francs suivant le décompte ci-après :

	En milliards de francs.
Crédits initiaux . . . . .	240,7
Amendements . . . . .	+0,1
 Budget voté . . . . .	240,8
 Crédits supplémentaires :	
Crédits propres à l'année 1968 :	
Augmentations . . . . .	9,0
Réductions . . . . .	3,1
	+5,9
Total des crédits de 1968 . . . . .	246,7
Crédits afférents à des années antérieures . . . . .	+3,1
 Crédits globaux de 1968 . . . . .	249,8

L'évolution des crédits de chacun des budgets depuis les propositions initiales jusqu'aux autorisations accordées par le feuilleton de crédits supplémentaires figure au tableau ci-après.

## B. --- DE OPENBARE FINANCIEN IN 1968 EN 1969.

## I. — Begroting.

## a) Begrotingsjaar 1968.

*Gewone begroting.* — Op het ogenblik dat de begroting van 1968 uitgewerkt werd, leken de vooruitzichten op economisch gebied onzeker. De verframing van het expansieritme van de economie, die in 1966 tot uiting kwam, naam inderdaad tijdens de eerste maanden van 1967 een scherpe vorm aan onder invloed van een afnemende binnen- en buitenlandse vraag. Ingevolge de geleidelijke toename van de buitenlandse vraag herstelde de conjunctuur zich echter in de loop van de tweede helft van 1967.

De begroting van 1968 werd vastgesteld op grond van een stijging van het bruto nationaal produkt die op 3 % in volume en op 3 % in prijs werd geraamd.

De begroting van 1968 werd in evenwicht ingediend en omvatte een bedrag van 240,6 miljard voor de ontvangsten en een bedrag van 240,7 miljard voor de uitgaven; deze laatste overschreden de goedgekeurde begroting van 1967 met 19,7 miljard en de aangepaste begroting van datzelfde jaar met 15,7 miljard, wat overeenstemde met een stijgspercentage van respectievelijk 8,9 % en 7 %.

Het bijkredietenblad werd bij de wet van 13 februari 1969 goedgekeurd. Deze wet heeft de kredieten voor 1968 (met inbegrip van de kredieten die betrekking hebben op de schuldvorderingen der vorige jaren) volgens de hierna vermelde becijfering op 249,8 miljard gebracht :

	In miljarden frank.
Oorspronkelijke kredieten . . . . .	240,7
Amendementen . . . . .	+0,1
 Goedgekeurde begroting . . . . .	240,8
 Bijkredieten :	
Kredieten eigen aan het jaar 1968 :	
Verhogingen . . . . .	9,0
Verminderingen . . . . .	3,1
	+5,9
Totaal van de kredieten voor 1968 . . . . .	246,7
Kredieten die op vorige jaren betrekking hebben . . . . .	+3,1
 Globale kredieten voor 1968 . . . . .	249,8

De evolutie van de kredieten van iedere begroting vanaf de aanvankelijke voorstellen tot de machtingen verleend door het bijkredietenblad, vindt men in de volgende tabel.

## BUDGET DE 1968.

Evolution des crédits de dépenses ordinaires.  
(En milliards de francs.)

## BEGROTING VAN 1968.

Evolutie van de kredieten voor gewone uitgaven.  
(In miljarden frank.)

BUDGET — BEGROTING	Propo- sitions initiales  Oor- spronke- lijke voor- stellen	Amen- dements  Amende- menten	Budgets votés  Goedge- keurde begroting	Feuilleton des crédits propres à l'année <i>Feuilleton der kredieten van het jaar zelf</i>		Total des crédits de 1968  Totaal der kredieten voor 1968	Feuilleton des crédits relatifs aux années antérieures  Feuilleton der kredieten betreffende de vorige jaren	Budget ajusté  Aange- paste begroting	Différence par rapport aux budgets votés  Verschil met betrekking tot de goedge- keurde begrotingen
				Augmen- tations  — Verho- gingen	Réduc- tions  — Vermin- deringen				
				—	—				
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> . . .	42,8	—	42,8	—	0,3	42,5	—	42,5	—0,3
Pensions. — <i>Pensioenen</i> . . . . .	28,4	—	28,4	0,6	—	29,0	—	29,0	0,6
Dotations. — <i>Dotatiën</i> . . . . .	0,7	—	0,7	—	—	0,7	—	0,7	—
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> .	2,0 <sup>(1)</sup>	—	2,0	—	1,4	0,6	—	0,6	—1,4
Justice. — <i>Justitie</i> . . . . .	4,9	—	4,9	0,1	0,1	4,9	—	4,9	—
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> . . .	14,7	—	14,7	—	—	14,7	0,1	14,8	0,1
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse handel</i> . . . . .	4,5	+0,1	4,6	0,2	0,1	4,7	0,2	4,9	0,3
Défense Nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . .	17,9	—	17,9	1,1	—	19,0	0,1	19,1	1,2
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> . . . . .	2,9	—	2,9	0,1	—	3,0	—	3,0	0,1
Agriculture. — <i>Landbouw</i> . . . . .	6,2	—	6,2	1,0	0,8	6,4	—	6,4	0,2
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> . . . . .	7,1	—	7,1	0,7	0,1	7,7	0,4	8,1	1,0
Classes Moyennes. — <i>Middenstand</i> .	0,5	—	0,5	—	—	0,5	—	0,5	—
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> .	9,1	—	9,1	0,8	—	9,9	—	9,9	0,8
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> . . . . .	7,7	—	7,7	0,1	—	7,8	—	7,8	0,1
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> . . . . .	3,9	—	3,9	0,3	—	4,2	0,1	4,3	0,4
Emploi et travail. — <i>Tewerkstelling en arbeid</i> . . . . .	3,3	—	3,3	1,7	—	5,0	—	5,0	1,7
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> . . . . .	18,6	—	18,6	0,6	—	19,2	1,3	20,5	1,9
Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> . . . . .	44,7	—	44,7	0,9	—	45,6	0,4	46,0	1,3
Culture. — <i>Cultuur</i> . . . . .	3,4	—	3,4	0,1	—	3,5	—	3,5	0,1
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . . . . .	8,8	—	8,8	0,4	0,2	9,0	0,5	9,5	0,7
Finances. — <i>Financiën</i> . . . . .	8,6 <sup>(2)</sup>	—	8,6	0,3	0,1	8,8	—	8,8	0,2
<b>Totaux. — Totalen</b> . . . . .	<b>240,7</b>	+0,1	<b>240,8</b>	<b>9,0</b>	<b>3,1</b>	<b>246,7</b>	<b>3,1</b>	<b>249,8</b>	<b>9,0</b>

Les engagements du Trésor au cours d'une année financière ne sont pas limités par les crédits votés soit au début, soit dans le cours de l'année. Beaucoup de paiements se rapportent à des reports de crédits de l'année antérieure. Ces reports de 1967 à 1968 auraient atteint le montant de 17,2 milliards de francs, chiffre considérable mais explicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1963 qui a substitué le système comptable de la gestion à celui de l'exercice. Une disposition de la susdite loi a, en effet, autorisé le report automatique à l'année suivante des dépenses engagées.

(1) Y compris un crédit provisionnel pour la programmation sociale dans le secteur public de 1,4 milliard de francs.

(2) Y compris un crédit provisionnel pour l'adaptation des traitements à l'index des prix à la consommation de 0,8 milliard de francs.

De uit te voeren verbintenissen van de Schatkist in de loop van een financieel jaar zijn niet beperkt door de kredieten die oorspronkelijk of in de loop van het jaar worden goedgekeurd. Vele betalingen hebben betrekking op krediet-overdrachten van het vorige begrotingsjaar. Die overdrachten van 1967 naar 1968 zouden het bedrag van 17,2 miljard frank bereikt hebben, hetgeen weliswaar een belangrijk bedrag is, maar dat kan uitgelegd worden door het van kracht worden van de wet van 28 juni 1963 waarbij het rekeningsysteem gesteund op het beheer in de plaats van

(1) Met inbegrip van een provisioneel krediet ten bedrage van 1,4 miljard frank voor de sociale programmatie in de openbare sector.

(2) Met inbegrip van een provisioneel krediet ten bedrage van 0,8 miljard frank voor de aanpassing van de wedden aan de index van de consumptieprijzen.

gées au cours d'une année financière mais non ordonnancées au 31 décembre de cette même année. En tenant compte des reports des années antérieures, les crédits disponibles de l'année 1968 se seraient élevés à 267 milliards de francs. Les deux tableaux suivants fournissent une ventilation par département ou service ordonnateur et par nature de dépenses, des reports à l'année 1968, des crédits disponibles et des imputations de 1968.

Dépenses imputées en 1968 par département  
ou service ordonnateur,  
(En milliards de francs.)

dat gesteund op het dienstjaar werd gesteld. Door een bepaling in de hoger vermelde wet werd inderdaad de automatische overdracht toegelaten van de uitgaven die in de loop van een financieel jaar werden vastgelegd maar op 31 december van datzelfde jaar niet werden geordonnerend. Rekening gehouden met de overdrachten van vorige jaren zouden de beschikbare kredieten van 1968 267 miljard frank bedragen. Volgende twee tabellen geven, enerzijds, per departement of ordonnancerende dienst en, anderzijds, volgens de aard van de uitgaven, de overdrachten naar het jaar 1968, de beschikbare kredieten en de aanrekeningen van 1968.

Aangerekende uitgaven van 1968 per departement  
of ordonnancerende dienst,

(In miljarden frank.)

	Budget ajusté — Aangepaste begroting	Reports de l'année antérieure <sup>(1)</sup> Overdrachten van het vorig begrotingsjaar	Crédits disponibles <sup>(1)</sup> Beschikbare kredieten	Imputations <sup>(1)</sup> Aanrekeningen	Differences (annulations et transferts) <sup>(1)</sup> Verschillen (annuleringen en overdrachten)
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> ... ... ... ...	42,5	0,1	42,6	42,4	— 0,2
Pensions. — <i>Pensioenen</i> ... ... ... ...	29,0	0,5	29,5	28,7	— 0,8
Dotations. — <i>Dotatiën</i> . ... ... ... ...	0,7	—	0,7	0,7	—
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> . ... ... ... ...	0,6	0,4	1,0	0,6	— 0,4
Justice. — <i>Justitie</i> .. ... ... ...	4,9	0,7	5,6	4,6	— 1,0
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ... ... ... ...	14,8	1,3	16,1	15,7	— 0,4
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ... ... ... ...	4,9	0,7	5,6	4,5	— 1,1
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ... ... ...	19,1	2,4	21,5	18,2	— 3,3
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	3,0	0,1	3,1	3,0	— 0,1
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	6,4	0,9	7,3	6,8	— 0,5
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ... ... ...	8,1	0,4	8,5	7,7	— 0,8
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ... ...	0,5	0,1	0,6	0,5	— 0,1
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> . ... ... ... ...	9,9	0,4	10,3	9,6	— 0,7
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> .. ... ... ...	7,8	0,6	8,4	7,7	— 0,7
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ... ... ...	4,3	1,0	5,3	4,0	— 1,3
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ... ... ... ...	5,0	0,1	5,1	5,0	— 0,1
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> . ... ... ... ...	20,5	1,3	21,8	20,9	— 0,9
Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> ... ... ...	46,0	3,5	49,5	46,4	— 3,1
Culture. — <i>Cultuur</i> . ... ... ... ...	3,5	0,5	4,0	3,2	— 0,7
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . ...	9,5	1,7	11,2	9,7	— 1,5
Finances. — <i>Financiën</i> . ... ... ... ...	8,8	0,5	9,3	7,5	— 1,8
Total. — <i>Totaal</i> ... ... ... ...	249,8	17,2	267,0	247,4	— 19,6

(1) Chiffres provisoires au 31 juillet 1969.

(1) Voorlopige cijfers op 31 juli 1969.

Dépenses imputées en 1968 par nature de dépenses.  
(En milliards de francs.)

Aangerekende uitgaven van 1968, per aard van de uitgaven.  
(In miljarden frank.)

	Budget ajusté — Aangepaste begroting	Reports de l'année antérieure ( <sup>1</sup> ) Overdrachten van het vorig begrotingsjaar	Crédits disponibles ( <sup>1</sup> ) Beschikbare kredieten	Imputations ( <sup>1</sup> ) Aanrekeningen	Differences (annulations et transferts) ( <sup>1</sup> ) Verschillen (annuleringen en overdrachten)
Dette publique, — <i>Rijksschuld</i> ... ... ... ...	42,5	0,1	42,6	42,4	— 0,2
Pensions, — <i>Pensioenen</i> ... ... ... ...	29,0	0,5	29,5	28,7	— 0,8
Dotations, — <i>Dotatien</i> ... ... ... ...	0,7	—	0,7	0,7	—
Salaires et charges sociales, — <i>Lonen en sociale lasten</i> ...	48,5	1,8	50,3	48,0	— 2,3
Achats de biens et services, — <i>Aankopen van goederen en diensten</i> ... ... ... ...	15,0	4,2	19,2	13,5	— 5,7
Matériel durable, — <i>Duurzaam materieel</i> ... ... ...	1,8	0,5	2,3	1,5	— 0,8
Intérêts et pertes, — <i>Interesten en verliezen</i> ... ... ...	6,0	0,1	6,1	5,7	— 0,4
Transferts de revenus, — <i>Overdrachten van inkomsten</i> ..	98,4	8,2	106,6	99,9	— 6,7
Transferts de capitaux, — <i>Overdrachten van kapitalen</i> ..	3,1	0,6	3,7	3,2	— 0,5
Investissements, — <i>Investeringen</i> ... ... ...	1,3	0,6	1,9	1,1	— 0,8
Avances et participations, — <i>Voorschotten en participaties</i> ...	0,1	—	0,1	0,1	—
Divers, — <i>Diversen</i> ... ... ...	3,4	0,6	4,0	2,6	— 1,4
Total, — <i>Totaal</i> ... ...	249,8	17,2	267,0	247,4	— 19,6

La différence entre le montant des crédits disponibles et les imputations de l'année financière correspond à des reports de crédits à l'année budgétaire suivante ainsi qu'à des annulations de crédits inutilisés (voir dernière colonne des tableaux ci-avant).

En 1968, cette différence atteint 19,6 milliards de francs. On a constaté au cours des années antérieures que les annulations de crédits variaient de 2 à 3 milliards de francs. En les arbitrant à 2,5 milliards de francs pour l'année financière 1968, les reports de crédits de 1968 à 1969 seraient de l'ordre de 17,1 milliards de francs.

\*\*

Les recettes ordinaires de 1968, fixées à l'origine à 240,6 milliards de francs, ont effectivement rapporté 239,5 milliards de francs, soit une moins-value de 1,1 milliard de francs.

(En milliards de francs.)

Het verschil tussen het bedrag van de beschikbare kredieten en de aanrekeningen van het boekjaar stemt overeen met de kredietoverdrachten naar het volgend begrotingsjaar, alsmede met de annuleringen van ongebruikte kredieten (zie laatste kolom van de bovenstaande tabellen).

In 1968 bereikt dat verschil 19,6 miljard frank. In de loop van de voorgaande jaren heeft men vastgesteld dat de annuleringen van kredieten van 2 tot 3 miljard frank varieerden. Wanneer men ze voor het boekjaar 1968 op 2,5 miljard frank zou schatten, zouden de kredietoverdrachten van 1968 naar 1969 ongeveer 17,1 miljard frank kunnen bedragen.

\*\*

De gewone ontvangsten van 1968, aanvankelijk op 240,6 miljard frank vastgesteld, hebben in de werkelijkheid 239,5 miljard opgebracht, dat is een minderopbrengst van 1,1 miljard frank.

(In miljarden frank.)

Recettes	Estimation initiale — Oorspronke- lijke raming	Réalisations — Verwezenlij- kingen	Différence — Verschil	Ontvangsten
<i>Recettes fiscales :</i>				<i>Fiscale ontvangsten :</i>
Contributions directes ... ... ...	95,3	95,8	+0,5	Directe belastingen.
Douanes ... ... ...	8,9	8,0	-0,9	Invoerrechten.
Accises et divers ... ... ...	30,1	30,6	+0,5	Accijnen en diversen.
Timbre et taxes assimilées au timbre ...	81,2	79,7	-1,5	Zegel en met het zegel gelijkgestelde taken.
Autres droits perçus par l'Enregistrement ..	12,4	12,7	+0,3	Andere door de Registratie geïnde rechten.
Total ... ...	227,9	226,8	-1,1	Totaal.
<i>Recettes non fiscales</i> ... ... ...	12,7	12,7	—	<i>Niet-fiscale ontvangsten,</i>
Total des Voies et Moyens ... ...	240,6	239,5	-1,1	Totaal der Rijksmiddelen.

(1) Chiffres provisoires au 31 juillet 1969.

(1) Voorlopige cijfers op 31 juli 1969.

Les rendements des droits de douane et de la taxe de transmission, comme le montre le tableau précédent, n'ont pas atteint la prévision. Les droits de douane ont subi l'incidence des réductions conformément aux engagements pris lors des négociations G.A.T.T. (Kennedy Round). Quant aux droits de timbre et taxes assimilées au timbre, leur rendement a été influencé par le fait que l'expansion économique de 1968 a surtout été stimulée par la demande extérieure qui est largement détaxée.

Le résultat probable de l'année budgétaire 1968 s'établit comme suit comparé au résultat prévu lors du dépôt du projet de budget :

(En milliards de francs.)

(In miljard frank.)

	Projet de budget initial <i>Oorspronkelijk begrotings- ontwerp</i>	Réalisations <i>Verwezen- lijkingen</i>	Differences <i>Verschillen</i>	
Recettes ... ... ... ...	240,5	239,5	-1,1	Ontvangsten.
Dépenses ... ... ... ...	240,7	247,4	+6,7	Uitgaven.
Résultat ... ... ... ...	-0,1	-7,9	-7,8	Resultaat.

*Budget extraordinaire.* — Les crédits du budget extraordinaire sont dissociés en crédits d'engagement et en crédits d'ordonnancement. En fin d'année, les crédits non employés se reportent et s'ajoutent, en s'y confondant, aux crédits propres à l'année suivante. Il en résulte que les crédits disponibles peuvent être supérieurs aux crédits votés de l'année et que les réalisations d'une année peuvent s'écarte sensiblement de ces crédits.

Le secteur des investissements de l'Etat est, d'autre part, partiellement débudgétisé; il en résulte que l'examen du budget extraordinaire fournit une image incomplète de l'ampleur de la politique des investissements de l'Etat. C'est pourquoi, on trouvera, ci-après, un aperçu global des engagements de l'Etat en matière d'investissements. Des dispositions internes permettent d'accélérer ou de réduire le rythme d'exécution du programme en fonction des objectifs conjoncturels et structurels.

Les engagements extraordinaire (y compris les principales dépenses débudgétisées) se sont élevés en 1968 à 59,8 milliards contre 50,8 milliards de francs en 1967 :

	Engagements.		
	1968	1967	
Budget extraordinaire ... ... ... ...	37,9	34,2	
Fonds des Routes ... ... ... ...	11,9	9,3	
Travaux communaux subsidiés ... ...	3,4	2,9	
Autoroute E3 ... ... ... ...	4,6	4,4	
Autoroute E5 ... ... ... ...	1,9	—	
Autoroute E39 ... ... ... ...	0,1	—	
Total ... ... ... ...	59,8	50,8	

Les crédits d'ordonnancement, dont il est question ci-après, ne concernent que le budget extraordinaire proprement dit. Ils ne couvrent donc pas les dépenses du Fonds des Routes, des travaux communaux, des intercommunales E3, E5, E39.

Zoals de bovenstaande tabel aantoont, heeft de opbrengst van de invoerrechten en van de overdrachttaks de vooruitzichten niet bereikt. De invoerrechten hebben de terugslag ondervonden van de verminderingen, overeenkomstig de verbintenis aangetrokken tijdens de G.A.T.T.-onderhandelingen (Kennedy Round). Wat de zegelrechten en de met het zegel gelijkgestelde taksen betreft, de opbrengst ervan is beïnvloed geweest door het feit dat de economische expansie in 1968 vooral gestimuleerd werd door de buitenlandse vraag die in ruime mate belastingvrij is.

Vergeleken met het bij het Indienen van het begrotingsontwerp geraamde resultaat, ziet het vermoedelijke resultaat van het begrotingsjaar 1968 er dus als volgt uit :

(In miljard frank.)

*Buitengewone begroting.* — De kredieten van de buitengewone begroting zijn gesplitst in vastleggingskredieten en ordonnanceringskredieten. Op het einde van het jaar worden de niet gebruikte kredieten overgedragen naar en toegevoegd aan de kredieten eigen aan het volgend jaar, waarmee ze een geheel vormen. Hieruit volgt dat de beschikbare kredieten groter kunnen zijn dan de voor het jaar goedgekeurde kredieten en dat de verwezenlijkingen van een jaar merkbaar van die kredieten kunnen afwijken.

Anderzijds is de sector van de Rijksinvesteringen in hoge mate buiten de begroting gehouden; daaruit volgt dat het onderzoek van de buitengewone begroting een onvolledig beeld geeft van de omvang van het investeringsbeleid van de Staat. Daarom zal men hierna een totaal overzicht vinden van de vastleggingen van de Staat inzake investeringen. Interne bepalingen laten toe het ritme van de afwerking van het programma te versnellen of te vertragen, in functie van deconjuncturele en structurele doelstellingen.

De *buitengewone vastleggingen* (de voornaamste buiten de begroting gehouden uitgaven inbegrepen) beliepen 59,8 miljard in 1968 tegen 50,8 miljard frank in 1967 :

	Vastleggingen.	
	1968	1967
Buitengewone begroting ... ... ... ...	37,9	34,2
Wegenfonds ... ... ... ...	11,9	9,3
Gesubsidieerde gemeentelijke werken ...	3,4	2,9
E3 autosnelweg ... ... ... ...	4,6	4,4
E5 autosnelweg ... ... ... ...	1,9	—
E39 autosnelweg ... ... ... ...	0,1	—
Totaal ... ... ... ...	59,8	50,8

De *ordonnanceringskredieten* waarvan hierna sprake is, betreffen slechts de eigenlijke buitengewone begroting. Ze dekken dus niet de uitgaven van het Wegenfonds, van de gemeentelijke werken en van de intercommunale verenigingen voor de autosnelwegen E3, E5 en E39.

## Ci-après l'évolution du budget extraordinaire de 1968 :

(En milliards de francs.)

Budget extraordinaire déposé ...	31,5
Amendements . . . . .	0,4
<b>Budget voté</b> . . . . .	<b>31,9</b>
<b>Crédits supplémentaires :</b>	
— Augmentations . . . . .	1,1
— Réductions . . . . .	0,1
	<b>1,0</b>
Total des crédits propres à l'année . . . . .	32,9
Reports de 1967 . . . . .	7,3
<b>Total des crédits disponibles pour 1968</b> . . . . .	<b>40,2</b>
Imputations de 1968 . . . . .	35,7
<b>Différence</b> . . . . .	<b>4,5</b>

Les recettes extraordinaires proprement dites, c'est-à-dire non compris le produit des emprunts consolidés, ont rapporté 599 millions de francs contre une prévision de 587 millions de francs.

## b) Année budgétaire 1969.

*Budget ordinaire.* — Lors de l'établissement du budget de 1969 le revirement conjoncturel, qui s'était manifesté dès l'automne 1967, s'affirmait davantage à la suite d'une reprise de la demande extérieure, d'une expansion des dépenses des pouvoirs publics et d'un certain mouvement de reconstitution des stocks. Les propositions budgétaires et les évaluations de recettes ont été calculées sur base d'un taux de croissance du produit national brut en 1969 de 4 % en volume auquel s'ajoute une estimation de la hausse des prix de 3,3 %, soit globalement un taux de croissance du produit national brut de 7,4 % en valeur.

Dans ce contexte économique, le budget ordinaire fut déposé en équilibre au niveau de 264,6 milliards de francs.

Le taux de croissance des dépenses mesuré à partir des chiffres des budgets initiaux a été de 9,9 % en 1969 contre 8,9 % en 1968.

Les crédits supplémentaires s'élèvent à 4,6 milliards pour l'année en cours et à 2,6 milliards pour les années antérieures et portent les crédits totaux de 1969 à 272,4 milliards de francs. Ceux-ci se décomposent comme suit :

	En milliards de francs (1)
Crédits initiaux . . . . .	264,6
Amendements . . . . .	+0,6
<b>Budget voté</b> . . . . .	<b>265,2</b>
<b>Crédits supplémentaires :</b>	
Crédits propres à 1969 :	
— Augmentations . . . . .	+7,5
— Diminutions . . . . .	-2,9
Solde . . . . .	<b>+4,6</b>
Total des crédits de l'année financière 1969 . . .	269,8
Crédits se rapportant à des années antérieures . . .	+2,6
<b>Budget ajusté</b> . . . . .	<b>272,4</b>

(1) Chiffres provisoires.

Hieronder volgt de evolutie van de buitengewone begroting van 1968 :

(In miljarden frank.)

Ingediende buitengewone begroting . . . . .	31,5
Amendementen . . . . .	0,4
<b>Goedgekeurde begroting</b> . . . . .	<b>31,9</b>
<b>Bijkredieten :</b>	
— Verhogingen . . . . .	1,1
— Verminderingen . . . . .	0,1
	<b>1,0</b>
Totaal der kredieten van het jaar zelf . . . . .	32,9
Overdrachten van 1967 . . . . .	7,3
<b>Totaal der beschikbare kredieten voor 1968</b> . . . . .	<b>40,2</b>
Aanrekeningen van 1968 . . . . .	35,7
<b>Verschil</b> . . . . .	<b>4,5</b>

De eigenlijke buitengewone ontvangsten, dat wil zeggen de opbrengst van de geconsolideerde leningen niet inbegrepen, hebben 599 miljoen frank opgebracht tegen een voorziene opbrengst van 587 miljoen frank.

## b) Begrotingsjaar 1969.

*Gewone begroting.* — Bij de opstelling van de begroting van 1969 werd de conjunctuurommekeer, die sedert de herfst 1967 tot uiting kwam, nog duidelijker ingevolge een opleving van de buitenlandse vraag, een expansie van de uitgaven van de overheid en een zekere neiging tot aanvulling van de voorraden. De begrotingsvoorstellen en de ontvangstenramingen zijn berekend geworden op basis van een groeipercentage van het bruto nationaal produkt, in 1969, met 4 % in volume, waarbij een raming van de prijsstijging met 3,3 % werd gevoegd, dit is in het totaal een groeipercentage van het bruto nationaal produkt met 7,4 % in waarde.

In dit economisch verband werd de gewone begroting in evenwicht ingediend op het peil van 264,6 miljard frank.

Uitgaande van de cijfers van de oorspronkelijke begrotingen, bedroeg het groeipercentage van de uitgaven 9,9 % in 1969 tegen 8,9 % in 1968.

De bijkredieten belopen 4,6 miljard voor de lopende begroting en 2,6 miljard voor de vorige begrotingsjaren waardoor de totale kredieten van 1969 op 272,4 miljard frank worden gebracht. Deze zijn als volgt verdeeld :

	In miljarden frank (1)
Oorspronkelijke kredieten . . . . .	264,6
Amendementen . . . . .	+0,6
<b>Goedgekeurde begroting</b> . . . . .	<b>265,2</b>
<b>Bijkredieten :</b>	
Kredieten van 1969 :	
— Verhogingen . . . . .	+7,5
— Verminderingen . . . . .	-2,9
Saldo . . . . .	<b>+4,6</b>
Totaal van de kredieten van het financiële jaar 1969 . . . . .	269,8
Kredieten betreffende vorige jaren . . . . .	+2,6
<b>Aangepaste begroting</b> . . . . .	<b>272,4</b>

(1) Voorlopige cijfers.

Les recettes de 1969 avaient été estimées lors du dépôt du budget à 264,6 milliards de francs.

Compte tenu de la plus-value constatée à fin août et de l'évolution favorable de la conjoncture, il a été possible de procéder à la réévaluation, ci-après, des recettes :

Bij de indiening van de begroting waren de ontvangsten van 1969 op 264,6 miljard frank geraamd.

Rekening gehouden met de meeropbrengst die op het einde van augustus werd vastgesteld en met de gunstige conjuncturele evolutie is het mogelijk geweest de hierna volgende nieuwe raming van de ontvangsten te maken :

(En milliards de francs.)	(In miljarden frank.)			
Recettes	L'estimation initiale Oorspronkelijke raming	Plus-value Meerwaarde	Réestimation Nieuwe raming	Ontvangsten
Contributions directes ... ... ... ...	109,6	+2,8	112,4	Directe belastingen.
Douanes ... ... ... ...	9,0	-1,2	7,8	Invoerrechten.
Accises ... ... ... ...	33,3	+1,0	34,3	Accijnen.
Taxes ... ... ... ...	86,0	+2,0	88,0	Taksen.
Autres droits perçus par l'Enregistrement ...	13,7	-0,1	13,6	Andere door de Registratie geïnde rechten.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	
	251,6	+4,5	256,1	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	
Recettes non fiscales ... ... ... ...	13,1	—	13,1	Niet-fiscale ontvangsten.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	
	264,6	+4,5	269,2	

Des indications plus détaillées sur la réestimation des recettes sont données au chapitre II de ce document. Les recettes ordinaires accuseraient, sur les prévisions initiales, une plus-value de 4,5 milliards de francs; à la fin du mois d'août, la plus-value atteignait déjà 3,8 milliards.

Compte tenu de cette plus-value fiscale, d'une part, et des annulations et transferts de crédits, d'autre part, le budget de 1969 pourra être clôturé en équilibre ou même en léger boni.

**Budget extraordinaire.** — Le programme de base (85 %) des engagements pour l'ensemble du secteur public (budget extraordinaire plus Fonds des Routes plus secteur débudgétisé, s'élevait à l'origine à 59,4 milliards de francs; à ce programme de base s'ajoutait une tranche conditionnelle (15 %) de 9,6 milliards de francs à exécuter suivant l'état de la conjoncture et du marché des capitaux.

Eu égard à l'évolution économique et financière, la mise en œuvre du programme d'investissement a été freinée en cours d'année. La tranche conditionnelle a été annulée mais, nonobstant le freinage et de par certains ajustements en cours d'exécution, le programme de base à 85 %, soit 59,4 milliards de francs, sera réalisé dans sa totalité.

Meer bijzonderheden aangaande de nieuwe raming van de ontvangsten worden in hoofdstuk II van dit dokument gegeven. De gewone ontvangsten zouden een meeropbrengst van 4,5 miljard frank ten aanzien van de oorspronkelijke ramingen aanwijzen; op het einde van de maand augustus bedroeg de meeropbrengst reeds 3,8 miljard.

Rekening gehouden met die fislale meeropbrengst, enerzijds, en de kredietoverdrachten en annuleringen, anderzijds, zal de begroting 1969 in evenwicht of zelfs met een licht boni kunnen worden afgesloten.

**Buitengewone begroting.** — Het basisprogramma (85 %) van de vastleggingen voor het geheel van de openbare sector (buitengewone begroting plus Wegenfonds plus gedebudgettiseerde sector) beliep aanvankelijk 59,4 miljard frank; bij dat basisprogramma werd een voorwaardelijke schijf (15 %) van 9,6 miljard frank gevoegd die diende te worden uitgevoerd naar gelang de toestand van de conjunctuur en van de kapitaalmarkt.

Gelet op de economische en financiële evolutie, werd de uitvoering van het investeringsprogramma in de loop van het jaar afgeremd. De voorwaardelijke schijf werd geannuleerd, doch het basisprogramma van 85 % dit is 59,4 miljard, zal, niettegenstaande de afremming en ook wegens sommige aanpassingen tijdens de uitvoering, volledig worden uitgevoerd.

\*\*

\*\*

Soucieux de rechercher l'efficacité optimale de son action, le Gouvernement s'est attaché au perfectionnement des moyens de contrôle dont il dispose.

Dans cet ordre d'idées, le Service d'enquêtes budgétaires a été réformé avec le souci d'assouplir et d'approfondir son action. Celle-ci portera sur tous les secteurs où le besoin s'en fait sentir.

Afin d'assurer une coordination de son activité avec celle d'autres instruments de contrôle départemental ou interdépartemental, un programme d'enquêtes est mis au point avec la collaboration de toutes les parties intéressées.

Om een optimale doelmatigheid aan haar actie te geven heeft de Regering gestreefd naar de vervolmaking van de controlemiddelen waarover ze beschikt.

In die gedachtengang werd de Dienst voor begrotingsenquêtes hervormd met het oog op een vlottere en ingrijpende werking die zal gericht worden op al de sectoren waar er behoefte aan mocht zijn.

Ten einde zijn werking te coördineren met de andere departementen of interdepartementale toezichtsorganen werd een programma van enquêtes uitgewerkt in samenwerking met al de betrokken partijen.

\*\*

\*\*

## II. — Trésorerie.

La situation de trésorerie n'est pas comparable à la situation d'exécution des budgets : celle-ci est une situation comptable, la première, une situation de caisse. Il en résulte une première différence qui a trait à la nature des opérations retenues par chacune d'elle : la situation de trésorerie n'enregistre que des mouvements réels de fonds tant en recettes qu'en dépenses alors que la situation d'exécution des budgets comptabilise toutes les imputations de dépenses sur base des ordonnances tracées par les départements ministériels. La situation d'exécution des budgets ne comptabilise que les seules opérations budgétaires. Mais le Trésor n'est pas seulement le caissier du budget. Il est aussi dépositaire de fonds et même parfois banquier. Le cadre de la situation de trésorerie déborde donc celui des budgets et s'étend à toute une série d'opérations exécutées en marge des budgets (fonds de tiers, avances à des organismes publics).

Enfin, la période au cours de laquelle s'exécutent les opérations est différente. La situation d'exécution des budgets comptabilise les opérations d'un budget d'une année déterminée en quatorze mois (du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février de l'année suivante). La situation de trésorerie enregistre tous les mouvements de fonds qui affectent la caisse au cours de l'année civile. Elle peut, par conséquent, être influencée par des décaissements se rapportant à plusieurs budgets. La situation de trésorerie des années 1967 et 1968 et des huit premiers mois des années 1968 et 1969 peut être résumée comme suit :

(En milliards de francs.)

## II. — Thesaurie.

De thesaurietoestand is niet te vergelijken met de uitvoeringstoestand van de begrotingen : deze laatste is een boekhoudkundige toestand, de eerste, een kastoestand. Hieruit vloeit een eerste verschil voort dat betrekking heeft op de aard van de door elk dezer in aanmerking genomen verrichtingen : de thesaurietoestand registreert slechts werkelijke bewegingen van geld zowel inzake ontvangsten als inzake uitgaven, terwijl de uitvoeringstoestand van de begrotingen alle aanrekeningen van uitgaven op basis van de door de ministeriële departementen opgemaakte ordonnanties boekt. In de uitvoeringstoestand van de begrotingen worden alleen de budgettaire verrichtingen geboekt. Doch de Schatkist is niet alleen de kassier van de begroting. Zij is ook depositaris van geld en zelfs soms bankier. Het kader van de thesaurietoestand is dus ruimer dan dat van de begrotingen en strekt zich uit tot een hele reeks thesaurieverrichtingen die worden uitgevoerd naast de begrotingen (derdengeld, voorschotten aan openbare organismen).

Ten slotte verschilt de periode gedurende dewelke de verrichtingen worden uitgevoerd. In de uitvoeringstoestand van de begrotingen worden de verrichtingen van een begroting van een bepaald jaar over veertien maanden (van 1 januari tot 28 februari van het volgende jaar) geboekt. De thesaurietoestand registreert alle geldbewegingen die van invloed zijn op de kas in de loop van het kalenderjaar. Zij kan bijgevolg worden beïnvloed door kasuitgaven die op verscheidene begrotingen betrekking hebben. De thesaurietoestand van de jaren 1967 en 1968 en van de eerste acht maanden van de jaren 1968 en 1969 kan als volgt worden samengevat :

(In miljarden frank.)

	Années Jaren		Huit premiers mois de Eerste acht maanden van		
	1967	1968	1968	1969	
1. Opérations sur le budget ordinaire :					
a) Recettes . . . . .	219,6	238,8	160,5	180,3	1. Verrichtingen op de gewone begroting :
b) Dépenses . . . . .	221,7	243,9	161,2	180,5	a) Ontvangsten. b) Uitgaven.
Solde . . . . .	— 2,1	— 5,1	— 0,7	— 0,2	Saldo.
2. Opérations sur le budget extraordinaire :					2. Verrichtingen op de buitengewone begroting :
a) Recettes . . . . .	0,2	0,6	0,3	0,1	a) Ontvangsten. b) Uitgaven.
b) Dépenses . . . . .	28,5	33,0	20,3	20,6	Saldo.
Solde . . . . .	— 28,3	— 32,4	— 20,0	— 20,5	3. Saldo 1 + 2.
3. Solde 1 et 2 . . . . .	— 30,4	— 37,5	— 20,7	— 20,7	4. Derdengeld.
4. Fonds de tiers . . . . .	+ 1,5	— 1,3	— 3,0	+ 0,4	5. Kasgeldbewegingen.
5. Mouvements de l'encaisse . . . . .	— 0,8	— 0,4	+ 0,5	— 0,5	6. Wegenfonds.
6. Fonds des Routes . . . . .	— 7,0	— 8,2	— 5,1	— 8,4	7. Globaal thesaurietekort.
7. Impasse globale de trésorerie . . . . .	— 36,7	— 47,4	— 28,3	— 29,2	

Depuis 1959, l'impasse brute de la situation de trésorerie a évolué comme suit :

Années	Impasses brutes (!)
1959 ...	-28,2
1960 ...	-29,7
1961 ...	-24,5
1962 ...	-19,3
1963 ...	-32,8
1964 ...	-27,1
1965 ...	-35,7
1966 ...	-30,8
1967 ...	-36,7
1968 ...	-47,4

Dans l'interprétation et la comparaison de cette impasse globale brute, il y a cependant lieu de tenir compte des amortissements de la dette qui s'élèvent en 1967 et 1968 respectivement à 15,5 et 15,7 milliards et, pour les huit premiers mois de 1968 et 1969, à respectivement 9,7 et 16,1 milliards. L'impasse nette était donc la suivante :

En milliards de francs.

Années :

1967 . . . . .	-21,2
1968 . . . . .	-31,7

Huit premiers mois de :

1968 . . . . .	-18,6
1969 . . . . .	-13,1

a) Année 1968.

L'impasse brute de l'année 1968 accuse une augmentation de 10,7 milliards de francs par rapport à celle enregistrée en 1967. Elle provient de la majoration des dépenses extraordinaires et du Fonds des Routes à concurrence de 5,7 milliards, le budget ordinaire accuse un solde déficitaire en aggravation de 3 milliards et les Fonds de tiers enregistrent une différence négative de 2,8 milliards. Par contre, le mouvement des encaisses correspond à une diminution des décaissements de 0,4 milliard de francs.

L'augmentation des dépenses ordinaires avait été de 10 % et celle des recettes ordinaires de 8,7 %.

Voici l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires en situation de trésorerie depuis 1959 :

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

Années Jaren	Décaissements Kasuitgaven	Encaissements Kasontvangsten	Solde Saldo
1959 ...	108,4	100,2	-8,2
1960 ...	111,2	108,1	-3,1
1961 ...	126,0	120,4	-5,6
1962 ...	132,0	131,2	-0,8
1963 ...	143,0	139,5	-3,5
1964 ...	155,3	157,8	+2,5
1965 ...	176,5	172,7	-3,8
1966 ...	203,9	200,6	-3,3
1967 ...	221,7	219,6	-2,1
1968 ...	243,9	238,8	-5,1

(1) Y compris les dépenses d'investissements du Fonds des Routes.

Sinds 1959 evolueerde het bruto-tekort van de thesaurietoestand als volgt :

Jaren	Bruto-tekorten (!)
1959 ...	-28,2
1960 ...	-29,7
1961 ...	-24,5
1962 ...	-19,3
1963 ...	-32,8
1964 ...	-27,1
1965 ...	-35,7
1966 ...	-30,8
1967 ...	-36,7
1968 ...	-47,4

Bij de interpretatie en de vergelijking van dit globaal bruto-tekort is het nochtans aangewezen rekening te houden met de schulddeling die in 1967 en 1968 respectievelijk 15,5 en 15,7 miljard beloopt en tijdens de eerste acht maanden van 1968 en 1969 respectievelijk 9,7 en 16,1 miljard opslorpt. Het netto-tekort beloopt dus :

In miljarden frank.	
Jaren :	
1967 . . . . .	-21,2
1968 . . . . .	-31,7

Eerste acht maanden :

1968 . . . . .	-18,6
1969 . . . . .	-13,1

a) Jaar 1968.

Het bruto-tekort van het jaar 1968 wijst een verhoging aan met 10,7 miljard frank in vergelijking met datgene dat in 1967 werd geregistreerd. Het komt voort van de verhoging van de buitengewone uitgaven en van de uitgaven van het Wegenfonds, ten belope van 5,7 miljard, van de vermeerdering met 3 miljard van het nadelig saldo van de gewone begroting en van het Derdengeld waar een negatief verschil van 2,8 miljard wordt geboekt. Daarentegen stemt de beweging van de kasvoorraad overeen met een vermindering van de kasuitgaven met 0,4 miljard frank.

De verhoging van de gewone uitgaven bedroeg 10 % en deze van de gewone ontvangsten 8,7 %.

Zie hier het verloop van de gewone ontvangsten en uitgaven uit het oogpunt van de thesaurietoestand sinds 1959 :

(En milliards de francs.)	(In miljarden frank.)
Années Jaren	Décaissements Kasuitgaven
1959 ...	108,4
1960 ...	111,2
1961 ...	126,0
1962 ...	132,0
1963 ...	143,0
1964 ...	155,3
1965 ...	176,5
1966 ...	203,9
1967 ...	221,7
1968 ...	243,9

(1) Met inbegrip van de investeringsuitgaven van het Wegenfonds.

Le tableau suivant permet la comparaison des décaissements au cours des années 1967 et 1968 et pendant les huit premiers mois des années 1968 et 1969 :

Décaissements sur le budget ordinaire.  
(En milliards de francs.)

	Années Jaren		Accroissem- ent, diminu- tion (-+)  Toename, afname (-+)	Huit premiers mois de Eerste acht maanden van		Accroissem- ent, diminu- tion (-+)  Toename, afname (-+)	
	1967	1968		1968	1969		
Dette publique . . . . .	37,9	38,9	1,0	23,1	31,2	8,1	Rijksschuld. waarvan :
doint :							
intérêts . . . . .	22,9	23,9	1,0	13,7	15,7	2,0	rente:
amortissements . . . . .	15,0	15,0	—	9,4	15,5	6,1	delging.
Pensions . . . . .	27,2	28,1	0,9	18,8	18,9	0,1	Pensioenen.
Rémunérations . . . . .	45,9	48,4	2,5	32,8	35,3	2,5	Bezoldigingen.
Biens et services . . . . .	14,4	15,0	0,6	9,2	9,9	0,7	Goederen en diensten.
Intérêts et pertes . . . . .	5,1	5,8	0,7	3,9	4,5	0,6	Interesten en verliezen.
Transferts de revenus . . . . .	76,3	89,0	12,7	60,4	63,9	3,5	Inkomensoverdrachten. waarvan :
doint :							
Intérieur . . . . .	11,6	14,2	2,6	8,9	9,1	0,2	Binnenlandse Zaken.
Affaires économiques . . . . .	5,3	4,9	—0,4	3,2	4,2	1,0	Economische Zaken.
Communications . . . . .	2,7	2,7	—	2,1	1,9	—0,2	Verkeerswezen.
Emploi . . . . .	3,3	4,9	1,6	3,6	1,8	—1,8	Tewerkstelling.
Prévoyance sociale . . . . .	16,6	21,4	4,8	15,2	16,3	1,1	Sociale Voorzorg.
Education nationale . . . . .	28,6	31,2	2,6	21,4	23,9	2,5	Nationale Opvoeding.
Santé publique . . . . .	3,5	4,7	1,2	3,1	2,9	—0,2	Volksgezondheid.
Fonds budgétaires . . . . .	8,6	12,8	4,2	8,4	10,4	2,0	Begrotingsfondsen. waarvan :
doint :							
Fonds agricole . . . . .	2,0	4,9	2,9	2,7	4,6	1,9	Landbouwfonds.
Divers autres . . . . .	6,3	5,9	—0,4	4,6	6,4	1,8	Verschillende andere.
Total.	221,7	243,9	22,2	161,2	180,5	19,3	Totaal.

Les décaissements sur le *budget extraordinaire* (y compris le Fonds des Routes) sont de 1967 à 1968 en accroissement de 5,7 milliards soit 16,1 %. Le rythme d'expansion est de 15,8 % pour les dépenses extraordinaires proprement dites et de 17,2 % pour celles du Fonds des Routes.

La décomposition des dépenses extraordinaires suivant les principales rubriques est donnée ci-après :

Décaissements sur le budget extraordinaire et le Fonds des Routes.  
(En milliards de francs).

	Années Jaren		Accroissem- ent — Toename	Huit premiers mois de Eerste acht maanden van			
	1967	1968		1968	1969	Accroissem- ents, diminu- tions (-+)  Toename, afname (-+)	
Défense nationale . . . . .	3,9	6,0	2,1	3,6	4,1	0,5	Landsverdediging.
Communications . . . . .	5,5	6,2	0,7	3,9	3,2	—0,7	Verkeerswezen.
Travaux publics + Fonds des Routes.	18,3	20,3	2,0	12,6	17,2	4,6	Openbare Werken + Wegen- fonds.
Fonds budgétaires . . . . .	3,6	3,9	0,3	2,8	2,1	—0,7	Begrotingsfondsen.
Autres . . . . .	4,2	4,8	0,6	2,6	2,4	—0,2	Andere.
Total.	35,5	41,2	5,7	25,5	29,0	3,5	Totaal.

De onderstaande tabel laat de vergelijking toe van de kasuitgaven tijdens de jaren 1967 en 1968 en tijdens de eerste acht maanden van de jaren 1968 en 1969 :

Kasuitgaven op de gewone begroting.  
(In miljarden frank.)

	Années Jaren		Accroissem- ent, diminu- tion (-+)  Toename, afname (-+)	Huit premiers mois de Eerste acht maanden van		Accroissem- ent, diminu- tion (-+)  Toename, afname (-+)	
	1967	1968		1968	1969		
Dette publique . . . . .	37,9	38,9	1,0	23,1	31,2	8,1	Rijksschuld. waarvan :
doint :							
intérêts . . . . .	22,9	23,9	1,0	13,7	15,7	2,0	rente:
amortissements . . . . .	15,0	15,0	—	9,4	15,5	6,1	delging.
Pensions . . . . .	27,2	28,1	0,9	18,8	18,9	0,1	Pensioenen.
Rémunérations . . . . .	45,9	48,4	2,5	32,8	35,3	2,5	Bezoldigingen.
Biens et services . . . . .	14,4	15,0	0,6	9,2	9,9	0,7	Goederen en diensten.
Intérêts et pertes . . . . .	5,1	5,8	0,7	3,9	4,5	0,6	Interesten en verliezen.
Transferts de revenus . . . . .	76,3	89,0	12,7	60,4	63,9	3,5	Inkomensoverdrachten. waarvan :
doint :							
Intérieur . . . . .	11,6	14,2	2,6	8,9	9,1	0,2	Binnenlandse Zaken.
Affaires économiques . . . . .	5,3	4,9	—0,4	3,2	4,2	1,0	Economische Zaken.
Communications . . . . .	2,7	2,7	—	2,1	1,9	—0,2	Verkeerswezen.
Emploi . . . . .	3,3	4,9	1,6	3,6	1,8	—1,8	Tewerkstelling.
Prévoyance sociale . . . . .	16,6	21,4	4,8	15,2	16,3	1,1	Sociale Voorzorg.
Education nationale . . . . .	28,6	31,2	2,6	21,4	23,9	2,5	Nationale Opvoeding.
Santé publique . . . . .	3,5	4,7	1,2	3,1	2,9	—0,2	Volksgezondheid.
Fonds budgétaires . . . . .	8,6	12,8	4,2	8,4	10,4	2,0	Begrotingsfondsen. waarvan :
doint :							
Fonds agricole . . . . .	2,0	4,9	2,9	2,7	4,6	1,9	Landbouwfonds.
Divers autres . . . . .	6,3	5,9	—0,4	4,6	6,4	1,8	Verschillende andere.
Total.	221,7	243,9	22,2	161,2	180,5	19,3	Totaal.

De kasuitgaven op de buitengewone begroting (met inbegrip van het Wegenfonds) stijgen van 1967 tot 1968 met 5,7 miljard, dit is 16,1 %. Het groeitempo beloopt 15,8 % voor de eigenlijke buitengewone uitgaven en 17,2 % voor die van het Wegenfonds.

De ontleding van de buitengewone uitgaven volgens hoofdrubrieken wordt hierna gegeven :

Kasuitgaven op de buitengewone begroting en van het Wegenfonds.  
(In miljarden frank.)

## b) Huit premiers mois de 1969.

L'impasse brute enregistrée au terme des huit premiers mois de 1969 atteint 29,2 milliards de francs contre 28,3 milliards de francs en 1968. En tenant compte des amortissements, l'impasse nette se situe à 13,1 milliards contre 18,6 milliards en 1968.

Les opérations sur le budget ordinaire — dont la progression, par rapport à la même période de 1968, des recettes et des dépenses se chiffre à 19,8 milliards (+12,4 %) et 19,3 milliards (+12,0 %) — accusent un minime excédent des dépenses. Cependant, il y a lieu de tenir compte de l'évolution des amortissements compris dans les dépenses et dont la progression est de 6,1 milliards.

La majoration de l'impasse brute résulte aussi de l'expansion des dépenses d'investissement. Les décaissements du Fonds des Routes sont en hausse de 3,3 milliards, ceux du budget extraordinaire proprement dit de 0,3 milliard. A l'intérieur du budget extraordinaire, les dépenses de travaux publics qui dépassent celles de la période correspondante de 1968 de 1,3 milliard de francs, accusent la plus forte croissance.

Les Fonds de tiers qui en 1968 se clôuraient par un solde déficitaire de 3,0 milliards de francs accusent, en 1969, un excédent de recettes de 0,4 milliard de francs. La différence se retrouve, principalement, dans les opérations de l'Administration des Postes dont les mouvements subissent parfois des fluctuations importantes.

Enfin, le mouvement des encaisses s'est traduit par une aggravation des décaissements de 1 milliard de francs, par comparaison avec les huit premiers mois de 1968.

## b) Eerste acht maanden van 1969.

Het na de eerste acht maanden van 1969 geboekte brutotekort beloopt 29,2 miljard frank tegen 28,3 miljard frank in 1968. Rekening gehouden met de schulddelging bedraagt het netto-tekort 13,1 miljard tegen 18,6 miljard in 1968.

De verrichtingen op de gewone begroting — waarin de toename, ten overstaan van dezelfde periode in 1968, voor de ontvangsten en uitgaven respectievelijk 19,8 miljard (+12,4 %) en 19,3 miljard (+12,0%) bedroeg — vertonen een zeer klein overschat van uitgaven boven de ontvangsten. Daarbij moet echter ook rekening gehouden worden met de evolutie van de schulddelging waarvan de stijging 6,1 miljard bedraagt.

De stijging van het brutotekort is eveneens een gevolg van de toename van de investeringsuitgaven. De kasuitgaven van het Wegenfonds stijgen met 3,3 miljard; die van de eigenlijke buitengewone begroting met 0,3 miljard. Binnen de buitengewone begroting vertonen de uitgaven voor openbare werken, die deze van de overeenkomstige periode van 1968 met 1,3 miljard frank overtreffen, de grootste stijging.

Het Derdengeld dat in 1968 werd afgesloten met een tekort van 3,0 miljard frank, vertoont in 1969 een ontvangstenoverschat van 0,4 miljard frank. Het verschil zit hoofdzakelijk in de verrichtingen van het Bestuur der Posterijen, waarvan de bewegingen soms belangrijke schommelingen ondergaan.

Ten slotte uit de beweging van het kasgeld zich in een toename van de kasuitgaven met 1 miljard frank, in vergelijking met de eerste acht maanden van 1968.

## III. — Dette publique.

Le tableau suivant compare la dette en circulation à fin 1967 et 1968 et à la fin des huit premiers mois des années 1968 et 1969. Les mouvements de la dette au cours de ces périodes figurent dans les trois dernières colonnes.

## III. — Staatsschuld.

De hierna volgende tabel vergelijkt de lopende schuld einde 1967 en 1968 en na de eerste acht maanden van de jaren 1968 en 1969. De bewegingen van de schuld tijdens die perioden staan in de laatste drie kolommen.

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	Situation de la dette publique Toestand van de Staatsschuld per				Mouvement de la dette publique Beweging van de Staatsschuld		
	à fin 1967 einde 1967	à fin août 1968 einde augustus 1968	à fin 1968 einde 1968	à fin août 1969 einde augustus 1969	en 1968 —	pendant les huit premiers mois de tijdens de eerste acht maanden van 1968	1969
					in 1968		
A. — DETTE CONSOLIDEE : — GECONSOLIDIEERDE SCHULD :							
1. En francs belges : — In Belgische frank :							
Directe. — Directe . . . . .	317,1	329,7	335,0	341,8	+17,9	+12,6	+ 6,8
Indirecte. — Indirecte . . . . .	38,8	38,2	45,6	51,4	+ 6,8	— 0,6	+ 5,8
	355,9	367,9	380,6	393,2	+24,7	+12,0	+12,6
2. En monnaies étrangères : — In vreemde munt :							
Directe. — Directe . . . . .	12,9	11,8	11,5	11,3	— 1,4	— 1,1	— 0,2
Indirecte. — Indirecte . . . . .	1,9	1,9	1,9	1,9	—	—	—
	14,8	13,7	13,4	13,2	— 1,4	— 1,1	— 0,2
Total A. — Totaal A.	370,7	381,6	394,0	406,4	+23,3	+10,9	+12,4
B. — DETTE A MOYEN TERME : — SCHULD OP HALFLANGE TERMIJN :							
1. En francs belges : — In Belgische frank :							
Directe. — Directe . . . . .	8,5	8,3	9,1	13,7	+ 0,6	— 0,2	+ 4,6
2. En monnaies étrangères : — In vreemde munt :							
Directe. — Directe . . . . .	11,6	12,6	12,9	11,8	+ 1,3	+ 1,0	— 1,1
	20,1	20,9	22,0	25,5	+ 1,9	+ 0,8	+ 3,5
C. — DETTE A COURT TERME : — SCHULD OP KORTE TERMIJN :							
1. En francs belges : — In Belgische frank :							
Directe. — Directe . . . . .	103,7	110,9	120,7	112,6	+17,0	+ 7,2	— 8,1
2. En monnaies étrangères : — In vreemde munt :							
Directe. — Directe . . . . .	30,9	30,6	30,5	37,8	— 0,4	— 0,3	+ 7,3
	134,6	141,5	151,2	150,4	+16,6	+ 6,9	— 0,8
Total C. — Totaal C.	525,4	544,0	567,2	582,3	+41,8	+18,6	+15,1
D. — DETTE CONGOLAISE GARANTIE. — GEWAARBORGDE KONGOLESE SCHULD . . . . .							
	3,5	3,2	3,1	2,8	— 0,4	— 0,3	— 0,3
E. — Total A + B + C + D. — Totaal A + B + C + D . . . . .	528,9	547,2	570,3	585,1	+41,4	+18,3	+14,8
Opérations avec le F.M.I. — Vertrekkingen met het I.M.F. . . . .	—	—	—	—	— 7,6	— 0,2	— 1,6
Mouvement réel de la dette publique. — Werkelijke beweging van de schuld . . .	—	—	—	—	+33,8	+18,1	+13,2
Encours des traites acceptées par le Fonds des Routes. — Omloop der door het Wegenfonds geaccepteerde wissels . . . . .	0,8	1,7	1,8	0,3	—	—	—

## a) Année 1968.

La dette publique s'est accrue en 1968 de 41,4 milliards de francs contre 21,4 milliards de francs en 1967. Si l'on fait abstraction des opérations avec le Fonds Monétaire International qui n'ont pas influencé le financement du Trésor, la hausse est de 33,8 milliards de francs contre 22,6 milliards de francs en 1967.

Par rapport au produit national brut, la dette publique à fin 1968 représentait 54,6 % contre, respectivement, 54,1 et 70,9 % en 1967 et en 1960. La distinction entre dettes en francs belges et dettes en devises donne, dans la comparaison entre 1968 et 1967, le résultat suivant :

Montements de la dette.  
(En milliards de francs.)

## a) Jaar 1968.

De Rijksschuld is in 1968 gestegen met 41,4 miljard frank tegen 21,4 miljard frank in 1967. Afgezien van de verrichtingen met het Internationaal Monetair Fonds, die de financiering van de Schatkist niet hebben beïnvloed, bedraagt de stijging 33,8 miljard frank tegen 22,6 miljard frank in 1967.

Ten opzichte van het bruto nationaal produkt, vertegenwoordigde de Rijksschuld einde 1968 54,6 % tegen 54,1 en 70,9 % respectievelijk in 1967 en in 1960. Het onderscheid tussen schulden in Belgische frank en schulden in deviezen geeft, in de vergelijking tussen 1968 en 1967, het volgende resultaat :

Bewegingen van de Staatsschuld.  
(In miljarden frank.)

	1967			1968		
	En francs belges	En or ou en devises	Total	En francs belges	En or ou en devises	Total
	In Belgische frank	In goud of in deviezen	Totaal	In Belgische frank	In goud of in deviezen	Totaal
Dette consolidée. — Geconsolideerde schuld ... ... ...	+20,8	— 1,0	+19,8	+24,7	— 1,4	+23,3
Dette à moyen terme. — Schuld op halflange termijn ... ...	+ 0,7	— 0,6	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 1,9
Dette à court terme (1). — Schuld op korte termijn (1) . ...	— 4,6	+ 7,7	+ 3,1	+ 9,4	— 0,4	+ 9,0
Dette congolaise garantie. — Gewaarborgde Kongolese schuld.	—	— 0,4	— 0,4	—	— 0,4	— 0,4
Total. — Totaal ... ... ...	+16,9	+ 5,7	+22,6	+34,7	— 0,9	+33,8

La dette consolidée accuse une augmentation de 23,3 milliards de francs contre 19,8 milliards en 1967.

La dette en francs belges consolidée s'accroît de 24,7 milliards de francs, tandis que la dette extérieure diminue de 1,4 milliard de francs.

Les émissions d'emprunts en francs belges de 1968 se sont élevées à 49 milliards de francs contre 50 milliards de francs en 1967 y compris les emprunts du Fonds des Routes, qui sont enregistrés dans la dette indirecte.

Les amortissements contractuels se sont élevés à 13,4 milliards de francs et les remboursements hors budget à 10,9 milliards de francs. Parmi ces derniers, un capital d'environ 5 milliards de francs représentant des obligations à une échéance finale en 1968, a servi à la souscription de nouveaux emprunts tandis que le reliquat, soit 5,9 milliards, a été remboursé à l'échéance.

La dette consolidée en devises a diminué de 1,4 milliard de francs. En dehors d'un prêt en devises au Fonds des Routes pour la contrevaluer de 250 millions de francs belges, les autres opérations ont uniquement consisté en amortissements contractuels, de l'ordre de 1,6 milliard de francs belges.

La dette à moyen terme était en hausse de 1,9 milliard de francs contre 0,1 milliard en 1967; la progression la plus importante provenant de la dette extérieure : +1,3 milliard de francs.

En ce qui concerne la dette à court terme, la majoration est de 9 milliards contre 3,1 milliards en 1967 : la dette en francs belges est en progression de 9,4 milliards de francs et la dette en devise s'infléchit de 0,4 milliard de francs.

De geconsolideerde schuld vertoont een stijging met 23,3 miljard frank tegen 19,8 miljard in 1967.

De geconsolideerde schuld in Belgische frank is toegenomen met 24,7 miljard frank, terwijl de buitenlandse schuld gedaald is met 1,4 miljard frank.

De uitgiften van leningen in Belgische frank van 1968 beliepen 49 miljard frank tegen 50 miljard frank in 1967 met inbegrip van de leningen van het Wegenfonds, die opgenomen zijn in de indirecte schuld.

De contractuele aflossingen beliepen 13,4 miljard frank en de terugbetalingen buiten begroting 10,9 miljard frank. Onder deze laatste, heeft een kapitaal van zowat 5 miljard frank dat obligaties met eindvervaldag in 1968 vertegenwoordigt, gediend voor de inschrijving op nieuwe leningen terwijl het overschot, te weten 5,9 miljard, op de vervaldag is terugbetaald.

De geconsolideerde schuld in deviezen is gedaald met 1,4 miljard frank. Benevens een lening in deviezen aan het Wegenfonds voor de tegenwaarde van 250 miljoen Belgische frank, hebben de andere verrichtingen enkel bestaan in contractuele aflossingen van zowat 1,6 miljard Belgische frank.

De schuld op halflange termijn stijgt met 1,9 miljard frank tegen 0,1 miljard in 1967: de aanzienlijkste toename komt voort uit de buitenlandse : +1,3 miljard frank.

De schuld op korte termijn stijgt met 9 miljard tegen 3,1 miljard in 1967: de schuld in Belgische frank stijgt met 9,4 miljard frank en de schuld in deviezen daalt met 0,4 miljard frank.

(1) Après élimination des opérations avec le F.M.I.

(1) Na weglating van de verrichtingen met het I.M.F.

Les rubriques suivantes ont provoqué, par solde, l'aggravation de la dette à court terme en francs belges :

	En milliards de francs.
— Avoirs des particuliers près des comptes de chèques postaux . . . . .	+ 8,6
— Certificats cédés à la B.N.B. (marge) . . . . .	+ 12,0
— Certificats en mains des banques . . . . .	— 5,4
— Certificats en mains des parastataux . . . . .	— 5,7
— Certificats en mains de l'Association Internationale de développement . . . . .	— 0,1

La dette congolaise en devises, garantie par la Belgique et reprise par elle, a diminué de 0,4 milliard de francs, suite aux amortissements contractuels.

Au 31 décembre 1968, le montant des traites acceptées par le Fonds des Routes, en exécution de l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967, avait atteint le montant de 1,8 milliard de francs.

#### b) Huit premiers mois de 1969.

Pendant les huit premiers mois de 1969, la dette publique s'est accrue de 14,8 milliards de francs contre 18,3 milliards de francs pour la période correspondante de 1968. Si l'on fait abstraction des opérations avec le Fonds Monétaire International, les chiffres précédents deviennent, respectivement, 13,2 et 18,1 milliards de francs.

Le tableau suivant regroupe les éléments de la dette publique en francs belges et en devises pour les huit premiers mois de 1968 et de 1969 :

Mouvements de la dette publique.  
(En milliards de francs.)

De onderstaande rubrieken hebben, per saldo, de toeename van de schuld op korte termijn in Belgische frank veroorzaakt :

	In miljarden frank.
— Tegoed van particulieren op postrekeningen . . . . .	+ 8,6
— Aan de N.B.B. overgedragen certificaten (marge) . . . . .	+ 12,0
— Certificaten in handen van de banken . . . . .	— 5,4
— Certificaten in handen van de parastatalen . . . . .	— 5,7
— Certificaten in handen van de Internationale Ontwikkelingsmaatschappij . . . . .	— 0,1

De door België gewaarborgde en overgenomen Kongolese deviezenschuld is met 0,4 miljard frank gedaald ten gevolge van de contractuele aflossingen.

Op 31 december 1968 beliep het bedrag van de wissels die door het Wegenfonds in uitvoering van het koninklijk besluit n° 41 van 29 september 1967 aanvaard werden, 1,8 miljard frank.

#### b) Eerste acht maanden van 1969.

Tijdens de eerste acht maanden van 1969 is de overheidschuld met 14,8 miljard frank gestegen tegen 18,3 miljard gedurende de overeenkomstige periode van 1968. Indien geen rekening gehouden wordt met de verrichtingen met het Internationaal Monetair Fonds, worden bovenstaande cijfers respectievelijk 13,2 en 18,1 miljard frank.

In volgende tabel zijn de gegevens opgenomen van de overheidschuld in Belgische frank en in deviezen voor de eerste acht maanden van 1968 en van 1969 :

Bewegingen van de Staatsschuld.  
(In miljarden frank.)

	Huit premiers mois de 1968			Huit premiers mois de 1969		
	Eerste acht maanden van 1968			Eerste acht maanden van 1969		
	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En or ou en devises <i>In goud of in deviezen</i>	Total <i>Totaal</i>	En francs belges <i>In Belgische frank</i>	En or ou en devises <i>In goud of in deviezen</i>	Total <i>Totaal</i>
Dette consolidée, — Geconsolideerde schuld . . . . .	+ 12,0	— 1,1	+ 10,9	+ 12,6	— 0,2	+ 12,4
Dette à moyen terme, — Schuld op halflange termijn . . . . .	— 0,2	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,6	— 1,1	+ 3,5
Dette à court terme (1), — Schuld op korte termijn (1) . . . . .	+ 7,0	— 0,3	+ 6,7	— 9,7	+ 7,3	— 2,4
Dette congolaise garantie, — Gewaarborgde Kongolese schuld.	—	— 0,3	— 0,3	—	— 0,3	— 0,3
<b>Total, — Totaal . . . . .</b>	<b>+ 18,8</b>	<b>— 0,7</b>	<b>+ 18,1</b>	<b>+ 7,5</b>	<b>+ 5,7</b>	<b>+ 13,2</b>

La dette consolidée est en accroissement de 12,4 milliards de francs en 1969 contre 10,9 milliards de francs en 1968; tandis que la dette en francs belges augmente de 12,6 milliards de francs, la dette en devises diminue de 0,2 milliard de francs.

Le marché des capitaux, en Belgique, a absorbé au cours des huit premiers mois de 1969, des émissions pour un montant de 41,7 milliards de francs en nominal contre 20 milliards en 1968.

Les emprunts émis pour couvrir les besoins propres du Trésor se sont élevés à 32,3 milliards de francs et ceux destinés à des organismes publics pour 9,4 milliards de francs (dette indirecte).

De geconsolideerde schuld stijgt in 1969 met 12,4 miljard frank, tegen 10,9 miljard frank in 1968; terwijl de schuld in Belgische frank met 12,6 miljard frank toeneemt, vermindert de deviezenschuld met 0,2 miljard frank.

Tijdens de eerste acht maanden van 1969 heeft de kapitaalmarkt in België voor een nominaal bedrag van 41,7 miljard frank emissies opgesloten, tegen 20 miljard in 1968.

De leningen die uitgegeven werden om de eigen behoeften van de Schatkist te dekken belopen 32,3 miljard frank en deze die bestemd zijn voor openbare instellingen bereiken 9,4 miljard frank (indirecte schuld).

(1) Après élimination des opérations avec le F.M.I.

(1) Na weglating van de verrichtingen met het I.M.F.

Dans cette dernière catégorie de dettes, il faut signaler un emprunt du Fonds des Routes qui a rapporté 9,2 milliards de francs et des prêts de la Caisse d'Epargne à l'Office de la Navigation (loi du budget du Ministère des Travaux publics pour 1968 et 1969, article 13).

Les réductions de dettes ont atteint 29,1 milliards de francs et se subdivisent en amortissements contractuels pour 14 milliards de francs et en remboursements d'emprunts hors budget pour 15,1 milliards de francs. Ces derniers ont été exécutés sous l'une des formes suivantes

	En milliards de francs.
— Remboursements anticipés à échéance facultative . . . . .	10,2
— Remboursements à une échéance finale . . . . .	2,5
— Remboursements par échange d'obligations venant à échéance en 1969 contre des titres de nouveaux emprunts . . . . .	2,4
	15,1

Le dette consolidée libellée en monnaies étrangères subit une diminution de 0,2 milliard de francs due aux amortissements contractuels.

La dette à moyen terme enregistre une progression de 3,5 milliards de francs. Le mouvement de la dette en francs belges (+4,6 milliards) résulte, principalement, de la cession des certificats aux établissements paraétatiques. La dette en devises est en réduction, par solde, de 1,1 milliard de francs.

La dette à court terme en francs belges en suite des mouvements suivants accuse une réduction de 9,7 milliards de francs contre une hausse de 7 milliards de francs pour la période correspondante de 1968 :

	En milliards de francs.
— Certificats cédés à la B.N.B. (marge) . . . . .	+1,2
— Certificats en mains des banques . . . . .	+2,5
— Certificats en mains des parastataux . . . . .	-4,6
— Avoirs des particuliers auprès des comptes de chèques-postaux . . . . .	-8,8

Par ailleurs, la dette à court terme en monnaies étrangères est en expansion de 7,3 milliards de francs.

La dette indirecte congolaise garantie décroît de 0,3 milliard de francs sous l'effet des amortissements contractuels.

Le montant de la dette publique ne tient pas compte des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967) et qui, à fin août 1969, s'élevait à 0,3 milliard de francs contre 1,8 milliard de francs à fin décembre 1968. La diminution de l'encours des traitements en 1969 est la conséquence de la décision de la Banque Nationale, du 23 janvier dernier, de ne plus admettre au réescompte les lettres de change créées à 120 jours et acceptées par le Fonds des Routes que pour autant que leur échéance soit antérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1969. Mentionnons que ce système particulier de financement du Fonds des Routes, instauré par l'arrêté royal prémentionné, était effectivement pratiqué depuis le mois de novembre 1967.

Si l'on corrige les mouvements de la dette publique pour

In deze laatste categorie schulden dient melding gemaakt te worden van een lening van het Wegenfonds die 9,2 miljard frank opbracht en van de leningen toegestaan door de Spaarkas aan de Dienst van de Scheepvaart (begrotingswet van het Ministerie van Openbare Werken voor 1968 en voor 1969, artikel 13).

De schuldverminderingen bedragen 29,1 miljard frank, bestaande uit 14 miljard frank contractuele aflossingen en 15,1 miljard frank terugbetalingen van leningen buiten de begroting om. Deze laatste werden verricht in een van de volgende vormen :

	In miljarden frank.
— Vervroegde terugbetalingen op een facultatieve vervaldag . . . . .	10,2
— Terugbetalingen op een eindvervoldag . . . . .	2,5
— Terugbetalingen door het omwisselen van obligaties met vervaldag in 1969 tegen effecten van nieuwe leningen . . . . .	2,4
	15 1

De geconsolideerde schuld uitgedrukt in vreemde valuta daalt met 0,2 miljard frank ten gevolge van de contractuele aflossingen.

De schuld op half lange termijn kent een stijging met 3,5 miljard frank. De beweging van de schuld in Belgische frank (+4,6 miljard) is hoofdzakelijk het gevolg van de overdracht van de certificaten aan de parastatale instellingen. De deviezenschuld vermindert, per saldo, met 1,1 miljard frank.

Ten gevolge van de onderstaande bewegingen vermindert de schuld op korte termijn in Belgische frank met 9,7 miljard frank tegen een stijging met 7 miljard frank gedurende de overeenstemmende periode van 1968 :

	In miljarden frank.
— Certificaten overgedragen aan de N.B.B. (marge) . . . . .	+1,2
— Certificaten in handen van de banken . . . . .	+2,5
— Certificaten in handen van de parastatalen . . . . .	-4,6
— Tegoed van particulieren op postrekeningen . . . . .	-8,8

Anderzijds stijgt de kortlopende schuld in buitenlandse valuta met 7,3 miljard frank.

De gewaarborgde Kongolese indirecte schuld daalt met 0,3 miljard frank ten gevolge van de contractuele aflossingen.

In het bedrag van de overheidsschuld wordt geen rekening gehouden met de wissels die door het Wegenfonds aanvaard worden ter voldoening van uitgevoerde en opgeleverde werken (koninklijk besluit n° 41 van 29 september 1967) en die einde augustus 1969 0,3 miljard frank beliepen tegen 1,8 miljard frank einde december 1968. De vermindering in 1969 van de in omloop zijnde wissels is het gevolg van de beslissing van de Nationale Bank van 23 januari laatstleden slechts tot herdísconto te aanvaarden de wissels op 120 dagen geaccepteerd door het Wegenfonds voor zover hun vervaldag voor 1 oktober 1969 valt. Er dient nog vermeld te worden dat dit bijzonder financieringssysteem van het Wegenfonds, dat bij voormeld koninklijk besluit ingevoerd werd, sedert de maand november 1967 werkelijk toegepast werd.

Wanneer men de bewegingen van de Staatsschuld corri-

tenir compte de l'évolution de l'encours des traites acceptées par le Fonds des Routes, on obtient le résultat ci-après :

geert om rekening te houden met de evolutie van de in omloop zijnde door het Wegenfonds geaccepteerde wissels, krijgt men hiernavolgend resultaat :

	Accroissement net <i>Netto-toename</i>	Mouvement des traites <i>Beweging der wissels</i>	Total <i>Totaal</i>	
1967 . . . . . . . . . .	+22,6	+0,8	+23,3	1967.
1968 . . . . . . . . . .	+33,8	+1,0	+34,8	1968.
Août 1968 . . . . . . . . . .	+18,1	+0,9	+19,0	Augustus 1968.
Août 1969 . . . . . . . . . .	+13,2	-1,5	+11,7	Augustus 1969.

*Relation entre l'impasse de trésorerie et l'évolution de la dette publique.*

L'évolution de la dette publique est fonction du résultat de la situation de trésorerie. C'est cette relation que le tableau suivant fait ressortir :

(En milliards de francs.)

*Verband tussen het Schatkisttekort en het verloop van de Staatsschuld.*

Het verloop van de Staatsschuld staat in verband met het resultaat van de Schatkisttoestand. Dat verband blijkt uit volgende tabel :

(In miljarden frank.)

	Année 1968 <i>Jaar 1968</i>	Huit premiers mois de <i>Eerste acht maanden van</i>		
		1968	1969	
Impasse . . . . . . . . . .	-47,4 =====	-28,3 =====	-29,2 =====	Tekort.
Amortissement de la dette publique . . . . .	+15,7	+ 9,7	+16,1	Aflossing van de Staatsschuld.
Déférence entre le produit nominal et le produit net des émissions d'emprunts (primes d'émission et commissions).	- 1,1	- 0,4	- 1,1	Verschil tussen de nominale opbrengst en de netto-opbrengst van de uitgiften van leningen (uitgiftepremies en commissie-lonen).
Pacte scolaire (double emploi) . . . . .	- 0,8	+ 0,9	+ 1,3	Schoolpact (dubbel gebruik).
Elimination de la dette contractée envers la Caisse d'Epargne pour le financement des pensions des assurés libres qui a été comptabilisée en même temps dans la situation de la dette publique et à la section particulière du budget (double emploi).	- 0,2	-	-	Eliminatie van de schuld aangegaan tegenover de Spaarkas voor de financiering van de pensioenen van de vrij-verzekerden, die terzelfdertijd in de toestand van de Staatsschuld en in de bijzondere sectie van de begroting in rekening werd gebracht (dubbel gebruik).
Emprunt de la dette indirecte . . . . .	-	-	- 0,3	Lening van de indirecte schuld.
Evolution de la dette nette (abstraction faite des opérations avec le Fonds Monétaire International).	+33,8 =====	+18,1 =====	+13,2 =====	Evolutie van de netto-schuld (zonder rekening te houden met de verrichtingen met het Internationaal Monetair Fonds).

## CHAPITRE II.

PRINCIPAUX ASPECTS  
DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE.

## A. --- POLITIQUE ECONOMIQUE GENERALE.

## 1. L'action économique générale pour 1970.

Sans préjudice quant à la continuation de l'application des mesures conjoncturelles restrictives décidées à mi-1969, la politique économique de 1970 sera encadrée par un certain nombre de préoccupations fondamentales :

- la fixation des principales options du 3<sup>e</sup> plan pour lequel 1970 sera l'année de préparation finale;
- la compatibilité entre les besoins économiques régionaux et les impératifs d'une planification globale;
- les contrats de progrès qui s'inscrivent eux-mêmes à l'intérieur des nouveaux contours de la planification;
- la politique des prix.

1<sup>o</sup> Les principales options relatives aux objectifs généraux du 3<sup>e</sup> plan.

a) Parmis ces objectifs généraux, on peut citer, dès à présent :

- le plein emploi et plus encore le meilleur emploi, c'est-à-dire le dépassement du quantitatif par le qualitatif;
- la satisfaction des besoins individuels sous ses différentes facettes : l'élevation générale des revenus compatible avec l'expansion elle-même, la réduction de la durée du travail, l'augmentation et l'organisation du temps des loisirs, les problèmes posés par la concentration urbaine et l'amélioration du parc immobilier;
- une sécurité d'existence accrue découlant à la fois de la politique précitée en matière d'emploi et d'une évolution correctement choisie des prestations sociales, compte tenu des moyens financiers disponibles;
- la préparation d'une croissance future soutenue par l'encouragement aux efforts de recherche, par la prolongation de la scolarité, par le développement des équipements collectifs tant sur le plan de l'infrastructure que sur le plan économique, sanitaire et socio-culturel.

La réalisation de ces objectifs compatibles avec une croissance forte et équilibrée implique un certain nombre de contraintes d'équilibre :

- entre l'offre et la demande de travail;
- entre nos recettes et nos paiements extérieurs;
- entre les ressources disponibles et leur utilisation prioritairement hiérarchisée.

b) Au-delà de ces objectifs réalistes et techniquement définis, la mise en vigueur du 3<sup>e</sup> plan appellera des aménagements institutionnels, notamment :

- l'articulation du plan national et des plans régionaux;
- la programmation impérative des pouvoirs publics;

## HOOFDSTUK II.

BIJZONDERSTE ASPECTEN  
VAN DE BUDGETTAIRE POLITIEK.

## A. --- ALGEMEEN ECONOMISCH BELEID.

## 1. De algemene economische actie voor 1970.

Onverminderd de verdere toepassing van de beperkende conjecturele maatregelen, waartoe midden 1969 besloten werd, zal het economisch beleid voor 1970 gevoerd worden in het licht van een zeker aantal hoofdbekommernissen, nl. :

- de bepaling van de bijzonderste opties van het 3<sup>e</sup> plan, waarvan de voorbereiding in 1970 zal beëindigd worden;
- de verenigbaarheid van de gewestelijke economische behoeften met de eisen van een globale planning;
- de vooruitgangsovereenkomsten, die binnen de nieuwe grenzen van de planning worden uitgewerkt;
- het prijsbeleid.

1<sup>o</sup> De hoofdopties met betrekking tot de algemene oogmerken van het 3<sup>e</sup> plan.

a) Onder de algemene oogmerken kunnen o.m. nu reeds aangehaald worden :

- de volledige tewerkstelling, of liever nog de beste tewerkstelling, wat er op neerkomt de kwaliteit boven de kwantiteit van de tewerkstelling te stellen;
- de bevrediging van de verschillende aspecten van de individuele behoeften : algemene opvoering van de inkomen in een verenigbare verhouding met de expansie zelf, vermindering van de arbeidsduur, toename en organisatie van de vrije tijd, problemen die rijzen ingevolge de stadsconcentratie en verbetering van de onroerende uitrusting;
- de verhoging van de bestaanszekerheid, die zowel uit het voornoemd beleid inzake tewerkstelling als uit een juist gekozen evolutie van de maatschappelijke diensten voortvloeit, en die rekening houdt met de beschikbare financiële middelen;
- de voorbereiding van een aanhoudend toekomstig accres door de aanmoediging van de inspanningen op het gebied van de wetenschappelijke research, door de verlenging van de schoolplicht en door de uitbreiding van de gemeenschappelijke uitrusting zowel inzake infrastructuur als op economisch, sanitair en sociaal-cultureel vlak.

De verwijzing van deze oogmerken — in overeenstemming met een sterk en evenwichtig accres — sluit bepaalde dwangmaatregelen in inzake evenwicht :

- tussen vraag en aanbod i.v.m. de tewerkstelling;
- tussen de ontvangsten uit en de betalingen van het buitenland;
- tussen de beschikbare inkomenbronnen en hun streng naar rangorde ingedeelde besteding.

b) Naast voormelde realistische en technisch welbepaalde oogmerken, zal de toepassing van het 3<sup>e</sup> plan institutionele aanpassingen noodzakelijk maken, o.m. :

- de afstemming op elkaar van het nationaal plan met de gewestelijke plannen;
- de bindende programmatie van de overheid;

--- la programmation contractuelle ou la mise en place des contrats de progrès tels qu'ils sont explicitement prévus au point 70 de l'accord annexé à la déclaration gouvernementale.

#### 2° Le plan national et les plans régionaux.

Il est de la plus haute importance que le plan national ne soit pas la simple addition des plans régionaux sans quoi la notion même de planification se trouverait compromise à la source en n'assurant plus la compatibilité entre les objectifs et les moyens.

Cet impératif de politique économique globale ne pourrait énerver pour autant l'existence de plans régionaux dont le rôle est avant tout d'aborder des problèmes que les vues générales d'un plan national ignoreraien; ce sera le rôle des plans régionaux, à l'élaboration desquels les Conseils Economiques Régionaux s'attacheront, que d'être concrets, moins macro-économiques et s'intégrant mieux à la politique d'aménagement du territoire.

#### 3° La programmation impérative pour les pouvoirs publics.

Celle-ci s'exprimera dans les budgets qui fixeront les engagements constituant la contribution du secteur public à la réalisation du plan.

#### 4° La planification contractuelle et les contrats de progrès.

Les contrats de progrès constituent une modalité d'application du principe selon lequel le plan devient « contractuel pour les entreprises qui collaborent à son exécution et reçoivent les incitants de l'Etat » (point 62 de l'accord en annexe à la déclaration gouvernementale). La planification contractuelle constituera une innovation essentielle car elle doit insuffler à la planification un contenu réellement volontariste.

La conclusion d'un contrat de progrès s'avèrera souhaitable pour la réalisation de vastes projets à moyen terme :

- conçus et mis au point par l'entreprise elle-même et présentant un intérêt suffisant pour l'économie nationale;
- dont les chances de succès sont suffisamment étayées par l'expérience, le potentiel et le dynamisme des promoteurs et
- de la réalisation desquels dépend de façon décisive le développement futur de l'entreprise.

#### 5° La politique des prix.

a) La progression des prix a surtout été sensible dans les derniers mois de 1968 et les premiers mois de 1969. Ce mouvement de hausse, dû surtout aux produits alimentaires, a été favorisé par un état de psychose qui s'est développé à l'égard de la T.V.A. Depuis lors, le rythme de progression de l'indice s'est ralenti.

b) D'autre part, le Gouvernement a organisé la concertation avec les différents milieux économiques et sociaux intéressés par le problème des prix, notamment au sein de la Commission de Régulation des Prix récemment installée, et par la négociation des contrats de programme.

c) Le système de déclaration préalable de hausse sera maintenu tandis qu'au sein du Département des Affaires économiques, le Service des Prix et l'Inspection générale économique seront adaptés aux nouvelles tâches que la nouvelle législation laisse entrevoir.

--- de contractuelle programmatic, door het afsluiten van vooruitgangsovereenkomsten zoals ze uitdrukkelijk voorzien worden onder punt 70 van het akkoord in bijlage bij de Regeringsverklaring.

#### 2° Het nationaal en de gewestelijke plannen.

Het is van groot belang dat het nationaal plan niet alleen maar een eenvoudige optelling van de gewestelijke plannen weze, zonet wordt het begrip planning als dusdanig van bij de aanvang in gevaar gebracht daar de planning de oogmerken en de middelen niet langer op elkaar zou afstemmen.

Dit imperatief van algemene economische politiek zou desondanks het bestaan van regionale plannen niet in het gedrang mogen brengen, daar de rol van deze laatste er inzonderheid in bestaat de problemen, waarvoor de algemene doeleinden van een nationaal plan geen oog mochten hebben, op te vangen. De regionale plannen die zullen uitgewerkt worden door de Gewestelijke Economische Raden, moeten concreet en minder macro-economisch zijn en beter passen in het beleid inzake ruimtelijke ordening.

#### 3° De bindende programmatie voor de overheid.

Deze dient tot uiting te komen in de begrotingen die de verplichtingen vermelden die de overheid tot de realisering van het plan aangaat.

#### 4° De contractuele programmatie en de vooruitgangsovereenkomsten.

De vooruitgangsovereenkomsten zijn een uitvoeringsmodaliteit van het principe volgens hetwelk het plan « contractueel » wordt « voor de bedrijven die aan de uitvoering ervan medewerken en van de Staat steun ontvangen » (punt 62 van het akkoord in bijlage bij de Regeringsverklaring). De contractuele planning is een essentiële innovatie want zij moet de planning een werkelijk voluntaristische inhoud geven.

De afsluiting van een vooruitgangsovereenkomst zal wenselijk blijken voor de verwezenlijking van grote projecten op middellange termijn :

- die ontworpen en op punt gesteld zijn door het bedrijf zelf en die voldoende belang bieden voor de nationale economie;
- waarvan de kans op welslagen voldoende gegrond is op de ondervinding, het potentieel vermogen en het dynamisme van de promotores en
- wier verwezenlijking een beslissende rol speelt in de verdere ontwikkeling van het bedrijf.

#### 5° Het prijsbeleid.

a) De prijsstijging was vooral merkbaar tijdens de laatste maanden van 1968 en de eerste maanden van 1969. Deze beweging, die vooral toegeschreven dient te worden aan de voedingsproducten, werd in de hand gewerkt door een psychose die ontstond t.o.v. de B.T.W. Sindsdien nam het stijgingsritme van het indexcijfer af.

b) Anderzijds pleegde de Regering overleg met de economische en sociale middens, die bij het prijzenvraagstuk betrokken zijn, o.m. in de onlangs opgerichte Commissie tot regeling der prijzen en door het bemiddelen van programmaovereenkomsten.

c) Het systeem van voorafgaandelijke aangifte van de prijsverhogingen wordt behouden terwijl de Dienst der Prijzen en de Algemene Economische Inspectie van het Departement van Economische Zaken, aan de nieuwe taken die de nieuwe wetgeving doet vermoeden, zullen aangepast worden.

## 2. Politique économique régionale et sectorielle.

### A. — La nouvelle législation d'expansion économique.

La nouvelle législation d'expansion économique est implicitement prévue par la déclaration gouvernementale. Cette révision se justifie pour des raisons techniques et surtout de fond. En effet, nous n'avons pas, actuellement, une législation d'expansion mais trois textes différents, tandis qu'il s'agit de sortir du cadre d'une simple loi d'aide pour déboucher sur une véritable législation d'encadrement de l'expansion économique. Du point de vue technique, il est souhaitable de tirer parti des enseignements de la loi du 14 juillet 1966, savoir : l'encouragement du financement par effort propre.

La nouvelle loi d'expansion devra s'articuler sur la nouvelle conception de la planification et sur la volonté de mener des politiques sectorielles spécifiques et efficaces par l'attribution contractuelle des incitants publics.

### B. — Les aides publiques à l'investissement du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 30 juillet 1969.

1. Le tableau ci-annexé donne la statistique de l'application de la loi d'expansion économique, tant en ce qui concerne les investissements aidés, qu'en ce qui concerne les ouvriers à engager à la suite desdits investissements; la statistique a été scindée en deux périodes : avant le 1<sup>er</sup> juillet 1968 et après cette date.

Application des lois d'expansion économique  
(17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 14 juillet 1966).

## 2. Gewestelijk en sectorieel economisch beleid.

### A. — De nieuwe wetgeving op de economische expansie.

De nieuwe wetgeving op de economische expansie wordt explicet in het vooruitzicht gesteld in de Regeringsverklaring. Deze herziening wordt verantwoord door technische en vooral fundamentele redenen. We beschikken thans inderdaad niet over één wetgeving op de economische expansie, maar over drie verschillende teksten, terwijl het erom gaat uit het enige kader van een eenvoudige wet voor hulpverlening te treden om te komen tot een werkelijke wetgeving ter encadrering van de economische expansie. Uit technisch oogpunt is het wenselijk lessen te trekken uit de wet van 14 juli 1966, nl. wat de aanmoediging van de financiering door eigen middelen betreft.

De nieuwe expansiewet zal moeten afgestemd worden op de aangepaste conceptie i.v.m. de planning en op het verlangen een specifiek en doeltreffend sectorieel beleid te voeren door de contractuele toewijzing van overheidssteun.

### E. — Toegekende overheidshulp bij investeringen tussen 1 juillet 1968 en 30 juni 1969.

1. De volgende tabel geeft de statistiek over de toepassing van de wet op de economische expansie, zowel wat de gesteunde investeringen als de aan te werven arbeidskrachten ten gevolge van deze investeringen betreft; de statistiek werd in twee perioden gesplitst : vóór 1 juli 1968 en na deze datum.

Toepassing van de wetten op de economische expansie  
(17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 14 juillet 1966).

	Investissement concernés Betrokken investeringen				Ouvriers à engager Aan te werven arbeiders			
	1959 au 30.VI.1968 1959 tot 30.VI.1968		du 1.VII.1968 au 1.VII.1969 van 1.VII.1968 tot 1.VII.1969		1959 au 30.VI.1968 1959 tot 30.VI.1968		du 1.VII.1968 au 1.VII.1969 van 1.VII.1968 tot 1.VII.1969	
	en millions de F in miljoenen F	%	en millions de F in miljoenen F	%	chiffres absolus absolute cijfers	%	chiffres absolus absolute cijfers	%
Anvers. — Antwerpen ... ... ... ...	39 347	20,1	6 478	18,5	37 441	21,6	3 919	17,6
Flandre occidentale. — West-Vlaanderen ...	10 118	5,2	2 231	6,4	26 411	15,3	2 589	11,5
Flandre orientale. — Oost-Vlaanderen ...	34 675	17,8	8 510	24,3	23 807	16,6	3 650	16,4
Limburg. — Limburg ... ... ... ...	21 460	11,1	1 222	3,5	20 528	11,9	2 654	11,9
Louvain (arrond.). — Leuven (arrond.) .	2 163	1,1	607	1,7	3 106	1,8	457	2,0
Hal-Vilvorde. — Halle-Vilvoorde ... ...	2 777	1,4	217	0,6	5 745	3,3	297	1,3
Bruxelles (périph.). — Brussel (randgem.) ...	256	0,1	10	—	231	0,1	19	0,1
Total région flamande. — Totaal Vlaamse gewesten ... ... ... ...	110 796	56,8	19 275	55,0	122 269	70,6	13 585	60,8
Hainaut. — Henegouwen ... ... ... ...	36 445	18,7	6 529	18,6	24 340	14,1	4 894	21,9
Liège. — Luik ... ... ... ...	32 150	16,5	4 185	11,9	14 751	8,5	2 754	12,4
Luxembourg. — Luxemburg ... ... ...	2 344	1,2	211	0,6	1 018	0,6	275	1,2
Namur. — Namen ... ... ... ...	3 800	1,9	1 811	5,4	2 677	1,6	569	2,5
Nivelles (arrond.). — Nijvel (arrond.).	5 052	2,6	2 885	8,2	3 529	2,0	203	0,9
Total région wallonne. — Totaal Waalse gewesten ... ... ... ...	79 791	40,9	15 621	44,7	46 315	26,8	8 695	38,9
Bruxelles-Capitale. — Brussel-Hoofdstad ...	4 456	2,3	115	0,3	4 469	2,6	64	0,3
Total du pays. — Totaal van het land ..	195 043	100,0	35 011	100,0	173 053	100,0	22 344	100,0

## 2. Parité régionale des aides gouvernementales.

L'article 104 de l'annexe à la déclaration gouvernementale prévoit la parité régionale des crédits relatifs aux lois d'expansion économique.

Cette parité a été réalisée à l'aide d'un programme de deux ans — 1969 et 1970 — portant sur un montant de 16,5 milliards étant entendu que les soldes non utilisés en 1969 seront employés en 1970. Le montant affecté à chaque région est de 7,5 milliards; Bruxelles, les affaires mixtes et les entreprises en difficulté disposeront d'un montant de 1,5 milliard. Pour 1970, les décaissements probables sur cette base s'élèveront à environ 5 milliards.

## C. — Problèmes économiques régionaux.

### 1. Vues générales à travers les indices régionaux de la production industrielle (*y compris la construction*).

Le tableau ci-après résume l'évolution des indices bruts de la production industrielle :

(Base : 1964 = 100.)

	Flandre Vlaanderen	Wallonie Wallonië	Bruxelles Brussel	Le pays Land	
Avril 1967 ... ... ... ... ...	110,8	101,-	102,4	105,9	April 1967.
Avril 1968 ... ... ... ... ...	115,1	106,4	105,3	110,3	April 1968.
Avril 1969 ... ... ... ... ...	132,6	116,3	117,3	124,2	April 1969.

Afin de compléter les indications données par l'évolution des indices bruts, le tableau ci-après donne l'évolution des taux annuels moyens de croissance de la production industrielle :

## 2. Gewestelijke pariteit van de Regeringshulp.

Artikel 104 van de bijlage bij de Regeringsverklaring voorziet de gewestelijke pariteit van de kredieten met betrekking tot de wetten op de economische expansie.

Deze pariteit werd verwezenlijkt met behulp van een programma over twee jaar — 1969 en 1970 — ten belope van een bedrag van 16,5 miljard, met dien verstande dat de ongebruikte saldi van 1969 in 1970 zullen aangewend worden. Het bedrag dat aan elke streek wordt toebedeeld bedraagt 7,5 miljard; Brussel, de gemengde zaken en de ondernemingen in moeilijkheden zullen over een bedrag van 1,5 miljard beschikken. De vermoedelijke uitbetalingen, voor 1970, zullen, op grond van het voorgaande, ongeveer 5 miljard bedragen

## C. — Regionale economische problemen.

### 1. Algemeen overzicht aan de hand van de gewestelijke indexen van de industriële produktie (*inclusief de bouw-nijverheid*).

Volgende tabel geeft een samenvatting van de evolutie van de bruto-index van de industriële produktie :

(Basis : 1964 = 100.)

Om de aanwijzingen die de evolutie van de bruto-index verschafft, aan te vullen, geeft volgende tabel de evolutie van de gemiddelde jaarlijkse stijgingspercenten van de industriële produktie :

	Flandre Vlaanderen	Wallonie Wallonië	Bruxelles Brussel	Le pays Land	
Avril 1969/avril 1967 ... ... ...	9,5 %	7,5 %	7,0 %	8,2 %	April 1969/april 1967.
Avril 1969/avril 1968 ... ... ...	15,0 %	10,9 %	11,1 %	12,6 %	April 1969/april 1968.

La situation s'améliore donc très nettement dans le pays. Cependant certaines zones connaissent encore des difficultés d'adaptation.

De toestand verbetert dus merkelijk voor gans het land. Sommige streken kennen evenwel nog aanpassingsmoeilijkheden.

## 2. Région wallonne.

a) En fait, la situation de l'emploi reste difficile. La diminution du chômage wallon est plus faible que celle de l'ensemble du pays malgré la haute conjoncture. D'autre part, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans représentaient presque 55 % du total pour le premier semestre 1969, pourcentage qu'il faut comparer aux 30 % d'assurables en région wallonne.

b) Considérant les structures régionales wallonnes, qu'il s'agissent de la province de Liège, de la région Borinage-Centre, du pays de Charleroi ou de la Basse-Sambre, seule la mise en place d'activités nouvelles réparties dans un réseau rationnel de zones industrielles articulées sur des axes de communication rapides et modernes, peut assurer la création d'emplois dans les secteurs de pointe seuls capables d'assurer par la reconversion la relance durable de l'économie de ces régions. La même nécessité existe pour

## 2. Wallonië.

a) De toestand i.v.m. de tewerkstelling blijft in feite moeilijk. De afname van de Waalse werkloosheid is zwakker dan de vermindering over het ganse land, ondanks de hoogconjunctuur. Anderzijds bedroeg het aantal werkzoekenden van minder dan 25 jaar, bijna 55 % van het totaal voor het eerste semester 1969, percent dat moet vergeleken worden met de 30 % sociaal verzekeren in Wallonië.

b) Indien men de Waalse gewestelijke structuren beschouwt, of het nu de provincie Luik, de streek Borinage-Centrum, de streek van Charleroi of de Beneden-Sambre betreft, kunnen alleen nieuwe activiteiten, ingedeeld in een rationeel net van industriële zonings die afgestemd zijn op snelle en moderne verbindingssassen, nieuwe werkgelegenheid verschaffen in de topsectoren, die uitsluitend bij machte zijn door reconversie, de economie van deze streken terug op gang te brengen. Een zelfde behoefte bestaat in de pro-

la province de Luxembourg, pour le Namurois et pour l'Ouest-Hainaut qui doivent faire face notamment à la libération de main-d'œuvre agricole, à l'exode des jeunes, à l'insuffisance des moyens de communication et à l'insuffisance de l'industrialisation. Les aides importantes accordées à l'investissement ont déjà permis de progresser dans cette direction.

c) De plus, le secteur sidérurgique, prépondérant en Wallonie, a fait l'objet — suite à la Conférence Nationale de la Sidérurgie qui s'est tenue en janvier 1969 — d'une attention particulière du Gouvernement qui interviendra dans le vaste programme d'investissements de quelque 32 milliards d'ici 1972-1973. Le montant des aides publiques s'élèvera à 3,2 milliards environ.

d) Pour l'avenir, les efforts des pouvoirs publics doivent s'orienter vers l'exploitation de sources d'énergie modernes pour remplacer le charbon, source d'énergie traditionnelle en voie de complète disparition.

Il sera nécessaire de favoriser, dans les provinces wallonnes, la naissance et le développement de l'industrie pétrolière, les applications énergétiques du traitement de l'atome, des industries à haute perfection technique. Quelques projets près de leur concrétisation permettent des espoirs légitimes quant à la rénovation de la structure industrielle wallonne.

### 3. Région flamande.

a) L'expansion des centres industriels de la région flamande s'est poursuivie de manière extrêmement favorable. En ce qui concerne les régions pouvant bénéficier des lois d'aide des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966, l'amélioration de leur situation économique a été assurée grâce à une industrialisation progressive.

b) A noter particulièrement qu'au début d'août 1969, un accord est intervenu avec une grande entreprise électronique en vue de la construction d'une usine dans la zone industrielle de Lanklaar-Eisden. Celle-ci pourra, après achèvement, procurer du travail à environ 3 600 personnes.

Les problèmes du Maaskant peuvent, dès lors, s'envisager sous un meilleur jour. Par contre, le Westhoek (arrondissements de Furnes, Dixmude et Ypres) n'a pu bénéficier dans la même mesure des fruits de l'expansion à cause de sa situation excentrique. Ainsi, pendant les douze mois écoulés, le degré de chômage des arrondissements de Furnes et de Dixmude a été parmi les plus élevés du pays (10,3 % et 8,5 % comparativement à 4,7 % pour le Royaume).

En vue de remédier à cette situation, le Ministre secrétaire d'Etat a installé début juillet 1969 un groupe de travail chargé de l'élaboration de projets concrets de développement.

c) Sur le plan sectoriel, deux branches d'activité — dont l'implantation est prépondérante en région flamande — retiennent l'attention du Gouvernement.

C'est ainsi que les crédits prévus dans le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'aide spéciale à l'industrie textile, ont pour but de rendre possible et de stimuler la rationalisation et la modernisation de ce secteur. Cette aide ne sera toutefois accordée qu'aux entreprises textiles, qui soumettent un programme dynamique à moyen terme pour consolider leur structure, s'orienter vers de nouvelles fibres ou méthodes de production, rationaliser leur organisation interne, moderniser ou internationaliser leur appareil commercial, créer leur service de research, etc.

vincie Luxemburg, in het Naamse en in West-Henegouwen, die o.m. het hoofd moeten bieden aan de vrijkomming van landbouwarbeiders, aan de uittocht van jongeren, aan ontwikkelende verbindingsmiddelen en aan een tekort aan industrialisatie. De belangrijke hulpverlening, toegekend aan de investeringen, maakte reeds een vooruitgang in die zin mogelijk.

c) Daarenboven maakte de sector van de metaalnijverheid, die overwegend is in Wallonië, — ingevolge de Nationale Conferentie van de Metaalnijverheid van januari 1969 — het voorwerp uit van een bijzondere inspanning van de Regering; zij zal tussenbeide komen in het uitgebreide investeringsprogramma van ongeveer 32 miljard tussen nu en 1972-1973. Het bedrag van de overheidshulp zal ongeveer 3,2 miljard belopen.

d) De inspanningen van de overheid moeten in de toekomst gericht worden op de uitbating van moderne energiebronnen ter vervanging van de steenkool, die als traditionele energiebron volledig aan het verdwijnen is.

De inplanting en de uitbreiding van de petroleumnijverheid, de energetische toepassing van de atoombehandeling, en de technisch ver gevorderde nijverheid moeten in de Waalse provincies begunstigd worden. Enkele bijna geconcretiseerde ontwerpen laten een gewettigde hoop toe op het stuk van de vernieuwing van de Waalse industriële structuur.

### 3. Vlaanderen.

a) De expansie van de industriële centra van de Vlaamse gewesten vorderde op bijzonder gunstige wijze. De verbetering van de economische toestand van de streken die kunnen genieten van de hulpwetten van 18 juli 1959 en 14 juli 1966, werd gewaarborgd door een geleidelijke industrialisatie.

b) Hier dient vooral aangestipt dat begin augustus 1969 een akkoord werd gesloten met een groot electronisch bedrijf voor de bouw van een fabriek in de industriële zoning van Lanklaar-Eisden. Na afwerking zal ze werk verschaffen aan ongeveer 3 600 personen.

De problemen i.v.m. de Maaskant kunnen dan ook onder een gunstiger licht gezien worden. De Westhoek (arrondissementen Veurne, Diksmuide en Ieper) kon daarentegen niet in dezelfde mate genieten van de vruchten van de expansie door zijn excentrische ligging. In de afgelopen twaalf maanden was de werkloosheid in de arrondissementen Veurne en Diksmuide één van de hoogste van het land (10,3 % en 8,5 % ten overstaan van 4,7 % voor het Koninkrijk).

Om deze toestand te verhelpen, richtte de Minister-Staatssecretaris begin juli 1969 een werkgroep op die belast is met de uitwerking van concrete ontwikkelingsprojecten.

c) Op sectorieel vlak weerhouden twee activiteitstakken — waarvan de inplanting overwegend in de Vlaamse gewesten ligt — de aandacht van de Regering.

Aldus hebben de kredieten, ingeschreven in de begroting van het Ministerie van Economische Zaken, voor de bijzondere hulp aan de textielnijverheid, tot doel de rationalisatie en de modernisering van deze sector mogelijk te maken en te stimuleren. Die hulp zal nochtans slechts toegekend worden aan textielondernemingen die een vooruitstrevend programma op halflange termijn voorleggen om hun structuur te verstevigen, om zich naar nieuwe vezels of produktiemethodes te oriënteren, om hun interne bedrijfsorganisatie te rationaliseren, om hun commercieel apparaat te moderniseren of te internationaliseren, om researchdiensten op te richten, enz.

D'autre part, pour permettre à l'industrie de la construction navale de maintenir sa position concurrentielle vis-à-vis des chantiers navals étrangers bénéficiant d'une intervention étatique, l'aide sectorielle à la construction de navires sera poursuivie, sous forme de subventions pour des commandes importantes. A cet effet, le budget prévoit pour 1970 des crédits d'engagement de l'ordre de 250 millions de francs.

La possibilité d'accorder une aide spéciale à l'industrie de la chaussure et aux briqueteries est également à l'étude.

#### D. --- Assainissement charbonnier.

En dépit de circonstances conjoncturelles exceptionnellement favorables, la situation des entreprises charbonnières continue à se dégrader sous l'effet de la discordance croissante entre rendement et évolution des éléments du coût de production. L'effet de la réduction de la production sur le niveau des subsides est progressivement plus faible. Ce n'est qu'en poursuivant le programme de fermetures que le Gouvernement parvient à maintenir et à réduire le montant des subsides dans des limites supportables. La réduction progressive des stocks des charbonnages contribue accessoirement à la réalisation de cette politique, le résultat le plus déterminant provenant des réalisations gouvernementales en matière d'expansion économique. Les programmes de fermetures se réalisent avec souplesse et dans le strict respect des accords de Zwartberg. Le Gouvernement a pris un ensemble de mesures sociales qui sont de nature à résoudre un ensemble de situations particulièrement difficiles en cas de fermeture. La poursuite de l'assainissement est prévue pour l'année 1970.

Anderzijds zal de sectoriële hulp toegekend aan de scheepsbouw, voortgezet worden om de scheepsbouwnijverheid in de mogelijkheid te stellen haar concurrentiële positie te handhaven t.o.v. de buitenlandse scheepswerven, en dit in de vorm van toelagen bij belangrijke bestellingen. De begroting 1970 voorziet desbetreffend vastleggingskredieten ten belope van 250 miljoen frank.

De mogelijkheid wordt eveneens onderzocht om een bijzondere hulp te verlenen aan de schoennijverheid en aan de steenbakkerijen.

#### D. — Gezondmaking van de steenkoolnijverheid.

Ondanks de uitzonderlijk gunstige conjecturele omstandigheden, brokkelt de positie van de steenkoolbedrijven nog verder af onder invloed van de toenemende breuk tussen rendement en evolutie van de kostprijscomponenten bij de productie. De invloed van de vermindering van de produktie op het peil van de toelagen wordt geleidelijk zwakker. De Regering kan het bedrag van de toelagen slechts binnen aanvaardbare perken houden mits haar programma inzake sluitingen verder te zetten. De geleidelijke vermindering van de voorraden van de steenkoolmijnen draagt boven dien bij tot de verwezenlijking van dit beleid, wat het meest doorslaggevend resultaat is van de verwezenlijkingen van de Regering inzake economische expansie. De programma's inzake sluitingen worden soepel en met strikte inachtneming van de akkoorden van Zwartberg verwezenlijkt. De Regering nam een reeks sociale maatregelen die een oplossing konden geven aan tal van bijzonder moeilijke toestanden bij sluiting. De gezondmaking zal verder gezet worden in 1970.

### 3. Classes moyennes.

Le Gouvernement entend souligner l'importance qu'il attache à la mission économique des petites et moyennes entreprises. Il poursuivra la réalisation des mesures qui doivent leur permettre de la remplir efficacement.

Ceci doit se traduire d'abord par une participation plus directe des petites et moyennes entreprises à la programmation économique.

Les classes moyennes ne pourront, par ailleurs, assumer pleinement leurs responsabilités que si elles peuvent faire entendre leur point de vue par une représentation propre au sein des organismes de développement régional et d'aménagement du territoire.

Enfin, conformément à la déclaration gouvernementale, les projets de loi d'expansion économique tiendront compte des besoins du secteur tertiaire, en particulier, de celui des services.

En ce qui concerne plus spécialement les subventions prévues par la loi du 24 mai 1959 sur le crédit aux classes moyennes, l'effort consenti sera développé. Les montants inscrits à cette fin au budget intéressé indiquent clairement la volonté du Gouvernement à cet égard. L'efficacité de leur emploi sera assurée par une plus grande sélectivité, conformément aux directives récemment arrêtées en la matière. Une attention particulière sera accordée à la situation propre des jeunes chefs d'entreprises.

Enfin, l'information des petites et moyennes entreprises sera poursuivie de manière à ce que l'instrument mis à leur disposition soit mieux utilisé dans les régions où il est le plus nécessaire.

L'action en matière économique n'atteindra pleinement son objectif que si elle se développe dans un cadre ordonné. Elle commande donc une meilleure organisation du marché intérieur. Celle-ci est d'ailleurs rendue plus urgente par l'accélération du processus d'interpénétration des économies nationales. La libération récente d'une série d'activités en constitue un des aspects les plus marquants.

Deux séries de mesures seront proposées à l'examen du Parlement à cet effet.

Le projet de réforme du régime d'accès à la profession, actuellement soumis à l'examen du Conseil supérieur des Classes moyennes, tend à faciliter l'adoption de normes de capacité objectives en vue de l'établissement dans les différents secteurs de la distribution. Tenant compte de l'expérience acquise dans le domaine de l'artisanat et de l'industrie, il doit permettre de freiner les mutations anarchiques sans entraver le développement normal des différentes professions.

En matière de police du commerce, priorité sera accordée à l'adaptation de la réglementation des ventes à primes, en raison du caractère d'urgence que cette adaptation présente. Cette mesure ne peut cependant être isolée. Le Gouvernement est soucieux de substituer à la profusion de textes qui régissent la matière un ensemble cohérent constituant un véritable code de la concurrence.

Il reste que tout effort en faveur des petites et moyennes entreprises doit se fonder sur une meilleure connaissance de la réalité. Le registre central du commerce permettra de réunir les renseignements nécessaires à cet effet. La décision qui fixe le programme de réimmatriculation des entreprises commerciales commencera à porter ses fruits dès cette année.

### 3. Middenstand.

De Regering hecht eraan de belangrijkheid van de economische zending der kleine en middelgrote ondernemingen te onderlijnen, en zij zal de realisatie van maatregelen blijven nastreven die moeten toelaten deze zending verder te vervullen.

Zo zal onder meer gestreefd worden naar een rechtstreekse deelname van de kleine en middelgrote ondernemingen in de economische programmatie.

De zelfstandigen zullen verder slechts hun volle verantwoordelijkheid kunnen opnemen wanneer zij ook door een vertegenwoordiging in de regionale organismen voor ontwikkeling en streekbeleid hun stem kunnen doen gelden.

Zoals in de regeringsverklaring werd ingeschreven zal ook in het ontwerp van wet op de economische expansie rekening worden gehouden met de behoeften van de tertiaire sector, inzonderheid van de diensten.

Wat meer bijzonder de rentetoelagen in het kader van de wet dd. 24 mei 1959 betreft, zal de inspanning nog worden verhoogd; de geldmiddelen die hiervoor werden ingeschreven op de voorziene begroting belichten zeer duidelijk de wil van de Regering. Overeenkomenstig de jongste richtlijnen zal door een grotere selectie worden gestreefd naar een maximale doeltreffendheid. Bijzondere aandacht zal besteed worden aan de specifieke toestand van de jonge bedrijfsleiders.

Ten slotte zal de voorlichtingsactie worden voortgezet op dat de middelen die de kleine en middelgrote ondernemingen ter beschikking staan, beter zouden aangewend worden in de streken waar dit het meest nodig is.

De actie die op het economisch vlak wordt ondernomen zal slechts het gestelde objectief bereiken indien ze binnen een geordend geheel wordt aangepakt. Een betere organisatie van de binnenlandse markt wordt vereist en zij is door de versnelde interpretatie van de nationale economieën des te dringender geworden. Het onlangs vrijgeven van een ganse reeks activiteiten laat hieromtrent geen twijfel bestaan.

Twee reeksen maatregelen zullen aan het Parlement worden voorgesteld.

Het voorstel van wet tot hervorming van de toegang tot het beroep, dat op dit ogenblik het voorwerp uitmaakt van een onderzoek door de Hoge Raad van de Middenstand, beoogt de vaststelling van objectieve normen inzake beroepsbekwaamheid voor de vestiging in de verschillende sectoren van de distributie te vergemakkelijken. Hierbij werd rekening gehouden met de ontdekking die werd opgedaan op stuk ambacht en rijverheid. Het ontwerp moet de mogelijkheid openen ongebreidelde mutaties af te remmen zonder evenwel een normale ontwikkeling van de verschillende beroepen in de weg te staan.

Op stuk handelspolitie zal de prioriteit worden gegeven aan de aanpassing van de reglementering inzake verkoop met premiën; deze aanpassing is immers zeer dringend geworden. Deze maatregel kan echter niet van de rest worden losgehaakt. De Regering is erom bekommert een sluitend geheel inzake mededinging onder vorm van een werkelijke code van de mededinging in de plaats te stellen van de velerlei teksten die nu betrekking hebben op deze materie.

Het blijft een feit dat elke inspanning ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen moet steunen op een betere kennis van de realiteit. Het centraal handelsregister zal de mogelijkheid bieden de noodzakelijke inlichtingen hiervoor samen te brengen. De beslissing waarbij een programma van herinschrijving van de handelsondernemingen werd vastgesteld, zal reeds vanaf dit jaar vruchten afwerpen.

Troisième volet de la politique en faveur des classes moyennes : préparer et adapter les chefs d'entreprise à une tâche rendue chaque jour plus difficile dans le contexte de l'économie moderne.

En matière de formation professionnelle, l'accent sera mis sur la préparation au patronat de la poursuite des objectifs traditionnels, un effort d'assouplissement sera entrepris qui permettra aux candidats patrons d'acquérir en un temps limité le minimum de connaissances commerciales qui leur sont immédiatement nécessaires.

Par ailleurs, tout sera fait pour accroître le rendement de la formation professionnelle en simplifiant les structures et en assouplissant les règlements.

Mais il ne suffit pas de favoriser la préparation des futurs chefs d'entreprise. La complexité de la vie économique, d'une part, la polyvalence exigée de l'entrepreneur indépendant, de l'autre, imposent un perfectionnement permanent. Celui-ci doit être un facteur d'adaptation et, au besoin, de reconversion des chefs des petites et moyennes entreprises.

Les activités de perfectionnement professionnel seront orientées en premier lieu vers l'adoption de méthodes plus rationnelles de gestion. L'instauration prévue de la T.V.A. a d'ailleurs été et sera encore l'occasion, non seulement d'informer les Classes moyennes sur les modalités d'application de ce système fiscal, mais en même temps de leur inculquer les principes d'une comptabilité sous forme d'outil de gestion de leur entreprise.

Dans cet ordre d'idée, la formation et l'action des conseillers d'entreprise de l'Institut économique et social des Classes moyennes seront encouragées.

Le Gouvernement favorisera également l'accès des petites et moyennes entreprises aux techniques modernes de gestion, celles des ordinateurs par exemple. La coopération qu'il ne manquera pas d'encourager est la voie indiquée pour aboutir à des résultats concrets et rapides dans ce domaine.

L'aide des pouvoirs publics s'étendra enfin à tout ce qui concerne la recherche appliquée et l'assistance technique au service des petites et moyennes entreprises. Là encore, un effort de coordination s'impose.

D'autre part, le Gouvernement sera attentif aux problèmes intéressant certaines professions libérales, notamment les pharmaciens, les géomètres experts, les agents immobiliers et les experts-comptables.

La réalisation de l'ensemble de ces mesures se fera en contact étroit avec le Conseil supérieur des Classes moyennes et les organisations intéressées.

Derde luik van een politiek ten gunste van de middenstand : de bedrijfsleiders voorbereiden op en aanpassen aan een taak die in de huidige economische context van dag tot dag moeilijker wordt.

Op stuk van beroepsopleiding zal de klemtoon worden gelegd op de patroonvorming. Onafgezien van de traditionele objectieven zal een inspanning ter versoepeling worden ondernomen, die de kandidaat-patroon de gelegenheid moet bieden binnen korte tijd het minimum aan handelskennis te verwerven die voor hen onmiddelijk noodzakelijk is.

Daarenboven zal alles worden gedaan om het rendement van de beroepsopleiding op te voeren door de vereenvoudiging van de structuren en de versoepeling van de reglementering.

Het volstaat echter niet een inspanning te leveren voor de voorbereiding van de toekomstige bedrijfsleiders. De ingewikkeldeheid van het economische leven enerzijds en de polyvalentie die wordt vereist van de zelfstandigen anderzijds, veronderstellen een doorlopende vervolmaking. Deze volmaking moet een factor zijn van aanpassing en zo nodig een factor van omschakeling.

De beroepsvervolmaking zal in de allereerste plaats worden afgestemd op de toepassing van rationeler methodes van beheer. De voorziene instelling van de B.T.W. is ten andere de gelegenheid en zal het nog zijn om de zelfstandigen niet alleen in te lichten over de toepassingsmodaliteiten van dit fiskaal stelsel, maar tezelfdertijd om hun de principes bij te brengen van de boekhouding als instrument van bedrijfsbeheer.

In deze gedachtengang zal de opleiding en de actie van de bedrijfsconsulenten van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand worden aangemoedigt.

De Regering wil ook de kleine en middelgrote ondernemingen aanzetten gebruik te maken van de moderne technieken van beheer, zo b.v. het gebruik van computers. Samenwerking is de aangewezen weg om snel tot concrete resultaten op dit stuk te komen en de Regering zal niet nalaten deze aan te moedigen.

De bijstand van de overheid zal zich ten slotte uitstrekken tot alles wat toegepast onderzoek en technische bijstand ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen betreft. Ook daar dringt zich een coördinatie-inspanning op.

Anderzijds zal de Regering aandacht verlenen aan de problemen van sommige vrije beroepen, zoals de apothekers, de expert-landsmeters, de makelaars in onroerende goederen en de expert-boekhouders.

De verwezenlijking van al deze maatregelen zal gebeuren in nauw contact met de Hoge Raad van de Middenstand en de betrokken organisaties.

#### 4. La politique agricole.

1969 a sans doute été l'année au cours de laquelle les problèmes agricoles sont devenus un objet d'intérêt général.

Le diagnostic des difficultés dans le secteur agricole est simple. Ce n'est malheureusement pas le cas pour les solutions qui ont été proposées.

La Commission des Communautés Européennes a eu le grand mérite de considérer les problèmes agricoles dans leur ensemble tout en mettant en lumière leurs aspects socio-économiques. Elle croit pouvoir trouver une solution dans l'encouragement de la réduction de la main-d'œuvre agricole par un faisceau de mesures économiques et sociales. Elle veut promouvoir, au moyen de subsides, la création de grandes unités de production. En outre, le retrait de la production de 5 millions d'hectares de terrains agricoles est proposé.

Le Gouvernement a constaté, au cours des années antérieures, que la main-d'œuvre belge occupée dans l'agriculture abandonnait rapidement ce secteur pour les secteurs secondaires et tertiaires, et que, malgré cette réduction de la main-d'œuvre, la production agricole continuait à augmenter, sans pour autant que le revenu du fermier se situe au niveau du revenu de nos compatriotes occupés dans d'autres branches de l'économie.

##### Mesures autonomes prises en considération sur le plan national.

Aussi le Gouvernement actuel a-t-il l'intention, dans les secteurs de la politique agricole où ses engagements vis-à-vis de la C.E.E. lui en laissent encore la liberté, de faire les efforts nécessaires afin de permettre au producteur agricole de s'adapter au mieux aux circonstances créées par la politique agricole commune.

Ces efforts ont trait non seulement aux moyens financiers mais également à l'utilisation efficace du personnel compétent chargé de l'amélioration de la structure de la production, de l'amélioration du régime hydrologique des sols, de la lutte contre les maladies du bétail, de la vulgarisation et de la recherche scientifique.

L'évolution rapide à laquelle les producteurs agricoles doivent actuellement faire face sur le plan de l'équipement technique, et que leur imposent les impératifs économiques, les pousse continuellement vers un agrandissement de l'exploitation, une intensification de la production et une reconversion de leurs activités. D'énormes besoins en capitaux sont ainsi créés, qui ne peuvent être couverts que moyennant l'aide du Gouvernement. Cette aide est fournie à l'agriculture par le Fonds d'Investissement Agricole (F.I.A.) sous forme de subsides-intérêts et/ou de garantie couvrant les sommes empruntées.

Au budget 1970, ce Fonds disposera d'un montant de 591 millions de francs.

Afin de donner une idée du volume des efforts financiers faits par le Gouvernement, ainsi que des résultats qui ont ainsi pu être atteints, nous donnons dans le tableau ci-dessous un aperçu des capitaux qui, grâce à l'appui du F.I.A., ont été investis dans l'agriculture depuis sa création en 1961 jusqu'à la fin de l'année 1968 :

#### 4. Landbouwbeleid.

1969 is ongetwijfeld het jaar geweest waarin de landbouw als probleemsector in de algemene belangstelling is getreden.

Bij het vaststellen van de diagnose van de landbouwmoeilijkheden werden vrijwel geen tegenstellingen opgemerkt, wat niet kan beweerd worden van de voorgestelde oplossingen.

De Commissie der Europese Gemeenschappen, die de grote verdienste heeft gehad de landbouwproblemen in hun geheel te stellen, waarbij de sociaal-economische aspecten in het daglicht werden geplaatst, meent dat de oplossing te vinden is in het stimuleren door allerlei socio-economische maatregelen van een sterk versnelde afvloeiing van de in de landbouw tewerkgestelde personen en in het bevorderen, door middel van subsidies, van de vorming van grote produktieëngheden. Daarnaast voorziet zij het uit de productie nemen van 5 miljoen hectare landbouwgrond.

De Regering heeft de nuchtere bedenking gemaakt dat in België reeds tijdens de vorige jaren was geconstateerd dat de in de landbouw tewerkgestelde arbeidskrachten in snel tempo de landbouw verlieten om een inkomen te zoeken in de secundaire en tertiaire sectoren en dat, niettegenstaande deze vermindering van arbeidskrachten, de landbouwproductie bleef stijgen zonder dat daarom het inkomen van de boer gelijke tred kon houden met dat van de landgenoten, die in andere bedrijfstakken tewerkgesteld waren.

##### Autonome maatregelen overwogen op het nationale vlak.

De huidige Regering heeft dan ook het inzicht om in de sectoren van het landbouwbeleid, waar de E.E.G.-verbintenis daartoe nog de vrijheid latet, de nodige inspanningen te leveren ten einde de landbouwproducent in de mogelijkheid te stellen zich aan de door het gemeenschappelijk landbouwbeleid geschapen omstandigheden naar best vermogen aan te passen.

Deze inspanningen gelden zowel financiële middelen als de inzet van deskundig personeel voor wat betreft de verbetering van de produktiestructuur, van de waterbeheersing der gronden, de bestrijding van dierenziekten, de voorlichtingsdiensten en de instellingen belast met het wetenschappelijk onderzoek.

De snelle evolutie waaraan de landbouwproducenten thans het hoofd moeten bieden op het vlak van de technische uitrusting evenals van deze opgelegd door de economische noodwendigheden, die voortdurend stuwen in de richting van schaalvergroting, intensivering en reconversie, doet in de landbouw grote kapitaalbehoeften ontstaan, waaraan slechts kan worden voldaan mits overheidssteun. Deze steun wordt verleend door het Landbouw-investeringsfonds (L.I.F.) onder de vorm van een intrestsubsidie en/of waarborg voor de terugbetaling van de ontleende kapitalen.

Op de begroting 1970 worden aan het Fonds 591 miljoen frank middelen verschaft.

Ten einde een beeld te verstrekken van de omvang der financiële inspanningen, die de overheid zich aldus getroost, evenals van de geboekte resultaten, wordt in onderstaande tabel een overzicht gegeven van de met de steun van het L.I.F. in de landbouw geïnvesteerde kapitalen van bij zijn oprichting in 1961 tot op eind 1968 :

(En milliers de francs.)

(In duizendtallen frank.)

	Crédit <i>Krediet</i>	Subside-intérêt <i>Rentetussenkomst</i>	
Installation d'exploitations ... ... ...	11 145 452	300 005	Installatie van bedrijven.
Reconversion ... ... ...	186 230	5 399	Bedrijfsomschakeling.
Équipement ... ... ...	4 352 452	122 803	Bedrijfsuitrusting.
Bâtiments ... ... ...	6 027 659	171 087	Gebouwen.
Transformation et commercialisation ...	3 894 601	106 067	Verwerking en commercialisatie.
Total ... ... ...	25 606 394	705 361	Totaal.

La réalisation progressive de la politique agricole et commerciale commune a profondément modifié la commercialisation de produits agricoles et horticoles sur les marchés nationaux et étrangers. L'assouplissement des restrictions quantitatives, l'organisation sur de nouvelles bases des mesures douanières traditionnelles et l'instauration de normes de qualité communautaires ont placé nos relations commerciales avec nos partenaires de la C.E.E. et les pays tiers dans une perspective toute nouvelle.

De progressieve realisatie van de gemeenschappelijke landbouw- en handelspolitiek heeft de commercialisatie van land- en tuinbouwprodukten in binnen- en buitenland grondig gewijzigd. De versoepeling van de kwantitatieve beperkingen, het volledig herdenken van de traditionele douane-maatregelen, het instellen van communautaire kwaliteitsnormen heeft de handelsbetrekkingen met onze E.E.G.-partners en de derde landen een totaal ander uitzicht gegeven.

## Indices du commerce extérieur des produits agricoles et horticoles.

## Index van de buitenlandse handel in land- en tuinbouwprodukten.

	Importations — <i>Invoer</i>		Exportations — <i>Uitvoer</i>		
	1959-1963 (*)	1964-1968 (*)	1959-1963 (*)	1964-1968 (*)	
Produits animaux ... ... ...	106	237	235	636	Dierlijke produkten.
C.E.E. . . . .	94	196	263	721	E.E.G.
Pays tiers ... ... ...	127	310	167	434	Derde landen.
Produits horticoles ... ... ...	130	185	151	248	Tuinbouwprodukten.
C.E.E. . . . .	142	201	177	337	E.E.G.
Pays tiers ... ... ...	120	171	115	123	Derde landen.
Produits végétaux ... ... ...	99	139	132	245	Plantaardige produkten.
C.E.E. . . . .	102	249	128	274	E.E.G.
Pays tiers ... ... ...	99	122	137	213	Derde landen.
Total ... ... ...	105	168	173	373	Totaal.
C.E.E. . . . .	108	213	197	466	E.E.G.
Pays tiers ... ... ...	104	149	136	231	Derde landen.

(\*) Indices : 1954-1958 = 100.

(\*) Index : 1954-1958 = 100.

Le bilan commercial avec nos pays partenaires, qui était encore déficitaire en 1954-1958 (solde : -2,9 milliards de francs) présente déjà un solde créditeur de 641 millions de francs au cours de la période 1964-1968.

Ce résultat souligne clairement que la libéralisation sans cesse plus poussée de nos relations commerciales avec nos principaux partenaires de la période bilatérale 1954-1958 a été pleinement mise à profit.

## Problèmes sur le plan de la C.E.E.

Ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, sur le plan de la C.E.E. les problèmes agricoles européens sont devenus un objet d'intérêt mondial à la suite du mémorandum transmis fin décembre 1968 au Conseil par la Commission des Communautés Européennes.

De handelsbalans met de partnerlanden, die in 1954-1958 nog deficitair was (saldo : -2,9 miljard frank) vertoonde tijdens de periode 1964-1968 reeds een batig saldo van 641 miljoen frank.

Dit resultaat onderstreept duidelijk dat de steeds verder doorgedreven liberalisatie van de handelsbetrekkingen met onze voornaamste handelspartners van de bilaterale periode 1954-1958 doeltreffend werd benut.

## Problemen op het E.E.G.-vlak.

Zoals hiervoren reeds werd aangestipt kwam op het E.E.G.-vlak de Europese landbouwproblematiek in haar geheel in het brandpunt van de wereldbelangstelling door het memorandum, dat de Commissie der Europese Gemeenschappen eind december 1968 heeft gestuurd aan de Raad.

Ce qui a incité la Commission à prendre cette initiative est sans aucun doute l'augmentation des dépenses du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (F.E.O.G.A.), augmentation qui est due à la liquidation de surplus énormes de céréales, de beurre et de poudre de lait écrémé et, dans une mesure moindre, de sucre et de certaines espèces fruitières.

Qu'il suffise de rappeler que les remèdes proposés par la Commission ont rencontré de grandes réserves, tant dans les milieux agricoles que chez les gouvernements des Etats-membres.

#### Contributions financières de la Belgique au F.E.O.G.A.

Dans l'exposé général du budget 1969 (<sup>1</sup>) les principes du financement commun de la politique agricole commune et les modalités d'application de ce financement ont été analysés suffisamment en détail, pour que nous puissions nous contenter ici de rappeler quelques principes.

Conformément aux règlements actuellement existants, la contribution belge au Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (F.E.O.G.A.) sera en 1970 de quelque 2 830 millions de francs.

Afin de pouvoir faire face à ces obligations le crédit budgétaire prévoit une somme de 2 430 millions de francs, qui sera complétée au moyen d'un report du Fonds agricole de 400 millions de francs au 31 décembre 1969. Ce report a trait à des crédits budgétaires destinés au financement de nos contributions au F.E.O.G.A. et non utilisés en 1969.

Ces contributions ont trait aux trois sections du F.E.O.G.A. :

#### *Sections spéciales.*

Par ces sections sont financées les indemnités compensatoires accordées en 1964 à l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg à l'occasion de la fixation des prix unitaires dans le secteur des céréales, et en 1966 au Luxembourg lors de la fixation des prix unitaires dans le secteur laitier.

Ces indemnités compensatoires sont accordées pendant une période de trois ans et en 1970 il y aura un dernier versement dans lequel la contribution de la Belgique sera de 273 537 500 francs.

#### *Section Garantie.*

Dans le cadre de cette section sont portées en compte les dépenses ayant trait à la politique commune des marchés.

Qu'il suffise de rappeler que le décompte est basé sur un système de clearing dans lequel on soustrait de la part des Etats-membres dans les dépenses totales du F.E.O.G.A., les dépenses propres entrant en ligne de compte pour être dédommagées par le F.E.O.G.A.

La contribution nationale aux dépenses totales de la section Garantie du F.E.O.G.A., appelée communément contribution brute, se compose depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1967 de deux parties dont la première est égale à 90 % des prélèvements agricoles perçus et dont la deuxième est calculée en mettant à charge des Etats-membres, suivant une clef de répartition fixe, les dépenses du F.E.O.G.A. non couvertes par les 90 % des prélèvements. La contribution belge pour cette deuxième partie est de 8,1 % des dépenses F.E.O.G.A. précitées, section Garantie.

(<sup>1</sup>) Exposé général du Budget pour 1969, Doc. Ch., 4 (1968-1969), pp. 73 et suiv.

Aanleiding tot het genomen initiatief heeft de Commissie ongetwijfeld gevonden in de voorziene groei der uitgaven van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (E.O.G.F.L.), groei die wordt veroorzaakt door het wegwerken van grote overschotten aan granen, boter, magere melkpoeder en in mindere mate suiker en bepaalde fruitsoorten.

Het moge volstaan eraan te herinneren dat de door de Commissie voorgestelde remedies gestuit zijn op grote terughoudendheid zowel in de landbouwmiddens als bij de regeringen der Lidstaten.

#### Financiële bijdragen van België aan het E.O.G.F.L.

In de algemene toelichting van het begrotingsjaar 1969 (<sup>1</sup>) werd vrij breedvoerig uitgeweid over de principes en de toepassingsmodaliteiten van de gemeenschappelijke financiering van het E.E.G.-landbouwbeleid, zodat thans alleen enkele principes in herinnering worden gebracht.

Conform de thans bestaande verordeningen zal België in 1970, voor ongeveer 2 830 miljoen frank bijdragen aan het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (E.O.G.F.L.).

Ten einde het hoofd te kunnen bieden aan deze verplichtingen wordt er een begrotingskrediet van 2 430 miljoen frank voorzien, dat aangevuld zal worden met een kasoverdracht ten bedrage van 400 miljoen frank in het Landbouwfonds per 31 december 1969. Deze overdracht betreft begrotingskredieten bestemd voor de financiering van onze bijdragen aan het E.O.G.F.L., die in 1969 niet werden opgebruikt.

Deze bijdragen hebben betrekking op de drie afdelingen van het E.O.G.F.L. :

#### *Speciale afdelingen.*

Door deze afdelingen worden de compensatievergoedingen gefinancierd, die in 1964 werden toegekend aan Duitsland, Italië en Luxemburg ter gelegenheid van het vaststellen der eenheidsprijs in de graansector, en in 1966 aan Luxemburg ter gelegenheid van het vaststellen der eenheidsprijs voor de zuivelprodukten.

Deze compensatievergoedingen worden gedurende drie jaren toegekend en in 1970 zal een laatste uitkering gebeuren waarin de Belgische bijdrage 273 537 500 frank bedraagt.

#### *Afdeling Garantie.*

In het kader van deze afdeling worden de uitgaven betreffende het gemeenschappelijk marktbeleid verrekend.

Het moge volstaan even in herinnering te brengen dat de afrekening een soort clearingsysteem is, waarin van het aandeel van de Lidstaten in de totale uitgaven van het E.O.G.F.L., de eigen voor vergoeding uit het E.O.G.F.L. in aanmerking komende uitgaven worden afgetrokken.

Het nationaal aandeel in de totale E.O.G.F.L.-uitgaven, afdeling Garantie, dat gewoon bruto-bijdrage wordt genoemd, is sinds 1 juli 1967 samengesteld uit twee delen, waarvan het eerste deel gelijk is aan 90 % der ontvangen landbouwheffingen en het tweede deel berekend wordt door de E.O.G.F.L.-uitgaven, die niet gedekt worden door de bijdragen berekend op grond van 90 % der ontvangen heffingen, ten laste te leggen van de Lidstaten volgens een vaste verdeelsleutel. België draagt voor het tweede deel van zijn bijdrage 8,1 % van het voren genoemde gedeelte der E.O.G.F.L.-uitgaven, afdeling Garantie.

(<sup>1</sup>) Algemene Toelichting van de Begroting voor 1969, Stuk Kamer, 4 (1968-1969), blz. 73 c.v.

En vertu des réglementations actuellement en vigueur, la contribution belge à la section Garantie du F.E.O.G.A. sera d'environ 2 129 millions de francs.

Dans cette somme est compris un montant de 146 millions de francs, prévu pour le décompte définitif de la période 1966-1967 qui a déjà fait l'objet d'un décompte provisoire sous forme d'une avance de 75 % de prévisions budgétaires pour cette période.

Les arriérés en ce qui concerne le décompte des périodes précédentes seront donc complètement apurés en 1970.

Afin de donner une meilleure idée de l'importance relative des charges de la politique commune des marchés dans les différents secteurs, nous donnons au tableau I un aperçu des dépenses de la section Garantie du F.E.O.G.A. au cours de l'année 1968. Ces données ont été rédigées à partir des 2 acomptes trimestriels qui, pour 1968 ont été liquidés à concurrence de 75 % en janvier et en juillet 1969.

Malgré le fait que les secteurs des produits laitiers et de la viande bovine n'aient atteint le stade des prix unitaires que le 29 juillet 1968, l'aperçu des dépenses de la section Garantie du F.E.O.G.A. au cours de l'année 1968 est cependant particulièrement précis, d'une part parce que l'indemnisation des dépenses s'est faite sans les critères restrictifs en vigueur au cours de la période 1962-1967, d'autre part parce que la répercussion financière des hésitations, inévitables au moment du passage de la période transitoire au stade définitif au 1<sup>er</sup> juillet 1967, était éliminée au cours de la période considérée.

Lors de l'appréciation des soldes débiteurs et créditeurs des différents Etats-membres, l'on se souviendra toutefois que le solde belge a été influencé d'une manière exceptionnellement favorable par les fortes dépenses belges remboursées par le F.E.O.G.A. à la suite des frais relativement élevés entraînés par le secteur du sucre.

Normalement l'on peut donc s'attendre à ce qu'à l'avenir le solde débiteur de la Belgique soit plus grand qu'il n'a été en 1968.

Krachtens de thans vigerende verordeningen, zal België, uit hoofde van de afdeling Garantie, bijdragen aan het E.O.G.F.L. voor ongeveer 2 129 miljoen frank.

In dit bedrag is een deel begrepen van 146 miljoen frank, dat wordt voorzien voor de definitieve afrekening van de periode 1966-1967, die reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorlopige afrekening onder de vorm van voorschotten ten belope van 75 % der begrotingsvoorschotten voor deze periode.

De achterstallen inzake afrekening der voorbije perioden zullen dus in 1970 volledig zijn aangezuiverd.

Ten einde een beter inzicht te verschaffen in de relatieve belangrijkheid van de lasten van het gemeenschappelijk marktbeleid volgens de sectoren wordt in tabel I een overzicht gegeven van de uitgaven van het E.O.G.F.L., afdeling Garantie, voor het jaar 1968. Deze gegevens werden opgesteld aan de hand van de 2 semestriële voorschottenafrekeningen, die voor 1968, ten belope van 75 %, in januari en juli 1969, werden uitgevoerd.

Niettegenstaande de zuivel- en rundvleessectors pas op 29 juli 1968 het stadium van de eenheidsprijzen hebben bereikt, is het overzicht van de E.O.G.F.L.-uitgaven, afdeling Garantie, voor het jaar 1968 toch bijzonder waardevol; enerzijds omdat de vergoeding der uitgaven geschiedt is zonder de beperkende criteria die gelden voor de periode 1962-1967 en anderzijds omdat de financiële weerslag van de aarzelingen, die onvermijdelijk zijn opgetreden bij de overgang van de transitieperiode naar het definitief stadium per 1 juli 1967, in de beschouwde periode zijn uitgeschakeld.

Bij de waardering van de debiteur- en crediteursposities van de verschillende Lidstaten, dient men evenwel te bedenken dat het saldo bekomen door België uitzonderlijk gunstig beïnvloed is geweest door de hoge Belgische uitgaven, die door het E.O.G.F.L. werden vergoed en dit ten dele ingevolge de relatief grote kosten die in de suikersector werden veroorzaakt.

Normaliter mag men dus voor België in de toekomst een groter debetsaldo verwachten dan dit dat voor 1968 is bekomen.

TABLEAU I.

Contribution financière des Etats-membres au F.E.O.G.A.  
Section Garantie, Année 1968. Chiffres provisoires ( $\times 1000$  FB).

TABEL I.

Financiële bijdrage van de Lidstaten aan het E.O.G.F.L.  
Afdeling Garantie, Jaar 1968. Voorlopige cijfers ( $\times 1000$  FB).

Etats-membres <i>Lidstaten</i>	Belgique <i>België</i>	Allemagne <i>Duitsland</i>	France <i>Frankrijk</i>	Italie <i>Italië</i>	Luxembourg <i>Luxemburg</i>	Pays-Bas <i>Nederland</i>	C.E.E. <i>E.E.G.</i>
<b>I. — Dépenses indemnisées.</b>							
I. — <i>Vergoede uitgaven.</i>							
Céréales. — <i>Granen</i> . . . . .	871 012	3 945 822	19 372 964	2 774 639	3 036	2 877 721	29 845 194
Produits laitiers. — <i>Zuivelprodukten</i> . . . . .	2 455 708	3 462 258	7 270 634	5 825	45 905	7 444 906	20 685 236
Viande porcine. — <i>Varkensvlees</i> . . . . .	147 554	163 811	166 851	109 729	—	1 622 526	2 210 471
Viande bovine. — <i>Rundvlees</i> . . . . .	26 796	160 649	466 007	—	—	25 364	678 816
Oeufs et volailles. — <i>Pluimvee en eieren</i> . . . . .	32 488	8 137	86 536	858	—	160 582	288 601
Riz. — <i>Rijst</i> . . . . .	4 437	38 801	269 033	357 405	—	34 436	704 112
Fruits et légumes. — <i>Fruit en groenten</i> . . . . .	57 154	—	414 308	1 013 469	—	135 158	1 620 089
Graisses. — <i>Vetten</i> . . . . .	7 322	1 154 161	2 036 893	10 202 635	—	45 315	13 446 326
Sucre. — <i>Stuiker</i> . . . . .	2 105 231	1 588 388	3 059 683	252 659	—	293 373	7 299 334
Produits ne figurant pas à l'annexe II. — <i>Niet bijlage II-produkten</i> . . . . .	218 021	22 467	150 418	929	764	337 535	730 134
Total. — <i>Totaal</i> . . . . .	5 925 723	10 544 494	33 293 327	14 718 148	49 705	12 976 916	77 508 313
<b>II. — Contribution brute :</b>							
II. — <i>Bruto-bijdrage</i> :							
90 % des prélèvements et des autres taxes. —							
90 % der heffingen en andere taksen . . . . .	3 311 401	9 664 158	2 093 418	14 025 360	33 207	7 272 800	36 400 344
D'après la clef de répartition. — <i>Volgens de verdeelsleutel</i> . . . . .	3 329 746	12 825 686	13 154 550	8 344 918	82 216	3 370 853	41 107 969
Total. — <i>Totaal</i> . . . . .	6 641 147	22 489 844	15 247 968	22 370 278	115 423	10 643 653	77 508 313
<b>III. — Contribution nette (II—I).</b>							
III. — <i>Netto-bijdrage (II—I)</i> .							
Débit. — <i>Debet</i> . . . . .	715 424	11 945 350	—	7 652 130	65 718	—	20 378 622
Crédit. — <i>Credit</i> . . . . .	—	—	18 045 359	—	—	2 333 263	20 378 622

#### Section Orientation.

Cette section finance les projets d'amélioration structurelle de même que les interventions spécifiques.

Les contributions nationales, dues du chef de la section Orientation, sont liquidées suivant les besoins comptables de la Commission pour cette section.

Cet accord a été conclu en 1967 entre les Etats-membres et la Commission parce qu'on avait constaté que l'aide accordée par le F.E.O.G.A. aux projets n'était liquidée qu'avec beaucoup de retard, à cause de l'exécution lente des projets par ceux qui en avaient pris l'initiative.

Pour l'année 1970 il a été prévu dans les crédits budgétaires une somme de 427 millions de francs qui devra servir à financer la contribution prévue pour cette section.

Le tableau II donne un aperçu de l'aide accordée par cette section pour les cinq tranches de projets, de même que pour l'aide spéciale dont profite l'Italie. L'aide pour la dernière série de projets de la tranche V a été octroyée fin juillet 1969.

#### Afdeling Oriëntatie.

Door deze afdeling worden de structuurverbeteringsprojecten evenals specifieke tussenkomsten gefinancierd.

De nationale bijdragen, die uit hoofde van de afdeling Oriëntatie verschuldigd zijn, worden vereffend naargelang de kasbehoeften van de Commissie voor deze afdeling.

Deze afspraak werd in 1967 tussen de Lidstaten en de Commissie gemaakt omdat men had vastgesteld dat de door het E.O.G.F.L. aan de projecten verleende bijstand slechts met grote vertraging werd uitbetaald ingevolge de trage uitvoering van de projecten door de initiatiefnemers.

Voor 1970 werd een bedrag van 427 miljoen frank in de begrotingskredieten voorzien om de uit hoofde van deze afdeling verwachte bijdrage te financieren.

In tabel II wordt een overzicht gegeven van de door deze afdeling verleende bijstand voor de vijf schijven projecten evenals voor de bijzondere bestedingen, die ten goede komen aan Italië. De bijstand voor de laatste reeks projecten van schijf V werd toegekend op einde juli 1969.

Le même tableau donne un aperçu des contributions financières dues par les Etats-membres pour cette section, de même que de la mesure dans laquelle ces contributions ont déjà été liquidées.

TABLEAU II.  
F.E.O.G.A. — Section Orientation.

Aide ( $\times 1000$  F) accordée par le Fonds pour des projets nationaux et en vue d'investissements spéciaux.

In dezelfde tabel wordt een overzicht gegeven van de financiële bijdragen die de Lidstaten uit hoofde van deze afdeling verschuldigd zijn evenals van de mate waarin deze bijdragen reeds werden vereffend.

TABEL II.  
E.O.G.F.L. — Afdeling Orientatie.

Door het Fonds verleende bijstand ( $\times 1000$  F) aan nationale projecten en voor bijzondere bestedingen.

Tranches — Schijven	Belgique België	Allemagne Duitsland	France Frankrijk	Italie — Italië		Luxembourg Luxemburg	Pays-Bas Nederland	Totaux Totalen
				Projets Projecten	Aide spéciale Bijzondere bijstand			
				—	—			
1962-1963 : I <sup>e</sup> tranche / schijf 1964 ...	35 060	127 782	97 550	147 450	—	—	38 750	446 592
1963-1964 : II <sup>e</sup> tranche / schijf 1965 ...	37 750	248 450	184 600	293 300	—	13 750	78 850	856 700
1964-1965 : III <sup>e</sup> tranche / schijf 1966 ...	164 000	580 000	446 200	688 550	650 000	44 950	155 650	2 729 350
1965-1966 : IV <sup>e</sup> tranche / schijf 1967 ...	102 050	362 000	287 300	441 750	2 500 000	7 500	101 350	3 801 950
1966-1967 : V <sup>e</sup> tranche / schijf 1968 ...	357 718	1 328 497	1 043 843	1 599 455	1 000 000	40 685	374 671	5 744 869

N.B. — Outre les aides citées, le financement de la section Orientation comporte encore quelques mesures communautaires, comme par exemple l'enquête de base concernant la structure des exploitations agricoles.

F.E.O.G.A. — Section Orientation.

Contributions dues et degré de liquidation ( $\times 1000$  F).

N.B. — Naast de vermelde bijstand financiert de afdeling Orientatie ook nog enkele communautaire maatregelen, zoals o.a. de basisenquête betreffende de structuur van de landbouwbedrijven.

E.O.G.F.L. — Afdeling Orientatie.

Verschuldigde bijdragen en graad van vereffening ( $\times 1000$  F).

Tranches — Schijven	Belgique België	Allemagne Duitsland	France Frankrijk	Italie Italië	Luxembourg Luxemburg	Pays-Bas Nederland	Totaux Totalen
Tranche I, 1964 : complètement liquidée. — Schijf I, 1964 : volledig vereffend ... ... ...	37 324	132 289	132 289	132 289	945	37 324	472 460
Tranche II, 1965 : complètement liquidée. — Schijf II, 1965 : volledig vereffend ... ... ...	68 491	238 179	219 356	236 551	1 827	80 421	844 825
Tranche III, 1966 : partiellement liquidée (80 % d'après la clef de répartition de l'art. 200). — Schijf III, 1966 : gedeeltelijk vereffend (80 % volgens verdeelsleutel, art. 200) ... ... ...	230 159	795 509	660 335	760 317	6 055	263 042	2 715 400
Tranche IV, 1967 : complètement liquidée. — Schijf IV, 1967 : volledig vereffend ... ... ...	318 158	1 267 429	1 303 847	720 357	8 804	383 390	4 001 985
Tranche V, 1968 : rien de liquidé. — Schijf V, 1968 : niets vereffend ... ... ... ...	490 753	1 903 136	1 806 220	1 358 060	13 581	601 250	6 173 000

#### Fonds agricole.

Il y a plusieurs années déjà que le Fonds agricole a comme principale tâche de financer les mesures prises sur le plan national en exécution de la politique communautaire des marchés.

Pour le paiement de ces dépenses le Fonds agricole dispose des prélèvements, évalués pour 1970 à 3 725 millions de francs, ainsi que de quelques autres impositions prévues par les règlements de la C.E.E. Parmi celles-ci il convient de citer la contribution des stockage pour le sucre, la cotisation à la production due par les producteurs qui ont dépassé leur quota de production et les droits variables perçus à l'importation de produits qui ne figurent pas à l'annexe II du Traité de la C.E.E. mais dans lesquels sont incorporés des produits agricoles.

Le déficit budgétaire du Fonds agricole est couvert par un crédit inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture et fixé pour 1970 à 3 418 millions de francs.

#### Landbouwfonds.

Reeds sinds meerdere jaren bestaat de hoofdtaak van het Landbouwfonds in het financieren van de maatregelen die op het nationale grondgebied worden getroffen in uitvoering van het gemeenschappelijk E.E.G.-marktleid.

Het Landbouwfonds beschikt ter dekking van deze uitgaven over de ontvangen landbouwheffingen die voor 1970 op 3 725 miljoen frank werden geschat, evenals over enkele andere belastingen, die door de E.E.G.-verordeningen worden opgelegd, zoals de opslagbijdrage voor de suiker, de belasting verschuldigd door de suikerproducenten, die hun produktiequota overschrijden, de veranderlijke rechten, die worden geheven bij de invoer van produkten, die niet voorkomen op de bijlage II van het E.E.G.-Verdrag, maar waarin landbouwprodukten zijn verwerkt.

Het begrotingstekort van het Landbouwfonds wordt gedekt door een krediet uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Landbouw en dat voor 1970 is vastgesteld op 3 418 miljoen frank.

Les trois grands postes budgétaires du Fonds agricole restent les secteurs des céréales, des produits laitiers et du sucre, le secteur laitier exigeant de loin les plus grosses dépenses.

Ceci est partiellement la conséquence de ce que la Belgique connaît un excédent relativement important de beurre depuis que, dans le secteur laitier, les prix unitaires sont entrés en vigueur le 29 juillet 1968.

Il ne convient pas d'en rechercher la cause dans une production laitière belge accrue, étant donné que celle-ci n'a connu ces dernières années que de légères modifications, contrairement à ce qu'on constate chez nos voisins, mais bien dans le changement qui s'est produit dans la structure de production de nos produits laitiers. La production de poudre de lait entier, de lait condensé non sucré et de fromage a fortement régressé en Belgique sous la pression de certaines prescriptions des règlements de la C.E.E. auxquels la Belgique était obligée de se soumettre dans le cadre d'un accord général concernant le secteur laitier. De ce fait le lait rendu disponible a été transformé en beurre et en poudre de lait écrémé.

Il faut ajouter à cela que les autorités belges se sont toujours efforcées de liquider les stocks de beurre dans les plus brefs délais afin de limiter les frais de stockage. Cette politique fait toutefois que les dépenses pour la liquidation du stock de beurre atteignent en Belgique un niveau relativement élevé. Heureusement grâce à ces mesures le stock de beurre acheté au prix d'intervention est réduit. A cet égard la situation diffère fortement de celle qui existe aux Pays-Bas, en Allemagne et surtout en France, où des stocks importants de beurre non vendable existent et occasionnent à la communauté des frais et des pertes de stockage élevés.

Les dépenses du Fonds agricole, en vue de liquider les excédents de sucre produits en Belgique, sont inférieures à ce qu'on avait craint à l'origine. Cette évolution favorable, constatée pour la première fois au cours de la période 1968-1969, est due à l'écoulement intra-communautaire d'une quantité relativement grande de sucre excédentaire belge, sans frais pour le Fonds agricole. On prévoit que cette évolution favorable se manifeste encore en 1970. De ce fait notre contribution nette à la section Garantie du F.E.O.G.A. connaîtra toutefois une hausse.

En effet, toutes les dépenses du Fonds agricole faites dans le cadre de la politique agricole commune soit à quelques pourcents près l'ensemble de ces dépenses, entrent en ligne de compte pour un remboursement par la section Garantie du F.E.O.G.A., et lors du décompte elles sont défalcées de la contribution belge, ainsi que le montre le tableau 1.

De drie grote begrotingsposten van het Landbouwfonds blijven de sectoren : granen, zuivel en suiker, waaronder de zuivelsector veruit de zwaarste uitgaven veroorzaakt.

Dit is ten dele het gevolg van de feitelijke toestand volgens dewelke in België een relatief groot overschotgebied voor boter is ontstaan sinds het van kracht worden van de eenheidsprijzen voor zuivelprodukten per 29 juli 1968.

De oorzaak hiervan dient niet gezocht te worden in een stijging van de Belgische melkproductie, aangezien deze slechts weinig gewijzigd is in de loop van de laatste jaren dit in tegenstelling met de stijging die men constateert bij onze buurlanden, maar wel in de verandering die zich in de produktiestructuur van onze zuivelprodukten heeft voorgedaan. De productie van volle melkpoeder, van ongesuikerde condensmelk en van kaas is onder de druk van bepaalde voorzieningen der E.E.G.-marktregeling, die door België noodgedwongen dienden aanvaard te worden in het kader van een algemeen akkoord betreffende de zuivelsector, sterk achteruitgegaan en de daardoor vrijgekomen melk is verwerkt geworden tot boter en mager melkpoeder.

Voeg daarbij dat de Belgische overheid zich steeds heeft ingespannen om de boteroverschotten zo vlug mogelijk na hun ontstaan weg te werken ten einde aldus de dure opslagkosten te besparen. Dit beleid heeft evenwel voor gevolg dat de uitgavepost voor de opruiming van de boteroverschotten in België relatief groot is, hetgeen evenwel gepaard gaat met een gunstige keerzijde namelijk een relatief kleine voorraad van bij de interventie aangekochte boter, hetgeen schril afsteekt tegen de toestand die bestaat in Nederland, Duitsland en vooral in Frankrijk, waar zich aanzienlijke onverkoopbare boterstocks opstapelen en bezig zijn grote opslagkosten en -verliezen ten laste van de gemeenschap te veroorzaken.

De uitgaven van het Landbouwfonds nodig voor het wegwerken van het in België geproduceerd suikeroverschot zijn lager gebleken dan oorspronkelijk was verwacht. Deze gunstige evolutie, voor het eerst vastgesteld tijdens de periode 1968-1969, is te danken geweest aan de afzet binnen de gemeenschap van een vrij grote hoeveelheid Belgische overschotsuiker, hetgeen geen kosten veroorzaakt voor het Landbouwfonds. Voor 1970 werd gerekend met het voortduren van deze gunstige evolutie. Onze netto-bijdrage aan het E.O.G.F.L., afdeling Garantie, zal evenwel hierdoor stijgen.

Immers, al de uitgaven van het Landbouwfonds, die gedaan worden in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, hetzij op enkele percenten na alle, komen in aanmerking voor vergoeding uit het E.O.G.F.L., afdeling Garantie en bij de afrekening worden zij dan in mindering gebracht van de Belgische bijdrage aan het E.O.G.F.L., zoals wordt geïllustreerd in tabel I.

## B. — POLITIQUE SOCIALE.

## I. — Introduction.

Il est entré dans les mœurs de présenter, dans l'exposé général du budget, un aperçu de l'importance de la politique sociale, ce sous forme d'un regroupement des avantages sociaux redistribués et des contributions financières de l'Etat en cette matière. Les tableaux suivants dégagent, d'une part, les prestations sociales payées ou fournies aux bénéficiaires des divers secteurs de la politique sociale et, d'autre part, les subventions inscrites au budget ordinaire et dont le contenu est détaillé à l'annexe II du présent exposé général.

L'ensemble des prestations sociales, selon le schéma utilisé dans le précédent exposé général du budget (¹), s'établit pour 1970 à 198,4 milliards de francs.

Cette masse de prestations augmente de 7,5 % en 1970 par rapport à 1969 initial recalculé, pour la comparabilité, au même indice des prix à la consommation, soit 184,8 milliards. La croissance réelle de 7,5 % ainsi obtenue se situe à un niveau notablement supérieur à celui de l'accroissement du P.N.B. en volume, soit 4,75 %, augmenté de 50 % comme il est prévu dans la déclaration gouvernementale.

## Prestations sociales.

(En milliards de francs.)

## B. — SOCIALE POLITIEK.

## I. — Inleiding.

Het is gebruikelijk geworden in de algemene toelichting bij de begroting een overzicht te verschaffen van de draagwijdte van de sociale politiek, onder de vorm van een hergroepering van de herverdeelde sociale tegemoetkomingen en van de financiële bijdragen van de Staat daarin. De volgende tabellen verschaffen enerzijds de sociale prestaties die uitgekeerd of verstrekt worden aan de begunstigden der diverse sectoren van de sociale politiek en anderzijds de toelagen die uitgetrokken worden op de gewone begroting en waarvan de inhoud in detail is aangegeven in bijlage II bij deze algemene toelichting.

Het geheel der sociale prestaties, berekend volgens het in de vorige algemene toelichting bij de begroting gebruikte schema (¹), beloopt voor 1970 198,4 miljard frank.

Deze prestatiemassa verhoogt in 1970 met 7,5 % tegenover 1969 initiaal wanneer men dit laatste herberekent, ten behoeve van de vergelijkbaarheid tegen eenzelfde index der consumptieprijsen wat 184,8 miljard oplevert. De aldus gekomen reële groei van 7,5 % ligt bijgevolg merkelijk hoger dan de aangroei in volume van het B.N.P. nl. 4,75 %, verhoogd met 50 %, zoals voorzien in de Regeringsverklaring.

## Sociale prestaties.

(In miljarden frank.)

	1968 Réalisations Verwezen- lijkingen	1969		1970 Propositions Voorstellen	
		Initial Oorspronkelijk	Ajusté Aangepast		
Victimes de la guerre . . . . .	6,9	7,1	7,1	7,3	Oorlogsslachtoffers.
Pensions (¹) . . . . .	43,3	46,9	47,9	50,9	Pensioenen (¹).
Prestations familiales (²) . . . . .	32,4	33,3	31,5	35,9	Gezinsprestaties (²).
Allocations pertes de salaires (³) . . .	25,6	24,8	25,0	27,0	Toelagen voor loonverlies (³).
Politique de santé . . . . .	32,0	34,6	35,0	40,7	Gezondheidszorg.
Politique de l'emploi . . . . .	1,1	1,3	1,2	1,0	Werkvoorzieningsbeleid.
Logement (⁴) . . . . .	1,7	2,1	1,9	2,5	Huisvesting (⁴).
Vacances (⁵) . . . . .	23,5	28,3	28,3	29,7	Vakantie (⁵).
Abonnements scolaires . . . . .	0,4	0,4	0,4	0,4	Schoolabonnementen.
Abonnements sociaux . . . . .	1,3	1,2	1,2	1,3	Sociale abonnementen.
Fonds national des études . . . . .	0,9	1,0	1,0	1,2	Nationaal Studiefonds.
Handicapés . . . . .	0,3	0,2	0,5	0,5	Minder-validen.
Total . . . . .	169,4	181,2	184,0	198,4	Totaal.

(¹) Exposé général du Budget de 1969, Doc. Chambre, 4 (1968-1969), p. 80.

(²) Y compris le pécule de vacances payé aux pensionnés.

(³) Y compris l'entretien des enfants de justice.

(⁴) Pension d'invalidité des mineurs, indemnités d'incapacité de travail de l'I.N.A.M.I., d'accidents du travail et de maladies professionnelles, allocations de chômage, allocations aux estropiés.

(⁵) Primes de Taeye, taudis, différences d'intérêt.

(⁶) Y compris le montant que l'employeur paie directement aux ouvriers pour le doublement de la troisième semaine de vacances et le pécule de vacances payé aux employés, mais à l'exclusion du personnel définitif des services publics.

N.B. — Ce tableau ne comprend pas :

a) les montants payés par les compagnies d'assurance pour les accidents du travail;

b) les rentes payées directement par les compagnies d'assurances et les caisses privées de pension;

c) les montants attribués par les différents fonds de sécurité d'existence.

(a) Algemene Toelichting van de Begroting over 1969, Stuk Kamer, 4 (1968-1969), blz. 80.

(¹) Met inbegrip van het aan de gepensioneerden betaald vakantiegeld.

(²) Het onderhoud van door de justitie toevertrouwde kinderen ingrepen.

(³) Invaliditeitspensioenen der mijnwerkers, vergoedingen wegens arbeidsongeschiktheid van het R.I.Z.I.V., wegens arbeidsongevallen en wegens beroepsziekte, werkloosheidsvergoedingen, toelagen aan gebrekigen.

(⁴) Premies de Taeye, krotopruiming, renteverschillen.

(⁵) Met inbegrip van het bedrag dat de werkgever rechtstreeks betaalt aan de werklieden voor de verdubbeling van de derde week vacante en het vacantiegeld betaald aan de bedienden, maar met uitzondering van het vastbenoemd personeel der openbare diensten.

N.B. — Deze tabel bevat niet:

a) de sommen die betaald worden door de verzekeringsmaatschappijen voor arbeidsongevallen;

b) de renten die rechtstreeks door de verzekeringskassen en de private pensioenkassen uitbetaald worden;

c) de bedragen toegekend door de verschillende fondsen voor bestaanszekerheid.

Le total des subventions de l'Etat, repris au second tableau, se chiffre à 61,5 milliards de francs pour 1970. Abstraction faite de la subvention en faveur des allocations chômage, dont les fluctuations d'une année à l'autre perturbent la comparaison des totaux, la masse des subventions est portée à 60,9 milliards de francs en 1970, ce qui représente une croissance de 11,9 % par rapport aux crédits inscrits au budget initial de 1969. La déclaration gouvernementale prévoit, à cet égard, un taux de croissance au moins égal à celui de l'ensemble du budget ordinaire, lequel pour 1970 sera nettement inférieur.

L'ensemble des subventions à la sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et des assurés libres, augmente de 2,0 milliards en ce non compris la part dans la provision index, par rapport au budget initial de 1969. Abstraction faite de la rubrique « chômage », la croissance atteint cependant 3,2 milliards. Les accroissements les plus importants concernent les subsides à l'I.N.A.M.I., à l'assurance maladies professionnelles et au secteur des pensions. En ce qui concerne ce dernier il faut, en effet, tenir compte de la compensation, à concurrence de 600 millions de francs, dont question sous 2, a, ci-après.

Les autres subventions à caractère social accusent aussi une augmentation de 2,1 milliards (sans provision index). Des hausses importantes se remarquent en ce qui concerne les subventions en faveur des handicapés, de la politique de santé, de la politique de logement, des victimes de la guerre et des bourses d'études.

Le commentaire ci-après des principaux aspects de la politique sociale fournit de plus amples explications sur cette évolution <sup>(1)</sup>.

Subsides à caractère social du budget de l'Etat.  
(En milliards de francs.)

Het totaal van de Rijkssubsidies, opgenomen in de tweede tabel, loopt voor 1970 op tot 61,5 miljard frank. Afgezien van de Staatstussenkomst in de werkloosheidsvergoedingen, waarvan de schommelingen van jaar tot jaar de vergelijkbaarheid der totalen verstoren, loopt de subsidiemassa op tot 60,9 miljard frank in 1970; dit betekent een stijging met 11,9 % ten opzichte van de kredieten die uitgetrokken werden op de oorspronkelijke begroting over 1969. De Regeringsverklaring voorziet terzake een groeivoet der sociale toelagen die minstens gelijk moet zijn aan deze van de globale gewone begroting die voor 1970 ruim lager ligt.

Het geheel van de toelagen aan de sociale zekerheid der loontrekkenden, zelfstandigen en vrij-verzekerden, neemt toe met 2,0 miljard t.o.v. de oorspronkelijke begroting over 1969 dit zonder het aandeel in de indexprovisie. Afgezien van de rubriek « werkloosheid » bedraagt de stijging echter 3,2 miljard. De gevoeligste verhogingen betreffen de toelagen aan het R.I.Z.I.V., de beroepsziektenverzekering en de pensioensector. Bij deze laatste toelage dient immers rekening gehouden te worden met de compensatie, ten belope van 600 miljoen frank, waarvan sprake sub 2, a, hierna.

De overige toelagen met sociale inslag kennen eveneens een toename met 2,1 miljard (zonder indexprovisie). Belangrijke verhogingen worden vastgesteld bij de toelagen ten voordele van de gehandicapten, de gezondheidszorg, het huisvestingsbeleid, de oorlogsslachtoffers en de studiebeurzen.

De hierna volgende commentaar over de bijzonderste aspecten van het sociaal beleid gaat verder in op deze evolutie <sup>(1)</sup>.

Toelagen met sociale inslag van de Staatsbegroting.  
(In miljarden frank.)

	1968		1969		1970	
	Propositions Voorstellen	Réalisations Verwezen- lijkingen	Propositions Voorstellen	Budget ajusté Aangepaste begroting	Propositions Voorstellen	
<i>A. — Subventions à la sécurité sociale.</i>						
1. Sécurité sociale des salariés :						
a) maladie-invalidité . . . . .	13,0	13,4	14,9	14,9	16,5	
b) — pensions des ouvriers, des employés, des mineurs et des marins de la marine marchande;	6,0	6,1	6,5	6,5	6,4	
— pensions d'invalidité des mineurs;	2,3	2,3	2,2	2,4	2,3	
— contribution dans les rentes:	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	
c) chômage . . . . .	1,8	3,4	1,8	1,6	0,6	c) werkloosheid;
d) allocations familiales . . . . .	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	d) kinderbijslag;
e) maladies professionnelles . . .	0,7	0,8	1,2	1,2	2,1	e) beroepsziekten.
Total.	25,1	27,3	27,8	27,9	29,2	Totaal.
2. Sécurité sociale des indépendants :						
a) maladie-Invalidité :						
— obligatoire . . . . .	0,5	0,2	0,6	0,6	0,7	2. Maatschappelijke zekerheid van de zelfstandigen :
— libre . . . . .	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	a) ziekte-invaliditeit ;
						— verplichte ;
						— vrije.

(1) Les montants, mentionnés dans ces commentaires, ne contiennent pas la part dans la provision index prévue aux budgets.

(1) De bedragen, geciteerd in die commentaar, zijn exclusief het aandeel in de indexprovisie die in de begrotingen is ingeschreven.

	1968		1969		1970	
	Propositions Voorstellen	Réalisations Verwezen- lijkingen	Propositions Voorstellen	Budget ajusté Aangepaste begroting	Propositions Voorstellen	
b) pensions . . . . .	2,6	2,4	2,8	2,8	3,0	b) pensioenen;
c) allocations familiales . . . . .	0,8	1,1	0,9	0,9	0,9	c) kinderbijslag.
d) provision . . . . .	—	—	—	—	0,2	d) provisie.
Total.	4,5	4,3	4,9	5,0	5,5	Totaal.
3. Sécurité sociale des assurés libres; revenu garanti.						3. Maatschappelijke zekerheid van de vrijverzekerden; gewaarborgd inkomen.
a) maladie-invalidité . . . . .	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	a) ziekte-invaliditeit;
b) pensions et revenu garanti.	0,9	0,9	1,4	1,3	1,4	b) pensioenen en gewaarborgd inkomen.
Total.	1,3	1,4	1,9	1,8	1,9	Totaal.
Total des subventions à la sécurité sociale.	30,9	33,0	34,6	34,7	36,6	Totaal van de toelagen aan de maatschappelijke zekerheid.
<b>B. — Autres subventions.</b>						
1. Allocations aux handicapés, estropiés et mutilés.	1,5	1,4	1,8	1,7	2,0	1. Tegemoetkomingen aan mindervaliden, gebrekkigen en vermindert.
2. Politique de l'emploi et aide de réadaptation aux travailleurs licenciés.	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	2. Werkvoorzieningsbeleid en wederdaanpassingshulp aan ontslagen werknemers.
3. Entretien d'enfants confiés à des institutions.	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	3. Onderhoud van kinderen toevertrouwd aan instellingen.
4. Politique de santé :						4. Gezondheidszorg :
— subsides aux organismes éducatifs sanitaires et à la recherche scientifique médicale;	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	— toelagen aan sanitaire opvoedende organismen en aan het medisch wetenschappelijk onderzoek;
— subsides aux hôpitaux . . . . .	1,7	2,5	1,9	2,0	2,6	— toelagen aan de ziekenhuizen;
— subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance;	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	— toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
— dotation du Fonds spécial d'assistance;	1,3	1,2	1,2	1,0	1,3	— dotatie van het Bijzonder Onderstands fonds;
— charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés.	1,0	1,0	1,2	1,1	1,3	— financiële lasten van de door de gemeenten aangegane leningen.
5. Politique familiale :						5. Gezinsbeleid :
— subventions aux organismes familiaux et aux centres de formation;	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	— toelagen aan organismen voor het gezin en aan opleidingscentra;
— réductions tarifaires . . . . .	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	— tariefverminderingen.
6. Politique du logement :						6. Huisvestingsbeleid :
— interventions au profit du Fonds National du Logement.	1,6	1,7	2,0	1,9	2,5	— tussenkomst ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting.
7. Victimes de la guerre :						7. Oorlogsslachtoffers :
— pensions de guerre . . . . .	5,8	5,8	6,0	6,0	6,2	— oorlogspensioenen;
— subsides aux œuvres nationales.	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	— subsidies aan de nationale werken;
— réductions tarifaires . . . . .	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	— tariefverminderingen.

	1968		1969		1970	
	Propositions Voorstellen	Réalisations Verwezen- lijkingen	Propositions Voorstellen	Budget ajusté Aangepaste begroting	Propositions Voorstellen	
8. Allocations au Fonds national des études.	0,9	0,9	1,0	1,0	1,2	8. Toelagen aan het Nationaal Studiefonds.
9. Abonnements sociaux . . . . .	1,3	1,3	1,2	1,2	1,3	9. Sociale abonnementen.
10. Abonnements scolaires . . . . .	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	10. Schoolabonnementen.
Total des autres subventions.	20,0	21,0	21,6	21,2	23,7	Totaal van de andere toelagen.
Provision index.	0,3	—	—	—	1,2	Proviste index.
Total général.	51,2	54,0	56,2	55,9	61,5	Algemeen totaal.
Total général, sans le chômage . . . . .	49,4	50,6	54,4	54,3	60,9	Algemeen totaal, zonder de werkloosheid.

## 2. Pensions.

### a) Pensions des travailleurs salariés.

Si l'année 1968 était encore consacrée en ordre principal aux réformes structurelles qui ont été réalisées dans le secteur des pensions pour travailleurs salariés et qui incluaient par ailleurs la possibilité de relever le taux des pensions, l'année 1969 a été marquée avant tout par la mise en œuvre des majorations de prestations. Il a été ainsi donné suite aux promesses contenues dans la déclaration gouvernementale. Les prévisions de cette déclaration ont même été dépassées.

Aux termes de cette dernière, le souci du Gouvernement en matière de pensions des travailleurs salariés devait poursuivre deux orientations. D'une part, les prestations existantes doivent être majorées, d'autre part, il s'indique de rechercher dans quelle mesure la législation pourrait être améliorée.

Le premier volet de cette mission se trouve à présent réalisé.

La loi du 24 juin 1969 relève le taux de pension des travailleurs salariés aux dates du 1<sup>er</sup> juillet 1969, du 1<sup>er</sup> juillet 1970 et du 1<sup>er</sup> juillet 1971, non plus de 3 %, comme l'avait prévu la déclaration gouvernementale, mais bien de 4 %.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 28 mars 1969 a doublé le pécule de vacances.

Incidentement, il y a lieu de relever ici les efforts particuliers de l'Etat en faveur des bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale qui sont en même temps invalides de guerre. La pension leur est octroyée anticipativement, sans réduction du fait de l'anticipation (arrêté royal du 27 juin 1969).

Il est évident que ces améliorations ont nécessité des mesures sur le plan du financement. Afin de maintenir à un niveau constant la contribution relative de l'Etat, d'une part, et des partenaires sociaux, d'autre part, dans le financement du régime de pension, l'intervention à charge de l'Etat a été majorée à partir de 1970 à raison de 6 % par an au lieu de 4 %, tel que l'avait prévu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, et les cotisations des travailleurs et des employeurs ont également été majorées.

Ainsi, conformément à l'article 37 de l'arrêté royal n° 50 modifié par la loi du 24 juin 1969, la subvention de l'Etat pour 1970, destinée à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, doit s'élever à 7 027,8 millions au lieu de 6 500 millions en 1969, soit une augmentation de 8,1 %.

C'est bien ce montant qui a été retenu pour le budget. Toutefois, pour tenir compte des incidences financières de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pension du secteur public et du secteur privé, des remboursements à l'Etat doivent être effectués. La somme correspondant à ceux-ci sera imputée par contraction de la dotation à due concurrence. Le crédit de l'article 42.01 est ainsi fixé à 6 472,8 millions.

Sur base de cette loi et des mesures d'exécution élaborées en ce moment, on pourra constater que l'Office national des pensions pour travailleurs salariés est tenu de rembourser au Trésor le produit des réserves mathématiques, constituées par les cotisations sociales perçues avant la nouvelle législation et afférentes à la partie de la carrière professionnelle, reconnue comme valable pour le régime des pensions dans le secteur public. Inversement, l'Office national des pensions pour travailleurs salariés peut faire valoir une créance à charge de l'Etat du fait de l'indemnisation par les pouvoirs publics des cotisations non perçues, afférentes à la partie de la carrière qui est valorisée dans le régime des pensions du secteur privé.

## 2. Pensioenen.

### a) Pensioenen der werknemers.

Zo het jaar 1968 nog hoofdzakelijk gewijd was aan de structurele hervormingen, welke in de sector voor werkennemerspensioenen werden doorgevoerd, en die overigens zelf ook de mogelijkheid boden om de pensioenbedragen te verhogen, werd het jaar 1969 vooral gekenmerkt door de doorvoering van verhogingen van de prestaties. Hierdoor werd gevolg gegeven aan de beloften, vervat in de Regeringsverklaring. Er werd zelfs verder gegaan dan in deze verklaring was voorzien.

Luidens deze laatste moet de zorg van de Regering op het stuk van de werkennemerspensioenen twee richtingen uitgaan. Enerzijds moeten de bestaande prestaties worden verhoogd, anderzijds moet worden nagegaan in hoever de wetgeving zou kunnen verbeterd worden.

Het eerste luik van deze opdracht is thans reeds verwezenlijkt.

De wet van 24 juni 1969 verhoogt de werkennemerspensioenen op 1 juli 1969, op 1 juli 1970 en op 1 juli 1971 niet met 3 %, zoals de Regeringsverklaring het voorschreef, maar wel met 4 %.

Het koninklijk besluit van 28 maart 1969 verdubbelde het vakantiegeld.

Terloops weze hier bovendien nog verwezen naar de bijzondere inspanning van het Rijk ten voordele van de houders van een statuut van nationale erkentelijkheid die tevens oorlogsinvaliden zijn: hun wordt anticipatief het pensioen verleend zonder vermindering wegens vervroeging (koninklijk besluit van 27 juni 1969).

Het spreekt vanzelf dat die verbeteringen maatregelen op het stuk van de financiering noodzakelijk maakten. Ten einde het relatief aandeel van het Rijk enerzijds, en van de sociale partners anderzijds in de financiering van de pensioenregeling op een constant peil te houden werd de tegemoetkoming ten laste van het Rijk met ingang van 1 januari 1970 verhoogd met 6 % per jaar in plaats van met 4 % zoals in het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 was bepaald, en werden ook de werkennemers- en werkgeversbijdragen verhoogd.

Aldus moet, overeenkomstig het bij de wet van 24 juni 1969 gewijzigd artikel 37 van het koninklijk besluit n° 50, de Rijkstoelage voor 1970 aan de Rijksdienst voor Werkennemerspensioenen 7 027,8 miljoen bedragen tegen 6 500 miljoen in 1969, t.t.z. een vermeerdering met 8,1 %.

Dit bedrag werd wel degelijk in aanmerking genomen voor de begroting. Evenwel, om rekening te houden met de financiële gevolgen van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de private sector, dienen terugbetalingen aan het Rijk te gebeuren. Het desbetreffende bedrag zal aangerekend worden door inkrimping van de dotatie in dezelfde mate. Het krediet op artikel 42.01 wordt aldus op 6 427,8 miljoen vastgesteld.

Op grond van deze wet en van de thans in voorbereiding zijnde uitvoeringsmaatregelen zal kunnen vastgesteld worden dat de Rijksdienst voor Werkennemerspensioenen aan de Schatkist de opbrengst moet terugstorten van de wiskundige reserves, samengesteld door de sociale bijdragen vóór de nieuwe wetgeving geïnd betreffende het gedeelte van de beroepsloopbaan dat aanneembaar erkend wordt voor de pensioenregeling van de overheidssektor. Omgekeerd heeft de Rijksdienst voor Werkennemerspensioenen een schuldbordering op het Rijk uit hoofde van de vergoeding door de overheid van de niet geïnde bijdragen op het gedeelte van de loopbaan dat in de pensioenregeling van de private sektor gevaloriseerd wordt.

Suivant les données dont on dispose à l'heure actuelle, le résultat des opérations précitées est estimé approximativement à 600 millions; par compensation, cette somme est due à l'Etat par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés. Ce montant est en tant que première compensation, décompté de la subvention de l'Etat à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés pour 1970. C'est ainsi qu'au budget des Pensions pour 1970, il est inscrit un crédit de 6 427,8 millions. Cette opération n'a aucune incidence défavorable sur le financement régulier des prestations sociales dans le secteur des pensions des salariés.

En ce qui concerne le deuxième volet de la mission qu'il s'est assignée, le Gouvernement déposera sous peu au Parlement les projets de loi corrélatifs.

#### b) *Pensions des indépendants.*

La subvention de l'Etat en faveur des pensions des travailleurs indépendants atteint cette année 2 950,2 millions de francs.

Ces pensions ont été majorées de 4 % au 1<sup>er</sup> juillet 1969, et elles seront également majorées en 1970. En outre, le Gouvernement a l'intention de déposer en mains du Parlement un projet de loi organisant une réforme profonde et une amélioration progressive de la sécurité sociale des indépendants.

Un projet est soumis aux délibérations du Gouvernement qui n'a pas encore pris une position définitive sur le financement et les modalités.

Cependant, pour marquer dès à présent, de façon tangible, sa volonté d'aboutir, le Gouvernement a prévu, indépendamment des augmentations découlant des mesures législatives récentes, une augmentation de 200 millions de l'intervention de l'Etat en faveur de la sécurité sociale des indépendants.

#### c) *Revenu garanti et régime de pensions pour assurés libres.*

En dehors des personnes assujetties au régime des pensions pour travailleurs salariés, au régime pour travailleurs indépendants, au régime du secteur public et au régime de la sécurité sociale d'outre-mer, se trouvent des compatriotes qui ont gardé la faculté de s'assurer, à leur initiative, un revenu pour leurs vieux jours. Ce groupe est assez hétérogène et les prestations qui existaient jusqu'à présent en sa faveur étaient trop marquées par l'effort personnel de prévoyance, sans tenir compte des possibilités dont il disposait pour augmenter cet effort. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat, sous la forme d'un complément de rente, ne paraissait pas toujours être répartie de façon équitable.

C'est pourquoi, une nouvelle notion, celle du revenu garanti pour personnes âgées, sans obligation de cotisation, a été introduite par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969.

La déclaration gouvernementale prévoit — en ce qui concerne le taux maximum du revenu garanti — une augmentation d'au moins 10 % par an à partir de 1970, afin d'atteindre en 1975 un revenu garanti minimum de 48 000 francs pour un ménage et de 32 000 francs pour une personne isolée.

#### d) *Pensions des victimes de la guerre.*

L'effort entrepris depuis 1966 en faveur des victimes de la guerre fut continué en 1968 et 1969. Les lois du 24 décembre 1968 et du 27 mai 1969 ont concrétisé les nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir patriotique et des victimes civiles de la guerre, programmés pour la période 1967-1968 sur la base d'une augmentation des crédits de 100 millions en 1967 et en 1968.

Bij benadering wordt, volgens de thans beschikbare gegevens, het resultaat van vorenbedoelde verrichtingen geraamd op 600 miljoen, bedrag dat door de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen bij compensatie aan het Rijk verschuldigd is. Dit bedrag wordt, als eerste verrekening, in mindering gebracht van de Rijkstoelage aan de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen voor 1970. Aldus wordt in de begroting van Pensioenen voor 1970, een krediet ingeschreven van 6 427,8 miljoen. Deze bewerking heeft geen enkel nadelig gevolg op de regelmatige financiering van de sociale prestaties in de sektor van de werknemerspensioenen.

Wat betreft het tweede luik van de opdracht die de Regering zich gesteld heeft, zal de Regering eerlang bij het Parlement wetsontwerpen neerleggen.

#### b) *Pensioenen der zelfstandigen.*

De Rijkstoelage ten voordele van de pensioenen der zelfstandigen arbeiders bereikt dit jaar 2 950,2 miljoen frank.

Deze pensioenen werden, per 1 juli 1969, met 4 % verhoogd en zullen ook verhoogd worden in 1970. De Regering heeft daarenboven het inzicht bij het Parlement een voorstel van wet in te dienen waardoor een grondige hervorming en een geleidelijke verbetering van de sociale zekerheid der zelfstandigen wordt nastreefd.

Een voorstel is bij de Regering ingeleid waar een definitieve beslissing inzake de financiering en de modaliteiten nog moet genomen worden.

Om evenwel, reeds nu, op tastbare wijze haar wil om te slagen aan te tonen, heeft de Regering, onafgezien van de verhogingen die voortvloeien uit de recente wetgevende maatregelen, een vermeerdering van de overheidstussenkomst van 200 miljoen voorzien ten gunste van de sociale zekerheid der zelfstandigen.

#### c) *Gewaarborgd inkomen en pensioenregeling voor vrijwillig verzekерden.*

Buiten de personen die verplicht onderworpen zijn aan de pensioenregeling voor werknemers, aan deze voor zelfstandigen, aan deze van de openbare sector, en aan deze van de overzeese sociale zekerheid, zijn er de landgenoten voor wie het aan het eigen initiatief werd overgelaten om zich een inkomen voor de «oude dag» te verzekeren. Deze groep is zeer heterogeen en de voorzieningen die voor hen tot dusver bestonden legden al te zeer de nadruk op een persoonlijke inspanning van vooruitziendheid, zonder rekening te houden met de mogelijkheden waarover zij beschikten om die inspanning op te brengen. De Rijkstussenkomst onder de vorm van rentebijslag bleek niet steeds op billijke wijze te worden verdeeld.

Een nieuwe notie, deze van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, zonder bijdragevereiste, werd daarom ingevoerd bij de wet van 1 april 1969.

De Regeringsverklaring voorziet — wat het maximumbedrag van het gewaarborgd inkomen betreft — in een verhoging met minstens 10 % per jaar met ingang van 1970, om in 1975 een gewaarborgd inkomen van 48 000 frank voor een gezin en 32 000 frank voor een alleenstaande te bereiken.

#### d) *Pensioenen voor oorlogsslachtoffers.*

De sedert 1966 ten gunste van de oorlogsslachtoffers ondernomen inspanning werd in 1968 en 1969 voortgezet. De wetten van 24 december 1968 en 27 mei 1969 concretiseerden de ten voordele van de slachtoffers van de vaderlandse plicht respectievelijk de burgerlijke oorlogsslachtoffers voor de periode 1967-1968 geplande nieuwe voor delen op grond van een kredietaangroei van 100 miljoen voor 1967 en 1968.

En 1969, une tranche de crédit de 120 millions fut inscrite au budget.

Après consultation des associations les plus représentatives des victimes du devoir patriotique et des victimes civiles de la guerre, le Gouvernement prit, en février 1969, la décision de régler d'urgence, dans les limites de la tranche de crédit submentionnée de 120 millions, certaines questions prioritaires et d'élaborer à partir de 1970, en accord avec les associations citées, une programmation qui conduise à une solution valable au problème des victimes de la guerre.

En ce qui concerne le partage des crédits de 1969, plusieurs décisions ont fait l'objet de lois ou arrêtés. Peuvent être cités en cette matière :

- la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1969 : 1<sup>o</sup> augmentant le montant des pensions de guerre; 2<sup>o</sup> instaurant un système de liaison des rentes de guerre à l'indice des prix à la consommation; 3<sup>o</sup> modifiant certaines dispositions des lois coordonnées du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation;
- l'arrêté royal du 16 mai 1969 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1965 portant l'octroi d'un supplément de traitement à certains membres du personnel rémunéré par l'Etat dont l'entrée en service fut notamment retardée par la guerre 1940-1945;
- les arrêtés royaux du 26 et du 27 juin 1969 fixant les conditions pour qu'un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite en faveur des travailleurs salariés et indépendants.

Le moment d'exécution approche aussi pour d'autres décisions.

En effet, des projets de loi sont déposés notamment en vue d'augmenter les pensions des victimes civiles et de leurs ayants droit et en vue d'instaurer une rente de guerre en faveur des déportés des guerres 1914-1918 et 1940-1945 ainsi qu'en faveur des réfractaires de la guerre 1940-1945.

Pour 1970, une nouvelle provision d'un montant de 150 millions est prévu en faveur des victimes de la guerre.

Il s'agit là d'un premier pas qui doit conduire à une programmation portant sur un nombre limité d'années afin de résoudre les problèmes pendans.

#### e) Pensions civiles et militaires.

La loi du 5 août 1968 établit une certaine relation entre les régimes de pensions des secteurs publics et privés. Elle légalise la prise en considération des services temporaires suivis d'une nomination définitive, pour le calcul de la pension des agents des services publics. D'autre part, elle ouvre droit à pension dans le régime de sécurité sociale aux agents des services publics démissionnés ou révoqués, au prorata des années passées à l'Administration.

La loi du 26 mars 1969 accorde droit à pension aux membres du personnel directeur et enseignant ainsi qu'aux surveillants éducateurs des établissements libres d'enseignement technique qui exercent leur fonction à titre non principal dans les établissements qui dispensent un enseignement à horaire réduit, reconnus et subventionnés par l'Etat. Les veuves et orphelins de ces agents ont droit à une pension de survie à charge du Trésor public aux mêmes conditions qu'ceux des membres du personnel en fonction dans les établissements correspondants de l'Etat.

Voor het jaar 1969 was een kredietsschijf van 120 miljoen in de begroting uitgetrokken.

Na overleg met de meest representatieve verenigingen van de slachtoffers van de vaderlandse plicht en de burgerlijke oorlogsslachtoffers, trof de Regering in februari 1969 de beslissing, dringend enkele prioritaire kwesties te regelen in het raam van voornoemde kredietsschijf van 120 miljoen en, met ingang van 1970, steeds in samenspraak met de verenigingen waarvan hiervoor sprake, een programmatie uit te stippen die tot een geldige beslechting van het probleem van de oorlogsslachtoffers moet leiden.

Op het stuk van de verdeling van de kredieten van 1969 werden reeds meerdere beslissingen in een wettelijke of reglementaire vorm gegoten. Desbetreffend kan o.m. worden verwezen naar :

- de wet van 1 juli 1969 : 1<sup>o</sup> tot verhoging van het bedrag van de oorlogspensioenen; 2<sup>o</sup> tot instelling van een stelsel van koppeling van de oorlogsrenten aan het indexcijfer der consumptieprijsen; 3<sup>o</sup> tot wijziging van sommige bepalingen van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen;
- het koninklijk besluit van 16 mei 1969 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende toeënkennung van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd;
- de koninklijke besluiten van 26 en 27 juni 1969 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder een statuut van nationale erkentelijkheid recht geeft op een vervroegd niet-verminderd rustpension als werknemer of zelfstandige.

Ook de andere beslissingen naderen stilaan het tijdstip van uitvoering.

Inderdaad, wetontwerpen werden o.m. ingediend met het oog op de verhoging van de pensioenen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers en hun rechthebbenden en het instellen van een oorlogsrente ten voordele van de weggevoerden van de oorlog 1914-1918 en 1940-1945 evenals de werkvegeeraars van de oorlog 1940-1945.

Voor 1970 wordt een nieuwe provisie, ten belope van 150 miljoen, voorzien ten voordele van de oorlogsslachtoffers.

Dit is een eerste stap die moet leiden naar een over een beperkt aantal jaren gespreide programmatie ten einde de hangende problemen op te lossen.

#### e) Burgerlijke en militaire pensioenen.

De wet van 5 augustus 1968 legt een zeker verband tussen de pensioenregelingen van de publieke en private sector. Zij bekrachtigt de inaanmerkingneming van de tijdelijke diensten, gevolgd door definitieve benoeming, bij de berekening van het pensioen der ambtenaren. Anderzijds opent zij pensioenrechten in de sociale zekerheid, ten behoeve van de ambtenaren die ontslag nemen of afgezet worden, in verhouding tot het aantal jaren doorgebracht in de Administratie.

De wet van 26 maart 1969 kent pensioenrechten toe aan het directie- en onderwijzend personeel, evenals aan het opvoedend toezichtspersoneel der vrije inrichtingen voor technisch onderwijs, die hun functie niet als hoofdbedrijvigheid uitoefenen in de door de Staat erkende en gesubventioneerde inrichtingen met beperkt leerplan. De weduwen en wezen van deze werknemers bekomen het recht op overlevingspensioen ten laste van de Schatkist onder dezelfde voorwaarden als deze van de personeelsleden in functie in de gelijkaardige inrichtingen van de Staat.

L'arrêté royal du 23 juin 1969 double le pécule de vacances des retraités des services publics bénéficiaires de cette disposition en matière de ce pécule au même titre que les retraités des régimes de sécurité sociale.

La loi du 9 juillet 1969 a légalisé les dispositions de l'arrêté royal du 21 février 1968 qui tend à réaliser l'uniformité des montants des pensions quelle que soit la date à laquelle ils ont pris cours.

En outre, elle rétablit le principe de la péréquation automatique des pensions simultanément à l'augmentation des maxima barémiques applicables au personnel en activité, avec application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Elle s'applique d'une manière conséquente lors des augmentations barémiques prévues au protocole de programmation sociale 1970-1971. Elle prévoit également pour les fonctionnaires la bonification, pour diplômes d'études supérieures de trois années minimum, dans le calcul des pensions de retraite. Les pensions en cours seront revues compte tenu de cette bonification.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970, les pensions de survie dont le montant est inférieur à 65 000 francs à 100 % seront revues sur un mode préférentiel, consistant à accorder une pension de 40 % pour les trente premières années de cotisation au moins, augmentée par année au-delà de la trentième, au lieu de 30 % pour les vingt premières années. De ce fait, certaines pensions de survie modestes pourront être majorées jusqu'à 33 % de leur valeur actuelle.

La loi du 11 juillet 1969 aligne le taux applicable pour le calcul de la pension des instituteurs des écoles primaires autonomes de l'Etat sur celui de leurs collègues. Cette loi assimile les stagiaires au personnel définitif en matière de pensions.

Het koninklijk besluit van 23 juni 1969 verdubbelt het vakantiegeld der gepensioneerden van de openbare diensten die, zoals de gepensioneerden van de sector sociale zekerheid, van deze bepaling betreffende deze toelage genieten.

De wet van 9 juli 1969 wettigde de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 februari 1968 dat de gelijkschaking der pensioenen, ongeacht de datum waarop zij ingingen, betrachtte.

Anderzijds herstelt zij het principe van automatische aanpassing der pensioenen gelijktijdig met de verhogingen der maximabarema's die voor het actief personeel gelden, dit met ingang vanaf 1 januari 1970. Zij zal stelselmatig toegepast worden ter gelegenheid van de baremaverhogingen die in het protocol over de sociale programmatie 1970-1971 zijn vastgesteld. Zij voorziet tevens de inaanmerkingneming bij de berekening van de pensioenen, van de diploma's van hoger onderwijs met minimumduur van drie jaar. Deze bonificatie zal in de lopende pensioenen ingepast worden.

Met ingang van 1 januari 1970 zullen de overlevingspensioenen, die lager liggen dan 65 000 frank tegen 100 %, een voorkeuraanpassing ondergaan; deze bestaat uit de toekenning van een pensioen van 40 % voor de eerste dertig of minder bijdragejaren, verhoogd per jaar boven de dertig, in de plaats van 30 % voor de eerste twintig jaren. Hierdoor zullen sommige beperkte overlevingspensioenen kunnen verhoogd worden met een bedrag dat 33 % van hun huidige waarde kan bereiken.

De wet van 11 juli 1969 stemt de reken sleutel, die aangewend wordt voor de berekening der pensioenen van de onderwijzers van de autonome lagere Staatsscholen af op deze van hun collega's. Deze wet assimileert de stagedoende leerkrachten met het definitief personeel in pensioenzaken.

### 3. Politique familiale.

#### a) *Allocations familiales.*

La réalisation la plus importante en matière d'allocations familiales a été incontestablement la majoration desdites prestations à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1969.

L'arrêté royal du 28 mai 1969 prévoit les taux suivants en ce qui concerne le régime pour travailleurs salariés :

- allocations familiales pour :
  - le deuxième enfant : 1 020 francs,
  - le troisième enfant et chacun des suivants : 1 428 francs;
- allocations majorées pour orphelins : 1 789 francs;
- allocations majorées pour enfants de travailleurs invalides :
  - premier et deuxième enfant : 1 071 francs,
  - troisième enfant et suivants : 1 428 francs;
- suppléments d'âge accordés à partir de l'âge de 14 ans : F 377,75;
- allocations supplémentaires pour enfants handicapés : 1 173 francs.

L'arrêté royal du 28 mai 1969 majore, en régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants, les taux trimestriels des allocations familiales pour le deuxième, le troisième et chacun des enfants suivants :

par trois mois :

- deuxième enfant : 1 146 francs;
- troisième enfant et suivants : 1 284 francs.

#### 3. Gezinsbeleid.

#### a) *Kinderbijslagen.*

De belangrijkste verwezenlijking op het stuk van kinderbijslagen was ongetwijfeld de verhoging van die prestaties met ingang van 1 juli 1969.

Bij koninklijk besluit van 28 mei 1969 werden in de regeling voor werknemers de hiernavermelde bedragen als volgt vastgesteld :

- de kinderbijslag voor :
  - het tweede kind : 1 020 frank,
  - het derde en ieder der volgende kinderen : 1 428 frank;
- de verhoogde wezenbijslagen : 1 789 frank;
- de verhoogde kinderbijslagen voor kinderen van invalide werknemers :
  - eerste en tweede kind : 1 071 frank,
  - derde kind en volgende kinderen : 1 428 frank;
- de leeftijdsbijslagen die vanaf de leeftijd van 14 jaar toegekend worden : F 377,75;
- de bijkomende bijslagen voor minder valide kinderen : 1 173 frank.

Het koninklijk besluit van 28 mei 1969 verhoogt in de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen de driemaandelijkse bedragen van de kinderbijslag voor het tweede, derde en ieder der volgende kinderen als volgt :

per drie maand :

- tweede kind : 1 146 frank;
- derde kind en volgende : 1 284 frank.

Il n'est pas superflu de signaler que l'augmentation des allocations majorées pour orphelins, en régime pour travailleurs salariés, les allocations majorées pour enfants de travailleurs invalides et les allocations supplémentaires pour enfants handicapés ont également une incidence sur le régime des travailleurs indépendants. Dans ce dernier régime, les mêmes taux sont attribués à ces catégories d'enfants.

En outre, dans la branche des allocations familiales, une série d'autres améliorations ont été apportées à la législation et à la réglementation et de nouveaux avantages ont été accordés sur base des dispositions de la loi du 4 juillet 1969 portant modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'on peut se borner à souligner dans cette série, les réalisations suivantes :

- octroi d'allocations familiales aux enfants jusqu'à l'âge de 16 ans;
- octroi d'allocations familiales à l'enfant atteint d'une incapacité de travail de 66 % au moins et non encore bénéficiaire d'allocations familiales en vertu d'un régime d'allocations familiales ou en vertu de la législation relative aux estropiés et mutilés;
- octroi d'allocations familiales durant tout le mois au cours duquel l'enfant devient bénéficiaire ou cesse de l'être.

En ce qui concerne le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés, l'incidence financière annuelle des mesures précitées est évaluée à ±900 millions. A la suite de la prise en charge de ces nouvelles dépenses considérables, le budget de 1970, pour la compensation nationale, se clôture par un mali de 614 millions, de sorte qu'en application de l'article 110 des lois coordonnées en matière d'allocations familiales, la subvention de 600 millions à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, en vue d'assurer l'équilibre entre les recettes et les dépenses, se trouve pleinement justifiée.

Hormis cette subvention forfaitaire, l'Etat intervient pour un montant de 179,4 millions dans le paiement de l'allocation de naissance. De plus, l'Etat supporte la charge totale (53,5 millions) des allocations familiales en faveur des enfants à charge de certains handicapés et d'étudiants et en faveur des enfants atteints d'une incapacité de travail de 66 % au moins, qui jusqu'à présent ne bénéficiaient ni des allocations familiales, ni d'allocations d'estropiés et mutilés.

La subvention de l'Etat en faveur du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants est maintenue pour 1970 au même niveau que celui de 1969, c'est-à-dire à 900 millions. L'on peut s'attendre à ce qu'en matière de perception des cotisations sur base du statut des indépendants instauré par l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967, la situation sera normalisée.

#### b) Famille.

Conformément à ses intentions, le Gouvernement a poursuivi ses efforts de promotion des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, tant des services privés que de ceux organisés par les pouvoirs publics.

Des modifications importantes dans ce sens ont été réalisées. L'octroi de subsides aux services publics d'aide aux familles fut réalisé, comme ce fut déjà le cas des services privés, par l'arrêté royal du 26 novembre 1968; cet arrêté a, de même, élargi le champ d'application des aides familiales,

Het is niet overbodig te vermelden dat de verhoging in de regeling voor werknemers van de verhoogde wezenbijslagen, de verhoogde kinderbijslagen voor kinderen van invalide werknemers en de bijkomende bijslagen voor minder-valide kinderen eveneens hun weerslag hebben op de regeling voor zelfstandigen. In die laatste regeling worden voor die categorieën kinderen immers dezelfde bedragen uitgekeerd.

Bovendien werden in de tak kinderbijslagen een reeks andere verbeteringen aan de wetgeving en reglementering aangebracht en nieuwe voordelen toegekend op grond van de bepalingen van de wet van 4 juli 1969 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Het moge volstaan uit bedoelde reeks volgende verwezenlijkingen aan te stippen :

- toekenning van kinderbijslag aan kinderen tot de leeftijd van 16 jaar;
- toekenning van kinderbijslag aan het kind dat ten minste 66 % arbeidsongeschikt is en dat nog niet rechtgevend op kinderbijslag is krachtens een kinderbijslagregeling of krachtens de wetgeving betreffende de gebrekken en vermindert;
- toekenning van kinderbijslag over de ganse maand tijdens welke het kind rechtgevend wordt of ophoudt rechtgevend te zijn.

Wat het kinderbijslagstelsel voor loontrekenden betreft, wordt de jaarlijkse financiële incidentie van vorenbedoelde maatregelen geraamd op ±900 miljoen. Ingevolge het ten laste nemen van die belangrijke nieuwe uitgaven sluit de begroting van 1970 voor de nationale compensatie met een mali van 614 miljoen, zodat bij toepassing van de bepalingen van artikel 110 van de gecoördineerde wetten inzake kinderbijslag, de toelage van 600 miljoen aan de Rijksdienst voor werknemers ten volle verantwoord is om het evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven te verzekeren.

Behoudens bedoelde forfaitaire toelage komt het Rijk ten bedrage van 179,4 miljoen tussen in de uitbetaling van het kraamgeld. Bovendien draagt het Rijk de globale last (53,5 miljoen) van de kinderbijslagen aan kinderen ten laste van sommige minder-validen en van studenten en voor kinderen met minstens 66 % arbeidsongeschiktheid, die tot nogtoe noch kinderbijslag noch tegemoetkoming van gebrekken en vermindert genoten.

De Rijkstoelage aan het stelsel van kinderbijslag voor zelfstandigen wordt voor 1970 op hetzelfde peil als dat van 1969, t.w. 900 miljoen, gehandhaafd. Verwacht wordt dat de toestand inzake inning van de bijdragen op grond van het bij koninklijk besluit n° 38 van 27 juli 1967 ingevoerde statuut van de zelfstandigen genormaliseerd zal zijn.

#### b) Gezin.

Haar voornemens getrouw heeft de Regering haar inspanningen voortgezet ter bevordering van de private, zowel als van de door de overheid ingerichte diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Ingrijpende wijzigingen in die zin worden doorgevoerd. De subsidiëring van de openbare diensten voor gezinshulp werd, zoals dit voor de private instellingen reeds het geval was, ingesteld bij koninklijk besluit van 26 november 1968, koninklijk besluit dat tevens het werkterrein der gezins-

notamment en faveur des pères de famille qui sont seuls, des mères travailleuses ayant des enfants malades, des ménages ayant des handicapés à charge et des handicapés vivant seuls.

D'autre part, les dispositions en matière d'aide aux personnes âgées furent mises en concordance avec celles en matière d'aide aux familles par l'arrêté royal du 10 février 1969 qui étend aussi l'aide que peuvent fournir les aides seniors aux personnes handicapées.

Enfin, une attention particulière fut consacrée à l'amélioration des moyens mis à la disposition de l'aide aux familles et aux personnes âgées par l'amélioration, par l'arrêté royal du 12 février 1969, des bases de calcul des subventions et par l'indexation de ces dernières ainsi que par l'augmentation des subventions aux services de perfectionnement des aides.

Ces mesures, ainsi que d'autres activités telles les recherches assignées au Centre d'Etudes de la Population et de la Famille, l'encouragement aux bureaux de consultations conjugales et éducatives, la promotion et la coordination du travail social en faveur de la famille et des personnes âgées, trouvent une répercussion tangible dans les crédits budgétaires y consacrés.

En 1970, les moyens mis en œuvre atteignent ainsi 344,3 millions en ce qui concerne les subsides aux organismes familiaux et aux centres de formation.

#### 4. Handicapés, estropiés et mutilés.

L'effort financier de l'Etat en faveur des handicapés ne se manifeste pas seulement par la majoration des crédits concernant la législation spécifique applicable à ces personnes.

D'autres lois et arrêtés relatifs notamment aux allocations familiales et à l'assurance maladie accordent également certains avantages aux handicapés. Les crédits destinés au financement de ces mesures sont donc répartis sur divers articles du budget, ayant trait à chaque secteur spécifique auquel s'applique la subvention adéquate de l'Etat.

Quant au secteur des handicapés proprement dit, la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés fait suite à l'application d'une majoration sensible de l'allocation aux estropiés et mutilés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969, et constitue une importante réalisation. Cette loi illustre le souci du Gouvernement et du Parlement de garantir une sécurité d'existence aux handicapés graves, qu'il s'agisse de handicapés physiques ou mentaux.

Pour 1969, les dépenses relatives à l'octroi de l'allocation spéciale de 18 000 francs sur base de la loi précitée, sont imputées à charge du crédit ad hoc de 200 millions, inscrit au budget des services du Premier Ministre. Toutefois, pour l'année budgétaire 1970, un montant de 200 millions de francs est ajouté au crédit prévu au budget de la Prévoyance sociale, en vue d'assurer le paiement des allocations aux estropiés et mutilés telles qu'elles résultent de la législation relative à cette catégorie de bénéficiaires.

Le crédit global dont question ci-dessus s'élève, pour 1970, à 1 864,2 millions, soit une augmentation de 18,5 % par rapport au budget de 1969.

helpsters uitbreidt, o.m. ten voordele van alleenstaande vaders, werkende moeders met zieke kinderen, gezinnen met minder valide personen ten laste en alleenstaande minder-validen.

Overigens werden de verordeningen inzake bejaardenhulp in overeenstemming gebracht met deze inzake gezinshulp en werd de hulp der bejaardenhelpsters uitgebreid tot gehandicapte personen, bij koninklijk besluit van 10 februari 1969.

Ten slotte werd ook een bijzondere aandacht geschonken aan de verbetering der werkingsmogelijkheden der gezins- en bejaardenhelpsters door optrekking, bij koninklijk besluit van 12 februari 1969, van de berekeningsbasis der subsidies en de indexering ervan, evenals door verhoogde subsidiering der diensten die voortzettingscursussen voor de helpsters organiseren.

Deze maatregelen, evenals andere activiteiten zoals de opzoeken opgedragen aan het Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën, de aanmoediging van de centra voor huwelijks- en opvoedingsraadplegingen, de bevordering en coördinatie van het maatschappelijk werk ten voordele van het gezin en de bejaarden, vinden een tastbare weerslag in de begrotingskredieten die ervoor zijn bestemd.

In 1970 nemen de middelen die aldus zullen ingezet worden toe tot 344,3 miljoen wat de toelagen aan de organismen voor gezinshulp en aan de opleidingscentra betreft.

#### 4. Minder-validen, gebrekkigen en vermindert.

De financiële inspanning van het Rijk ten behoeve van de minder-validen komt niet alleen tot uiting in de kredietverhogingen m.b.t. de specifieke wetgeving eigen aan die personen.

Ook krachtens andere wetten en besluiten o.m. inzake kinderbijslagen en ziekteverzekering worden bepaalde noden gelenigd. De kredieten tot financiering van de desbetreffende maatregelen zijn dan ook verspreid over de diverse begrotingsartikelen, waarbij de Rijksbijdrage in die sectoren wordt ingeschreven.

Wat de eigenlijke sector van de minder-validen betreft, werd, na de gevoelige verhoging van de tegemoetkoming aan gebrekkigen en vermindert met ingang van 1 januari 1969, een belangrijke verwezenlijking tot stand gebracht met de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan minder-validen. In die wet komt de bezorgdheid van Regering en Parlement tot uiting om aan de zwaar gehandicapten, ongeacht of het om lichamelijk of mentaal gehandicapten gaat, een bestaanszekerheid te waarborgen.

Voor 1969 werden de uitgaven i.v.m. de toekennung van de bijzondere tegemoetkoming van 18 000 frank op grond van vorenvermelde wet aangerekend op het speciaal krediet van 200 miljoen, uitgetrokken op de begroting van de diensten van de Eerste-Minister. Voor het begrotingsjaar 1970 wordt evenwel een bedrag van 200 miljoen frank toegevoegd aan het globaal krediet uitgetrokken op de begroting van Sociale Voorzorg om de betaling te verzekeren van de tegemoetkomingen aan gebrekkigen en vermindert zoals deze voortvloeien uit de wetgeving betreffende die categorie rechthebbenden.

Reeds bedoeld globaal krediet bedraagt voor 1970 1 864,2 miljoen en vertegenwoordigt t.o.v. de begroting 1969 een verhoging met 18,5 %.

Il convient, enfin, de signaler qu'une provision réservée aux ayants droit handicapés, qui n'ont pu être actuellement répertoriés, est inscrite au budget des services du Premier Ministre.

## 5. Assurance maladie-invalidité.

### a) Assurance maladie-invalidité pour travailleurs salariés.

Sur base d'un budget du régime de l'A.M.I. pour 1970, qui n'a pas encore été définitivement établi par les organes de gestion, le budget de l'Etat comporte pour le même exercice budgétaire une estimation provisoire de la subvention à l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

Le projet du budget pour l'A.M.I., tel qu'il se présente actuellement, se clôture pour la branche « soins de santé » par un déficit important, à savoir 8,2 % des prévisions de dépenses. Les estimations afférentes à la branche « indemnités » accusent également un mal, moins sensible toutefois, puisqu'il s'élève à 2,4 % des dépenses. La subvention de l'Etat calculée sur la base des prévisions initiales de l'I.N.A.M.I., s'élève à 16,5 milliards, subdivisée comme suit :

Soins de santé : 10,6 milliards ou 14,2 % en plus que pour 1969;

Indemnités : 5,9 milliards ou 5,7 % en plus que pour 1969.

Il est indéniable que le financement des dépenses de l'assurance maladie-invalidité pose un sérieux problème, tant pour l'Etat que pour le régime lui-même.

Un grand nombre de motifs peuvent être invoqués à bon droit pour justifier l'accroissement constant des frais afférents aux soins médicaux. Les facteurs démographiques et médico-techniques et plus encore l'amélioration continue du niveau de vie, affectent dans une telle mesure la consommation des soins médicaux, que l'augmentation des frais de santé dépasse de loin l'évolution du P.N.B. Cette situation n'est pas propre à la Belgique; elle pose néanmoins des problèmes. Le Gouvernement envisage de prendre, en collaboration avec les organes de gestion de l'I.N.A.M.I., les mesures susceptibles de réaliser l'équilibre financier, sans affecter toutefois les intérêts légitimes des malades.

Mais les dépenses de l'A.M.I. ne sont pas influencées par les seuls facteurs externes. En effet, de nouveaux avantages accordés en exécution de la déclaration gouvernementale ont provoqué une augmentation de certains frais de soins de santé. La réalisation la plus importante a fait l'objet de la loi du 27 juin 1969. En effet, l'assurance obligatoire en matière de soins de santé a été étendue, en vertu de divers arrêtés royaux du 28 juin 1969, à l'ensemble de la population à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1969. Les mesures d'extension se rapportent aux domestiques, aux étudiants, aux membres du clergé et des communautés religieuses et aux groupes de population non encore protégés. La même loi cependant comporte aussi des possibilités d'économie, notamment, par l'introduction d'une rationalisation du contrôle de l'incapacité de travail, de la fixation des frais d'administration des organismes assureurs et de la constitution de la marge de sécurité.

Les mesures dont il s'agit entreront en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Les arrêtés d'exécution nécessaires sont élaborés pour l'instant, en collaboration avec les organes de gestion compétents.

En conséquence, on est en droit d'affirmer que la loi précitée du 27 juin 1969, bien qu'elle ait permis l'octroi de nouveaux avantages importants, reste cependant sans effet à l'égard des dépenses globales de l'A.M.I.

Ten slotte moet nog vermeld worden dat een provisie voor de thans nog niet gerepertorieerde rechthebbende mindervaliden ingeschreven is op de begroting van de diensten van de Eerste-Minister.

## 5. Ziekte- en invaliditeitsverzekering.

### a) Ziekte- en invaliditeitsverzekering voor werknemers.

Op grond van een door de beheersorganen nog niet definitief vastgestelde begroting van de Z.I.V.-regeling voor 1970, behelst de Rijksbegroting voor hetzelfde begrotingsjaar een uiteraard voorlopige raming van de toelage aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Het thans voorliggende begrotingsontwerp van de Z.I.V. sluit voor de tak « gezondheidszorgen » met een aanzienlijk tekort, dat nl. 8,2 % van de uitgavenvooruitzichten vertegenwoordigt. De ramingen voor de tak « uitkeringen » vertonen eveneens een mal, dat evenwel heel wat lager ligt; het bereikt 2,4 % van de uitgaven. De Rijkstoelage op de aankondiging vooruitzichten van het R.I.Z.I.V. berekend, beloopt 16,5 miljard als volgt onderverdeeld :

Gezondheidszorgen : 10,6 miljard of 14,2 % meer dan voor 1969;

Uitkeringen : 5,9 miljard of 5,7 % meer dan voor 1969.

Het valt niet te loochenen dat de financiering van de uitgaven voor ziekte- en invaliditeitsverzekering zowel voor het Rijk als voor de regeling zelf een ernstig probleem doet rijzen.

Terecht kunnen heel wat redenen ingeroepen worden om de gestadige aangroei van de kosten voor medische verzorging te verantwoorden. Demografische en medisch-technische factoren en niet in het minst de voortdurende verbetering van de levensstandaard beïnvloeden dermate het verzorgingsverbruik dat de stijging van de kosten voor de gezondheid de evolutie van het B.N.P. ver overtreft. Deze toestand geldt niet alleen voor België, doch stelt niettemin problemen. De Regering neemt zich voor, in samenwerking met de beheersorganen van het R.I.Z.I.V., gepaste maatregelen te treffen om het financieel evenwicht te realiseren, zonder evenwel te raken aan de rechtmatige belangen van de zieken.

De Z.I.V.-uitgaven worden niet alleen door externe factoren beïnvloed. Nieuwe voordelen toegekend ter uitvoering van de Regeringsverklaring brachten een verhoging van bepaalde verzorgingskosten teweeg. De belangrijkste verwezenlijking werd tot stand gebracht krachtens de wet van 27 juni 1969. De verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging werd inderdaad bij diverse koninklijke besluiten van 28 juni 1969 met ingang van 1 juli 1969 uitgebreid tot gans de bevolking. De uitbreidingsmaatregelen hebben betrekking op de dienstboden, de studenten, de priesters en religieuzen en op de overblijvende nog niet beschermde bevolkingsgroepen. Dezelfde wet houdt echter eveneens besparingsmogelijkheden in nl. door de invoering van een rationalisering van de controle op de arbeidsongeschiktheid, inzake de vaststelling van de administratiekosten van de verzekeringinstellingen en de samenstelling van de veiligheidsmarge.

De desbetreffende maatregelen zullen op 1 januari 1970 van kracht worden. De nodige uitvoeringsbesluiten worden thans in samenwerking met de bevoegde beheersorganen opgesteld.

Dien volgens mag vooropgesteld worden dat vermelde wet van 27 juni 1969, zo zij de toekenning van belangrijke nieuwe voordelen mogelijk heeft gemaakt, evenwel neutraal blijft t.a.v. de globale Z.I.V.-uitgaven.

b) Assurance maladie pour travailleurs indépendants.

Les motifs relevés ci-dessus concernant l'accroissement précipité des frais de soins dans le secteur des salariés sont également valables pour le régime des travailleurs indépendants. Comparé à 1969, le projet de budget provisoire pour 1970 accuse une augmentation de l'ordre de 20,9 % et se clôture par un mali de 330 millions.

La subvention de l'Etat pour 1970 sur base du projet de budget initial s'élève à 771 millions, soit 19,1 % de plus qu'en 1969. Toutefois, ce montant a été ramené à 727 millions par un procédé de technique budgétaire déjà appliquée dans le passé, afin d'éviter que l'I.N.A.M.I. soit tenu de rembourser au Trésor la part de l'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les maladies sociales, qui a été versée en trop pour 1967.

De même que pour le secteur des salariés, le budget de l'assurance maladie pour travailleurs indépendants doit être corrigé afin de rétablir, dans la mesure du possible, l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

c) Assurance mutualiste libre.

On aurait tort de croire que l'assurance libre n'a plus de raison d'être, du fait de l'extension — visée sous a ci-dessus — de l'assurance obligatoire pour soins de santé à l'ensemble de la population. C'est pourquoi il n'est plus prévu de crédit, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1970, en vue de subsidier l'assurance libre complète, cette forme d'assurance ayant cessé d'exister à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1969. Il résulte de ce qui précède que la subvention de l'Etat de l'ordre de 44 % doit être maintenue un an après la date, étant donné que la subvention de cette assurance se rapporte aux cotisations payées dans le courant de l'année précédente. Ainsi, on constate une diminution relative du crédit inscrit pour 1970, s'élevant à 1 189,2 millions. À défaut des mesures d'extension précitées, la subvention à l'assurance mutualiste libre aurait été fixée à 1 277 millions et aurait accusé une augmentation, considérée comme normale, de 5 % en comparaison de 1969. Toutefois, on peut déduire du volume de crédit sollicité pour 1970, que bon nombre d'activités continuent à être subsidiées. Tout d'abord, il s'impose de garantir aux travailleurs indépendants et aux membres des communautés religieuses, la possibilité de s'assurer entre autres contre les « petits risques » non encore prévus jusqu'à présent dans le régime d'assurance obligatoire.

Ensuite, l'Etat accorde généralement une subvention de 30 % sur le montant de la cotisation, pour un certain nombre de services dans l'assurance complémentaire, tels que le transport des malades, la convalescence après intervention chirurgicale, l'incapacité de travail primaire, l'épargne pré-nuptiale, l'assurance féminine et familiale.

En cette matière, le Gouvernement envisage de mener à l'avenir une politique de subventionnement plus sélective. De concert avec les mutualités, on procède à présent à l'examen approfondi de mesures possibles, en vue d'une adaptation de la réglementation à l'évolution rapide de la situation dans le domaine de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et de la sécurité sociale en général. Toutefois, en raison des modalités de subventionnement en vigueur, la réforme escomptée en matière d'assurance complémentaire libre n'aura d'incidence que sur le budget de 1971.

b) Ziekteverzekering voor zelfstandigen.

De redenen hiervoor aangehaald voor de snelle stijging van de verzorgingskosten in de sector van de loontrekenden gelden eveneens voor de regeling van de zelfstandigen. Tegenover 1969 vertoont het voorlopig begrotingsontwerp voor 1970 een vermeerdering van 20,9 % en sluit met een mali van 330 miljoen.

De Rijkstoelage voor 1970 op basis van de aanvankelijke ontwerp-begroting bedraagt 771 miljoen of 19,1 % meer dan in 1969. Vermeld bedrag werd evenwel teruggebracht tot 727 miljoen d.m.v. een in het verleden reeds aangewend budgettaar-technisch procédé om te vermijden dat het R.I.Z.I.V. het voor 1967 teveel gestorte gedeelte van de Rijkstussenkomst in de uitgaven voor sociale ziekten aan de Schatkist zou moeten terugbetalen.

Zoals voor de sector van de loontrekenden moet ook de begroting van de ziekteverzekering voor zelfstandigen herwerkt worden om zo mogelijk het evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven te herstellen.

c) Vrije mutualiteitsverzekering.

Het zou verkeerd zijn te menen dat de vrijwillige verzekering geen bestaansredenen meer zou hebben omdat van sub a hiervoren vermelde uitbreiding van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging tot gans de bevolking. Dientengevolge werden vanzelfsprekend, met uitwerking op 1 juli 1970, geen kredieten meer uitgetrokken tot subsidiëring van de volledig vrije verzekering omdat die vorm van verzekering op 1 juli 1969 opgehouden heeft te bestaan. Zoals blijkt, dient de Rijkstoelage van 44 % een jaar na datum behouden, gelet op het feit dat de subsidiëring van die verzekering slaat op tijdens het voorgaande jaar betaalde bijdragen. Dit is dan ook de reden van de relatieve vermindering van het voor 1970 ingeschreven krediet ten bedrage van 1 189,2 miljoen. Bij ontstentenis van vorenbedoelde uitbreidingsmaatregelen zou de toelage aan de vrije mutualiteitsverzekering op 1 277 miljoen vastgesteld geweest zijn en een als normaal te beschouwen stijging van 5 % hebben vertoond t.o.v. 1969. Uit de omvang van het aangevraagd krediet voor 1970 kan men evenwel afleiden dat nog tal van activiteiten gesubsidieerd blijven. Vooreerst moet aan de zelfstandigen en de kloostelingen de mogelijkheid gewaarborgd zich o.m. te verzekeren tegen de z.g. kleine risico's die in hun stelsel van verplichte verzekering vooralsnog niet opgenomen zijn.

Vervolgens wordt door het Rijk een toelage verleend tot beloop van doorgaans 30 % op het bedrag van de bijdrage voor een aantal diensten in de aanvullende verzekering, zoals ziekenvervoer, hersteldienst na heelkundig ingrijpen, primaire arbeidsongeschiktheid, voorhuwelijksparen, vrouwen- en gezinsverzekering.

De Regering heeft terzake het voornemen in de toekomst een meer selectieve subsidiëringssocietie te voeren. In overleg met de ziekenfondsen wordt thans een grondig onderzoek gewijd aan mogelijke maatregelen met het oog op een aanpassing van de reglementering terzake aan de sterk geëvolueerde toestand op het stuk van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en van de sociale zekerheid in het algemeen. De in uitzicht gestelde hervorming van de vrije aanvullende verzekering zal evenwel, wegens de bestaande subsidiëringssocietiteiten, slechts in de begroting van 1971 een weerklank vinden.

## 6. Maladies professionnelles.

La loi du 24 décembre 1968 portant modification de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci a modifié le financement de l'assurance contre les maladies professionnelles comme suit:

- majoration de la cotisation de solidarité jusqu'à 0,75 % du salaire des ouvriers et jusqu'à 0,65 % du salaire des autres travailleurs salariés;
- augmentation progressive de l'intervention de l'Etat dans les dépenses afférentes à la réparation de la pneumoconiose (silicose) de l'ouvrier mineur, à savoir de 50 % jusqu'à 55 % en 1968, 60 % en 1969 et 65 % en 1970 et les années suivantes;
- suppression de la cotisation de prévention.

Les mesures précitées ont permis de rétablir l'équilibre financier à partir de 1969. Toutefois, le déficit du régime afférent au passé devra être, tel qu'il résulte du plan de financement, couvert provisoirement au moyen d'emprunts.

Au point de vue social, la loi du 28 décembre 1968 a également réalisé une amélioration sensible.

En vertu de la loi de 1963, qui avait reconnu la pneumoconiose de l'ouvrier mineur comme maladie professionnelle, les ouvriers mineurs qui étaient bénéficiaires à la date du 31 décembre d'une indemnité d'invalidité (à l'exception de l'indemnité pour accidents du travail) se trouvaient exclus de l'indemnité pour maladies professionnelles (art. 70, § 1<sup>er</sup> de la loi).

La loi du 23 décembre 1968 a mis fin à cette discrimination. L'article 70, § 1<sup>er</sup> de la loi est supprimé progressivement, la priorité étant accordée aux personnes les plus gravement atteintes.

C'est ainsi qu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier, les personnes dont l'incapacité de travail s'élève à cette date à 75 % ou plus, pourront bénéficier des nouveaux avantages de la loi. En 1971 et 1972 seront indemnisées les personnes dont l'incapacité de travail s'élève respectivement à 50 % et plus et à moins de 50 %.

L'incidence financière de cette importante mesure sociale est estimée pour l'année 1970, pendant laquelle les ouvriers mineurs invalides les plus gravement atteints obtiendront une indemnité, à 832 millions dont 540,8 millions seront financés par l'Etat.

Ce dernier montant est inclus dans le crédit de 2 140 millions inscrit au budget de la Prévoyance sociale pour couvrir l'intervention de l'Etat en 1970, à raison de 65 % dans les dépenses de réparation de la pneumoconiose de l'ouvrier mineur. Par rapport à 1969, ce crédit accuse une majoration de 78,3 %. La nouvelle charge financière résultant de la suppression de l'article 70, § 1<sup>er</sup> de la loi du 24 décembre 1963 représente 25,3 % du crédit sollicité et exerce une influence sensible sur la majoration du crédit inscrit pour 1970 par rapport au crédit voté pour 1969.

## 6. Beroepsziekten.

De wet van 24 december 1968 tot wijziging van de wet dd. 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van de beroepsziekten, heeft de financiering van de verzekering tegen beroepsziekten als volgt gewijzigd:

- verhoging van de solidariteitsbijdrage tot 0,75 % op het loon van de arbeiders en tot 0,65 % op het loon van de andere werknemers;
- progressieve opvoering van de Rijkstegemoetkoming in de uitgaven voor de mijnwerkerspneumoconiosis, nl. van 50 % tot 55 % in 1968, 60 % in 1969 en 65 % in 1970 en volgende jaren;
- afschaffing van de voorkomingsbijdrage.

Vorenstaande maatregelen hebben het mogelijk gemaakt het financieel evenwicht vanaf 1969 te herstellen. Het tekort van het stelsel voor het verleden moet echter zoals uit het financieringsplan blijkt voorlopig door leningen gedekt worden.

Op het sociale vlak werd door de wet van 28 december 1968 eveneens een gevoelige verbetering verwezenlijkt.

De wet van 1963 die de mijnwerkerspneumoconiosis als beroepsziekte had erkend, sloot de mijnwerkers die op 31 december 1963 in het genot waren van een invaliditeitsvergoeding (behalve vergoeding voor arbeidsongevallen) van de vergoeding voor beroepsziekten uit (art. 70 § 1 van de wet).

De wet van 24 december 1968 heeft die discriminatie ongedaan gemaakt. Artikel 70, § 1 van de wet wordt progressief afgeschaft en hierbij wordt voorrang verleend aan de zwaarst getroffenen.

Aldus zullen op 1 januari 1970 de personen wier arbeidsongeschiktheid op die datum 75 % of meer bedraagt van de nieuwe voordelen van de wet kunnen genieten. In 1971 en 1972 worden diegenen vergoed wier arbeidsongeschiktheid respectievelijk 50 % en meer en minder dan 50 % bedraagt.

De financiële incidentie van die belangrijke sociale maatregel wordt voor het jaar 1970, tijdens hetwelk de zwaarst getroffen invalide mijnwerkers een vergoeding zullen bekomen, op 832 miljoen geraamd, waarvan 540,8 miljoen door het Rijk gefinancierd.

Laatsbedoeld bedrag is begrepen in het krediet van 2 140 miljoen uitgetrokken op de begroting van Sociale Voorzorg tot dekking van de Rijkstussenkomst voor 1970 ten bedrage van 65 % in de uitgaven voor mijnwerkerspneumoconiosis. Vergelijken met 1969 vertoont dit krediet, een stijging van 78,3 %. De nieuwe financiële last verbonden aan de afschaffing van artikel 70, § 1 van de wet van 24 december 1963, vertegenwoordigt 25,3 % van het aangevraagd krediet en beïnvloedt in gevoelige mate de verhoging van het voor 1970 ingeschreven krediet t.o.v. het goedgekeurd krediet voor 1969.

## 7. Emploi et travail.

Conformément aux dispositions relatives à la politique de l'emploi, de l'accord annexé à la déclaration gouvernementale, le Gouvernement poursuit sans désemparer la réalisation des objectifs y fixés.

En matière de conception de cette politique, le Gouvernement veut que la politique de l'emploi ne se limite pas à la gestion journalière du marché du travail.

Tout en réagissant immédiatement aux problèmes suscités par les fluctuations conjoncturelles, il veut insérer sa politique de l'emploi dans la programmation économique s'attaquant ainsi aux problèmes fondamentaux et structurels de l'emploi et de la main-d'œuvre.

Une étroite collaboration avec le Bureau de Programmation économique est établie. Ainsi sont à l'examen les projections générales de l'offre et de la demande du travail. Une attention toute particulière a été réservée aux aspects régionaux et sectoriels des analyses qui permettront de dégager les lignes de force de la politique active de l'emploi dans les prochaines années.

La phase de nette expansion conjoncturelle, dans laquelle se trouve engagée notre économie, a entraîné une réduction sensible du chômage en 1969 par rapport à 1968, réduction qui se poursuivra en 1970 et permettra que ne soit pas dépassé en moyenne journalière le nombre de 102 000 chômeurs (complets+partiels+occupés par les pouvoirs publics).

### Meilleure connaissance du marché du travail.

Conformément aux dispositions de la déclaration gouvernementale, le Gouvernement a fait établir une étude sur l'amélioration des statistiques de l'emploi.

Le Comité ministériel de coordination économique et sociale a approuvé le 15 janvier 1969 le document établi par les services intéressés et en a décidé l'exécution; celle-ci est actuellement en cours. Cette amélioration de l'appareil statistique est une des conditions nécessaires à la réussite de la politique active de l'emploi.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère de l'Emploi et du Travail a établi des analyses des bilans de main-d'œuvre au niveau des arrondissements, analyses qui seront exploitées en étroite collaboration avec le Bureau de Programmation économique.

Le Gouvernement entend stimuler l'emploi en général en donnant à l'Office national de l'Emploi la possibilité d'intensifier son action de placement des travailleurs, grâce à une connaissance plus étendue des offres et des demandes d'emploi.

Les articles 18 à 21 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, constituent la base légale qui doit permettre de prendre les mesures qui permettront d'obtenir une meilleure transparence du marché du travail grâce à la collaboration des partenaires sociaux.

### Formation professionnelle.

Un effort spécial sera entrepris pour adapter la formation professionnelle aux exigences à la fois des travailleurs et de l'économie. A cette fin, un crédit supplémentaire de 100 000 000 de francs a été inscrit.

## 7. Tewerkstelling en arbeid.

In overeenstemming met de bepalingen betreffende werkgelegenheidspolitiek, van het akkoord gehecht aan de Regeringsverklaring, zet de Regering zonder verpozing de verwezenlijking voort van de objectieven die zij zich gesteld heeft.

Bij de conceptie van deze politiek wil de Regering dat de werkgelegenheidspolitiek zich niet zou beperken tot het dagelijks beheer van de arbeidsmarkt.

Boven de onmiddellijke reactie op de problemen ontstaan uit de conjuncturele schommelingen, wil zij tevens haar werkgelegenheidspolitiek inschakelen in de economische programmatie om aldus de fundamentele en structurele problemen van de werkgelegenheid en de arbeidskrachten aan te pakken.

Er werd een nauwe samenwerking tot stand gebracht met het Bureau voor Economische Programmatie. Aldus worden thans de algemene projecties van de vraag naar en het aanbod van arbeidskrachten bestudeerd. Een bijzondere aandacht werd besteed aan de regionale en sectoriële aspecten van deze analyses, die het mogelijk moeten maken de krachtlijnen aan te geven van de actieve werkgelegenheidspolitiek voor de komende jaren.

De fase van uitgesproken conjuncturele expansie waarin onze economie zich bevindt, heeft in 1969 een gevoelige vermindering van de werkloosheid meegebracht in vergelijking met 1968; deze vermindering zal worden voortgezet in 1970 en zal het mogelijk maken dat het dagelijkse gemiddelde van 102 000 werklozen (volledige+gedeeltelijke werklozen+werklozen tewerkgesteld door de openbare besturen) niet zal worden overschreden.

### Betere kennis van de arbeidsmarkt.

In overeenstemming met de bepalingen van de Regeringsverklaring heeft de Regering een studie laten uitvoeren betreffende de verbetering van de werkgelegenheidsstatistieken.

Het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie heeft op 15 januari 1969 een document goedgekeurd, dat werd opgesteld door de betrokken diensten, en heeft tot de uitvoering ervan besloten; de uitvoering is op dit ogenblik aan de gang. Deze verbetering van het statistische apparaat is een van de noodzakelijke voorwaarden voor het welslagen van de actieve werkgelegenheidspolitiek.

In eenzelfde gedachtengang heeft het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid analyses uitgewerkt van arbeidskrachtenbalansen op het vlak van de arrondissementen; deze analyses zullen worden aangewend in nauwe samenwerking met het Bureau voor Economische Programmatie.

De Regering heeft de bedoeling de werkgelegenheid in het algemeen aan te wakkeren door aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening de mogelijkheid te bieden zijn platingsactiviteiten kracht bij te zetten door het verkrijgen van een bredere kennis van de plaatsaanbiedingen en -aanvragen.

De artikels 18 en 21 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel bieden de wettelijke basis voor het treffen van de maatregelen die het mogelijk maken een beter doorzicht te verkrijgen van de arbeidsmarkt door de medewerking van de sociale partners.

### Beroepsopleiding.

Een bijzondere inspanning zal worden gedaan om de beroepsopleiding aan te passen aan de belangen en aan de behoeften zowel van de werknemer zelf als van de economie. Te dien einde werd een bijkomend krediet van 100 000 000 frank ingeschreven.

Dans le but d'accélérer la mobilité et le perfectionnement et d'améliorer la promotion professionnelle, une extension sera plus spécialement donnée, dans le cadre de la formation professionnelle des adultes organisée par l'Office national de l'Emploi, à l'éventail déjà existant des cours de qualification, de perfectionnement et de promotion en faveur des chômeurs et des travailleurs occupés. Il est envisagé de faire plus fréquemment appel aux possibilités offertes par la formation dans l'entreprise grâce à l'organisation de centres en collaboration avec les employeurs ou les groupements d'employeurs ou par la conclusion de contrats individuels.

La campagne nationale de promotion professionnelle et sociale qui a été ouverte le 11 juin 1969 sera activement poursuivie durant une grande partie de l'année 1970.

#### Les jeunes.

Le Gouvernement est conscient que le risque de tomber en chômage ou de se maintenir dans cet état pendant une durée plus ou moins longue persiste pour certaines catégories de travailleurs, occupés dans certaines régions et dans certains secteurs.

Dans cet ordre d'idées, il s'est déjà soucié du cas des jeunes demandeurs d'emploi, en élargissant en leur faveur les dispositions de l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963, relatif à l'emploi et au chômage. Il a en outre invité le Conseil national du Travail à étudier les mesures permettant, dans les circonstances actuelles et dans le cadre du système d'enseignement existant et compte tenu des possibilités de l'emploi, d'intégrer ou de réintégrer dans l'économie, les jeunes de moins de 25 ans. L'avis n° 305 du 12 juin 1969 du Conseil national du Travail a été transmis au Ministère de l'Emploi et du Travail, en réponse à la préoccupation précitée.

Un crédit spécial a été mis à la disposition de l'Office national de l'Emploi en vue d'entreprendre diverses actions de formation professionnelle visant à réduire l'importance du chômage des jeunes travailleurs, spécialement dans les régions les plus touchées.

En mars 1969, quatre centres d'observation, d'orientation et de sélection furent ouverts sous la direction d'un personnel spécialisé et dans lesquels des jeunes sans travail sont admis pour être dirigés, après examen approfondi, soit vers les centres de formation professionnelle de type classique soit vers des centres de qualification où une qualification complémentaire, une spécialisation ou une transition vers le travail est offerte surtout aux titulaires d'un diplôme professionnel, par le moyen de cours de perfectionnement et de spécialisation. Pour d'autres, le passage au centre d'observation est suivi d'un placement immédiat.

Les centres précités continueront leur activité durant l'année 1970.

#### Handicapés.

En ce qui concerne le reclassement social des handicapés, un effort spécial sera fait, d'une part, pour résorber rapidement le retard de dossiers constitués depuis des années et, d'autre part, pour assurer une instruction plus rapide des demandes introduites. La création et le fonctionnement des institutions indispensables (ateliers protégés, centres ou services de formation ou de réadaptation fonctionnelle, centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée et centres de formation ou de réadaptation professionnelle) continueront aussi à faire l'objet d'une attention particulière.

Met het doel de professionele mobiliteit, vervolmaking en promotie te bevorderen, zal, in het kader van de beroepsopleiding voor volwassenen ingericht door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, inzonderheid worden nagestreefd nog verdere uitbreiding te geven aan de waaier van de kwalificatie-, volmakings- en promotiecursussen ten gunste van werklozen of arbeidend werknelmers. Hierbij wordt overwogen vaker beroep te doen op de mogelijkheden tot opleiding in de onderneming door de organisatie van centra in samenwerking met werkgevers of groeperingen van werkgevers of door het afsluiten van individuele herscholingscontracten.

De nationale campagne voor professionele en sociale promtie die op 11 juni 1969 is gestart, zal ook gedurende een groot gedeelte van het jaar 1970 verder actief worden doorgevoerd.

#### De jongeren.

De Regering is er zich van bewust dat voor bepaalde categorieën van werknelmers, in bepaalde streken en bedrijfstakken, het risico blijft bestaan werkloos te worden en het gedurende een kortere of langere periode te blijven.

In deze gedachtengang heeft zij zich reeds ingelaten met het lot van de jonge werkzoekenden door in hun voordeel de bepalingen van artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid uit te breiden. Ondermeer heeft zij de Nationale Arbeidsraad verzocht de maatregelen te bestuderen die het moeten mogelijk maken in de huidige omstandigheden, in het kader van het in voege zijnde onderwijsstelsel en rekening houdende met de mogelijkheden van de werkgelegenheid, de jongeren van minder dan 25 jaar in de economie op te nemen of weder op te nemen. Het advies nr 305 van 12 juni 1969 van de Nationale Arbeidsraad werd als gevolg van deze bekommernis aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid overgemaakt.

Een speciaal krediet werd ter beschikking van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gesteld ten einde verscheidene acties voor beroepsopleiding te voeren met het oog op de inkrimping van de werkloosheid der jonge werknelmers, vooral in de zwaarst getroffen streken.

Onder leiding van gespecialiseerd personeel werden in maart 1969 vier centra voor observatie, oriëntatie en selectie geopend waarin jongeren zonder werk ontvangen worden om, na grondig onderzoek, te worden verwiesen, hetzij naar de centra voor beroepsopleiding van het klassieke type of hetzij naar kwalificatiecentra waar, door volmakings- en specialisatiecursussen vooral aan de houders van een vakdiploma een aanvullende kwalificatie, een specialisatie of een overgang naar het werk worden aangeboden. Bij anderen wordt het verblijf in het observatiecentrum door een onmiddellijke plaatsing gevolgd.

Genoemde centra zullen in de loop van 1970 hun werking voortzetten.

#### Minder-validen.

Wat de sociale reclassering van de minder-validen betreft, zullen verdere inspanningen worden gedaan om, enerzijds, snel de achterstand bij sinds jaren samengestelde dossiers op te slorpen en, anderzijds, een vlugger instructie te verzekeren van de ingediende aanvragen. Het bevorderen van de oprichting en de werking van onmisbare instellingen (beschermde werkplaatsen, diensten of centra voor revalidatie, centra of diensten voor gespecialiseerde voorlichting bij beroepskeuze en centra voor beroepsopleiding of -omscholing) zal het voorwerp blijven uitmaken van een bijzondere aandacht.

L'élargissement du cadre du personnel permettra de mener à bien les tâches imparties au Fonds national de reclassement social des handicapés.

De même, les mesures de déconcentration et de décentralisation qui sont prises rencontreront les préoccupations gouvernementales de rapprocher les organes d'instruction et de décision de ceux qui sont appelés à y avoir recours.

En 1970, une campagne nationale de propagande en vue du reclassement social des handicapés sera menée. Cette campagne visera plus particulièrement :

- à attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait que les handicapés sont des êtres humains comme les autres;
- à encore mieux disposer les employeurs envers l'embauchage et l'emploi des handicapés et
- à convaincre les handicapés eux-mêmes de l'intérêt que comporte leur reclassement social.

#### Réglementation du travail.

L'adaptation de la réglementation du travail sera poursuivie compte tenu de l'évolution rapide dans les domaines technique, économique et social.

Il y a lieu de citer la législation sur les contrats de louage du travail (projet de loi déjà adopté par la Chambre des Représentants), l'emploi des jeunes travailleurs et une révision des dispositions relatives au paiement de salaires pour les jours fériés.

En 1970, la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, entrée en vigueur le 15 juillet 1969, trouvera sa pleine application, tandis que le début de fonctionnement des cours et tribunaux du travail est prévu pour le 1<sup>er</sup> octobre 1970.

Enfin, en possession du rapport d'un groupe de travail constitué pour examiner les difficultés rencontrées lors des élections sociales, les mesures adéquates pour y remédier seront envisagées.

#### Hygiène et médecine du travail.

L'année 1970 devra permettre au Gouvernement de dresser le premier bilan des résultats obtenus dans le domaine de la médecine du travail.

Celui-ci comportera tout d'abord un inventaire complet des moyens dont le pays disposera pour assurer une médecine du travail, en retenant que dès maintenant 450 entreprises importantes ont demandé l'agrément de leur propre service médical et que les autres employeurs devront s'assurer le concours d'un des 80 services médicaux interentreprises dont on peut envisager le fonctionnement.

L'expérience acquise permettra de corriger les imperfections de la réglementation et de mieux inscrire la médecine du travail dans le contexte social et humain qui doit être le sien.

#### Sécurité du travail.

Dans le domaine de la sécurité du travail, l'action tendant à une diminution du nombre des accidents du travail sera poursuivie en 1970. Dans le même but, la réglementation relative à la sécurité et à la santé des travailleurs sera soumise à un examen attentif en vue de l'augmentation de son efficacité et de son adaptation à l'évolution technique et technologique.

De uitbreiding van het personeelskader zal aan het Rijks-Fonds voor sociale reclassering van de minder-validen de gelegenheid bieden zijn opdrachten naar behoren uit te voeren.

Tevens vallen de deconcentratie- en decentralisatiemaatregelen in de lijn van het streven van de Regering om de diensten die onderzoeken moeten uitvoeren en beslissingen moeten nemen, dichter bij diegenen te brengen die op hen beroep doen.

In 1970 zal een nationale propagandacampagne in verband met de sociale reclassering van de minder-validen worden gevoerd. Die campagne zal er inzonderheid op gericht zijn :

- de aandacht van de openbare opinie erop te vestigen dat de minder-validen mensen zijn zoals de anderen;
- de werkgevers gunstiger te stemmen ten opzichte van de indienstneming en de tewerkstelling van minder-validen, en
- de minder-validen zelf van het belang van hun reclassering te overtuigen.

#### Arbeidsreglementering.

De aanpassing van de arbeidsreglementering zal worden voortgezet, rekening gehouden met de snelle evolutie op technisch, economisch en sociaal gebied.

Het betaamt de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten voor werkliden (wetsontwerp dat reeds door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd aangenomen), de tewerkstelling der jeugdigen en een herziening van de bepalingen betreffende de betalingen van het loon voor de feestdagen, aan te halen.

De wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die op 15 juli 1969 in werking trad, zal in 1970 volle toepassing bekomen, terwijl de aanvang van de werking van de arbeidshoven en -rechtkassen op 1 oktober 1970 wordt voorzien.

Ten slotte zullen, zohast het rapport van een werkgroep, die werd opgericht om de moeilijkheden te onderzoeken waarop tijdens de sociale verkiezingen werd gestuit, is neergelegd, de gepaste maatregelen om die moeilijkheden te verhelpen worden overwogen.

#### Arbeidhygiëne en -geneeskunde.

Het jaar 1970 moet de Regering toelaten de balans op te maken van de bereikte resultaten op het gebied van de arbeidsgeneeskunde.

Deze zal eerst en vooral een volledige inventaris bevatten van de middelen waarover het land zal beschikken om een arbeidsgeneeskunde van kwaliteit te verzekeren; nu reeds blijkt dat 450 belangrijke ondernemingen de erkenning hebben gevraagd van hun eigen medische dienst en dat de andere werkgevers zich de diensten moeten verzekeren van een van de 80 interbedrijfsgeneeskundige diensten waarvan men de werking mag in uitzicht stellen.

De verworven ervaring zal het mogelijk maken de onvolmaakthesen van de reglementering te verhelpen en de arbeidsgeneeskunde beter de haar toebedelde rol op sociaal en menselijk vlak te laten vervullen.

#### Arbeidsveiligheid.

In 1970 zal, op het gebied van de arbeidsveiligheid, de actie worden voortgezet met het oog op de vermindering van het aantal arbeidsongevallen. Met datzelfde doel zal de reglementering in verband met de veiligheid en de gezondheid van de werknemers aan een aandachtig onderzoek worden onderworpen ten einde haar doeltreffendheid te verhogen en ze aan te passen aan de technische en technologische evolutie.

En outre, seront poursuivis les efforts tendant à plus de sécurité et qui ont été marqués par les récentes réglementations en matière de prévention des incendies et de protection contre les dangers présentés par les multiples installations de gaz de pétrole sous pression.

Enfin, par une modification des rubriques des établissements classés comme dangereux, incommodes ou insalubres, un plus grand nombre de décisions relèveront désormais de la compétence des bourgmestres et échevins, ce qui rencontre la préoccupation gouvernementale de décentraliser les pouvoirs de décision, partout où cela est possible.

### 8. Politique de santé.

L'extraordinaire développement de chacune des branches de la science d'une part, les profonds changements qui se sont fait jour dans la société de l'autre, rendent malaisée la définition d'une politique de la santé publique. Il est cependant un certain nombre d'idées qui recueillent un large *consensus*: elles ont été exposées dans la déclaration gouvernementale et constituent les lignes de force de la politique du Département.

C'est ainsi qu'au titre des activités fondamentales, il faut citer la protection de la santé sous ses multiples aspects, la médecine et l'encouragement à l'action médico-sociale, la médecine curative, l'éducation sanitaire, l'assistance, l'aide aux victimes civiles des deux guerres, les investissements en matière d'équipement, les infrastructures sanitaires et la politique scientifique.

\* \*

Parmi les activités financées par l'article 12.37, il faut signaler un crédit nouveau de 500 000 francs en matière de lutte contre le doping et parmi celles de l'article 12.01 une somme de 1 000 000 de francs dans le même domaine.

Le crédit de l'article 41.22 — Œuvre Nationale de l'Enfance — en majoration de quelque 50 000 000 de francs (non comptée l'utilisation partielle du boni de 1968 à raison de 34 900 000 francs), permettra entre autre de réservé une somme de 16 000 000 de francs à l'amélioration du régime des subsides de fonctionnement aux crèches.

Dans les domaines de la lutte contre les maladies transmissibles, la protection des denrées alimentaires et de la viande, la surveillance de la délivrance des médicaments et la surveillance des établissements dangereux, incommodes et insalubres, les crédits ne subissent pas de modifications sensibles par rapport à 1969.

Les études relatives à la protection des eaux de surface et des eaux souterraines n'entraînent par l'inscription de nouveaux crédits.

En matière de médecine préventive et d'encouragement aux œuvres médico-sociales l'article 12.35 a trait en ordre principal à l'inspection médicale scolaire et à la lutte contre les maladies particulières telles que la tuberculose, le cancer, la paralysie cérébrale, la sclérose en plaques, etc.; de 447 340 000 francs en 1968 le crédit inscrit à cet article passe à 500 000 000 de francs. Cette augmentation est due surtout à l'amélioration, la rationalisation et la réorganisation de l'inspection médicale scolaire.

Dans le domaine social le transfert au Fonds spécial d'assistance — article 33.23 — passe de 970 000 000 de francs en 1969 à 1 250 000 000 de francs. La majoration permettra d'intensifier l'effort en faveur de catégories socia-

Bovendien zal het streven naar meer veiligheid, waarvan de recente reglementeringen inzake de brandvoorkoming en de bescherming tegen de gevaren die de talrijke installaties van petroleumgassen onder druk vertegenwoordigen, worden voortgezet.

Ten slotte, door het wijzigen van de rubrieken der als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen, zal een veel groter aantal beslissingen voortaan aan de burgemeesters en schepenen worden overgelaten, wat in de lijn ligt van het streven van de Regering om de beslissingsmacht, daar waar het mogelijk is, te decentraliseren.

### 8. Gezondheidsbeleid.

De enorme ontwikkeling die wordt waargenomen in alle takken van de wetenschap enerzijds, en de diepe wijzigingen die zich in de maatschappij voordoen anderzijds, maken het bijzonder moeilijk een gezondheidsbeleid te definiëren. Over een bepaald aantal ideeën is nochtans overeenstemming ing bereikt. Zij werden in de Regeringsverklaring uiteengezet en maken de krachtlijnen uit van het beleid dat door het Departement wordt volgt.

Zo moeten als basiswerkzaamheden worden genoemd de bescherming van de gezondheid in haar verschillende aspecten, de geneeskunde en de bevordering van het sociaal medisch werk, de curatieve geneeskunde, de sanitaire opleiding, de onderstand, de hulpverlening aan de burgerlijke slachtoffers der beide oorlogen, de investeringen op het gebied van uitrusting, de sanitaire infrastructuur en het wetenschappelijk beleid.

\* \*

Onder de werkzaamheden die door artikel 12.37 worden gefinancierd moet een nieuw krediet van 500 000 frank worden vermeld voor de bestrijding van doping en onder die van artikel 12.01 een bedrag van 1 000 000 frank dat voor hetzelfde doel is bestemd.

Het krediet van artikel 41.42 — Nationaal Werk voor Kinderwelzijn — dat met zowat 50 000 000 frank werd verhoogd (niet inbegrepen een som van 34 900 000 frank zijnde een deel van het overschat van 1968) zal het onder meer mogelijk maken een som van 16 000 000 frank te besteden aan de verbetering van het stelsel der subsidies voor de werking van de kinderdagverblijven.

Op de terreinen van de bestrijding van de besmettelijke ziekten, de bescherming van de eetwaren en van het vlees, het toezicht op de verstrekking van geneesmiddelen en op de vergunningsplichtige inrichtingen, hebben de kredieten in verhouding tot 1969 geen diepe wijziging ondergaan.

Voor de studies, die betrekking hebben op de bescherming van het oppervlakte- en grondwater, werden geen nieuwe kredieten uitgetrokken.

Wat nu de preventieve geneeskunde en de bevordering van het sociaal medisch werk aangaat, slaat artikel 12.35 vooral op het medisch schooltoezicht en op de bestrijding van sommige specifieke ziekten zoals tuberculose, kanker, hersenverlamming, sclerosis multiplex enz. Het krediet van 447 340 000 frank dat in 1968 voor dat artikel was uitgetrokken, wordt nu tot 500 000 000 frank opgevoerd. Die verhoging is vooral toe te schrijven aan de verbetering, de rationalisering en de reorganisatie van het medisch schooltoezicht.

In het sociaal domein wordt de toelage aan het Speciaal Onderstands fonds — artikel 33.23 — van het in 1969 aangepaste bedrag van 970 000 000 frank op 1 250 000 000 frank gebracht. Die verhoging zal een meer

les particulièrement déshéritées; une somme de 50 000 000 de francs notamment est prévue pour l'adaptation de la journée d'entretien des handicapés.

L'application de la loi sur les hôpitaux a des implications financières importantes. Le tableau suivant globalise les interventions du Département dans le prix de la journée d'entretien et dans le déficit des hôpitaux publics pour les années 1969 et 1970 :

(En milliers de francs.)

(In duizendtallen frank.)

Section Sectie	Article Artikel	LIBELLE — OMSCHRIJVING	1969		1970
			Initial — Oorspronkeliжk	Ajusté — Aangepast	
I	33.36	Intervention dans les charges de gestion des hôpitaux. — <i>Tegemoetkoming in de lasten van beheer der ziekenhuizen.</i>	1 196,1	1 130,1	1 960,0
IV	33.51	Intervention dans le prix de la journée d'entretien (hôpitaux universitaires). — <i>Tegemoetkoming in het verpleeggeld per dag (academische ziekenhuizen)</i> ... ... ... ...	430,0	496,0	408,2
I	43.21	Déficit des comptes de gestion des hôpitaux des C.A.P. : charges d'intérêts d'emprunts. — <i>Tekort op de beheersrekeningen der C.O.O.-ziekenhuizen : rentelasten</i> ... ... ...	112,7	114,4	97,7
I	63.21	Déficit des comptes de gestion des hôpitaux des C.A.P. : charges de remboursement d'emprunts. — <i>Tekort op de beheersrekeningen der C.O.O.-ziekenhuizen : aflossingslasten.</i>	298,1	259,1	310,7
I	43.22	Intervention dans le déficit des hôpitaux publics. — <i>Tegemoetkoming in het tekort der openbare ziekenhuizen</i> ... ...	300,0	438,2	550,0
Total. — <i>Totaal</i> ... ...			2 336,9	2 437,8	3 326,6

L'augmentation substantielle des crédits doit notamment permettre de faire face aux besoins croissants. Elle rendra d'autre part possible la résorption progressive des déficits des établissements publics. Ainsi le crédit de 300 000 000 de francs prévu en 1969 à l'article 43.22 pour couvrir le déficit des hôpitaux publics de 1967 et 1968 est porté à 550 000 000 de francs pour 1970 (mali de 1969 et solde des années 1967 et 1968).

Le crédit relatif à l'éducation sanitaire figure à l'article 12.39; il a été augmenté de 500 000 francs par rapport à 1969.

En ce qui concerne les œuvres de guerre, les subsides à l'O.N.A.C. ne subissent pratiquement pas de modification; quant à l'O.N.I.G., le crédit passe de 857 050 000 francs en 1969 à 898 000 000 de francs afin de parer aux augmentations de certains tarifs de remboursement.

Les subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de l'Etat dans les charges d'intérêts et d'amortissements des emprunts contractés auprès du Crédit Communal de Belgique, subventions qui font l'objet des articles 43.20 et 63.20, ont augmenté au total de 763 000 000 de francs en 1969 à 868 000 000 de francs.

intense inspanning mogelijk maken ten gunste van de sociale categorieën die speciaal zijn misdeeld; een bedrag van 50 000 000 frank is ondermeer uitgetrokken voor de verhoging van het verpleeggeld per dag der minder-validen.

De toepassing van de wet op de ziekenhuizen heeft zeer belangrijke financiële gevolgen. Volgende tabel geeft een overzicht van de tegemoetkomingen van het Departement in het verpleeggeld per dag en in het deficit van de openbare ziekenhuizen voor de jaren 1969 en 1970:

Section Sectie	Article Artikel	LIBELLE — OMSCHRIJVING	1969		1970
			Initial — Oorspronkeliжk	Ajusté — Aangepast	
I	33.36	Intervention dans les charges de gestion des hôpitaux. — <i>Tegemoetkoming in de lasten van beheer der ziekenhuizen.</i>	1 196,1	1 130,1	1 960,0
IV	33.51	Intervention dans le prix de la journée d'entretien (hôpitaux universitaires). — <i>Tegemoetkoming in het verpleeggeld per dag (academische ziekenhuizen)</i> ... ... ... ...	430,0	496,0	408,2
I	43.21	Déficit des comptes de gestion des hôpitaux des C.A.P. : charges d'intérêts d'emprunts. — <i>Tekort op de beheersrekeningen der C.O.O.-ziekenhuizen : rentelasten</i> ... ... ...	112,7	114,4	97,7
I	63.21	Déficit des comptes de gestion des hôpitaux des C.A.P. : charges de remboursement d'emprunts. — <i>Tekort op de beheersrekeningen der C.O.O.-ziekenhuizen : aflossingslasten.</i>	298,1	259,1	310,7
I	43.22	Intervention dans le déficit des hôpitaux publics. — <i>Tegemoetkoming in het tekort der openbare ziekenhuizen</i> ... ...	300,0	438,2	550,0
Total. — <i>Totaal</i> ... ...			2 336,9	2 437,8	3 326,6

De aanzienlijke stijging van de kredieten moet het inzonderheid mogelijk maken het hoofd te bieden aan de stijgende behoeften. Bovendien zal ze ertoe bijdragen het deficit van de openbare inrichtingen geleidelijk te doen afnemen. Zo wordt het krediet van 300 000 000 frank, dat voor 1969 op artikel 43.22 was uitgetrokken om het tekort van de openbare ziekenhuizen voor 1967 en 1968 te dekken, voor 1970 op 550 000 000 frank gebracht (tekort van 1969 en saldo van de jaren 1967 en 1968).

Het krediet bestemd voor de sanitaire opleiding komt voor op artikel 12.39; het werd met 500 000 frank verhoogd ten opzichte van 1969.

Op het terrein van de oorlogsstichtingen worden de subsidies voor het N.W.O.S. praktisch niet gewijzigd; voor het N.W.O.I. stijgen de kredieten van 857 050 000 frank in 898 000 000 frank om de verhoging van sommige terugbetalingstarieven te kunnen dekken.

De subsidies voor de regionale en lokale openbare besturen, als rijkstegemoetkoming in de lasten van interesten en aflossingen van leningen aangegaan bij het Gemeentekrediet van België, die onder de artikelen 43.20 en 63.20 voorkomen, stegen in totaal van 763 000 000 frank in 1969 tot 868 000 000 frank.

## 9. Politique du logement.

La politique du logement qui est principalement axée sur la promotion et la stimulation de la construction individuelle et collective de logements modestes et sur le maintien des conditions nécessaires à cette politique, continue de bénéficier d'un effort spécial de la part du Gouvernement.

L'effort budgétaire consacré par celui-ci en 1970 dépasse largement d'un demi-milliard de francs les moyens nécessaires en 1969. Les subventions à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne augmentent fortement et atteignent, pour l'année budgétaire 1970, 2 170,4 millions de francs.

Les autres crédits, parmi lesquels il y a principalement les charges relatives aux primes à la construction et à l'achat pour lesquelles un nouveau système de préfinancement a été instauré en 1967, doublent pratiquement et se chiffrent en 1970, à 325 millions contre 164,2 millions au budget ajusté de 1969.

Les mesures prises durant l'année écoulée n'y sont pas étrangères. Il s'agit essentiellement d'adaptations importantes des conditions d'octroi de primes et de prêts et de l'extension de l'activité des sociétés nationales.

Les conditions d'octroi des primes furent adaptées par deux arrêtés royaux du 22 novembre 1968 qui instaurent la prime dégressive à la construction et à l'achat en faveur des demandeurs de primes dont les revenus dépassent légèrement les maxima permis, et par deux arrêtés du 7 juillet 1969 qui améliorent les conditions de revenus des jeunes ménages qui désirent obtenir une prime à la construction ou à l'achat.

Les possibilités d'emprunt pour les emprunteurs du Fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique furent mises en concordance avec ceux en vigueur pour d'autres institutions de crédit par l'arrêté royal du 8 avril 1969.

D'autre part, l'arrêté du 27 décembre 1968, pris en exécution de la loi du 3 juillet 1967, fixe les principes applicables en matière de financement des programmes spéciaux de constructions des sociétés nationales, ainsi que les modalités d'attribution, de gestion, de loyer et de vente des logements.

Enfin, une première mesure dans la voie de la protection des acquéreurs ou constructeurs d'un logement a été prise par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1969, qui règle la protection de ceux qui achètent ou construisent une habitation sociale.

## 9. Huisvestingsbeleid.

Het huisvestingsbeleid, dat inzonderheid afgestemd is op de aanmoediging en bevordering van de individuele en collectieve bouw van bescheiden woningen en op de vrijwaring van de voorwaarden daartoe, blijft steeds van de bijzondere inspanningen van de Regering genieten.

De geldelijke inspanning die zij daartoe opbrengt in 1970 overschrijdt met ruim een half miljard frank de benodigde middelen in 1969. De toelagen aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en aan de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom lopen sterk op en bereiken voor het begrotingsjaar 1970 2 170,4 miljoen frank.

De overige kredieten, waarin in het bijzonder de lasten die betrekking hebben op de bouw- of aankooppremies, waarvoor sinds 1967 een nieuw systeem van voorfinanciering werd ingesteld, verdubbelen praktisch en belopen in 1970 325 miljoen tegen 164,2 miljoen op de aangepaste begroting 1969.

De maatregelen die in het afgelopen jaar werden getroffen zijn daaraan ook niet vreemd. Inzonderheid gaat het om belangrijke aanpassingen van de premie- en leningvoorwaarden en de uitbreiding van de bedrijvigheid van de nationale maatschappijen.

De premievoorwaarden werden aangepast door twee koninklijke besluiten van 22 november 1968 waarbij de degressieve bouw- en aankooppremie ingevoerd werd ten voordele van de premieaanvragers wier inkomsten licht boven de toelaatbare maxima uitstegen, en door twee besluiten van 7 juli 1969 waardoor de voorwaarden werden verbeterd met betrekking tot het inkomen van jonggehuwden die een bouw- of aankooppremie wensen te bekomen.

De leningmogelijkheden voor de ontleners bij het Woningfonds van de Bond der Grote en Jonge Gezinnen van België worden afgestemd op deze die gelden voor de andere creditinstellingen bij koninklijk besluit van 8 april 1969.

Verder bepaalde het besluit van 27 december 1968, genomen ter uitvoering van de wet van 3 juli 1967, de beginselen die moeten toegepast worden bij de financiering van de speciale bouwprogramma's van de nationale maatschappijen, alsmede de wijze waarop de woningen worden toegewezen, beheerd, verhuurd of verkocht.

Ten slotte werd, als eerste stap in de richting van de bescherming van de verwervers of bouwers van woningen, het koninklijk besluit van 1 juli 1969 getroffen dat de bescherming regelt van hen die een volkswoning kopen of bouwen.

## C. — ENSEIGNEMENT ET EDUCATION.

Comme pour l'année précédente, le Gouvernement tient à souligner que l'augmentation du budget de l'Education nationale est maintenue dans des limites raisonnables. Aucun effort n'a été omis pour atteindre ce but, tout en assurant l'exécution de plusieurs points principaux contenus dans la Déclaration gouvernementale. Les éléments essentiels sont sans doute : le dédoublement du Département de l'Education nationale et de la Culture, la poursuite de la démocratisation de l'enseignement et le statut du personnel enseignant.

Le budget de l'Education nationale passe de 49 milliards 398 690 000 francs à 54 157 000 000 de francs, soit une augmentation de 9,63 % par rapport au budget ajusté et 11,11 % par rapport au budget original de 1969 qui s'élevait à 48 756 075 000 francs.

La somme de 54 157 millions de francs représente 18,66 % du budget ordinaire total de l'Etat.

## 1. Dédoublement du Département.

Le Ministère de l'Education nationale et de la Culture a été scindé en deux Départements, à savoir le Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et le Ministère de l'Education nationale et de la Culture française.

Toutes les administrations et tous les services qui étaient communs jusqu'à présent sont donc dédoublés par rôle linguistique, ainsi que les organes consultatifs.

Dorénavant, deux conseils de direction et deux comités de consultation syndicale fonctionneront sous la direction de deux secrétaires généraux.

Le fonctionnement commun d'un certain nombre de services est cependant prévu :

- le service juridique;
- le service de programmation et de documentation;
- le service de traduction;
- le service films didactiques et autres moyens audio-visuels;
- le service de la recherche scientifique;
- le service des relations internationales;
- le service des affaires culturelles de la région de langue allemande.

Les décisions relatives aux projets concernant le Pacte scolaire, les structures d'enseignement, l'obligation scolaire, les diplômes, les subventions, les traitements et les normes de population scolaire, seront prises de commun accord également.

L'autonomie va donc de pair avec une collaboration obligatoire des deux nouveaux Départements.

La présentation du budget est le reflet du dédoublement du Département : cette mesure répond au point 19 de la Déclaration gouvernementale, qui prévoit qu'en matière d'enseignement et des affaires culturelles, un budget séparé est rédigé pour le régime néerlandophone et francophone, ainsi que pour les activités et institutions à caractère national, international, bilingue, de langue allemande.

En fait, trois budgets séparés ont donc été élaborés : un par rôle linguistique et un autre comportant les affaires communes.

## 2. Réforme de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement a fait connaître lors de l'exposé général du budget de 1969 sa volonté de rénover des structures d'enseignement vieillies.

## C. — ONDERWIJS EN OPVOEDING.

Evenals vorig begrotingsjaar stelt de Regering er prijs op te onderstrepen dat de stijging van de begroting van Nationale Opvoeding binnen redelijke grenzen werd gehouden. Geen inspanning werd onverlet gelaten om dit doel te bereiken, terwijl anderzijds enkele hoofdpunten uit de Regeringsverklaring in uitvoering zijn. Ongetwijfeld zijn de belangrijkste elementen : de splitsing van het Departement van Nationale Opvoeding en Cultuur, de verdere democratisering van het onderwijs en het statuut van het onderwijzend personeel.

De begroting van Nationale Opvoeding stijgt van 49 398 690 000 frank tot 54 157 000 000 frank, een toename dus van 9,63 % t.o.v. het aangepast en 11,11 % t.o.v. het oorspronkelijk budget van 1969, dat 48 756 075 000 frank bedroeg.

De som van 54 157 miljoen frank vertegenwoordigt 18,66 % van de totale gewone begroting van het Rijk.

## 1. Splitsing van het Departement.

Het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur werd gesplitst in twee Departementen, te weten het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.

Al de tot nu toe gemeenschappelijke besturen en diensten worden dus per taalrol gesplitst, alsook de adviserende organen.

Voortaan zullen twee directieraden en twee syndicale raden voor advies functioneren onder de leiding van twee secretariessen-generaal.

Toch zijn voorzieningen getroffen voor de gemeenschappelijke werking van een aantal diensten :

- de juridische dienst;
- de dienst voor programmatie en dokumentatie;
- de vertaaldienst;
- de dienst didactische films en andere audio-visuele middelen;
- de dienst voor het wetenschappelijk onderzoek;
- de dienst voor de internationale betrekkingen;
- de dienst voor de culturele zaken van het Duits taalgebied.

Eveneens zullen beslissingen betreffende de ontwerpen, die betrekking hebben op het Schoolpact, de onderwijsstructuren, de leerplicht, de diploma's, de toelagen, de wedden en de schoolbevolkingsnormen, gemeenschappelijk genomen worden.

De autonomie gaat dus gepaard met een verplicht overleg tussen de twee nieuwe Departementen.

De vorm van de begroting is een weerspiegeling van de splitsing van het Departement. Dit beantwoordt aan punt 19 van de Regeringsverklaring, waarin o.m. voorkomt dat inzake onderwijs en culturele aangelegenheden een afzonderlijke begroting wordt opgemaakt voor het nederlandstalig en voor het franstalig regime, alsook voor de activiteiten en instellingen van nationale, internationale, tweetalige en duitstalige aard.

In feite worden dus drie afzonderlijke begrotingen ingediend; één per taalrol en bovendien deze, die de gemeenschappelijke aangelegenheden omvat.

## 2. Hervorming van het secundair onderwijs.

Tijdens de algemene uiteenzetting over de begroting van 1969 heeft de Regering haar wil te kennen gegeven de verouderde onderwijsstructuren te vernieuwen.

Dans le cadre de ces dispositions, il a été prévu durant l'année 1969-1970 la mise en pratique expérimentale d'un enseignement secondaire rénové dans 22 établissements de l'Etat, tant de l'enseignement technique que de l'enseignement général.

Des mesures ont été prises pour que l'inspection compétente suive attentivement le déroulement de l'expérience qui sera effectuée sur la base des programmes et des directives pédagogiques transmis aux institutions en cause.

Il est à noter que quelques établissements d'enseignement subventionné se sont joints aux établissements de l'Etat pour pratiquer cette réforme.

### 3. Semaine de cinq jours.

Les horaires des classes rénovées comportent 33 périodes hebdomadaires se répartissant comme suit : 5 leçons chaque matin des cinq premiers jours de la semaine; 4 groupes de deux périodes d'activités diverses, l'après-midi.

La semaine de cinq jours est appliquée dans les écoles rénovées qui prévoient toutefois les activités éducatives d'accueil pour les élèves, le samedi matin. Ce système est celui que les Ministres viennent d'autoriser à titre expérimental pour les établissements d'enseignement primaire tant de l'Etat que du subventionné désireux d'organiser la semaine de cinq jours.

Il s'agit bien d'une *expérience*; tout pouvoir organisateur est autorisé à la mettre en pratique aux conditions suivantes :

- a) accueil des élèves et activités éducatives efficaces le samedi matin;
- b) accroissement de la durée des 1/2 journées de classes (20 minutes);
- c) interdiction d'accroître les prestations des membres du personnel qui sont réglementairement fixées à 26 heures minimales de présence dont 22 leçons par semaine.

La même expérience d'application de la semaine des cinq jours est admise dans l'enseignement gardien.

### 4. Enseignement gardien. Accueil des enfants de 2 1/2 ans.

D'autre part une décision a été prise d'accueillir désormais dans les établissements d'enseignement gardien les enfants âgés de 2 1/2 ans.

Cette décision est justifiée par la nécessité de préparer l'élève dès cet âge sur le plan éducatif et social; la mesure correspond aussi au souci d'aider les familles qui éprouvent pour les enfants de 2 à 3 ans de grandes difficultés de placement lorsque ces familles n'ont pas le moyen de surveiller elles-mêmes leurs enfants pendant la journée.

On observera que la mesure prise permet d'une part de prendre en considération l'inscription des enfants de 2 1/2 ans pour l'octroi des subventions de fonctionnement aux écoles mais que le dédoublement d'une classe ne serait pas autorisé s'il se justifiait uniquement par les inscriptions nouvelles dont il est fait état ci-dessus. C'est donc une mesure transitoire.

### 5. Enseignement spécial.

Le Gouvernement déposera sur le bureau des Chambres le projet de loi sur l'enseignement spécial.

Chacun comprendra que c'est là une mesure importante

In het kader van deze beschikkingen heeft zij gedurende het jaar 1969-1970 een vernieuwd secundair onderwijs in 22 Rijksinrichtingen, zowel van het technisch als van het algemeen vormend onderwijs experimenteel in praktijk wensen te stellen.

Maatregelen werden getroffen, opdat de bevoegde inspectie aandachtig het verloop zou volgen van dit experiment, dat zal doorgevoerd worden op basis van de programma's en de pedagogische richtlijnen, die aan de bewuste inrichtingen werden meegedeeld.

Nota dient genomen van het feit, dat enkele gesubsidieerde onderwijsinrichtingen zich gevoegd hebben bij de Rijksinrichting om deze hervorming toe te passen.

### 3. Vijfdaagse schoolweek.

De lessensroosters van de vernieuwde klassen omvatten 33 wekelijkse lestijden, als volgt verdeeld : 5 lessen iedere voormiddag de eerste vijf dagen van de week; 's namiddags 4 groepen van twee periodes met allerlei activiteiten.

De vijfdaagse schoolweek wordt toegepast in de vernieuwde scholen, die evenwel de opvoedende onthaalactiviteiten voor de leerlingen voorzien op zaterdagvoormiddag. Dit is het systeem dat de Ministers op experimentele basis toelaten voor de inrichtingen van lager onderwijs zowel van het Rijk als van het gesubsidieerd onderwijs, die de vijfdaagse schoolweek wensen in te voeren.

Het gaat hier wel degelijk om een *experiment*; elke inrichtende macht mag het in de praktijk omzetten onder volgende voorwaarden :

- a) onthaal van de leerlingen en daadwerkelijke opvoedende activiteiten de zaterdagvoormiddag;
- b) verlenging van de duur der halve klassedagen (20 minuten);
- c) verbod de prestaties te vermeerderen van de personeelsleden, die reglementair minimaal vastgesteld zijn op 26 uur aanwezigheid, waarvan 22 lessen per week.

Hetzelfde experiment van de toepassing der vijfdaagse schoolweek wordt toegelaten in het kleuteronderwijs.

### 4. Kleuteronderwijs. Onthaal van de kinderen van 2 1/2 jaar.

Anderzijds werd een beslissing getroffen om van nu af aan in de inrichtingen voor kleuteronderwijs de kinderen toe te laten van 2 1/2 jaar oud.

Deze beslissing is gerechtvaardigd door de noodzaak om de leerling met ingang van deze leeftijd voor te bereiden op opvoedkundig en sociaal vlak; deze maatregel komt ook tegemoet aan de zorg om de gezinnen te helpen die voor de kinderen van 2 tot 3 jaar grote moeilijkheden ondervinden bij het uitbesteden, wanneer deze gezinnen niet in de mogelijkheid zijn zelf hun kinderen tijdens de dag te bewaken.

Men zal opmerken dat de getroffen maatregel enerzijds toelaat de inschrijving van de kinderen van 2 1/2 jaar in aanmerking te nemen voor de toekenning der werkingstoevlagen aan de scholen, maar dat anderzijds de splitsing van een klas niet zou toegestaan worden op grond van de nieuwe inschrijvingen, waarover hierboven gesproken werd. Het is dus een overgangsmaatregel.

### 5. Buitengewoon onderwijs.

De Regering zal op het bureau van de Kamers het wetsontwerp neerleggen op het buitengewoon onderwijs.

Iedereen zal begrijpen dat het hier gaat om een belangrijke

de justice sociale, prise vis-à-vis d'une partie de notre population qui ne semble pas avoir bénéficié jusqu'ici de dispositions suffisamment favorables.

#### 6. Enseignement à horaire réduit.

L'arrêté royal du 23 mai 1967 a fait l'objet d'un examen par les soins d'une commission où se trouvaient représentés les divers réseaux d'enseignement.

Les dispositions suivantes ont été prises et sont mises en pratique dès la présente année scolaire :

1<sup>e</sup> la formation dite courte pourra être légalement organisée tant dans l'enseignement technique secondaire que dans l'enseignement technique supérieur;

2<sup>e</sup> les élèves pourront bénéficier d'une dispense pour les cours qu'ils ont déjà suivis avec fruit à un niveau équivalent de l'enseignement de plein exercice ou à horaire réduit;

3<sup>e</sup> des modalités nouvelles d'inscription des élèves ont été prises et les sections différentes ou complémentaires auxquelles les élèves de l'enseignement de plein exercice peuvent s'inscrire ont été précisées.

La mise en place des formations courtes qui fera l'objet d'une nouvelle circulaire n'interviendra qu'au 1<sup>er</sup> septembre 1970.

#### 7. Enseignement technique supérieur.

La nécessité d'une restructuration de l'enseignement supérieur et les difficultés créées en matière de classification de certaines écoles ont amené le Gouvernement à proposer le vote d'un projet de loi freinant la création d'écoles ou de sections nouvelles dans le technique supérieur.

Il est peut-être utile de rappeler que toute création d'établissement ou de section du second ou du troisième degré a été temporairement interdite; qu'en ce qui concerne les institutions du premier degré, les transformations de sections sont permises de même que les ouvertures de sections nouvelles après avis favorable du Conseil supérieur de l'Enseignement technique.

#### 8. Enseignement supérieur.

Les travaux de la Conférence de rénovation se poursuivent.

Compte tenu des premières observations faites par la Conférence, le Gouvernement compte déposer un projet de loi modifiant la composition et le fonctionnement des conseils d'administration dans le sens de la démocratisation qui est annoncée par le point 44 de l'annexe de la Déclaration gouvernementale.

#### 9. Autres problèmes.

Le Gouvernement entend d'autre part poursuivre l'effort qu'il a accompli déjà pour assurer à tous les établissements un équipement amélioré et pour réglementer les transports scolaires d'une façon équitable.

Il accorde aussi son meilleur souci au perfectionnement des méthodes et à la formation des maîtres, qui seront, avec la restructuration de l'enseignement primaire, les préoccupations principales de son activité dans les mois à venir.

maatregel van sociale rechtvaardigheid, getroffen ten gunste van een gedeelte van onze bevolking dat tot nog toe niet blijkt genoten te hebben van voldoende gunstige beschikkingen.

#### 6. Onderwijs met beperkt leerplan.

Het koninklijk besluit van 23 mei 1967 heeft het voorwerp uitgemaakt van een onderzoek door een commissie, waarin de verschillende onderwijsnetten waren vertegenwoordigd.

De volgende beschikkingen werden genomen en worden met ingang van dit schooljaar in praktijk gesteld :

1<sup>e</sup> de zogenaamde korte opleiding zal wettelijk kunnen ingericht worden zowel in het secundair technisch onderwijs als in het hoger technisch onderwijs;

2<sup>e</sup> de leerlingen zullen kunnen genieten van een vrijstelling voor de leergangen, die ze reeds met vrucht gevuld hebben op een gelijkwaardig niveau van het onderwijs met volledig leerplan of met beperkt leerplan;

3<sup>e</sup> nieuwe inschrijvingsmodaliteiten van de leerlingen werden ingevoerd en de verschillende of aanvullende afdelingen, waarin de leerlingen van het onderwijs met volledig leerplan zich kunnen inschrijven, werden bepaald.

De inrichting van de korte opleidingen, die het voorwerp zal uitmaken van een andere omzendbrief, zal pas op 1 september 1970 gebeuren.

#### 7. Hoger technisch onderwijs.

De noodzakelijkheid om het hoger onderwijs te herstructureren en de moeilijkheden inzake de rangschikking van bepaalde scholen hebben de Regering ertoe gebracht de stemming van een wetsontwerp voor te stellen met het oog op de remming van de oprichting van nieuwe scholen en afdelingen in het hoger technisch onderwijs.

Het is misschien nuttig eraan te herinneren dat elke oprichting van een inrichting of een afdeling van de tweede of de derde graad tijdelijk werd verboden, dat wat de inrichtingen van de eerste graad betreft, de omvormingen van afdelingen zijn toegelaten evenals het openen van nieuwe afdelingen na gunstig advies van de Hoge Raad van het Technisch Onderwijs.

#### 8. Hoger onderwijs.

De werkzaamheden van de Conferentie van vernieuwing worden voortgezet.

Rekening gehouden met de eerste aanmerkingen die door de Conferentie werden gemaakt, neemt de Regering zich voor een wetsontwerp neer te leggen tot wijziging van de samenstelling en de werking van de beheerraden in de zin van de democratisering, die wordt aangekondigd in punt 44 van de bijlage van de Regeringsverklaring.

#### 9. Andere problemen.

De Regering neemt zich voor haar reeds geleverde inspanningen voort te zetten om aan alle inrichtingen een verbeeterde uitrusting te verzekeren en om het leerlingenvervoer op een rechtvaardige wijze te reglementeren.

Zij besteedt ook haar beste zorgen aan de vervolmaking van de methodes en aan de opleiding van de leerkrachten, die, samen met de herstructureren van het lager onderwijs, de voornaamste bezorgdheid zullen uitmaken van haar activiteiten tijdens de komende maanden.

#### D. — CULTURE.

Le budget de 1970 est établi en tenant compte de l'organisation d'un Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et d'un Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

De plus, la classification économique des budgets culturels sera suivie d'une ventilation fonctionnelle des crédits.

La progression de ces budgets fut la suivante pendant les dernières années (en milliers de francs) :

1967	...	...	...	...	...	3 057 302
1968	...	...	...	...	...	3 350 000
1969	...	...	...	...	...	3 800 000
1970	...	...	...	...	...	4 291 100

##### 1. Culture néerlandaise.

Alors que pendant l'année budgétaire 1969, le soutien aux organisations particulières de développement populaire, de loisirs et de jeunesse fut amélioré, l'accent sera mis, en 1970, sur la réorganisation de l'enseignement artistique de formation générale en tant que moyen d'initiation culturelle et de loisirs créatifs.

La formation de cadres pour les activités culturelles et l'institutionnalisation de ces instituts de formation de cadres continueront de retenir une attention particulière.

L'année 1970 sera placée sous le signe de l'initiation sportive par l'organisation d'une « Biennale des Sports ».

Après le statut social et professionnel des acteurs de théâtre, un statut analogue sera élaboré pour les artistes lyriques.

Des mesures dans le même sens seront étudiées pour perfectionner la formation professionnelle des travailleurs et animateurs culturels, pour améliorer leur statut dans la vie culturelle et pour l'adapter aux exigences permanentes de l'éducation populaire.

##### 2. Culture française.

L'accent sera mis sur la promotion de l'éducation permanente, d'une part, par l'appui à la formation des cadres des organisations volontaires, d'autre part, par l'encadrement des foyers culturels des maisons de jeunesse et des organisations volontaires par des animateurs permanents.

Les centres socio-culturels, en même temps que les maisons de culture, seront dotés d'une réglementation précise qui fera l'objet d'un arrêté royal. Les théâtres bénéficieront du maintien des subventions à un niveau normal d'accroissement.

La politique du cinéma, dont les premiers résultats sont déjà notables, sera accrue notamment par une augmentation de 2 500 000 francs du crédit prévu à cet effet.

L'enseignement artistique fera l'objet d'une refonte des programmes et des horaires.

Quant à l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, la construction et l'aménagement des centres sportifs polyvalents et spécialisés seront poursuivis de manière à favoriser l'initiation sportive, le perfectionnement sportif et l'entraînement des élites et des espoirs.

#### D. — CULTUUR.

De opstelling van de begroting 1970 houdt rekening met de oprichting van een Franstalig en Nederlandstalig Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur.

Daarenboven zal de economische classificatie van de culturele begrotingen gevuld worden door een functionele verdeling van de kredieten.

De ontwikkeling van deze begrotingen was de volgende tijdens de laatste jaren (in duizendtallen frank) :

1967	...	...	...	...	...	3 057 302
1968	...	...	...	...	...	3 350 000
1969	...	...	...	...	...	3 800 000
1970	...	...	...	...	...	4 291 100

##### 1. Nederlandse Cultuur.

Terwijl in het begrotingsjaar 1969 voornamelijk de steun aan de particuliere organisaties voor volksontwikkeling, vrijetijdsbesteding en jeugd werd verbeterd, zal in 1970 de klemtouw worden gelegd op de reorganisatie van het algemeen vormend kunstonderwijs als middel tot cultuurinitiatie en creatieve vrijetijdsbesteding.

De belangrijkste bekommernis zal blijven uitgaan naar de opleiding van kaders voor de cultuurbeleid en het instutionaliseren van deze kadervormingsinstituten.

1970 zal in het teken staan van de sportinitiatie door de inrichting van een « Sportbiennale ».

Na het sociaal en professioneel statuut van de toneelspeler, zal een gelijkaardig statuut opgesteld worden voor de lyrische kunstenaar.

In dezelfde zin zullen maatregelen onderzocht worden om de professionele vorming van culturele werkers en animatoren te vervolmaken en hun beroepsstatuut in het culturele leven te verbeteren en aan te passen aan de permanente behoeften van de volksontwikkeling.

##### 2. Franse Cultuur.

De klemtouw zal gelegd worden op de bevordering van de permanente opvoeding, enerzijds door de ondersteuning van de opleiding van de kaders der vrijwillige organisaties, anderzijds door de cultuurcentra van de jeugdtehuizen en van de vrijwillige organisaties van kaders te voorzien, dank zij permanente animateurs.

De sociaal-culturele centra, alsmede de cultuurtehuizen zullen een nauwkeurige, bij koninklijk besluit vastgelegde, reglementering krijgen. De toelagen ten voordele van de schouwburgen zullen gehandhaafd worden op een normaal aangroeipeil.

Het cinematografisch beleid, waarvan de eerste uitslagen reeds opvallen, zal verder uitgebreid worden, onder meer dank zij de verhoging met 2 500 000 frank van het hiervoor uitgetrokken krediet.

In het kunstonderwijs zal een hervorming van de programma's en de uurroosters doorgevoerd worden.

Wat de lichamelijke opvoeding, de sport, en het openluchtleven betreft, zal de bouw en de aanpassing van polyvalente en gespecialiseerde sportcentra voortgezet worden, ten einde aldus het sportinitiatief, de sportvervolmaking en de oefeningen van de atleten en beginnelingen te bevorderen.

## E. — POLITIQUE SCIENTIFIQUE.

## I. — Introduction.

Les propositions budgétaires de l'exercice 1970 relatives à la politique scientifique et qui comprennent les crédits destinés à l'enseignement supérieur ainsi qu'à la recherche fondamentale et appliquée dans les institutions et unités scientifiques publiques et privées, s'élèvent à 13 milliards 325 millions de francs, soit un accroissement de 1 milliard 500 millions par rapport au budget voté de 1969. Ce montant ne comprend pas les investissements des universités, pour lesquels le Gouvernement a décidé de faire un effort spécial dès 1970.

La Belgique s'installe progressivement dans la deuxième phase d'industrialisation caractérisée par l'essor des « industries basées sur la science ». La recherche scientifique joue, en effet, un rôle essentiel dans le processus d'innovation technologique qui détermine leur essor.

Le Gouvernement est convaincu qu'aucun domaine scientifique et technique ne peut être négligé parce que la science et la technologie forment un tout. Cependant, certaines orientations de recherche réclament à certains moments des moyens plus abondants. Dans le choix de ces orientations, le Gouvernement est guidé par le double souci d'assurer le progrès économique et social à moyen terme et d'assurer à plus long terme le renouvellement et le développement du potentiel scientifique national.

C'est en vue de mettre le Parlement en mesure d'apprecier la pondération proposée pour l'affectation des crédits de politique scientifique, que ceux-ci figurent depuis l'exercice 1969 dans une section spéciale de chacun des budgets départementaux et que l'ensemble de ces crédits, regroupés selon leur affectation, constitue le « budget de la politique scientifique ». Ce regroupement est présenté au Parlement en annexe au budget du Premier Ministre.

## E. — WETENSCHAPSBELEID.

## I. — Inleiding.

De begrotingsvoorstellen voor wetenschapsbeleid — dienstjaar 1970 — die de kredieten omvatten bestemd voor het hoger onderwijs, alsmede voor het fundamenteel en toegepast onderzoek in de overheids- en privé-instellingen en wetenschappelijke eenheden, betreffen een bedrag van 13 miljard 325 miljoen frank. De aangroei ten opzichte van de begroting 1969 bedraagt 1 miljard 500 miljoen frank. In dit bedrag zijn de investeringen van de universiteiten niet inbegrepen, waarvoor de Regering besloten heeft vanaf 1970 een bijzondere inspanning te doen.

België begint progressief aan de tweede industrialisatiefase die gekenmerkt is door de snelle vooruitgang van de « op de wetenschap gebaseerde industrieën ». Het wetenschappelijk onderzoek speelt inderdaad een essentiële rol in het technologisch innovatieproces, dat hun vooruitgang determineert.

De Regering is ervan overtuigd dat geen enkel domein der wetenschap en techniek mag verwaarloosd worden, aangezien zij een geheel vormen. Nochtans vereisen bepaalde onderzoeksoriëntaties op gegeven tijdstippen de inzet van meer belangrijke middelen. De Regering wordt bij de keuze van deze oriëntaties geleid door een tweeledige bezorgdheid, nl. het verzekeren der sociaal-economische welvaart op middellange termijn en het vernieuwen en ontwikkelen op langere termijn van het nationaal wetenschappelijk potentieel.

Ten einde het Parlement in de mogelijkheid te stellen om de voorgestelde verdeling der kredieten voor het wetenschappelijk beleid beter te kunnen beoordelen, worden deze kredieten sedert 1969 in een speciale sectie van de onderscheiden departementen opgenomen. Het geheel van deze kredieten, gehergroepeerd volgens hun besteding, maken de « begroting voor de wetenschap » uit. Deze hergroepering der kredieten wordt aan het Parlement voorgelegd onder vorm van een bijlage van het budget van de Eerste-Minister.

## II. — La croissance du budget de la politique scientifique et son affectation.

Au cours des trois derniers exercices (1967, 1968 et 1969), la croissance annuelle des crédits est de 12,6 % en moyenne. Pour l'exercice 1970, les propositions budgétaires représentent un accroissement de 12,7 % par rapport aux crédits votés de 1969. Ainsi le budget de politique scientifique a crû à un rythme très rapide. Il a, en effet, quintuplé depuis dix ans.

### Affectation des crédits pour la politique scientifique pendant les années 1968, 1969 et 1970

(budget ordinaire, budget extraordinaire et section particulière).

## II. — Aangroei van de begroting voor de wetenschap en haar besteding.

De laatste drie dienstjaren (1967, 1968 en 1969) bedroeg de jaarlijkse aangroei van de kredieten gemiddeld 12,6 %. De begrotingsvoorstellen voor het dienstjaar 1970 vertonen een aangroei van 12,7 % ten opzichte van de gestemde kredieten 1969. Aldus is de begroting voor de wetenschap in een snel tempo toegenomen. Sinds tien jaar is zij inderdaad vervijfdubbeld.

### Besteding van de kredieten voor wetenschapsbeleid in 1968, 1969 en 1970

(gewone begroting, buitengewone begroting en bijzondere sectie).

Affectation — Besteding	1968		1969		1970	
	Ajusté		Voté		Propositions	
	Aangepast	Goedgekeurd	Voorstellen			
	en millions in miljoen	% du total % totaal	en millions in miljoen	% du total % totaal	en millions in miljoen	% du total % totaal
1. Financement direct des universités et établissements assimilés pour l'enseignement et la recherche. — <i>Rechtstreekse financiering van de universiteiten en gelijkgestelde instellingen voor hun onderwijs en speurwerk</i> ... ... ... ...	5 690,9	54,6	6 548,7	55,4	7 327,2	55,0
2. Financement indirect de la recherche non orientée. — <i>Onrechtstreekse financiering van het niet georiënteerd speurwerk</i> ... ... ... ...	475,2	4,6	540,8	4,6	671,5	5,0
3. Financement de la recherche à finalité industrielle et agricole. — <i>Financiering van het onderzoek gericht op nijverheid en landbouw</i> ... ... ... ...	1 843,2	17,7	2 230,6	18,9	2 579,2	19,4
4. Financement d'activités scientifiques de service public et d'intérêt général. — <i>Financiering van wetenschappelijke activiteiten van openbaar dienstbetoon en algemeen nut</i> ...	1 566,7	15,0	1 720,0	14,5	1 769,4	13,3
5. Organismes scientifiques internationaux. — <i>Internationale wetenschappelijke organisaties</i> ... ... ... ...	840,4	8,1	781,5	6,6	978,1	7,3
Total. — <i>Totaal</i> ... ... ...	10 416,4	100,0	11 821,6	100,0	13 325,4 (1)	100,0

### A. — Montant global et répartition des crédits.

L'article 150 de l'annexe à la Déclaration gouvernementale annonce qu'il sera prévu une croissance annuelle des crédits de recherche d'au moins 11 % et une répartition pondérée de ces ressources accrues entre la recherche fondamentale, la recherche de service public et la recherche à finalité industrielle et agricole. Le présent budget satisfait pleinement à ces deux conditions.

L'article 152 du même texte prévoit qu'un programme de développement de la recherche sera établi pour une période de cinq ans. Un tel programme a déjà été adopté par le Gouvernement pour le secteur nucléaire et le présent budget reflète cette décision, pour ce qui concerne ce secteur. Des programmes sont en préparation pour plusieurs autres secteurs.

En outre, le Gouvernement a décidé d'introduire la gestion par objectifs dans tous les établissements scientifiques de

(1) Montants à 127,5 %, à l'exclusion de la part dans les provisions d'index prévues aux budgets, sauf en ce qui concerne les crédits pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique prévus au budget de l'Education nationale.

### A. — Globaal bedrag en de verdeling der kredieten.

Artikel 150 der bijlage bij de Regeringsverklaring vermeldt dat een jaarlijkse aangroei van de kredieten voor onderzoek van minstens 11 % zal voorzien worden, alsmede een gewogen verdeling van die verhoogde middelen tussen het fundamenteel onderzoek, het onderzoek voor openbaar dienstbetoon en het onderzoek gericht op nijverheid en landbouw. Deze begroting voldoet volledig aan beide voorwaarden.

Artikel 152 van dezelfde tekst bepaalt dat een vijfjarenprogramma voor de ontwikkeling van het onderzoek zal opgesteld worden. De Regering heeft voor de nucleaire sector reeds een dergelijk programma goedgekeurd. Met deze beslissing werd bij het opstellen van de begroting trouwens rekening gehouden. Dergelijke programma's zijn in voorbereiding voor verscheidene andere sectoren.

De Regering heeft bovendien besloten dat de wetenschappelijke rijksinstellingen een beleid zullen volgen dat gericht

(1) Bedragen tegen 127,5 %, exclusief het aandeel in de indexprovisies ingeschreven in de begroting, uitgezonderd inzake de kredieten voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek uitgetrokken op de begroting van Nationale Opvoeding.

l'Etat, selon un système P.P.B.S. (planning, programming budgeting system) reposant sur un programme à moyen terme.

Ainsi, par étapes, le budget de la politique scientifique reflétera la programmation scientifique.

#### B. --- Affectation des crédits.

##### 1<sup>o</sup> Première affectation.

Le financement direct des universités et établissements assimilés (pour l'enseignement et la recherche) continue à représenter l'affectation la plus importante. Une nouvelle loi d'expansion universitaire sera nécessaire avant la fin de l'année académique 1969-1970. Les dispositions nouvelles que le législateur adoptera sortiront leurs effets, du point de vue budgétaire, pour le 4<sup>e</sup> trimestre de l'exercice 1970. Il n'a pas été tenu compte, dans ce budget, de l'éventuelle création par l'Etat de nouveaux établissements, facultés ou sections, ni d'une modification des règles financières régissant le calcul des subventions aux universités libres et aux autres institutions subventionnées en vertu de la loi. Les conséquences budgétaires éventuelles d'une nouvelle loi devront donc être réglées par feuilleton.

Toutefois, deux provisions ont été inscrites à titre provisoire en vue du financement des investissements universitaires : d'une part au budget extraordinaire du Département de l'Education nationale (Fonds des constructions universitaires) et d'autre part au budget ordinaire du même Département. Ces inscriptions font l'objet d'une adaptation en fonction du projet gouvernemental qui sera déposé au cours des prochains mois. Pour ces raisons, ces montants n'ont pas été retenus dans les tableaux et commentaires du budget de la science.

##### 2<sup>o</sup> Deuxième affectation.

Une augmentation exceptionnelle des fonds réservés au financement indirect des recherches non orientées (principalement universitaires) a été prévue pour permettre le rattrapage du retard flamand en matière de participation à la recherche fondamentale, sans que l'expansion normale des activités des chercheurs francophones ne fût freinée. L'annexe au budget du Premier Ministre fournit les explications sur le dispositif arrêté à cet effet par le Gouvernement.

##### 3<sup>o</sup> Troisième affectation.

L'expansion plus que proportionnelle des crédits destinés aux recherches à finalité industrielle et agricole reflète l'intention du Gouvernement de donner de nouvelles impulsions dans cette direction en vue du rajeunissement structurel de l'économie belge, et de la solution des problèmes économiques régionaux.

##### 4<sup>o</sup> Quatrième affectation.

Les activités de service public et d'intérêt général sont assurées par des établissements scientifiques de l'Etat et par des unités travaillant sous contrat. L'augmentation modérée de cet ensemble résulte d'une moyenne entre de nombreuses situations particulières et souvent divergentes. L'expansion des établissements de l'Etat a été plafonnée à 11 %, mais les besoins de plusieurs d'entre eux n'atteignent pas ce chiffre.

##### 5<sup>o</sup> Cinquième affectation.

La coopération scientifique et technologique européenne étant en crise, les gouvernements n'ont pu bien souvent se mettre d'accord sur le financement des programmes en cours ou sur l'adoption de nouveaux programmes. Il en est résulté

is op de objectieven, overeenkomstig het P.P.B.S.-systeem (planning, programming budgeting system) dat gesteund is op een programma op middellange termijn.

Zodoende zal de programmatie van de wetenschap in de begroting van het wetenschapsbeleid trapsgewijs tot uiting komen.

#### B. --- Besteding der kredieten.

##### 1<sup>o</sup> Eerste besteding.

De rechtstreekse financiering van de universiteiten en gelijkgestelde instellingen (voor onderwijs en onderzoek) blijft nog steeds de belangrijkste uitgavenpost. Voor het einde van het academiejaar 1969-1970 zal een nieuwe wet op de universitaire expansie noodzakelijk zijn. De nieuwe beschikkingen die de wetgever zal goedkeuren, zullen een weerslag hebben op de begroting voor de 4<sup>e</sup> trimester van het dienstjaar 1970. In de begroting werd geen rekening gehouden met de eventuele oprichting door de Staat van nieuwe instellingen, faculteiten of secties, noch met een wijziging van de financiële voorschriften voor de berekening van de toelagen aan de vrije universiteiten en de andere krachtens de wet gesubsidieerde instellingen. De eventuele budgettaire implicaties van een nieuwe wet zullen dus per bijkomende kredietbeschrijving moeten geregeld worden.

Te voorlopigen titel werden er evenwel provisies ingeschreven op de buitengewone begroting van het Departement van Nationale Opvoeding (Fonds voor universitaire gebouwen) en op de gewone begroting van hetzelfde Departement met het oog op de financiering van de universitaire investeringen. Deze inschrijvingen zullen aangepast worden in functie van het regeringsontwerp dat in de loop der eerstvolgende maanden zal worden neergelegd. Deze beide bedragen werden dan ook niet opgenomen in de tabellen en overzichten van de begroting voor de wetenschap.

##### 2<sup>o</sup> Tweede besteding.

Een buitengewone aangroei werd voorzien van de fondsen voor de onrechtstreekse financiering van het niet-georiënteerd onderzoek (voornamelijk aan universiteiten) om het mogelijk te maken de Vlaamse achterstand inzake deelname aan het fundamenteel onderzoek in te halen, zonder dat de normale expansie van de activiteiten van de Franstalige navorsers geremd wordt. De bijlage bij de begroting van de Eerste-Minister zal inlichtingen verstrekken over de beschikking die de Regering hiervoor heeft.

##### 3<sup>o</sup> Derde besteding.

De activiteiten van openbaar dienstbetoon en algemeen nut worden uitgevoerd door wetenschappelijke riksinstellingen bedoeling van de Regering weer een nieuwe impuls in die richting te geven, om de structuur van de Belgische economie te verjagen en om de regionale economische problemen op te lossen.

##### 4<sup>o</sup> Vierde besteding.

De activiteiten van openbaar dienstbetoon en algemeen nut worden uitgevoerd door wetenschappelijke riksinstellingen en eenheden die onder contract werken. De gemiddelde stijging der totale kredieten hiervoor voorzien is beperkt en is het resultaat van uiteenlopende toestanden in de verschillende wetenschappelijke eenheden. De expansie der kredieten bestemd voor wetenschappelijke riksinstellingen werd tot 11 % beperkt. De kredietbehoefte van verscheidene van de riksinstellingen bereiken zelfs dit verhoudingscijfer niet.

##### 5<sup>o</sup> Vijfde besteding.

Gezien de krisis op het domein van de Europese wetenschappelijke en technologische samenwerking, kwamen de regeringen zelden tot een akkoord over de financiering van de lopende programma's of over de aanvaarding van nieuwe.

une baisse d'activité des organismes internationaux. Le financement de certaines équipes antérieurement subventionnées par l'Euratom a été d'autre part repris par les budgets nationaux. C'est ainsi que le montant total des contributions belges est descendu de 11,3 % du budget de politique scientifique en 1967, à 6,6 % de ce budget en 1969. Plusieurs réunions ministérielles ont rendu possibles quelques arrangements positifs et d'autres réunions sont prévues pour l'automne.

C'est pourquoi le budget table sur une reprise modérée des dépenses de coopération européenne en 1970.

### III. — Le financement du budget de la politique scientifique.

Le financement du budget de la politique scientifique pour 1970 est prévu de la manière suivante :

Budget des dépenses ordinaires des départements. F	12 335 298 000
Budget des dépenses extraordinaires ...	890 000 000
Section particulière (solde de l'emprunt de la Fondation pour le financement de la recherche scientifique) ...	100 100 000
Total ... F	13 325 398 000

Comme l'an dernier, ont été portées à l'extraordinaire les dépenses de promotion de la technologie avancée en vue de la reconversion économique (et notamment les prêts aux entreprises pour la création de prototypes).

Jusqu'à présent, le Gouvernement a pu disposer pour donner des impulsions nouvelles d'une masse de manœuvre constituée par le produit de l'emprunt ci-dessus désigné. Cet emprunt venant à son terme, une inscription de 250 millions de francs figurera dorénavant au budget extraordinaire, Services du Premier Ministre, sous le libellé « Impulsions gouvernementales à des programmes technologiques sectoriels et à des actions scientifiques de service public en vue de la récupération du retard technologique », afin de prendre en relais l'emprunt en question. Le solde de l'emprunt pourra dès lors être affecté en 1970 à des actions de recherche fondamentale, notamment en vue d'actions concertées universitaires et interuniversitaires liées à certaines disciplines de pointe d'importance exceptionnelle.

### IV. — Répartition entre les budgets départementaux.

Les crédits de politique scientifique se répartissent de la manière suivante entre les budgets des départements :

	En milliers de francs
1. Education nationale et Culture :	
a) Education nationale : Enseignement supérieur ...	7 167 214
b) Education nationale : Recherche ...	1 083 179
c) Culture : Secteur commun ...	130 803
d) Culture : Secteur néerlandophone ...	36 006
e) Culture : Secteur francophone ...	28 229
2. Affaires économiques ...	2 517 291
3. Premier Ministre ...	711 300
4. Santé publique ...	655 810
5. Agriculture ...	551 348
6. Défense nationale ...	359 095
7. Travaux publics ...	43 536
8. Affaires étrangères ...	28 104
9. Communications ...	6 725
10. Justice ...	4 440
11. Intérieur ...	1 000
12. Emploi et Travail ...	1 000
13. Prévoyance sociale ...	318
Total ...	(1) 13 325 398

(1) Montants à 127,5 %, c.-à-d. non compris la part des provisions d'index prévues aux budgets, sauf en ce qui concerne les rubriques 1 a) et 1 b), dont les montants sont établis à 130 %.

Daaruit volgde een achteruitgang der activiteiten van de internationale organisaties. Bovendien werd de financiering van bepaalde teams, die vroeger door Euratom gesubsidieerd werden, door de nationale begrotingen overgenomen. Zo daalde het totaal der Belgische bijdragen van 11,3 % van de begroting voor de wetenschap in 1967 tot 6,6 % van die begroting in 1969. Dank zij verschillende ministeriële vergaderingen, konden enkele positieve schikkingen getroffen worden. Andere vergaderingen werden gepland voor de herfst.

Daarom werd bij de opstelling van de begroting rekening gehouden met een gematigde hervatting van de Europese samenwerking in 1970.

### III. — Financiering van de begroting voor de wetenschap.

De financiering van de begroting voor de wetenschap 1970 is als volgt opgesteld :

Begroting van de gewone uitgaven van de departementen ...	F 12 335 298 000
Begroting van de buitengewone uitgaven ...	890 000 000
Bijzondere sectie (saldo van de lening van de Nationale Stichting voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek) ...	100 100 000
Totaal ... F	13 325 398 000

Zoals verleden jaar werden de uitgaven voor de bevordering van de gevorderde technologie en van de economische reconversie (inzonderheid de leningen aan de ondernemingen voor prototypen) op de buitengewone begroting geplaatst.

Tot nu toe heeft de Regering kunnen beschikken over een reservemassa, bestaande uit de opbrengst van vooroemde lening, om nieuwe initiatieven te stimuleren. Daar die lening ten einde loopt, zal voortaan een bedrag van 250 miljoen frank ingeschreven worden op de buitengewone begroting van de Diensten van de Eerste-Minister, onder de benaming « Regeringsinitiatieven voor sectoriële technologische programma's en wetenschappelijke werkzaamheden van openbare dienst ten einde de Belgische technologische achterstand in te halen ». Zodoende zal deze reservemassa in de plaats komen van vooroemde lening. Het saldo van de lening zal dan vanaf 1970 kunnen besteed worden aan acties voor fundamenteel onderzoek, vooral met het oog op onderling afgestemde universitaire en interuniversitaire acties in bepaalde bijzonder belangrijke top-disciplines.

### IV. — Verdeling tussen de departementale begrotingen.

De kredieten voor de wetenschap worden als volgt tussen de departementale begrotingen verdeeld :

	In duizend-tallen frank
1. Nationale Opvoeding en Cultuur :	
a) Nationale Opvoeding : Hoger onderwijs ...	7 167 214
b) Nationale Opvoeding : Onderzoek ...	1 083 179
c) Cultuur : Gemeenschappelijke sector ...	130 803
d) Cultuur : Nederlandstalige sector ...	36 006
e) Cultuur : Franstalige sector ...	28 229
2. Economische Zaken ...	2 517 291
3. Eerste-Minister ...	711 300
4. Volksgezondheid ...	655 810
5. Landbouw ...	551 348
6. Landsverdediging ...	359 095
7. Openbare Werken ...	43 536
8. Buitenlandse Zaken ...	28 104
9. Verkeerswezen ...	6 725
10. Justitie ...	4 440
11. Binnenlandse Zaken ...	1 000
12. Tewerkstelling en Arbeid ...	1 000
13. Sociale Voorzorg ...	318
Totaal ...	(1) 13 325 398

(1) Bedragen tegen 127,5 %, dus exclusief het aandeel in de indexprovisies ingeschreven in de begrotingen, behoudens de rubrieken 1 a) en 1 b) die opgemaakt zijn tegen 130 %.

## F. — DEFENSE NATIONALE.

L'objectif du Gouvernement est de contribuer au maintien de la paix en Europe, d'œuvrer à la consolidation de celle-ci par l'instauration d'un processus de *détente progressive* susceptible d'éloigner pour l'avenir les menaces qui pèsent sur le monde.

La dissuasion, base de la stratégie de l'O.T.A.N., a permis l'établissement d'un état de sécurité de fait reposant sur un équilibre relatif des forces.

C'est dans cette idée que la Belgique participe à l'effort de défense commun au sein de l'Alliance Atlantique. Cette participation doit à la fois satisfaire aux engagements que nous avons pris vis-à-vis de nos partenaires de l'O.T.A.N. et demeurer compatible avec nos possibilités nationales en matière financière.

L'intention du Gouvernement est de doter la Belgique de forces limitées en nombre, mais équipées de façon moderne, organisées de façon rationnelle, bien encadrées, et à la hauteur des missions qui leur sont confiées. C'est en ce sens que tendent tous les efforts et que se poursuivra, en 1970, la restructuration des Forces armées.

L'année 1970 verra notamment la continuation des programmes de modernisation des équipements majeurs de nos Forces. De nouvelles unités seront dotées de chars Léopard. Conséquence des décisions de 1968 et 1969, la Force aérienne entamera dès juillet 1970 le remplacement des appareils F 84 F par des Mirage. L'acquisition éventuelle et leur construction par les chantiers belges, de navires escorteurs destinés à la Force navale fait l'objet d'une étude d'ensemble. Les conclusions d'une commission créée à cet effet permettront au Gouvernement de prendre une décision en la matière pour fin 1970.

La Force d'intervention a été réduite, en 1969, de 6 à 4 brigades. Cette restructuration, qui implique l'amélioration de l'encadrement et des effectifs des Forces, la rationalisation et la réorganisation des services administratifs et logistiques, sera poursuivie en 1970.

C'est dans cette optique que le budget 1970 a été arrêté à 27,706 milliards, dont 20,647 milliards au budget des dépenses ordinaires et 7,05 milliards au budget des dépenses extraordinaires.

Les engagements prévus au budget extraordinaire s'élèvent à 4,990 milliards, dont quelque 1,500 milliard est affecté à la modernisation des équipements majeurs.

Tout comme en 1969, cette priorité accordée aux investissements entraîne une limitation sérieuse des dépenses ordinaires.

## F. — LANDSVERDEDIGING.

Het doel dat de Regering nastreeft, bestaat erin tot het behoud van de vrede in Europa bij te dragen en te ijveren voor de versterking ervan door het teweegbrengen van een *geleidelijke ontspanning* die van aard is om, in de toekomst, de bedreigingen waaronder de wereld gebukt gaat, uit de weg te ruimen.

De afschrikking, basis van de N.A.T.O.-strategie, heeft het mogelijk gemaakt een toestand van feitelijke veiligheid in het leven te roepen die op een betrekkelijk evenwicht der krachten steunt.

Met inachtneming van deze opvatting neemt België, binnen het raam van de Atlantische Alliantie, aan de gemeenschappelijke verdedigingsinspanning deel. Deze deelneming moet tegelijkertijd voldoen aan de verbintenissen die wij tegenover de N.A.T.O.-partners hebben aangegaan en met onze nationale mogelijkheden inzake financiële verenigbaar blijven.

De Regering neemt zich voor België te voorzien van strijdkrachten die in aantal zijn beperkt, doch in het bezit zijn van een moderne uitrusting, rationeel zijn ingericht, goed geïnformeerd zijn en die opdrachten kunnen waarmee zij worden belast. Met het oog op de verwijzenlijking van dit doel worden alle inspanningen geleverd en zal, in 1970, de herstructurering van de Krijgsmacht worden voortgezet.

In 1970 zullen de programma's inzake modernisering van de belangrijke uitrusting van onze Krijgsmachtdelen verder worden uitgevoerd. Nieuwe eenheden zullen met Leopard-pantsers worden uitgerust. Als gevolg van de beslissingen genomen in 1968 en 1969 zal vanaf juli 1970, bij de Luchtmacht — met de vervanging van de F 84 F toestellen door Mirage-toestellen — een aanvang worden gemaakt. Thans is een algemene studie aan de gang met betrekking tot de eventuele aanschaffing en de bouw, door de Belgische werken, van escorteschepen die voor de Zeemacht zijn besteed. Op grond van de besluiten van een commissie die daartoe werd opgericht zal de Regering in de gelegenheid zijn einde 1970 een beslissing terzake te nemen.

De Interventiestrijdkrachten werden, in 1969, van 6 tot 4 brigades herleid. Deze herstructurering, die een betere enkadering en een beter aangepaste getalsterkte bij de Krijgsmachtdelen, het rationaliseren en het opnieuw inrichten van de administratieve- en logistieke diensten met zich meebrengt, zal in 1970 worden voortgezet.

Rekening houdend met deze gegevens werd de begroting 1970 vastgesteld op 27,706 miljard, waarvan 20,647 miljard op de begroting van de gewone uitgaven en 7,059 miljard op de begroting van de buitengewone uitgaven worden uitgetrokken.

De vastleggingen die op de buitengewone begroting zijn voorzien bedragen 4,990 miljard waarvan zowat 1,500 miljard voor de modernisering van de belangrijke uitrusting zijn bestemd.

Evenals in 1969 heeft het feit dat voorrang aan de investeringen wordt verleend een gevoelige beperking van de gewone uitgaven tot gevolg.

## G. — JUSTICE.

Le 31 décembre 1967 était publié le nouveau Code judiciaire réalisant la réforme de l'organisation judiciaire et de la procédure dans un sens de restructuration, de spécialisation, d'unification et de simplification.

La loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire prévoyait un délai de trente-six mois pour l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles. Ce délai expire le 31 octobre 1970.

De nombreux articles concernant la procédure et les voies d'exécution ont été mis en vigueur au cours des années 1968 et 1969.

L'année 1970 verra la mise en place des nouvelles juridictions du travail qui remplaceront les Conseils de prud'hommes et les nombreuses juridictions administratives en matière de sécurité sociale. La transformation des tribunaux de commerce sera également réalisée dans le courant de cette année. Au cours de cette même année les circonscriptions des justices de paix et des tribunaux de police seront modifiées.

Le nouveau statut organique du personnel des parquets, le statut pécuniaire des magistrats, des greffiers et du personnel subordonné, la modification des limites d'âge entreront également en vigueur au cours de l'année.

## G. — JUSTITIE.

Op 31 oktober 1967 werd het nieuw Gerechtelijk Wetboek bekendgemaakt waarbij de hervorming van de gerechtelijke organisatie en van de rechtspleging in een geest van restructuratie, van specialisatie, van éénmaking en van vereenvoudiging werd verwezenlijkt.

De wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek voorzag een termijn van zesendertig maanden voor de inwerkingtreding der nieuwe beschikkingen. Die termijn eindigt op 31 oktober 1970.

Talrijke artikelen met betrekking op de rechtspleging en de uitvoeringsmiddelen werden in de loop der jaren 1968 en 1969 in werking gesteld.

Het jaar 1970 zal de totstandkoming zien van de nieuwe arbeidsgerichten die de Werkrechtersraden en de talrijke administratieve rechtscolleges inzake sociale zekerheid zullen vervangen. Ook de omvorming van de handelsrechtbanken zal in dat jaar geschieden. Tijdens datzelfde jaar zullen nog de gebiedsomschrijvingen der vrederechten en der politierechtbanken gewijzigd worden.

Het nieuw organiek statuut van het personeel der parketten, het geldelijk statuut der magistraten, der griffiers en van het ondergeschikt personeel, de wijziging der leeftijdsgrenzen zullen eveneens in voege treden in de loop van het jaar.

## H. — FONCTION PUBLIQUE.

Le Gouvernement et les services de la Fonction publique doivent être attentifs à la fois à la condition des agents occupés dans le secteur public et à l'accroissement continu de la productivité de l'administration.

1. L'expérience avait démontré la nécessité d'aménager le *statut des agents de l'Etat* sur certains points, particulièrement en matière de recrutement et de promotion.

La révision de ce statut vient de trouver un heureux aboutissement. Une série de quatre arrêtés royaux du 17 septembre 1969 (*Moniteur belge* du 24 septembre 1969) contient l'adaptation du statut.

Le nouveau régime entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970 et mettra ainsi fin aux dispositions temporaires qui étaient appliquées depuis 1966.

La réforme permettra non seulement de rétablir l'ordre et la clarté indispensables dans les textes réglementaires, mais également de mieux répondre aux besoins des différents départements. Elle lèvera aussi les incertitudes que les agents ont actuellement au sujet du déroulement de leur carrière et qui, à la longue, créent un climat d'insécurité contrariant le bon fonctionnement des administrations.

2. Le Conseil des Ministres a marqué son accord sur le principe de l'extension au personnel des organismes d'intérêt public relevant du secteur social des dispositions statutaires applicables aux agents de l'Etat, compte tenu du nouveau statut qui va entrer en vigueur.

Les modalités de cette question seront étudiées sans tarder et d'une manière approfondie, avec le concours des autorités et des services intéressés.

3. Le quatrième accord de *programmation sociale* portant sur les années 1968 et 1969 a été scrupuleusement respecté.

Une nouvelle convention collective vient d'être paraphée par les organisations syndicales les plus représentatives.

Portant sur les années 1970 et 1971, elle intéresse quelque 780 000 personnes : les membres du personnel ainsi que les bénéficiaires d'une pension de retraite ou de survie de droit public des services de l'Etat, des administrations provinciales et communales, des organismes d'intérêt public et de l'enseignement subventionné.

Les mesures d'application générale porteront sur les rémunérations, les pensions, le pécule de vacances, la normalisation de la durée hebdomadaire du travail et les congés; elles pourront être complétées par des mesures d'ordre sectoriel ou catégoriel.

Le coût global de la nouvelle programmation est évalué en fin de période à 7 milliards de francs.

Le plafond de la charge sur le budget de l'Etat (600 000 personnes) a été fixé à 2 milliards pour 1970 et à 2 milliards 900 millions pour 1971.

4. Le régime de *relations syndicales* instauré en 1955 est largement dépassé et, depuis plusieurs années, la négociation s'est en fait substituée à la simple consultation.

Le Gouvernement est décidé à rénover le statut syndical pour l'adapter à l'évolution des faits et des idées.

## H. — OPENBAAR AMBT.

De Regering en de diensten van het Openbaar Ambt moeten hun volle aandacht schenken zowel aan de toestand van de personeelsleden die in de overheidssector zijn tewerkgesteld als aan de bestendige toeneming der productiviteit van de administratie.

1. De ondervinding had uitgewezen dat het noodzakelijk was het *statuut van het Rijkspersoneel* op bepaalde punten, inzonderheid wat de werving en de bevordering betreft, aan te passen.

De herziening van bedoeld statuut werd zo pas tot een goed einde gebracht. De aanpassing van het statuut is opgenomen in een reeks van vier koninklijke besluiten van 17 september 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 24 september 1969).

De nieuwe regeling zal op 1 januari 1970 van kracht worden en zal aldus een einde maken aan de tijdelijke bepalingen die sedert 1966 toepassing vonden.

De hervorming zal het niet alleen mogelijk maken opnieuw de onontbeerlijke orde en klarheid te brengen in de reglementen, maar ook beter te beantwoorden aan de behoeften van de verschillende departementen. Zij zal eveneens de onzekerheid doen verdwijnen waarin de personeelsleden thans verkeren ten opzichte van de afwikkeling van hun loopbaan, onzekerheid die, op de duur, een klimaat van onveiligheid schept dat een hinder is voor de goede werking van de besturen.

2. De Ministerraad heeft zijn akkoord betuigd met het beginsel van de uitbreiding tot het personeel van de instellingen van openbaar nut die onder de sociale sector rassorteren, van de statutaire bepalingen welke van toepassing zijn op het Rijkspersoneel, rekening houdende met het nieuwe statuut dat van kracht zal worden.

Aan de nadere regelen die verband houden met die kwestie zal onverwijd, met de medewerking van de overheden en van de betrokken diensten, een grondig onderzoek worden gewijd.

3. Het vierde akkoord van de *sociale programmatie* dat loopt over de jaren 1968 en 1969 werd nauwgezet nagekomen.

Onlangs werd door de meest representatieve vakorganisaties een nieuwe collectieve overeenkomst gesloten.

Deze loopt over de jaren 1970 en 1971 en belangt zowat 780 000 personen aan : de personeelsleden alsook de gerechtigden van een rust- of overlevingspensioenstelsel van publiek recht van de Rijksdiensten, van de provincie- en gemeentebesturen, van de instellingen van openbaar nut en van het gesubsidieerd onderwijs.

De algemene toepassingsregelen zullen betrekking hebben op de bezoldigingen, de pensioenen, het vakantiegeld, de normalisatie van de wekelijkse arbeidsduur en de verloven; zij zullen kunnen aangevuld worden met maatregelen die verband houden met sectoren of categorieën.

De totale kosten van de nieuwe programmatie bij het einde van de periode worden op 7 miljard frank geraamd.

Het plafond van de last op de Rijksbegroting (600 000 personen) werd vastgesteld op 2 miljard voor 1970 en op 2 miljard 900 miljoen voor 1971.

4. De in 1955 ingevoerde regeling van de *syndicale betrekkingen* is ruimschoots voorbijgestreefd en sinds verscheidene jaren is de gewone raadpleging in feite vervangen door de onderhandeling.

De Regering is besloten het syndicaal statuut te vernieuwen om het aan te passen aan de evolutie van de feiten en van de ideeën.

D'ailleurs, la négociation collective tend également à être pratiquée à l'étranger pour fixer les barèmes salariaux et pour régler les autres problèmes connexes intéressant les fonctionnaires.

5. En exécution d'une loi du 3 juillet 1967, les agents des services publics peuvent obtenir, lorsque cette loi leur sera déclarée applicable, la réparation des accidents du travail ou des accidents survenus sur le chemin du travail, selon des dispositions appropriées à leur statut.

A quelques exceptions près, les agents de l'Etat, au sens le plus large, ainsi que les membres du personnel enseignant des établissements régis par le Pacte scolaire se sont déjà vu appliquer la législation précitée (arrêté royal du 24 janvier 1969).

Le Gouvernement est attentif à l'application intégrale de la loi du 3 juillet 1967. Tout est mis en œuvre pour aboutir à des mesures adéquates dans les délais les plus brefs.

6. La formation initiale des stagiaires du niveau 1 se déroule normalement sous la conduite de la Direction générale de la sélection et de la formation.

Un comité permanent a été institué en vue de promouvoir la formation de l'ensemble des agents des services publics. Il a pour mission l'étude de toutes les mesures susceptibles de satisfaire d'une façon plus appropriée les besoins de formation, que ce soit en vue du perfectionnement dans la fonction ou de l'avancement dans la carrière.

Il sera chargé en premier lieu d'examiner les mesures à prendre en vue d'étendre la formation aux agents des niveaux 2, 3 et 4, ainsi qu'aux agents issus de ces niveaux qui ont accédé au niveau 1.

En ce qui concerne les activités de l'Institut Administration-Université, la mise en œuvre du « Planning-Programming-Budgeting System » a été poursuivie au moyen des crédits mis par la Fonction publique à la disposition de l'Institut. Le programme quinquennal de l'Institut a été mis au point; il envisage davantage une action dans le milieu administratif habituel, plus axée en conséquence sur les problèmes concrets.

Dans le domaine de la promotion sociale, une étude est actuellement menée quant aux modalités de son extension au secteur public.

7. Le Gouvernement poursuivra la politique de blocage des recrutements qui est appliquée depuis plusieurs années. Aucun crédit provisionnel nouveau n'a été prévu au budget, néanmoins, les soldes non utilisés des crédits des années budgétaires antérieures pourront être employés en vue de permettre des recrutements nouveaux dans les administrations qui devront faire face à des tâches supplémentaires.

D'autre part, les dispositions sont prises pour éviter l'engagement de nouvelles recrues lorsqu'il est possible de pourvoir aux vacances par l'utilisation d'agents des ministères ou de militaires ayant sollicité leur *mobilité volontaire*.

8. Dans une entreprise aussi vaste et aussi complexe que l'Etat, les problèmes d'organisation ont toujours été nombreux. Ils prennent maintenant une nouvelle vigueur et une nouvelle ampleur sous l'influence de l'informatique.

Er bestaat overigens eveneens een strekking in het buitenland om de collectieve onderhandeling toe te passen wanneer het er om gaat de loonschalen vast te stellen en de overige ermoeide verband houdende problemen welke de ambtenaren aanbelangen, te regelen.

5. In uitvoering van de wet van 3 juli 1967, kunnen de personeelsleden van de overheidssector, wanneer die wet op hen van toepassing zal worden verklaard, de schadevergoeding bekomen voor arbeidsongevallen of voor ongevallen op de weg naar en van het werk, volgens bepalingen die stroken met hun statuut.

Voormelde wetgeving (koninklijk besluit van 24 januari 1969) werd, op enkele uitzonderingen na, reeds toegepast op het Rijkspersoneel, in de breedste zin, alsook op de leden van het onderwijszend personeel van de inrichtingen die onder de gelding staan van het Schoolpact.

De Regering besteedt haar volle aandacht aan de integrale toepassing van de wet van 3 juli 1967. Alles wordt in het werk gesteld opdat, ten spoedigste, gepaste maatregelen zouden worden genomen.

6. De eerste *vorming* van de stagiairs van niveau 1 verloopt normaal onder de leiding van de algemene Directie voor selectie en vorming.

Een vast comité werd ingesteld om de vorming van de gezamenlijke personeelsleden van de overheidsdiensten te bevorderen. Het heeft als opdracht al de maatregelen ter studie te nemen die op een meer gepaste wijze, kunnen voldoen aan de vormingsbehoeften, zowel met het oog op de vervolmaking in het ambt als op de bevordering in de loopbaan.

Het zal in de eerste plaats ermoeide belast worden de maatregelen te onderzoeken ten einde de vorming uit te breiden tot het personeel van de niveaus 2, 3 en 4 alsook tot de uit die niveaus afkomstige personeelsleden die toegang hebben verkregen tot niveau 1.

Wat de werkzaamheden van het Instituut Administratie-Universiteit betreft, de studie van het « Planning-Programming-Budgeting system » werd voortgezet met behulp van de kredieten welke het Openbaar Ambt ter beschikking heeft gesteld van het Instituut. Het vijfjarenprogramma van het Instituut werd bijgewerkt; het is thans meer afgestemd op een actie in het gewone administratief milieu die, derhalve, meer op de concrete problemen is gericht.

Wat de sociale promotie aangaat, hieraan wordt thans een studie gewijd die verband houdt met de modaliteiten van de uitbreiding ervan tot de openbare sector.

7. De Regering zal haar politiek inzake blokkering van de wervingen die sedert verscheidene jaren toegepast is, voortzetten. Er werd geen enkel nieuw provisioneel krediet op de begroting uitgetrokken, doch de niet aangewende saldo's van de voorgaande begrotingsjaren zullen echter kunnen gebruikt worden om nieuwe wervingen mogelijk te maken in de besturen die het hoofd moeten bieden aan bijkomende taken.

Anderzijds zijn maatregelen genomen om te voorkomen dat nieuw personeel wordt aangeworven wanneer het mogelijk is in de vacatures te voorzien door het tewerkstellen van personeelsleden van de ministeries of van militairen die om *verijwillige mobiliteit* hebben verzocht.

8. In een zo omvangrijke en ingewikkelde onderneming als de Staat zijn er altijd talrijke organisatieproblemen geweest. Onder de invloed van de informatie worden deze problemen thans nog scherper gesteld en krijgen zij een nieuwe omvang.

Le Gouvernement réalise pleinement qu'aujourd'hui déjà, mais beaucoup plus encore dans les années à venir, l'efficacité de l'administration dépendra de l'usage qui sera fait des ordinateurs.

Pour réussir, il est indispensable que les applications d'informatique soient étudiées en système au lieu de se développer en réseaux anarchiques. Le Registre national que le Gouvernement a décidé de créer constituera la base nécessaire à la majorité de ces systèmes.

Il importe également que les cadres de l'administration, et non seulement les spécialistes, soient conscients des possibilités de l'information et que les techniciens soient capables d'utiliser au maximum les matériels qui leur sont fournis.

La Fonction publique ne néglige aucun effort pour résoudre ces différents problèmes de structures, de personnel et de procédures et pour faire en sorte que l'administration s'adapte à l'emploi rationnel d'ordinateurs.

De Regering is er zich ten volle van bewust dat de doeltreffendheid van de administratie, nu reeds, maar nog veel meer in de toekomst zal afhangen van het gebruik dat van de computers zal worden gemaakt.

Om te slagen is het onontbeerlijk dat de toepassingen van de informatica in systeem worden bestudeerd in plaats van ze in ordelose netten te ontwikkelen. Het Rijksregister dat de Regering besloten heeft aan te leggen zal de noodzakelijke grondslag zijn voor het merendeel van de systemen.

Hoofdzaak is ook dat de kaders van de administratie, en niet alleen de specialisten, bewust zouden zijn van de mogelijkheden welke de informatica biedt en dat de technici bekwaam zouden zijn een maximaal gebruik te maken van het materieel dat zij te hunner beschikking hebben.

Het Openbaar Ambt verzuimt geen enkele inspanning om die verschillende structuur-, personeels- en procedureproblemen op te lossen en om ervoor te zorgen dat de administratie zich aanpast aan de rationele aanwending van computers.

## I. -- POLITIQUE ETRANGERE.

## 1. Relations extérieures.

Alors que les premiers mois de l'année 1969 étaient encore dominés par les séquelles des crises de 1968 notamment en Europe, le printemps a vu se dégager un certain nombre d'orientations qui ont permis de renouer avec les efforts entrepris l'année précédente et, malgré certains remous, ont démontré dans les mois suivants la pertinence des thèses permanentes de la politique extérieure belge.

Dans le domaine de la construction de l'Europe, le mois de février a vu la situation se détériorer sur le plan politique par le refus de la France de siéger au Conseil de l'Union de l'Europe occidentale, qu'elle accusait de se transformer en instance d'appel des Communautés Economiques Européennes. Depuis lors, les changements survenus dans la haute direction de l'Etat en France, la crise gouvernementale italienne et les récentes élections en République fédérale d'Allemagne ont imposé à tous les gouvernements concernés un délai de réflexion. Celui-ci a permis de dégager les grandes lignes d'un compromis éventuel au terme duquel un accord pourrait se réaliser sur la reprise de la construction européenne en ce qui concerne l'achèvement des communautés existantes, leur élargissement à d'autres Etats et la coopération politique entre tous les Etats européens.

Dans tous ces développements, la Belgique s'est efforcée de jouer un rôle conciliateur dans le respect des engagements fondamentaux contractés dans le cadre des Traités de Rome, de Paris et du Benelux.

En ce qui concerne la réduction des tensions qui divisent le monde et, plus particulièrement, l'Europe, le mois de mars a permis d'enregistrer un appel des pays du Pacte de Varsovie à la reprise du dialogue. En avril, les membres du Pacte atlantique ont confirmé l'orientation prise à la veille de la crise tchécoslovaque d'août 1968, et réaffirmé le caractère complémentaire des aspects défensifs et diplomatiques de l'Alliance.

Dans le cadre ainsi tracé, la Belgique a mené une action exploratoire auprès d'un certain nombre de pays de l'Est européen, notamment l'U.R.S.S., et des pays non engagés, en vue de définir les sujets concrets sur lesquels pourraient s'engager des négociations fructueuses et rapides qui contribuerait ainsi à la création d'une atmosphère favorable à un dialogue sur les thèmes fondamentaux de la sécurité européenne. Cette action se poursuit à l'heure actuelle.

Des préoccupations analogues dictent notre conduite dans le cadre plus large des Nations Unies, et elles nous ont amenés à soutenir toutes les initiatives propres à mettre fin aux conflits en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique centrale.

Nos relations avec le Congo ont continué de s'améliorer. La prochaine visite officielle du Chef de l'Etat congolais dans notre pays soulignera encore une reprise qui se traduit dans tous les domaines.

Deux problèmes enfin nous intéressent au plus haut degré, encore que notre action dans ces domaines soit, par la force des choses, très limitée : le Vietnam et le Moyen-Orient.

## I. -- BUITENLANDS BELEID.

## 1. Buitenlandse betrekkingen.

Tijdens de eerste maanden van 1969 ondergingen wij inzonderheid in Europa nog steeds de nasleep van de crises van 1968. Tijdens de lente zijn dan enkele strekkings tot uiting gekomen die ons hebben toegelaten aan te sluiten op de pogingen die wij vorig jaar hadden ondernomen. Indien hieromtrent enige deining is ontstaan, dan hebben de volgende maanden toch het bewijs geleverd dat de ideeën die bestendig ten grondslag lagen aan de Belgische buitenlandse politiek, steekhouwend waren.

Ten opzichte van de opbouw van Europa bracht februari een verslechtering van de politieke toestand, doordat Frankrijk weigerde te zetelen in de Raad van de West-europese Unie waaraan het verweet zich op te werpen tot een beroepsinstantie van de Europese Economische Gemeenschappen. Sindsdien hebben wij de verandering meegeemaakt in de hogere staatsleiding in Frankrijk, heeft Italië een regeringscrisis gekend en hebben in West-Duitsland zopas de verkiezingen plaatsgehad. Hierdoor was voor alle betrokken regeringen, een tijd van denken geboden. Zo kregen wij de gelegenheid de grote lijnen uit te stippelen van een eventuele vergelijk, dat ons zou kunnen leiden naar overeenstemming over de wederaanpak van de opbouw van Europa door de voltooiing van de bestaande gemeenschappen, hun openstelling voor andere Staten en door de politieke samenwerking tussen alle Europese Staten.

Midden al deze verwikkelingen heeft België getracht een bemiddelende rol te spelen, zonder af te wijken van de fundamentele verplichtingen opgelegd door de Verdragen van Rome, van Parijs en van Benelux.

Wat de spanningen betreft die de wereld en inzonderheid Europa verdeeld houden, werd in de maand maart door de landen van het Warschau Pakt een oproep gedaan voor het hernemen van de dialoog. In april bevestigden de leden van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie hun voornemen de richting die zij op de vooravond van de Tsjechoslowaakse crisis van augustus 1968 waren ingeslagen te behouden en legden zij andermaal de nadruk op de complementaire aard van de defensieve en diplomatische aspecten van het Bondgenootschap.

In het aldus uitgestippelde kader, heeft België bij een aantal Oosteuropese landen, waaronder de U.S.S.R., en bij niet-gebonden landen een verkenningsactie ondernomen ten einde de concrete onderwerpen te omschrijven waarover op korte termijn vruchtbare onderhandelingen kunnen worden aangevat, die er op die wijze zouden toe bijdragen een gunstige sfeer te scheppen voor een dialoog over de fundamentele themas van de Europese veiligheid. Die actie wordt heden nog voortgezet.

Een zelfde bezorgdheid beheert onze houding in het kader van de Verenigde Naties. Wij hebben dan ook alle initiatieven gesteund die een einde kunnen stellen aan de conflicten in Afrika, in Azië, in het Midden-Oosten en in Centraal-Amerika.

Onze betrekkingen met Kongo evolueerden gunstig. Het aanstaande officiële bezoek van het Kongolese Staatshoofd aan ons land zal nog een duidelijker bewijs leveren van een opleving die op alle gebieden tot uiting komt.

Twee problemen houden onze belangstelling in de hoogste mate gaande, hoewel onze actie ter zake uiteraard zeer beperkt is : Vietnam en het Midden-Oosten.

## 2. Coopération au développement.

En matière de coopération au développement, les intentions du Gouvernement ont été clairement précisées dans la déclaration gouvernementale qui a souligné que « la Coopération est un devoir important de la politique nationale dans un monde interdépendant et solidaire ».

Ce devoir de solidarité s'est traduit en 1969 par une augmentation substantielle des crédits budgétaires par rapport à ceux des années précédentes.

Cet effort sera poursuivi en 1970. En effet, le budget pour 1970 atteint 3,3 milliards, soit une augmentation de 419,3 millions par rapport au crédit initial de 1969.

Divers aspects du budget proposé pour l'exercice 1970 méritent d'être mis en exergue.

Tout d'abord les dépenses qui avaient été imputées — à raison de 120 millions de francs belges — à la section particulière en 1969 ont été transférées cette année au budget ordinaire. Il s'agit notamment des dépenses relatives aux experts mis à la disposition des organisations internationales, des subsides accordés à la « Campagne contre la faim dans le monde », de la contribution au Centre International professionnel et technique de Turin patronné par le Bureau International du Travail, etc.

Grâce à ce transfert, l'utilisation des moyens budgétaires provenant de la Loterie nationale se conformera de façon plus stricte aux objectifs que le législateur entendait donner à l'affectation des bénéfices de la Loterie (loi du 6 juillet 1964). Ceux-ci seront davantage orientés vers des projets concrets de développement — projets dits intégrés — dans lesquels les missions d'experts concourent avec la fourniture d'équipement et de matériel ainsi qu'avec la mise sur pied de programmes de formation de techniciens nationaux, permettant à ceux-ci d'assurer la relève des experts belges.

Toujours dans un souci d'efficacité, ces projets spécifiques de coopération feront l'objet d'une concentration à la fois géographique, fonctionnelle et opérationnelle :

- la priorité sera donnée aux pays avec lesquels la Belgique a conclu une convention de coopération;
- l'aide sera accordée de préférence dans des domaines judicieusement choisis, où notre pays est particulièrement qualifié et où nos compatriotes excellent;
- on veillera tout particulièrement à ce que les projets complémentaires s'intègrent et se coordonnent au sein de programmes cohérents et solidement structurés.

L'augmentation des dépenses en personnel — qui est de 156,9 millions — permettra de garder en place le dispositif actuel et permettra même, dans certains pays, un léger accroissement de celui-ci. Mais tout en maintenant notre action dans les domaines de l'enseignement et de l'administration, nous entendons, aussi et surtout, accorder la priorité à un encadrement de qualité et à l'envoi d'experts particulièrement qualifiés : médecins, ingénieurs, économistes, agronomes. En effet, le déficit en hommes constaté dans les pays en voie de développement réclame l'élargissement de cette forme d'assistance, notamment par le détachement de fonctionnaires belges d'élite auprès des différents secteurs de l'administration des jeunes Etats; par la mise à leur disposition d'experts très spécialisés dans les secteurs clés du développement économique : infrastructure, agri-

## 2. Ontwikkelingssamenwerking.

Inzake ontwikkelingssamenwerking werden de bedoelingen van de Regering duidelijk vastgelegd in de Regeringsverklaring, die er op gewezen heeft dat « de Ontwikkelingssamenwerking een belangrijke plicht van de nationale politiek, in een onderling afhankelijke en solidaire wereld » is.

Die solidariteitsplicht is in 1969 tot uiting gekomen in een substantiële verhoging van de begrotingskredieten ten opzichte van die van de vorige jaren.

Die inspanning zal in 1970 worden voortgezet. De begroting voor 1970 beloopt inderdaad 3,3 miljard, dat maakt een verhoging met 419,3 miljoen ten aanzien van het oorspronkelijk krediet van 1969.

Verscheidene aspecten van de voor het dienstjaar 1970 voorgestelde begroting verdienen een bijzondere vermelding.

Allereerst werden de uitgaven die, — naar rata van 120 miljoen Belgische frank —, in 1969 op de bijzondere sectie werden aangerekend, dit jaar naar de gewone begroting overgebracht. Het gaat namelijk om de uitgaven betreffende de deskundigen die ter beschikking van de internationale organisaties worden gesteld, om de toelagen die aan de « Strijd tegen de honger in de wereld » worden toegekend, om de bijdrage voor het Internationaal Centrum voor voortgezette technische beroepsopleiding te Turijn dat onder de bescherming staat van het Internationaal Arbeidsbureau, enz.

Dank zij die overdracht zal het gebruik van de begrotingsmiddelen die herkomstig zijn van de Nationale Loterij, nauwgezetter beantwoorden aan de bestemming welke de wetgever aan de loterijwinst (wet van 6 juli 1964) wilde geven. Bedoelde winst zal eerder besteed worden aan concrete ontwikkelingsprojecten, — zogenaamde geïntegreerde projecten —, waarin deskundigenzendingen samenlopen met het leveren van uitrusting en materieel alsmede met het op touw zetten van programma's voor opleiding van plaatselijke technici waardoor laatstgenoemden de Belgische deskundigen zouden kunnen aflossen.

Steeds met het oog op doelmatigheid zullen deze specifieke samenwerkingsprojecten tegelijkertijd geografisch, functioneel en operationeel geconcentreerd worden :

- voorrang zal worden verleend aan de landen waarmee België een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;
- de hulp zal bij voorkeur worden verleend op nauwkeurig uitgezochte gebieden, waarvoor ons land bijzonder bevoegd is en waarop onze landgenoten uitmuntten;
- in het bijzonder zal men er zorg voor dragen dat de aanvullende projecten worden opgenomen en gecoördineerd in samenhangende en stevig gestructureerde programma's.

De verhoging van de personeelsuitgaven, — die 156,9 miljoen bedraagt —, zal het mogelijk maken het huidige stelsel in stand te houden en het in sommige landen zelfs enigszins op te voeren. Maar terwijl onze actie op het gebied van onderwijs en administratie wordt gehandhaafd, willen wij ook en vooral voorrang verlenen aan een degelijk kader en aan het uitzenden van bijzonder bevoegde deskundigen: geneesheren, ingenieurs, economisten, landbouwkundigen. Het tekort aan mensen dat in de ontwikkelingslanden wordt vastgesteld, vergt immers een uitbreiding van die hulpvorm, onder meer door het detacheren van Belgische elite-ambtenaren bij de verschillende sectoren van het bestuur van de jonge Staten; door het ter beschikking stellen van zeer gespecialiseerde deskundigen in de sleutelsectoren van de economische ontwikkeling :

culture, industrialisation. À cette fin, nos universités et nos bureaux d'études pourront apporter une aide substantielle : ils seront appelés à jouer un rôle de choix dans la mise en œuvre de cette forme de coopération.

En matière de bourses et stages, les actions de formation bénéficieront d'un effort accru, en raison même de leur caractère pluri-annuel et de leurs effets bénéfiques à long terme. L'accent sera mis sur la formation des cadres, permettant à ceux-ci, lorsqu'ils rentreront dans leur pays d'origine, d'accéder à des postes responsables et de valoriser les techniques et les méthodes de gestion nouvelles auxquelles ils se seront familiarisés au cours de leur séjour en Belgique.

C'est dans cette optique que l'organisation de séminaires sera développée en vue d'assurer la formation d'une élite de dirigeants d'entreprises et de responsables d'organisations professionnelles. L'expérience acquise par notre pays dans ce domaine peut être d'un apport inestimable pour le développement du Tiers Monde, où ces entreprises et organisations constituent des pôles de développement à effets multiplicateurs élevés.

Enfin, rappelons que, tout comme les années précédentes, le budget de la Coopération au Développement n'exprime pas la totalité des efforts consentis par la Belgique à la promotion matérielle et morale du Tiers Monde. Pour avoir une image complète des efforts budgétaires consacrés à la Coopération, il faut y ajouter selon le tableau ci-après les interventions effectuées grâce aux bénéfices de la Loterie nationale de même que celles qui se font par le canal du budget d'autres départements.

(En millions de francs.)

(In miljoen frank.)

Budgets ordinaire et extraordinaire	Budget 1969 Begroting 1969	Budget 1970 Begroting 1970	Gewone en buitengewone begroting
I. — <i>Loterie nationale</i> :			I. — <i>Nationale Loterij</i> :
— Dépenses effectuées sur les bénéfices de la Loterie nationale ... ... ... ...	649	664	— Uitgaven ten laste van de winst van de Nationale Loterij.
II. — <i>Affaires étrangères</i> :			II. — <i>Buitenlandse Zaken</i> :
— Contribution à des organismes internationaux (U.N.I.C.E.F., U.N.R.W.A et U.N.H.C.R.) ...	26	28	— Bijdragen aan internationale organismen (U.N.I.C.E.F., U.N.R.W.A. en U.N.H.C.R.).
III. — <i>Finances</i> :			III. — <i>Financiën</i> :
— Affiliation de la Belgique à l'Association Internationale de Développement ... ... ...	340	340	— Aansluiting van België bij de Internationale Vereniging voor Ontwikkeling.
— Souscription de la Belgique au capital de la Banque Asiatique de Développement ... ...	25	25	— Bijdrage van België tot het kapitaal van de Azatische Bank voor Ontwikkeling.
— Prêts à des Etats étrangers ... ... ...	350	450	— Leningen aan vreemde Staten.
— Part de la Belgique dans le financement des prêts octroyés par la Banque européenne d'investissement à la Turquie et à la Grèce ... ...	130	186	— Aandel van België in de financiering van de leningen die door de Europese Investeringsbank aan Turkije en aan Griekenland zijn toegekend.
IV. — <i>Dette publique</i> :			IV. — <i>Overheidsschuld</i> :
— Charge de la dette publique consolidée congolaise garantie par la Belgique ... ... ...	553	641	— Lasten van de vaste Kongolese Openbare schuld gewaarborgd door België.
— Dette rétrocédée au Congo et garantie par la Belgique ... ... ...	215	209	— Terug afgestane schuld aan Kongo en gewaarborgd door België.
— Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion ... ...	210	210	— Belgisch-Kongolees delgings- en beheerfonds.
Total ... ...	2 498	2 753	Totaal.

infrastructuur, landbouw, industrialisatie. Daartoe kunnen onze universiteiten en onze studiebureau's op substantiële wijze bijdragen : zij zullen een eersterangsrol moeten vervullen bij het in werking stellen van deze samenwerkingsvorm.

Inzake beurzen en stages zal een grotere inspanning worden gewijd aan de opleidingsacties, omwille van het feit dat deze over verscheidene jaren zijn gespreid en ook omwille van hun waldoende uitwerking op lang termijn. De nadruk zal worden gelegd op de opleiding van kaderpersoneel; daardoor zal dit personeel bij zijn terugkeer naar het land van herkomst verantwoordelijke posten kunnen innemen en de nieuwe beheerstechnieken en -methodes die het zich tijdens zijn verblijf in België heeft eigen gemaakt, kunnen produktief maken.

Met het oog daarop zal de organisatie van seminars worden uitgebreid ten einde in de opleiding van een elite van bedrijfsleiders en verantwoordelijken voor beroepsorganisaties te voorzien. De ervaring die ons land op dat gebied heeft opgedaan kan een onschatbare bijdrage betekenen voor de ontwikkeling van de Derde Wereld, waar die bedrijven en organisaties ontwikkelingskernen met hoge vermenigvuldigingskracht zijn.

Ten slotte willen wij er aan herinneren dat, zoals de vorige jaren, de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking niet alle inspanningen weergeeft die België zich getroost voor de materiële en morele opbouw van de Derde Wereld. Om een volledig beeld te hebben van de begrotingsinspanningen die aan de Samenwerking worden besteed, moet men overeenkomstig de tabel hierna, daar-aan de tegemoetkomingen toevoegen die dank zij de winst van de Nationale Loterij alsmede via de begroting van andere departementen geschieden. .

### 3. Commerce extérieur.

#### I. — Importance du commerce extérieur.

L'année 1968, caractérisée par une conjoncture plus favorable que les années 1966-1967, a apporté la confirmation de l'importance croissante du commerce extérieur et particulièrement des exportations comme élément moteur de l'économie belge.

De plus en plus la prospérité du pays est déterminée par des importations et des exportations qui croissent dans une proportion plus forte que le P.N.B. : en dix ans, la relation aussi bien des exportations que des importations par rapport au P.N.B. a augmenté d'environ 30 % à près de 40 %. Ceci constitue un facteur dont la politique économique nationale doit, de plus en plus tenir compte.

P.N.B. et commerce extérieur  
(prix effectifs, en milliards de francs).

Année — Jaar	P.N.B. belge — Belgisch B.N.P.		Importation — Invoer			Exportation — Uitvoer		
	Valeur — Waarde	Index — Index	Valeur (U.E.B.L.) — Waarde (B.L.E.U.)	Index — Index	% P.N.B. — % B.N.P.	Valeur (U.E.B.L.) — Waarde (B.L.E.U.)	Index — Index	% P.N.B. — % B.N.P.
1958	521	100,0	157	100,0	30,1	163	100,0	29,3
1963	697	133,7	256	163,0	36,7	242	158,1	34,7
1965	853	163,7	325	207,0	38,1	320	209,1	37,5
1967	977	187,5	364	231,8	37,2	354	231,3	36,2
1968	1 044	200,3	417	265,6	39,9(1)	408	266,6	39,0(1)

(1) Compte tenu du P.N.B. du Grand-Duché de Luxembourg (38 milliards de francs) les pourcentages de l'U.E.B.L. sont respectivement de :

— à l'exportation : 37,7;  
— à l'importation : 38,5.

L'importance du commerce extérieur de l'U.E.B.L. croît aussi sur le plan mondial puisque sa part dans les importations mondiales a augmenté, passant de 3 % en 1958 à 3,6 % en 1968 tandis qu'en ce qui concerne les exportations, ces pourcentages étaient respectivement de 3,1 % et 3,8 %.

#### II. — Structure du commerce extérieur.

##### Importations.

Les chiffres ci-dessous donnent une image de la structure actuelle des importations et des modifications de cette structure depuis 1958 :

Importations par sorte de marchandises en pourcentage du total.

	1958	1968	Invoer per goederensoort in percent van het totaal.
Produits minéraux . . . . .	19,8	14,2	Minerale produkten.
Métaux et constructions métalliques . . .	10,3	13,9	Metalen en metaalconstructies.
Machines et matériel . . . . .	11,1	12,4	Machines en gereedschap.
Matériel de transport . . . . .	7,8	9,7	Vervoermateriaal.
Textiles . . . . .	10,9	9,4	Textiel.
Pierres précieuses, métaux précieux . . .	3,5	6,5	Edelstenen, edele metalen.
Produits chimiques . . . . .	6,8	6,1	Chemische produkten.
Produits agricoles . . . . .	9,2	5,9	Landbouwprodukten.
	79,4	78,1	
Autres produits (moins de 5 %) . . . . .	20,6	21,9	Andere produkten (minder dan 5%).
	100,0	100,0	

### 3. Buitenlandse handel.

#### I. — Belang van de buitenlandse handel.

1968, gekenmerkt door een gunstiger conjunctuur dan 1966-1967, bracht de bevestiging van de toenemende betekenis van de buitenlandse handel en bijzonder van de uitvoer als motorisch element van de Belgische economie.

Meer en meer wordt 's lands welvaart bepaald door in- en uitvoer die sterker toenemen dan het B.N.P. : op tien jaar tijd steeg de verhouding zowel van in- als van uitvoer op het B.N.P. van ongeveer 30 % tot bij de 40 %. Dit is een factor waar het nationaal economisch beleid dan ook steeds meer en meer rekening moet mee houden.

#### B.N.P. en buitenlandse handel

(in werkelijke prijzen, miljard frank).

(1) Rekening houdend met het B.N.P. van het Groothertogdom Luxemburg (38 miljard frank) zijn de percenten van de B.L.E.U. respectievelijk :

— bij uitvoer : 37,7;  
— bij invoer : 38,5.

Ook op wereldvlak neemt het belang van de buitenlandse handel van de B.L.E.U. toe vermits haar aandeel in de wereldinvoer steeg van 3 % in 1958 tot 3,6 % in 1968, terwijl voor de export de percenten respectievelijk waren 3,1 % en 3,8 %.

#### II. — Structuur van de buitenlandse handel.

##### Invoer.

De onderstaande cijfers geven een beeld van de huidige structuur en van de structuurwijzigingen sedert 1958 :

Invoer per goederensoort in percent van het totaal.

En ce qui concerne la provenance des importations on constate, en examinant les chiffres ci-dessous, qu'un grand degré de concentration sur les pays industrialisés d'Europe continue de prévaloir. Pour toutes les autres provenances, une diminution se fait sentir.

**Importations par provenance en pourcentage du total.**

	1958	1968	
Pays industrialisés . . . . .	80,0	83,2	
Pays en développement . . . . .	20,0	16,8	
Total . . . . .	100,0	100,0	
Europe . . . . .	65,0	70,8	
dont :			
C.E.E. . . . .	46,6	54,9	
E.F.T.A. . . . .	14,6	12,3	
Europe de l'Est . . . . .	1,8	1,8	
Afrique . . . . .	8,9	8,2	
Amérique . . . . .	16,2	13,3	
E.U.A. et Canada . . . . .	11,3	9,6	
Amérique Latine . . . . .	4,9	3,7	
Asie . . . . .	7,7	6,7	
Océanie . . . . .	2,2	0,9	
Divers . . . . .	—	0,1	
Total . . . . .	100,0	100,0	

**Exportations.**

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous, une tendance se dessine vers une plus grande diversification de nos exportations : les textiles et les produits sidérurgiques voient leur importance diminuer tandis que les autres produits voient la leur augmenter.

**Exportations par sorte de marchandises en pourcentage du total.**

	1958	1968	
Métaux et constructions métalliques . . . . .	34,4	28,0	
Textiles . . . . .	14,2	12,7	
Matériel de transport . . . . .	5,2	9,9	
Machines et matériel . . . . .	8,5	9,2	
Produits chimiques . . . . .	8,6	7,5	
Pierres précieuses, métaux précieux . . . . .	4,4	5,6	
	75,3	72,9	
Autres produits (moins de 5 %) . . . . .	24,7	27,1	
	100,0	100,0	

Comme c'est le cas pour les importations, la tendance de la répartition géographique demeure celle d'une concentration toujours plus grande des exportations sur les pays industrialisés et plus particulièrement sur les pays de la C.E.E.

Il est frappant de constater que toute l'expansion de nos exportations s'appuie sur les débouchés dans les pays industrialisés d'Europe occidentale.

Wat de herkomst van de invoer betreft constateert men aan de hand van onderstaande cijfers dat er een sterke graad van concentratie blijft bestaan op de Europese industrielanden. Voor al de andere herkomsten doet zich een daling van hun aandeel voor.

**Invoer per herkomst in percent van het totaal.**

	1958	1968	
Geïndustrialiseerde landen.	80,0	83,2	
Ontwikkelingslanden.	20,0	16,8	
Totaal.	100,0	100,0	
Europa,	65,0	70,8	
waarvan :			
E.E.G.	46,6	54,9	
E.V.A.	14,6	12,3	
O.-Europa.	1,8	1,8	
Afrika.	8,9	8,2	
Amerika.	16,2	13,3	
V.S.A. en Canada.	11,3	9,6	
Latijns Amerika.	4,9	3,7	
Azië.	7,7	6,7	
Oceanië.	2,2	0,9	
Varia.	—	0,1	
Totaal.	100,0	100,0	

**Uitvoer.**

Zoals blijkt uit onderstaande tabel tekent er zich een tendens af tot grotere diversificatie van het exportpakket : textiel en metaal verminderen in belang, terwijl de andere produkten in belang toenemen.

**Uitvoer per goederensoort in percent van het totaal.**

	1958	1968	
Metalen en metaalconstructies.	34,4	28,0	
Textiel.	14,2	12,7	
Vervoermateriaal.	5,2	9,9	
Machines en gereedschap.	8,5	9,2	
Chemische produkten.	8,6	7,5	
Edelstenen, edele metalen.	4,4	5,6	
	75,3	72,9	
Andere produkten (minder dan 5 %).	24,7	27,1	
	100,0	100,0	

Zoals dat bij de invoer het geval is blijft geografisch de tendens tot steeds grotere concentratie van de export op de geïndustrialiseerde landen en meer bepaald op de E.E.G.-landen aanhouden.

Het is opvallend dat heel de expansie van de export steunt op de afzet in de West-Europese industrielanden.

## Exportations par destination en pourcentage du total.

## Uitvoer per bestemming in percent van het totaal.

	1958	1968	
Pays industrialisés . . . . .	78,8	91,0	Geindustrialiseerde landen.
Pays en développement . . . . .	21,2	9,0	Ontwikkelingslanden.
Total . . . . .	100,0	100,0	Totaal.
Europe . . . . .	66,1	79,5	Europa,
dont :			waarvan :
C.E.E. . . . .	45,1	64,3	E.E.G.
E.F.T.A. . . . .	15,9	10,9	E.V.A.
Europe orientale . . . . .	2,0	1,8	O.-Europa.
Afrique . . . . .	7,8	3,1	Afrika.
Amérique . . . . .	16,5	12,2	Amerika.
E.U.A. et Canada . . . . .	10,4	10,1	V.S.A. en Canada.
Amérique Latine . . . . .	6,1	2,1	Latijns Amerika.
Asie . . . . .	8,1	4,3	Azië.
Océanie . . . . .	0,8	0,3	Oceanië.
Divers . . . . .	0,7	0,6	Varta.
Total . . . . .	100,0	100,0	Totaal.

## III. — Evolution récente et perspectives.

Soutenue par une conjoncture favorable dont le début remonte à la fin de 1967, l'expansion du commerce extérieur de l'U.E.B.L. continue à se maintenir : les importations et les exportations, mais surtout les exportations de l'U.E.B.L., ont enregistré de façon continue des chiffres record.

Evolution des importations et des exportations  
(en milliards de francs).

## III. — Recente evolutie en perspectieven.

Geschraagd door een gunstige conjunctuur die eind 1967 inzette blijft de expansie van de buitenlandse handel van de B.L.E.U. aanhouden : in- en uitvoer, maar vooral de uitvoer van de B.L.E.U., hebben voortdurend recordcijfers geboekt.

Evolutie van in- en uitvoer  
(in miljard frank).

	Importations Invoer	Exportations Uitvoer	
1963 : Moyenne mensuelle . . . . .	21,3	20,2	1963 : Maandgemiddelde.
1964 : Moyenne mensuelle . . . . .	24,9	23,3	1964 : Maandgemiddelde.
1965 : Moyenne mensuelle . . . . .	27,1	26,6	1965 : Maandgemiddelde.
1966 : Moyenne mensuelle . . . . .	29,9	28,5	1966 : Maandgemiddelde.
1967 : Moyenne mensuelle . . . . .	29,9	29,3	1967 : Maandgemiddelde.
1968 : Moyenne mensuelle . . . . .	34,7	34,0	1968 : Maandgemiddelde.
1969 : Janvier . . . . .	37,1	42,0	1969 : Januari.
Février . . . . .	36,8	34,9	Februari.
Mars . . . . .	41,3	40,1	Maart.
Avril . . . . .	40,6	40,1	April.
Mai . . . . .	41,5	41,5	Mei.
Juin . . . . .	44,3	41,9	Juni.
JUILLET . . . . .	—	43,3	Juli.
Moyenne : 40,4		Gemiddelde : 40,5	
Bron : N.B.B. + N.I.S.			

Source : B.N.B. + I.N.S.

Le rythme de croissance qui était en forte régression en 1966 et 1967, atteint actuellement un niveau qui dépasse de loin celui de la période précédente de haute conjoncture de 1963-1964.

## Rythme annuel de croissance (en %).

	Importations.	Exportations.
1963-1967 . . . . .	+ 9,6	+10,3
1964 . . . . .	+16,9	+15,3
1965 . . . . .	+ 8,8	+14,1
1966 . . . . .	+10,3	+ 7,1
1967 . . . . .	0,0	+ 2,8
1968 . . . . .	+16,0	+16,0
1969 . . . . .	+19,2 (6 m)	+21,3 (7 m)

## Jaarlijks stijgingsritme (in %).

	Invoer.	Uitvoer.
1963-1967 . . . . .	+ 9,6	+10,3
1964 . . . . .	+16,9	+15,3
1965 . . . . .	+ 8,8	+14,1
1966 . . . . .	+10,3	+ 7,1
1967 . . . . .	0,0	+ 2,8
1968 . . . . .	+16,0	+16,0
1969 . . . . .	+19,2 (6 m)	+21,3 (7 m)

Het stijgingsritme, dat in 1966 en 1967 sterk teruggelopen was heeft thans een peil bereikt dat ver dat van de vorige hoogconjunctuurperiode 1963-1964 overtreft.

L'influence de l'évolution des prix sur celle de la valeur des importations et des exportations n'est pas particulièrement importante. L'effet de l'évolution des prix, en 1968, est de 6,9 % à l'importation alors qu'à l'exportation — où il est toujours moindre — il est de 4,6 % seulement, et cela sur base de 1958, donc en plus de dix ans.

En ce qui concerne les perspectives, on est en général d'accord pour estimer que la conjoncture continuera encore d'évoluer favorablement pendant la deuxième partie de 1969.

Tout indique qu'en 1969 les importations et les exportations atteindront un montant qui se situera, pour chacune, aux environs de 490 milliards de francs.

#### IV. — La politique.

A l'occasion de la présentation du budget de l'Etat pour 1969, le cadre, les objectifs et les instruments de la politique du commerce extérieur ainsi que les mesures à prendre pour la mise en œuvre de celle-ci, ont été clairement définis.

Cette politique s'est avérée efficace et doit être poursuivie.

A l'importation, la politique traditionnelle du libre échange doit rester axée sur le souci d'assurer l'approvisionnement de l'économie, étant entendu qu'un minimum de protection contre des importations à prix anormaux qui perturbent la concurrence, demeure nécessaire. Il faut cependant être attentif à ne pas exagérer la dose de cet ingrédient protectionniste. La règle « pas d'importation sans exportation » vaut pour des pays de plus en plus nombreux (pays en développement et pays à commerce d'Etat). Un protectionnisme exagéré rend sinon impossible du moins très difficile la conclusion d'accords commerciaux avantageux.

A l'exportation, les objectifs de la politique commerciale sont plus complexes. Ils reviennent à assurer des débouchés aussi larges que possible à l'étranger tout en tendant à :

- une plus grande dispersion géographique et une plus grande diversification;
- une participation accrue des petites et moyennes entreprises;
- et des conditions souples et raisonnables en matière de financement et de couverture des risques.

A cet égard une intervention active de la part du Gouvernement demeure indispensable pour l'année à venir.

#### V. — Réalisations et programme d'action.

1. Depuis le début de l'année 1969 un « Comité permanent pour la Promotion des Exportations » a été institué dans le cadre du « Comité Economique Interministériel ». Ce Comité permanent a pour tâche d'élaborer des propositions coordonnées en vue d'une politique efficace des exportations, de s'assurer de la bonne exécution de cette politique et de jouer indirectement le rôle de centre de concertation avec le secteur privé.

Après des travaux préparatoires au sein du Comité, un projet de loi est actuellement en préparation en vue de la garantie des investissements belges à l'étranger liée à des exportations qui sera présenté prochainement au Parlement.

Le Comité permanent se trouve aussi chargé par le Comité Ministériel de Politique Extérieure de l'élaboration de propositions concrètes en matière de politique commerciale à l'égard de l'Est Européen et particulièrement à l'égard de l'U.R.S.S. Le problème du financement des exportations considéré dans son ensemble et la publicité à l'étranger destinée à y promouvoir l'image des nouveaux produits de l'industrie belge, sont aussi étudiés par le Comité permanent. On peut s'attendre à ce que le Gouvernement soit en mesure de prendre position sur les conclusions de ces études, avant la fin de 1969.

Het prijseffect bij de evolutie van de waarde van de importen en uitvoer is niet bijster groot. Voor 1968 is het prijseffect bij import 6,9 % en bij uitvoer — waar het altijd kleiner is — slechts 4,6 %, en dat op basis van 1958, dus op tien jaar tijds.

Wat de perspectieven aangaat is men het er in het algemeen over eens dat de conjunctuur gunstig zal blijven evolueren ook nog gedurende de tweede helft van 1969.

Alles wijst erop dat in 1969 in- en uitvoer elk rond de 490 miljard frank zullen bedragen.

#### IV. — Het beleid.

Ter gelegenheid van de toelichting bij de Rijksbegroting van 1969 werden kader, doel en instrumenten van het buitenlands handelsbeleid evenals de in uitvoering daarvan te nemen maatregelen duidelijk geformuleerd.

Welnu, dat beleid is effectief gebleken en het moet voortgezet worden.

Bij invoer moet het traditioneel vrijhandelsgezinde beleid gericht blijven op de verzekering van de bevoorrading van de economie met dien verstande dat ook een minimum bescherming tegen concurrentieverstorende invoer tegen abnormale prijzen nodig blijft. Er moet evenwel over gewaakt worden de dosis van de protectionistische ingrediënt niet te overschrijden : voor meer en meer landen (ontwikkelingslanden en landen met staatshandel) geldt de regel « geen invoer zonder uitvoer ». Overdreven protectionisme maakt het afsluiten van voordelijke handelsakkoorden zoniet onmogelijk dan toch zeer moeilijk.

Bij export is het beleidsdoel wel complexer. Het komt erop aan zo ruim mogelijk afzet in het buitenland te verzekeren en tegelijkertijd :

- een grotere spreiding en diversificatie ervan;
- een ruimere inschakeling van de kleine en middelgrote bedrijven;
- en soepele en redelijke condities inzake export, financiering en risicodekking, na te streven.

In dit verband blijft een actief optreden van Regeringswege dus onontbeerlijk ook voor het komende jaar.

#### V. — Verwezenlijkingen en actieprogramma.

1. Sedert begin 1969 werd in de schoot van het « Interministerieel Economisch Comité » een « Vast Comité voor exportbevordering » opgericht dat als taak heeft gecoördineerde voorstellen uit te werken voor een doeltreffend exportbeleid, voor een vlotte uitvoering van dat beleid te zorgen en indirect als overlegcentrum met het bedrijfsleven te fungeren.

Na voorbereidende werkzaamheden in het Comité wordt nu een wetsontwerp opgesteld ter waarborging van exportgebonden Belgische investeringen in het buitenland, dat binnenkort bij het Parlement zal ingediend worden.

Door het Ministerieel Comité voor het Buitenlands Beleid werd het Vast Comité eveneens belast met het uitwerken van concrete voorstellen inzake handelspolitiek tegenover Oost-Europa, in het bijzonder tegenover de U.S.S.R. Ook het probleem van de export-financiering in zijn geheel en van een imago-bevorderende publiciteit in het buitenland ten gunste van de nieuwe produkten van de Belgische industrie zijn bij het Vast Comité ter studie. Verwacht mag worden dat vóór einde 1969 de Regering zich over de conclusies van deze studie zal kunnen uitspreken.

2. Grâce à une procédure plus rapide et plus souple d'approbation des bonifications d'intérêt accordées pour le financement de l'exportation des produits d'équipement (Copromex) l'exportateur belge s'est trouvé dans toute la mesure du possible et du nécessaire, en meilleure position pour faire face à la concurrence étrangère.

3. Par arrêté royal du 21 avril 1969, la limite des engagements accordés par l'Office national du Ducroire a été augmentée de 30 à 36 milliards de francs.

Depuis le 23 août 1968, la limite de 4 milliards pour les exportations avec garantie de l'Etat a été portée, par arrêté royal, à 6 milliards et, par arrêté royal du 4 juin 1969, à 8 milliards de francs.

Sur base de la loi du 3 juin 1964 des accords de prêt ont été signés par les Ministres du Commerce extérieur et des Finances avec la Turquie (5 novembre 1968), avec l'Inde (18 décembre 1968), avec le Pakistan (6 février 1969) et avec l'Indonésie (17 février 1969). Ces prêts sont liés totalement ou partiellement à l'achat de biens d'équipement belges.

La Belgique est aussi co-signataire d'une série d'accords signés fin 1968 en vue d'une consolidation des dettes extérieures du Pérou, du Ghana et de la Guinée.

4. Dans le domaine de l'information générale et de l'appui donné aux exportateurs, l'action normale de l'O.B.C.E. et du Fonds du Commerce extérieur a été poursuivie. Cette action a été caractérisée par un souci particulier de promouvoir la coopération entre entreprises pour la prospection des marchés étrangers.

Un effort spécial a été fait pour divers débouchés, notamment par l'organisation de conférences consulaires à Paris, Londres, Washington et Ottawa, et par l'envoi de missions économiques à Belgrade, au Congo-Kinshasa, en Italie, en Iran, en Norvège et en Algérie. D'autres missions et actions de prospection et de pénétration sont encore au programme.

5. Des négociations ont été menées avec de nombreux pays dans le but de conclure des accords pour la prévention de la double imposition.

6. En ce qui concerne la participation accrue des petites et moyennes entreprises au commerce d'exportation, le Gouvernement prête, entre autres, son appui à l'A.S.B.L. « Exporbel », dont le but est d'aider activement et de façon pratique ces entreprises dans tous leurs problèmes d'exportation. On pense à un élargissement et à une décentralisation de l'action de « Exporbel ».

2. Door een versnelde en versoepelde toekenningssprocedure van de rentetoclagen verstrekt bij de financiering van de uitvoer van uitrustingsgoederen (Copromex) werd de Belgische exporteur in de mate van het mogelijke en het nodige beter in staat gesteld het hoofd te bieden aan de vreemde concurrentie.

3. Bij koninklijk besluit van 21 april 1969 werd ook de grens van de door de Nationale Delcrederedienst toegestane verbintissen verhoogd van 30 tot 36 miljard frank.

Sedert 23 augustus 1968 werd bij koninklijk besluit de grens van 4 miljard frank voor de exportverrichtingen met staatswaarborg verhoogd tot 6 miljard frank en bij koninklijk besluit van 4 juni 1969 werd die grens op 8 miljard frank gebracht.

Op basis van de wet van 3 juni 1964 werden door de Ministers van Buitenlandse Handel en Financiën lenings-akkoorden ondertekend met Turkije (5 november 1968), met India (18 december 1968) met Pakistan (6 februari 1969) en met Indonesië (17 februari 1969). Deze leningen zijn geheel of gedeeltelijk gebonden aan de aankoop van Belgische uitrustingsgoederen.

België is eveneens mede-ondertekenaar van de akkoorden van 1968 strekkende tot de consolidatie van de buitenlandse schulden van Peru, Ghana en Guinéa.

4. Inzake algemene voorlichting en ondersteuning van de export werd de normale actie van de B.D.B.H. en van het Fonds van de Buitenlandse Handel voortgezet. Daarbij werd bijzonder aangestuurd op samenwerking tussen de bedrijven bij de prospectie van buitenlandse markten.

Een speciale inspanning werd gedaan t.a.v. verscheidene afzetgebieden, onder meer door de organisatie van consulaire conferenties te Parijs, Londen, Washington en Ottawa, en door de economische zendingen naar Belgrado, Kongo-Kinsjasa, Italië, Iran, Noorwegen en Algerië. Nog andere zendingen en prospectie- en penetratieacties staan op het programma.

5. Met talrijke landen worden onderhandelingen gevoerd met het oog op het afsluiten van akkoorden ter vermindering van dubbele belasting.

6. Wat de ruimere inschakeling van de kleine en middelgrote bedrijven bij de uitvoer betreft, verleent de Regering o.m. steun aan de V.Z.W. « Exporbel », die ten doel heeft die bedrijven actief en praktisch bij te staan bij al hun uitvoerproblemen. Er wordt gedacht aan een uitbreiding en decentralisatie van de actie van « Exporbel ».

### J. — RELATIONS AVEC LES POUVOIRS LOCAUX.

Avec un montant de 15 263 millions de francs (en chiffres ronds) inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur, le Fonds des communes pour 1970 atteint la dotation la plus élevée jamais obtenue jusqu'à présent.

Par rapport à celle de 1969 (13 596 millions), cette dotation accuse une majoration de 1 667 millions, ou 12,26 %.

Tant en chiffres absolus qu'en pourcentage, cette progression d'une année à l'autre est, elle aussi, la plus favorable qui ait été enregistrée depuis que, en exécution de l'article 3 de la loi du 16 mars 1964, la dotation annuelle de ce Fonds a été fixée, à partir de 1967 et par arrêté royal du 5 décembre 1966, à 16,139 % du produit, pour l'exercice pénultième, des divers impôts de l'Etat énumérés audit article 3.

En effet, de 11 025 millions (en chiffres ronds) en 1967, la dotation est passée successivement :

- en 1968 : à 12 330 millions, soit +1 305 millions ou 11,84 %;
- en 1969 : à 13 596 millions, soit +1 266 millions ou 10,26 %;
- en 1970 : à 15 263 millions, soit +1 667 millions ou 12,26 %.

Cette dernière dotation représente une quote-part de 16,139 % dans le montant de 94 570 millions qu'ont atteint, en 1968, les produits fiscaux de l'Etat auxquels le Fonds des communes est rattaché.

Alimenté lui aussi depuis 1967 par une quote-part, fixée à 1,968 %, dans le produit des mêmes impôts de l'Etat, le Fonds des provinces a bénéficié, comme le Fonds des communes, de l'accroissement annuel de ces impôts.

De 1 344 millions (en chiffres ronds) en 1967, il s'est élevé à 1 504 millions en 1968 puis à 1 658 millions en 1969, et c'est avec un montant de 1 861 millions que sa dotation est portée au budget du Ministère de l'Intérieur pour 1970. Il va sans dire que les taux de l'accroissement annuel sont identiques à ceux qui ont été indiqués ci-dessus pour le Fonds des communes.

A côté de l'évolution de ce dernier Fonds, dont il a été question ci-dessus, mérite d'être citée aussi celle du Fonds spécial créé au profit des communes par l'article 358 du Code des impôts sur les revenus et auquel l'article 357 du même Code attribue le produit de 6 centimes additionnels (5 centimes avant 1967) à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents : de 631 millions en 1966 et 706 millions en 1967, les recettes de ce Fonds sont passées à 816 millions en 1968, et il est permis d'espérer que les 850 millions seront dépassés tant en 1969 qu'en 1970.

Cependant, quelque favorable que soit la progression des ressources importantes que reçoivent les communes par l'intermédiaire de Fonds liés au produit d'impôts de l'Etat, l'Etat accorde encore de nombreuses autres subventions en vertu de lois spéciales (subventions-traitements et autres).

Toutefois les communes se sont trouvées astreintes, depuis de nombreuses années, à exiger toujours plus de leur fiscalité. Alors qu'en 1949, le produit de celle-ci se limitait encore à 2 381 millions de francs, il s'est trouvé porté, d'après les dernières statistiques établies, à :

- 11 833 millions en 1966 (d'après les comptes);
- 12 703 millions en 1967 (budgets);
- 14 189 millions en 1968 (budgets).

### J. -- BETREKKINGEN MET DE LOKALE BESTUREN.

Het Gemeentefonds voor 1970 bereikt met een bedrag van, afgerond, 15 263 miljoen frank, uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, de hoogste dotatie welke tot nog toe werd bekomen.

Vergeleken met die voor 1969 (13 596 miljoen) is zij met 1 667 miljoen, of 12,26 % verhoogd.

Zowel in absolute cijfers als in percentage, is die progressie van het ene tot andere jaar, ook de meest gunstige sedert het ogenblik waarop in uitvoering van artikel 3 van de wet van 16 maart 1964, de jaarlijkse dotatie van dat Fonds met ingang van 1967 en bij koninklijk besluit van 5 december 1966, werd vastgesteld op 16,139 % van de opbrengst, voor het voorlaatste dienstjaar, van de diverse in bedoeld artikel 3 opgesomde Rijksbelastingen.

Inderdaad, van 11 025 miljoen (afgerond) in 1967, is de dotatie achtereenvolgens gestegen :

- in 1968 : tot 12 330 miljoen, zegge +1 305 miljoen of 11,84 %;
- in 1969 : tot 13 596 miljoen, zegge +1 266 miljoen of 10,26 %;
- in 1970 : tot 15 263 miljoen, zegge +1 667 miljoen of 12,26 %.

Laatstgenoemde dotatie vertegenwoordigt een aandeel van 16,139 % in het bedrag van 94 570 miljoen dat de Rijksbelastingen waarvoor het Gemeentefonds in aanmerking komt, in 1968 hebben opgebracht.

Het Fonds der provinciën, dat sedert 1967 ook met een aandeel, vastgesteld op 1,968 %, in de opbrengst van dezelfde Rijksbelastingen wordt gestijfd, heeft evenals het Gemeentefonds voordeel gehaald uit de jaarlijkse toeneming van de belastingen.

Van 1 344 miljoen (afgerond) in 1967, liep het tot 1 504 miljoen op in 1968, en tot 1 658 miljoen in 1969, terwijl als dotatie een bedrag van 1 861 miljoen is uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor 1970. Het spreekt vanzelf dat de percentages van de jaarlijkse toeneming dezelfde zijn als voor het Gemeentefonds.

Naast de evolutie van laatstbedoeld Fonds, welke tevoren werd aangehaald, dient ook melding te worden gemaakt van de evolutie van het Speciaal Fonds dat ten behoeve van de gemeenten werd ingesteld bij artikel 358 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en waaraan, bij artikel 357 van hetzelfde Wetboek, de opbrengst wordt toegewezen van 6 opcentiemen (5 opcentiemen voor 1967) op de vennootschapsbelasting en op de belasting der niet-verblijfshouders : van 631 miljoen in 1966 en 706 miljoen in 1967 zijn de ontvangsten van dat Fonds gestegen tot 816 miljoen in 1968, en verwacht mag worden dat zowel in 1969 als in 1970 de 850 miljoen zal worden overschreden.

Hoe gunstig de toeneming ook zij van de belangrijke inkomsten die de gemeenten ontvangen uit Fondsen die aan de opbrengst der Rijksbelastingen gebonden zijn, toch draagt de Staat nog bij met talrijke andere subsidies ingevolge bijzondere wetten (weddetoelagen en andere).

Nochtans zijn de gemeenten sinds jaren verplicht steeds hogere belastingen te heffen. In 1949 beliep de opbrengst der belastingen slechts 2 381 miljoen frank, maar volgens de jongste statistieken bereikte zij :

- 11 833 miljoen in 1966 (volgens de rekeningen);
- 12 703 miljoen in 1967 (begrotingen);
- 14 189 miljoen in 1968 (begrotingen).

En dépit de l'effort ainsi fourni, nombre de communes, celles-là surtout que l'on peut considérer comme chargées de missions et aussi celles qui connaissent des situations spéciales, subissent encore d'importants déficits qui, dans certains cas, tendent à augmenter annuellement.

C'est notamment dans le souci d'alléger leurs difficultés, et quelques autres, que le Gouvernement a prévu au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 200 millions de francs, au titre d'aide extraordinaire de l'Etat.

Conscient, en outre, du caractère d'intérêt national que revêt le démergence des régions victimes d'affaissements de terrains dus au déhouillement, il a inscrit au même budget deux crédits d'un montant global de 62 700 000 francs qui, sous forme d'intervention dans des charges d'emprunts ou de subventions, allègeront le poids des dépenses que supportent, pour le démergence, certaines communes et associations intercommunales.

Spijts de gedane inspanningen staan vele gemeenten, vooral die welke kunnen geacht worden een zending te moeten vervullen en die welke met speciale toestanden hebben af te rekenen, nog voor aanzienlijke tekorten, die soms ieder jaar toenemen.

Welnu, het is met de bedoeling hun moeilijkheden, en enkele andere, te helpen overwinnen, dat de Regering een bijkomend krediet van 200 miljoen frank als buiten gewone Rijkshulp op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken heeft uitgetrokken.

Daar zij ervan bewust is dat de ontwatering van de steken, waar zich ten gevolge van de steenkolenwinning grondverzakkingen hebben voorgedaan, een vraagstuk van nationaal belang is, heeft zij op diezelfde begroting nog twee kredieten voor een gezamenlijk bedrag van 62 700 000 frank ingeschreven, ten einde in de vorm van bijdragen in leningslasten of van toelagen, de uitgaven te verlichten die sommige gemeenten en intercommunale verenigingen in verband met de ontwatering te dragen hebben.

## K. — LES P.T.T.

Le budget des dépenses ordinaires des P.T.T. de 1970 a été arrêté au montant de 8 879 116 000 francs, soit une majoration de 615 888 000 francs, ou 7,5 % par rapport au budget corrigé de 1969 (en ce compris une provision de 282 millions pour index et programmation sociale). Les crédits pour l'Administration des Postes interviennent pour 8 779 616 000 francs, tandis que le remboursement des prestations effectuées pour le compte de l'Etat par la Régie des Télégraphes et des Téléphones atteint 94 925 000 francs et que les dépenses du Cabinet ministériel se montent à 4 575 000 francs.

Pour l'ensemble des P.T.T., le budget des Voies et Moyens prévoit des recettes d'un montant de 8 240 033 000 francs, soit :

- 6 134 329 000 francs pour le produit de l'exploitation postale;
- 2 105 704 000 francs de recettes consécutives à la perception par la Régie des T.T. des redevances radio et T.V.

Le compte général d'exploitation de l'Administration des Postes, qui traduit le résultat de la gestion financière de la Poste, accuse pour 1968 un déficit de 1 528 722 475 francs.

La cause principale de ce déficit réside dans l'insuffisance des recettes due à des tarifs se situant nettement en dessous des prix de revient, d'où la nécessité d'une réforme tarifaire dont les modalités font actuellement l'objet d'un examen et qui sera appliquée avant la fin de 1969.

Dans son rôle d'auxiliaire de l'expansion économique et sociale, la Poste est tenue de suivre l'évolution économique et démographique et de faire en sorte que ses services répondent en permanence aux nécessités du public. Dans le cadre d'une saine gestion budgétaire, elle doit viser à les simplifier par le recours à des moyens techniques.

Le code de tri vient d'être publié au *Moniteur belge*. Une brochure contenant ce code sera diffusée dans le public à raison de 2 500 000 exemplaires.

La publication en 1969 du code de tri sera suivie en 1970 d'une campagne de propagande destinée à entretenir l'intérêt du public à l'égard de cette réforme et à retirer par la même occasion le plus grand profit des efforts entrepris et poursuivis par la Poste dans le domaine de la mécanisation de ses centres de tri.

Le programme de 1970 envisage la poursuite du plan de motorisation par la mise en ligne de quelque 300 nouveaux véhicules.

Le budget 1970 permettra également de poursuivre l'automatisation des services de l'Office des Chèques Postaux.

L'Office des Chèques Postaux a déjà subi une transformation assez profonde du fait de l'automatisation de plus de la moitié du nombre de comptes courants dont il assure la gestion. Cette transformation est maintenant appelée à se développer au maximum dans les tout prochains mois en raison, d'une part, de l'extension très sensible qui va être donnée au traitement par le procédé de la lecture optique et d'autre part, par la solution qui est sur le point d'être apportée aux problèmes impératifs d'ordre social et de productivité, ainsi que par la mise sur pied des équipes de soirée et de nuit nécessaires à la préparation des travaux de jour, le tout devant aboutir finalement à la généralisation complète de l'automatisation de la tenue des comptes courants postaux.

## K. — DE P.T.T.

De gewone begroting van P.T.T. voor het jaar 1970 werd afgesloten op 8 879 116 000 frank, hetzij een vermeerdering van 615 888 000 frank of 7,5 % ten opzichte van de verbeterde begroting voor 1969 (met inbegrip van een provisie van 282 miljoen voor index en sociale programmatie). De kredieten voor het Bestuur der Posterijen belopen 8 779 616.000 frank terwijl de terugbetaling van de door de Régie van Telegrafie en Telefonie geleverde prestaties voor rekening van de Staat de som van 94 925 000 frank bereikt, en de uitgaven voor het Kabinet van de Minister 4 575 000 frank bedragen.

Voor gans de P.T.T. voorziet de Rijksmiddelenbegroting 8 240 033 000 frank aan ontvangsten, hetzij :

- 6 134 329 000 frank voor de ophengst van de post-exploitatie;
- 2 105 704 000 frank ontvangsten wegens het innen door de Régie van T.T. van de bijdrage op de radio- en T.V.-toestellen.

De algemene bedrijfsrekening van het Bestuur der Posterijen, die de uitslag van het financieel beheer van de Posterijen weergeeft, vertoont voor 1968 een deficit van 1 528 722 475 frank.

De voornaamste oorzaak van dit tekort ligt begrepen in de ontoereikendheid van de ontvangsten en zulks uit hoofde van tarieven die ver beneden de kostprijs liggen. Hieruit vloeit een noodzakelijke tariefhervorming voort, waarvan de modaliteiten thans worden onderzocht en die vóór het einde van 1969 zal toegepast worden.

Tot bijstand aan de economische en sociale expansie is het Bestuur der Posterijen verplicht gelijke tred te houden met de economische en demografische evolutie en dient het dus zijn organisatie aan te passen aan de werkelijke noodwendingen van het publiek. In het raam van een gezond beheer moet het trachten haar diensten te vereenvoudigen door zijn toevlucht te nemen tot technische middelen.

De sorteercode is pas in het *Belgisch Staatsblad* verschenen. Een brochure aangaande deze code zal onder het publiek verspreid worden met ongeveer 2 500 000 exemplaren.

Wegens het in voege stellen in 1969 van de sorteercode zal in 1970 een propagandacampagne gevoerd worden om de publieke belangstelling voor deze hervorming te onderhouden om zodoende zoveel mogelijk nut te trekken uit de ondernomen inspanningén welke nu nog door de Posterijen op het gebied van mechanisatie van de sorteercentra worden voortgezet.

Het programma voor 1970 overweegt de verdere uitvoering van het motorisatieplan door het in gebruik stellen van 300 nieuwe voertuigen.

De begroting voor 1970 zal eveneens de verdere automatisatie van het Bestuur der Postchecks toelaten.

Het Bestuur de Postchecks heeft reeds een diepgaande hervorming ondergaan uit hoofde van het overnemen in automatisatie van meer dan de helft van het aantal lopende rekeningen, waarvan het beheer wordt verzekerd. Deze hervorming zal in de eerstkomende maanden tot een maximum worden doorgevoerd, eensdeels tengevolge van de gevoelige uitbreiding die zal gegeven worden aan het procédé van optisch lezen en, anderdeels door de oplossing, die op het punt staat gegeven te worden aan dringende problemen van sociale aard en productiviteit, alsmede tengevolge van het in lijn brengen van de avond- en de nachtploegen die nodig zijn tot het voorbereiden van het werk van de dag. Dit alles moet uiteindelijk leiden tot de algehele automatisatie van de comptabiliteit van de lopende postcheckrekeningen.

Fin 1968, le nombre de comptes ouverts étais de 1 013 258, ce qui donne 9 306 en plus qu'à la fin de 1967, soit une augmentation de 0,92 %.

Dans leur ensemble, les opérations virements ont progressé de 2,7 %.

Pour ce qui est du montant global des transactions enregistrées en 1968, il s'élève à 7 390 milliards, soit 585 milliards de plus qu'en 1967; l'augmentation en ce domaine est donc de 8,6 %.

Dans le montant qui précède, il convient de compter 6 960 milliards, soit 94,17 %, qui ont trait à des transactions sans emploi de signes monétaires.

L'avoir moyen quotidien en compte passe à 63,4 milliards en 1968 contre 60,6 milliards en 1967, ce qui représente une majoration de 2,8 milliards, c'est-à-dire 4,13 %.

Quant à l'avoir moyen quotidien des particuliers, il s'est élevé à 42,7 milliards contre 41,3 milliards en 1967, d'où un accroissement de 3,38 %.

En matière d'automatisation de l'Office des Chèques Postaux, l'effort se poursuit dans deux directions: le secteur des chèques et assignations est déjà automatisé à 85 %; le secteur « tenue des comptes courants postaux » a connu une pause en 1969. Un peu plus de 50 % de l'ensemble des comptes (551 000) sont affectés par une gestion automatisée.

Le Gouvernement a tout d'abord fait porter tous ses efforts sur la résolution des problèmes sociaux que pose l'automatisation, celle-ci conditionnant l'efficacité maximum des équipements mis en ligne. Il s'agit essentiellement des modalités du travail en équipes de nuit et de la reconnaissance du caractère de qualification des nouvelles fonctions créées par l'automatisation.

Au point de vue technique, le Gouvernement a été guidé par deux ordres de préoccupations :

a) pour l'automatisation proprement dite, la lecture optique a été introduite et les installations seront adaptées en vue de faire usage des développements les plus récents de la technique des ordinateurs;

b) dans le cadre des applications connexes à l'automatisation, il faut citer la généralisation du microfilmage des archives et l'utilisation de la formule à deux volets adaptée à la lecture optique.

Enfin, dans le but d'assurer une utilisation maximale des coûteux équipements mis en ligne, il y a lieu de signaler que le centre électronique dessert également la gestion d'autres services de l'Office ou de l'Administration des Postes.

Einde 1968, beliep het aantal geopende rekeningen 1 013 258, wat een verhoging tegenover einde 1967 aantont van 9 306 rekeningen, hetzij een vermeerdering van 0,92 %.

Globaal genomen, wordt voor de overschrijvingsverrichtingen een verhoging van 2,7 % vastgesteld.

Het bedrag van de in 1968 geboekte transacties beloopt in totaal 7 390 miljard, hetzij 585 miljard meer dan in 1967, wat een vermeerdering betekent van 8,6 %.

In het bedrag dat voorafgaat is begrepen 6 960 miljard, hetzij 94,17 %, die betrekking hebben op de verrichtingen zonder gebruik van muntspeciën.

Het gemiddeld dagelijks tegoed op rekening beloopt 63,4 miljard in 1968 tegenover 60,6 miljard in 1967, hetgeen een vermeerdering vertegenwoordigt van 2,8 miljard d.w.z. 4,13 %.

Het gemiddeld dagelijks tegoed van de particulieren beliep 42,7 miljard tegenover 41,3 miljard in 1967, hetzij een stijging van 3,38 %.

De automatisatie van het Bestuur der Postchecks wordt in twee richtingen voortgezet: de sector der checks en assignaties is reeds voor 85 % geautomatiseerd; de sector waar de courante postrekeningen bijgehouden worden heeft in 1969 een stilstand gekend. Slechts een weinig meer dan 50 % van de rekeningen (551 000) wordt automatisch beheerd.

De Regering is begonnen met de oplossing der sociale problemen gesteld door de automatisatie waarvan de efficiency van de in lijn gebrachte uitrusting afhangt. Het gaat hier vooral om de werkmodaliteiten van de nachtploegen en om de erkenning van de kwalitatieve aard van de nieuwe door de automatisatie geschapen functies.

Op technisch gebied ging de Regering van de twee volgende standpunten uit :

a) wat de eigenlijke automatisatie betreft, werd de optische lezing ingevoerd en de instellingen werden aangepast aan de nieuwste ontwikkelingen van de ordinatorentechniek;

b) in het raam van de met de automatisatie verband houdende toepassingen dient de veralgemening van het overnemen van de archieven op microfilms opgemerkt te worden, alsmede de aanwending van de dubbellectuur formule aangepast aan de optische lezing.

Ten slotte met het oog op een optimaal aanwenden van de kostbare uitrusting dient opgemerkt dat het elektronisch centrum eveneens het beheer van andere diensten van het Bestuur der Postchecks of van de Posterijen waarneemt.

\*\*

\*\*

### Régie des Télégraphes et des Téléphones.

L'importance des télécommunications pour l'économie nationale ne doit plus être démontrée. Le rôle de ces communications dans l'activité industrielle et commerciale du pays augmente sans cesse. Il convient de signaler également que de plus en plus le téléphone est ressenti comme un besoin dans l'activité et les relations extra-professionnelles des citoyens.

Aussi au cours de la dernière décennie les services fournis par la Régie ont-ils connu une expansion très rapide.

De 779 262 en 1960 le nombre d'abonnés au téléphone est monté à 1 226 402 fin 1968. Au cours de la même période le nombre de communications zonales est passé de 600 351 538 à 899 989 014 et le nombre de communications interurbaines de 117 895 475 à 229 186 710.

Pour ce qui concerne le trafic international l'évolution est encore plus sensible, 182 794 619 minutes taxées en 1968 contre 69 909 842 minutes en 1960.

L'accroissement de la demande de services continue à se manifester.

Compte tenu de ces données et de la mutation rapide de la société, la politique de la Régie est centrée sur les objectifs suivants :

- acheminement automatique et sans entrave du trafic;
- raccorder les abonnés nouveaux dans le délai le plus bref;
- mise en œuvre des techniques les plus évoluées en vue de multiplier et d'améliorer les services fournis.

Pour 1970 le programme des investissements s'élève à 7 030,9 millions alors qu'en 1960 il n'atteignait que 2 277,7 millions.

Dans ce programme sont prévus :

- la commande de 229 000 kilomètres-quartes de câbles locaux;
- la mise en place de 62 câbles de jonction;
- l'acquisition d'un plus grand nombre de circuits dans les câbles intercontinentaux;
- l'extension des transmissions par satellites;
- l'extension et le renouvellement de 105 000 lignes d'abonnés dans les centraux.

Comme organisme public la Régie doit fournir des services de qualité au prix le plus bas. Cet aspect retient son attention particulière; ainsi, à partir de 1970, les équipements commandés pour les centraux téléphoniques seront du type semi-électronique, ce qui permettra de fournir des services nouveaux tout en diminuant les frais de maintenance.

Bien que la Régie ait déjà obtenu des résultats remarquables dans le domaine de la productivité — 45,4 agents utilisés par 1 000 abonnés en 1947, 27,3 en 1957, 20 en 1965 et 17,3 en 1968 — elle continue à se préoccuper de l'amélioration des méthodes de gestion et de travail. Les ordinateurs qu'elle utilise depuis plus de dix ans pour la gestion administrative lui ayant fourni la preuve des possibilités de ce matériel et ayant acquis une longue expérience en matière d'automatisation, la Régie vient de commander deux nouveaux ordinateurs de grande capacité. Ces équipements doivent permettre d'arriver progressivement à la gestion intégrée pour l'ensemble du pays tout en procurant aux directions régionales de plus amples moyens en matière d'informatique et de gestion.

### Regie van Telegrafie en Telefonie.

Het belang van het televerkeer voor de nationale economie moet niet meer worden bewezen. De rol van dit verkeer in de industriële en commerciële activiteit van het land verhoogt onophoudend. Er dient ook te worden opgemerkt dat de telefoon meer en meer als een behoefte wordt aangevoeld in de niet-professionele bedrijvigheid van de burgers.

Tijdens het laatste decennium hebben de door de Regie verleende diensten dan ook een zeer vlugge expansie gekend.

Van 779 262 in 1960 is het aantal telefoonabonnees gestegen tot 1 226 402 einde 1968. Tijdens diezelfde periode steeg het aantal zonale gesprekken van 600 351 538 tot 899 989 014 en het aantal interzonale gesprekken van 117 895 475 tot 229 186 710.

De stijging is nog gevoeliger wat het internationaal verkeer betreft : 182 794 619 getaxeerde minuten in 1968 tegen 69 909 842 minuten in 1960.

De aangroei van de vraag inzake diensten houdt aan.

Rekening houdend met deze gegevens en met de vlugge verandering van de gemeenschap, is de politiek van de Regie toegespitst op de volgende objectieven :

- automatisch en zonder belemmering afwikkelen van het verkeer;
- aansluiten van de nieuwe abonnees in de kortst mogelijke tijd;
- gebruik maken van de meest geëvolueerde technische middelen met het oog op het uitbreiden en verbeteren van de verleende diensten.

Voor 1970 beloopt het investeringsprogramma 7 030,9 miljoen terwijl het in 1960 slechts 2 277,7 miljoen bedroeg.

In dit programma zijn voorzien :

- bestellingen van 229 000 kilometer-kwart lokale kabels;
- het leggen van 62 junctiekabels;
- het verwerven van een groter aantal geleidingen in de intercontinentale kabels;
- de uitbreiding van de overseineningen door middel van satellieten;
- de uitbreiding en de hernieuwing van 105 000 abonneelijnen in de centrales.

Als openbaar organisme moet de Regie kwaliteitsdiensten verstrekken tegen de laagste prijs. Dit facet houdt haar bijzondere bekommernis gaande; aldus zullen van 1970 af de uitrusting besteld voor de telefooncentrales, van het semi-elektronisch type zijn, hetgeen zal toelaten nieuwe diensten te verstrekken en daarbij de kosten voor instandhouding te verminderen.

Alhoewel de Regie reeds merkwaardige resultaten heeft behaald inzake de produktiviteit — 45,4 personeelsleden gebezigd per 1 000 abonnees in 1947, 27,3 in 1957, 20 in 1965 en 17,3 in 1968 — blijft zij verder streven naar de verbetering van de beheers- en werkmethodes. Daar de computers die zij sedert meer dan tien jaar gebruikt voor het administratieve beleid haar het bewijs hebben geleverd van de mogelijkheden van dit materieel en haar tevens een lange ervaring inzake automatie hebben verschafft heeft de Regie zopas twee nieuwe computers met grote capaciteit besteld. Deze uitrusting moet toelaten progressief te komen tot de geïntegreerde beleidsvoering voor het ganse land terwijl aan de gewestelijke directies bredere mogelijkheden worden verschafft inzake informatie en beleid.

## L. --- LES COMMUNICATIONS.

La politique du Département des Communications demeure axée vers la promotion d'un développement harmonieux des divers modes de transport afin de répondre, pour un coût social minime, aux impératifs de celui-ci.

Une adaption continue, aussi bien de l'infrastructure et du matériel employé que de la réglementation touchant les transports, est imposée par le progrès technique rapide, par les changements de structure profonds qui ont eu lieu dans ce secteur (par ex. l'augmentation du transport particulier des personnes ainsi que la substitution au charbon du pétrole ou du gaz naturel) et surtout par la construction progressive du marché européen des transports dans le cadre de la C.E.E.

Etant donné l'importance du transport international pour notre pays, il est indispensable de renforcer la position concurrentielle de nos transporteurs. Ceci requiert de la part des entreprises elles-mêmes un effort d'organisation et de la part de l'autorité une adaptation de la réglementation.

En matière de transport routier et de navigation intérieure se pose, en outre, principalement le problème de l'adaptation de la capacité de transport aux besoins du marché. Pour cette raison, en ce qui concerne le transport routier, on travaille activement à une révision de la loi 1<sup>er</sup> août 1960 sur le transport des marchandises par route. Le souci d'en arriver à des entreprises mieux organisées et mieux gérées a donné lieu à l'instauration d'un certificat de compétence professionnelle pour le transport international.

L'assouplissement de la réglementation existante pour la navigation intérieure dépend en premier lieu d'un meilleur équilibre entre l'offre et la demande du marché.

Dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest où la navigation intérieure joue un rôle fort important, se pose avec acuité le problème de la surcapacité. Il a été institué un certificat de navigabilité pour les bateaux afin d'éviter que les unités vétustes et qui ne sont plus adaptées aux circonstances, n'exercent une pression trop grande sur le marché.

Le renforcement de la position concurrentielle du transport public dans les agglomérations demeure d'autre part une tâche importante des autorités. L'évolution divergente des coûts d'exploitation, surtout des salaires, et des recettes d'exploitation, a soumis la situation financière des sociétés de transports en commun urbains à rude épreuve. En outre, le large essor qui s'est manifesté dans le transport privé a eu comme conséquence que, là où il est imbriqué dans le trafic des voitures privées, le transport urbain a dans une grande mesure rétrogradé en matière de régularité et de vitesse. Ceci conduit à une diminution constante de la clientèle du transport urbain. Ainsi, respectivement en 1967 et 1968, les six sociétés de transport intercommunales urbaines ont transporté 368 249 000 et 317 700 000 voyageurs, ce qui représente une diminution de 14 % en un an. Afin de sortir de ce cercle vicieux, il est dès lors de première importance de procéder dans les grandes agglomérations à des travaux d'infrastructure visant à séparer le transport public des autres transports, plus particulièrement en instaurant un métro ou, dans un premier stade, un pré-métro.

Tant en ce qui concerne le transport de personnes que celui des marchandises, la S.N.C.B. se trouve devant la nécessité de s'adapter continuellement aux techniques modernes. Le transport de conteneurs peut être cité ici comme exemple. Mais aussi sur le plan de l'économie des transports, la Société nationale des chemins de fer doit être à même de pouvoir faire face à la concurrence des autres modes de transport.

## L. --- VERKEERSWEZEN.

De politiek van het Departement van Verkeerswezen blijft gericht op het bevorderen van een harmonische ontwikkeling van de diverse vervoermiddelen ten einde aan de vervoerbehoeften te kunnen voldoen tegen de laagst mogelijke kostprijs voor de gemeenschap.

Een voortdurende aanpassing, zowel wat infrastructuur en gebruikt materieel als wat de op het vervoer van toepassing zijnde reglementering betreft, wordt opgedrongen door de snelle technische vooruitgang, de grondige structuurwijzigingen die zich in de vervoersector hebben voorgedaan (b.v. de uitbreiding van het particulier personenvervoer of nog de vervanging van het gebruik van kolen door petroleum of aardgas) en vooral door de geleidelijke uitbouw van de Europese vervoermarkt in het kader van de E.E.G.

Gelet op het belang van het internationaal vervoer voor ons land is het onontbeerlijk de concurrentiepositie van onze vervoerders te verstevigen. Dit vergt een inspanning tot betere organisatie vanwege de bedrijven zelf en tot een aanpassing van de reglementering vanwege de overheid.

Inzake het wegvervoer en de binnenvaart stelt zich daarbij hoofdzakelijk het probleem van de aanpassing van de vervoercapaciteit aan de behoeften van de markt. Om die reden wordt, inzake wegvervoer, aktief gewerkt aan het herziening van de wet van 1 augustus 1960 op het goederenvervoer over de weg. De bekommernis tot beter georganiseerde en geleide bedrijven te komen heeft reeds aanleiding gegeven tot het instellen van een certificaat van vakbekwaamheid voor het internationaal vervoer.

Bij de binnenvaart hangt een versoepeling van de bestaande reglementering in de eerste plaats af van het bereiken van een beter evenwicht tussen vraag en aanbod op de markt.

In de meeste West-Europese landen waar de binnenvaart een belangrijke rol speelt, stelt zich op een akute wijze het probleem van de overcapaciteit. Er werd een certificaat van deugdelijkheid voor de vaartuigen ingesteld ten einde te vermijden dat verouderde en niet meer aan de omstandigheden aangepaste eenheden verder een al te sterke druk op de markt zouden uitoefenen.

Anderzijds blijft het een belangrijke taak van de overheid de concurrentiepositie van het publiek vervoer in de steden te verstevigen. De uiteenlopende evolutie van de exploitatiekosten, vooral van de lonen, en van de exploitatieontvangsten heeft de financiële positie van de stedelijke vervoermaatschappijen sterk aangetast. Bovendien heeft de grote vlucht die het particulier vervoer heeft genomen, meegebracht dat het stedelijk vervoer, daar waar het met het verkeer van de privé-wagens verstrengeld is, inboet aan regelmatigheid en snelheid. Dit leidt tot een voortdurende vermindering van de cliëntele van het stedelijk vervoer. Aldus werden door de zes intercommunale stedelijke vervoermaatschappijen in 1967 en 1968 respectievelijk 368 249 000 en 317 700 000 reizigers vervoerd, wat een daling van 14 % in één jaar vertegenwoordigt. Om uit deze vicieuze cirkel te geraken is het dan ook een eerste vereiste in de grote steden over te gaan tot infrastructuurwerken ertoe strekkende het publiek vervoer te scheiden van het overige vervoer, meer bepaald door een metro of, in een eerste fase, een pre-metro in te stellen.

Bij de N.M.B.S. is het, zowel wat het personen- als het goederenvervoer betreft, een noodzaak zich voortdurend aan te passen aan de moderne technieken. Als voorbeeld kan terzake worden geciteerd het vervoer van containers. Maar ook op het vervoereconomisch vlak dient de Nationale Spoorwegmaatschappij in staat te worden gesteld het hoofd te bieden aan de concurrentie van de overige vervoertakken.

L'harmonisation des conditions de concurrence, la compensation des obligations de service public afférentes au transport ferroviaire ainsi que la normalisation des comptes des chemins de fer sont autant de buts poursuivis aussi bien au niveau national qu'international dans le cadre de la C.E.E.

Enfin le Département a la ferme intention de poursuivre énergiquement l'effort particulier qu'il a fait les dernières années en vue de la suppression et de l'automatisation des passages à niveau. Il considère cette tâche comme faisant partie intégrante de celle qu'il remplit en matière de la sécurité de la circulation en général.

Dans le secteur de la marine, la nécessité se fait également sentir, en ce qui concerne la ligne Ostende-Douvres, de renforcer la position concurrentielle de cette ligne maritime nationale par rapport à la concurrence étrangère et ceci par une modernisation continue et par une adaptation dans la forme d'exploitation. L'accroissement du transport et plus spécialement les changements de structure qui ont également touché ce secteur compte tenu du trafic toujours croissant des voitures particulières, imposent une adaptation constante du matériel utilisé.

Comme c'est le cas dans d'autres pays, il convient également que dans le nôtre la politique de développement de la flotte nationale soit poursuivie, tant par l'octroi de crédits aux armateurs que par des interventions dans les charges d'intérêt pour les prêts consentis par les organismes de crédit.

Dans le domaine de l'aéronautique, il convient que notre aéroport national puisse non seulement faire face au trafic croissant de types d'avions actuels, mais également de se préparer aux nouvelles exigences qui se manifesteront sous peu lors de la mise en service de types nouveaux tels que le Boeing 747.

En ce qui concerne le tourisme, il est à remarquer que les activités du Commissariat général au Tourisme s'étendent constamment, aussi bien suite au développement continual du tourisme et de l'équipement touristique en général, que par le soin particulier qui est accordé à l'épanouissement du tourisme social et du tourisme pour les jeunes.

De harmonisatie van de concurrentievoorwaarden, het compenseren van de verplichtingen van openbare dienst die nog op het spoor rusten en de normalisatie van de spoorwegrekeningen zijn zoveel doeleinden die, zowel op nationaal als internationaal plan in het kader van de E.E.G. worden nastreefd. Het Departement wenst ten slotte eveneens de bijzondere inspanning die in de jongste jaren werd gedaan om overwegen af te schaffen of te automatiseren, met nadruk voort te zetten. Het beschouwt dit als een belangrijk onderdeel van de taak die het waarneemt inzake de bevordering van de verkeersveiligheid in het algemeen.

In de sector van het zeewezen bestaat inzake de Oostende-Doverlijn eveneens de behoefte, door een voortdurende modernisering en door een aanpassing van de exploitatieve vorm, de concurrentiële positie van deze nationale scheepvaartlijn ten opzichte van de buitenlandse concurrentie te versterken. De uitbreiding van het vervoer en in het bijzonder de structuurwijziging die zich ook daar heeft voorgedaan ingevolge de voortdurende toename van de trafiek van personenwagens, stelt belangrijke eisen inzake de aanpassing van het gebruikte materieel.

Zoals dit ook het geval is in andere landen dient eveneens in ons land de politiek ter bevordering van onze nationale koopvaardijvloot te worden voortgezet zowel door het verschaffen van kredieten aan de reders als door tussenkomst in de rentelast bij leningen aangegaan bij de kredietinstellingen.

Met betrekking tot de luchtvaart dient onze nationale luchthaven niet alleen het hoofd te kunnen bieden aan de toenemende trafiek van actuele vliegtuig-types maar zich tevens voor te bereiden op de nieuwe eisen die zich binnenkort zullen voordoen bij de ingebruikneming van nieuwe vliegtuig-types, zoals de Boeing 747.

Wat het toerisme betreft worden de activiteiten van het Commissariaat-generaal voor Toerisme steeds meer uitgebreid, zowel ten gevolge van de voortdurende ontwikkeling van het toerisme en van de toeristische uitrusting in het algemeen, als door de bijzondere zorg die wordt besteed aan de ontwikkeling van het sociaal en jeugdtoerisme.

## M. — LES INVESTISSEMENTS PUBLICS.

## 1. Le volume des engagements.

Le programme des engagements relatifs aux investissements publics, à réaliser pour compte de l'Etat par la voie du financement repris dans le secteur budgétaire (budget extraordinaire et Fonds des Routes) aussi bien que dans le secteur extra-budgétaire (notamment des Intercommunales d'Autoroutes), tient compte de la volonté du Gouvernement de maintenir, pour 1970, un volume global de réalisations qui soit aussi élevé que possible tout en restant compatible avec les exigences du financement, eu égard à l'évolution de la conjoncture économique et financière internationale.

Le tableau ci-après souligne cette volonté par le contenu des chiffres marquant l'évolution du programme des engagements au cours de la période allant de 1966 à 1969 et précisant la portée des intentions relatives à la mise en œuvre du programme 1970 :

## Programme des engagements relatifs aux investissements.

(En millions de francs.)

## M. — DE OPENBARE INVESTERINGEN.

## 1. De omvang van de vastleggingen.

Het programma van de vastleggingen inzake openbare investeringen die ten laste van de Staat uit te voeren zijn bij wijze van financiering zowel binnen de begroting (buiten-gewone begroting en Wegenfonds) als buiten de begroting (nl. de Intercommunales voor Autowegen), vertolkt de wil van de Regering om voor 1970 de omvang van verwezenlijkingen zo groot mogelijk te behouden als de financieringsvereisten het maar toelaten, gelet op de evolutie van de internationale economische en financiële conjunctuur.

Onderstaande tabel onderstreept deze wil door de inhoud van de bedragen die de evolutie geven van het programma der vastleggingen tijdens de periode 1966-1969 en die de draagwijdte van de oogmerken voor het programma 1970 nader toelichten :

## Programma van de vastleggingen betreffende de investeringen.

(In miljoenen frank.)

	1966 Réalisations Verwezenlijkingen	1967 Réalisations Verwezenlijkingen	1968 Réalisations Verwezenlijkingen	1969 Programme ajusté Aangepast programma	1970 Programme de base Basis programma
1. Dépenses financières. — <i>Financiële uitgaven</i> ... ...	4 931	6 367	7 061	8 346	9 104
2. Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ...	9 929	12 216	12 549	13 461	12 757
3. Fonds des Routes. — <i>Wegenfonds</i> ... ...	7 850	9 255	11 937	11 322	10 623
4. Communications. — <i>Verkeerswezen</i> ... ...	2 250	2 451	2 584	3 635	3 788
5. P.T.T. — P.T.T. ... ...	40	85	68	100	103
6. Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> ...	3 557	2 872	2 556	2 944	3 427
7. Culture. — <i>Cultuur</i> ... ...	( <sup>1</sup> )	115	197	191	199
8. Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> ...	359	850	1 030	1 935	1 981
9. Agriculture. — <i>Landbouw</i> ...	541	463	731	722	753
10. Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ...	18	12	17	47	16
11. Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ...	37	28	111	199	129
12. Affaires étrangères. — <i>Buitenlandse Zaken</i> ...	55	55	59	53	55
13. Justice. — <i>Justitie</i> ...	2	1	11	4	5
14. Finances. — <i>Financiën</i> ...	44	47	11	6	23
Sous-total 2-14. — <i>Subtotaal 2-14</i> ...	24 682	28 450	31 861	34 619	33 859
15. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ...	200	183	183	166	173
16. Défense nationale. — <i>Landverdediging</i> ...	3 320	3 907	3 344	1 954	3 576
Sous-total 15-16. — <i>Subtotaal 15-16</i> ...	3 520	4 090	3 527	2 120	3 749
Total. — <i>Totaal 1-16</i> ...	33 133	38 907	42 452	45 085	46 685
Programmes spéciaux : Défense nationale : — <i>Speciale programma's : Landsverdediging</i> :					
17. Chars. — <i>Gevechtswagens</i> ...	—	4 595	778	927	650
18. Avions. — <i>Vliegtuigen</i> ...	—	—	6 521	980	—
Total général. — <i>Algemeen totaal</i> ...	33 133	43 502	49 751	46 982	47 362

En ce qui concerne le secteur débudgeatisé, le programme prévu pour 1970 s'élève à 14 658 millions à comparer avec 6 098 millions en 1966, 7 310 millions en 1967, 11 055 millions en 1968 et 12 414 millions pour 1969.

Ce montant sera, en principe, à engager intégralement.

(1) Compris dans l'Education nationale.

Voor wat de extrabudgettaire sector betreft, bedraagt het voorziene programma voor 1970, 14 658 miljoen, te vergelijken met 6 098 miljoen in 1966, 7 310 miljoen in 1967, 11 055 miljoen in 1968 en 12 414 miljoen in 1970.

In principe zal dit bedrag volledig vastgelegd worden.

(1) Begrepen in Nationale Opvoeding.

A ces investissements, dont le financement relève directement ou indirectement de l'Etat, il faut ajouter ceux de l'important secteur paraétatique dont les activités relatives aux logements sociaux, aux télécommunications, aux transports en commun et aux distributions d'eau sont financées, pour une large part, par voie d'appel au marché des capitaux.

## 2. Le volume du financement.

Les prévisions de décaissements relatifs au budget extraordinaire et au Fonds des Routes font l'objet du tableau ci-contre dont il ressort que le financement du secteur budgétaire, eu égard à la croissance des engagements au cours des gestions antérieures et de la gestion 1970, comporte, pour la Trésorerie de l'Etat, un effort qui peut se mesurer comme suit :

### Volume du financement budgétaire

	En milliards de francs.
1966 . . . . .	31,2
1967 . . . . .	35,7
1968 . . . . .	42,2
1969 . . . . .	47,0
1970 (programme de base) . . . . .	49,3

### Paiements : budget extraordinaire et Fonds des Routes.

(En millions de francs.)

Bij deze investeringen, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de Staat gefinancierd worden, moeten die van de belangrijke parastatale sector gevoegd worden, wiens activiteiten op het gebied van de sociale woningbouw, de televerbindingen, het gemeenschappelijk vervoer en de waterdistributie, moeten gefinancierd worden door voor een ruim deel een beroep te doen op de kapitaalmarkt.

## 2. Het financieringsvolume.

De betalingsvoortzichten betreffende de buitengewone begroting en het Wegenfonds maken het voorwerp uit van de onderstaande tabel, waaruit blijkt dat de financiering van de budgettaire sector, gelet op de stijging van de vastleggingen tijdens vorige beheersjaren en het jaar 1970, voor de Schatkist een belangrijke inspanning meebrengt, die als volgt kan worden afgemeten :

### Volume van de budgettaire financiering.

	In miljarden frank.
1966 . . . . .	31,2
1967 . . . . .	35,7
1968 . . . . .	42,2
1969 . . . . .	47,0
1970 . . . . .	49,3

### Betalingen : buitengewone begroting en Wegenfonds.

(In miljoenen frank.)

	1966	1967	1968	1969	1970
	Réalisations Verwezenlijkingen	Réalisations Verwezenlijkingen	Réalisations Verwezenlijkingen	Prévisions Vooruitzichten	Prévisions Vooruitzichten
1. Dépenses financières. — Financiële uitgaven .. . . . .	4 931	6 367	7 064	7 900 (3)	8 500 (3)
2. Travaux publics. — Openbare Werken .. . . . .	9 909	10 348	11 685	12 531	12 931
3. Fonds des Routes. — Wegenfonds .. . . . .	6 127	7 758	9 282 (4)	11 254 (4)	11 298
4. Communications. — Verkeerswezen .. . . . .	1 923	2 021	3 127	3 181	3 546
5. P.T.T. — P.T.T. .. . . . .	99	87	108	85	119
6. Education nationale. — Nationale Opvoeding .. . . . .	2 905	3 248	3 033	3 312	3 009
7. Culture. — Cultuur .. . . . .	(4)	71	69	236	189
8. Santé publique. — Volksgezondheid .. . . . .	365	479	591	975	1 350
9. Agriculture. — Landbouw .. . . . .	454	463	590	669	713
10. Affaires économiques. — Economische Zaken .. . . . .	29	19	11	30	35
11. Intérieur. — Binnenlandse Zaken .. . . . .	13	30	24	102	142
12. Affaires étrangères. — Buitenlandse Zaken .. . . . .	55	38	56	68	56
13. Justice. — Justitie .. . . . .	—	2	5	17	7
14. Finances. — Financiën .. . . . .	1	21	45	24	17
Sous-total 2-14. — Subtotaal 2-14 .. . . . .	21 780	24 585	28 626	32 754	33 412
15. Gendarmerie. — Rijkswacht .. . . . .	164	144	148	184	280
16. Défense nationale. — Landsverdediging .. . . . .	4 230	4 337	4 719	3 080	2 765
Sous-total 15-16. — Subtotaal 15-16 .. . . . .	4 394	4 481	4 867	3 264	3 045
Total. — Totaal 1-16 .. . . . .	31 205	35 433	40 557	43 918	44 957
Programmes spéciaux : Défense nationale : — Speciale programma's : Landsverdediging :					
17. Chars. — Gevechtswagens .. . . . .	—	248	906	2 090	2 200
18. Avions. — Vliegtuigen .. . . . .	—	—	690	948	2 100
Total général. — Algemeen totaal .. . . . .	31 205	35 681	42 153	46 956	49 257

(1) Ces chiffres comprennent, pour les travaux, les montants mis en paiement, soit en espèces, soit au moyen de lettres de change, car ils

(1) Deze cijfers omvatten, voor de werken, de in betaling gestelde bedragen, of in speciën, of onder vorm van wisselbrieven, want zij

Le volume du financement est lié à l'évolution du volume des engagements au cours de chaque année précédente. Le programme de base des engagements 1970 comporte, par rapport à 1969, un accroissement du volume du financement de l'ordre de 2,3 milliards de francs.

Dans le secteur débudgeable, un montant de paiements de l'ordre de 11,5 milliards est prévu.

Compte tenu des conditions actuelles de la conjoncture économique et financière et du renchérissement du loyer de l'argent sur le marché financier national et international, les dispositions arrêtées par le Gouvernement pour la mise en œuvre du programme des investissements publics, 1970, représentent le maximum de l'effort compatible avec les exigences de l'équilibre économique et financier fondamental.

### 3. La répartition des engagements entre les principaux secteurs d'investissement.

Il reste à analyser succinctement le contenu des principaux secteurs départementaux ci-après :

*Travaux publics.* — Le programme des engagements groupant le secteur budgétaire et le secteur extra-budgétaire, marque l'évolution suivante :

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

Programme du département des Travaux publics	1968	1969	1970	Programma van het departement van Openbare Werken
	Réalisations <i>Verwezenlijkingen</i>	Programme ajusté <i>Aangepast programma</i>	Programme de base <i>Basisprogramma</i>	
Département (+fonds) .. ... ..	24 486	24 783	23 380	Departement (+fondsen). waarvan Wegenfonds.
dont Fonds des Routes .. ... ..	(11 937)	(11 322)	(10 623)	
Financement Crédit Communal .. ...	1 701	1 585	1 564	Financiering Gemeentrekedit.
Intercommunales d'Autoroutes .. ...	6 662	7 820	10 390	Intercommunales voor de Autosnelwegen,
Canal Albert et canal Bruxelles-Rupel ..	1 001	1 424	1 140	Albertkanaal en kanaal Brussel-Rupel.
Total .. ... ..	33 850	35 612	36 474	

L'effort envisagé dans le secteur des investissements routiers peut être évalué comme suit :

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

Engagements relatifs aux investissements routiers	1968	1969	1970	Vastleggingen met betrekking tot de investeringen in wegen
	Réalisations <i>Verwezenlijkingen</i>	Programme ajusté <i>Aangepast programma</i>	Programme de base <i>Basisprogramma</i>	
Fonds des Routes .. ... ..	11 937	11 322	10 623	Wegenfonds.
E3 .. ... .. .. ..	4 619	3 910	4 300	E3.
E5 .. .. .. .. ..	1 900	3 400	4 000	E5.
E39 .. .. .. .. ..	143	510	800	E39.
E9 et 40 .. .. .. ..	—	( <sup>1</sup> )	1 290	E9 en 40.
Total .. .. ..	18 599	19 142	21 013	Totaal.

(<sup>1</sup>) Compris dans le Fonds des Routes.

(<sup>1</sup>) Begrepen in het Wegenfonds.

sont seuls à correspondre à l'état réel d'exécution des travaux. Compte tenu du paiement des lettres de change à l'échéance, les paiements s'établissent comme suit : 6 996 millions en 1967, 8 214 millions en 1968 et 13 355 millions en 1969.

(<sup>2</sup>) Compris dans l'Education nationale.

(<sup>3</sup>) Estimation des paiements réels, compte tenu de la marge constatée les années précédentes.

alleen stemmen overeen met de werkelijke staat van uitvoering der werken. Rekening houdend met de betaling der wisselbrieven op de vervaldagen, zien de betalingen er als volgt uit : 6 996 miljoen in 1967, 8 214 miljoen in 1968 en 13 355 miljoen in 1969.

(<sup>2</sup>) Begrepen in Nationale Opvoeding.

(<sup>3</sup>) Raming der werkelijke betalingen, rekening houdend met de in vorige jaren vastgestelde marge.

Ces chiffres témoignent de l'intérêt porté à l'aménagement du réseau des autoroutes, celui-ci contribuant à améliorer les liaisons internationales de la Belgique avec ses proches voisins et participant, dans une mesure fort appréciable, à l'effort d'expansion de l'économie régionale.

C'est pourquoi le Gouvernement s'efforcera, dans toute la mesure du possible, d'assurer l'exécution complète du programme des engagements à réaliser par les Intercommunales d'Autoroutes. Les travaux de l'Autoroute de Wallonie, inclus dans le Fonds des Routes, seront poursuivis selon le rythme prévu pour E3. Des programmes fort importants seront également consacrés, en 1970, tant à l'E10 (incluse dans le Fonds des Routes) pour les sections Bruxelles-Mons, Bruxelles-Malines-Anvers et Anvers-Bréda que pour E5, E39, E9 et E40.

En attendant la mise en œuvre d'un réseau d'autoroutes de 850 kilomètres, il importe également d'entretenir et de moderniser le réseau existant pour pouvoir faire face aux accroissements constants du trafic dans des conditions plus satisfaisantes de sécurité.

Le secteur des aménagements portuaires et des voies hydrauliques mérite, à son tour, de retenir l'attention. Il bénéficiera, en 1970, d'une tranche d'engagement de l'ordre d'au moins 6 milliards de francs à charge du programme du Département.

Nos ports constituent, sans conteste, un facteur important de notre vie économique. C'est, par conséquent, un problème vital, pour l'économie nationale, d'assurer les voies d'accès à nos ports maritimes et d'adapter ces derniers aux mutations profondes que connaît la technique de la navigation maritime.

Par ailleurs, dans notre pays, la voie d'eau est, à côté du rail et de la route, un des trois moyens de transport les plus importants. La poursuite du programme de modernisation peut conduire à une nouvelle réduction du prix par unité, dont profliteraient les entreprises industrielles et commerciales établies à l'intérieur du pays, loin des ports maritimes.

Les axes principaux du trafic par voie d'eau coïncident avec les trois grandes radiales reliant les ports maritimes d'Anvers et de Gand aux bassins de Liège, de Charleroi et du Borinage. Le canal Albert et le canal maritime de Bruxelles au Rupel constituent les liaisons principales sur ces axes.

Ces deux grands canaux sont reliés aux bassins industriels les plus importants par la Meuse en amont de Liège, le canal de Charleroi à Bruxelles, le Haut-Escaut, le canal Nimy-Blaton-Péronnes, le canal du Centre et la Basse-Sambre.

Toute une série de travaux relatifs à l'aménagement de barrages (Nisramont, Eupen notamment) seront poursuivis sur les affluents de la Meuse. Ces ouvrages ont pour but de garantir à la Meuse un débit d'étiage minimum de 50 m<sup>3</sup>/seconde. Ils permettront d'autre part de poursuivre le programme d'épuration des eaux déversées dans le bassin de la Meuse.

En 1970, l'Administration de l'Électricité et de l'Electromécanique s'occupera spécialement des ouvrages d'art électromécaniques sur les voies d'eau. Ces travaux s'imposent étant donné le danger imminent d'interruption de la navigation.

On poursuivra également la pose d'un réseau de câbles téléphoniques le long des cours d'eau et il sera procédé à l'acquisition et à l'installation d'appareils destinés à résoudre les problèmes d'information et d'automation ayant trait au réseau des voies navigables et aussi des routes.

Deze cijfers tonen aan welk belang gehecht wordt aan de aanleg van een autowegennet, dat de internationale verbindingen van België moet helpen verbeteren en op merkelijke wijze moet bijdragen tot de expansie van de regionale economie.

Daarom zal de Regering trachten het programma van de door intercommunales voor autowegen te verwezenlijken vastleggingen, in zijn geheel uit te voeren. De werken voor de Waalse autoweg begrepen in het Wegenfonds zullen uitgevoerd worden volgens het ritme van de E3. Ook zullen in 1970 heel belangrijke programma's gewijd worden zowel aan de E10 (begrepen in het Wegenfonds) voor de secties Brussel-Bergen, Brussel-Mechelen-Antwerpen en Antwerpen-Breda, als aan de E5, E39, E9 en E40.

In afwachting dat een autowegennet van 850 km in gebruik gesteld is, moet het bestaande wegennet onderhouden en gemoderniseerd worden om het hoofd te kunnen bieden aan de voortdurende aangroei van het verkeer (40 % tussen 1960 en 1965) in veiliger voorwaarden.

Op zijn beurt verdient de sector van de havens en waterwegen alle aandacht. In 1970 zal er een vastleggingsschijf van ten minste 6 miljard frank, ten laste van het programma van het Departement, aan besteed worden.

Onze havens vormen ontegensprekelijk een belangrijke factor van ons economisch leven. Het is derhalve een vitaal probleem voor de nationale economie, de toegangswegen tot onze zeehavens zeker te stellen en deze laatste aan te passen aan de grondige wijzigingen die de zeevaarttechniek ondergaat.

In ons land is de waterweg trouwens, naast het spoor en de baan, één der drie belangrijkste transportmiddelen. Het voortzetten van het moderniseringssprogramma kan een nieuwe vermindering van de kostprijs mogelijk maken ten voordele van dieper in het land en verder van de zeehavens gevestigde nijverheids- en handelsbedrijven.

De hoofdassen van het scheepvaartverkeer vallen ontegensprekelijk samen met de drie grote radiaLEN die de zeehavens van Antwerpen en Gent verbinden met de bekkens van Luik, Charleroi en de Borinage. Het Albertkanaal en het zeekanaal Brussel-Rupel vormen de hoofdverbindingen op deze assen.

De verbindingen van deze hoofdkanalen met de voornaamste industriebekkens worden gevormd door de Maas opwaarts van Luik, het kanaal Charleroi-Brussel, de Boven-schelde, het kanaal Nimy-Blatin-Péronnes, het Centrumkanaal en de Beneden-Samber.

Een hele reeks werken betreffende de inrichting van de stuwdammen (o.a Nisramont, Eupen) zullen worden voortgezet op de bijrivieren van de Maas. Al deze werken hebben ten doel aan de Maas een minimumafvoer van 50 m<sup>3</sup>/sec. te waarborgen in periode van grote waterschaarste. Anderzijds zullen zij veroorloven het programma voort te zetten tot zuivering van de afvalwaters die in het Maasbekken worden geloasd.

Het bestuur voor Elektriciteit en Elektro-mechanica zal in 1970 een grote aandacht besteden aan de elektromechanische kunstwerken op de waterwegen. Deze werken zijn absoluut noodzakelijk wegens het dreigend gevaar voor scheepvaartonderbrekingen.

Ook zal verder gewerkt worden aan het leggen van een telefoonkabelnet langs de waterlopen en zal overgegaan worden tot de aankoop en de installatie van een apparatuur voor de oplossing van informatie- en automatieproblemen in verband met het net der waterwegen en ook van de wegen,

Le secteur des bâtiments disposera, en 1970, d'une tranche d'engagement de plus de 2 milliards à charge du programme du Département. De multiples constructions sont en cours et il est absolument indispensable de les achever si l'on veut éviter que ne restent improductifs, les investissements énormes déjà opérés et si l'on veut atteindre un maximum d'efficacité.

Des crédits importants sont prévus pour la Cité administrative, pour le complexe administratif de la rue de Louvain et pour le Résidence Palace, rue de la Loi, à Bruxelles. D'autres crédits sont prévus pour l'achèvement des centres administratifs en province. Le Département poursuit ses efforts en vue de centraliser les services de l'Etat dans des complexes modernes, remplaçant ainsi progressivement les bâtiments pris en location et les bâtiments vétustes de l'Etat.

Parallèlement à l'effort de mise en place de cette infrastructure routière, portuaire, fluviale et administrative, les services ayant en charge la politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire s'efforceront de promouvoir des plans intercommunaux d'aménagement conçus dans la ligne des plans de secteur et en relation avec les plans communaux d'aménagement. De pair avec cet effort de rationalisation des conditions de la vie moderne et de l'habitat humain, pourra être poursuivie la recherche des bases d'une politique foncière de manière à neutraliser, si possible, les effets de la spéculation qu'entraînent trop souvent à leur suite, les réalisations projetées en matière d'investissements publics.

La sauvegarde de zones vertes, spécialement dans le cadre de l'infrastructure touristique, et des études sur la pollution de certaines régions font partie de cet ensemble de préoccupations qui restent liées à la mise en œuvre d'une grande politique de travaux publics.

Notons encore qu'il a été créé tant en Flandre qu'en Wallonie, des services chargés de l'assainissement des sites charbonniers désaffectés. L'action doit s'inscrire dans le cadre plus vaste d'un programme d'assainissement, d'une part, et dans le cadre d'un programme de reconversion et d'industrialisation d'autre part.

Enfin, en 1970, on s'attachera principalement à l'équipement des terrains industriels, aux travaux exécutés en application de la « Loi Brunfaut » et aux travaux qui doivent être exécutés par les administrations publiques subalternes au moyen de subsides de l'Etat.

*Communications.* — Abstraction faite de l'intervention de 3 300 millions pour la dotation du Fonds de Renouvellement S.N.C.B. qui, en 1970, est reprise parmi les dépenses financières, le programme des engagements du Département des Communications (y compris la Régie des Voies Aériennes), évolue comme suit :

	Engagements en millions de francs.
1967 (réalisations) ... ... ... ... ...	2 451
1968 (réalisations) ... ... ... ... ...	2 584
1969 (ajusté) . . . . .	3 635
1970 (programme de base) ... ... ... ...	3 788

On constate pour l'ensemble des investissements ferroviaires, aéronautiques, afférents à l'exploitation de la ligne Ostende-Douvres et à la construction des métros, l'existence d'une évolution sensiblement parallèle à celle des investissements routiers.

Quoiqu'il en soit, les engagements relatifs au chemin de fer seront notamment consacrés au parachèvement de l'électrification de la ligne Paris-Ruhr, aux aménagements de modernisation dans les ports d'Anvers et de Bruges, à la

De sector der gebouwen zal in 1970 een vastleggingsschijf van meer dan 2 miljard ter beschikking krijgen op het programma van het Departement. Verscheidene constructies zijn in ophouw en het is volstrekt onontbeerlijk deze te voltooien, ten einde de onproductiviteit te vermijden van de enorme investeringen die reeds werden gedaan en ten einde een maximum doeltreffendheid te bekomen.

Belangrijke kredieten worden uitgetrokken voor de Administratieve Wijk, voor het administratief complex aan de Leuvense weg te Brussel en voor het Residentiegebouw in de Wetstraat te Brussel. Andere kredieten worden voorzien voor de voltooiing van administratieve centra in de provincies. Het Departement blijft ernaar streven de staatsdiensten te centraliseren in moderne complexen en progressief de ingehuurde gebouwen en de oude versleten staatsgebouwen te vervangen.

Gelijkzeitig met de inspanningen tot uitbouw van de infrastructuur inzake wegen, waterlopen en administratie, zullen de diensten voor stedebouw en ruimtelijke ordening ijveren voor het opstellen van intercommunale plannen van aanleg in de lijn van de gewestplannen en rekening houdend met de gemeentelijke plannen van aanleg. Samen met die poging tot rationalisatie van de moderne levensvoorraarden en van de menselijke nederzetting, zal verder kunnen worden gezocht naar de grondslagen van een grondbeleid, om zoveel mogelijk de speculatie, die al te vaak het gevolg is van uitgevoerde openbare investeringen, te neutraliseren.

De vrijwaring van groene zones, bijzonder in het kader van de toeristische infrastructuur, het onderzoek naar de luchthezoedeling in sommige gewesten, maken deel uit van een geheel van maatregelen, die het mogelijk moeten maken een groots opgevatte politiek van openbare werken uit te voeren.

We vermelden nog dat zowel in Vlaanderen als in Wallonië, diensten tot sanering van de gesloten steenkoolmijnen opgericht werden. Deze actie moet worden gezien binnen een ruimer saneringsprogramma enerzijds, en in het kader van een reconversie- en industrialiseringprogramma anderzijds.

In 1970 zal de aandacht tenslotte vooral gaan naar de uitrusting van de industrieterreinen, naar de werken uitgevoerd bij toepassing van de zogenaamde « Wet Brunfaut » en naar de werken die door de ondergeschikte openbare besturen dienen te worden verwezenlijkt bij middel van Staatstoelagen.

*Verkeerswezen.* — Afgezien van de tussenkomst van 3 300 miljoen voor de dotatie aan het Vernieuwingsfonds N.M.B.S. die in 1970 opgenomen is onder de financiële uitgaven, verloopt het programma van de vastleggingen van het Departement van Verkeerswezen (met inbegrip van de Régie der Luchtwegen) als volgt :

	Vastleggingen in miljoen frank.
1967 (verwezenlijkingen) ... ... ... ...	2 451
1968 (verwezenlijkingen) ... ... ... ...	2 584
1969 (aangepast programma) ... ... ...	3 635
1970 (aangepast programma) ... ... ...	3 788

Hieruit blijkt dat de ontwikkeling van het geheel der investeringen inzake spoorwegen, luchtvaart, pakketbotendienst Oostende-Dover, en semi-metro's nagenoeg volledig gelijkloopt met die van de investeringen voor de infrastructuur.

Hoe dan ook, de vastleggingen met betrekking tot de spoorwegen zullen o.m. bestemd worden voor de afwerking van de elektrificatie van de lijn Parijs-Ruhr, voor de moderniseringswerken in de havens van Antwerpen en Brugge,

ligne d'Anvers-rive gauche à Gands, à la ligne des remparts d'Anvers, au tunnel sous l'Escaut, aux lignes industrielles et aux gares routières.

Une tranche importante sera affectée aux prémétros tant en ce qui concerne notamment la continuation de l'axe Est-Ouest et, en liaison avec la politique des travaux publics, la mise en œuvre des travaux de la « grande ceinture » à Bruxelles, que l'exécution prioritaire de travaux similaires qui, dans le respect des équilibres régionaux, viendront à s'imposer dans les principales villes de province.

L'équipement touristique et la promotion du tourisme social seront poursuivis dans le cadre du programme du Département. La Régie des Voies Aériennes sera habilitée à poursuivre les aménagements nécessaires, notamment aux aéroports de Bruxelles-National et d'Ostende, sans préjudice d'autres aménagements en faveur de certains aérodromes de province.

Aussi peut-on considérer que toute cette action viendra heureusement compléter la gamme des réalisations à considérer dans le cadre d'une politique rationnelle des transports.

*Santé publique, Famille et Logement.* — Le programme des engagements du Département de la Santé publique évolue comme suit :

	Engagements en millions de francs.
1967 (réalisations) . . . . .	850
1968 (réalisations) . . . . .	1 030
1969 (ajusté) . . . . .	1 935
1970 (programme de base) . . . . .	1 981

Il a été largement influencé par les charges imposées à ce Département dans les derniers temps, notamment en ce qui concerne le secteur hospitalier.

a) Le programme autorisé à charge du budget extraordinaire se monte à 1 662 000 000 de francs en 1970 contre 1 595 000 000 de francs en 1969. Il assure le financement de la poursuite des travaux du collecteur du canal Albert et des conduites d'adduction d'eau à partir du barrage de Nisramont. Il permet, en outre, l'intervention financière de l'Etat dans le coût des travaux du secteur privé en matière d'hôpitaux et cliniques, des hôpitaux universitaires des facultés flamande, et française, des Universités de Bruxelles et de Louvain, des instituts médico-pédagogiques, des crèches et des homes pour handicapés adultes. Les articles 63.81 et 63.82 y figurent également et ont trait, dans le même ordre d'idées, respectivement aux instituts psychiatriques et médico-pédagogiques du secteur public.

b) Pour ce qui est du Fonds d'Expansion Economique apparaissant sous l'article 600.1 de la section particulière, un montant de 319 000 000 de francs est réservé à l'épuration des eaux résiduaires et industrielles dans les zones de développement, aux travaux d'assainissement de la vallée de la Vesdre et à la réalisation des bassins d'épargne destinés à récolter et à emmagasiner, avant traitement, les eaux de surface utilisée pour l'alimentation.

Enfin, le chapitre des octrois de crédits et participations finance encore l'intervention de l'Etat dans le coût des travaux de la Société Nationale des Distributions d'Eau.

Il doit être complété, en 1970 comme précédemment, par l'allocation de 1 564 millions relative au financement par le Crédit Communal. Ce programme a trait au subventionnement des travaux de distribution d'eau, d'épuration des eaux, de construction d'hôpitaux et de cliniques pour maladies aiguës et chroniques, de maisons de retraite, de centres de santé, de crèches, d'orphelinats, de plaines de sports, de bassins de natation, d'usines de traitement d'immondices et enfin au subsidiement de travaux sanitaires exceptionnels tels que

pour de ligne Antwerpen-Linkeroever-Gent, de ligne longs de fort en Antwerpen, pour de tunnel sous la Schelde, pour lignes pour de industrie et pour stations.

Een belangrijke schijf zal bestemd worden, te Brussel, voor de bouw van semi-metros, nl. de verlenging Oost-West en de werken aan de Grote Ring (in samenwerking met openbare werken) en in de voornaamste provinciesteden, voor gelijkaardige werken, dit met het oog op het regionaal evenwicht.

De toeristische uitrusting en de promotie van het sociaal toerisme zullen worden voortgezet in het raam van het programma van het eigenlijke Departement. De Regie de Luchtwegen zal gemachtigd worden de nodige aanpassingen uit te voeren in de luchthavens van Brussel-nationaal en Ostende, zonder afbreuk te doen aan eventuele aanpassingen in andere luchthavens.

Men mag dus aannemen dat al deze werken op gelukkige wijze de verwezenlijkingen, inzake nationalisatiebeleid voor het vervoer, aanvullen.

*Volksgezondheid, Gezin en Huisvesting.* — Het programma der vastleggingen van het Departement van Volksgezondheid ziet er uit als volgt :

	Vastleggingen in miljoen frank.
1967 (verwezenlijkingen) . . . . .	850
1968 (verwezenlijkingen) . . . . .	1.030
1969 (aangepast programma) . . . . .	1.935
1970 (basisprogramma) . . . . .	1.981

Het werd sterk beïnvloed door de verplichtingen die aan dit Departement de laatste tijd werden opgelegd, onder meer in de sector van het ziekenhuiswezen.

a) Het op de buitengewone begroting toegestaan programma bedraagt 1 662 000 000 frank in 1970 tegenover 1 595 miljoen frank in 1969. Het verzekert de financiering van de voortgezette werken aan de collector van het Albertkanaal en aan de watertoeverleidingen vanaf de stuwdam van Nisramont. Het maakt bovendien de financiële tussenkomst van de Staat mogelijk in de kosten van de werken inzake hospitalen en klinieken van de private sector, de universitaire hospitalen van de Vlaamse en Franstalige faculteiten der Brusselse en Leuvense Universiteiten, de medisch-pedagogische instituten, de kinderkribben en de tehuizen voor volwassen gehandicapten. De artikels 63.81 en 63.82 komen er ook op voor en slaan, in dezelfde gedachtengang, respectievelijk op de psychiatrische en medisch-pedagogische instituten van de overheidssector.

b) Voor het Fonds voor Economische Expansie, dat voor komt onder artikel 600.1 van de afzonderlijke sectie, werd een bedrag van 319 000 000 frank voorbehouden voor de zuivering van de afval- en nijverheidswaters in de ontwikkelingszones, voor de saneringswerken in de Vesdervallei en voor de realisatie van spaarbekkens, die de oppervlakte-waters die gebruikt worden voor de voeding, voor de behaling moeten opvangen en opslaan.

Ten slotte financiert het hoofdstuk kredietverleningen en participaties nog de Staatstussenkomst in de kosten der werken van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen.

Het moet in 1970 zoals voorheen worden vermeerderd met een bedrag van 1 564 miljoen in verband met de financiering door het Gemeentekrediet. Dit programma heeft betrekking op de subsidiëring van de werken van waterleidingen, waterzuivering, bouw van hospitalen en klinieken voor acute en chronische ziekten, rusthuizen, gezondheidscentra, kinderkribben, wezenhuizen, sportvelden, zwembaden, vuilverwerkingsfabrieken en tenslotte op de subsidiëring van uitzonderlijke sanitair werken zoals de grote moer-

les grandes collecteurs d'égouts de l'agglomération bruxelloise. Dans tous ces secteurs, les maîtres de l'ouvrage sont des pouvoirs publics.

Le programme du Département de la Famille et du Logement se situe, comme déjà indiqué, dans le secteur des octrois de crédits et participations (dépenses financières) et dans le secteur paraétatique (Société Nationale du Logement). Il recouvre, en particulier, les divers aspects des interventions de l'Etat en faveur des logements sociaux, auxquels d'importants moyens financiers seront affectés en 1970 comme en 1969 et 1968.

\*  
\*\*

Il va sans dire, ainsi qu'il ressort d'ailleurs des tableaux consacrés précédemment aux engagements et décaissements, que le programme des investissements publics de 1970 couvre également les besoins de divers autres secteurs tels que l'Education nationale (en ce compris une prévision pour l'expansion universitaire), la Culture néerlandaise et française, l'Agriculture et les Affaires économiques, sans oublier les Affaires étrangères, la Justice, les Finances et la Défense nationale.

La tranche d'engagement de 129 millions qui est prévue pour le Département de l'Intérieur en 1970, tend à permettre le regroupement des acquisitions de matériel d'incendie en faveur des communes.

\*  
\*\*

Ainsi, au vu de l'ensemble du programme arrêté pour 1970, peut-on conclure que le Gouvernement entend rencontrer, de façon constructive, la solution des divers problèmes qu'il aura à résoudre, tout en restant attentif à leurs répercussions financières et en s'efforçant de les réaliser dans le cadre de l'expansion économique au plan régional et national.

riolen van de Brusselse agglomeratie. In al deze sectoren zijn de bouwheren overheidsinstellingen.

Het programma van het Departement van Gezin en Huisvesting komt, zoals reeds vermeld, voor in de sector der kredietverleningen en deelnemingen (financiële uitgaven) en in de parastatale sector (Nationale Maatschappij voor de Huisvesting). Het dekt in het bijzonder de verschillende aspecten van de Staatstussenkomsten ten voordele van de sociale woningen, waaraan in 1970, zoals in 1969 en 1968, belangrijke financiële middelen zullen worden toegekend.

\*  
\*\*

Zoals het overigens blijkt uit bovenstaande tabellen over de vastleggingen en de betalingen, spreekt het vanzelf dat het programma der investeringen ook de behoeften van verscheidene andere sectoren dekt, zoals Nationale Opvoeding (waaronder de universitaire expansie), Nederlandse en Franse cultuur, Landbouw en Economische Zaken, Buitenlandse Zaken, Justitie, Financiën en Landsverdediging.

De vastleggingsschijf van 129 miljoen die bestemd is voor het Departement van Binnenlandse Zaken in 1970, moet het mogelijk maken de aankopen inzake brandweermaterieel voor de gemeenten te groeperen.

\*  
\*\*

Uit dit volledige programma voor 1970 kan besloten worden dat de Regering vast van plan is de verschillende problemen waarvoor zij staat op te lossen met inachtneming van hun financiële weerslag en met de wil ze te verwezenlijken in het raam van de economische expansie op nationaal en regionaal vlak.

DEUXIEME PARTIE.  
ANALYSE DES BUDGETS.

Le budget de 1970 se compose de 24 projets de loi qui sont répartis entre les deux Assemblées comme indiqué à la liste ci-dessous :

*Chambre des Représentants :*

- I. — Voies et Moyens;
- II. — Dette publique;
- III. — Pensions;
- VIII. — Affaires étrangères et Commerce extérieur;
- XI. — Agriculture;
- XII. — Affaires économiques;
- XIII. — Classes moyennes;
- XVI. — Travaux publics;
- XIX. — Education nationale;
- XX. A. — Affaires culturelles communes;
- XX. B. — Culture néerlandaise;
- XX. C. — Culture française;
- XXII. — Finances.

*Sénat :*

- IV. — Dotations;
- V. — Premier Ministre;
- VI. — Justice;
- VII. — Intérieur;
- IX. — Défense nationale;
- X. — Gendarmerie;
- XIV. — Communications;
- XV. — Postes, Télégraphes et Téléphones;
- XVII. — Emploi et Travail;
- XVIII. — Prévoyance sociale;
- XXI. — Santé publique et Famille.

Un 25<sup>e</sup> projet de loi est relatif à l'ajustement du budget de 1969.

TWEEDE DEEL.

ONTLEDING VAN DE BEGROTINGEN.

De begroting voor 1970 bestaat uit 24 ontwerpen van wet die onder beide Kamers verdeeld worden zoals aangeduid in de onderstaande lijst :

*Kamer van Volksvertegenwoordigers :*

- I. — Rijksmiddelen;
- II. — Rijksschuld;
- III. — Pensioenen;
- VIII. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel;
- XI. — Landbouw;
- XII. — Economische Zaken;
- XIII. — Middenstand;
- XVI. — Openbare Werken;
- XIX. — Nationale Opvoeding;
- XX. A. — Gemeenschappelijke culturele zaken;
- XX. B. — Nederlandse Cultuur;
- XX. C. — Franse Cultuur;
- XXII. — Financiën.

*Senaat :*

- IV. — Dotaties;
- V. — Eerste Minister;
- VI. — Justitie;
- VII. — Binnenlandse Zaken;
- IX. — Landsverdediging;
- X. — Rijkswacht;
- XIV. — Verkeerswezen;
- XV. — Posterijen, Telegrafie en Telefonie;
- XVII. — Tewerkstelling en Arbeid;
- XVIII. — Sociale Voorzorg;
- XXI. — Volksgezondheid en Gezin.

Een 25<sup>e</sup> ontwerp van wet heeft betrekking op de aanpassing van de begroting van 1969.

CHAPITRE PREMIER.  
LES RECETTES.

## 1. Les recettes de 1969.

Le budget des Voies et Moyens de 1969 prévoyait 264,6 milliards de recettes ordinaires dont 251,6 milliards pour les recettes fiscales et 13 milliards pour les recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires étaient estimées à 0,4 milliard.

A l'issue des huit premiers mois de l'année budgétaire 1969, les recettes fiscales s'élèvent à 171,8 milliards, soit une plus-value de 3,8 milliards par rapport aux prévisions et un excédent de 19,3 milliards par rapport aux recettes de la période correspondante de l'année 1968. Ces résultats reflètent incontestablement l'évolution favorable de la conjoncture économique.

Recettes fiscales des huit premiers mois  
de l'année budgétaire 1969.  
(En millions de francs.)

	Réali-sations <i>Verwezenlij- kingen</i>	Prévisions <i>Vooruitzichten</i>	Différence <i>Verschil</i>	Recettes 1968 huit premiers mois <i>Ontvangsten 1968 eerste acht maanden</i>	Différence <i>Verschil</i>
Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i> . . . . .	77 661	74 677	+ 2 984	66 629	+ 11 032
Douanes. — <i>Invoerrechten</i> . . . . .	5 102	5 907	- 805	5 720	- 618
Accises et divers. — <i>Accijnsen en diversen</i> . . . . .	23 260	22 202	+ 1 058	20 088	+ 3 172
Taxes. — <i>Taksen</i> . . . . .	56 906	56 200	+ 706	51 659	+ 5 247
Autres droits perçus par l'Enregistrement. — <i>Andere door de Registratie geïnde rechten</i> . . . . .	8 834	9 000	- 166	8 368	+ 466
Total. — <i>Totaal</i> . . . . .	171 763	167 986	+ 3 777	152 464	+ 19 299

La plus-value par rapport aux prévisions est, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessus, surtout imputable aux contributions directes (+2 984 millions) et dans une moindre mesure aux droits d'accises (+1 058 millions) et aux taxes (+706 millions). En revanche, les droits de douane et les autres droits perçus par l'Enregistrement accusent des moins-values qui atteignent respectivement 805 millions et 166 millions.

Le haut niveau d'activité économique et l'amélioration continue de l'emploi ont très favorablement influencé les recettes en matière de contributions directes et plus particulièrement le rendement des versements anticipés qui dépasse la prévision de 4 061 millions et du précompte professionnel qui produit un supplément de recettes de 634 millions.

En revanche, la taxe de circulation accuse une moins-value de 989 millions. Ce résultat est toutefois imputable à la suppression de la majoration de la taxe due sur les véhicules dont le moteur est alimenté au gasoil à laquelle il a été substitué un droit d'accise spécial. Cette moins-value est progressivement compensée par les recettes supplémentaires à provenir de ce droit d'accise.

Malgré la vive progression des importations, le rendement des droits de douane demeure inférieur à la prévi-

EERSTE HOOFDSTUK.  
DE ONTVANGSTEN.

## 1. De ontvangsten van 1969.

De Rijksmiddelenbegroting van 1969 voorzag 264,6 miljard gewone ontvangsten waarvan 251,6 miljard belastingontvangsten en 13 miljard niet-fiscale ontvangsten. De buitengewone ontvangsten werden op 0,4 miljard geraamd.

Op het einde van de eerste acht maanden van het begrotingsjaar 1968, bedragen de belastingontvangsten 171,8 miljard, dit is een meeropbrengst van 3,8 miljard ten opzichte van de vooruitzichten en een overschat van 19,3 miljard ten opzichte van de overeenkomstige periode van het jaar 1968. Deze uitslagen weerspiegelen ontegensprekelijk de gunstige evolutie van de economische conjunctuur.

Belastingontvangsten over de eerste acht maanden  
van het begrotingsjaar 1969.

(In miljoenen frank.)

Zoals uit bovenstaande tabel blijkt is de meeropbrengsten ten opzichte van de ramingen vooral te wijten aan de directe belastingen (+2 984 miljoen) en in een mindere mate aan de accijnsen (+1 058 miljoen) en aan de taksen (+706 miljoen). Daarentegen brachten de invoerrechten en de andere door de Registratie geïnde rechten respectievelijk 805 miljoen en 166 miljoen minder op.

Het hoog niveau van de economische bedrijvigheid en de aanhoudende verbetering van de tewerkstelling hebben de ontvangsten op het stuk van de directe belastingen zeer gunstig beïnvloed; dit geldt vooral voor de voorafbetaalingen waarvan de opbrengst 4 061 miljoen hoger ligt dan de ramingen en voor de bedrijfsvoorheffing die een meeropbrengst van 634 miljoen oplevert.

Daarentegen vertoont de verkeersbelasting een minderopbrengst van 989 miljoen. Deze uitslag is evenwel toe te schrijven aan de afschaffing van de verhoging van de belasting op voertuigen waarvan de motor met gasolie aangedreven wordt; in de plaats van die verhoging werd een bijzondere accijns ingevoerd. Bedoelde minderopbrengst wordt geleidelijk opgesloten door de bijkomende ontvangsten die van deze accijns voortkomen.

Spijts de opvallende stijging van de invoer blijft de opbrengst van de invoerrechten beneden de ramingen; het

sion à concurrence de 805 millions. Cette moins-value est surtout due à l'incidence plus forte que prévue de la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1968, des droits en trafic intracommunautaire et à la réduction du tarif extérieur commun conformément aux engagements pris lors des négociations G.A.T.T.

Les recettes en matière d'accise et de taxe de consommation dégagent une plus-value de 1 058 millions. Celle-ci résulte en majeure partie de l'accise sur les huiles minérales (+853 millions) dont le rendement est influencé par l'établissement d'un droit d'accise spécial sur les véhicules dont le moteur est alimenté au gasoil.

Les taxes assimilées au timbre présentent une plus-value de 706 millions et ce malgré l'importance des ristournes accordées à l'exportation. Ce résultat reflète l'évolution favorable de la demande intérieure.

Enfin, les autres droits perçus par l'Enregistrement accusent une moins-value de 166 millions. Celle-ci est imputable tant aux droits de succession (-146 millions), qu'aux droits d'enregistrement (-51 millions).

Sur base de l'évolution des recettes fiscales des huit premiers mois, les recettes ordinaires de 1969 ont été réestimées à 269,1 milliards contre 264,6 milliards initialement prévus.

Les recettes fiscales ont été réestimées à 256,1 milliards, soit une plus-value de 4,5 milliards.

Ainsi qu'il résulte du tableau ci-après, cette plus-value proviendra des contributions directes (+2,8 milliards), des taxes assimilées au timbre (+2 milliards) et des accises (+1 milliard).

(En milliards de francs.)

verschil bedraagt 805 miljoen. Deze minderopbrengst is vooral te wijten aan de weerslag — groter dan voorzien — van de afschaffing op 1 juli 1968 van de rechten in intracommunautair verband en aan de vermindering van het gemeenschappelijk buitentariefl overeenkomstig de verbintenen aangegaan naar aanleiding van de G.A.T.T.-onderhandelingen.

De ontvangsten inzake accijnzen en verbruiksbelasting leveren een meerwaarde op van 1 058 miljoen. Deze vloeit grotendeels voort uit de accijns op minerale oliën (+853 miljoen) waarvan de opbrengst beïnvloed werd door de vestiging van een bijzondere accijns op de met gasolie aangedreven motorrijtuigen.

De met het zegel gelijkgestelde taksen brengen 706 miljoen meer op ondanks de belangrijke terugbetaling bij de uitvoer. Zulks wijst op de zeer gunstige evolutie van de binnenlandse vraag.

Ten slotte zijn daar de andere door de Registratie geïnde rechten waarvan de opbrengst 166 miljoen lager ligt dan de ramingen. Deze mindere opbrengst is toe te schrijven aan de successierechten (-146 miljoen) en van de registratierechten (-51 miljoen).

Op grond van de evolutie der belastingontvangsten gedurende de eerste acht maanden werden de gewone ontvangsten van 1969 herschat op 269,1 miljard tegen 264,6 miljard zoals oorspronkelijk voorzien was.

De belastingontvangsten werden herschat op 256,1 miljard, dit is 4,5 miljard meer dan de oorspronkelijke raming.

Zoals uit hierna volgende tabel blijkt zal deze meeropbrengst voortkomen van de directe belastingen (+2,8 miljard), van de met het zegel gelijkgesteld taksen (+2 miljard) en van de accijnzen (+1 miljard) :

(In miljarden frank.)

	<i>Ecart prévus par rapport aux estimations pour l'année entière</i> <i>Voorziene verschillen met de ramingen voor het gehele jaar</i>	<i>Situation après huit mois</i> <i>Toesstand na acht maanden</i>	<i>Estimation des écarts au cours des quatre derniers mois</i> <i>Raming van de verschillen tijdens de laatste vier maanden</i>	
Contributions directes ... ...	+2,8	+3,0	-0,2	Directe belastingen.
Douanes ... ... ... ...	-1,2	-0,8	-0,4	Invoerrechten.
Accises ... ... ... ...	+1,0	+1,1	-0,1	Accijnzen.
Taxes . . . . .	+2,0	+0,7	+1,3	Taksen.
Autres droits perçus par l'Enregistrement.	-0,1	-0,2	+0,1	Andere door de Registratie geïnde rechten.
	+4,5	+3,8	+0,7	

## 2. Les recettes de 1970.

Les recettes ordinaires de 1970 sont estimées à un total de 290 480 millions dont 275 200 millions de recettes fiscales et 15 280 millions de recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires s'élèvent à 2 015 millions.

L'accroissement en 1970 des recettes ordinaires par rapport aux recettes probables de 1969 s'élève à 28,7 milliards dont 26,5 milliards pour les recettes fiscales et 2,2 milliards pour les recettes non fiscales.

## 2. De ontvangsten van 1970.

De gewone ontvangsten van 1970 worden geraamd op een totaal van 290 480 miljoen, waarvan 275 200 miljoen belastingontvangsten en 15 280 miljoen niet-fiscale ontvangsten. De buitengewone ontvangsten bedragen 2 015 miljoen.

De toename in 1970 van de gewone ontvangsten ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten van 1969 bedraagt 28,7 miljard waarvan 26,5 miljard fiscale ontvangsten en 2,2 miljard niet-fiscale ontvangsten.

*Calcul global des Voies et Moyens de 1970.*

	En milliards de francs.
1. Recettes probables de l'année 1969 (1) . . . . .	269,1
Recettes non fiscales . . . . .	13,0
Recettes fiscales probables . . . . .	256,1
A déduire : incidence de l'anticipation de certaines perceptions (taxe de circulation, réduction terme de crédit d'accise, taxe sur contrats d'assurances) . . . . .	2,7
Base de départ pour le calcul des recettes fiscales de 1970 . . . . .	253,4
2. Augmentation des recettes fiscales en 1970 résultant de l'expansion de la masse imposable et de l'évolution des prix : accroissement du P.N.B. de 4,75 % en volume et de 4,00% en prix et compte tenu d'un taux d'élasticité des recettes fiscales de 1,14 . . . . .	25,8
	279,2
3. Recettes supplémentaires à provenir d'une plus exacte perception de l'impôt . . . . .	+1,5
4. Perte de recettes résultant :	/
— de modifications à la fiscalité . . . . .	—0,1
— de l'adaptation des impôts directs sur les revenus modestes . . . . .	—0,7
5. Recettes fiscales de l'année budgétaire 1970 . . .	279,9
6. Recettes non fiscales . . . . .	15,3
	295,2
7. Recettes fiscales affectées au Fonds d'Expansion économique et de reconversion régionale. . . . .	(2) 4,7
8. Recettes ordinaires portées au budget des Voies et Moyens de 1970 . . . . .	290,5

Le tableau ci-après fournit la ventilation, par grandes catégories, des recettes ordinaires de 1970 comparées aux recettes probables de 1969 et aux réalisations de 1968 :

(1) Non compris les recettes affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (1,3 milliard).

(2) Ces montants ne comprennent pas les recettes affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale en vertu de décisions antérieures.

*Globale becijfering van de Rijksmiddelen van 1970.*

	In miljarden frank.
1. Vermoedelijke ontvangsten van het jaar 1969 (1) . . . . .	269,1
Niet-fiscale ontvangsten . . . . .	13,0
Vermoedelijke belastingontvangsten . . . . .	256,1
Af te trekken : weerslag van sommige vervroegde inningen (verkeersbelasting, inkorting van de termijn inzake accijnskrediet, belasting op de verzekeringscontracten) . . . . .	2,7
Grondslag voor de berekening van de fiscale ontvangsten van 1970 . . . . .	253,4
2. Verhoging van de fiscale ontvangsten in 1970 voortspruitende uit de expansie van de belastbare stof en van de prijzenrevolutie : toename van het B.N.P. met 4,75 % in omvang en met 4,00 % in prijzen daarbij in acht genomen een elasticiteitscoëfficiënt voor de fiscale ontv angsten van 1,14 . . . . .	25,8
	279,2
3. Bijkomende ontvangsten die verwacht worden van een juistere belastinginning . . . . .	+1,5
4. Verlies aan opbrengst ten gevolge van :	/
— wijzigingen in de fiscale wetgeving . . . . .	—0,1
— aanpassing van directe belastingen op bescheiden inkomens . . . . .	—0,7
5. Fiscale ontvangsten van het begrotingsjaar 1970 . . . . .	279,9
6. Niet-fiscale ontvangsten . . . . .	15,3
	295,2
7. Fiscale ontvangsten overgedragen naar het Fonds voor Economische Expansie en regionale reconversie . . . . .	(2) 4,7
8. Gewone ontvangsten ingeschreven op de Rijksmiddelenbegroting van 1970 . . . . .	290,5

Volgende tabel geeft de verdeling van de gewone ontvangsten van 1970 in grote categorieën vergeleken met de vermoedelijke ontvangsten van 1969 en met de verwezenlijkingen van 1968 :

(1) Daarin niet begrepen de ontvangsten overgedragen naar het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (1,3 miljard).

(2) Deze bedragen behelzen niet de ontvangsten overgedragen naar het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie ingevolge vroegere beslissingen.

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

	Réalisations 1968 — Verwezen- lijkingen 1968	Année 1969 Jaar 1969		Année 1970 Jaar 1970 Estimations Ramingen	Différences 4 — 3 — Verschillen 4 — 3
		Estimations Initiales — Oorspronkelijke ramingen	Recettes probables — Vermoedelijke ontvangsten		
		1	2	3	4
Contributions directes. — <i>Directe belastingen</i> ... ... ...	95 771	109 555	112 405	126 520	+14 115
Douanes. — <i>Invoerrechten</i> ... ... ...	8 013	9 000	7 750	7 300	- 450
Accises et divers. — <i>Accijnzen en andere</i> ... ... ...	30 583	33 319	34 314	35 580	+ 1 266
Taxes assimilées au timbre. — <i>Met het zegel gelijkgestelde taksen</i> ... ... ...	79 665	86 000	88 000	90 600	+ 2 600
Autres droits perçus par l'Enregistrement. — <i>Andere door de Registratie geïnde rechten</i> ... ... ...	12 768	13 731	13 650	15 200	+ 1 550
Total des recettes fiscales. — <i>Totaal fiscale ontvangsten</i> .	226 800	251 605	256 119	275 200	+19 081
Recettes non fiscales. — <i>Niet-fiscale ontvangsten</i> ... ...	12 638	13 045	13 045	15 280	+ 2 235
Total des recettes ordinaires. — <i>Totaal gewone ontvangsten</i> .	239 438	264 650	269 164	290 480	+21 316

*Contributions directes.*

Le produit des contributions directes pour 1970 est estimé à 126 520 millions soit un accroissement de 14 115 millions par rapport aux recettes probables de 1969.

Le rendement des précomptes mobiliers est évalué à 13 405 millions, soit une augmentation de 1 960 millions par rapport aux recettes attendues pour 1969. Cet accroissement est imputable à raison de 380 millions au précompte mobilier sur dividendes et à raison de 1 560 millions au précompte mobilier sur autres revenus, ce dernier poste étant surtout influencé par l'extension des revenus d'emprunts du secteur public d'une part et par la hausse des taux d'intérêt d'autre part.

Les recettes en matière de précompte professionnel sont estimées à 56 345 millions, soit 6 850 millions de plus qu'en 1969. Cette augmentation résulte de l'expansion attendue de la masse salariale.

Le produit des versements anticipés est évalué à 28 900 millions soit un accroissement de 3 400 millions par rapport aux recettes probables de 1969 en raison de l'accroissement structurel des versements.

Le rendement des perceptions par rôles (impôt des personnes physiques, impôt des sociétés et impôt des non-résidents) est estimé à 20 985 millions contre 18 645 millions en 1969, soit un accroissement de 2 340 millions imputable à raison de 2 125 millions à l'impôt des personnes physiques, à raison de 200 millions à l'impôt des sociétés et à raison de 15 millions à l'impôt des non-résidents.

Les recettes escomptées de la taxe de circulation sont évaluées à 4 500 millions contre une recette probable de 4 750 millions en 1969, soit une diminution de 250 millions. En raison de l'accélération des travaux de perception qui se produira à la fin de l'année 1969 à la suite des mesures prises en vue de faire activer les versements et d'en faciliter la

*Directe belastingen.*

De opbrengst van de directe belastingen voor 1970 wordt geraamd op 126 520 miljoen, dit is een vermeerdering met 14 115 miljoen ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten van 1969.

De ontvangsten inzake roerende voorheffingen worden op 13 405 miljoen geschat, dit is een toename met 1 960 miljoen ten opzichte van de voor 1969 verwachte opbrengst. Die verhoging is ten belope van 380 miljoen te wijten aan de roerende voorheffing op dividenden en ten belope van 1 560 miljoen aan de roerende voorheffing op andere inkomsten. Laatstbedoelde vermeerdering is vooral het gevolg van de stijging der inkomsten uit leningen van de overheidssector en van de stijging der rentevoeten.

Op het stuk van de bedrijfsvoorheffing worden de ontvangsten op 56 345 miljoen geraamd, dit is 6 850 miljoen meer dan in 1969. Deze meeropbrengst wordt gemotiveerd door de verwachte expansie van de loonmassa.

Van de voorafbetalingen wordt verwacht dat zij 28 900 miljoen zullen opbrengen, hetgeen een vermeerdering betekent van 3 400 miljoen ten opzichte van de vermoedelijke ontvangsten van 1969. Deze meeropbrengst staat in verband met de structurele uitbreiding van bedoelde stortingen.

De opbrengst van de inningen per kohier (personenbelasting, vennootschapsbelasting en belasting der niet-verblifhouwers) wordt geraamd op 20 985 miljoen tegenover 18 645 miljoen in 1969. Dit betekent een toename met 2 340 miljoen, toe te schrijven voor 2 125 miljoen aan de personenbelasting, voor 200 miljoen aan de vennootschapsbelasting en voor 15 miljoen aan de belasting der niet-verblifhouwers.

Van de verkeersbelasting wordt 4 500 miljoen verwacht tegenover een vermoedelijke ontvangst van 4 750 miljoen in 1969 hetgeen dus 250 miljoen minder is. Er dient immers in het vooruitzicht gesteld dat de betalingen die in 1970 op het stuk van de voor dat jaar verschuldigde verkeersbelasting zullen gedaan worden niet zo belangrijk zullen zijn als

comptabilisation, les paiements qui seront effectués en 1970 au titre de la taxe de circulation due pour l'année 1970 seront moins importants qu'antérieurement.

Les recettes à provenir de la taxe sur les appareils automatiques de divertissements sont évaluées à 550 millions, soit une diminution de 180 millions par rapport aux recettes probables de 1969. Cette diminution résulte de l'anticipation en décembre 1969 de paiements dus pour l'exercice d'imposition 1970 grâce à une observation plus stricte du terme légal pour le paiement de la taxe.

Quant à la taxe sur les jeux et paris, son rendement est estimé à 615 millions contre 580 millions en 1969.

#### *Douanes et accises.*

Les recettes escomptées en matière de droits de douane sont estimées à 7 300 millions contre une recette probable de 7 750 millions en 1969. Cette estimation tient compte de l'application d'une nouvelle tranche d'un cinquième des réductions consenties par la C.E.E. lors des négociations G.A.T.T. (Kennedy Round) laquelle entraînera une perte de recettes de 800 millions; celle-ci étant toutefois en partie compensée par la progression attendue des importations.

Le rendement des droits d'accises et divers est évalué à 35 580 millions en 1970 contre 34 314 millions en 1969, soit un accroissement de 1 266 millions. Cette augmentation est exclusivement imputable à l'accise sur les huiles minérales qui produira un supplément de recettes estimé à 1 580 millions en raison de l'accroissement soutenu de la consommation de produits pétroliers. En revanche, l'accise sur les tabacs accusera une diminution de recettes de l'ordre de 360 millions, l'année 1969 ayant bénéficié d'une recette supplémentaire de 600 millions résultant de la réduction des termes de crédit d'accise.

#### *Taxes assimilées au timbre :*

Le produit réel du timbre et des taxes y assimilées est estimé à 95 300 millions, soit une augmentation de 7 300 millions par rapport aux recettes probables de 1969. De ce montant une somme de 4 700 millions sera toutefois directement affectée au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. De ce fait, les recettes du timbre et des taxes y assimilées, portées au budget des Voies et Moyens de 1970, ne s'élèvent qu'à 90 600 millions. Il y a lieu de noter que le budget des Voies et Moyens de 1970 ne comprend pas non plus les recettes fiscales déjà affectées en vertu de décisions antérieures. Celles-ci s'élevaient à 0,4 milliard en 1967 et à 1,3 milliard en 1968 et 1969; pour 1970 elles atteindront 1,4 milliard.

L'augmentation de 1969 à 1970 résulte d'une part de l'expansion économique attendue au cours de cette dernière année et d'autre part du fait que les moyens de contrôle qui seront disponibles notamment en raison du délai apporté à la mise en vigueur de la T.V.A. (voir littéra 3 ci-après), permettront d'accroître sensiblement les possibilités d'assurer une meilleure perception des impôts.

#### *Autres droits perçus par l'Enregistrement.*

Le rendement probable des autres droits perçus par l'Enregistrement est évalué pour 1970 à 15 200 millions contre une recette probable de 13 650 millions en 1969, soit un accroissement de 1 550 millions.

voorheen door de versnelde inning die tegen het einde van 1969 zal plaats vinden ingevolge de maatregelen tot bespoediging van de stortingen en tot vereenvoudiging van de boeking.

De ontvangsten die voortvloeien uit de belasting op de automatische ontpansingstoestellen worden geraamd op 550 miljoen, dit is 180 miljoen minder dan de vermoedelijke ontvangsten van 1969. Zulks is het gevolg van een stiptere naleving van de wettelijke betalingstermijn van deze belasting: sommen verschuldigd voor het aanslagjaar 1970 zullen als naar recht in december 1969 vereffend worden.

Wat de belasting op spelen en weddenschappen betreft, daarvan wordt 615 miljoen verwacht tegenover 580 miljoen in 1969.

#### *Invoerrechten en accijnen.*

De opbrengst van de invoerrechten wordt geraamd op 7 300 miljoen tegenover een vermoedelijke ontvangst van 7 750 miljoen in 1969. Bij deze schatting werd rekening gehouden met de toepassing van een nieuwe schijf van één vijfde van de door de E.E.G. toegestane tariefvermindering ter gelegenheid van de G.A.T.T.-onderhandelingen (Kennedy Round). Dit betekent een verlies van 800 miljoen hetwelk evenwel door de verhoogde stijging van de invoer gedeeltelijk zal kunnen goedgemaakt worden.

De opbrengst van accijnen en diversen wordt geschat op 35 580 miljoen in 1970 tegenover 34 314 miljoen in 1969, dit is een aangroei met 1 266 miljoen. Die verhoging is uitsluitend te danken aan de accijns op minerale oliën die, gelet op het aanhoudend stijgen van het verbruik van petroleumprodukten, naar schatting een bijkomende ontvangst van 1 580 miljoen zal opleveren. Daarentegen zal de accijns op tabak 360 miljoen minder opbrengen daar het jaar 1969 begunstigd werd met een bijkomende ontvangst van 600 miljoen in verband met de inkorting der termijnen van het accijnskrediet.

#### *Met het zegel gelijkgestelde taksen.*

De eigenlijke opbrengst van het zegel en van de daarmee gelijkgestelde taksen wordt geraamd op 95 300 miljoen, dit is een vermeerdering met 7 300 miljoen ten opzichte van de vermoedelijke ontvangst van 1969. Van dat bedrag wordt evenwel een som van 4 700 miljoen overgedragen naar het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie. Uit dien hoofde bedragen de ontvangst van het zegel en van de daarmee gelijkgestelde taksen, welke op de Rijksmiddelenbegroting van 1970 ingeschreven worden, slechts 90 600 miljoen. In acht dient genomen dat de Rijksmiddelenbegroting evenmin de fiscale ontvangst bevat welke door vroegere beslissingen werden overgedragen. Deze ontvangst bedroegen 0,4 miljard in 1967 en 1,3 miljard in 1968 en in 1969; voor 1970 zullen zij 1,4 miljard bedragen.

De meeropbrengst ten opzichte van 1969 is enerzijds het gevolg van de tijdens het jaar 1970 verwachte economische expansie en anderzijds, de vrucht van een betere inning van de belastingen, door de grotere controlemogelijkheden welke een uitstel van het in voege treden van de B.T.W. (zie litera 3 hierna) met zich meebrengt.

#### *Andere door de Registratie geïnde rechten.*

De vermoedelijke opbrengst in 1970 van de andere door de Registratie geïnde rechten wordt vastgesteld op 15 200 miljoen tegenover een vermoedelijke ontvangst van 13 650 miljoen in 1969, dit is een vermeerdering met 1 550 miljoen.

De cet accroissement, 900 millions sont imputables aux droits d'enregistrement; le solde, soit 650 millions, provient des droits de succession pour 400 millions, et des recettes diverses pour 250 millions.

#### *Recettes non fiscales.*

Les recettes non fiscales sont estimées à 15 280 millions en 1970, soit une augmentation de 2 235 millions. Celle-ci résulte, en majeure partie, de l'adaptation des tarifs postaux, d'une part, et de l'augmentation de la part de l'Etat dans les bénéfices de la Banque Nationale, en raison d'une modification apportée aux modalités de paiement de ces bénéfices, d'autre part.

#### 3. La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.).

##### a) Les fondements et les principes de la T.V.A.

La loi du 3 juillet 1969, publiée au *Moniteur belge* du 17 juillet 1969, a créé le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Ce nouveau système de taxation, qui se substitue à celui de la taxe de transmission, se justifie à la fois sur le plan intérieur et sur le plan intracommunautaire.

Sur le plan national, il convenait en effet de remplacer un système d'imposition sur les affaires qui, par ses effets cumulatifs, défavorisait les entreprises petites et moyennes au profit des entreprises intégrées et qui, en outre, était devenu extrêmement touffu par l'utilisation de plus en plus fréquente de la taxe de transmission à des fins de politique économique conjoncturelle.

Sur le plan intracommunautaire, la loi se justifie par la nécessité de supprimer les distorsions concurrentielles incompatibles avec la création d'un véritable marché commun.

Le principe de la taxe sur la valeur ajoutée est d'appliquer aux biens et aux services, un impôt général sur la consommation exactement proportionnel aux prix des biens et des services, quel que soit le nombre des transactions intervenues dans le processus de production et de distribution antérieur au stade d'imposition.

Bien qu'elle comporte dans ses effets le caractère d'une taxe unique à la consommation, on a voulu, pour des raisons pratiques, percevoir la taxe tout le long du circuit économique en frappant successivement les plus-values à chaque stade et, à travers elles, les éléments du prix final. Ce résultat est atteint, non par la détermination de la valeur ajoutée à chaque stade, — la T.V.A. n'est pas un impôt sur le bénéfice brut — mais par l'application du mécanisme qui caractérise le nouveau régime : la déduction taxe sur taxe.

A chaque transaction, la taxe sur la valeur ajoutée est calculée sur le prix du bien ou du service au taux applicable à ce service, sous déduction du montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé, directement, le coût des divers éléments constitutifs du prix.

L'acquittement de la taxe ne s'effectue toutefois pas opération par opération, mais il s'opère globalement pour l'ensemble des opérations réalisées par l'assujetti, pendant une période fixée en principe à un mois.

L'article 37 de la loi fixe les taux maxima de la taxe à 6, 15, 20 et 25 % et habilite le Roi à fixer les taux et à désigner les biens et les services auxquels ces taux sont applicables, sous réserve de confirmation par les Chambres législatives.

Daarvan hebben 900 miljoen op de registratiechten, 650 miljoen op de successierechten en 250 miljoen op diverse ontvangsten betrekking.

#### *Niet-fiscale ontvangsten.*

De niet-fiscale ontvangsten worden geraamd op 15 280 miljoen tegen 13 045 miljoen in 1969, dit is een toename met 2 235 miljoen. Deze stijging vloeit hoofdzakelijk voort, enerzijds, uit de aanpassing van de posttarieven en, anderzijds, uit de verhoging van het aandeel van de Staat in de winsten van de Nationale Bank ingevolge een wijziging in de betalingsmodaliteiten van deze winsten.

#### 3. De belasting over de toegevoegde waarde (B.T.W.).

##### a) Grondslag en beginselen van de B.T.W.

Bij de wet van 3 juli 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969) werd het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde ingevoerd. Dit nieuw belastingstelsel, dat in de plaats komt van de overdrachttaks, wordt zowel op binnenlands als op intracommunautair vlak verantwoord.

Op nationaal vlak was het immers geboden een belastingstelsel op het omzetcijfer door een ander te vervangen daar het eerstbedoeld stelsel ten gevolge van zijn cumulatieve werking de kleine en middelgrote bedrijven benadeelde en ten goede kwam aan de geïntegreerde bedrijven. De vervanging drong zich ook op omdat bedoeld stelsel uitermate ingewikkeld was geworden door het steeds vezelvuldiger aanwenden van de overdrachttaks tot doel-einden van conjunctureel economisch beleid.

Op intracommunautair vlak is de wet gemotiveerd door de noodzakelijkheid de distorsies uit de wet te ruimen die in het mededingsveld oprezen en die onverenigbaar waren met de oprichting van een echte gemeenschappelijke markt.

De belasting over de toegevoegde waarde berust op het beginsel dat op goederen en diensten een algemene verbruiksbelasting wordt geheven die strict evenredig is tot de prijzen van die goederen en die diensten, ongeacht het aantal transacties die vóór het stadium van de heffing in het produktie- en distributieproces zijn tussengekomen.

Alhoewel zij in haar gevolgen het karakter vertoont van een enige verbruiksbelasting, heeft men ze niettemin, om praktische redenen, willen heffen over heel de lengte van de economische kringloop door in ieder stadium achtereen volgens de toegevoegde waarde, en op die wijze de elementen van de uiteindelijke prijs, te treffen. Dat resultaat wordt bekomen, niet door de bepaling van de toegevoegde waarde in elk stadium — de B.T.W. is geen belasting op de brutowinst — doch door de toepassing van het mecanisme dat geheel het nieuw stelsel kenmerkt : de aftrek « belasting van belasting ».

De belasting over de toegevoegde waarde wordt bij elke levering van goederen of elke dienstverrichting naar een bepaald tarief berekend over de prijs van het goed of de dienst, onder aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde die drukt op de diverse bestanddelen van deze prijs.

De belasting wordt evenwel niet na elke bewerking gekweten maar wel globaal voor al de verrichtingen welke door de belastingplichtige gedurende een nader bepaalde periode, in beginsel één maand, werden verwezenlijkt.

Artikel 37 van de wet stelt de maximumtarieven van de belasting vast op 6, 15, 20 en 25 % en machtigt de Koning extoe de tarieven te bepalen en de goederen en diensten aan te duiden waarop bedoelde tarieven toepasselijk zijn, onder voorbehoud van bekraftiging door de Wetgevende Kamers.

En ce qui concerne la fixation du nombre de taux le Gouvernement a été guidé par la double préoccupation d'établir un système d'imposition simple tout en maintenant une gradation qui réduit autant que possible les modifications dans la structure des prix.

Etablie de manière à aboutir à une stricte égalité dans la concurrence, la loi contient également des mesures nouvelles tendant à dépister la fraude.

Elle abroge enfin les dispositions législatives et réglementaires relatives à la taxe de transmission, à la taxe de facture sur les transmissions et les contrats d'entreprise, à la taxe sur les locations mobilières et les transports, à la taxe de luxe et à la taxe sur les paiements de loyers de coffres-forts dans les banques.

b) *Les motifs d'ajournement de la mise en vigueur de la T.V.A.*

La loi précitée du 3 juillet 1969 aurait dû normalement entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1970, date qui correspond au délai laissé aux Etats-membres de la Communauté Economique Européenne en vue de remplacer leur système de taxe sur le chiffre d'affaires par un système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Le Gouvernement, depuis le vote de la loi, a poursuivi activement, sur le plan interne, les travaux d'application pratique du nouveau système de taxation.

Au moment de fixer les objectifs fondamentaux de sa politique économique et financière pour l'année 1970, le Gouvernement a réexaminé de manière approfondie toutes les implications de la mise en vigueur de la T.V.A. au 1<sup>er</sup> janvier 1970. Cet examen a amené le Gouvernement à proposer aux Communautés européennes d'abord, le report à l'année 1971 de l'instauration de cette taxe. Cette procédure est conforme à la décision du Conseil du 17 juillet 1969, relative à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats-membres.

Depuis début mai 1969, époque à laquelle, le Gouvernement avait décidé de réduire certains taux de la T.V.A. et de modifier la classification des produits et des services, la conjoncture économique n'a pas cessé de se développer et a atteint un niveau comportant des risques incontestables de surchauffe. Or les indicateurs disponibles permettent de prévoir que les tensions économiques et financières ne seront pas relâchées et qu'elles subsisteront encore au début de 1970.

De nombreux indices montrent, tant au niveau réel que financier, que les tensions se sont exacerbées depuis quelques mois. Ainsi, les exportations de marchandises, stimulants par essence de la conjoncture économique dépassaient, pendant les quatre premiers mois de 16,9 %, le niveau de la même période de 1968. Le taux d'expansion est monté à 27,9 % pour les mois de mai à juillet. Cette évolution, conjuguée avec celle constatée au niveau de la demande intérieure, a suscité une nette accélération de la production industrielle, dont les capacités sont pratiquement utilisées à plein. Simultanément les carnets de commandes se sont allongés et des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont signalées dans de nombreux secteurs.

L'expansion conjoncturelle a entraîné une accélération de la hausse des prix; les prix de gros dépassaient au premier trimestre de 1969 de 3,7 % le niveau de la même période de 1968 mais de 5,4 % pour les mois d'avril à juillet.

Dans le domaine financier, une évolution similaire a pu être observée. Le taux de l'argent au jour le jour est passé de 3,75 % en avril à 7,10 % en août. Celui des certificats

Wat de bepaling van het aantal heffingspercentages betreft, heeft de Regering zich laten leiden door de dubbele bekommernis een eenvoudig aanslagstelsel in te stellen en tevens een schakering te behouden die zo weinig mogelijk de wijzigingen in de prijzenstructuur noodzakelijk maakt.

De wet streeft naar strikte gelijkheid in de mededinging en bevat enkele nieuwe maatregelen om belastingontduiking op te sporen.

Zij schaft ten slotte de wets- en verordningsbepalingen af betreffende de overdrachttaks, de faktuurtaks op de overdrachten en op de werkannemingscontracten, de taks op de roerende verhuringen en op het vervoer, de weelde-taks en de taks op de betalingen van de huurprijs van brandkasten in de banken.

b) *De redenen van de verdaging van het in voege brengen van de B.T.W.*

Voormalde wet van 3 juli 1969 zou normaal in werking moeten treden op 1 januari 1970. Deze datum komt overeen met de termijn die aan de Lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap verleend werd om hun huidig stelsel van belasting op het omzetcijfer door een gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde te vervangen. Sedert de goedkeuring van de wet heeft de Regering op binnenlands vlak actief de werken tot de praktische uitbouw van het nieuw belastingstelsel voortgezet.

Op het ogenblik dat zij de grondvesten van haar economisch en financieel beleid voor het jaar 1970 vastlegde, heeft de Regering opnieuw op grondige wijze de verwikkelingen als gevolg van de ten uitvoerlegging van de B.T.W. op 1 januari 1970 onderzocht. Dat onderzoek heeft de Regering er toe gebracht de verdading van het invoeren van de belasting tot het jaar 1971 aan de Europese Gemeenschappen voor te stellen. Deze procedure strookt met de beslissing van de Raad dd. 17 juli 1969 betreffende de coördinatie van het economisch beleid op korte termijn van de Lidstaten.

Sedert begin mei 1969, toen de Regering er toe besloten had sommige heffingspercentages van de B.T.W. te verminderen en de classificatie van de goederen en diensten te wijzigen, is de economische conjunctuur gestadig gestegen om een niveau te bereiken dat onbetwistbaar risico's van overhitting behelst. De beschikbare gegevens laten voorzien dat de economische en financiële spanningen niet zullen afnemen en dat zij nog tot in begin van 1970 zullen aanhouden.

Talrijke indicatiën wijzen er op dat zowel op economisch als op financieel vlak, sedert enkele maanden de spanningen scherper geworden zijn. Zo overtrof de uitvoer van goederen — stimulans bij uitstek van de economische conjunctuur — gedurende de eerste vier maanden met 16,9 % het peil van dezelfde periode van 1968. Het expansieritme is gestegen tot 27,9 % voor de maanden mei tot juli. Deze evolutie, samen met deze vastgesteld betreffende de binnenlandse vraag, heeft een merkelijke versnelling van de nijverheidsproductie verwekt, waarvan het potentieel praktisch ten volle wordt benut. Gelijktijdig werden de orderboeken aangevuld en tekorten aan geschoold arbeidskrachten worden in talrijke sectoren waargenomen.

De conjuncturele expansie heeft een versnelling van de prijsstijging met zich gebracht, de groothandelsprijzen overtroffen gedurende het eerste kwartaal van 1969 met 3,7 % het prijzenpeil van dezelfde periode van 1968; voor de maanden april tot juli is dit percentage echter 5,4 %.

Op het financiële vlak kon soortgelijke evolutie worden waargenomen. De rentevoet van het daggeld is van 3,75 % in april tot 7,10 % in augustus gestegen. De rente van de

du Fonds des Rentes est passé de 6,35 % début mai à 8,60 % le 23 septembre 1969. Cette tendance, de même que la nécessité d'adopter une politique monétaire plus restrictive, ont amené la Banque Nationale à relever par étapes, le taux d'escompte de 5,50 % le 10 avril 1969 à 7,50 % en septembre. Dans des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et la Suisse, le taux d'escompte a dû être majoré en vertu de considérations similaires.

Placé devant cette situation, le Gouvernement a estimé devoir prendre la responsabilité de différer la mise en vigueur de la T.V.A. d'un an.

En effet, il ne se recommande nullement d'ajouter aux risques de surchauffe analysés ci-dessus un facteur nouveau c'est-à-dire la T.V.A., qui contribuerait sans aucun doute à les renforcer. La T.V.A. entraîne par rapport aux situations existantes, une modification des niveaux relatifs des prix ce qui pourrait provoquer, dans un climat conjoncturel très expansionniste, un relèvement excessif du niveau général des prix. Pareille évolution rendrait inopérantes les détaxations inhérentes au système, notamment en faveur de l'exportation et de l'investissement.

De même, lorsque la conjoncture économique est particulièrement dynamique, il devient plus aléatoire d'assumer un risque budgétaire, l'accès de l'Etat au crédit devenant de plus en plus difficile à des taux d'intérêt raisonnables. Or ce risque budgétaire est réel en raison d'une moins-value probable de recettes en T.V.A. par rapport au rendement de l'actuelle taxe de transmission et du fait que le produit de la T.V.A. relatif au premier mois ne sera encaissé en grande partie, qu'avec six semaines de retard.

Ce faisceau de considérations justifie amplement l'attitude adoptée par le Gouvernement consistant à différer la mise en vigueur de la T.V.A. au 1<sup>er</sup> janvier 1971. Le sursis dont les autorités disposent sera largement mis à profit en vue de promouvoir les conditions économiques et financières optimales permettant de garantir un passage sans heurts au nouveau système.

certificaten van het Rentenfonds steeg van 6,35 % begin mei tot 8,60 % op 23 september 1969. Die tendens, alsmede de noodzakelijkheid een meer beperkende monetaire politiek te voeren, hebben de Nationale Bank er toe gebracht geleidelijk de discontovoet van 5,50 % op 10 april 1969 tot 7,50 % in september op te voeren. In landen zoals Duitsland, Nederland, Italië en Zwitserland is de discontovoet om dezelfde redenen moeten verhoogd worden.

Gezien deze toestand heeft de Regering het nodig geacht de verantwoordelijkheid te moeten opnemen om de ten uitvoerlegging van de B.T.W. met één jaar te verdagen.

Het was inderdaad geenszins geboden nog bij al de factoren van overhitting zoals ze hierboven beschreven werden, een nieuwe factor te voegen, namelijk de B.T.W. die zonder enige twijfel er zou toe bijdragen de toestand te verergeren. De B.T.W. veroorzaakt ten opzichte van de bestaande toestanden een wijziging in de relative prijzniveaus hetgeen in een zeer expansief conjunctureel klimaat een buitensporige stijging van het algemeen prijzniveau zou kunnen uitlokken. Dergelijke evolutie zou de detaxaties die namelijk ten gunste van de uitvoer en de investering in het stelsel voorzien zijn, doelloos maken.

Trouwens, wanneer de economische conjunctuur bijzonder dynamisch is wordt het gevaarlijker een begrotingsrisico te nemen, daar de Staat langsom moeilijker krediet kan bekomen tegen redelijke rentevoeten. Welnu dat budgetair risico bestaat werkelijk door een vermoedelijke minderopbrengst van de B.T.W. ten opzichte van de opbrengst van de huidige overdrachttaks en ook door het feit dat het grootste deel van de opbrengst van de B.T.W. over de eerste maand, pas met een vertraging van zes weken zal kunnen geïnd worden.

Al deze beschouwingen verantwoorden ruimschoots de door de Regering aangenomen houding die er in bestaat de ten uitvoerlegging van de B.T.W. tot op 1 januari 1971 te verdagen. Het uitstel waarover de overheid beschikt zal zeer nuttig zijn om de optimale economische en financiële voorwaarden te bevorderen tot een feilloze overgang naar het nieuwe stelsel.

## Répartition des recettes de 1968, 1969 et 1970.

(En millions de francs.)

## Indeling van de ontvangsten 1968, 1969 en 1970.

(In miljoenen frank.)

DESIGNATION	Année 1968 Résultats — Jaar 1968 Resultaten 1	Année 1969 Jaar 1969		Année 1970 — Jaar 1970 4	Différences (4 - 3) — Verschillen (4 - 3) 5	BENAMING				
		Prévisions initiales Aanvankelijke vooruitzichten 2	Recettes probables Waarschijnlijke ontvangsten 3							
<b>I. — RECETTES ORDINAIRES.</b>										
<b>RECETTES FISCALES.</b>										
1. Contributions directes.										
Impôt versé par voie de précomptes :										
— précompte immobilier ... ...	1 165	1 155	1 100	1 115	+ 15	Belasting gestort bij wijze van voorheffing :				
— précompte mobilier ... ...	9 300	11 350	11 445	13 405	+ 1 960	— onroerende voorheffing.				
— précompte professionnel ... ...	43 256	48 900	49 495	56 345	+ 6 850	— roerende voorheffing.				
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés.	19 760	21 350	25 500	28 900	+ 3 400	— bedrijfsvoorheffing.				
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :										
— des personnes physiques ... ...	13 541	16 130	15 625	17 750	+ 2 125	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van :				
— des sociétés ... ...	2 372	2 980	2 800	3 000	+ 200	— de natuurlijke personen.				
— des non-résidents ... ...	195	225	220	235	+ 15	— de venootschappen.				
Taxe de circulation ... ...	4 982	6 000	4 750	4 500	— 250	— de niet-verblijfshouders.				
Taxe sur les jeux et paris ... ...	535	570	580	615	+ 35	Verkeersbelasting.				
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement.	528	750	730	550	— 180	Belasting op spel en weddenschappen.				
Divers ... ...	137	145	160	105	— 55	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen.				
<b>Total ... ...</b>	<b>95 771</b>	<b>109 555</b>	<b>112 405</b>	<b>126 520</b>	<b>+ 14 115</b>	<b>Totaal.</b>				
2. Douanes et Accises.										
Droits de douane ... ...	8 013	9 000	7 750	7 300	— 450	2. Douanen en Accijnen.				
Accises et Taxe de Consommation ...	30 399	33 185	34 170	35 430	+ 1 260	Invoerrechten.				
Divers ... ...	184	134	144	150	+ 6	Accijnen en verbruiksbelasting.				
<b>Total ... ...</b>	<b>38 596</b>	<b>42 319</b>	<b>42 064</b>	<b>42 880</b>	<b>+ 816</b>	<b>Diversen.</b>				
3. Enregistrement.										
Droits d'enregistrement ... ...	7 874	8 650	8 600	9 500	+ 900	3. Registratie.				
Droits de succession ... ...	4 044	4 200	4 100	4 500	+ 400	Registratierechten.				
Timbre et Taxes y assimilées ..	79 665	86 000	88 000	90 600	+ 2 600	Successierechten.				
Divers ... ...	850	881	950	1 200	+ 250	Zegel en met het zegel gelijkgestelde taksen.				
<b>Total ... ...</b>	<b>92 433</b>	<b>99 731</b>	<b>101 650</b>	<b>105 800</b>	<b>+ 4 150</b>	<b>Diversen.</b>				
<b>Total des recettes fiscales.</b>	<b>226 800</b>	<b>251 605</b>	<b>256 119</b>	<b>275 200</b>	<b>+ 19 081</b>	<b>Totaal van de fiscale ontvangsten.</b>				

DÉSIGNATION	Année 1968 Résultats  — Jaar 1968 Resultaten  1	Année 1969 Jaar 1969		Année 1970  — Jaar 1970  4	Différences (4—3)  — Verschillen (4—3)  5	BENAMING
		Prévisions initiales	Recettes probables			
		Aanvanke- lijke vooruit- zichten 2	Waarschijn- lijke ontvangsten 3			

## RECETTES NON FISCALES.

## NIET-FISCALE ONTVANGSTEN.

Postes, télégraphes, téléphones ...	6 881	7 287	7 287	8 240	+ 953	Post, telegraaf en telefoon.
Finances ... ... ... ...	4 006	4 021	4 021	5 220	+ 1 199	Financiën.
Communications ... ... ... ...	938	957	957	991	+ 34	Verkeerswezen.
Autres départements ... ... ... ...	813	780	780	829	+ 49	Andere departementen.
Total des recettes non fiscales.	12 638	13 045	13 045	15 280	+ 2 235	Totaal van de niet-fiscale ontvangsten.
Total des recettes ordinaires.	239 438	264 650	269 164	290 480	+21 316	Totaal van de gewone ontvangsten.

## II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES.

## II. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

Total ... ... ...	587	420	420	2 015	+ 1 595	Totaal.
Total général (I + II) ... ... ...	240 025	265 070	269 584	292 495	+22 911	Algemeen totaal (I + II).

(1) Evaluations.  
(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.  
(2) Aangepaste kredieten 1968.

## CHAPITRE II.

**LE BUDGET  
DES DEPENSES ORDINAIRES  
DE 1969.**

L'évolution des crédits de chacun des budgets et du budget total, depuis les propositions initiales jusqu'à l'ajustement proposé par le feuilleton des crédits supplémentaires, figure au tableau des pages 132 et 133.

D'autre part, le document contenant le feuilleton comprend pour chaque modification proposée aux crédits votés une justification détaillée.

Les explications qui suivent concernent uniquement les augmentations et les réductions importantes afin de donner une vue générale et synthétique du mouvement des crédits.

## ANNEE COURANTE.

Le montant des crédits supplémentaires résultant de la contraction des majorations (7 674,9 millions) et des réductions proposées (3 101 millions) est de 4 573,9 millions.

Dans ce montant sont compris :

1° une augmentation nette de 1 773 millions du budget de la Dette publique résultant en grande partie de la hausse exceptionnelle et imprévisible des taux d'intérêt;

2° une prévision de 1 200 millions au budget des Finances pour faire face à l'ascension plus rapide que prévue des prix à la consommation.

Les autres majorations inéluctables ont été compensées, à 1 600 millions ou 0,6 % près par des réductions de telle sorte qu'il est permis d'affirmer que, sans les événements rappelés ci-dessus, le budget 1969 aurait été exécuté conformément aux prévisions.

Dans le relevé qui suit, il est fait abstraction des crédits de moyenne importance qui trouvent leur compensation dans des réductions correspondantes. Par contre, comme rappelé ci-dessus, il y figure un crédit provisionnel de 1,2 milliard destiné à couvrir, pour l'ensemble des budgets, la plus grande partie des charges résultant de la hausse de l'indice des prix à la consommation, le solde de ces charges étant couvert par le crédit de 662 millions reportés de 1968 à 1969.

Les autres modifications importantes portent sur les postes relevés ci-après :

Pour le budget de la Dette publique il est demandé un supplément net de 1 773,3 millions, dont l'origine est déjà indiquée plus haut :

En ce qui concerne le budget des Pensions, il est à retenir la majoration de 93 millions relative à l'indemnisation des accidents de travail dans le secteur public et l'augmentation de 201,6 millions destinés aux pensions d'invalidité des ouvriers mineurs, ainsi que les réductions au montant total de 131,5 millions apportées aux crédits pour les pensions militaires d'ancienneté.

## HOOFDSTUK II.

**DE BEGROTING  
DER GEWONE UITGAVEN  
VAN 1969.**

De evolutie van de kredieten van elke begroting en van de totale begroting, van af de oorspronkelijke voorstellen tot de door het bijblad voorgestelde aanpassing, komt voor in de tabel op bladzijde 132 en 133.

Anderzijds bevat het bijblad voor iedere wijziging voorgesteld aan de goedgekeurde kredieten een gedetailleerde rechtvaardiging.

De uitleg die volgt, betreft uitsluitend de belangrijke verhogingen en verminderingen; men komt aldus tot een algemeen samenvattend beeld van de kredietsschommelingen.

## LOPEND JAAR.

Het bedrag van de bijkredieten, dat overblijft na samentrekking van de voorgestelde verhogingen (7 674,9 miljoen) en verminderingen (3 101 miljoen), beloopt 4 573,9 miljoen.

In dit bedrag zijn begrepen :

1° een netto-verhoging met 1 773 miljoen van de begroting van de Rijksschuld, die hoofdzakelijk haar oorsprong vindt in uitzonderlijke en onvoorzien stijging van de rentevoeten;

2° een provisie van 1 200 miljoen op de begroting van Financiën om het hoofd te bieden aan de onverwacht snelle stijging van de consumptieprijzen.

De andere onvermijdelijke verhogingen werden, op 1 600 miljoen of 0,6 % na, door verminderingen opgevangen, zodat men mag zeggen dat zonder de hiervoren geschatte omstandigheden, de begroting 1969 overeenkomstig de vooruitzichten zou zijn uitgevoerd.

In de opsomming die volgt, wordt abstractie gemaakt van minder belangrijke kredieten die gecompenseerd worden door overeenstemmende verminderingen. Daarentegen, komt er, zoals hierboven is aangestipt, een provisioneel krediet in voor van 1,2 miljard, dat bestemd is om, voor het geheel der begrotingen, het grootste deel van de lasten te dekken die voortvloeien uit de stijging van het indexcijfer der consumptieprijzen, met dien verstande dat het saldo van die lasten wordt gedekt door het krediet van 662 miljoen dat van 1968 op 1969 werd overgedragen.

De verdere belangrijke wijzigingen hebben betrekking op de volgende posten :

Voor de Rijksschuldbegroting wordt een netto-bijkrediet van 1 773,3 miljoen gevraagd, waarvan de oorsprong hierboven reeds wordt vermeld.

Op de begroting voor Pensioenen gaat de aandacht naar de verhoging met 93 miljoen ten behoeve van de vergoeding der arbeidersongevallen in de openbare sector en naar de vermeerdering met 201,6 miljoen ten voordele van de invaliditebspensioenen der mijnwerkers, evenals naar de verminderingen, van, globaal, 131,5 miljoen, die toegepast werden op de kredieten voor militaire anciënniteitspensioenen.

A la Défense nationale, les crédits supplémentaires importants concernent les rémunérations du personnel des Forces armées, (119 millions) et l'utilisation des moyens de transports (87,4 millions).

La réduction nette de 76,9 millions apportée au budget de l'Agriculture est due, en ordre principal, à la diminution de 87 millions du crédit en faveur du Fonds agricole.

Aux Affaires économiques, un supplément de 629 millions porte sur les subventions à l'industrie charbonnière. Le décallage de la fermeture de mines intervient dans ce montant à raison de 429 millions.

Une majoration de 415 millions doit permettre au Département des Travaux publics d'assurer l'entretien ordinaire des routes, les besoins accrus étant dus en partie à un hiver très dur.

Les ajustements sollicités par les Communications se soldent par une réduction nette de 126,5 millions due principalement à la diminution de 110 millions du crédit qui doit assurer l'équilibre du compte d'exploitation de la S.N.C.B. et la réduction de 75,5 millions de la prévision budgétaire destinée à l'octroi de subventions aux sociétés de transports urbains; les résultats d'exploitations s'avèrent moins défavorables que prévue dans ces deux secteurs.

L'augmentation des recettes de l'O.N.E.M. est une des causes qui ont permis de réduire de 240,7 millions le crédit inscrit en faveur de cet organisme au budget du Ministère de l'Emploi et du Travail.

A la Prévoyance sociale, un crédit supplémentaire de 120 millions est affecté au service des assurances connexes à l'assurance maladie-invalidité.

Les rémunérations des membres de l'enseignement subventionné nécessitent un ajustement de l'ordre de 354,7 millions des différents crédits pour subventions-traitements, tandis que les crédits destinés aux rémunérations dans l'enseignement de l'Etat subissent une diminution de 54,5 millions dans le secteur d'expression néerlandaise et doivent être majorés de 108 millions dans le secteur d'expression française.

Le Département de la Santé publique et de la Famille sollicite un supplément de 138,2 millions au crédit destiné à couvrir les déficits des hôpitaux de 1967 et de 1968. Par contre, il propose de réduire de 165 millions la prévision devant alimenter le Fonds spécial d'assistance et de 210 millions ses transferts au Fonds national du Logement.

Enfin, les crédits de rémunérations du personnel des administrations des Finances sont diminués de 125 millions.

De belangrijke bijkredieten voor Landsverdediging betreffen de wedden van het personeel der Strijdkrachten (119 miljoen) en het gebruik van transportmiddelen (87,4 miljoen).

De netto-vermindering van 76,9 miljoen die toegepast is op de begroting van Landbouw is inzonderheid te wijten aan een verlaging met 87 miljoen van het krediet ten voordele van het Landbouwfonds.

Op Economische Zaken komt een bijkrediet van 629 miljoen voor ten behoeve van de betoelaging van de steenkoolwinning. De verschuiving van de mijnsluitingen komt in dit bedrag voor 429 miljoen tussen.

Een kredietverhoging met 415 miljoen moet het Departement van Openbare Werken in de gelegenheid stellen het gewoon onderhoud der wegen, waarvoor de toegenomen behoeften ten dele te wijten zijn aan de zeer harde winter, uit te voeren.

De aanpassingen die door Verkeerswezen worden voorgesteld geven per saldo een netto-vermindering van 126,5 miljoen die inzonderheid voortspruit uit de verlaging van 110 miljoen, die op het krediet ter verwezenlijking van het evenwicht op de exploitatierekening van de N.M.B.S., werd toegepast en tevens uit de beknotting met 75,5 miljoen van de begrotingsvooruitzichten met het oog op de betoelaging van de stedelijke vervoermaatschappijen; de exploitatieresultaten blijken minder ongunstig te zijn dan verwacht in beide sectoren.

De verhoging van de ontvangsten van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening is een der oorzaken die de vermindering van 240,7 miljoen op het krediet, dat op de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid ten voordele van de organismen wordt uitgetrokken, hebben mogelijk gemaakt.

Op Sociale Voorzorg wordt een bijkrediet van 120 miljoen bestemd voor de verzekeringen die verband houden met de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De weddeuitkeringen aan het onderwijszend personeel van het gesubventioneerd onderwijs vereisen een aanpassing, ten belope van 354,7 miljoen van de verschillende kredieten voor weddetoeleggen, terwijl de kredieten voor de bezoldigingen van het onderwijszend personeel van het Rijk een vermindering van 54,5 miljoen ondergaan in de Nederlandstalige sector en vermeerderd worden met 108 miljoen in de Franstalige sector.

Het Departement van Volksgezondheid en Gezin vraagt een bijkrediet van 138,2 miljoen op het krediet dat bestemd is voor de dekking van het deficit der ziekenhuizen in 1967 en 1968. Het stelt daarentegen een vermindering voor van 165 miljoen op de middelen die bestemd zijn om het Speciaal Onderstands fonds te spijzen, en van 210 miljoen, op de transfers aan het Nationaal Huisvestingsfonds.

Ten slotte worden de kredieten voor de bezoldiging van het personeel der besturen van Financiën vermindert ten belope van 125 miljoen.

## ANNEES ANTERIEURES.

Les crédits supplémentaires afférents aux années budgétaires 1968 et antérieures s'élèvent à 2 636,5 millions. Les augmentations importantes portent sur les points suivants :

Au budget des Pensions est rattaché un crédit de 399,7 millions pour les pensions d'invalidité des ouvriers mineurs.

Le problème du démergerement de la région liégeoise nécessite une aide aux communes de 54 millions. (Intérieur).

Afin de pouvoir mettre en liquidation les subventions d'investissement dues pour 1968 à l'industrie charbonnière, les Affaires économiques sollicitent un crédit de 180 millions.

Les suppléments suivants s'avèrent nécessaires à la Prévoyance sociale : 546 millions pour les subventions au Fonds des maladies professionnelles, 367,5 millions en faveur de l'assurance maladie-invalidité et, 215,8 millions destinés au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

L'Education nationale sollicite 332,7 millions pour les subventions-traitements dans l'enseignement subsidié et 88,5 millions destinés aux rémunérations dans l'enseignement de l'Etat, secteur d'expression française.

## VORIGE JAREN.

De kredieten betreffende de begrotingsjaren 1968 en vroeger belopen 2 636,5 miljoen. De belangrijkste verhogeningen betreffen de volgende posten :

Aan de begroting van Pensioenen wordt een krediet van 399,7 miljoen gehecht voor de invaliditeitspensioenen der mijnwerkers.

De ontwatering van het Luikse vereist een hulp aan de gemeenten ten belope van 54 miljoen (Binnenlandse Zaken).

Economische Zaken vraagt een krediet van 180 miljoen om de investeringstoelagen, die voor 1968 verschuldigd zijn aan de steenkolenmijnen, te kunnen uitbetalen.

Op Sociale Voorzorg blijken de volgende bijkredieten nodig : 546 miljoen voor de toelagen aan het Fonds voor Beroepsziekten, 367,5 miljoen ten voordele van de ziekte- en invaliditeitsverzekering en 215,8 miljoen voor het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers.

Nationale Opvoeding vraagt 332,7 miljoen ten behoeve van de weddesubsidies voor het gesubventioneerd onderwijs en 88,5 miljoen die bestemd zijn voor de bezoldigingen in het Rijksonderwijs, Franstalige sector.

*p1*

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE DÉPENSES ORDINAIRES.**

---

**EVOLUTIE VAN DE KREDIETEN VOOR DE GEWONE UITGAVEN.**

BUDGETS DE 1969.  
 ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE DÉPENSES ORDINAIRES.  
 (En millions de francs.)

BUDGETS — BEGROTTINGEN	Budget déposé <i>Ingedicte begroting</i>	Amendements <i>Amendementen</i>	Budget voté <i>Goedgekeurde begroting</i>
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> ... ... ... ...	46 175,7	—	46 175,7
Pensions. — <i>Pensioenen</i> ... ... ... ...	31 002,1	—	31 002,1
Dotations. — <i>Dotatien</i> ... ... ... ...	765,6	+ 1,9	763,7
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> ... ... ...	977,6	+ 0,4	978,0
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	5 244,6	—	5 244,6
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ... ... ...	16 136,4	—	16 136,4
Affaires étrangères et Commerce extérieur: — <i>Buitenlandse Zaken en Buitengelandse Handel</i> :			
Assistance technique. — <i>Technische bijstand</i> ... ...	2 633,2	—	2 633,2
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ... ...	2 860,1	+ 20,6	2 880,7
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ... ...	19 766,1	—	19 766,1
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ... ...	3 304,0	—	3 304,0
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ... ...	8 457,7	—	8 457,7
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> ... ... ...	7 339,5	+ 413,6	7 753,1
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> ... ...	552,9	—	552,9
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> ... ...	4 702,6	—	4 702,6
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> ... ... ... ...	10 895,7	+ 0,2	10 895,9
Emploi et Travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> ...	8 182,7	—	8 182,7
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> ... ...	3 464,2	—	3 464,2
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> ... ...	21 408,7	—	21 408,7
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ... ...	9 817,8	+ 7,5	9 825,3
Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> ... ...	8 410,4	—	8 410,4
Culture. — <i>Cultuur</i> ... ... ... ...	48 756,1	+ 61,3	48 817,4
Totaux. — <i>Totalen</i> ... ...	3 800,0	—	3 800,0
	264 653,7	+501,7	265 155,4

## BEGROTINGEN VAN 1969.

## EVOLUTIE VAN DE KREDIETEN VOOR DE GEWONE UITGAVEN.

(In miljoenen frank.)

	Feuilleton --- <i>Bijblad</i>			Total des crédits de 1969 <i>Totaal van de kredieten van 1969</i>	Années antérieures — <i>Vroegere jaren</i>	Total général — <i>Algemeen totaal</i>
	Augmentations <i>Vermeerderingen</i>	Réductions <i>Verminderingen</i>	Net <i>Netto</i>			
2 538,4	765,1	1 773,3	47 949,0	0,6	47 949,6	
344,8	202,1	142,7	31 144,8	399,7	31 544,5	
—	—	—	763,7	—	763,7	
15,4	44,4	— 29,0	949,0	2,7	951,7	
79,3	52,0	27,3	5 271,9	8,1	5 280,0	
67,2	37,4	29,8	16 166,2	100,0	16 266,2	
— 13,0	101,4	— 88,4	2 544,8	22,1	2 566,9	
46,2	51,2	— 5,0	2 875,7	42,7	2 918,4	
418,5	128,5	290,0	20 056,1	13,6	20 069,7	
42,9	9,2	33,7	3 337,7	0,2	3 337,9	
43,9	120,8	— 76,9	8 380,8	2,2	8 383,0	
735,4	79,3	656,1	8 409,2	198,7	8 607,9	
2,3	17,4	— 15,1	537,8	1,1	538,9	
642,3	16,1	626,2	5 328,8	76,8	5 405,6	
85,3	211,8	— 126,5	10 769,4	4,7	10 774,1	
—	27,6	— 27,6	8 155,1	3,7	8 158,8	
71,6	277,3	— 205,7	3 258,5	1,4	3 259,9	
176,0	16,4	159,6	21 568,3	1 153,4	22 721,7	
274,4	517,2	— 242,8	9 582,5	63,6	9 646,1	
1 301,0	203,9	1 097,1	9 507,5	7,8	9 515,3	
753,2	171,9	581,3	49 398,7	508,7	49 907,4	
23,8	50,0	— 26,2	3 773,8	24,7	3 798,5	
7 674,9	3 101,0	4 573,9	269 729,3	2 636,5	272 365,8	

## CHAPITRE III.

BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES  
DE 1970.

## Introduction.

## A. --- CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES.

## 1. Politique d'économie et contrôle des recrutements.

Conformément à la politique d'économie et de contrôle des recrutements suivie par le Gouvernement, on peut lire dans l'Exposé général du budget des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 1969, page 136, ce qui suit :

« Comme par le passé les recrutements restent entièrement soumis au contrôle du Gouvernement. La procédure prévalant généralement et suivant laquelle les recrutements ne peuvent avoir lieu que moyennant l'accord préalable soit du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique, soit du Comité ministériel de Gestion budgétaire, reste en vigueur.

» Cette réglementation doit être placée dans le cadre de la politique d'économie qui sera poursuivie dans le domaine de l'Administration de l'Etat, sans toutefois léser ni les intérêts légitimes du personnel, ni les engagements existants en la matière, ni le fonctionnement efficient des services et l'augmentation de la productivité qui en est le corollaire.

» Elle se reflète dans le budget par l'inscription au budget du Premier Ministre du crédit provisionnel global pour les éventuels recrutements indispensables des différents départements. Le crédit prévu sera complété par le solde éventuel des crédits de 1966 et 1967 reportés à 1968, et qui avaient été destinés au même usage. »

La procédure suivie jusqu'à présent et qui a certes porté ses fruits restera d'application en 1970.

Il a cependant paru superflu d'inscrire au budget des Services du Premier Ministre de 1970 une nouvelle prévision globale pour les recrutements dans les divers départements. Le solde du crédit existant qui sera reporté de 1969 à 1970 suffira, en effet, pour couvrir les besoins présumés.

## 2. Rattachement de certaines dépenses à l'indice des prix à la consommation. Dépenses relatives à la programmation sociale 1970-1971.

Les crédits de dépenses rattachés à l'indice des prix à la consommation : rémunérations, subventions-traitements et quelques autres dépenses furent reprises dans les budgets départementaux de 1969 au niveau 125 %. Au budget des Finances, on pouvait toutefois disposer du solde (662 millions) du crédit provisionnel global qui serait reporté de 1968 à 1969 pour faire face aux conséquences de la hausse de l'index qui amènerait les dépenses visées au niveau 127,5 %.

La hausse aussi rapide qu'inattendue des prix à la consommation a toutefois entraîné l'inscription au feuilleton d'ajustement pour 1969 d'une provision globale de 1,2 milliard au budget des Finances.

## HOOFDSTUK III.

DE BEGROTING DER GEWONE UITGAVEN  
VOOR 1970.

## Inleiding.

## A. -- VOORAFGAANDE BESCHOUWINGEN.

## 1. Bezuinigingspolitiek en controle op de recruteringen.

In verband met de bezuinigingspolitiek van de Regering en de controle op de recruteringen leest men in de Algemene Toelichting bij de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het begrotingsjaar 1969, op bladzijde 136, het volgende :

« Zoals voorheen blijven de recruteringen onder de volledige controle van de Regering gesteld. De algemeen geldende procedure volgens welke de aanwervingen slechts kunnen plaatsvinden mits het voorafgaand akkoord, volgens het geval, hetzij van de Minister van Begroting en van de Minister van het Openbaar Ambt, hetzij van het Ministerieel Comité voor Budgetair Beheer blijft van kracht.

» Die regeling moet worden geplaatst in het raam van de bezuinigingspolitiek welke, op het vlak van de Staatsadministratie, zal worden gevoerd, zonder dat daarom afbreuk zou worden gedaan aan de rechtmatige belangen van het personeel, aan de op dat stuk bestaande verbintenissen noch aan de efficiënte werking der diensten en de daarbij aansluitende opvoering van de productiviteit.

» Zij wordt in de begroting afgespiegeld door de inschrijving van de globale en provisionele voorziening in de begroting van de Eerste Minister voor de eventuele en absoluut noodzakelijke recruteringen ten bate van de onderscheiden departementen. Het uitgetrokken krediet zal worden aangevuld door het eventuele saldo van de op 1968 overgedragen kredieten van 1966 en 1967 welke voor dezelfde doelen waren bestemd. »

De tot nu toe gevolgde procedure, welke zeker vruchten heeft afgeworpen, zal ook in 1970 van kracht blijven.

Nochtans is het overbodig gebleken in de begroting van de Eerste Minister voor 1970 een nieuwe, globale en provisionele voorziening in te schrijven voor de recruteringen ten bate van de onderscheiden departementen. Het saldo van het bestaande krediet dat van 1969 naar 1970 zal worden overgedragen, zal immers volstaan voor de in het vooruitzicht gestelde behoeften.

## 2. Koppeling van sommige uitgaven aan het indexcijfer der consumptieprijsen. Uitgaven betreffende de sociale programmatie 1970-1971.

De kredieten voor de uitgaven welke gekoppeld zijn aan het indexcijfer der consumptieprijsen : bezoldigingen, weddotoelagen en sommige andere posten werden in de departementale begrotingen van 1969 opgenomen op het niveau 125 %. Op de begroting van Financiën kon men nochtans beschikken over het saldo (662 miljoen) van het globale provisionele krediet, dat van 1968 naar 1969 zou worden overgedragen om tegemoet te komen aan de gevolgen van de stijging van het indexcijfer, welke de betrokken uitgaven op het peil 127,5 % zouden brengen.

De onverwacht snelle stijging van de consumptieprijsen heeft er echter toe geleid dat in het aanpassingsblad voor 1969 een supplementaire, globale provisie van 1,2 miljard moest worden ingeschreven op de begroting van Financiën.

Suivant la procédure envisagée et sur base des dispositions légales, la provision totale de 1 862 millions sera répartie entre les divers budgets départementaux par la voie d'un arrêté royal et selon les besoins dûment constatés.

Pour 1970 un tel système a été écarté. Le Gouvernement a, en effet, choisi d'inscrire une provision par budget qui vise à compléter les crédits départementaux établis pour 1970 au niveau 127,5 % de manière à les porter au niveau 130 % (12 mois) et même au niveau 132,5 % (5 mois).

La répartition de ces provisions départementales, dont le total atteint 4 050 millions, sur les crédits budgétaires individuels sera effectuée au moyen du feuilleton d'ajustement de 1970.

Le montant inscrit dans chaque budget est donné à la page 155. Ce tableau mentionne également les provisions inscrites dans chaque budget départemental pour l'octroi en 1970 de *nouveaux avantages* dans le cadre de la programmation sociale 1970-1971.

Pour apprécier les montants en question, il convient de tenir compte du fait qu'en tant que provision budgétaire, ils ne sont pas repris au chapitre I des budgets ordinaires auquel appartiennent les crédits de rémunérations, mais bien sous le chapitre VI — Divers —, pour la simple raison que, tout comme les provisions index, ils ne peuvent provisoirement pas être utilisés et qu'ils seront supprimés lors de l'ajustement des crédits individuels par le feuilleton de 1970. Il faut aussi prendre en considération que les articles classiques de rémunérations comprennent déjà une provision qui correspond, en principe, aux crédits pour l'allocation de programmation 1969.

Il convient encore d'ajouter que, outre les provisions départementales, un crédit provisionnel global de programmation sociale est prévu au budget des Services du Premier Ministre — secteur Fonction publique — destiné, d'une part, à des avantages pour les pensionnés et, d'autre part, pour couvrir des dépenses en rapport avec les mesures « sectorielles », pour le personnel de l'Etat et celui des parastataux subsidiés.

La provision totale s'élève à 2 milliards.

#### B. — EVOLUTION DES CREDITS.

Le tableau suivant donne la répartition par budget des crédits sollicités pour l'année budgétaire 1970, des crédits ajustés relatifs à l'année budgétaire 1969 et des engagements réalisés concernant l'année budgétaire 1968. Ce tableau a été établi de telle façon qu'il constitue en outre le résumé des données fournies plus loin par chapitre budgétaire et par département.

Ces données qui se limitent exclusivement aux budgets des départements ministériels concernent les années budgétaires précitées; elles ont été coulées également en forme de tableaux et sont suivies d'un court commentaire concernant les principaux crédits qui y sont repris et les différences importantes entre 1970 et 1969.

Des notes distinctes explicatives concernant les Pensions, la Dette publique et les effectifs de l'Etat, complètent le commentaire.

Volgens de geplande procedure en op grond van de wetsbeschikkingen zal de totale provisie van 1 862 miljoen over de verschillende departementale begrotingen worden verdeeld door middel van een koninklijk besluit en in verhouding met de behoorlijk vastgestelde behoeften.

Voor 1970 wordt van een dergelijk systeem afgezien. De Regering heeft er inderdaad de voorkeur aangegeven per begroting een provisie in te schrijven, welke er op gericht is de departementale kredieten, voor 1970 berekend op het niveau 127,5 %, aan te vullen, om ze tot het niveau 130 % (12 maand) en zelfs tot het niveau 132,5 % (5 maand) te verhogen.

De omslag van die departementale provisies waarvan het totaal 4 050 miljoen beloopt, over de individuele begrotingskredieten zal geschieden door middel van het aanpassingsblad voor 1970.

Het in iedere begroting ingeschreven bedrag komt voor in de tabel op bladzijde 155. Die tabel vermeldt eveneens de voorzieningen welke in de departementale begrotingen werden opgenomen als provisies voor het toekennen in 1970 van *nieuwe voordelen* in het raam van de sociale programmatie 1970-1971.

Bij de beoordeling van de betrokken bedragen moet er mee rekening worden gehouden dat ze, als budgettaire voorzieningen, niet werden uitgetrokken onder het hoofdstuk I der gewone begrotingen waar de kredieten voor de bezoldigingen thuisoren, maar wel onder het hoofdstuk VI — Diverse —, om de eenvoudige reden dat ze, zoals de provisies voor de indexstijging, voorlopig niet mogen worden aangewend zullen worden geschrapt bij de aanpassing van de individuele kredieten door middel van het bijblad voor 1970. Tevens moet worden in acht genomen dat de klassieke artikelen voor bezoldigingen reeds een voorziening omvatten welke, in principe, overeenstemt met de kredieten voor de programmatietoelage voor 1969.

Daaraan dient toegevoegd dat, benevens de departementale provisies, een globaal provisioneel krediet van de sociale programmatie werd uitgetrokken op de begroting van de Diensten van de Eerste Minister (sector Openbaar Ambt) dat bestemd is om eensdeels de voordelen aan de gepensioneerden en anderdeels de uitgaven in verband met de « sectoriële » maatregelen, voor het Rijkspersoneel en het personeel van de gesubsidieerde parastataLEN te dekken.

De totale provisie bedraagt aldus 2 miljard frank.

#### B. — EVOLUTIE DER KREDIETEN.

De volgende tabel geeft de verdeling per begroting van de voor het begrotingsjaar 1970 aangevraagde kredieten, de voor het begrotingsjaar 1969 aangepaste kredieten en de op het begrotingsjaar 1968 verwesenlijkte vastleggingen. Die tabel werd zo opgesteld dat ze tevens de samenvatting uitmaakt van de gegevens welke verder worden verstrekt per begrotingshoofdstuk en per departement.

Die gegevens beperken zich uitsluitend tot de begrotingen der ministeriële departementen; ze hebben betrekking op de hoger vermelde begrotingsjaren, werden eveneens in tabelvorm gegoten en worden gevolgd door een bondige commentaar in verband met de voornaamste erin opgenomen kredieten en de belangrijke verschillen tussen 1970 en 1969.

Afzonderlijke, verklarende nota's betreffende de Pensions, de Rijksschuld en de effectieven van de Staat vervolledigen de commentaar.

I. Tableaux comparatifs des crédits de 1970 et de 1969  
et des engagements de 1968.

A. — Par budget.

(En millions de francs.)

I. Vergelijkende tabellen der kredieten van 1970 en van 1969  
en der vastleggingen van 1968.

A. — Per begroting.

(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités <i>Aangevraagde kredieten</i>	Crédits ajustés <i>Aangepaste kredieten</i>	Engagements <i>Vastleggingen</i>	
<i>a) Budgets départementaux :</i>				
Premier Ministre ... ... ... ...	1 463,7	949,0	628,4	
Justice ... ... ... ...	5 925,0	5 271,9	4 881,4	
Intérieur ... ... ... ...	18 320,5	16 166,2	14 645,1	
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	2 718,1	2 544,8	2 281,8	
Assistance technique ... ... ... ...	3 339,6	2 875,7	2 342,2	
Défense nationale ... ... ... ...	20 647,0	20 056,1	18 667,7 (1)	
Gendarmerie ... ... ... ...	3 646,0	3 337,7	3 009,5	
Agriculture ... ... ... ...	8 211,0	8 380,8	6 388,1	
Affaires économiques ... ... ... ...	7 476,1	8 109,2	7 694,6	
Classes moyennes ... ... ... ...	697,4	537,8	483,4	
Communications ... ... ... ...	10 995,2	10 769,4	9 899,8	
P.T.T. ... ... ... ...	8 879,1	8 155,1	7 765,3	
Travaux publics ... ... ... ...	5 506,8	5 328,8	4 233,1	
Emploi et Travail ... ... ... ...	2 059,8	3 258,5	4 930,6	
Prévoyance sociale ... ... ... ...	25 062,1	21 568,3	19 184,2	
Education nationale ... ... ... ...	54 157,0	49 398,7	45 521,7	
Culture ... ... ... ...	4 291,1	3 773,8	3 475,1 (1)	
Santé publique et Famille ... ... ... ...	11 839,8	9 582,5	9 747,4	
Finances ... ... ... ...	8 913,1	9 507,5	7 800,2	
Totaux.		204 148,4	189 871,8	173 579,6
				Totalen.
<i>b) Budgets financiers :</i>				
Dette publique ... ... ... ...	52 600,8	47 949,0	42 246,8	
Pensions ... ... ... ...	32 769,1	31 144,8	28 988,0	
Dotations ... ... ... ...	829,6	763,7	703,1	
Totaux généraux.		290 347,9	269 729,3	245 517,5
				Algemene totalen.

(1) Crédits ajustés 1968.

(1) Aangepaste kredieten 1968.

## B. — Par nature des dépenses.

(En millions de francs.)

## B. — Volgens de aard der uitgaven.

(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	Engagements — Vastleggingen	
Salaires et charges sociales ... ... ...	54 848,0	51 658,9	47 680,9	Lonen en sociale lasten.
Biens non durables et services ... ... ...	16 484,2	16 265,4	14 709,4	Niet-duurzame goederen en diensten.
Matériel militaire et entretien routes ... ...	2 029,4	2 401,7	1 768,0	Militair materieel en onderhoud wegen.
Intérêts et pertes ... ... ... ...	6 160,2	6 644,6	5 976,3	Rente en verliezen.
Transferts de revenus ... ... ...	110 525,5	103 788,4	96 321,7	Inkomensoverdrachten.
Transferts de capitaux ... ... ...	3 522,4	3 225,6	2 984,9	Vermogensoverdrachten.
Biens meubles patrimoniaux ... ... ...	1 830,8	1 771,9	1 410,6	Roerende vermogensgoederen.
Divers ... ... ... ...	8 747,9	4 115,3	2 727,8	Diverse.
Dette publique ... ... ...	52 600,8	47 949,0	42 246,8	Rijksschuld.
Pensions ... ... ...	32 769,1	31 144,8	28 988,0	Pensioenen.
Dotations ... ... ...	829,6	763,7	703,1	Dotatien.
Totaux	290 347,9	269 729,3	245 517,5	Totalen.

2. Répartition des crédits par chapitre du budget, et des engagements de 1968 par chapitre du budget (budgets départementaux).

## Chapitre I. — § 1. Salaires et charges sociales,

(En millions de francs.)

2. Verdeling van de kredieten per hoofdstuk van de begroting, en der vastleggingen van 1968 per hoofdstuk van de begroting (departementale begrotingen).

## Hoofdstuk I. — § 1. Lonen en sociale lasten.

(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	Engagements — Vastleggingen	
Premier Ministre ... ... ...	206,7	199,3	182,1	Eerste Minister.
Justice ... ... ...	3 539,4	3 301,7	3 082,2	Justitie.
Intérieur ... ... ...	580,2	539,9	481,6	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	1 073,0	1 018,0	962,6	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ...	53,9	34,9	31,9	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ...	13 488,5	13 027,4	12 133,8 <sup>(2)</sup>	Landverdediging.
Gendarmerie ... ... ...	3 009,1	2 839,2	2 533,1	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ...	659,6	617,3	571,9	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ...	717,7	688,2	615,9	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ...	98,6	90,4	83,9	Midderstand.
Communications ... ... ...	994,2	966,8	859,1	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ...	7 034,4	6 633,2	6 368,5	P.T.T.
Travaux publics ... ... ...	1 841,4	1 787,6	1 685,9	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ...	278,9	237,4	196,8	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ...	139,5	130,7	119,7	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ...	14 111,1	12 940,5	11 702,2	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ...	309,4 <sup>(1)</sup>	280,4 <sup>(1)</sup>	233,5 <sup>(2)</sup>	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ...	504,7	479,3	439,7	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ...	6 207,7	5 846,7	5 396,5	Financiën.
Totaux.	54 848,0	51 658,9	47 680,9	Totalen.

(1) Evaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

De 47 680,9 millions de dépenses réelles et d'obligations non encore honorées à la fin de l'année, la charge des salaires et charges sociales en faveur du personnel passe apparemment à 51 658,9 millions en crédits ajustés 1969 et à 54 848 millions en pures évaluations pour 1970.

Ces montants ne sont toutefois pas comparables sans plus. En effet, en même temps que les crédits pour 1969 et 1970, des provisions doivent être prises en considération, telles qu'elles sont reprises au chapitre « Divers » des budgets départementaux.

Pour 1969, il s'agit d'un montant d'environ 620 millions, soit le tiers de la somme formée par le solde de 662 millions, reporté à 1969, du crédit provisionnel-index de 1968 inscrit au budget des Finances et par la nouvelle prévision de l'espèce de l'ordre de 1,2 milliard qui a été inscrite au feuilleton d'ajustement 1969 des Finances (les deux tiers négligés concernent principalement les pensions et les allocations aux organismes subventionnés d'utilité publique et n'ont pas leur place dans ce commentaire).

Puisque cette somme sera ultérieurement répartie entre les divers crédits individuels concernés des budgets départementaux par la voie d'un arrêté royal, elle ne peut ici être perdue de vue.

La même considération vaut pour les provisions reprises en 1970 dans tous les budgets — abstraction faite du budget de la Dette publique — sous le chapitre « Divers » et ayant trait aux dépenses supplémentaires découlant de la hausse de l'index et de la programmation sociale.

Ces provisions concernent les rémunérations pour des montants respectifs de 1 350 millions (sur un montant total de 4 050 millions) et de 1 190 millions (sur un total de 2 000 millions comprenant une réserve de 560 millions destinée à couvrir des avantages non encore déterminés pour les revendications « sectorielles » et les pensionnés).

Les chiffres comparables deviennent ainsi :

47 680,9 millions pour 1968,  
52 278,9 millions pour 1969 et  
57 382,0 millions pour 1970.

Cela fait apparaître une progression de 9,5 % de 1968 à 1969 et de 9,7 % de 1969 à 1970, ce qui implique un accroissement remarquablement constant qui doit être, en grande partie, attribué aux hausses des prix qui ont fait peser leur influence sur l'indice des prix à la consommation et à l'exécution des conventions collectives concernant la programmation sociale dans les services publics pour les périodes 1968-1969 et 1970-1971.

C'est ainsi, en effet, que les rémunérations, liquidées au 1<sup>er</sup> janvier 1968 à 122,5 %, passèrent le 1<sup>er</sup> décembre 1968 à 125 %, le 1<sup>er</sup> mai 1969 à 127,5 % tandis que l'application du coefficient 130 % est prévue pour le 1<sup>er</sup> décembre 1969 et que celui de 132,5 % pourrait éventuellement être atteint le 1<sup>er</sup> août 1970.

Ces glissements ont entraîné une majoration de ±2 milliards des chiffres budgétaires pour les dépenses de personnel de 1970, comparativement aux crédits de 1969. Ces chiffres sont, par nature même, des évaluations qui, quel que soit le soin apporté à leur calcul, contiennent une certaine approximation puisque le complément pour hausse des prix forme partie intégrante des traitements payés.

De plus, il est certain que les accords de programmation sociale, qui améliorent continuellement la situation pécuniaire du personnel, nécessitent chaque année des crédits importants. Il suffit de comparer d'année en année les avantages consentis pour en être convaincu.

Van 47 680,9 miljoen aan werkelijke uitgaven en bij het jaareinde nog niet gehonoreerde verplichtingen, stijgt de last voor lonen en sociale lasten ten aanzien van het personeel ogenschijnlijk tot 51 658,9 miljoen aan aangepaste kredieten voor 1969 en tot 54 848 miljoen aan zuivere ramingen voor 1970.

Die bedragen zijn echter niet zonder meer vergelijkbaar. Inderdaad, mede met de kredieten voor 1969 en 1970 moeten provisies worden in aanmerking genomen welke voorkomen in het hoofdstuk « Diverse » van de departementale begrotingen.

Voor 1969 gaat het om een bedrag van ongeveer 620 miljoen of een derde van de som welke wordt gevormd door het van 1968 op 1969 overgedragen saldo, 662 miljoen, van het provisionele krediet « indexstijging » dat in 1968 werd uitgetrokken op de begroting van Financiën, en door de nieuwe provisionele voorziening van dezelfde aard, groot 1,2 miljard die werd ingeschreven in het aanpassingsblad 1969 van Financiën (de verwaarloosde twee derde betreffen voornamelijk de pensioenen en toelagen aan gesubventioneerde instellingen van openbaar nut en vallen dus buiten het bestek van deze commentaar).

Vermits die som later zal worden omgeslagen over de diverse in aanmerking komende individuele kredieten in de departementale begrotingen door middel van een koninklijk besluit, mag ze hier niet over het hoofd worden gezien.

Dezelfde overweging geldt voor de provisies welke in 1970 in alle begrotingen — abstractie gemaakt van de begroting der Rijksschuld — zijn opgenomen onder het hoofdstuk « Diverse » en betrekking hebben op de meeruitgaven in verband met de indexstijging en de sociale programmatie.

Die provisies betreffen de bezoldigingen respectievelijk voor 1 350 miljoen (op een globaal bedrag van 4 050 miljoen) en 1 190 miljoen (op een totaal van 2 000 miljoen waarin een reserve van 560 miljoen welke nog niet nader bepaalde bedragen inhoudt voor « sectoriële » toezeggingen en voordeelen aan gepensioneerden).

De vergelijkbare cijfers worden aldus :

47 680,9 miljoen voor 1968;  
52 278,9 miljoen voor 1969 en  
57 382,0 miljoen voor 1970.

Daaruit blijkt een progressie van 9,5 % voor 1969 tegenover 1968 en van 9,7 % voor 1970 tegenover 1969, hetgeen wijst op een betrekkelijk standvastig accres, dat grotendeels moet worden toegeschreven aan de prijsstijgingen welke hun invloed laten gelden op het indexcijfer der consumptieprijsen, en aan de uitvoering van de collectieve overeenkomsten betreffende de sociale programmatie in de openbare diensten voor de periode 1968-1969 en 1970-1971.

Het is inderdaad zo dat de bezoldigingen op 1 januari 1968 werden uitgekeerd tegen de coëfficiënt 122,5 %, op 1 december 1968 moesten worden vereffend tegen 125 %, op 1 mei 1969 tegen 127,5 %, terwijl de toepassing van de coëfficiënt 130 % wordt tegemoetgezien op 1 december 1969 en het niveau 132,5 % vermoedelijk kan worden bereikt op 1 augustus 1970.

Die verschuivingen hebben voor gevolg gehad dat de begrotingscijfers voor de personeelsuitgaven voor 1970 zijn vermeerderd moeten worden met ±2 miljard ten aanzien van de kredieten voor 1969. Bij die cijfers gaat het uiteraard om ramingen, welke, hoe zorgvuldig ook berekend, een zekere ongewisheid inhouden, vermits de toeslag voor prijsstijgingen een geïntegreerde deel vormt van de uitbetaalde wedden.

Het staat daarenboven vast dat de regeling inzake sociale programmatie, welke de geldelijke toestand van het personeel continu verbetert, ieder jaar belangrijke kredieten vergt. Het volstaat de toegekende voordeelen van jaar tot jaar te vergelijken om daarvan overtuigd te zijn.

Quoique les crédits départementaux destinés aux traitements en 1970 comprennent déjà une provision pour l'exécution de la programmation sociale en 1970, provision correspondant en principe au sous-crédit pour l'octroi de l'allocation de programmation en 1969, un supplément de ±1,2 milliard a dû être prévu pour de nouveaux avantages en faveur du personnel de l'Etat.

En outre, d'autres facteurs tels les augmentations barémiques et les promotions, la majoration de la charge annuelle de certaines allocations (comme les allocations familiales) et les recrutements indispensables justifient le surplus restant de 1,8 milliards par rapport à 1969. A propos des recrutements, on peut ici ajouter que leur influence se fait surtout sentir dans les crédits de personnel de l'enseignement de l'Etat pour lequel les effectifs, comme il apparaîtra plus loin, augmentent entre le 30 juin 1968 et le 30 juin 1969 d'environ 5 000 unités.

Chapitre I. — § 2. Biens non durables et services.

(En millions de francs.)

Alhoewel de departementale kredieten, bestemd voor de bezoldigingen in 1970, reeds een voorziening bevatten voor de uitvoering van de sociale programmatie in 1970, voorziening welke in principe overeenstemt met het sub-krediet voor de uitkering van de programmatietoelage in 1969, moest voor nieuwe voordeelen voor het personeel van de Staat een supplement van ±1,2 miljard worden uitgetrokken.

Daarenboven zijn er de andere factoren, zoals de wedderverhogingen en promoties, de verhoging van de jaarlijkse last van sommige toelagen (zoals de gezinstoelagen) en de onvermijdelijke recruteringen welke het overblijvende surplus van 1,8 miljard tegenover 1969 verantwoorden. Met betrekking tot de recruteringen moge hieraan worden toegevoegd dat hun invloed zich vooral laat gelden in de kredieten voor het personeel uit het Staatsonderwijs waarvan het effectief, zoals verder zal blijken, tussen 30 juni 1968 en 30 juni 1969 is gestegen met ongeveer 5 000 eenheden.

Hoofdstuk I. — § 2. Niet duurzame goederen en diensten.

(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités	Crédits ajustés	Engagements	
	Aan gevraagde kredieten	Aangepaste kredieten	Vastleggingen	
Premier Ministre ... ... ... ...	96,4	99,6	84,3	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	1 815,5	1 709,4	1 628,2	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	140,4	120,8	122,2	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	448,5	431,0	421,1	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ...	35,3	42,0	26,4	Tecnische Bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	5 718,4	6 064,0	5 581,8 (2)	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ...	478,3	445,1	414,1	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ...	446,6	388,1	361,9	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ...	293,1	326,4	225,8	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	33,0	30,5	29,1	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	254,3	258,2	258,4	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ...	1 454,0	1 427,5	1 319,4	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	607,2	521,9	425,3	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ...	90,6	94,8	70,0	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ...	60,9	55,7	39,9	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ...	2 102,3	2 028,8	1 796,0	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ...	337,0 (1)	302,9 (!)	262,9 (2)	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ...	814,0	770,2	736,2	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ... ...	1 258,4	1 148,5	906,4	Financiën.
<b>Totaux.</b>	<b>16 484,2</b>	<b>16 265,4</b>	<b>14 709,4</b>	<b>Totalen.</b>

(1) Evaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

L'ensemble des crédits de ce chapitre atteint 16 484,2 millions contre 16 265,4 millions en 1969 et 14 709,4 millions en 1968. On peut ainsi constater que l'augmentation envisagée des dépenses de fonctionnement en 1970 ne dépassera pas 1,3 % des crédits ajustés de 1969. Cet effort sévère de compression traduit la volonté du Gouvernement, exprimée à de nombreuses reprises, de restreindre au maximum le train de vie de l'Etat.

Ce chapitre contient les frais de fonctionnement proprement dits des divers départements, c'est-à-dire les crédits traditionnels : eau, gaz, électricité, entretien, fournitures de bureau, frais de route et de séjour, locations, etc. sur lesquels il n'est pas utile d'émettre de commentaires.

Par contre, il contient aussi des dépenses spécifiques à certains départements qui peuvent atteindre quelque importance.

Het totaal bedrag van de kredieten onder dit hoofdstuk bereikt 16 484,2 miljoen ten opzichte van 16 265,4 miljoen in 1969 en 14 709,4 miljoen in 1968. Hieruit blijkt dat de verwachte verhoging van de werkingsuitgaven in 1970 hoogstens 1,3 % van de aangepaste kredieten voor 1969 zal bedragen. Dergelijke afremming vertolkt de meermalen uitgedrukte wil van de Regering om de voet waarop de Staat leeft zoveel mogelijk te verminderen.

In dit hoofdstuk zijn de eigenlijke werkingskosten van de diverse departementen opgenomen, dat wil zeggen de traditionele kredieten zoals water, gas, electriciteit, bureaubehoeften, reis- en verblijfkosten, huur enz. die geen commentaar vergen.

Anderzijds zijn er ook uitgaven in opgenomen die eigen zijn aan sommige departementen en die een zeker peil kunnen bereiken.

On peut ainsi épingle au Département de la Justice, sur un total de 1 815,5 millions, un montant de 158 millions pour la nourriture et l'entretien des détenus et un montant de 985,5 millions pour l'entretien des enfants dits « de justice », c'est-à-dire les enfants placés par les juges dans des institutions privées, etc.

Le Département de la Défense nationale émarge à ce chapitre pour 5,7 milliards, dont la majeure partie concerne l'utilisation des moyens de transport de l'armée, l'achat de munitions, l'entretien de l'armement, etc.

Au budget des P.T.T., sur le crédit total de 1 454 millions, près de 950 millions représentent les frais de fonctionnement de la Poste, tandis que 360 millions couvrent l'octroi d'indemnités diverses au personnel et la masse d'habillement.

Au Département de la Santé publique, émargeant à ce chapitre pour 814 millions, figurent les interventions en faveur des organismes prophylactiques, éducatifs et sanitaires pour un total de 480 millions. Dans ce montant sont compris l'inspection médicale scolaire (305,5 millions), la lutte contre la tuberculose (95 millions), l'action anticancéreuse (39,2 millions), sans oublier l'hygiène mentale (16,6 millions), le contrôle médico-sportif (10,4 millions), etc.

L'Education nationale totalise à ce chapitre des crédits pour 2 102,3 millions, destinés à couvrir, outre les dépenses d'entretien et de fonctionnement courants des établissements d'enseignement de l'Etat des divers secteurs, l'achat de matières premières et de fournitures à des fins didactiques, le transport des élèves, etc.

Au Département des Finances, les crédits de 1 258,4 million résultent surtout des frais de location, entretien, consommation des nombreux services extérieurs des administrations fiscales répartis sur tout le pays et de l'importance des effectifs. Un seul crédit enregistre une augmentation sensible par rapport à 1969 ( $\pm 54,8$  millions) et atteint ainsi 176 millions. Il s'agit des dépenses relatives à la création et au fonctionnement des centres de traitement de l'information.

Aldus kan bij het Departement van Justitie, op een totaal van 1 815,5 miljoen, een bedrag van 158 miljoen voor het voedsel en het onderhoud van de gedetineerden aangestipt worden en een bedrag van 985,5 miljoen voor het onderhoud der zogenaamde « gerechtskinderen », dat wil zeggen de kinderen die door de rechters in particuliere instellingen geplaatst worden enz.

Het Departement van Landsverdediging beschikt onder dit hoofdstuk over 5,7 miljard waarvan het grootste gedeelte betrekking heeft op het gebruik van de vervoermiddelen van het leger, het aankopen van ammunitie, het onderhoud van de bewapening, enz.

Op de begroting van P.T.T. vertegenwoordigen 950 miljoen, op een totaal van 1 454 miljoen aan kredieten, de werkingskosten van de Post, terwijl 360 miljoen instaan voor het verlenen van diverse vergoedingen aan het personeel en voor de kleding.

Bij het Departement van Volksgezondheid zijn onder dit hoofdstuk 814 miljoen ingeschreven waarvan een totaal bedrag van 480 miljoen voor de organismen met voorhoedende, opvoedende en sanitaire rol. In dit bedrag zijn begrepen, het medisch schooltoezicht (305,5 miljoen), de bestrijding van de tuberculose (95 miljoen), de kankerbestrijding (39,2 miljoen) zonder gewag te maken van de geesteshygiëne (16,6 miljoen), de medische controle op de sport (10,4 miljoen) enz.

Nationale Opvoeding behelst onder dat hoofdstuk kredieten ten bedragen van 2 102,3 miljoen, met het oog op het dekken, naast de courant onderhouds- en werkingskosten van 's Rijks schoolinstellingen van de diverse sectoren, van de aankoop van grondstoffen en benodigdheden met didactische inslag, het leerlingenvervoer enz.

Bij het Departement van Financiën worden de kredieten ten belope van 1 258,4 miljoen vooral aangevraagd voor de huur, de onderhoudskosten, de verbruikskosten van de talrijke, over het ganse land verspreide buitendiensten van de fiscale besturen en wegens de omvang van de effectieven. Een enkel krediet stijgt op gevoelige wijze ten opzichte van 1969 (+54,8 miljoen) en bereikt aldus de 176 miljoen. Het betreft de uitgaven voor de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra.

Chapitre I. — § 3. Matériel militaire et entretien routes.  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk I. — § 3. Militair materieel en onderhoud wegen.  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés Aangepaste kredieten	Engagements Vastleggingen	
Défense nationale	348,1	407,5	382,3 (1)	Landsverdediging.
Premier Ministre	—	—	—	Eerste Minister.
Justice	—	—	—	Justitie.
Intérieur	—	—	—	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	—	—	—	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique	—	—	—	Technische bijstand.
Gendarmerie	—	—	—	Rijkswacht.
Agriculture	—	—	—	Landbouw.
Affaires économiques	—	—	—	Economische Zaken.
Classes moyennes	—	—	—	Middenstand.
Communications	—	—	—	Verkeerswezen.
P.T.T.	—	—	—	P.T.T.
Travaux publics	1 681,3	1 994,2	1 385,7	Openbare Werken.
Emploi et Travail	—	—	—	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale	—	—	—	Sociale Voorzorg.
Education nationale	—	—	—	Nationale Opvoeding.
Culture	—	—	—	Cultuur.
Santé publique et Famille	—	—	—	Volksgezondheid en Gezin.
Finances	—	—	—	Financiën.
Totaux	2 029,4	2 401,7	1 768,0	Totalen.

(1) Crédits ajustés 1968.

(1) Aangepaste kredieten 1968.

Les crédits totaux de ce secteur s'élèvent à 2 029,4 millions contre 2 401,7 millions pour 1969 ajusté, soit une réduction de 372,3 millions. Ils concernent deux départements : les Travaux publics et la Défense nationale.

Les crédits Travaux publics — 1 681,3 millions — présentent une réduction de 312,9 millions par rapport à 1969. Il importe, toutefois, de ne pas perdre de vue que les crédits de 1969 ont subi dans le courant de l'année des ajustements importants par le recours à la délibération du Conseil des Ministres notamment, de telle sorte que le total des crédits a été porté à un niveau exceptionnel qui s'écarte de la progression annuelle considérée comme normale de ces crédits. En faisant abstraction de cet élément, on relève que les crédits de 1970 dépassent de 129,3 millions les crédits votés de 1969 (1 552 millions), ces derniers étant eux-mêmes en majoration de 166,3 millions par rapport aux réalisations de 1968 (1 385,7 millions).

En ce qui concerne la Défense nationale, il importe de souligner qu'une réduction de 32,1 millions a déjà été apportée aux crédits initiaux de 1969 pour répondre aux impératifs d'économie préconisés par le Gouvernement. Cet effort se poursuit en 1970, ce qui entraîne une réduction de crédits de 59,4 millions par rapport à 1969 ajusté.

Het totaal van de kredieten voor deze sector bedraagt 2 029,4 miljoen ten opzichte van 2 401,7 miljoen voor 1969 aangepast, zegge een vermindering van 372,3 miljoen. Twee departementen zijn hierin betrokken : Openbare Werken en Landsverdediging.

De kredieten voor Openbare Werken — 1 681,3 miljoen — liggen met 312,9 miljoen onder de cijfers van 1969. Er mag nochtans niet uit het oog worden verloren dat de kredieten van 1969 in de loop van het jaar aanzienlijk werden aangepast inzonderheid door middel van beraadslagingen in de Ministerraad, zodat de kredieten tot een uitzonderlijk hoog totaal zijn gestegen dat ver aflat van de als normaal beschouwde jaarlijkse stijging van deze kredieten. Afgezien van dit element stelt men vast dat de kredieten voor 1970 de aangenomen kredieten voor 1969 (1 552 miljoen) met 129,8 miljoen overtreffen waarbij deze laatste kredieten reeds een verhoging van 166,3 miljoen boekten ten opzichte van de verwezenlijkingen van 1968 (1 385,7 miljoen).

Wat Landsverdediging betreft wordt de nadruk gelegd op een vermindering van de oorspronkelijke kredieten voor 1969 met 32,1 miljoen om tegemoet te komen aan de door de Regering aanbevolen bezuinigingsmaatregelen. Voor 1970 wordt dezelfde weg opgegaan wat neerkomt op een kredietvermindering van 59,4 miljoen ten opzichte van 1969 aangepast.

Chapitre II. — Intérêts et pertes.  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk II. — Rente en verliezen.  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités <i>Aangevraagde kredieten</i>	Crédits ajustés <i>Aangepaste kredieten</i>	Engagements <i>Vastleggingen</i>	
Premier Ministre ... ... ... ...	—	—	—	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	—	—	—	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	—	—	—	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	—	—	—	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ... ...	—	—	—	Technische bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	—	—	—	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ...	—	—	—	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ...	—	—	—	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ... ...	—	—	—	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	—	—	—	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	6 105,6	6 600,1	5 921,2	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ...	—	—	—	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	—	—	—	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ... ...	—	—	—	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ... ...	—	—	—	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ... ...	—	—	—	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ...	—	—	—	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ... ...	—	—	—	Volksgesondheid en Gezin.
Finances ... ... ... ...	54,6	44,5	55,1	Financiën.
Totaux ... ... ...	6 160,2	6 644,6	5 976,3	Totalen.

En réduction de 484,4 millions par rapport aux crédits ajustés de 1969, ce chapitre est presque exclusivement l'apanage du Département des Communications qui y représente en 1970 un total de 6 105,6 millions contre 6 600,1 millions en 1969, soit une réduction de 494,5 millions pour ce seul Département.

Cette forte réduction porte sur la couverture des pertes d'exploitation de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, pour laquelle les crédits sont en réduction de 559,5 millions. Il a été estimé, en effet, que le déficit serait moins important que les années précédentes, compte tenu de la situation économique favorable et de la poursuite des efforts de modernisation de l'exploitation, ainsi que de la majoration de certains tarifs.

Par contre, la situation est moins favorable parmi les sociétés de transport urbains de telle sorte que le crédit de 1970 a été porté à 675 millions, ce qui représente une majoration de 65 millions par rapport à 1969.

Dit hoofdstuk waarvan de kredieten met 484,4 miljoen onder de aangepaste kredieten van 1969 liggen, is bijna uitsluitend voorbehouden aan het Departement van Verkeerswezen dat er in 1970 voor een totaal bedrag van 6 105,6 miljoen in tussenkomt tegen 6 600,1 miljoen in 1969, zegge een reductie van 494,5 miljoen alleen reeds voor dit Departement.

Deze sterke vermindering treft de dekking van het exploitatieverlies van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen waarvoor de kredieten met 559,5 miljoen verminderd werden. Er werd immers geoordeld dat het tekort minder aanzienlijk zou zijn dan de vorige jaren, gelet op de economisch gunstige toestand en de voortzetting van de modernisering van de exploitatie alsmede de verhoging van sommige tarieven.

Minder gunstig is de toestand van de maatschappijen voor stedelijk vervoer zodat het krediet van 1970 op 675 miljoen gebracht werd, zegge een verhoging met 65 miljoen ten opzichte van 1969.

Chapitre III. — *Transferts de revenus.*  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk III. — *Inkomensoverdrachten.*  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	Engagements — Vastleggingen	
Premier Ministre ... ... ... ...	155,9	212,6	43,1	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	159,4	133,4	126,1	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	17 540,1	15 468,9	13 967,9	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	1 133,1	1 045,2	859,5	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ... ...	2 370,1	2 090,9	1 797,8	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	597,0	547,2	569,8 (2)	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ...	25,0	22,3	27,5	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ...	6 853,6	7 200,9	5 370,0	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ... ...	5 926,7	6 980,4	6 326,3	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	357,4	414,7	369,0	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	2 715,3	2 747,6	2 678,5	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ...	15,7	15,4	13,5	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	873,6	692,2	478,8	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ... ...	1 649,0	2 909,5	4 658,0	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ... ...	24 285,5	21 361,3	19 006,0	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ... ...	35 127,3	33 134,3	30 949,9	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ...	1 123,0 (1)	1 016,7 (1)	909,4 (2)	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ... ...	9 546,9	7 718,7	8 076,2	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ... ...	70,9	76,2	94,4	Financiën.
<b>Totaux.</b>	<b>110 525,5</b>	<b>103 788,4</b>	<b>96 321,7</b>	Totalen.

(1) Evaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

Dans le secteur des transferts de revenus, la progression est constante entre les réalisations de 1968 (96 321,7 millions), les crédits ajustés de 1969 (103 788,4 millions) et les évaluations pour 1970 (110 525,5 millions).

Ce chapitre absorbe à lui seul plus d'un tiers des dépenses du budget ordinaire total de l'Etat et plus de la moitié du total des budgets départementaux (204 148,4 millions).

Il est la traduction chiffrée des impulsions données par l'Etat-redistributeur aux différents secteurs de l'économie, et d'un effort accru dans le domaine des transferts à caractère social.

Un tiers du total du chapitre passe à l'enseignement (35 127,3 millions) et couvre les subventions-traitements, les subventions de fonctionnement, les fournitures classiques, etc. de l'enseignement officiel et libre subventionné.

Au Département de la Prévoyance sociale, plus de 24 milliards se ventilent entre l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (I.N.A.M.I.), secteur salariés (16,5 milliards) et secteur indépendants (0,7 milliards), les services de soins de santé (1 189,2 millions), les estropiés et mutilés (1 864,2 millions), les allocations familiales-salariés (833 millions) et les maladies professionnelles (2 145 millions).

Au Département de l'Intérieur, outre les dotations légales au Fonds des Communes (15,2 milliards) et au Fonds des Provinces (1,18 milliard), une aide extraordinaire de 200 millions a été inscrite en faveur des pouvoirs locaux ou régionaux pour faire face à des missions ou à des situations spéciales.

In de sector van de inkomensoverdrachten valt een constante stijging waar te nemen tussen de realisaties van 1968 (96 321,7 miljoen), de aangepaste kredieten van 1969 (103 788,4 miljoen) en de ramingen voor 1970 (110 525,5 miljoen).

Dit hoofdstuk alleen reeds neemt meer dan een derde van de uitgaven van de totale gewone Rijksbegroting voor zijn rekening en meer dan de helft van het totaal der begrotingen van de departementen (204 148,4 miljoen).

Het is de weergave in getallen van de impulsies gegeven door de Staat als hervedeler aan verschillende sectoren van de economie en van een toenemende inspanning op het gebied van de overdrachten met sociale inslag.

Een derde van het totaal van het hoofdstuk gaat naar het onderwijs (35 127,3 miljoen) en dekt de weddetoelagen, de werkingstoelagen, de klassieke schoolbenodigdheden enz. van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs.

Bij het Departement van Sociale Voorzorg worden meer dan 24 miljard verdeeld tussen het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (R.I.Z.I.V.), sector loontrekenden (16,5 miljard) en sector zelfstandigen (0,7 miljard), de diensten voor geneeskundige verzorging (1 189,2 miljoen), de gebrekkigen en vermindert (1 864,2 miljoen), de kinderbijslagen-loontrekenden (833 miljoen) en de beroepsziekten (2 140 miljoen).

Bij Binnenlandse Zaken werd, naast de wettelijke dotaties aan het Fonds der Gemeenten (15,2 miljard) en aan het Fonds der Provincies (1,18 miljard), een buitengewone tegemoetkoming van 200 miljoen ingeschreven ten behoeve van de lokale of regionale besturen opdat ze het hoofd zouden kunnen bieden aan bijzondere opdrachten of toestanden.

A la Santé publique, les hôpitaux (gestion, hôpitaux publics et hôpitaux universitaires) émargent pour 2,9 milliards, le Fonds des indigents pour 1 250 millions, les deux œuvres (O.N.E. et O.N.I.G.) se partagent plus d'un milliard sept cents millions tandis que 593 millions couvrent les charges d'intérêts des emprunts consentis aux pouvoirs publics subordonnés par le Crédit communal pour travaux subventionnés par l'Etat.

Dans le secteur Famille 314,6 millions vont aux services d'aides familiales tandis que le secteur Logement se voit attribuer 2 150,7 millions pour le Fonds National du Logement soit 425 millions de plus qu'en 1969 pour les programmes de logement de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété terrière, et 161,2 millions à titre d'intérêts sur les sommes avancées par les sociétés de financement pour les primes aux constructeurs et acheteurs de logements sociaux.

Le Fonds agricole (3 418 millions) et le Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.) (2 420 millions) reçoivent la grosse part des crédits de ce chapitre à l'Agriculture. Il ne faut toutefois pas négliger pour autant d'autre interventions qui présentent une importance non négligeable dans le secteur agricole, en premier lieu le remembrement des terres agricoles (178 millions), les subventions aux fédérations de lutte contre les maladies du bétail (77,8 millions) et pour l'amélioration des espèces (149 millions), les primes à la qualité du lait (43 millions), les subventions à la culture du lin (70 millions), les participations financières dans les frais d'administration de l'Office National du Lait (31,7 millions), de l'Office National des Débouchés agricoles et horticoles (70 millions) et de l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (178,4 millions).

Il importe également de souligner qu'en plus de ces interventions inscrites au budget ordinaire, deux montants sont repris à la section particulière du budget et couverts par des recettes affectées, à savoir un montant de 325 millions représentant le quart de la taxe d'abattage et un montant de 591 millions pour le Fonds d'investissement agricole. En ajoutant ces deux crédits au total du chapitre III du budget de l'Agriculture on arrive à un volume global de 7 769,6 millions qui présente ainsi une majoration de 568,7 millions par rapport à 1969 ajusté.

Au Département des Affaires économiques, on distingue, d'une part, les subventions en faveur des charbonnages de même que quelques subventions de fonctionnement à certains organismes et, d'autre part, les transferts au secteur de la recherche scientifique.

Les interventions totales en faveur des charbonnages se situent à 4 321 millions, soit 600 millions de moins qu'en 1969. Ces interventions sont ventilées sur plusieurs articles du budget et couvrent des réductions d'intérêt (30 millions), les subventions à l'industrie charbonnière pour pertes d'exploitation, amortissements, investissements, primes spéciales, etc. (4 077 millions) certaines charges sociales (144,3 millions), les congés complémentaires des ouvriers occupés au fond des mines (30 millions) et les allocations particulières aux ouvriers mineurs touchés par les fermetures des charbonnages (40 millions).

En sus de ce total de 4 321 millions figure encore une subvention de 42 millions en faveur du Fonds National de garantie pour la réparation des dégâts houillers.

Deux interventions dans les frais de fonctionnement de certains organismes méritent d'être relevées : celle destinée à l'Office belge pour l'accroissement de la productivité (50 millions) et celle du Conseil Central de l'Economie (30,5 millions).

Bij Volksgezondheid komen de hospitalen (beleid, openbare en universitaire hospitalen) voor 2,9 miljard voor, het Onderstands fonds voor 1 250 miljoen, de twee Werken (N.W.K. en N.W.O.I.) verdelen meer dan een miljard zeven honderd miljoen onder elkaar terwijl 593 miljoen de intrestlasten van de aan de lagere besturen door het Gemeentekrediet toegestane leningen voor door de Staat gesubsidieerde werken dekken.

In de sector Gezin worden de diensten voor familiale helpsters met 314,6 miljoen bedeeld terwijl de sector Huisvesting 2 150,4 miljoen krijgt voor het Nationaal Fonds voor de Huisvesting, zegge 425 miljoen meer dan in 1969 voor de huisvestingsprogramma's van de Nationale Maatschappij van de Huisvesting en van de Nationale Maatschappij van de Kleine Landeigendom, en 161,2 miljoen als intresten op de door de financieringsmaatschappijen voorgeschoten bedragen voor de premies aan de bouwers en kopers van sociale woningen.

Het Landbouwfonds (3 418 miljoen) en het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (E.O.G.F.L.) (2 420 miljoen) krijgen het leeuwenaandeel in de kredieten van dit hoofdstuk bij Landbouw. Daarom mogen andere tussenkomsten nog niet verwaarloosd worden, tussenkomsten die voor de landbouwsector niet te verwaarlozen zijn en op de eerste plaats de herverkaveling van de landbouwgronden (178 miljoen), de toelagen aan de verenigingen ter bestrijding van de veeziekten (77,8 miljoen) en voor de verbetering van de rassen (149 miljoen), de kwaliteitspremies aan de melk (43 miljoen), de toelagen aan de vlascultuur (70 miljoen), het financiële aandeel in de beheerskosten van de Nationale Zuiveldienst (31,7 miljoen), van de Nationale Dienst voor Afzet van Land- en Tuinbouwproducten (70 miljoen) en van het Instituut voor Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Industrie en Landbouw (178,4 miljoen).

Eveneens dient er de nadruk gelegd te worden dat behalve deze tussenkomsten op de gewone begroting, nog twee bedragen op de bijzondere sectie van de begroting voorkomen die gedeckt worden door voorbestemde ontvangsten, in het name een bedrag van 325 miljoen dat overeenkomt met een vierde van de slachttaks en een bedrag van 591 miljoen door het Fonds voor landbouwinvestering. Door deze beide kredieten bij het totaal van hoofdstuk III van de begroting van Landbouw te voegen komt men tot een globaal volume van 7 769,6 miljoen dat 1969 aangepast met 568,7 miljoen overtreft.

Op de begroting van Economisch Zaken worden enerzijds de subsidies ten gunste van de steenkoolmijnen onderscheiden alsmede enkele werkingstoelagen aan sommige instellingen en anderzijds de overdrachten aan de sector van het wetenschappelijk onderzoek.

De totale tussenkomst ten voordele van de steenkoolmijnen beloopt 4 321 miljoen, zegge 600 miljoen minder dan in 1969. Deze tegemoetkomingen slaan op verschillende begrotingsartikelen en dekken intrestverminderingen (30 miljoen), de subsidies aan de steenkoolnijverheid voor exploitatieverlies, delgingen, investeringen, speciale premies enz. (4 077 miljoen), sommige sociale uitgaven (144,3 miljoen), het bijkomend verlof voor ondergrondse mijnwerkers (30 miljoen), en de bijzondere bijslagen voor de mijnwerkers getroffen door de sluiting van de steenkoolmijnen (40 miljoen).

Naast deze tussenkomsten ten belope van 4 321 miljoen dient nog een toelage van 42 miljoen vermeld ten behoeve van het Nationaal Garantiefonds voor de herstelling van de mijnschade.

Twee tussenkomsten in de werkingskosten van sommige instellingen mogen aangehaald worden : deze ten bate van de Belgische Dienst voor de opvoering van de productiviteit (50 miljoen) en deze voor de Centrale Raad van het Bedrijfsleven (30,5 miljoen).

Dans le secteur de la recherche scientifique, il convient de mettre en relief les diverses interventions en faveur de l'énergie nucléaire, c'est-à-dire la cotisation au Centre Européen de Recherche Nucléaire (170 millions) et les interventions de nature forfaitaire dans les dépenses de fonctionnement de l'Institut Interuniversitaire des Sciences Nucléaires (120 millions) et du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (533,5 millions).

A ceci s'ajoute encore la prise en charge par l'Etat des frais d'intérêts des emprunts contractés par le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire pour 30,4 millions.

En dehors de ces crédits pour l'énergie nucléaire, il convient de relever un crédit de 482 millions en faveur de l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture — fonctionnement et recherches.

L'ensemble de ce secteur des Affaires économiques représente en total de 5 926,7 millions. Pour être complet, il faut toutefois y ajouter des crédits en faveur de l'expansion économique inscrits à la section particulière du budget et couverts par des recettes affectées pour un montant total de 3 112 millions et qui en 1969 figuraient au chapitre III du budget ordinaire des Affaires économiques. Ainsi, le total serait de 9 038,7 millions à comparer au total de 6 980,4 millions pour 1969 ajusté.

Au Département des Communications, le total de 2 715,3 millions va pour la plus grande partie aux interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer Belges (2 196,7 millions). D'autres interventions sont prévues pour la Sabena (160 millions) et les sociétés de transport urbains (32 millions) comme participation dans les charges d'intérêt; à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux (60 millions) pour les réductions tarifaires consenties.

En outre, certains organismes bénéficient de subventions de fonctionnement dans ce secteur et notamment, le bureau Eurocontrol (50 millions), l'Office régulateur de la Navigation intérieure (96 millions), l'école d'aviation civile (52,6 millions) et les écoles d'enseignement maritime (12,9 millions).

Ici aussi des dépenses de l'ordre de 128 millions, couvrant l'intervention de l'Etat dans les charges d'intérêts des prêts consentis par les établissements publics de crédit, sont couverts par des recettes affectées et figurent à la section particulière. Il convient, toutefois, d'en tenir compte pour la comparaison avec les chiffres de 1969.

L'Assistance technique, pour sa part, figure à ce chapitre pour 2 370,1 millions, dont 1 380 millions pour la coopération en personnel, 131 millions pour l'enseignement privé à programme belge au Congo, au Ruanda et au Burundi, 210 millions pour l'enseignement supérieur, 275 millions pour les bourses d'études et les stages, 38 millions pour le volontariat outre-mer, 36 millions pour le personnel religieux enseignant, etc.

Au Département de l'Emploi et du Travail, les interventions transitant par l'O.N.Em. pour l'aide de réadaptation aux ouvriers touchés par les fermetures de charbonnages (310 millions) et pour le paiement des allocations de chômage (1 192,7 millions) forment la grosse part de ce chapitre totalisant 1 649 millions.

Il convient encore de relever au Département des Affaires étrangères que divers articles 34 totalisent plus de 750 millions pour des contributions et interventions diverses à des organismes internationaux situés dans notre pays ou hors du pays (soit plus de 100 millions de plus qu'en 1969), tandis que l'Office belge du Commerce extérieur émerge cette année pour 193 millions et le Fonds du Commerce extérieur pour 46,3 millions (-9,6 millions par rapport à 1969) à ce chapitre du budget d'un montant total de 1 133,1 millions.

In de sector van het wetenschappelijk onderzoek dienen de diverse tegemoetkomingen aangestipt ten gunst van de kernenergie, d.w.z. de bijdrage aan het Europees Centrum voor Kernonderzoek (170 miljoen) en de forfaitaire tussenkomsten in de werkingskosten van het Interuniversitair Instituut voor Kernwetenschappen (120 miljoen) en van het Studiecentrum van de Kernenergie (553,5 miljoen).

Daarbij komt nog dat de Staat de intrestkosten, ten belope van 30,4 miljoen, van de door het Studiecentrum voor Kernenergie aangegeven leningen, ten laste neemt.

Naast deze kredieten voor de kernenergie dient nog een krediet aangestipt van 482 miljoen voor het Instituut voor Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in de Nijverheid en de Landbouw — werking en onderzoek.

De ganse sector Economische Zaken vertegenwoordigt een totaal bedrag van 5 926,7 miljoen. Om volledig te zijn dienen hierbij echter de kredieten ten gunste van de economische expansie gevoegd welke opgenomen zijn onder de bijzondere sectie van de begroting en die gedeckt worden door voorbestemde ontvangsten voor een totaal bedrag van 3 112 miljoen en die in 1969 onder het hoofdstuk III van de gewone begroting van Economische Zaken voorkwamen. Aldus zou de globale tussenkomst 9 038,7 miljoen bedragen ter vergelijking met 6 980,4 miljoen voor 1969 aangepast.

Bij het Departement van Verkeerswezen wordt het grootste gedeelte van 2 715,3 miljoen besteed aan de tegemoetkomingen aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (2 196,7 miljoen). Andere tussenkomsten zijn voorzien voor de Sabena (160 miljoen) en voor de maatschappijen voor stedelijk vervoer (32 miljoen) als deelname in de intrestlasten; aan de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen (60 miljoen) voor de toegestane tariefverminderingen.

Daarenboven genieten sommige instellingen van deze sector van werkingstoelagen, inzonderheid, het bureau Eurocontrol (50 miljoen), de Dienst voor Regeling der Binnenscheepvaart (96 miljoen), de school voor de burgerlijke luchtvaart (52,6 miljoen) en de scholen voor zeevaartonderwijs (12,9 miljoen).

Ook hier zijn uitgaven ten bedrage van 128 miljoen, uit hoofde van Staatstussenkomst in de intrestlasten van door de openbare kredietinstellingen toegestane leningen, gedeckt door voorbestemde ontvangsten en in de bijzondere sectie opgenomen. Bij de vergelijking met de getallen van 1969 dient ermee rekening gehouden te worden.

De Technische Bijstand komt harerzijds onder dit hoofdstuk voor ten belope van 2 370,1 miljoen waarvan 1 380 miljoen voor de samenwerking in personeel, 131 miljoen voor het vrij onderwijs met Belgisch leerprogramma in Congo, Rwanda en Burundi, 210 miljoen voor het hoger onderwijs, 275 miljoen voor de studiebeurzen en de stages, 38 miljoen voor het overzees voluntariaat, 36 miljoen voor het onderwijzend kerkelijk personeel enz.

Bij het Departement van Arbeid en Tewerkstelling, vormen de tegemoetkomingen langs de R.V.A. voor de wederaanpassingshulp aan de door de sluiting van de steenkoolmijnen getroffen werknemers (310 miljoen) en voor de betaling van de werkloosheidssteun (1 192,7 miljoen) het grootste gedeelte van dit hoofdstuk dat een totaal van 1 649 miljoen bedraagt.

Bij het Departement van Buitenlandse Zaken dienen nog diverse artikelen 34 ten belope van 750 miljoen aangestipt voor de diverse bijdragen en tegemoetkomingen aan internationale organismen die in en buiten ons land gevestigd zijn (dit betekent meer dan 100 miljoen verhoging ten opzichte van 1969), terwijl de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel, dit jaar 193 miljoen opeist en het Fonds voor Buitenlandse Handel 46,3 miljoen (-9,6 miljoen ten opzichte van 1969) op een totaal van 1 133,1 miljoen voor dit hoofdstuk.

Chapitre IV. — *Transferts de capitaux.*  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk IV. — *Vermogensoverdrachten.*  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	Engagements — Vastleggingen	
Premier Ministre ... ... ... ...	—	—	—	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	—	—	—	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	2,6	1,5	40,7	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	—	—	—	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ... ...	840,0	705,3	485,5	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	—	—	—	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ...	—	—	—	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ...	175,2	149,2	53,0	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ... ...	415,0	371,0	501,9	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	—	—	—	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	10,0	10,0	15,0	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ...	—	—	—	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	289,5	245,0	193,0	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ... ...	—	—	—	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ... ...	—	—	—	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ... ...	84,1	94,5	105,2	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ...	11,5 <sup>(1)</sup>	10,6 <sup>(1)</sup>	10,5 <sup>(2)</sup>	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ... ...	739,5	565,2	447,4	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ... ...	955,0	1 073,3	1 132,7	Financiën.
<b>Totaux.</b>	<b>3 522,4</b>	<b>3 225,6</b>	<b>2 984,9</b>	Totalen.

(1) Evaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

Le total de ce chapitre — 3 522,4 millions — ne représente que 1,2 % de l'ensemble du budget ordinaire de l'Etat pour 1970. La majoration constatée par rapport aux crédits de 1969 est de 296,8 millions.

Ce chapitre, en dehors de quelques crédits de minime importance, comprend essentiellement quelques gros postes parmi lesquels il convient de relever : la dotation à la Caisse autonome des dommages de guerre (budget des Finances : 919 millions); les interventions en faveur du Fonds européen de développement de la C.E.E. et celles en rapport avec le « Kennedy Round » (budget des Affaires étrangères, respectivement pour 615 millions et 225 millions); les primes complémentaires et fractionnées — secteur logement — et l'amortissement des sommes payées par les organismes de financement à titre de primes (budget de la Santé publique et Famille : 20,6 et 131,6 millions); les charges d'amortissement des emprunts du Crédit communal pour travaux subventionnés (budget de la Santé publique : 275 millions et budget des Travaux publics : 281 millions) et le déficit de gestion des hôpitaux C.A.P. (310,7 millions); les indemnités pour abattage d'animaux atteints de maladies contagieuses (budget de l'Agriculture : 175 millions) et, enfin la quote-part belge dans les dépenses de recherches et d'investissement de l'Euratom (budget des Affaires économiques : 400 millions).

Pour assurer la comparabilité par rapport aux chiffres de 1969, il convient toutefois d'ajouter un crédit de 160 millions au budget du Département des Finances, transférés en 1970 à la section particulière du budget, qui sera couvert par des recettes affectées. Il s'agit de la garantie de bonne fin de l'Etat attachée aux crédits accordés par certains organismes publics de crédit.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

Het totaal van dit hoofdstuk — 3 522,4 miljoen — vertegenwoordigt slechts 1,2 % van de ganse gewone Rijksbegroting voor 1970. Ten opzichte van de kredieten voor 1969 wordt een verhoging van 296,8 miljoen vastgesteld.

Behalve enkele minder belangrijke kredieten behelst dit hoofdstuk vooral enkele grote posten waaronder dienen vermeld te worden : de dotatie aan de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade (begroting van Financiën : 919 miljoen), de tegemoetkomingen ten gunste van het Europees Ontwikkelingsfonds van E.E.G. en deze in verband met de « Kennedy Round » (begroting van Buitenlandse Zaken, respectievelijk voor 615 miljoen en 225 miljoen); de aanvullende en gesplitste premies — huisvestingssector — en de delging van de door de financieringsinstellingen als premies uitgekeerde sommen (begroting van Volksgezondheid en Gezin : 20,6 en 131,6 miljoen); de delgingslasten van de leningen van het Gemeentekrediet voor gesubsidieerde werken (begroting van Volksgezondheid : 275 miljoen en begroting van Openbare Werken : 281 miljoen) en het beheerstekort van de C.O.O.-hospitaal (310,7 miljoen); de slachtpremies voor door besmettelijke ziekten getroffen dieren (begroting van Landbouw : 175 miljoen) en ten slotte de Belgische bijdrage in de uitgaven voor onderzoek en investering in de Euratom (begroting van Economische Zaken : 400 miljoen).

Ter vergelijking met de getallen voor 1969 dient evenwel ook rekening te worden gehouden met een krediet van 160 miljoen op de begroting van het Departement van Financiën dat in 1970 naar de bijzondere sectie van de begroting overgeheveld wordt en door voorbestemde ontvangers zal gedeckt worden. Het gaat hier om de Staatswaarborg van goede afloop op door sommige kredietinstellingen verleende kredieten.

Chapitre V. --- *Biens meubles patrimoniaux.*  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk V. --- *Roerende vermogensgoederen.*  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — <i>Aangevraagde kredieten</i>	Crédits ajustés — <i>Aangepaste kredieten</i>	Engagements — <i>Vastleggingen</i>	
Premier Ministre ... ... ... ...	6,7	8,1	9,6	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	65,2	67,4	44,9	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	15,3	11,7	13,5	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	43,1	50,6	38,6	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ...	0,7	2,6	0,6	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ...	—	10,0	—	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ...	25,6	31,1	34,8	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ...	32,0	25,3	31,3	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ...	15,9	16,2	14,9	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ...	1,3	2,2	1,4	Middenstand.
Communications ... ... ...	6,3	6,3	4,7	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ...	93,0	79,0	63,9	P.T.T.
Travaux publics ... ... ...	71,9	70,1	50,3	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ...	5,9	7,3	5,8	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ...	2,4	3,2	1,6	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ...	1 197,2	1 245,5	886,9	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ...	102,2(1)	93,5(1)	86,4(2)	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ...	46,7	49,1	47,9	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ...	99,4	113,7	73,5	Financiën.
<b>Totaux.</b>	<b>1 830,8</b>	<b>1 771,9</b>	<b>1 410,6</b>	<b>Totalen.</b>

(1) Évaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

La progression des crédits entre 1969 et 1970 (+58,9 millions) est nettement inférieure à celle de 1968 à 1969 (+361,3 millions) et traduit comme pour le chapitre I, § 2, achat de biens non durables et de services, l'intention du Gouvernement de réduire les dépenses fonctionnement des services.

Un seul poste important retient l'attention : il s'agit du crédit de 1 197,2 millions prévu pour l'Education nationale. Il s'agit, bien entendu de l'achat d'équipements divers pour les nouvelles écoles de l'Etat, et pour le renouvellement de certains équipements vétustes.

Les autres crédits ne réclament aucun commentaire particulier.

De stijging van de kredieten in 1970 t.o.v. 1969 waarborg van goede afloop of door sommige openbare (+58,9 miljoen) is gevoelig minder dan in 1969 t.o.v. 1968 (361,3 miljoen). Dit vertolkt zoals voor hoofdstuk I, §2, aankoop van niet duurzame goederen en diensten, het voornemen van de Regering om de werkingsuitgaven van de diensten te drukken.

Een enkele aanzienlijke post vergt de aandacht : het krediet van 1 197,2 miljoen voor Nationale Opvoeding. Het betreft natuurlijk het aanschaffen van diverse uitrusting voor de nieuwe Rijksscholen en voor de vernieuwing van sommige versleten uitrusting.

De andere kredieten vergen geen bijzondere commentaar.

Chapitre VI. — Divers.  
(En millions de francs.)

Hoofdstuk VI. — Diverse.  
(In miljoenen frank.)

Budgets	1970	1969	1968	Begrotingen
	Crédits sollicités — Aangevraagde kredieten	Crédits ajustés — Aangepaste kredieten	Engagements — Vastleggingen	
Premier Ministre ... ... ... ...	998,0	429,4	309,3	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ...	345,5	60,0	—	Justitie.
Intérieur ... ... ... ...	41,9	23,4	19,2	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur.	20,4	—	—	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ... ...	39,6	—	—	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	495,0	—	—	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ...	108,0	—	—	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ...	44,0	—	—	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ... ...	107,7	27,0	9,8	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	207,1	—	—	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	909,5	180,4	162,9	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ...	282,0	—	—	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	141,9	17,8	14,1	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ... ...	35,4	9,5	—	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ... ...	573,8	17,4	17,0	Sociale Voorzorg.
Education nationale ... ... ... ...	1 535,0	76,1	81,5	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ...	2 408,0(1)	2 069,7(1)	1 972,4(2)	Cultuur.
Santé publique et Famille ... ... ...	188,0	—	—	Volksgezondheid en Gezin.
Finances ... ... ... ...	267,1	1 204,6	141,6	Financiën.
<b>Totaux.</b>	<b>8 747,9</b>	<b>4 115,3</b>	<b>2 727,8</b>	Totalen.

(1) Evaluations.

(2) Crédits ajustés 1968.

(1) Ramingen.

(2) Aangepaste kredieten 1968.

Ce chapitre enregistre, apparemment, une forte augmentation par rapport à 1969 puisque les crédits passent de 4 141,5 millions à 8 747,9 millions, soit une majoration de 4 606,4 millions.

Cela résulte de l'inscription dans tous les budgets d'une provision destinée à couvrir des hausses éventuelles de l'index (4 050 millions) et la programmation sociale de 1970 (2 milliards). Des commentaires plus détaillés sont fournis à cet égard dans les considérations générales précédant l'analyse par chapitre.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation, par département, des provisions inscrites.

En dehors de ces deux postes importants, on trouve à ce chapitre un seul gros montant à la Culture; il s'agit des dotations aux Instituts de la Radio-Télévision belge qui atteignent en 1970 2 263 millions.

Signalons enfin qu'un crédit provisionnel de 200 millions a été inscrit au budget des Classes moyennes pour couvrir l'octroi de certains avantages sociaux aux indépendants.

Onder dit hoofdstuk wordt op het eerste gezicht een sterke verhoging t.o.v. 1969 waargenomen aangezien de kredieten van 4 141,5 miljoen tot 8 747,9 miljoen stijgen, zegge een vermeerdering met 4 606,4 miljoen.

Dit vloeit voort uit de inschrijving op al de begrotingen van een provisie ter bestrijding van de eventuele stijgingen van het indexcijfer (4 050 miljoen) en van de sociale programmatie voor 1970 (2 miljard). Meer gedetailleerde commentaar wordt hierover verstrekt in de algemene beschouwingen die de ontleding per hoofdstuk voorafgaan.

Onderstaande tabel geeft de spreiding per departement weer van de voorziene provisies.

Naast deze twee aanzienlijke posten vindt men onder dit hoofdstuk slechts één belangrijk bedrag voor de Cultuur: het betreft de dotaties aan de Instituten van de Belgische Radio en Télévisie die in 1970 2 200 miljoen overtreffen.

Ten slotte dient een provisioneel krediet van 200 miljoen aangestipt te worden dat op de begroting van Middenstand voorkomt voor het verlenen van sommige sociale voordelen aan de zelfstandigen.

**Crédits provisionnels.**  
(En millions de francs.)

**Provisionele kredieten.**  
(In miljoenen frank.)

BUDGETS	Index	Programmation sociale <i>Sociale programmatie</i>	BEGROTING
Pensions ... ... ... ... ...	850,0	---	Pensioenen.
Dotations ... ... ... ... ...	6,8	4,0	Dotatiën.
Premier Ministre ... ... ... ...	5,1	3,0	Eerste Minister.
Justice ... ... ... ... ...	144,5	51,0	Justitie.
Intérieur ... ... ... ... ...	15,3	11,0	Binnenlandse Zaken.
Affaires étrangères et Commerce extérieur ...	12,0	8,4	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
Assistance technique ... ... ...	39,0	0,6	Technische Bijstand.
Défense nationale ... ... ... ...	306,0	189,0	Landsverdediging.
Gendarmerie ... ... ... ... ...	68,0	40,0	Rijkswacht.
Agriculture ... ... ... ... ...	34,0	10,0	Landbouw.
Affaires économiques ... ... ...	18,7	14,0	Economische Zaken.
Classes moyennes ... ... ... ...	5,1	2,0	Middenstand.
Communications ... ... ... ...	493,0	215,0	Verkeerswezen.
P.T.T. ... ... ... ... ...	170,0	112,0	P.T.T.
Travaux publics ... ... ... ...	51,0	46,0	Openbare Werken.
Emploi et Travail ... ... ... ...	20,4	15,0	Tewerkstelling en Arbeid.
Prévoyance sociale ... ... ... ...	552,5	4,0	Sociale Voorzorg.
Santé publique et Famille ... ... ...	170,0	18,0	Volksgezondheid en Gezin
Finances ... ... ... ... ...	178,5	85,0	Financiën.
Education nationale ... ... ...	867,0	590,0	Nationale Opvoeding.
Culture ... ... ... ... ...	43,1	22,0	Cultuur.
Total ... ... ...	4 050,0	1 440,0	Totaal.
Réserve à la Fonction publique ... ...		560,0	Reserve bij het Openbaar Amt.
Total ... ... ...		2 000,0	Totaal.

## CHAPITRE IV.

CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE  
POUR L'ANNEE 1970.

La manière dont les charges de la dette publique ont évolué, est exposée ci-après :

## A. — DEPENSES ORDINAIRES.

Les crédits postulés au budget de la Dette publique pour l'année 1970 s'élèvent à 52 600,8 millions de francs.

Comparés aux crédits ajustés de 1969, totalisant 47 949 millions de francs, l'augmentation s'établit à 4 651,8 millions de francs.

Dans ses grandes lignes, cette augmentation se subdivise comme suit :

## I. — INTERETS.

## A. — De la dette consolidée :

En millions de francs.

1 <sup>o</sup> Charges nouvelles des émissions déjà effectuées en 1969 ...	+2 113,1
2 <sup>o</sup> Charges pour émissions nouvelles à effectuer avant la fin 1969 ...	+710,0
3 <sup>o</sup> Première charge complète d'intérêt pour certains emprunts ...	+376,5
4 <sup>o</sup> Diminution du chef de remboursement de capitaux empruntés ...	-551,2
5 <sup>o</sup> Réduction par suite de remboursement anticipé de capitaux ou présumés l'être encore en 1969 ...	-1 037,1
<b>B. — De la dette flottante ...</b>	<b>+1 671,4</b>
<b>Augmentation de I</b>	<b>+3 282,7</b>

## II. — AMORTISSEMENTS.

## De la dette consolidée :

En millions de francs.

1 <sup>o</sup> Charges des émissions effectuées en 1969 ...	+2 040,7
2 <sup>o</sup> Première charge d'amortissement et augmentation des dotations d'amortissement de certains emprunts ...	+1 516,9
3 <sup>o</sup> Suppression et réduction des dotations d'amortissement de certains emprunts ...	-2 090,3
4 <sup>o</sup> Réduction présumée de la dotation d'amortissement d'un emprunt avec échéance facultative en 1970 ...	-192,5
<b>Augmentation de II</b>	<b>+1 274,8</b>

## III. — AUGMENTATIONS DIVERSES ... +94,3

Augmentation totale ... ... ... +4 651,8

Cette augmentation est due à l'accroissement de la dette consolidée et, par voie de conséquence, des charges d'intérêt et d'amortissement y afférentes, ainsi qu'à la hausse des taux d'intérêt en vigueur tant sur le marché de l'argent que sur celui des capitaux.

Ci-après, la balance détaillée des diverses augmentations et diminutions.

## HOOFDSTUK IV.

LASTEN VAN DE RIJKSSCHULD  
VOOR HET JAAR 1970.

Hoe de lasten van de rijksschuld evolueerden wordt hierna toegelicht :

## A. — GEWONE UITGAVEN.

De op de Rijksschuldbegroting voor het jaar 1970 aangevraagde kredieten belopen 52 600,8 miljoen frank.

Vergeleken met de aangepaste kredieten van 1969 die 47 949 miljoen frank totaliseren, bedraagt de verhoging 4 651,8 miljoen frank.

In grote trekken wordt deze vermeerdering als volgt onderverdeeld :

## I. — INTERESTEN.

## A. — Van de geconsolideerde schuld :

In miljoenen frank.

1 <sup>o</sup> Nieuwe lasten voor de in 1969 reeds gedane uitgiften ...	+2 113,1
2 <sup>o</sup> Lasten van vóór einde 1969 te verrichten uitgiften ...	+710,0
3 <sup>o</sup> Eerste volledige rentelast voor sommige leningen ...	+376,5
4 <sup>o</sup> Vermindering wegens terugbetalingen van ontleende kapitalen ...	-551,2
5 <sup>o</sup> Vermindering ingevolge vervroegd terugbetaalde kapitalen of die verondersteld worden nog vervroegd te zullen worden terugbetaald in 1969 ...	-1 037,1

## B. — Van de vloottende schuld ... +1 671,4

Verhoging van I ... ... ... +3 282,7

## II. — AFLOSSINGEN.

## Van de geconsolideerde schuld :

In miljoenen frank.

1 <sup>o</sup> Lasten voor in 1969 verrichte uitgiften ...	+2 040,7
2 <sup>o</sup> De eerste aflossingslast en de verhoging van de aflossingsdotaties van sommige leningen ...	+1 516,9
3 <sup>o</sup> Wegvallen en vermindering van de aflossingsdotaties van sommige leningen ...	-2 090,3
4 <sup>o</sup> Vermoedelijke vermindering van de aflossingsdotatie van een lening met facultatieve vervaldag in 1970 ...	-192,5

Verhoging van II ... ... ... +1 274,8

## III. — DIVERSE VERHOGINGEN ... ... ... +94,3

Totale verhoging ... ... ... +4 651,8

Deze verhoging is te wijten aan de aangroei van de geconsolideerde schuld en de daaruit voortvloeiende hogere renten en aflossingslasten alsmede aan de stijging van de op de geld- en kapitaalmarkt vigerende rentevoeten.

Hierna volgt de gedetailleerde balans tussen de verhogingen en de verminderingen.

A. --- *Augmentations.*

Celles-ci totalisent un montant de 8 741 millions et résultent :

	En millions de francs.
1 <sup>o</sup> des charges nouvelles d'emprunts consolidés émis jusqu'à fin juillet 1969 :	
— 1969-1975-1982 ... ... ... ...	649,8
— 1969-1975-1981 ... ... ... ...	1 134,0
— 7,5 % 1969-1987 ... ... ... ...	588,3
— 7 % 1969-1981 du Fonds des Routes ... ... ... ...	1 104,0
— Emprunts de l'Office de la Navigation auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite : ...	24,0
	3 500,1
2 <sup>o</sup> des charges pour émissions nouvelles en dette consolidée à effectuer du 1 <sup>er</sup> août à fin décembre 1969 (partie de l'article général 202) . . .	710,0
3 <sup>o</sup> du paiement de la première charge complète d'intérêt et/ou d'amortissement des emprunts: . . . . .	923,5
— 6,75 % 1969-1980 . . . . .	923,5
— 7 % 1969-1984 de DM 80 000 000. . . . .	106,7
	1 030,2
4 <sup>o</sup> du paiement de la première charge d'amortissement des emprunts:	
— 1968-1974-1980 . . . . .	433,0
— 6,75 % 1968-1980 . . . . .	609,3
— 6,75 % 1968-1983 du Fonds des Routes : . . . . .	403,0
	1 445,3
5 <sup>o</sup> de l'augmentation de 0,50 % de la dotation d'amortissement de :	
— l'emprunt 1960 à 5, 10 ou 15 ans . . . . .	36,6
— l'emprunt 1961-1973 . . . . .	35,0
	71,6
6 <sup>o</sup> de l'augmentation des charges d'intérêts relatifs aux certificats de trésorerie, en francs belges, à plus d'un an . . . . .	270,0
7 <sup>o</sup> de l'accroissement des charges des certificats de trésorerie à court terme en suite d'une augmentation présumée de l'encours et de la hausse des taux d'intérêts (partie de l'article général 202) . . . . .	1 612,5
8 <sup>o</sup> de diverses augmentations . . . . .	101,3
	8 741,0

B. --- *Diminutions.*

Les diminutions d'ensemble, 4 089,2 millions de francs, se répartissent comme suit :

	En millions de francs.
1 <sup>o</sup> suppression des charges d'intérêt et/ou d'amortissement afférentes au remboursement du solde des emprunts ci-après :	
a) échéant en 1969 :	
— 5% 1957-1969 . . . . .	242,1
— 5 % 1957-1969 . . . . .	38,9
— 4 ½ % \$ 20 000 000 et \$ 16 millions (B.I.R.D.) . . . . .	233,6
	514,6

A. --- *Verhogingen.*

Deze totaliseren een bedrag van 8 741 miljoen en zijn het gevolg van :

	In miljoenen frank.
1 <sup>o</sup> de nieuwe lasten ingevolge de tot einde juli 1969 uitgegeven nieuwe leningen :	
— 1969-1975-1982 . . . . .	649,8
— 1969-1975-1981 . . . . .	1 134,0
— 7,5 % 1969-1987 . . . . .	588,3
— 7 % 1969-1981 van het Wegenfonds . . . . .	1 104,0
— Leningen van de Dienst der Scheepvaart bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas . . . . .	24,0
	3 500,1
2 <sup>o</sup> de lasten voor nieuwe uitgiften in geconsolideerde schuld vanaf 1 augustus tot einde december 1969 (gedeelte van het algemeen artikel 202) . . . . .	710,0
3 <sup>o</sup> de betaling van de eerste volledige rente- en aflossingslast van de leningen :	
— 6,75 % 1969-1980 . . . . .	923,5
— 7 % 1969-1984 groot DM 80 miljoen . . . . .	106,7
	1 030,2
4 <sup>o</sup> de betaling van de eerste aflossingslast van de leningen :	
— 1968-1974-1980 . . . . .	433,0
— 6,75 % 1968-1980 . . . . .	609,3
— 6,75 % 1968-1983 van het Wegenfonds . . . . .	403,0
	1 445,3
5 <sup>o</sup> de vermeerdering met 0,50 % van de aflossingsdotatie van de :	
— lening 1960 met 5, 10 of 15 jaar looptijd . . . . .	36,6
— lening 1961-1973 . . . . .	35,0
	71,6
6 <sup>o</sup> de verhoging van de rentelast in verband met schatkistcertificaten, in Belgische frank, met meer dan één jaar looptijd . . . . .	270,0
7 <sup>o</sup> de aangroei van de lasten van de schatkistcertificaten op korte termijn ingevolge de vermoedelijke toename van de omloop en ingevolge de stijging van de rentevoeten (gedeelte van het algemeen artikel 202) . . . . .	1 612,5
8 <sup>o</sup> diverse verhogingen . . . . .	101,3
	8 741,0
B. --- <i>Verminderingen.</i>	
De gezamenlijke verminderingen met 4 089,2 miljoen worden als volgt onderverdeeld :	
	In miljoenen frank.
1 <sup>o</sup> het wegvalLEN van de rente en/of aflossingslasten in verband met de terugbetaling op de eindvervaldag van het saldo van navermelde leningen.	
a) vervallend in 1969 :	
— 5 % 1957-1969 . . . . .	242,1
— 5 % 1957-1969 . . . . .	38,9
— 4 ½ % \$ 20 000 000 en \$ 16 miljoen (B.I.R.D.) . . . . .	233,6
	514,6

b) échéant en 1970 :		b) vervallend in 1970 :	
— 5 % 1959-1970 ... ... ... 434,1		— 5 % 1959-1970 ... ... ... 434,1	
— 5,25 % 1960-1970 . ... ... 657,5		— 5,25 % 1960-1970 . ... ... 657,5	
— 1960 à 5 ou à 10 ans ... ... 396,8	1 488,4	— 1960 met 5 of 10 jaar looptijd ... 396,8	1 488,4
2° diminution des charges afférentes à l'emprunt 4,25 % 1956-1971 dont F 248,1 millions à titre de dotation d'amortissement : ... ... ... 257,4		2° de vermindering van de lasten van de 4,25 % lening 1956-1971, waarvan 248,1 miljoen aflossingsdotatie ... ... ... ... 257,4	
3° diminution des charges résultant du remboursement anticipé — effectué ou présumé être effectué — à l'échéance facultative d'obligations des emprunts ci-après :		3° de vermindering van de lasten ingevolge de vervroegde terugbetaling — verricht of verondersteld nog te zullen worden gedaan — op de facultatieve vervaldag van obligaties van na-vermelde leningen :	
a) en 1969 (économie d'intérêts) :		a) in 1969 (rentebesparing) :	
— 1964 à 5 ou à 10 ans, 1 <sup>re</sup> série ... 385,5		— 1964 met 5 of 10 jaar looptijd, 1 <sup>ste</sup> reeks . ... ... ... 385,5	
— 4,75 % 1959-1969-1974 ... ... 62,4		— 4,75 % 1959-1969-1974 ... ... 62,4	
— 1964 à 5 ou à 10 ans, 2 <sup>e</sup> série ... 274,1		— 1964 met 5 of 10 jaar looptijd, 2 <sup>e</sup> reeks . ... ... ... 274,1	
— 1964-1969-1975 ... ... ... 163,0		— 1964-1969-1975 ... ... ... 163,0	
— 1964-1969-1974 du Fonds des Routes ... ... ... 152,1		— 1964-1969-1974 van het Wegenfonds ... ... ... 152,1	
	1 037,1		1 037,1
b) en 1970 (réduction de la dotation d'amortissement) :		b) in 1970 (vermindering aflossingsdotatie) :	
— 1965-1970-1976 ... ... ... 192,5	1 229,6	— 1965-1970-1976 ... ... ... 192,5	1 229,6
4° réduction des charges de l'emprunt d'assainissement monétaire . ... ... ... 268,2		4° de vermindering van de lasten van de muntsaneringslening . ... ... ... 268,2	
5° économie d'intérêt des capitaux amortis en 1969 sur les emprunts dont la dotation d'amortissement est fixe ... ... ... ... 112,9		5° de rentebesparing op de kapitalen die in 1969 werden afgelost op leningen met vaste aflossingsdotatie . ... ... ... ... 112,9	
6° économie d'intérêt relative aux bons du Trésor à plus d'un an en \$, FS, DM et Lit. ... ... ... 211,1		6° de rentebesparing in verband met de Schatkistbonds met meer dan één jaar looptijd in \$, FS, DM en Lit. . ... ... ... ... 211,1	
7° diminutions diverses ... ... ... ... 7,0		7° diverse verminderingen ... ... ... ... 7,0	
	4 089,2		4 089,2
**		**	
Le crédit sollicité à l'article 202 « Intérêts, amortissements et frais des capitaux empruntés ou à emprunter et dont les charges ne sont pas prévues aux autres articles », du budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1970, s'élève à 7 695,3 millions de francs, se répartissant comme suit:		Het op artikel 202 « Rente, aflossing en kosten van de te leen genomen of te nemen kapitalen, waarvan de lasten niet in de andere artikelen werden voorzien » van de Rijks-schuldbegroting voor het begrotingsjaar 1970 uitgetrokken krediet bedraagt 7 695,3 miljoen frank en is als volgt onderverdeeld :	
	En millions de francs.		In miljoenen frank.
a) Intérêts ou escompte et commissions sur l'en-cours fin décembre 1968 des certificats de trésorerie à court terme et certificats spéciaux . ... ... ... 4 966,9		a) Rente of disconto en commissielonen berekend op het einde december 1968 in omloop zijnde bedrag schatkistcertificaten op korte termijn en speciale certificaten . ... ... ... ... 4 966,9	
b) Certificats de trésorerie du groupe B. ... ... 578,0		b) Schatkistcertificaten van de groep B ... ... 578,0	
c) Estimation des charges des émissions nou-velles en dette consolidée avant la fin 1969 et effec-tuées ou à effectuer en dette flottante avant la fin 1970 ... ... ... ... 2 150,4		c) Raming van de lasten voor nieuwe uitgiften in geconsolideerde schuld vóór einde 1969 en van de verrichte of te verrichten vlootende schuld vóór einde 1970 . ... ... ... ... 2 150,4	
	7 695,3		7 695,3

## B. — DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Pour les amortissements contractuels à effectuer en 1970 pour la dette garantie du Congo en devises reprise par la Belgique (Convention belgo-congolaise du 6 février 1965) des crédits d'ordonnancement au montant de 486 980 000 francs sont postulés au budget de la Dette publique.

Comparativement aux crédits ajustés de 1969, soit 409 201 000 francs, l'augmentation s'élève à 79 346 000 francs.

Cette augmentation est due à concurrence de 62,9 millions à la reprise de l'amortissement de l'emprunt 1960 de \$ 28 000 000, aucun amortissement n'ayant dû être effectué sur cet emprunt en 1969.

\*\*

Les crédits du budget de la Dette publique pour 1970 comprennent 22 362,5 millions de francs destinés à l'amortissement (21 875,5 millions pour les dépenses ordinaires et 487 millions pour les dépenses extraordinaires), 29 825,1 millions pour les dépenses extraordinaires), 29 825,1 millions de francs pour le paiement des intérêts et 900,2 millions de francs pour autres charges.

Pour 1969, les chiffres s'élèvent respectivement à 20 276,2 millions de francs (19 864,9 millions pour les dépenses ordinaires et 411,3 millions pour les dépenses extraordinaires), 27 206,5 millions de francs et 877,6 millions de francs.

## B. — BUITENGEWONE UITGAVEN.

Voor de in 1970 te verrichten kontraktuele aflossingen van de gewaarborgde Kongolese schuld in deviezen overgenomen door België (Belgisch-Kongoense Conventie van 6 februari 1965) worden op de Rijksschuldbegroting ordonnancieringskredieten ten belope van 486 980 000 frank aangevraagd.

In vergelijking met de aangepaste kredieten van 1969 die 409 201 000 frank bedragen, komt dit neer op een verhoging met 79 346 000 frank.

Deze vermeerdering is naar rato van 62,9 miljoen te wijten aan de herneming van de delging van de lening groot \$ 28 000 000 (1960), waarvoor in 1969 niets diende afgelost.

\*\*

Van de kredieten van de Rijksschuldbegroting van 1970 zijn 22 362,5 miljoen frank bestemd voor de aflossing (21 875,5 miljoen voor de gewone en 487 miljoen voor de buitengewone uitgaven), 29 825,1 miljoen frank voor de betaling van rente en 900,2 miljoen frank voor andere lasten.

Voor 1969 bedragen de overeenstemmende cijfers respectievelijk 20 276,2 miljoen frank (19 864,9 miljoen voor de gewone en 411,3 miljoen voor de buitengewone uitgaven), 27 206,5 miljoen frank en 877,6 miljoen frank.

## Dette publique.

Opérations du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 30 juin 1969.

## Rijksschuld.

Verrichtingen van 1 juli 1968 tot 30 juni 1969.

	Opérations du (en millions)			
	Verrichtingen van (in miljoenen)			
	1 <sup>er</sup> juillet 1968 au 31 décembre 1968 1 juillet 1968 tot 31 decembre 1968	1 <sup>er</sup> janvier 1969 au 30 juin 1969 1 januari 1969 tot 30 juni 1969		
I. — EMISSIONS.			I. — UITGIFTELLEN.	
A. — Dettes à long terme.			A. — Schulden op lange termijn.	
1. En francs belges :			1. In Belgische franken:	
Dette à 4 % unifiée, 1 <sup>re</sup> série ... ... ...	—	F 0,5	Geünificeerde 4% schuld, 1 <sup>ste</sup> reeks.	
Emprunt 6,95 % 1968-1988 Caisse d'Epargne (loi du 12 février 1963).	F 171,0	—	6,95 % lening 1968-1988 Spaarkas (wet van 12 februari 1963).	
Emprunt 1968-1975-1983 (solde) ... ... ...	F 4 877,5	—	Lening 1968-1975-1983 (saldo).	
Emprunt 6,75 % 1968-1980 . . . . .	F 12 185,0	—	6,75 % lening 1968-1980.	
Emprunt 1968-1974-1980 .. . . . .	F 8 665,0	—	Lening 1968-1974-1980.	
Emprunt 6,25 % 1968-1973 de 50 millions de francs du Fonds des Routes.	F 50,0	—	6,25 % lening 1968-1973 groot 50 miljoen frank van het Wegenfonds.	
Emprunt 6,75 % 1968-1983 du Fonds des Routes.	F 8 000,0	—	6,75 % lening 1968-1983 van het Wegenfonds.	
Emprunt 1969-1975-1982 ... . . . . .	—	F 5 650,0	Lening 1969-1975-1982.	
Emprunt 6,75 % 1969-1980 . . . . .	—	F 11 600,0	6,75 % lening 1969-1980.	
Emprunt 1969-1975-1981 (partie émise au 30 juin 1969).	—	F 3 562,5	Lening 1969-1975-1981 (op 30 juni 1969 uitgegeven gedeelte).	
Emprunt 7,50% 1969-1987 (partie émise au 30 juin 1969).	—	F 3 563,1	7,50 % lening 1969-1987 (op 30 juni 1969 uitgegeven gedeelte).	
Emprunt 7 % 1969-1981 du Fonds des Routes.	—	F 9 200,0	7 % lening 1969-1981 van het Wegenfonds.	
Emprunt 6,95 % 1969-1984 de l'Office de la Navigation.	—	F 60,0	6,95 % lening 1969-1984 van de Dienst der Scheepvaart.	
Prêt à 6 1/2 % 1969-1988 de la Banque Européenne d'Investissement au Fonds des Routes (1 <sup>er</sup> prélevement).	—	F 60,0	6 1/2 % lening 1969-1988 van de Europese Investeringsbank aan het Wegenfonds (1 <sup>ste</sup> afname).	
2. En monnaies étrangères :	F 33 948,5	F 33 696,1	2. In vreemde munt:	
Prêt à 6 1/2 % 1969-1988 de la Banque Européenne d'Investissement au Fonds des Routes (1 <sup>er</sup> prélevement).	—	DM 4,8	6 1/2 % lening 1969-1988 van de Europese Investeringsbank aan het Wegenfonds (1 <sup>ste</sup> afname).	
Emprunt 7 % 1969-1984 de DM 80 000 000 ...	—	\$ 0,6	7 % lening 1969-1984 groot DM 80 000 000.	
—	—	DM 80,0	B. — Schulden op halflange termijn.	
B. — Dettes à moyen terme.			1. In Belgische franken:	
1. En francs belges :			Speciale certificaten.	
Certificats spéciaux ... . . . . .	F 1 450,0	F 5 800,0	2. In vreemde munt:	
2. En monnaies étrangères :			Schatkistbons in Westduitse marken.	
Bons du Trésor en marks ouest-allemands ...	DM 150,0	DM 140,0	Schatkistbons in Zwitserse franken.	
Bons du Trésor en francs suisses ... . . . . .	FS 349,8	FS 115,0	C. — Schulden op korte termijn.	
C. — Dettes à court terme.			1. In Belgische franken:	
1. En francs belges :			a) Renteloze certificaten afgegeven:	
a) Certificats sans intérêt remis :			— aan het Internationaal Muntfonds.	
— au Fonds Monétaire International .. . . .	F 7 845,5	F 4 236,5	— aan de Aziatische Ontwikkelingsbank.	
— à la Banque asiatique de Développement ..	F 12,5	—	Rentegevende certificaten afgegeven aan de Nationale Bank van België:	
Certificats avec intérêt remis à la Banque Nationale de Belgique :			— Conventie van 14.9.1948.	
— Convention du 14.9.1948 .. . . . .	F 4 850,0	F 1 150,0	Banksector.	
Circuit bancaire .. . . . .	—	F 6 000,0	Parastatale sector.	
Circuit parastatal .. . . . .	—	F 3 397,6	Certificaten op zeer korte termijn.	
Certificats à très court terme .. . . . .	—	F 735,0	Subtotaal.	
Sous-total ... . . . . .	F 12 708,0	F 15 519,1	b) Vermeerdering van het tegoed van de particulieren bij de postcheckdienst.	
b) Augmentation de l'avoir des particuliers en comptes de chèques postaux.	F 10 119,3	—	Totaal.	
Total ... . . . . .	F 22 827,3	F 15 519,1		

	Opérations du (en millions)			
	Verrichtingen van (in miljoenen)			
	1 <sup>er</sup> juillet 1968 au 31 décembre 1968	1 <sup>er</sup> janvier 1969 au 30 juin 1969		
	1 <sup>er</sup> juillet 1968 tot 31 décembre 1968	1 <sup>er</sup> januari 1969 tot 30 juni 1969		
2. En monnaies étrangères :				
Bons du Trésor en francs suisses .. .. ..	FS 263,0	—	2. In vreemde munt :	
Bons du Trésor en marks ouest-allemands .. ..	—	DM 653,0	Schatkistbons in Zwitserse franken.	
Bons du Trésor en florins Pays-Bas .. .. ..	Fl 205,0	Fl 110,0	Schatkistbons in Westduitse marken.	
Bons du Trésor en dollars E.U. .. .. ..	—	\$ 16,0	Schatkistbons in Nederlandse gulden.	
			Schatkistbons in dollars V.S.	
II. — AMORTISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS.				
A. — Dettes à long terme.			II. — AFLOSSINGEN EN TERUGBETALINGEN.	
1. En francs belges :			A. — Schulden op lange termijn.	
Amortissements contractuels .. .. .. ..	F 18 003,1	F 25 773,5 (1)	1. In Belgische franken :	
2. En monnaies étrangères :			Contractuele aflossingen.	
Amortissements contractuels .. .. .. ..	\$ 10,2	\$ 13,3	2. In vreemde munt :	
	—	FS 1,0	Contractuele aflossingen.	
	Fl 10,0	\$Can 2,3		
	—	Fl 4,0		
		DM 14,9		
B. — Dettes à moyen terme.			B. — Schulden op halflange termijn.	
1. En francs belges :			1. In Belgische franken :	
Certificats spéciaux .. .. .. ..	F 789,4	F 1 046,0	Speciale certificaten.	
2. En monnaies étrangères :			2. In vreemde munt :	
Bons du Trésor en dollars E.U. .. .. ..	—	\$ 21,8	Schatkistbons in dollars V.S.	
Bons du Trésor en marks ouest-allemands .. ..	DM 191,0	DM 152,0	Schatkistbons in Westduitse Marken.	
Bons du Trésor en francs suisses .. .. ..	FS 180,0	FS 40,0	Schatkistbons in Zwitserse franken.	
Bons du Trésor en lires italiennes .. .. ..	Lit 2 000,0	—	Schatkistbons in Italiaanse lires.	
C. — Dettes à court terme.			C. — Schulden op korte termijn.	
1. En francs belges :			1. In Belgische franken :	
a) Certificats sans intérêt remis :			a) Renteloze certificaten afgegeven :	
— à l'Association internationale de Développement.	—	F 52,5	— aan de Internationale Ontwikkelingsassociatie.	
— à la Banque asiatique de Développement ..	—	F 0,2	— aan de Aziatische Ontwikkelingsbank.	
Certificats avec intérêt remis à la Banque Nationale de Belgique :			Rentegevende certificaten afgegeven aan de Nationale Bank van België :	
— Prêt au F.M.I. (convention du 1 <sup>er</sup> février 1963).	F 900,0	F 1 475,0	— Lening aan het I.M.F. (conventie van 1 februari 1963).	
Circuit bancaire .. .. .. ..	F 3 150,0	—	Banksector.	
Dotation des Combattants .. .. .. ..	F 11,8	F 3,4	Strijdersdotatie.	
Circuit parastatal .. .. .. ..	F 13 438,8	—	Parastatale sector.	
Certificats à très court terme .. .. ..	F 3 658,0	—	Certificaten op zeer korte termijn.	
Certificats émis par adjudication .. .. ..	F 999,0	F 2 138,0	Certificaten uitgegeven bij aanbesteding.	
Certificats divers .. .. .. ..	F 1,0	F 4,0	Diverse certificaten.	
Sous-total .. .. ..	F 22 158,6	F 3 673,1	Subtotaal.	
b) Diminution de l'avoir des particuliers en comptes de chèques postaux.	—	F 3 884,5	b) Vermindering van het tegoed van de particulieren bij de Postcheckdienst.	
Total .. .. ..	F 22 158,6	F 7 557,6	Totaal.	
2. En monnaies étrangères :			2. In vreemde munt :	
Bons du Trésor en marks ouest-allemands .. ..	DM 473,0	—	Schatkistbons in Westduitse Marken.	
Bons du Trésor en francs suisses .. .. ..	—	FS 680,0	Schatkistbons in Zwitserse franken.	
D. — Dette reprise du Congo.			D. — Overgenomen schuld van Congo.	
En monnaies étrangères :			In vreemde munt :	
Amortissements contractuels .. .. .. ..	FS 12,0	FS 8,0	Contractuele aflossingen.	
	\$ 2,1	\$ 1,7		

(<sup>1</sup>) Y compris un capital nominal de 9 969 millions de francs présenté par les porteurs au remboursement anticipé à l'échéance facultative :

— Emprunt 1964 à 5 ou à 10 ans	...	...	...	6 392
— Emprunt 1964-1974 du Fonds des Routes	...	...	...	2 533
— Emprunt 4 ¾ % 1959-1974 (partie du 15 juin au 30 juin 1969)	...	...	...	1 044
			9 969	

( <sup>1</sup> ) Inbegrepen een nominaal kapitaal van 9 969 miljoen frank door de houders op de facultatieve vervaldag vervroegd ter terugbetaling aangeboden :	
— Lening 1964 met 5 of 10 jaar looptijd ...	6 392
— Lening 1964-1974 van het Wegenfonds .....	2 533
— 4 ¾ % lening 1959-1974 (gedeelte van 15 juni tot 30 juni 1969) .....	1 044
	9 969

## Situation de la Dette publique.

(En milliards de francs.)

## Stand van de Rijksschuld.

(In miljarden frank.)

	30.VI.1964	31.XII.1964	30.VI.1965	31.XII.1965	30.VI.1966	31.XII.1966	30.VI.1967	31.XII.1967	30.VI.1968	31.XII.1968	30.VI.1969	31.VIII.1969
<b>I. DETTE CONSOLIDEE. -- GECONSOLIDEERDE SCHULD.</b>												
En francs belges: — <i>In Belgische franken:</i>												
Directe. — <i>Directe</i> . . . . .	275,4	276,9	288,9	293,6	302,7	305,6	308,3	317,1	326,4	335,0	337,1	341,8
Indirecte. — <i>Indirecte</i> . . . . .	32,4	31,8	29,5	32,4	31,2	29,5	34,5	38,8	38,3	45,7	51,5	51,4
En monnaies étrangères (1): — <i>In vreemde munt</i> (1):												
Directe. — <i>Directe</i> . . . . .	17,9	17,2	16,4	15,6	14,9	14,3	13,6	12,9	12,1	11,5	11,6	11,3
Indirecte. — <i>Indirecte</i> . . . . .	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Total de la Dette consolidée. — <i>Totaal van de geconsolideerde Schuld</i> . . . . .	327,2	327,4	336,3	343,1	350,3	350,9	357,9	370,7	378,7	394,1	402,1	406,4
<b>2. DETTE A MOYEN TERME (2). — SCHULD OP HALF- LANGE TERMIJN (2).</b>												
En francs belges: — <i>In Belgische franken:</i>												
Directe. — <i>Directe</i> . . . . .	5,8	6,3	5,1	6,8	7,0	7,8	8,2	8,5	8,5	9,1	13,9	13,7
En monnaies étrangères (1): — <i>In vreemde munt</i> (1):												
Directe. — <i>Directe</i> . . . . .	11,8	12,1	11,6	11,4	11,3	12,3	11,6	11,6	11,6	12,9	12,5	11,8
Total de la Dette à moyen terme. — <i>Totaal van de Schuld op half lange termijn</i> . . . . .	17,6	18,4	16,7	18,2	18,3	20,1	19,8	20,1	20,1	22,0	26,4	25,5
<b>3. DETTE A COURT TERME (3) (7). — SCHULD OP KORTE TERMIJN (3) (7).</b>												
En francs belges (7): — <i>In Bel- gische franken</i> (7):												
Directe. — <i>Directe</i> . . . . .	94,5	97,4	108,4	104,9	107,1	109,3	112,3	103,7	120,0	120,7	128,6	112,6

(1) Etabli d'après le cours du change et à partir du 31 décembre 1966 sur base du pair monétaire.

(2) Certificats de Trésorerie à échéance de plus d'un an.

(3) Certificats de Trésorerie à un an d'échéance ou moins.

(4) Convention belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvée par la loi du 23 avril 1965.

(1) Berekend op basis van de wisselkoers en van 31 december 1966 af op basis van het muntpari.

(2) Schatkistcertificaten met meer dan één jaar looptijd.

(3) Schatkistcertificaten met één jaar of minder looptijd.

(4) Belgisch-Kongoense Conventie van 6 februari 1965, goedgekeurd door de wet van 23 april 1965.

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	30.VI.1964	31.XII.1964	30.VI.1965	31.XII.1965	30.VI.1966	31.XII.1966	30.VI.1967	31.XII.1967	30.VI.1968	31.XII.1968	30.VI.1969	31.VIII.1969
En monnaies étrangères (1) : —												
<i>In vreemde munt</i> (1) :												
Directe. — <i>Directe</i> ... ... ...	18,6	18,9	18,3	18,4	20,0	23,2	29,3	30,9	30,6	30,5	33,2	37,8
Total de la Dette à court terme.												
— <i>Totaal van de Schuld op korte termijn</i> ... ... ...	113,1	116,3	126,7	123,3	127,1	132,5	141,6	134,6	150,6	151,2	161,8	150,4
Total 1 à 3. — <i>Totaal 1 tot 3.</i>	457,9	462,1	479,7	484,6	495,7	503,5	519,3	525,4	549,4	567,3	590,3	582,3
4. DETTE REPRISE DU CONGO (4). — <i>KONGOLESE SCHULD OVERGENOMEN DOOR BELGIE</i> (4).												
En monnaies étrangères (1) : —												
<i>In vreemde munt</i> (1) ... ...	—	—	4,9	4,4	4,1	3,9	3,7	3,5	3,3	3,0	2,9	2,8
Total 1 à 4. — <i>Totaal 1 tot 4.</i>	—	—	484,6	489,0	499,8	507,4	523,0	528,9	552,7	570,3	593,2	585,1
5. DETTE INTERGOVERNEMENTALE. — <i>INTERGOVERNEMENTELE SCHULD.</i>												
Total de la Dette publique. — <i>Totaal van de Rijksschuld</i> ...	21,2	21,1	21,1	21,1	21,2	21,3	21,3	21,1	21,1	21,1	21,1	21,1
Dont: — <i>Waarvan:</i>												
En francs belges. — <i>In Belgische franken</i> ... ... ...	408,1	412,4	431,9	437,7	448,0	452,2	463,3	468,1	493,1	510,4	531,1	519,5
En monnaies étrangères (6) : —												
<i>In vreemde munt</i> (6) ... ...	49,8	49,7	52,7	51,3	51,8	55,2	59,7	60,8	59,6	59,9	62,1	65,6
Dette directe (5). — <i>Directe schuld</i> (5) ... ... ...	424,0	428,8	448,7	450,7	463,0	472,5	483,3	484,7	509,1	519,7	537,0	529,1
Dette indirecte. — <i>Indirecte schuld</i>	33,9	33,3	(6)35,9	(6)38,3	(6)36,8	(6)34,9	(6)39,7	(6)44,2	(6)43,6	(6)50,6	(6)56,2	(6)56,0

(5) Sans la dette intergouvernementale.

(6) Y compris la dette reprise du Congo.

(7) Y compris les Bons du Trésor remis au Fonds Monétaire International et les avoirs des particuliers en comptes de chèques postaux.

(6) Zonder de intergouvernementele schuld.

(6) Inbegrepen de schuld overgenomen van Kongo.

(7) Inbegrepen de Schatkistbons afgeleverd aan het Internationaal Muntfonds en het tegoed van de particulieren bij de postgirodiest.

CHAPITRE V.  
PENSIONS.

Au total, le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1970 s'élève à 32 769,1 millions de francs, contre 31 144,8 millions de francs pour le budget ajusté 1969. Par rapport au budget initial 1969, l'accroissement nominal atteint 1 767,1 millions de francs, soit 5,6 %. Sans la compensation, dont question au chapitre II, sous B.2, l'augmentation réelle s'élève à 5 %.

Ces crédits sont commentés, d'une manière plus détaillée, ci-après, par section (1).

\* \*

*Section I. — Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.*

Dans cette section ont été repris les crédits pour toutes les pensions qui sont entièrement à la charge du Trésor, à savoir :

- les pensions civiles octroyées au personnel de l'Etat, y compris les corps spéciaux;
- les pensions du personnel enseignant subventionné;
- les pensions payées aux ouvriers de l'Etat;
- les pensions ecclésiastiques;
- les pensions militaires d'ancienneté, les pensions militaires d'invalidité du temps de paix, ainsi que les pensions de réparation octroyées par la loi du 9 mars 1953;
- les pensions octroyées par la loi du 27 juillet 1961 aux anciens membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Cette section comprend, d'autre part, les crédits qui doivent permettre à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés de payer les allocations visées par la loi du 4 août 1930, ainsi que des crédits de moindre importance pour divers objets, tels les secours, les pensions provisoires, etc.

Les crédits pour ces pensions atteignent, au total, 12 136,2 millions de francs contre 11 621,4 millions au budget ajusté de 1969 et 11 633,3 millions au budget initial de 1969; l'accroissement s'établit donc à 502,9 millions de francs, soit 4,3 %.

Cette augmentation découle en ordre principal :

1<sup>o</sup> de l'accroissement du nombre des pensions de retraite et de l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau moyen des rémunérations de la fonction publique. Le montant moyen des pensions qui s'éteignent en raison des décès est, en effet, notablement inférieur à celui des pensions nouvellement octroyées;

2<sup>o</sup> de l'exécution de l'arrêté royal du 21 février 1968, pris dans le cadre de la programmation sociale et portant majoration de certaines pensions de retraite et de survie (les augmentations accordées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1969 sont dues pour douze mois au lieu de six);

3<sup>o</sup> des avantages nouveaux accordés aux titulaires de certaines pensions militaires du temps de paix;

4<sup>o</sup> de l'augmentation de l'adaptation due à l'index.

(1) Les montants repris dans les commentaires ne comprennent pas la part dans la provision-index, prévue au budget des Pensions.

HOOFDSTUK V.  
PENSIOENEN.

In het totaal bedraagt de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1970 32 769,1 miljoen frank tegen 31 144,8 miljoen frank voor de aangepaste begroting 1969. Ten overstaan van de oorspronkelijke begroting over 1969 beloopt de nominale toename 1 767,1 miljoen frank of 5,6 %. Zonder de compensatie waarvan sprake onder hoofdstuk II, sub B.2, bedraagt de reële aangroei 5,0 %.

De kredieten worden hieronder nader toegelicht per sectie (1).

\* \*

*Sectie I. — Burgerlijke, geestelijke en militaire pensioenen.*

In deze sectie werden de kredieten opgenomen voor al de pensioenen die volledig ten laste vallen van de Schatkist, namelijk :

- de burgerlijke pensioenen aan het Rijkspersoneel, met inbegrip van de speciale korpsen;
- de pensioenen aan het gesubsidieerd onderwijszend personeel;
- de pensioenen uitgekeerd aan de Rijkswerklieden;
- de pensioenen aan de bedienaars van de erediensten;
- de militaire anciënniteitspensioenen, de militaire invaliditeitspensioenen van vredestijd, evenals de vergoedingspensioenen toegekend bij de wet van 9 maart 1953;
- de pensioenen toegekend door de wet van 27 juli 1961 aan de geweven leden van het beroeps personeel van de kaders in Afrika.

Deze sectie bevat bovendien de kredieten die het de Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers moeten mogelijk maken de bij de wet van 4 augustus 1930 beoogde gezinsvergoedingen uit te betalen, alsmede geringere kredieten voor diverse doeleinden, zoals hulpgelden, voorlopige pensioenen, enz.

Gezamenlijk bedragen de kredieten voor deze pensioenen 12 136,2 miljoen frank tegenover 11 621,4 miljoen op de aangepaste begroting 1969 en 11 633,3 miljoen op de oorspronkelijke begroting 1969; de toename bedraagt hier dus 502,9 miljoen frank of 4,3 %.

Deze verhoging vloeit voornamelijk voort uit :

1<sup>o</sup> de vermeerdering van het aantal rustpensioenen en uit de verhoging van hun gemiddeld bedrag ingevolge de opvoering van het gemiddeld peil van de bezoldigingen van de openbare functie. Het gemiddeld bedrag van de pensioenen die wegvalen wegens overlijdens staat inderdaad merkelijk lager dan dat der nieuw toegekende pensioenen;

2<sup>o</sup> de uitvoering van het koninklijk besluit van 21 februari 1968, dat werd genomen in het raam van de sociale programmatie en dat een verhoging van sommige rust- en overlevingspensioenen voorschrijft (de verhogingen toegekend van 1 juli 1969 af, zijn verschuldigd voor twaalf maanden in plaats van zes);

3<sup>o</sup> de nieuwe voordelen toegekend aan de houders van sommige militaire pensioenen van vredestijd;

4<sup>o</sup> de verhoging van de duurtetoeslag (index).

(1) De bedragen die in de commentaar worden geciteerd bevatten niet het aandeel in de index-provisie, uitgetrokken op de Pensioenbegroting.

## Section II. — Pensions de Guerre.

Les pensions et les rentes accordées aux victimes des deux guerres sont financées par un fonds de dotation, à concurrence du montant qui leur serait alloué sur la base de la législation en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1954. Les ajustements et suppléments accordés depuis lors (notamment en raison de la liaison à l'indice des prix de détail) sont supportés directement par le budget des Pensions.

La présente section comporte donc, d'une part, les crédits par lesquels l'Etat rembourse, selon des annuités constantes, les pensions payées par le Fonds de Dotation, d'autre part, les crédits qui doivent couvrir les compléments de pensions. Des explications plus détaillées sur le fonctionnement de ce système sont données au tableau ci-après relatif à la charge réelle des pensions de la guerre.

Pour l'année budgétaire 1970 les crédits globaux pour les pensions de guerre s'élèvent à 6 202,1 millions de francs, contre 5 975,6 millions au budget ajusté et 5 985,6 millions au budget initial de 1969. L'augmentation atteint ici 216,5 millions de francs ou 3,6 %.

Les crédits en faveur des victimes civiles des deux guerres y représentent, abstraction faite de la part dans le crédit provisoire dont question ci-après, 750,1 millions de francs.

Cette augmentation provient en ordre principal :

1<sup>o</sup> de l'augmentation de l'adaptation due à l'index;

2<sup>o</sup> de l'augmentation du nombre des bénéficiaires des rentes de guerre accordées par la loi du 29 mars 1967;

3<sup>o</sup> de l'octroi d'un nouveau crédit provisoire de 150 millions de francs destiné au financement des nouvelles mesures à prendre en faveur des victimes de la guerre;

4<sup>o</sup> des majorations des pensions et indemnités accordées en vertu de la programmation fixée par la loi du 6 juillet 1964, sur laquelle s'appliquent les majorations dues aux lois des 15 juin 1967 et 27 mai 1969, et les lois nouvelles majorant à nouveau ces mêmes pensions et indemnités à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1969 et accordant une rente de déportation et de réfractariat en faveur des déportés des deux guerres et des réfractaires de la guerre 1940-1945 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1969.

Ces nouveaux avantages aux victimes de la guerre, ainsi que les augmentations consécutives de l'index des prix de détail, ont pour effet que, malgré le taux de mortalité relativement élevé des bénéficiaires, la charge totale des pensions de guerre est toujours en hausse.

Au chapitre II, sub B.2, de plus amples précisions sont données sur certains aspects.

## Section III. — Pensions sociales.

Pour l'année budgétaire 1970, les crédits globaux pour les pensions sociales s'élèvent à 13 580,8 millions de francs, contre 13 548,2 millions au budget adapté et 13 383,3 millions au budget initial de 1969. L'augmentation nominale atteint donc ici 197,5 millions de francs ou 1,5 %.

L'impact de la loi du 5 août 1968, fixant un certain lien entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, qui est estimé à 600 millions en faveur du budget pour l'année budgétaire 1970, fausse cependant, par cette réduction, l'image de la croissance réelle qui atteint 6,0 %.

## Sectie II. — Oorlogspensioenen.

De pensioenen en renten toegekend aan de slachtoffers van de beide oorlogen, worden door een dotatiefonds gefinancierd tot beloop van hun bedrag dat zou verschuldigd zijn op basis van de wetgeving in voege op 1 juli 1954. Alle andere aanpassingen en supplementen die sindsdien werden ingevoerd (waaronder de koppeling aan het indexcijfer) worden rechtstreeks door de begroting van Pensioenen gedragen.

De onderhavige sectie bevat aldus aan de ene kant kredieten waarbij de Staat, door middel van vaste annuiteiten, de door het Dotatiefonds uitgekeerde pensioenen terugbetaalt, en aan de andere kant kredieten die het bijkomend bedrag van de pensioenen moeten dekken. Verderop wordt in de tabel van de werkelijke last der oorlogspensioenen een klaarder inzicht in de werking van dit systeem gegeven.

Voor het begrotingsjaar 1970 bedragen de gezamenlijke kredieten voor de oorlogspensioenen 6 202,1 miljoen frank, tegenover 5 975,2 miljoen op de aangepaste begroting en 5 985,6 miljoen op de oorspronkelijke begroting 1969. De stijging bedraagt hier aldus 216,5 miljoen frank of 3,6 %.

De kredieten voor de burgerlijke oorlogsslachtoffers van de beide oorlogen, zonder het aandeel in het provisieel krediet waarvan sprake hierna, bedraagt 750,1 miljoen frank.

Deze verhoging vloeit voornamelijk voort uit :

1<sup>o</sup> de verhoging van de duurtetoeslag (index);

2<sup>o</sup> de stijging van het aantal renten van de oorlog 1940-1945, die door de wet van 29 maart 1967 werden toegekend;

3<sup>o</sup> de toekenning van een nieuw provisieel krediet van 150 miljoen frank dat bestemd is voor de financiering van de nieuwe ten gunste van de oorlogsslachtoffers te nemen maatregelen;

4<sup>o</sup> de verhoging van de pensioenen en vergoedingen verleend krachtens de bij de wet van 6 juli 1964 vastgestelde programmatie, waarop toepasselijk zijn de verhogingen bepaald bij de wetten van 15 juni 1967 en 27 mei 1969 en de nieuwe wetten, welke diezelfde pensioenen en vergoedingen opnieuw verhogen vanaf 1 oktober 1969 en die een rente toekennen aan de gedeporteerden van beide oorlogen en aan de werkweigeraars van de oorlog 1940-1945, met ingang van 1 januari 1969.

Deze nieuwe voordelen aan de oorlogsslachtoffers, evenals de opeenvolgende indexstijgingen, hebben voor gevolg dat, ondanks het relatief hoog sterftecijfer van de rechthebbenden, de totale last van de oorlogspensioenen blijft stijgen.

Onder het hoofdstuk II, sub B.2, wordt op sommige aspecten nadere toelichting verschafft.

## Sectie III. — Sociale pensioenen.

Voor het begrotingsjaar 1970 bedragen de gezamenlijke kredieten voor de sociale pensioenen 13 580,8 miljoen frank, tegenover 13 548,2 miljoen op de aangepaste begroting en 13 383,3 miljoen op de oorspronkelijke begroting 1969. De toename bedraagt hier bijgevolg nominaal 197,5 miljoen frank of 1,5 %.

De weerslag van de wet van 5 augustus 1968, tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de private sector, die voor het begrotingsjaar 1970 op 600 miljoen ten voordele van de begroting is geraamd, vervalt door deze vermindering wel het beeld van de reële groei die 0,6 % bedraagt.

Le financement des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés est assuré, d'une part, par la masse des cotisations des assujettis et de leurs employeurs et, d'autre part, par les subventions de l'Etat.

La subvention en faveur des travailleurs salariés, globalisée par l'arrêté royal n° 50 depuis 1968, est augmentée chaque année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970, de 6 % comme prévu par la loi du 24 juin 1969; ainsi elle est fixée à 7 027,8 millions de francs pour 1970. Par la compensation des conséquences de la loi du 5 août 1968, elle est cependant ramenée à 6 427,8 millions (art. 42.01). D'autre part, l'Etat contribue dans la constitution des rentes de vieillesse des ouvriers, employés, assurés libres, mineurs et marins, pour un montant global de 523,2 millions de francs en 1970 (art. 33.11, 42.04 et 42.06).

Pour le paiement des rentes de vieillesse et de veuve au profit des assurés libres, et pour celui du revenu garanti pour les personnes âgées, prévu par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969, la dotation est portée à 1 400 millions de francs (art. 42.02), dont environ 400 millions de provision pour l'application de la loi récente.

L'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les pensions d'invalidité des mineurs est fixée à 2 279,7 millions de francs (art. 42.05).

Pour le régime des pensions des travailleurs indépendants, la subvention de l'Etat est portée à 2 950,2 millions de francs (art. 42.03).

De financiering van de verhoogde rust- en overlevingspensioenen der werknemers wordt verzekerd door de werknemers- en werkgeversbijdragen, enerzijds, en door Staats-toelagen, anderzijds.

De bij het koninklijk besluit n° 50 sedert 1968 geglobaliseerde toelage voor de werknemers wordt, door de wet van 24 juni 1969, met ingang van 1 januari 1970 jaarlijks met 6 % verhoogd; zij bedraagt aldus voor 1970 7 027,8 miljoen frank. Door compensatie van de gevolgen van de wet van 5 augustus 1968 wordt zij echter teruggebracht tot 6 427,8 miljoen (art. 42.01). Daarenboven draagt de Staat nog bij in de samenstelling van de ouderdomsrenten der arbeiders, bedienden, vrij verzekeren, mijnwerkers en zeeleden, voor een globaal bedrag van 523,2 miljoen frank in 1970 (art. 33.11, 42.04 en 42.06).

Voor de betaling van de ouderdoms- en weduwerenten van de vrij verzekeren, en van het bij de wet van 1 april 1969 ingestelde gewaarborgd inkomen voor bejaarden, wordt de dotatie opgevoerd tot 1 400 miljoen frank (art. 42.02), waarvan ongeveer 400 miljoen als provisie voor de toepassing van de jongste wet.

De tegemoetkoming van de Staat in de uitgaven voor de invaliditeitspensioen der mijnwerkers wordt vastgesteld op 2 279,7 miljoen frank (art. 42.05).

Voor het pensioenstelsel der zelfstandige arbeiders wordt de staatstoelage gebracht op 2 950,2 miljoen frank (art. 42.03).

**Evolution du budget des Pensions.**  
(En millions de francs.)

**Evolutie van de begroting der Pensioenen.**  
(In miljoenen frank.)

Sections	1968 Dépenses <i>Uitgaven</i>	1969		1970	Sections
		Initial <i>Oorspronkelijk</i>	Ajusté <i>Aangepast</i>		
I. — Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires.	10 634,1	11 633,3	11 621,4	12 136,2	I. — Burgerlijke, geestelijke en militaire pensioenen.
II. — Pensions de guerre (1).	5 815,6	5 985,6	5 975,2	6 202,1	II. — Oorlogspensioenen (1).
III. — Pensions sociales . . .	12 177,9	13 383,3	13 548,2	13 580,8	III. — Sociale pensioenen.
IV. — Provision-index . . .	—	—	—	850,0	IV. — Provisie-index.
Total ... . . .	28 627,7	31 002,1	31 144,8	32 769,1	Totaal.

(1) Y compris les pensions des victimes civiles de la guerre.

(1) De pensioenen voor de burgerlijke oorlogsslachtoffers inbegrepen.

**Développement du budget des Pensions.****Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen.**

1970

Article du budget	CATÉGORIE	Nombre de pensions — Aantal pensioenen	Charge budgétaire (en millions) de francs) Budgettaire last (in miljoen frank)	CATÉGORIE	Artikel van de begroting

**I. — Pensions civiles.****I. — Burgerlijke pensioenen.**

11.01	1. Fonctionnaires et employés, enseignement de l'Etat et magistrature.	19 717	3 213,2	1. Ambtenaren en beambten, Staatsonderwijs en magistratuur.	11.01
11.02	2. Clergé . . . . .	1 346	132,6	2. Geestelijkheid.	11.02
40.01	3. Enseignement subventionné . . .	28 478	3 922,1	3. Gesubventioneerd onderwijs.	40.01
	4. Personnel de carrière des cadres d'Afrique :			4. Beroeps personeel van de kaders van Afrika.	
11.04	a) Pensions . . . . .	2 976	249,3	a) Pensioenen.	11.04
07.01	b) Allocations familiales . . . .	—	113,2	b) Gezinsvergoedingen.	07.01
41.05	5. Ouvriers de l'Etat (1) . . . .	4 050	175,0	5. Rijkswerklieden (1).	41.05
01.02	6. Rentes «accidents du travail» . .	250	56,1	6. Arbeidsongevallenrenten.	01.02
	Total ... . . .	56 817	7 861,5	Totaal.	

**II. — Pensions militaires.****II. — Militaire pensioenen.**

11.03	1. Pensions et rentes militaires du temps de paix :			1. Militaire pensioenen en renten van vredestijd :	11.03
	a) Ancienneté . . . . .	962	61,2	a) Ancienniteit.	
	b) Invalides, veuves et orphelins, descendants . . . . .	3 484	47,4	b) Invaliden, weduwen en wezen, ascendenten.	
	c) Rentes afférentes aux ordres nationaux . . . . .	557	0,3	c) Renten verbonden aan de nationale orden.	

(1) La pension des ouvriers est payée par la Caisse des ouvriers de l'Etat et remboursée à cette dernière par le Trésor.

Le nombre des pensions comprend également les pensions des ouvriers des Régies qui sont couvertes par un subside versé par les Régies à charge de leur budget (pour 1970 : 155 200 000 francs).

Ce nombre comprend également 600 compléments de pensions de retraite accordés à des employés qui comptent des services d'ouvriers au début de leur carrière.

(1) De Rijkswerkliedenkas betaalt het arbeiderspensioen dat haar achteraf door de Schatkist wordt terugbetaald.

Het aantal pensioenen behelst eveneens de pensioenen van de arbeiders der Regieën, die gedekt worden door een door de Regieën gestorte toelage ten laste van hun begroting (voor 1970 : 155 200 000 frank).

Dit getal omvat tevens 600 aanvullende rustpensioenen toegekend aan de bedienden die bij de aanvang van hun loopbaan arbeiderswerk hebben verricht.

## Développement du budget des Pensions (suite).

## Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Article du budget	CATEGORIE	Nombre de pensions — Aantal pensioenen	Charge budgétaire (en millions de francs) Budgettaire last (in miljoen frank)	CATEGORIE	Artikel van de begroting
	2. Pensions d'ancienneté dans lesquelles intervient un élément de guerre :			2. Ancienniteitspensioenen met een element van de oorlog :	
41.01	a) 1914-1918 . . . . .	5 708	856,8	a) 1914-1918.	41.01
41.02	b) 1940-1945 . . . . .	21 949	2 662,2	b) 1940-1945.	41.02
	3. Pensions de réparation du temps de paix (loi du 9 mars 1953) :			3. Vergoedingspensioenen van vredetijd (wet van 9 maart 1953) :	
41.03	a) Pensions aux :			a) Pensioenen aan :	41.03
	1 <sup>e</sup> invalides . . . . .	5 990	131,0	1 <sup>e</sup> invaliden.	
	2 <sup>e</sup> veuves et orphelins . . . . .	556	33,8	2 <sup>e</sup> weduwen en wezen.	
	3 <sup>e</sup> descendants . . . . .	722	8,5	3 <sup>e</sup> ascendenten.	
41.04	b) Allocations familiales . . . . .	—	20,4	b) Gezinsvergoedingen.	41.04
	Total . . . . .	39 928	3 821,6	Totaal.	

## III. — Veuves et orphelins.

	1. A charge du Fonds des pensions de survie (2) :			1. Ten laste van het Fonds voor overlevingspensioenen (2) :	
	a) Personnel civil et assimilé . . . . .	27 150	—	a) Burgerlijk en gelijkgesteld personeel.	
	b) Armée et gendarmerie . . . . .	17 450	—	b) Leger en rijkswacht.	
	2. A charge de la Caisse des ouvriers (3) . . . . .	4 200	—	2. Ten laste van de Rijkswerkliedenkas (3).	
	3. Mariage après la mise à la pension du mari (4) :			3. Huwelijk na de oppensioenstelling van de echtgenoot (4) :	
	a) Personnel civil et assimilé . . . . .	540	—	a) Burgerlijk en gelijkgesteld personeel.	
	b) Armée et gendarmerie . . . . .	570	—	b) Leger en rijkswacht.	
	Total . . . . .	49 910	—	Totaal.	

(2) Ces pensions sont, en principe, couvertes par la retenue de 6 % sur les traitements barémiques annuels bruts à 100 % de 84 600 francs et moins et par celle de 6,5 % sur ceux de plus de 84 600 francs.

Pour l'année 1970, le montant total des pensions des veuves et orphelins s'élèvera à quelque 3 619 000 000 de francs.

Les retenues sur traitements seront de l'ordre de 3 763 000 000 de francs.

Ces recettes et dépenses sont inscrites à la section spéciale du budget des Pensions.

(3) Ces pensions sont, en principe, couvertes par la retenue de 6 % sur les salaires bruts à 100 % de 84 600 francs et moins et par celle de 6,5 % sur ceux de plus de 84 600 francs.

Pour l'année 1970, le montant des dépenses est estimé à 174 300 000 francs tandis que celui des retenues sera de l'ordre de 186 700 000 francs.

Le nombre des pensions comprend 1 150 compléments de pensions de veuves.

(4) Ces pensions sont, en principe, couvertes par la retenue de 0,5 % effectuée sur le montant brut des pensions de retraite civiles et ecclésiastiques, des pensions militaires pour ancienneté de service et des pensions de retraite servies par la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Pour 1970 le montant des recettes et des dépenses s'élèvera respectivement à 55 215 000 francs et 130 000 000 de francs.

Ce dernier montant comprend, outre les dépenses à titre de pensions, également les dépenses à titre d'indemnités de funérailles.

(2) In principe zijn deze pensioenen gedeckt door de korting van 6 % op de bruto-wedden aan 100 % van 84 600 frank en minder en door de korting van 6,5 % op die van meer dan 84 600 frank.

Voor het jaar 1970 zal het bedrag van de weduwen- en wezenpensioenen ongeveer 3 619 000 000 frank belopen.

De kortingen op de wedden zullen ongeveer 3 763 000 000 frank bedragen.

Deze ontvangsten en uitgaven worden in de afzonderlijke sectie van de begroting van Pensioenen ingeschreven.

(3) In principe zijn deze pensioenen gedeckt door de korting van 6 % op de bruto-salarissen aan 100 % van 84 600 frank en minder en door de korting van 6,5 % op die van meer dan 84 600 frank.

Voor het jaar 1970 zal het bedrag van de uitgaven 174 300 000 frank en dit van de ontvangsten 186 700 000 frank belopen.

Het aantal pensioenen bevat 1 150 aanvullende overlevingspensioenen.

(4) Deze pensioenen zijn in principe gedeckt door de inhouding van 0,5 % op het bruto-bedrag van de burgerlijke en kerkelijke rustpensioenen, van de militaire pensioenen wegens diensttijd en van de door de Rijkswerkliedenkas uitgekeerde rustpensioenen.

Voor 1970 zal het bedrag van de ontvangsten en van de uitgaven respectievelijk 55 215 000 frank en 130 000 000 frank belopen.

Dit laatste bedrag omvat benevens de uitgaven voor de pensioenen die voor de begrafenisvergoedingen.

## Développement du budget des Pensions (suite).

## Uitgewerkte staat van de begroting van Pensioenen (vervolg).

Article du budget	CATEGORIE	Nombre de pensions — Aantal pensioenen	Charge budgettaire (en millions de francs) Budgettaire last (in miljoen frank)	CATEGORIE	Artikel van de begroting
IV. — Pensions de guerre (5).					
Section II	Total ... ... ...	473 973	6 202,1	Totaal.	Sectie II
V. — Pensions sociales.					
42.01	1. Pensions de retraite et de survie :			V. — Sociale pensioenen.	
	a) Travailleurs salariés ... ...	(6) 128 977 (7)	6 427,8	1. Rust- en overlevingspensioenen :	
	— Ouvriers ... ... ...	268 842 (6)	—	a) Werknemers.	42.01
	— Ouvriers mineurs ... ...	73 401 (8)	—	— Werklieden.	
	— Employés ... ... ...	66 513 (6)	—	— Mijnwerkers.	
	— Marins de la marine marchande ... ... ...	2 224 (6)	—	— Bedienden.	
42.02	b) Assurés libres; revenu garanti.	35 889 (9)	1 400,0	— Zeelieden ter koopvaardij.	
42.03	c) Travailleurs indépendants ...	128 233 (6)	2 950,2	b) Vrij verzekerd; gewaarborgd inkomen.	42.02
—	d) Pensions mixtes et partielles ..	383 138 (9)	—	c) Zelfstandige arbeiders.	42.03
42.05	2. Pensions d'invalidité des ouvriers mineurs ... ... ...	43 900 (8)	2 279,7	d) Gemengde en gedeeltelijke pensioenen.	—
33.11	3. Contributions dans les rentes :			2. Invaliditeitspensioenen der mijnwerkers.	42.05
	a) Rentes de vieillesse et rentes de veuve ... ... ...	—	451,4	3. Bijdragen in de renten :	
42.04	b) idem, ouvriers mineurs ... ...	—	70,5	a) Ouderdoms- en weduwerenten.	33.11
42.06	c) Marins ... ... ...	—	1,3	b) idem, mijnwerkers.	42.04
	Total ... ... ...	1 131 117	13 580,8	c) Zeelieden.	42.06
				Totaal.	
VI. — Pensions et charges diverses.					
01.03	a) Allocations familiales ... ...	—	375,0	VI. — Diverse pensioenen en lasten.	
11.05	b) Autres ... ... ...	—	78,3	a) Kinderbijslagen.	01.03
à				b) Overige.	11.05
11.08					tot
01.01					11.08
03.01					01.01
	Total ... ... ...	—	453,3		03.01
				Totaal.	
VII. — Provision-index.					
	Total ... ... ...	—	850,0	VII. — Provisie-index.	
	Total général ... ... ...	1 751 745	32 769,1	Totaal.	
				Algemeen totaal.	

(5) Nombre de pensions :

A. — Pensions militaires et de réparation : aux invalides 1914-1918 (24 109) et 1940-1945 (47 995); aux veuves et orphelins: 1914-1918 (18 951) et 1940-1945 (13 489); aux descendants 1914-1918 (67) et 1940-1945 (4 507).

B. — Victimes civiles de la guerre 1914-1918 (7 390); 1940-1945 (24 758).

C. — Rentes de chevrons de front (160 892).

D. — Rentes de prisonniers politiques (1 082).

E. — Rentes de combattants et de captivité (143 433).

F. — Ordres nationaux du temps de guerre (27 300).

(6) Nombre de titres de paiement au 31 juillet 1969 (dernier chiffre connu à la C.N.P.R.S.) non compris un certain nombre de pensions dont il est question sous 9 ci-dessous.

(7) Le groupe des travailleurs salariés comprend globalement toutes les pensions d'ouvriers, employés, mineurs et marins de la marine marchande, accordées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968. Les nombres mentionnés pour les ouvriers, employés, mineurs et marins séparément représentent les pensions accordées avant cette date.

(8) Nombre moyen pour 1969.

(9) Nombre de titres de paiement dont le montant est pris en charge, totalement ou partiellement, par des régimes distincts de pension (travailleurs indépendants, assurés libres, ouvriers, employés, ouvriers mineurs et marins). A noter cependant que la charge budgétaire de ces pensions est comprise dans celle indiquée en regard des articles mentionnés.

(5) Aantal pensioenen :

A. — Militaire pensioenen en vergoedingspensioenen : aan invaliden 1914-1918 (24 109) en 1940-1945 (47 995); aan weduwen en wezen: 1914-1918 (18 951) en 1940-1945 (13 489); aan ascendenten: 1914-1918 (67) en 1940-1945 (4 507).

B. — Burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 (7 390); 1940-1945 (24 758).

C. — Frontstrepenteiten (160 892).

D. — Renten aan politieke gevangenen (1 082).

E. — Strijders- en gevangenschapsrenten (143 433).

F. — Nationale orden van oorlogstijd (27 300).

(6) Aantal betalingstitels op 31 juli 1969 (laatst gekend cijfer bij de R.R.O.P.), een zeker aantal pensioenen waarvan sprake onder 9 niet ingebrengt.

(7) De groep werknemers bevat globaal al de pensioenen voor werklleden, bedienden, mijnwerkers en zeelieden ter koopvaardij, die ingingen vanaf 1 januari 1968. De getallen vermeld bij de werklleden, bedienden, mijnwerkers en zeelieden afzonderlijk bevatten de pensioenen die ingingen vóór die datum.

(8) Gemiddeld aantal in 1969.

(9) Aantal betalingstitels waarvan het bedrag volledig of gedeeltelijk ten laste genomen is door verschillende pensioenstelsels (zelfstandigen, vrij verzekerd, werklleden, bedienden, mijnwerkers en zeelieden). De budgettaire last van deze pensioenen is nochtans begrepen in deze, aangeduid ten opzichte van de vermelde artikelen.

Charge réelle des pensions de guerre (En millions de francs.)		Werkelijke last der oorlogspensioenen (In miljoenen frank.)		
CATEGORIE		1970		CATEGORIE
		Interventions du Fonds de Dotation <i>Tussenkomsten van het Dotatiefonds</i>	Interventions complémentaires du budget <i>Bijkomende tussenkomsten van de begroting</i>	
<b>Guerre 1914-1918 (art. 41.11, 41.12 et 41.13).</b>			<b>Oorlog 1914-1918 (art. 41.11, 41.12 en 41.13).</b>	
Pensions d'invalidité . . . . .	341,6	382,8	724,4	Invaliditeitspensioenen.
Rentes pour chevrons de front et de captivité. . . . .	344,0	142,5	486,5	Renten voor front- en voor gevangenschapsstrepes.
Rentes ordres nationaux . . . . .	15,0	—	15,0	Renten wegens nationale eretekens.
Pensions aux veuves, orphelins et descendants. . . . .	325,5	295,2	620,7	Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Rentes de prisonniers politiques . . . . .	—	2,1	2,1	Renten aan de politieke gevangen.
Victimes civiles de la guerre . . . . .	73,0	118,2	191,2	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Total . . . . .	1 099,1	940,8	2 039,9	Totaal.
Dont :				Waarvan :
Annuité (art. 41.11) . . . . .	1 810,0	—	1 810,0	Annuité (art. 41.21).
Autres charges budgétaires . . . . .	—	940,8	940,8	Andere budgettaire lasten.
Excédent . . . . .	710,9	—	710,9	Overschot.
<b>Guerre 1940-1945 (art. 41.21, 41.22, 41.23, 41.24, 41.25 et 41.31).</b>			<b>Oorlog 1940-1945 (art. 41.21, 41.22, 41.23, 41.24, 41.25 en 41.31).</b>	
I. Pensions de guerre :				I. Oorlogspensioenen :
Invalidité . . . . .	550,4	823,4	1 373,8	Invaliditeit.
Rente de combattants et de captivité . . . . .	—	334,1	334,1	Strijders- en gevangenschapsrente.
Veuves, orphelins et descendants . . . . .	462,5	471,6	934,1	Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Victimes civiles de la guerre . . . . .	218,6	362,3	580,9	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
II. Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés :				II. Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers :
Militaires . . . . .	—	24,5	24,5	Militairen.
Victimes civiles de la guerre . . . . .	—	11,0	11,0	Burgerlijke oorlogsslachtoffers.
Total . . . . .	1 231,5	2 026,9	3 258,4	Totaal.
Dont :				Waarvan :
Annuité (art. 41.21) . . . . .	1 175,0	—	1 175,0	Annuité (art. 41.21).
Autres charges budgétaires . . . . .	—	2 026,9	2 026,9	Andere budgettaire lasten.
Différence à financer . . . . .	56,5	—	56,5	Te financieren verschil.
III. Pensions de réparation du temps de paix (application de la loi du 9 mars 1953) (art. 41.03) :				III. Vergoedingspensioenen van vredestijd (toepassing van de wet van 9 maart 1953) (art. 41.03) :
Invalidité . . . . .	—	131,1	131,1	Invaliditeit.
Veuves, orphelins et descendants . . . . .	—	42,2	42,2	Weduwen- en wezenpensioenen en pensioenen aan ascendenten.
Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés . . . . .	—	20,4	20,4	Rijksdienst voor kinderbijslagen voor werknemers :
Total . . . . .	—	193,7	193,7	Totaal.
Revision des avantages aux victimes de la guerre (art. 41.41).	—	249,4	249,4	Herziening van de voordelen aan de oorlogsslachtoffers (art. 41.41).

(En millions de francs.)

(In miljoenen frank.)

CATEGORIE	Interventions du Fonds de Dotation	Interventions complémentaires du budget	Total	CATEGORIE
	Tussenkomsten van het Dotatiefonds	Bijkomende tussenkomsten van de begroting	Totaal	
Total général.				Algemeen totaal.
Total des dépenses prévues au budget :				Totaal van de uitgaven voorzien op de begroting :
Annuités . . . . .	2 985,0	—	2 985,0	Annuiteiten.
Autres charges . . . . .	—	3 411,0	3 411,0	Andere lasten.
Solde bénéficiaire . . . . .	654,4	—	654,4	Batig saldo.
Total de la charge . . . . .	2 330,6	3 411,0 <sup>(1)</sup>	5 741,6	Totaal van de last.

<sup>(1)</sup> Sans la part de la provision-index, prévue au budget des Pensions.<sup>(1)</sup> Zonder het aandeel in de index-provisie, uitgetrokken op de Pensioenbegroting.

## CHAPITRE VI.

SITUATION DES EFFECTIFS DE L'ETAT  
AU 30 JUIN 1969.

La présente statistique relative aux effectifs des services de l'Etat a été mise en œuvre suivant la même méthode que celle précisée dans l'Exposé général de l'année dernière, c'est-à-dire, par l'utilisation de l'information extraite de « l'Inventaire permanent » au moyen duquel, par la voie mécanographique, un nombre considérable de renseignements individuels fait l'objet d'une mise à jour exacte et continue. Cet inventaire a permis de combler une lacune existante dans l'organisation administrative et budgétaire et d'assurer en même temps la continuité de l'information statistique.

De même qu'au cours des dernières années, une augmentation du nombre d'agents, cette fois encore, a été constatée dans la plupart des départements; les effectifs comportent 103 958 unités soit un accroissement de 2 446 unités par rapport au 30 juin 1968.

Il y a lieu de citer particulièrement les augmentations suivantes :

562 unités au Ministère des Finances suite aux recrutements en vue de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée, mais aussi en raison de la politique de recrutement suivie par ledit Département et tendant à pourvoir aux emplois des cadres insuffisamment peuplés;

226 unités au Ministère de la Justice justifiées par les conditions plus sévères qu'impose la loi relative à la protection de la jeunesse ainsi que par le recrutement d'un grand nombre de surveillants de prison;

134 unités au Ministère de l'Emploi et du Travail en raison de l'activité accrue de l'Administration de la Sécurité du travail et de recrutements destinés aux autres administrations du Département;

511 unités au Ministère des Communications et P.T.T. à localiser exclusivement auprès de l'Administration des Postes;

339 et 272 unités respectivement aux Ministères des Travaux publics et de l'Education nationale et de la Culture; le volume et l'importance des activités de ces Départements sont en augmentation sensible.

En ce qui concerne les Corps spéciaux, une même tendance s'est manifestée depuis plusieurs années; une diminution considérable de 1 637 militaires de carrière n'est que très partiellement affectée par un accroissement progressif des effectifs dans les autres corps.

## HOOFDSTUK VI.

STAND VAN HET RIJKSPERSONEEL  
OP 30 JUNI 1969.

Onderhavige statistiek over de personeelsbezetting van de Rijksdiensten is uitgewerkt volgens dezelfde methode als deze uiteengezet in de Algemene Toelichting van verleden jaar, d.w.z. door aanwending van de informatie geput uit de « Permanente inventaris » waarbij langs mechanografische weg een groot aantal individuele gegevens nauwkeurig en op doorlopende wijze worden bijgehouden. Dank zij deze inventaris is een leemte in de administratieve en budgettaire organisatie aangevuld en tevens de continuïteit van de statistische informatie verzekerd.

Zoals de laatste jaren telkens is gebleken, wordt nu ook een stijging van het aantal ambtenaren in de meeste departementen duidelijk vastgesteld, waardoor de personeelsbezetting 103 958 eenheden bereikt, dit is een toename met 2 446 eenheden t.o.v. 30 juni 1968.

Volgende vermeerderingen zijn in het bijzonder te vermelden :

het Ministerie van Financiën met 562 eenheden als gevolg van de aanwervingen met het oog op het inverking treden van de belasting op de toegevoegde waarde, maar ook uit hoofde van de wervingspolitiek van dit Departement om de onderbezette personeelsformaties aan te vullen;

het Ministerie van Justitie met 226 eenheden, te verklaren door de hogere eisen die de nieuwe wet stelt inzake jeugdbescherming en door de aanwerving van een groot aantal gevangenisbewaarders;

het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid met 134 eenheden, te wijten aan de grote activiteit van het Bestuur der Arbeidsveiligheid, maar ook aan wervingen bestemd voor de andere administraties van het Departement;

het Ministerie van Verkeerswezen en P.T.T. met 511 eenheden die uitsluitend bij het Bestuur der Posterijen zijn te lokaliseren;

en ten slotte der Ministeries van Openbare Werken en Nationale Opvoeding en Cultuur met respectievelijk 339 en 272 eenheden daar de omvang en de belangrijkheid van de werkzaamheden in bedoelde Departementen gevoelig zijn toegenomen.

Voor de Bijzondere Korpsen bleef gedurende meerdere jaren eenzelfde tendens merkbaar : een niet onaanzienlijke vermindering met 1 637 beroepsmilitairen wordt slechts zeer gedeeltelijk gecompenseerd door een geleidelijke vermeerdering van de personeelsbezetting in de andere korpsen.

## Effectifs au 30 juin 1969.

## Personneelsbezetting op 30 juni 1969.

Ministères et Corps spéciaux	Personnel	Personnel	Catégorie	Personnel	Total	Variation
	définitif	temporaire	indéterminée	en non-activité		par rapport au 30 juin 1968 (a)
Ministeries en Speciale Korpsen	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Onbepaalde categorie	Personnel op non-activiteit	Total	Wijziging ten opzichte van 30 juni 1968 (a)
<b>MINISTERES. — MINISTERIES.</b>						
Premier Ministre. — <i>Eerste Minister</i> . . . . .	427	6	54	5	492	+ 3
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> . . . . .	1 317	14	1 609 <sup>(1)</sup>	8	2 948	+ 47
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> . . . . .	2 066	89	108	19	2 282 <sup>(2)</sup>	+ 33
Finances. — <i>Financiën</i> . . . . .	21 349	1 487	1 502	200	24 538	+ 562
Justice. — <i>Justitie</i> . . . . .	3 674	626	351	7	4 658	+ 226
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . .	4 156	2	1 267	8	5 433	+ 253
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> . . . . .	2 514	70	506	1	3 091	+ 22
Agriculture. — <i>Landbouw</i> . . . . .	2 179 <sup>(3)</sup>	31	64	3	2 277	+ 12
Santé publique et Famille. — <i>Volksgezondheid en Gezin</i> . . . . .	1 980	18	688	17	2 703	+ 53
Emploi et travail. — <i>Tewerkstelling en Arbeid</i> . . . . .	797 <sup>(4)</sup>	113	79	—	989	+ 134
Prévoyance sociale. — <i>Sociale Voorzorg</i> . .	451	61	129	3	644	+ 24
Travaux publics. — <i>Openbare Werken</i> . . .	6 794	654	1 452	33	8 933	+ 339
Communications et P.T.T. — <i>Verkeerswegen en P.T.T.</i> . . . . .	33 082	156	8 305	526	42 069 <sup>(5)</sup>	+ 511
Classes moyennes. — <i>Middenstand</i> . . . . .	300	13	11	—	324	+ 1
Education nationale et Culture (Administration Centrale). — <i>Nationale Opvoeding en Cultuur (Hoofdbesturen)</i> . . . . .	1 533	898	116	30	2 577	+ 272
Totaux Ministères. — <i>Totalen Ministeries</i> .	82 619	4 238	16 241	860	103 958	+ 2 446
<b>CORPS SPECIAUX.</b>						
<b>SPECIALE KORPSEN.</b>						
1. Ordre judiciaire : — <i>Rechterlijke orde</i> :						
a) Magistrature civile et personnel des tribunaux civils. — <i>Burgerlijke magistratuur en administratief personeel van de burgerlijke rechtbanken</i> . . . . .	3 312	370	—	30	3 712	+ 2
b) Magistrature militaire et personnel administratif des tribunaux militaires. — <i>Militaire magistratuur en administratief personeel van de militaire rechtbanken</i> . . . . .	224	1	—	—	225	+ 27
c) Police Judiciaire. — <i>Gerechtelijke politie</i> . . . . .	821	—	—	1	822	+ 18
Totaux Ordre judiciaire. — <i>Totalen Rechterlijke orde</i> . . . . .	4 357	371	—	31	4 759	+ 47

Ministères et Corps spéciaux — Ministeries en Speciale Korpsen	Personnel définitif	Personnel temporaire	Catégorie indéterminée	Personnel en non-activité	Total	Variation par rapport au 30 juin 1968 (a) Wijziging ten opzichte van 30 juni 1968 (a)
	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Onbepaalde categorie	Personnel op non-activiteit	Totaal	
2. Conseil d'Etat. — <i>Raad van State</i> ..	142	5	6	6	159	— 9
3. Personnel militaire: — <i>Militair personeel</i> :						
a) Ministère et services de l'Administration centrale. — <i>Ministerie en diensten van het hoofdbestuur</i> ..	737	—	—	—	737	+ 4
b) Force terrestre. — <i>Landmacht</i> ..	33 878	—	—	—	33 878	— 1 411
c) Force aérienne. — <i>Luchtmacht</i> ..	14 575	—	—	—	14 575	— 164
d) Force navale. — <i>Zeemacht</i> ..	2 433	—	—	—	2 433	— 67
e) Comité de coordination des activités scientifiques. — <i>Comité voor coördinatie van het wetenschappelijk werk</i> .	667	—	—	—	667	+ 1
Totaux personnel militaire. — <i>Totalen militair personeel</i> ..	52 290	—	—	—	52 290	— 1 637
4. Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ..	12 957	—	369 (6)	—	13 326	+ 256
Totaux Corps spéciaux. — <i>Totalen speciale korpsen</i> ..	69 746	376	375	37	70 534	— 1 343
 EDUCATION NATIONALE. <i>NATIONALE OPVOEDING.</i>						
Corps enseignant et scientifique de l'Etat (enseignement primaire, spécial, normal, moyen, technique, supérieur et artistique) et agents administratifs des établissements scolaires de l'Etat. — <i>Onderwijsend en wetenschappelijk Staatspersoneel (lager, buiten gewoon, middelbaar, normaal, technisch, hoger en artistiek onderwijs) en administratief personeel van de school-inrichtingen van het Rijk</i> ..	50 895	6 176	—(8)	—	57 071(7)	—(8)

(a) Voir Exposé général du budget pour 1969 (*Doc. Chambre* n° 4, 1968-1969, p. 171).

(1) Dont 1 545 auxiliaires à l'étranger et dans les organismes internationaux.

(2) Dont 411 receveurs régionaux.

(3) Dont 155 membres du personnel scientifique de l'Etat.

(4) Dont 93 greffiers et greffiers adjoints des Conseils de prud'hommes.

(5) Dont 38 483 membres du personnel à l'Administration des Postes.

(6) Personnel civil en service à la Gendarmerie.

(7) Sans élimination de doubles emplois provenant des fonctions exercées en cumul dans les diverses branches de l'enseignement.

(8) Le personnel de catégorie indéterminée, c.-à-d. le personnel de maîtrise, de métier et de service, recruté et payé sur place par les écoles, n'a pas été recensé cette année.

(a) Zie Algemene Toelichting bij de begroting 1969 (*Stuk Kamer* n° 4, 1968-1969, blz. 171).

(1) Waarvan 1 545 hulpkrachten in het buitenland en internationale instellingen.

(2) Waarvan 411 gewestelijke ontvangers.

(3) Waarvan 155 leden van het wetenschappelijk personeel van de Staat.

(4) Waarvan 93 griffiers en adjunct-griffiers van de Werkrechtersraden.

(5) Waarvan 38 483 personeelsleden bij het Bestuur der Posterijen.

(6) Burgerlijk personeel in dienst bij de Rijkswacht.

(7) Zonder uitschakeling van het dubbel gebruik voortvloeiend uit cumulbetrekkingen in de verschillende takken van het onderwijs.

(8) Het personeel van onbepaalde categorie, d.w.z. het meester-, vak- en dienstpersoneel ter plaatse door de scholen aangeworven en betaald, werd dit jaar niet geteld.

## ANNEXE.

## I. — EVOLUTION DE LA FISCALITE.

## IMPOTS DIRECTS.

## A. — Impôts sur les revenus.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1968, les bases et les taux desdits impôts n'ont pas subi de modifications notables.

Certaines dispositions ont cependant été modifiées à l'intervention des Chambres législatives, tandis que quelques arrêtés royaux et ministériels ont été pris pour l'exécution, d'une part, des dispositions légales ainsi modifiées, et, d'autre part, des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire.

Voici la nomenclature, par ordre chronologique, de ces lois et arrêtés avec l'indication succincte de leur objet :

1. L'arrêté royal du 30 octobre 1968 (*Moniteur belge* du 15 novembre 1968) modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, tend essentiellement à mettre les dispositions de ce dernier arrêté en concordance avec celles de la loi du 10 octobre 1967, contenant le Code judiciaire en ce qui concerne l'exercice, pour les huissiers de justice et les huissiers des contributions, des poursuites en recouvrement des impôts sur les revenus et des taxes y assimilées.

2. La loi du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 28 dito) contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1969 prévoit e.a. que les dispositions de la susdite loi du 31 mars 1967 relatives à l'aménagement de l'impôt dû sur les revenus cumulés des époux et à la majoration des réductions pour charges de famille, ne seront pas applicables pour l'exercice d'imposition 1969 (revenus de 1968).

3. La loi du 22 janvier 1969 (*Moniteur belge* du 4 février 1969) modifiant les articles 54 en 71 du Code des impôts sur les revenus prévoit que les libéralités immunisées d'impôt (libéralités aux universités, etc., et cotisations aux organismes accordant une aide aux territoires en voie de développement), sont dorénavant déduites de l'ensemble des revenus nets imposables plutôt que des seuls revenus professionnels, tandis que le maximum déductible à ce titre est doublé (10 % des revenus ou 10 000 000 de francs au lieu de respectivement 5 % et 5 000 000 de francs).

4. L'arrêté royal du 23 janvier 1969 (*Moniteur belge* du 4 février 1969) limite le décime additionnel à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents, instauré par la sus-

## BIJLAGE.

## I. — EVOLUTIE VAN HET BELASTINGSTELSEL.

## DIRECTE BELASTINGEN.

## A. — Inkomstenbelastingen.

Sinds 1 juli 1968 ondergingen de grondslagen en tarieven van de inkomstenbelastingen geen noemenswaardige wijzigingen.

Sommige bepalingen werden evenwel door toedoen van de Wetgevende Kamers gewijzigd, terwijl enkele koninklijke en ministeriële besluiten werden genomen tot uitvoering, enerzijds, van de aldus gewijzigde wetsbepalingen, en, anderzijds, van de besluiten genomen krachtens de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoeidiging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren.

Hieronder volgt, in chronologische volgorde, de lijst van die wetten en besluiten, waarbij hun onderwerp bondig is vermeld :

1. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 15 november 1968) tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, heeft vooral tot doel de bepalingen van dit besluit in overeenstemming te brengen met die van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, met betrekking tot de uitoefening, door de gerechtsdeurwaarders en de deurwaarders der directe belastingen, van vervolgingen ter invordering van de inkomstenbelastingen en van de ermude gelijkgestelde belastingen.

2. De wet van 24 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 28 dito) houdende de Rijksmiddelenbegroting en de begroting van de Buitengewone Ontvangsten voor het begrotingsjaar 1969, voorziet o.m. dat de bepalingen van bovenvermelde wet van 31 maart 1967 met betrekking tot de aanpassing van de belasting verschuldigd op de samengetelde inkomsten der echtgenoten en tot de verhoging van de verminderingen wegens gezinslasten, niet van toepassing zullen zijn voor het aanslagjaar 1969 (inkomsten van 1968).

3. De wet van 22 januari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 4 februari 1969) houdende wijziging van de artikelen 54 en 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, bepaalt dat de belastingvrije giften (giften aan universiteiten, enz., en bijdragen aan instellingen voor ontwikkelingshulp) voortaan worden afgetrokken van het totaal der belastbare netto-inkomsten in plaats van de bedrijfsinkomsten alleen, terwijl het als dusdanig aftrekbaar maximum is verdubbeld (10 % van de inkomsten of 10 000 000 frank in plaats van respectievelijk 5 % en 5 000 000 frank).

4. Het koninklijk besluit van 23 januari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 4 februari 1969) beperkt de opdeciem op de vennootschapsbelasting en op de belasting der niet-

dite loi du 31 mars 1967, à 20 % du revenu imposable excédant 3 millions et détermine les revenus auxquels le décime ainsi limité est censé se rapporter.

5. La loi du 30 janvier 1969 (*Moniteur belge* du 12 février 1969) portant modification des articles 43 et 114 du Code des impôts sur les revenus tend à permettre la récupération, sans limitation dans le temps, des pertes professionnelles résultant d'événements de force majeure ou de cas fortuits survenus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1960.

6. La loi du 11 février 1969 (*Moniteur belge* du 28 dito) modifie le Code des impôts sur les revenus sur plusieurs points :

a) l'abattement forfaitaire sur les pensions des ouvriers mineurs et des marins de la marine marchande est majoré de 5 000 francs (23 000 francs au lieu de 18 000 francs);

b) le barème de l'impôt des personnes physiques est prolongé dorénavant jusqu'à 210 000 francs de revenus (au lieu de 160 000 francs) et ce, corrélativement à la majoration des minima imposables audit impôt (majoration de 5 000 francs pour les contribuables ayant moins de cinq personnes à charge; de 10 000 francs pour cinq personnes à charge; de 15 000 francs pour six personnes à charge, etc.);

c) le décime additionnel applicable au même impôt sur la partie des revenus excédant 500 000 francs, est perçu même au-delà de la limite de 50 % prévue en ce qui concerne le principal de l'impôt.

7. L'arrêté royal du 19 février 1969 (*Moniteur belge* du 4 mars 1969) modifiant l'arrêté royal précité du 4 mars 1965 tend à proroger de six mois la durée d'application du régime fiscal (temporaire) applicable aux plus-values visées par la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents (prolongation corrélative à celle de l'application de ladite loi du 14 juillet 1966).

8. L'arrêté royal du 19 mars 1969 (*Moniteur belge* du 29 avril 1969) constitue le corollaire de la loi précitée du 11 février 1969 (voir n° 6, b) : il fixe, d'une part, le nouveau barème de l'impôt des personnes physiques dû à partir de l'exercice d'imposition 1969 par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 210 000 francs et, d'autre part, le nouveau barème de précompte professionnel à retenir à partir du 1<sup>er</sup> mai 1969. En outre, cet arrêté tend à régler quelques détails techniques en matière de précompte mobilier, en ce qui concerne aussi bien la matière imposable que la période imposable.

9. L'arrêté royal du 24 mars 1969 (*Moniteur belge* du 9 avril 1969) modifie également l'arrêté royal précité du 4 mars 1965, en vue de déterminer de manière limitative les éventualités dans lesquelles le service des versements anticipés, peut modifier sur demande des intéressés, la destination originale de versements anticipés non encore imputés sur l'impôt réellement dû.

10. L'arrêté ministériel du 29 avril 1969 (*Moniteur belge* du 13 mai 1969) détermine le modèle des avis et informations à utiliser par les notaires en matière de paiement des impôts et accessoires, lors de l'aliénation ou de l'affection hypothécaire d'un immeuble, d'un navire ou d'un bateau.

verblijfshouders, als ingesteld door de wet van 31 maart 1967, tot 20 % van het belastbaar inkomen boven 3 miljoen en bepaalt de inkomsten waarop de aldus beperkte opdeciem geacht wordt betrekking te hebben.

5. De wet van 30 januari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1969) tot wijziging van de artikelen 43 en 114 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, laat toe zonder tijdsbeperking de bedrijfsverliezen af te trekken die na 1 januari 1960 zijn ontstaan ingevolge overmacht of toeval.

6. De wet van 11 februari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 28 dito) wijzigt het Wetboek van de inkomstenbelastingen op verscheidene punten :

a) de forfaitaire aftrek op de pensioenen van mijnwerkers en zielieden van de koopvaardij wordt met 5 000 frank verhoogd (23 000 frank in plaats van 18 000 frank);

b) de schaal der personenbelasting wordt uitgebreid tot 210 000 frank inkomsten (in plaats van 160 000 frank) en dat ingevolge de verhoging der in die belasting belastbare minima (verhoging van 5 000 frank voor belastingplichtigen met minder dan vijf personen ten laste; 10 000 frank voor vijf personen ten laste; 15 000 frank voor zes personen ten laste, enz.);

c) de opdeciem te vestigen op dezelfde belasting met betrekking tot de inkomstenschijf boven 500 000 frank wordt geheven ook op de als basisbelasting gestelde 50 %-grens.

7. Het koninklijk besluit van 19 februari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1969) tot wijziging van voormeld koninklijk besluit van 4 maart 1965, verlengt met zes maand de toepassingsduur van het (tijdelijke) aanslagregime der meerwaarden als bedoeld in de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben (verlenging nodig ingevolge die van de toepassing van gezegde wet van 14 juli 1966).

8. Het koninklijk besluit van 19 maart 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 29 april 1969) is het logisch gevolg van voormelde wet van 11 februari 1969 (zie n° 6, b) : enerzijds bepaalt het de nieuwe schaal der personenbelasting die met ingang van het aanslagjaar 1969 verschuldigd is door belastingplichtigen wier belastbaar inkomen niet meer dan 210 000 frank bedraagt en, anderzijds, de nieuwe schaal der bedrijfsvoorheffing die vanaf 1 mei 1969 moet worden ingehouden. Bovendien regelt dit besluit enkele technische details inzake roerende voorheffing met betrekking zowel tot de belastbare stof als tot het belastbaar tijelperk.

9. Het koninklijk besluit van 24 maart 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 9 april 1969) wijzigt evenzo voormeld koninklijk besluit van 4 maart 1965 om de gevallen te beperken waarin de Dienst der Voorafbetalingen, op verzoek van de betrokkenen, de oorspronkelijke bestemming mag wijzigen van nog niet met de werkelijk verschuldigde belasting verrekende voorafbetalingen.

10. Het ministerieel besluit van 29 april 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 13 mei 1969) legt het model vast der berichten en kennisgevingen die de notarissen inzake betaling van belastingen en bijhorigheden moeten gebruiken bij vervreemding of hypothecaire aanwending van een onroerend goed, van een schip of een vaartuig.

11. L'arrêté royal du 27 mai 1969 (*Moniteur belge* du 5 juillet 1969) complétant celui du 18 juillet 1927, pris en exécution de la loi du 21 juin 1927 relative à l'imposition des sociétés et firmes congolaises, tend à régler certains litiges qui étaient survenus en matière de recouvrement de cotisations établies conformément à ladite loi du 21 juin 1927, ensuite de l'accession du Congo à l'indépendance.

12. L'arrêté royal du 2 juin 1969 (*Moniteur belge* du 5 juillet 1969) modifiant l'arrêté royal précité du 4 mars 1965, tend à adapter ce dernier arrêté corrélativement aux modifications apportées au Code des impôts sur les revenus par les lois précitées des 22 et 30 janvier 1969 (cf. n° 3 et 5).

#### B. — Taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

1. L'arrêté royal du 30 octobre 1968 (*Moniteur belge* du 15 novembre 1968) modifie celui du 22 mai 1923 relatif à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur : sauf dans des circonstances bien définies, le signe distinctif fiscal ne sera pas renouvelé pour l'année 1969.

2. La loi du 26 février 1969 (*Moniteur belge* du 18 mars 1969) modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus prévoit, en matière de taxe de circulation sur voitures automobiles :

- a) une extension des réductions prévues pour les « parcs automobiles »;
- b) l'abrogation des réductions prévues pour les « transports internationaux »;
- c) l'abrogation des majorations prévues pour l'utilisation d'huile lourde.

3. L'arrêté royal du 18 avril 1969 (*Moniteur belge* du 9 mai 1969) modifie celui du 19 juillet 1926 relatif à la taxe sur les jeux afférente aux paris sur les courses de chevaux acceptés dans des agences autorisées : le montant minimum de la taxe sur les jeux et paris due par succursale ou agence est porté de 64 000 francs à 100 000 francs par année civile.

#### TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

L'aperçu ci-après contient l'analyse sommaire des différentes modifications à incidence budgétaire apportées au régime des taxes assimilées au timbre.

##### § 1<sup>er</sup>. Réduction du taux de certaines taxes.

L'arrêté royal du 16 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 21 décembre 1968) proroge, jusqu'au 31 décembre 1969, diverses mesures de caractère temporaire qui prévoient des réductions et des exemptions de taxe. Ces mesures concernent : l'achat de certains papiers, les opérations d'achat et de vente de certaines marchandises qui ne sont pas encore nationalisées au moment où la transmission a lieu, les contrats de sous-entreprise se rapportant à certains produits textiles, les transports par voie ferrée et les transports par trolleybus, la transmission des journaux et des publications périodiques imprimés à l'étranger, la transmission des tissus de lin et des vêtements en ces tissus, la transmission de fils de lin, certains transports assimilés aux transports maritimes, la suspension de la majoration de 5 % établie à l'importation du papier journal.

11. Het koninklijk besluit van 27 mei 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 5 juli 1969) tot aanvulling van dat van 18 juli 1927, genomen in uitvoering van de wet van 21 juni 1927 betreffende het belasten van de Congolese vennootschappen en firma's, strekt tot regeling van bepaalde geschillen, die ingevolge de onafhankelijkheid van Congo zijn ontstaan met betrekking tot de invordering van overeenkomstig gezegde wet van 21 juni 1927 gevestigde aanslagen.

12. Het koninklijk besluit van 2 juni 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 5 juli 1969) tot wijziging van voormeld koninklijk besluit van 4 maart 1965, past dit besluit aan ingevolge de wijzigingen die aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen werden gebracht door de wetten van 22 en 30 januari 1969 (cf. n° 3 en 5).

#### B. — Met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

1. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 15 november 1968) wijzigt dat van 22 mei 1923 betreffende de belasting op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen : behoudens in welbepaalde omstandigheden zal het fiscaal kenteken niet worden vervangen voor het jaar 1969.

2. De wet van 26 februari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1969) tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, bepaalt, inzake verkeersbelasting op de autovoertuigen :

- a) een uitbreiding van de verminderingen voor de « autoparken »;
- b) de opheffing van de verminderingen voor « internationaal vervoer »;
- c) de opheffing van de verhogingen voor het gebruik van zware olie.

3. Het koninklijk besluit van 18 april 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1969) wijzigt dat van 19 juli 1926 betreffende de belasting op de spelen in verband met de weddenschappen op de paardenwedrennen, aangenomen in de toegelaten agentschappen : het minimumbedrag van de belasting op de spelen en de weddenschappen die voor een kalenderjaar per bijhuis of agentschap is verschuldigd, wordt van 64 000 frank op 100 000 frank gebracht.

#### MET HET ZEGEL GELIJKGESTELDE TAKSEN.

Het navolgend overzicht bevat een beknopte ontleding van de inhoud van de verschillende wijzigingen met budgettaire weerslag aangebracht in het stelsel der met het zegel gelijkgestelde taksen.

##### § 1. Vermindering van het percentage van sommige taksen.

Het koninklijk besluit van 16 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 21 december 1968) verlengt tot 31 december 1969 diverse tijdelijke maatregelen die een vermindering of vrijstelling van taks inhouden. Die maatregelen hebben betrekking op : de inkoop van bepaald papier, handelingen van inkoop en verkoop van bepaalde ingevoerde goederen die op het ogenblik van de overdracht nog niet genationaliseerd zijn : contracten van onderaanneming betreffende bepaalde textielprodukten; vervoer per spoor en vervoer met trolleybussen; overdrachten van dagbladen en periodieke publikaties die in het buitenland gedrukt zijn; overdrachten van weefsels van vlas; overdrachten van vlasgarens; bepaald vervoer dat met vervoer ter zee wordt gelijkgesteld; de schorsing van de verhoging van 5 % gevestigd bij de invoer van krantenpapier.

**§ 2. Mesures relatives aux régimes de taxe de transmission forfaitaire.**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> novembre 1968) maintient pour la période du 15 septembre 1968 au 31 mars 1969, la réduction de 7 % à 4 % du taux de la taxe de transmission forfaitaire applicable aux livraisons de betteraves aux fabricants de sucre.

L'article 2 du même arrêté rend applicable à toutes les machines à laver la vaisselle à usage domestique le taux de la taxe forfaitaire de 14 % qui n'était applicable qu'aux machines de cette espèce dont le poids ne dépassait pas 15 kg.

**§ 3. Mesures relatives aux ristournes à l'exportation et aux majorations de la taxe à l'importation.**

I. — 1<sup>o</sup> Plusieurs modifications apportées aux majorations de la taxe de transmission à l'importation établies par la loi du 16 juin 1932 sont uniquement motivées par des changements dans la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée. Ces modifications font l'objet des arrêtés royaux du 26 septembre 1968 (*Moniteur belge* du 28 septembre 1968), du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1968) et du 25 juin 1969 (*Moniteur belge* du 28 juin 1969).

2<sup>o</sup> L'arrêté royal du 18 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 20 décembre 1968) a pour effet de supprimer la majoration de la taxe de transmission applicable au dodécylbénzène à chaîne linéaire.

3<sup>o</sup> Enfin l'arrêté royal du 19 mars 1969 (*Moniteur belge* du 31 mars 1969) publie un nouveau tableau des majorations à l'importation qui a principalement pour effet d'étendre sensiblement la liste des produits ou groupes de produits soumis à ces majorations.

II. — 1<sup>o</sup> Le tableau des ristournes à l'exportation, annexé au Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre a subi également plusieurs modifications qui, comme pour le tableau des majorations à l'importation, sont uniquement motivées par des changements apportés dans la nomenclature des positions du Tarif des droits d'entrée. Elles font l'objet des arrêtés ministériels du 26 septembre 1968 (*Moniteur belge* du 28 septembre 1968), du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1968) et du 25 juin 1969 (*Moniteur belge* du 28 juin 1969).

2<sup>o</sup> L'arrêté ministériel du 18 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 20 décembre 1968) a pour effet de supprimer la ristourne forfaitaire à l'exportation applicable au dodécylbénzène à chaîne linéaire.

3<sup>o</sup> Enfin l'arrêté ministériel du 19 mars 1969 (*Moniteur belge* du 31 mars 1969), corrélativement aux mesures prises en matière de majorations de taxes à l'importation étend sensiblement la liste des produits ou groupes de produits bénéficiant d'une ristourne à l'exportation et prévoit en outre soit l'augmentation soit la suppression de certaines ristournes existantes.

**§ 4. Mesures diverses.**

1. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 février 1969 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> mars 1969) supprime l'exemption de la taxe sur les contrats d'assurance dont bénéficiaient les contrats passés avec la caisse d'assurance annexée à la Caisse Géné-

**§ 2. Maatregelen i.v.m. stelsels van forfaitaire overdrachttaks.**

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 1 november 1968) behoudt, voor de periode van 15 september 1968 tot 31 maart 1969, de vermindering van 7 % tot 4 % van het percentage van de forfaitaire overdrachttaks verschuldigd wegens leveringen van suikerbieten aan suikerfabrikanten.

Door artikel 2 van hetzelfde besluit worden alle vaat-afwasmachines die bestemd zijn voor huishoudelijk gebruik onderworpen aan de forfaitaire overdrachttaks van 14 %. Voorheen waren dergelijke vaatafwasmachines slechts aan de forfaitaire regeling onderworpen wanneer hun gewicht 15 kg niet overschreed.

**§ 3. Maatregelen in verband met de teruggaven bij uitvoer en met de verhogingen van de taks bij invoer.**

I. — 1<sup>o</sup> Talrijke wijzigingen aangebracht in de tabel van de verhogingen van de overdrachttaks bij invoer, ingesteld krachtens de wet van 16 juni 1932, zijn gemotiveerd door de veranderingen aangebracht in de nomenclatuur van het Tarief van invoerrechten. Die wijzigingen zijn opgenomen in de koninklijke besluiten van 26 september 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 28 september 1968), van 24 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1968) en van 25 juni 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 28 juni 1969).

2<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 18 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 20 december 1968) beoogt de opheffing van de verhoging van de overdrachttaks bij de invoer, toepasbaar voor dodecylbenzeen met lineaire keten.

3<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 19 maart 1969 ten slotte (*Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1969) publiceert een nieuwe tabel van de verhogingen bij invoer, waardoor de lijst van de produkten of groepen van produkten onderworpen aan die verhogingen, gevoelig wordt uitgebreid.

II. — 1<sup>o</sup> Aan de tabel van de teruggaven bij uitvoer, gevoegd bij de Aanvullende Verordening op de mét het zegel gelijkgestelde taksen, werden eveneens talrijke wijzigingen aangebracht, die zoals voor de tabel van de verhogingen bij invoer, gemotiveerd zijn door de veranderingen aangebracht in de nomenclatuur van het Tarief van invoerrechten. Zij werden opgenomen in de ministeriële besluiten van 26 september 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 28 september 1968), van 24 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1968) en van 25 juni 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 28 juni 1969).

2<sup>o</sup> Het ministerieel besluit van 18 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 20 december 1968) beoogt de opheffing van de forfaitaire teruggaaf bij de uitvoer, toepasbaar voor de dodecylbenzeen met lineaire keten.

3<sup>o</sup> Door het ministerieel besluit van 19 maart 1969 ten slotte (*Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1969), wordt, in overeenstemming met de maatregelen genomen inzake de verhogingen van de taks bij de invoer, de lijst van de produkten of groepen van produkten waarvoor een teruggaaf bij de uitvoer werd ingesteld, gevoelig uitgebreid. Het besluit voorziet tevens hetzij in de vermeerdering, hetzij in de afschaffing van enkele bestaande teruggaven.

**§ 4. Diverse maatregelen.**

1. Artikel 1 van de wet van 19 februari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 1969) beoogt de opheffing van de vrijstelling van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten die bestond ten voordele van de contracten gesloten

rale d'Epargne et de Retraite. Cette mesure a été prise ensuite de la majoration des montants des capitaux que la caisse d'assurance annexée à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à assurer.

2. L'article 2 de la loi précitée impose aux assureurs et aux courtiers en assurance l'obligation d'acquitter la taxe au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel la prime est venue à échéance. Le délai de trois à neuf mois dont ils disposaient pour verser au Trésor les taxes payées par les assurés est ainsi réduit à un délai d'un à deux mois.

#### DROITS D'ENREGISTREMENT, DE GREFFE ET DE TIMBRE.

L'arrêté royal du 4 novembre 1968 relatif à la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (*Moniteur belge* du 13 novembre 1968), a notamment mis en application au 1<sup>er</sup> janvier 1969 une nouvelle série de dispositions de cette loi qui adaptent le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de timbre aux nouvelles règles de procédure. Afin de compenser dans une certaine mesure la charge qu'entraîne pour l'Etat la suppression de la fonction d'avoué, le taux du droit d'enregistrement pour les jugements et arrêts qui portent condamnation, liquidation ou collocation de sommes ou valeurs mobilières est porté de 2 % à 3 % pour les décisions judiciaires prononcées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969 jusqu'au 31 décembre 1974 et à 2,50 % pour celles prononcées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975 jusqu'au 31 décembre 1994; d'autre part, les taux du droit de greffe de mise au rôle dans les tribunaux de première instance ou de commerce et dans les cours d'appel, sont légèrement majorés pendant vingt-six ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969. Un droit de mise au rôle spécial d'un taux réduit a été établi pour l'inscription des requêtes au registre des requêtes prévu par l'article 712 du Code judiciaire.

La loi du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 14 janvier 1969), qui concerne les pensions des victimes de la guerre, a introduit dans le Code des droits de timbre une exemption du timbre pour les actes relatifs à l'exécution des lois et arrêtés sur les rentes de guerre.

Cette exemption entraîne, quant aux extraits d'actes de l'état civil, celle de la taxe perçue par les administrations communales ou du droit de greffe d'expédition.

La loi du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 11 janvier 1969) prolonge jusqu'au 31 décembre 1969 la durée d'application de l'arrêté royal n° 45 du 24 octobre 1967 (*Moniteur belge* du 27 octobre 1967) prévoyant, en matière de droits d'enregistrement, les mesures temporaires suivantes : 1<sup>o</sup> une réduction à 0,50 % du droit de 2,50 % établi par l'article 116 du Code des droits d'enregistrement pour les actes portant augmentation du capital statutaire des sociétés, sans apport nouveau, par exemple, au moyen de l'incorporation de bénéfices, de réserves ou de provisions; 2<sup>o</sup> une réduction à 0,50 % du droit de 1,25 % prévu à l'article 117 du même Code pour les apports en société effectués sous forme de fusion ou de scission de sociétés ou d'apport de branches d'activités. La loi a été assortie d'un

mect de aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas toegevoegde verzekerkingskas. Die maatregel werd genomen na de gevolige verhoging van het bedrag van de kapitaal welke de aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas toegevoegde verzekerkingskas mag verzekeren.

2. Artikel 2 van de bovengenoemde wet legt aan de verzekeraars en de makelaars in verzekeringen de verplichting op voortaan de taks te betalen uiterlijk de laatste werkdag van de maand na die waarin de premie vervalt. Het tijdvak van drie tot negen maanden waarover zij beschikten om de taksen betaald door de verzekerden aan de Schatkist te storten, wordt zo herleid tot een tijdvak van één tot twee maanden.

#### REGISTRATIE-, GRIFFIE- EN ZEGELRECHTEN.

Het koninklijk besluit van 4 november 1968 betreffende de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek (*Belgisch Staatsblad* van 13 november 1968) heeft op 1 januari 1969 inzonderheid een nieuwe reeks bepalingen van deze wet toepasselijk gemaakt die het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en het Wetboek der zegelrechten aanpassen aan de nieuwe regels van de rechtspleging. Om in zekere mate de last te vergoeden die de afschaffing van het ambt van pleitbezorger voor de Staat medebrengt, wordt het tarief van het registratierecht voor vonnissen en arresten die een veroordeling, vereffening of rangregeling van sommen of roerende waarden inhouden van 2 % gebracht op 3 % voor de gerechtelijke beslissingen die uitgesproken worden van 1 januari 1969 tot 31 december 1974 en op 2,50 % voor deze uitgesproken van 1 januari 1975 tot 31 december 1994; anderzijds worden de tarieven van het griffierecht voor de inschrijving op de rol in de rechthanden van eerste aanleg en in de rechthanden van koophandel lichtelijk verhoogd gedurende zesentwintig jaar vanaf 1 januari 1969. Een bijzonder rolrecht aan een verlaagd tarief werd ingevoerd voor de inschrijving van de verzoekschriften in het bij artikel 712 van het Gerechtelijk Wetboek voorziene register der verzoekschriften.

De wet van 24 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1969), die slaat op de pensioenen van de oorlogs-slagoffers, heeft in het Wetboek der zegelrechten een vrijstelling van zegel ingevoerd voor de akten betreffende de uitvoering van de wetten en besluiten inzake de oorlogs-renten.

Wat de uittreksels van de akten van de burgerlijke stand betreft, brengt deze vrijstelling deze mede van de taks die door de gemeentebesturen geheven werd of van het griffierecht op de expedities.

De wet van 24 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 11 januari 1969) verlengt tot 31 december 1969 de toepassingsduur van het koninklijk besluit n° 45 van 24 oktober 1967 (*Belgisch Staatsblad* van 27 oktober 1967) dat volgende tijdelijke maatregelen inzake registratierechten voorziet : 1<sup>o</sup> een verlaging tot 0,50 % van het recht van 2,50 % bepaald bij artikel 116 van het Wetboek der registratierechten voor de akten houdende vermeerdering van het statutair kapitaal van de vennootschappen, zonder nieuwe inbreng, zoals, bij voorbeeld, door inlijving van winsten, reserves of provisierekeningen; 2<sup>o</sup> een verlaging tot 0,50 % van het recht van 1,25 % bepaald bij artikel 117 van hetzelfde Wetboek voor de inbrengen in vennootschap bij wijze van fusie of splitsing van vennootschappen of door

effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 1968, afin d'assurer l'octroi du tarif réduit également pour les actes qui avaient été passés depuis le 30 juin 1968, date à laquelle l'arrêté royal n° 45 avait cessé de produire ses effets.

Les arrêtés royaux du 15 janvier 1969 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1969) et du 27 juin 1969 (*Moniteur belge* du 3 juillet 1969) ont prolongé, le premier jusqu'au 30 juin 1969 et le deuxième jusqu'au 31 décembre 1969, la durée d'application de la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économique des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents (*Moniteur belge* du 25 août 1966). En conséquence, reste applicable jusqu'au 31 décembre 1969, l'exemption temporaire du droit d'enregistrement prévue par la loi précitée pour les apports en société qui tendent à la réalisation d'opérations visées par la loi.

La loi du 30 juin 1969 fixe à 350 francs le droit de greffe pour la réimmatriculation au registre du commerce qui est prévue pour les personnes, physiques ou morales, dont l'immatriculation est antérieure au 1<sup>er</sup> septembre 1964, date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur le registre du commerce. La loi précitée apporte aussi des modifications au régime permanent du droit de greffe sur les inscriptions au registre du commerce : le droit est porté à 500 francs pour les personnes physiques et à 1 000 francs pour les personnes morales.

Il faut encore signaler qu'entrera en vigueur, en même temps que le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, la loi du 10 juillet 1969 (*Moniteur belge* du 25 juillet 1969), qui apporte à la législation sur les droits d'enregistrement les modifications nécessaires pour éviter dans certains cas une imposition cumulative des deux impôts. Ainsi :

1<sup>o</sup> Les immeubles par destination qui possèdent ce caractère en raison de leur affectation au service et à l'exploitation d'un fonds immobilier, sont considérés, pour la perception des droits d'enregistrement, comme des biens meubles ; les transmissions à titre onéreux, autres que les apports à une société belge, les partages et les locations de pareils biens échappent de ce fait au droit proportionnel d'enregistrement.

2<sup>o</sup> Les ventes publiques de biens meubles sont exemptées du droit proportionnel lorsqu'elles rentrent dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

3<sup>o</sup> Les aliénations translatives ou déclaratives à titre onéreux, autres que les apports en société, par une personne possédant pour l'aliénation la qualité d'assujetti au sens de la législation sur la taxe sur la valeur ajoutée, de bâtiments à ériger ou en cours de construction sont soustraites au droit proportionnel d'enregistrement, même dans la mesure des constructions déjà existantes. Il en est de même quand l'aliénation porte sur des bâtiments construits, pour autant qu'elle intervienne au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle pour laquelle a lieu le premier enrôlement de ces bâtiments au précompte immobilier. La transmission du terrain reste dans tous les cas dans le champ d'application du droit d'enregistrement.

4<sup>o</sup> Les contrats de location-financement (« leasings ») inclus dans le régime de la taxe sur la valeur ajoutée sont également soustraits au droit proportionnel d'enregistrement prévu pour les baux.

inbreng van bedrijfstakken. Deze wet had een terugwerkende kracht tot 1 juli 1968, ten einde de toekenning van het verlaagd tarief eveneens te verzekeren aan de akten die verleden werden sedert 30 juni 1968, datum waarop de uitwerking van het koninklijk besluit n° 45 ten einde liep.

De koninklijke besluiten van 15 januari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1969) en van 27 juni 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1969) hebben de toepassingsduur verlengd, het eerste tot 30 juni 1969 en het tweede tot 31 december 1969, van de wet van 14 juli 1966, tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben (*Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1966). Bijgevolg blijft van toepassing tot 31 december 1969 de tijdelijke vrijstelling van het registratierecht, voorzien bij voormelde wet voor de inbrengen in vennootschappen welke de verwezenlijking nastreven van door de wet beoogde verrichtingen.

De wet van 30 juni 1969 stelt op 350 frank het griffierecht voor de wederinschrijving in het handelsregister, die voorzien is voor de personen, natuurlijke of rechtspersonen, waarvan de inschrijving dateert van vóór 1 september 1964, datum van inwerkingtreding van de nieuwe wetgeving op het handelsregister. Voormelde wet brengt ook wijzigingen aan het vast regiem van het griffierecht op de inschrijvingen in het handelsregister : het recht wordt gebracht op 500 frank voor de natuurlijke personen en op 1 000 frank voor de rechtspersonen.

Er dient nog te worden vermeld dat terzelfdertijd als het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de wet van 10 juli 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1969) zal in werking treden, die aan de wetgeving der registratierechten de nodige wijzigingen brengt om in zekere gevallen een cumulatieve heffing van de twee belastingen te voorkomen. Bijgevolg :

1<sup>o</sup> De onroerende goederen door bestemming die deze aard bezitten wegens hun aanwending tot de dienst en de uitbating van een onroerend erf, worden, voor de heffing der registratierechten, als roerende goederen beschouwd; de overdrachten ten bezwarende titel — andere dan inbrengen in een Belgische vennootschap —, de verdelingen en de verhuringen van zulke goederen ontsnappen hierdoor aan het evenredig registratierecht.

2<sup>o</sup> De openbare verkoopingen van roerende goederen worden van het evenredig recht vrijgesteld wanneer zij in het toepassingsgebied vallen van de belasting over de toegevoegde waarde.

3<sup>o</sup> De overdragende of aanwijzende vervreemdingen ten bezwarende titel, andere dan de inbrengen in vennootschap, door een persoon die voor de vervreemding de hoedanigheid bezit van belastingplichtige in de zin van de wetgeving van de belasting over de toegevoegde waarde, van op te richten gebouwen of van gebouwen in oprichting, worden onttrokken aan het evenredig registratierecht, zelfs voor de reeds bestaande gebouwen. Dit is eveneens zo wanneer de vervreemding slaat op opgerichte gebouwen, voor zover zij tussenkomst uiterlijk op 31 december van het jaar na dat waarvoor de gebouwen voor het eerst zijn opgenomen in het kohier van de onroerende voorheffing. De overdracht van de grond blijkt in elk geval in het toepassingsgebied van de registratierechten.

4<sup>o</sup> De kontrakten van financieringshuur (« leasings »), die onder het stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde vallen, worden eveneens onttrokken aan het evenredig registratierecht op de huurkontrakten.

## DOUANES.

Au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 1968 au 30 juin 1969, des modifications ont été apportées au tarif des droits d'entrée en raison de décisions prises dans le cadre de la C.E.E.

La modification principale est intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 1968. A la suite de certaines décisions du Conseil des Communautés Européennes, l'union tarifaire C.E.E. a été réalisée pour les produits industriels et les produits agricoles avec politique agricole commune pour lesquels il n'existe aucun régime de prélèvements. De plus, à la même date, les réductions tarifaires de 2/5, découlant du « Kennedy Round » durent être mises en vigueur.

D'autres modifications concernaient :

- a) les nouvelles dispositions en matière de la valeur en douane des marchandises;
- b) le règlement communautaire des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers et dans le secteur de la viande bovine;
- c) la réglementation par laquelle les pays du Benelux appliquent aux vins algériens les mêmes droits qu'aux vins originaires des pays tiers non associés au Marché commun;
- d) la suppression des droits d'entrée sur le glucose et le sirop de glucose.

## ACCISES.

Les dispositions ci-après sont intervenues en ce qui concerne le régime de taxation des produits soumis à l'accise :

1<sup>o</sup> La loi du 11 mai 1967 (*Moniteur belge* du 22 décembre 1968), relative au régime fiscal de la bière.

Cette loi qui a été mise en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1969 (arrêté ministériel du 25 novembre 1968 — *Moniteur belge* du 22 décembre 1968), prévoit que le droit d'accise sur la bière sera perçu sur le nombre d'hectolitres-degrés déclarés et non plus sur la quantité de matières premières mises en œuvre. La progressivité du droit reste maintenue.

2<sup>o</sup> L'arrêté ministériel du 28 août 1968 (*Moniteur belge* du 31 août 1968), modifiant l'arrêté ministériel du 21 septembre 1964 accordant des délais pour le paiement des droits d'accise. Cette disposition réduit le délai consenti pour le paiement de certaines redevabilités d'accise (bières, alcools, tabacs, huiles minérales).

3<sup>o</sup> L'arrêté royal du 18 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1968) concernant le régime d'accise des huiles minérales.

Cet arrêté royal instaure à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969, un droit d'accise spécial de 100 francs par hl à 15° C sur les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs des véhicules circulant sur la voie publique. La création de ce droit d'accise spécial a pour objet de compenser la perte fiscale provenant de la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969, du supplément de la taxe de circulation qui affectait les véhicules utilisant le gasoil comme carburant.

4<sup>o</sup> L'arrêté royal du 18 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1968) modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés.

Cette mesure prévoit l'application, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1969, d'un droit d'accise spécial de 80 francs par hl à 15° C sur les gaz de pétrole et d'autres hydrocarbures gazeux liquéfiés qui sont destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules automobiles circulant sur la voie publique.

La création de ce droit d'accise spécial s'inscrit également dans le cadre des mesures fiscales destinées à compenser la perte résultant de la suppression du supplément de taxe de circulation évoquée ci-dessus.

## DOUANE.

In de loop van het tijdperk van 1 juli 1968 tot en met 30 juni 1969 werden wijzigingen aangebracht aan het tarief van invoerrechten ingevolge beslissingen genomen in E.E.G. verband.

De voornaamste wijziging greep plaats op 1 juli 1968. Ingevolge een aantal beschikkingen van de Raad van de Europese Gemeenschappen werd de E.E.G.-tariefunie verwezenlijkt voor de industriële produkten en voor de landbouwgoederen met gemeenschappelijk beleid waarvoor geen heffingsstelsel bestaat. Daarenboven moesten op dezelfde datum de 2/5 van de tariefverlagingen ingevolge de z.g. « Kennedy-ronde » worden toegestaan.

Andere wijzigingen betroffen :

- a) de nieuwe voorschriften inzake de douanewaarde van de goederen;
- b) de gemeenschappelijke ordening der markten in de sectoren melk en zuivelprodukten en rundvlees;
- c) de regeling waarbij de Beneluxlanden op Algerijnse wijn dezelfde rechten toepassen als op wijn uit niet met de Gemeenschappelijke Markt geassocieerde derde landen;
- d) de afschaffing van de invoerrechten op glucose en glucosestroop.

## ACCIJNZEN.

Inzake het belastingstelsel van accijnsgoederen werden de volgende maatregelen getroffen :

1<sup>o</sup> De wet van 11 mei 1967 (*Belgisch Staatsblad* van 22 december 1968), betreffende het accijnsregime van bier.

Deze wet, die op 1 januari 1969 in werking is getreden (ministerieel besluit van 25 november 1968 — *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1968), bepaalt dat de bieraccijns zal worden geheven op het aangegeven aantal hectolitergraden en niet meer op de in bewerking gestelde hoeveelheid grondstoffen. De accijns blijft progressief.

2<sup>o</sup> Het ministerieel besluit van 28 augustus 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 1968) tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 september 1964 waarbij uitsluitend wordt verleend voor de betaling van de accijnsen. Dat besluit verkort de termijn voor de betaling van sommige accijnsen (bier, alcohol, tabak, minerale olie).

3<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 18 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1968) betreffende het accijnsstelsel van minerale olie.

Dat besluit stelt, met ingang van 1 januari 1969, een bijzondere accijns van 100 frank per hl aan 15 °C op gasolie voor het aandrijven van motorvoertuigen op de openbare weg. Die bijzondere accijns werd ingesteld ter compensatie van het fiscaal verlies ingevolge de afschaffing, eveneens per 1 januari 1969, van de verhoging van de verkeersbelasting op voertuigen die op gasolie rijden.

4<sup>o</sup> Het koninklijk besluit van 18 december 1968 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1968) tot wijziging van het accijnsstelsel op vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen.

Die maatregel bepaalt dat, met ingang van 1 januari 1969, een bijzondere accijns van 80 frank per hl bij 15 °C wordt geheven van vloeibaar aardgas en andere vloeibare koolwaterstofgassen bestemd voor het aandrijven van motorvoertuigen op de openbare weg.

Het instellen van die bijzondere accijns behoort eveneens tot de fiscale maatregelen tot compensatie van het verlies dat voortvloeit uit de afschaffing van de verhoging van de verkeersbelasting waarvan hiervoor sprake.

5° L'arrêté ministériel du 28 février 1969 *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> mars 1969) qui modifie, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1969, le tableau des bandelettes fiscales pour le tabac à fumer, le tabac à priser et le tabac à mâcher sec. En l'espèce il ne s'agit pas d'une mesure fiscale proprement dite mais d'une adaptation du barème d'usage qui a été rendue nécessaire par une hausse du prix de vente des produits susvisés.

5° Het ministerieel besluit van 28 februari 1969 (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 1969), dat, met ingang van 1 maart 1969, de tabel der fiscale bandjes voor rooktabak, snuif en droge pruimtabak wijzigt. Het gaat hier niet om een eigenlijke fiscale maatregel maar om een aanpassing van de belastingschaal ten gevolge van een stijging van de verkoopprijs van voormelde produkten.

**II. — SUBSIDES A CARACTERE SOCIAL  
DU BUDGET DE L'ETAT.**

**II. — TOELAGEN MET SOCIALE INSLAG  
VAN DE STAATSBEGROTING.**

		Articles et budgets — Artikelen en begrotingen			
<b>A. — Subventions à la sécurité sociale.</b>					<b>A. — Toelagen aan de maatschappelijke zekerheid.</b>
1. Sécurité sociale des salariés :					1. Maatschappelijke zekerheid van de loontrekkenden :
a) maladie-invalidité . . . . .	Prévoyance sociale	42.04 + 42.05	Sociale Voorzorg		a) ziekte-invaliditeit;
b) — pensions des ouvriers, des employés, des mineurs et des marins de la marine marchande;	Pensions	42.01	Pensioenen		b) — pensioenen der arbeiders, bedieningen, mijnwerkers en van de zeelieden ter koop- vaardij
— pensions d'invalidité des mineurs;	Pensions	42.05	Pensioenen		— invaliditeitspensioenen der mijnwerkers;
— contribution dans les ren- tes;	Pensions	33.11 + 42.04 + 42.06	Pensioenen		— rentebijdragen;
c) chômage . . . . .	Emploi et Travail	42.01 <i>partim</i>	Tewerkstelling en Arbeid		c) werkloosheid;
d) allocations familiales . . . . .	Prévoyance sociale	42.07	Sociale Voorzorg		d) kinderbijslag;
e) maladies professionnelles . . .	Prévoyance sociale	42.11	Sociale Voorzorg		e) beroepsziekten.
2. Sécurité sociale des indépen- dants :					2. Maatschappelijke zekerheid van de zelfstandigen :
a) maladie-invalidité . . . . .	Prévoyance sociale	42.06 + 33.04 <i>partim</i>	Sociale Voorzorg		a) ziekte-invaliditeit;
b) pensions . . . . .	Pensions	42.03	Pensioenen		b) pensioenen;
c) allocations familiales . . . . .	Prévoyance sociale	42.08	Sociale Voorzorg		c) kinderbijslag;
d) provision . . . . .	Classes moyennes	01.03	Middenstand		d) provisie.
3. Sécurité sociale des assurés libres; revenu garanti :					3. Maatschappelijke zekerheid van de vrij verzekerden; gewaarborgd inkomen :
a) maladie-invalidité . . . . .	Prévoyance sociale	33.04 <i>partim</i>	Sociale Voorzorg		a) ziekte-invaliditeit;
b) pensions; revenu garanti . . .	Pensions	42.02	Pensioenen		b) pensioenen; gewaarborgd in- kommen.
<b>B. — Autres subventions.</b>					<b>B. — Andere toelagen.</b>
1. Allocations aux estropiés et mutilés.	Prévoyance sociale Premier Ministre	33.06 33.04	Sociale Voorzorg Eerste Minister		1. Tegemoetkomingen aan gebrek- kijken en vermindert.
2. Politique de l'emploi et aide de réadaptation aux travailleurs licenciés.	Emploi et Travail	42.01 <i>partim</i> + 33.04	Tewerkstelling en Arbeid		2. Werkvoorzieningsbeleid en we- deraaupassingshulp aan ontsla- gen werknemers.
3. Entretien d'enfants confiés à des institutions.	Justice	12.32 + 12.33	Justitie		3. Onderhoud van kinderen toe- vertrouwd aan instellingen.
4. Politique de santé :					4. Gezondheidszorg :
— subsides aux organismes édu- catifs sanitaires et à la re- cherche scientifique médicale;	Santé publique	12.54 + 12.35	Volksgezondheid		— toelagen aan sanitaire opvoe- dende organismen en aan het medisch wetenschappelijk on- derzoek;
— subsides aux hôpitaux . . . . .	Santé publique	33.36 + 43.22 + 33.51	Volksgezondheid		— toelagen aan de ziekenhui- zen;
— subsides à l'Œuvre Nationale de l'Enfance;	Santé publique	41.22	Volksgezondheid		— toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
— dotation du Fonds spécial d'Assistance;	Santé publique	33.23 + 33.24	Volksgezondheid		— dotatie aan het Bijzonder Onderstandsfonds;

		Articles et budgets Artikelen en begrotingen			
-- charges financières d'emprunts des pouvoirs subordonnés.	Santé publique	43.20 + 43.21 63.20 + 63.21	Volksgezondheid	-- financiële lasten van de door de gemeenten aangegeerde leningen.	
5. Politique familiale :				5. Gezinsbeleid :	
— subventions aux organismes familiaux et aux centres de formation;	Santé publique	33.65 + 43.65	Volksgezondheid	— toelagen aan organismen voor het gezin en aan opleidingscentra;	
— réductions tarifaires ... ...	Communications	2/3 de/van 32.03	Verkeerswezen	— tariefverminderingen.	
6. Politique du logement :				6. Huisvestingsbeleid :	
— interventions au profit du Fonds National du Logement; primes,	Santé publique	41.61 41.62 60.60 + 60.61 + 61.62	Volksgezondheid	— tussenkomsten ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting; premies.	
7. Victimes de la guerre :				7. Oorlogsslachtoffers :	
— pensions de la guerre ... ...	Pensions	Section/Sectie II	Pensioenen	— oorlogspensionen;	
— subsides aux œuvres nationales;	Santé publique	41.23 + 41.24	Volksgezondheid	— subsidies aan de nationale werken;	
— réductions tarifaires ... ...	Communications	1/3 de/van 32.03	Verkeerswezen	— tariefverminderingen.	
8. Allocations au Fonds National des Etudes.	Education nationale	Partie 3/Deel 3 Section II/Sectie II 41.01	Nationale Opvoeding	8. Toelagen aan het Nationaal Studiefonds.	
9. Abonnements sociaux . . . .	Communications	32.02	Verkeerswezen	9. Sociale abonnementen.	
10. Abonnements scolaires . . . .	Communications	32.04	Verkeerswezen	10. Schoolabonnementen.	

**A**  
**(1969-1970)**

**Chambre  
des Représentants**

SESSION 1969-1970.

**BUDGET  
DES RECETTES ET DES DÉPENSES  
pour l'année budgétaire 1970.**

**EXPOSÉ GÉNÉRAL**

**TROISIÈME PARTIE**

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

**TABLE DES MATIERES.**

	Pages
1. — Ajustement du budget extraordinaire de 1969 ... ... ...	2
2. — Le budget extraordinaire de 1970 ... ... ... ...	6

**A**  
**(1969-1970)**

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1969-1970.

**BEGROTING  
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
voor het begrotingsjaar 1970.**

**ALGEMENE TOELICHTING**

**DERDE DEEL**

DE BUITENGEWONE BEGROTING.

**INHOUDSTABEL.**

	Bladz.
1. — Aanpassing van de buitengewone begroting van 1969 . . . . .	2
2. — De buitengewone begroting voor 1970 . . . . .	6

### Introduction.

La première partie de l'Exposé général a consacré, à partir de la page 110, un exposé au programme des investissements publics envisagé pour 1970. La présente partie complète l'exposé fait sur le plan des programmes par le volet des crédits, tels qu'ils apparaîtront dans les divers budgets départementaux. Elle donne également un aperçu des ajustements budgétaires qui seront apportés aux crédits extraordinaires votés pour 1969.

#### 1. Ajustement du budget extraordinaire de 1969.

Les propositions budgétaires établies par les départements ministériels au titre de dépenses extraordinaires pour 1969 se chiffraient au total à 28 258,8 millions en crédits d'engagement et à 38 253,6 millions en crédits d'ordonnancement.

Des amendements aux budgets de l'Agriculture, des Affaires économiques et des Travaux publics ont porté respectivement ces montants à 28 758,8 millions en ce qui concerne les crédits d'engagement et à 38 776,1 millions en ce qui concerne les crédits d'ordonnancement.

Ces crédits étaient établis sur base de la réalisation du programme des engagements à 100 %, c'est-à-dire du programme de base à 85 % auquel devait éventuellement s'ajouter une tranche conditionnelle de 15 % environ.

La haute conjoncture que la Belgique connaît depuis plus d'une année a amené le Gouvernement à restreindre le programme des investissements et à supprimer la tranche conditionnelle de 15 % initialement prévue. Aussi, pour éviter le report d'une masse de crédits inscrits au budget de 1969 mais dont l'utilisation n'était pas permise, a-t-il été décidé :

- de présenter intégralement en réduction au feuilleton extraordinaire de 1969 les crédits d'engagement représentant la tranche conditionnelle;
- de réduire les crédits d'ordonnancement de la part couvrant les ordonnancements qui découlaient de la tranche conditionnelle;
- de prévoir des compensations pour toutes les demandes de crédits supplémentaires tant en crédits d'engagement qu'en crédits d'ordonnancement.

Ces instructions expliquent les réductions importantes de crédits qui sont détaillées dans les tableaux repris ci-dessous et commentées plus loin.

On constate à la lecture de ces tableaux que les possibilités d'engagement de 1969 seront au total réduites de 3 203,7 millions alors que les ordonnancements, de leur côté, s'ils enregistrent des réductions de 819,7 millions, comportent toutefois des majorations de 1 750,3 millions dont les causes seront décrites plus loin.

Avant de donner un bref commentaire, par département, des modifications enregistrées, il convient d'attirer encore l'attention sur le fait que les crédits disponibles pour 1969 comportent non seulement les crédits votés par le Parlement pour cette année mais aussi les soldes de crédits reportés des années précédentes pour assurer la continuité dans l'exécution des programmes.

La dernière colonne du tableau indique, par département, les disponibilités totales de crédits pour 1969 tant pour les engagements que pour les ordonnancements. A remarquer

### Inleiding.

Het eerste deel van de Algemene Toelichting heeft, op de bladzijden 110 en volgende, een toelichting gewijd aan het programma der openbare investeringen voor 1970. Het derde deel vult die commentaar aan met een toelichting over de kredieten welke zijn opgenomen in de buitengewone begroting van de diverse departementen. Het geeft eveneens een overzicht van de begrotingsaanpassingen aan de voor 1969 goedgekeurde buitengewone kredieten.

#### 1. Aanpassing van de buitengewone begroting van 1969.

De begrotingsvoorstellen van de ministeriële departementen omvatten, voor hun buitengewone uitgaven in 1969, een totaal aan vastleggingskredieten van 28 258,8 miljoen en aan ordonnanceringskredieten van 38 253,6 miljoen.

Amendementen aan de begrotingen van Landbouw, van Economische Zaken en van Openbare Werken hebben die cijfers opgevoerd tot 28 758,8 miljoen voor de vastleggingskredieten en 38 776,1 miljoen voor de ordonnanceringskredieten.

Die kredieten waren vastgesteld op grond van de uitvoering van het vastleggingsprogramma tegen 100 %, dit wil zeggen van het basisprogramma tegen 85 % waaraan, eventueel, een voorwaardelijke tranche van ongeveer 15 % moest worden toegevoegd.

De hoogconjunctuur welke België sedert meer dan een jaar kent, heeft er de Regering toe aangezet het investeringsprogramma te beperken en de oorspronkelijk opgenomen, voorwaardelijke tranche van 15 % te schrappen. Om te verhinderen dat een massa kredieten zou worden overgedragen, kredieten welke werden uitgetrokken op de begroting van 1969 maar waarvan de aanwending niet was toegelaten, werd beslist :

- in het aanpassingsblad bij de buitengewone begroting van 1969 de integrale vermindering voor te stellen van de vastleggingskredieten welke de voorwaardelijke tranche uitmaken;
- de ordonnanceringskredieten te verminderen met het deel dat de ordonnanceringen betreft, voortvloeiende uit de voorwaardelijke tranche;
- elk verzoek om bijkredieten te compenseren zowel wat de vastleggingskredieten als wat de ordonnanceringskredieten aangaat.

Die richtlijnen zijn een verklaring voor de belangrijke kredietverminderingen welke in detail zijn opgenomen in de volgende tabellen en verder worden besproken.

Uit die tabellen kan worden opgemaakt dat, in 1969, de vastleggingsmogelijkheden worden verminderd met 3,203,7 miljoen terwijl de mogelijkheden tot ordonnancing, zo ze eensdeels worden verminderd met 819,7 miljoen, anderdeels echter worden vermeerderd met 1,750,3 miljoen voor de redenen waarover verder sprake.

Vooraleer een beknopte commentaar wordt gegeven over de per departement voorgestelde wijzigingen, past het de aandacht te vestigen op het feit dat de voor 1969 beschikbare kredieten niet alleen de kredieten omvatten welke het Parlement voor dat jaar heeft goedgekeurd, maar eveneens de kredietoverschotten welke van de vorige jaren werden overgedragen om de voortzetting van de programma-uitvoering te verzekeren.

De laatste kolom van de tabellen geeft, per departement, de aanduiding van de totale kredieten waarover in 1969 kan worden beschikt, hetzij voor de vastleggingen, hetzij

toutefois que les montants des crédits à reporter sont, dans certains cas, provisoires et ne figurent qu'à titre indicatif. La plus grande partie d'entre eux ne subira toutefois guère de modifications.

Les considérations qui précèdent donnent une vue générale du budget extraordinaire pour 1969.

Voici un bref commentaire, par département, des principales modifications introduites par le feuilleton d'ajustement:

Au Département de la Défense nationale, les propositions d'ajustement introduites respectent strictement les instructions données quant à la suppression de la tranche conditionnelle de 15 % ce qui a notamment entraîné la suppression en 1969 du programme des escorteurs (528 millions). Par contre, les ajustements introduits régularisent aussi des avances du Trésor effectuées via la section particulière du budget pour l'achat de chars « Léopard », à concurrence de 800 millions, tant en crédits d'engagement qu'en crédits d'ordonnancement.

Au Département de l'Agriculture, le seul ajustement important consiste en l'inscription d'une avance récupérable de 607 millions — en crédits d'ordonnancement — en faveur du Fonds agricole, montant correspondant à la valeur sur le marché mondial de ses achats d'intervention.

Au Département des Travaux publics, une réduction de 15 % des crédits d'engagement a été opérée conformément aux directives données. Cette réduction a visé principalement les rubriques suivantes : constructions, transformations et aménagement des bâtiments de l'Etat : 520 millions; les cours d'eau : 500 millions; les barrages-réservoirs : 225 millions; les ports maritimes et le Port autonome de Liège : 320 millions.

Au Département de la Santé Publique, la majoration des crédits d'engagement de 227 millions — intégralement compensée par une série de réductions sur divers articles du budget — consiste en la régularisation de deux décisions du Conseil des Ministres : la première, pour un montant de 63 millions, concernait l'engagement du premier lot des travaux de l'hôpital universitaire de l'Université catholique de Louvain à Woluwe-Saint-Lambert; la seconde, de 164 millions, visait à rattraper le retard encouru dans l'exécution des travaux au collecteur destiné à recevoir les eaux usées industrielles le long du canal Albert, vu le rôle important qui celui-ci est appelé à jouer dans le développement économique futur de la Campine et du Limbourg.

Dans le secteur de la Famille et du Logement aussi intervient une régularisation importante en ordonnancement pour un montant de 202 millions. Il s'agit des avances faites à la Société Nationale du Logement en vue de lui permettre l'achat d'une partie des logements construits à l'intention du Shape et garantis par l'Etat ainsi que de la participation de l'Etat dans cet achat.

Enfin, au Département des Communications, les réductions ont été de 1 097,5 millions pour les crédits d'engagement et de 491,5 millions pour les crédits d'ordonnancement. Ces réductions ont été obtenues en postposant le remplacement d'un paquebot de la ligne Ostende-Douvres (engagement : 250 millions, ordonnancement : 100 millions), en réduisant les possibilités du Fonds de la Marine (ordonnancement) : 275 millions) ainsi que le programme prévu pour la modernisation des transports urbains dans les grandes agglomérations (engagement : 601 millions).

Les tableaux suivants donnent, par département, l'évolution des crédits extraordinaire de 1969.

voor de ordonnanceringen. Er moet echter rekening mee worden gehouden, dat de over te dragen kredieten in sommige gevallen slechts voorlopig zijn vastgesteld en er derhalve geen absolute waarde mag worden aan gehecht. Het grootste deel ervan zal echter niet meer worden gewijzigd.

De bovenstaande beschouwingen geven een algemeen beeld van de buitengewone begroting voor 1969.

Hier volgt, per departement, een beknopte commentaar over de belangrijkste wijzigingen welke zijn ingeschreven in het aanpassingsblad :

De aanpassingsvoorstellen van het Departement van Landsverdediging volgen strikt de instructies in verband met de afschaffing van de voorwaardelijke tranche van 15 %, wat, voor 1969, de schrapping heeft meegebracht van het programma-escorteschepen (528 miljoen). Daartegenover staat dat de aanpassingen, ten belope van 800 miljoen aan vastleggingskredieten zowel als aan ordonnanceringenkredieten, ook betrekking hebben op de regularisatie van de schatkistvoorschotten welke, via de afzonderlijke sectie van de begroting, werden besteed aan de aankoop der « Leopard »-tanks.

Bij het Departement van Landbouw betreft de enige belangrijke aanpassing de inschrijving van een ordonnanceringenkrediet van 607 miljoen, bestemd voor een terugvorderbaar voorschot aan het Landbouwfonds en overeenstemmend met de waarde — op de wereldmarkt — van de interventie-aankopen van het fonds.

Het Departement van Openbare Werken heeft zijn vastleggingskredieten met 15 % verminderd overeenkomstig de gegeven richtlijnen. Die vermindering slaat inzonderheid op de volgende posten : aanbouw, ombauw en inrichting van de rijksgebouwen : 520 miljoen; waterlopen : 500 miljoen; stuwdammen : 225 miljoen; zeehaven en autonome haven van Luik : 320 miljoen.

Bij het Departement van Volksgezondheid wordt de vermeerdering der vastleggingskredieten met 227 miljoen volledig gecompenseerd door een serie verminderingen op diverse begrotingsartikelen; zij betreft de regularisatie van twee beslissingen van de Kabinettsraad, waarvan de eerste de vastlegging aangaat van het eerste lot, ten bedrage van 63 miljoen, der werken aan het universitair ziekenhuis te Sint-Lambrechts-Woluwe van de Katholieke Universiteit van Leuven, en de tweede, ten belope van 164 miljoen, het moet mogelijk maken de achterstand in te halen bij de uitvoering van de werken aan de collector bestemd tot het opvangen van het afvalwater der industrieën langs het Albertkanaal, welke collector een belangrijke rol moet spelen in de toekomstige economische ontwikkeling van de Kempen en Limburg.

In de sector van het Gezin en de Huisvesting komt eveneens een belangrijke regularisatie tussen en wel voor 202 miljoen aan ordonnanceringenkredieten; ze heeft betrekking op de voorschotten verleend aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting met het oog op de aankoop van een deel der woningen gebouwd ten behoeve van de Shape en door de Staat gewaarborgd, evenals op de deelneming van de Staat in die aankoop.

Ten slotte zijn er bij het Departement van Verkeerswezen verminderingen met 1 097,5 miljoen aan vastleggingskredieten en met 491,5 miljoen aan ordonnanceringenkredieten. Die verminderingen werden bekomen door het uitstellen van de vervanging van een pakketboot voor de Oostende-Dover-lijn (vastlegging : 250 miljoen, ordonnancing : 100 miljoen), door het beperken van de mogelijkheden van het Fonds voor de Scheepvaart (ordonnancing : 275 miljoen) evenals van het programma voor het moderniseren van het stedelijk vervoer in de grote agglomeraties (vastlegging : 601 miljoen).

De volgende tabellen geven, per departement, de evolutie van de buitengewone kredieten van 1969.

BUDGET DE 1969.  
EVOLUTION DES CREDITS DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES.  
(En millions de francs.)

BUDGETS  BEGROTTINGEN	Reports de 1968  Overdrachten van 1968	Crédits propres à 1969		
		Budget initial Oorspronkelijke begroting	Amendements Amenderementen	
		CREDITS D'ENGAGEMENT		
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ... ...	38,3	—	—	
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ... ... ...	4,9	260,0	—	
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	8,8	69,4	—	
Assistance technique. — <i>Technische Bijstand</i> ...	16,0	—	—	
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ...	2 370,7	3 520,7	—	
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ...	14,8	235,0	—	
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ...	37,9	804,4	+100,0	
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ...	8,2	20,0	—	
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> ... ...	415,8	7 837,0	—	
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> ... ... ...	33,7	125,9	—	
Travaux publics — <i>Openbare Werken</i> ...	4 426,3	13 321,0	+400,0	
Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> ...	418,9	1 356,0	—	
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ...	12,7	4,0	—	
Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> ...	3,2	455,4	—	
Culture. — <i>Cultuur</i> ... ... ...	—	—	—	
Culture néerlandaise. — <i>Nederlandse Cultuur</i> ...	—	125,0	—	
Culture française. — <i>Franse Cultuur</i> , ...	—	125,0	—	
Totaux. — <i>Totalen</i> ... ...	7 810,2	28 258,8	+500,0	
CREDITS D'ORDONNANCEMENT				
Dette publique. — <i>Rijksschuld</i> ... ... ...	—	411,3	—	
Justice. — <i>Justitie</i> ... ... ...	59,8	—	—	
Intérieur. — <i>Binnenlandse Zaken</i> ... ...	80,4	139,2	—	
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — <i>Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel</i> ...	12,4	76,5	—	
Assistance technique. — <i>Technische Bijstand</i> ...	16,0	—	—	
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> ...	541,7	6 222,6	—	
Gendarmerie. — <i>Rijkswacht</i> ... ... ...	101,4	186,0	—	
Agriculture. — <i>Landbouw</i> ... ... ...	177,8	683,4	+ 50,0	
Affaires économiques. — <i>Economische Zaken</i> ...	15,5	774,8	+222,5	
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> ... ...	509,2	8 080,0	—	
P.T.T. — <i>P.T.T.</i> ... ... ...	35,8	98,3	—	
Travaux publics — <i>Openbare Werken</i> ...	1 244,1	16 599,1	+250,0	
Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> ...	311,3	2 092,5	—	
Finances. — <i>Financiën</i> ... ... ...	1 188,3	1 308,5	—	
Education nationale. — <i>Nationale Opvoeding</i> ...	101,8	1 222,6	—	
Culture. — <i>Cultuur</i> ... ... ...	—	158,8	—	
Culture néerlandaise. — <i>Nederlandse Cultuur</i> ...	56,7	100,0	—	
Culture française. — <i>Franse Cultuur</i> , ...	68,5	100,0	—	
Totaux. — <i>Totalen</i> ... ...	4 520,7	38 253,6	+522,5	

**BEGROTING VAN 1969.**  
**EVOLUTIE VAN DE KREDIETEN VOOR DE BUITENGEWONE UITGAVEN.**  
 (In miljoen frank.)

<i>Eigenlijke kredieten van 1969</i>			<i>Total des crédits 1969</i>	<i>Total des crédits disponibles en 1969</i>
<i>Budget voté</i>	<i>Feuilleton — Bijblad</i>			
	<i>Augmentations Vermeederingen</i>	<i>Réductions Verminderingen</i>	<i>Totaal van de kredieten 1969</i>	<i>Totaal van de beschikbare kredieten in 1969</i>

**VASTLEGGINGSKREDIETEN**

—	—	—	—	38,3
260,0	—	65,9	194,1	199,0
69,4	—	10,4	59,0	67,8
—	—	—	—	16,0
3 520,7	831,0	641,0	3 710,7	6 081,4
235,0	—	38,2	196,8	211,6
904,4	—	112,2	792,2	830,1
20,0	31,4	—	51,4	59,6
7 837,0	2,2	1 097,5	6 741,7	7 157,5
125,9	—	—	125,9	159,6
13 721,0	7,0	2 010,0	11 718,0	16 144,3
1 356,0	227,0	232,0	1 351,0	1 769,9
4,0	—	—	4,0	16,7
455,4	—	57,6	397,8	401,0
—	—	—	—	—
125,0	—	18,75	106,25	106,25
125,0	—	18,75	106,25	106,25
—	—	—	—	—
28 758,8	1 098,6	4 302,3	25 555,1	33 365,3

**ORDONNANCERINGSKREDIETEN**

411,3	0,7	2,8	409,2	409,2
—	—	—	—	59,8
139,2	12,0	25,5	125,7	206,1
76,5	—	1,4	75,1	87,5
—	—	—	—	16,0
6 222,6	865,0	85,0	7 002,6	7 544,3
186,0	15,0	61,0	140,0	241,4
733,4	607,0	73,2	1 267,2	1 445,0
997,3	31,4	—	1 028,7	1 044,2
8 080,0	10,7	491,5	7 599,2	8 108,4
98,3	—	—	98,3	134,1
16 849,1	6,5	20,0	16 835,6	18 079,7
2 092,5	202,0	30,0	2 264,5	2 575,8
1 308,5	—	—	1 308,5	2 496,8
1 222,6	—	29,3	1 193,3	1 295,1
158,8	—	—	158,8	158,8
100,0	—	—	100,0	156,7
100,0	—	—	100,0	168,5
—	—	—	—	—
38 776,1	1 750,3	819,7	39 706,7	44 227,4

## 2. Le budget extraordinaire pour 1970.

Afin de permettre une relation entre les considérations relatives au programme des investissements publics pour 1970, reprises dans la première partie de l'Exposé général et le présent chapitre qui traite des crédits, il importe de rappeler qu'une part de ce programme est débudgétisée, c'est-à-dire financée en dehors du budget extraordinaire, soit au moyen de recettes propres des organismes, soit grâce à un préfinancement assuré par des organismes financiers. Ce secteur comprend le Fonds des Routes, les travaux communaux, les Intercommunales E3, E5, E39, E9 et E40, de même que les engagements relatifs au canal Albert et au canal Bruxelles-Rupel.

Le programme autorisé en 1970 sans crédits correspondants au budget s'élève à 25 281 millions, dont 10 623 millions pour le Fonds des Routes.

Pour ce qui concerne le secteur dit « budgétaire », c'est-à-dire celui pour lequel les crédits sont inscrits au budget extraordinaire, le programme de base pour 1970 s'élève à 27 635 millions pour les investissements proprement dits (à 72,5 %) et 9 104 millions pour les dépenses financières.

A ce programme de base, destiné à être exécuté en tout cas, doit encore être ajoutée une tranche de 27,5 % soit 14 582 millions (dont 8 932 millions financés par le budget extraordinaire et 5 650 hors budget), susceptible d'être libérée, en tout ou en partie, en fonction de l'évolution économique et de l'état du marché des capitaux.

C'est pour rendre possible l'exécution éventuelle de cette tranche conjoncturelle que les crédits sont inscrits à 100 % au budget extraordinaire, où ils atteignent un montant de 34 941,2 millions pour les investissements proprement dits et 43 667,6 millions en y ajoutant les crédits inscrits pour couvrir les opérations financières, soit 8 726,4 millions.

Si l'on ajoute encore à ce total les crédits correspondant au programme à 100 % du secteur débudgétisé, soit 30 931 millions, on aboutit à un total général de crédits de 74 598,6 millions à rapprocher du programme global autorisé à 100 % de 76 602 millions.

Que le total des crédits soit inférieur au programme autorisé ne doit pas nous étonner si on se rappelle que le total des crédits disponibles en 1970 comprendra également les soldes des crédits qui seront reportés de l'année budgétaire 1969.

Quoique à l'heure actuelle ces soldes ne puissent faire l'objet que d'une simple évaluation, on peut estimer celle-ci à 6,8 milliards. Par conséquent, le volume global disponible en 1970 sera de l'ordre de 81,4 milliards.

Pour ce qui est des crédits proprement dits du budget extraordinaire de 1970 destinés à couvrir le programme autorisé, ils peuvent se ventiler en plusieurs catégories suivant la place qu'ils occupent au budget et les modalités d'utilisation qui leur sont propres.

On distingue ainsi :

1° *Les crédits d'engagement proprement dits à charge* desquels des engagements peuvent être pris sur le budget pour un montant de 28 197,2 millions.

La plus grande partie des crédits de cette catégorie revient au Ministère des Travaux publics où ils sont destinés : à l'entretien et la réparation extraordinaires des routes : 1 424 millions, des installations sur les voies navigables et des voies hydrauliques : 487 millions, aux transferts de capitaux en rapport avec le canal Gand-Terneuzen, l'Escaut maritime et la liaison Escaut-Rhin : 790 millions, la loi Brunfaut : 1 131,4 millions, et aux investissements directs civils — routes, voies navigables, bâtiments, urbanisme : 9 854 millions.

## 2. De buitengewone begroting voor 1970.

Om een verband te kunnen leggen tussen de beschouwingen over het programma der openbare investeringen in 1970, in het eerste deel van de Algemene Toelichting, en dit hoofdstuk waarin wordt gehandeld over de kredieten, is het van belang het feit te herinneren dat een deel van dat programma wordt gefinancierd door andere middelen dan die van de buitengewone begroting, hetzij door de eigen ontvangsten van de organismen, hetzij door een prefinanciering vanwege financiële instellingen. Die sector omvat het Wegenfonds, de gemeentewerken, de Intercommunale Maatschappijen E3, E5, E39, E9 en E40, evenals de verbintenissen betreffende het Albertkanaal en het kanaal Brussel-Rupel.

Het programma waarvoor buiten de begroting van 1970 om, machting werd verleend beloopt 25 281 miljoen waarvan 10 623 miljoen voor het Wegenfonds.

Voor de zogenoemde « budgettaire » sector, d.w.z. die, waarvoor de kredieten zijn opgenomen in de buitengewone begroting voor 1970 bedraagt het basisprogramma 27 635 miljoen voor de eigenlijke investeringen (tegen 72,5 %) en 9 104 miljoen voor de financiële uitgaven.

Aan dat basisprogramma, dat in ieder geval zal worden uitgevoerd, moet een tranche van 27,5 %, dit is 14 582 miljoen, worden toegevoegd (waarvan 8 932 miljoen door de buitengewone begroting en 5 650 miljoen buiten de begroting om worden gefinancierd), welke geheel of ten dele zullen worden vrijgegeven in functie van de economische evolutie en de toestand van de kapitaalmarkt.

Om de eventuele uitvoering van die voorwaardelijke tranche mogelijk te maken, werden de kredieten op de buitengewone begroting uitgetrokken tegen 100 %; ze belopen 34 941,2 miljoen voor de eigenlijke investeringen en 43 667,6 miljoen als men er de kredieten voor de financiële bewerkingen, 8 726,4 miljoen, aan toevoegt.

Als men daarenboven rekening houdt met de kredieten welke het programma tegen 100 % van de sector « buiten de begroting » betreffen, d.i. 30 931 miljoen, bekomt men een algemeen totaal aan kredieten van 74 598,6 miljoen tegenover een toegestaan globaal programma tegen 100 % van 76 602 miljoen.

Dat het totaal der kredieten lager ligt dan het toegestaan programma zal geen verwondering baren, als men zich herinnert dat de massa der in 1970 beschikbare kredieten eveneens de kredietsaldo zal omvatten welke zullen worden overgedragen van het begrotingsjaar 1969.

Alhoewel die saldi op dit ogenblik slechts bij benadering kunnen worden geraamd, mag een bedrag van 6,8 miljard worden voorzien. Bijgevolg zal de beschikbare massa in 1970 de som bereiken van 81,4 miljard.

De eigenlijke kredieten van de buitengewone begroting voor 1970, welke het toegestaan programma dekken, kunnen worden omgeslagen over verscheidene categorieën volgens de plaats welke ze in de begroting innemen en de gebruiksmodaliteiten welke hun eigen zijn.

Zo onderscheidt men :

1° *De eigenlijke vastleggingskredieten*, ten belope van 28 197,2 miljoen en ten laste waarvan verbintenissen kunnen worden afgesloten op de begroting.

Het grootste deel der kredieten uit die categorie komt het Ministerie van Openbare Werken toe, dat ze heeft bestemd voor het buitengewoon onderhoud en de buitengewone herstelling der wegen : 1 424 miljoen, der installaties langs de bevaarbare waterlopen en der waterwegen : 487 miljoen, voor de kapitaaltransferten in verband met het kanaal Gent-Terneuzen, de Zeeschelde en de Schelde-Rijnverbinding : 790 miljoen, de wet-Brunfaut : 1 131,4 miljoen, en voor de directe investeringen — wegen, bevaarbare waterlopen, gebouwen, stedebouw : 9 854 miljoen.

Vient ensuite le Ministère des Communications avec 4 678 millions dont 2 263 millions pour la modernisation des transports en commun dans les grandes agglomérations et 455 millions pour la construction de paquebots à moteur et de car-ferry pour la ligne Ostende-Douvres.

On y trouve également, dans l'ordre, la Défense nationale : 3 860,1 millions, le Ministère de la Santé publique et de la Famille : 1 931,3 millions, l'Agriculture : 1 050,9 millions, etc.

*2<sup>e</sup> Les crédits d'ordonnancement destinés soit à un transfert à un fonds inscrit à la section particulière, soit à un transfert en faveur d'un organisme d'intérêt public.*

Ces crédits atteignent, en 1970, 6 744 millions répartis comme suit : Fonds des constructions scolaires de l'Etat : 2 435 millions, Fonds des constructions provinciales et communales : 859 millions, Fonds des constructions de l'Enseignement supérieur : 1 600 millions, Fonds d'expansion économique — Travaux publics : 949 millions et — Santé publique : 440 millions, Fonds d'acquisition pour compte des communes de matériel d'incendie : 159 millions et, enfin, le transfert en faveur de la Régie des Voies Aériennes : 302 millions.

*3<sup>e</sup> Les crédits d'ordonnancement pour les opérations financières, c'est-à-dire les crédits d'ordonnancement qui n'ont pas de contrepartie en crédits d'engagement nouveaux ou reportés d'années antérieures et n'appartenant pas à la catégorie reprise sub 2<sup>e</sup>.*

Leur montant au budget de 1970 atteint 8 726,4 millions se ventilant entre :

Le Premier Ministre à raison de 250 millions pour des recherches technologiques;

Les Travaux publics, Office de la Navigation : 80 millions;

Le Département des Communications pour 4 489,4 millions, dont 3 300 millions pour le Fonds de renouvellement et de modernisation de la S.N.C.B., 700 millions pour le Fonds de développement de la marine marchande et de la pêche maritime, 315 millions pour les charges d'amortissement du matériel volant de la Sabena, 106 millions à titre d'intervention de l'Etat dans les pertes de change subies en 1963 et en 1966 par la Sabena du fait de la dévaluation de la monnaie congolaise, etc;

Les Affaires économiques : 227 millions pour l'amortissement des emprunts contractés par le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire sous la garantie de l'Etat et 620 millions pour les subventions et avances récupérables pour la fabrication de prototypes;

La Famille et le Logement : 611 millions au Fonds du Logement pour le remboursement des emprunts et 382 millions au même Fonds pour la différence d'amortissements ainsi que 248 millions pour l'acquisition ou l'expropriation d'immeubles insalubres;

Les Finances : 1 415 millions, dont 200 millions pour l'Office National du Ducroire, 214,3 millions pour la Société Nationale d'Investissement, 340 millions pour l'affiliation de la Belgique à l'Association Internationale de Développement, 450 millions pour des prêts à des Etats étrangers, 130 millions de part belge dans le financement des prêts octroyés par la Banque européenne d'Investissements à la Turquie, etc.

D'autres départements interviennent également pour des montants de moindre importance : la Culture : 158 millions; la Santé publique : 46 millions et la Défense nationale : 200 millions.

Pour compléter la ventilation des diverses catégories des crédits d'ordonnancement, il faut encore citer le crédit de

Daarop volgt het Ministerie van Verkeerswezen met 4 678 miljoen waarvan 2 263 miljoen zijn bestemd voor de modernisering van het gemeenschappelijk vervoer in de grote agglomeraties en 455 miljoen voor het bouwen van motorpakketboten en car-ferry's voor de Oostende-Doverlijn.

Naar orde van grootheid volgen dan : Landsverdediging : 3 860,1 miljoen, het Ministerie van Volksgezondheid en Gezin : 1 931,3 miljoen, Landbouw : 1 050,9 miljoen enz.

*2<sup>e</sup> De ordonnanceringskredieten welke worden overgeschreven naar een fonds op de afzonderlijke sectie of ten voordele van een instelling van openbaar nut.*

In 1970 belopen die kredieten 6 744 miljoen welke zijn verdeeld als volgt : Fonds voor de schoolgebouwen van het Rijk : 2 435 miljoen, Fonds der schoolgebouwen van provincies en gemeenten : 859 miljoen, Fonds der gebouwen van het Hoger Onderwijs : 1 600 miljoen, Expansiefonds — Openbare Werken : 949 miljoen en — Volksgezondheid : 440 miljoen, Fonds voor de aanschaffing van brandweermaterieel ten behoeve van de gemeenten : 159 miljoen en, ten slotte, het transfert ten bate der Régie der Luchtwegen : 302 miljoen.

*3<sup>e</sup> De ordonnanceringskredieten bestemd voor de financiële bewerkingen, d.w.z. de ordonnanceringskredieten welke geen tegenhanger hebben bij de nieuwe of van vroegere jaren overgedragen vastleggingskredieten en welke niet horen bij de categorie vermeld onder 2<sup>e</sup>.*

In de begroting van 1970 beloopt hun bedrag 8 726,4 miljoen welke als volgt zijn verdeeld :

Eerste Minister : 250 miljoen voor het technologisch onderzoek;

Openbare Werken, Dienst der Scheepvaart : 80 miljoen;

Verkeerswezen : 4 489,4 miljoen waarvan 3 300 miljoen voor het Vernieuwings- en Moderniseringsfonds van de N.M.B.S., 700 miljoen voor het Fonds voor de ontwikkeling van de handelsvloot en de zeevisserij, 315 miljoen voor de delgingslasten van het vliegend materieel van de Sabena, 106 miljoen voor de deelneming van de Staat in het wisselverlies dat de Sabena in 1963 en 1966 heeft geleden ten gevolge van de ontwaarding van de Kongolese munt enz;

Economische Zaken : 227 miljoen voor de delgingslasten der leningen, onder Staatswaarborg aangegaan door het Studiecentrum voor Kernenergie en 620 miljoen voor toelagen en terugvorderbare voorschotten voor de fabrikatie van prototypes;

Gezin en Huisvesting : 611 miljoen voor het Fonds voor de Huisvesting tot terugbetaling van de leningen en 382 miljoen voor hetzelfde Fonds voor de delgingsverschillen evenals 248 miljoen voor de aankoop of onteigening van ongezonde immobiliën;

Financiën : 1 415 miljoen, waarvan 200 miljoen voor de Nationale Delcrederdienst, 214,3 miljoen voor de Nationale Investeringsmaatschappij, 340 miljoen voor de aansluiting van België bij de Internationale Ontwikkelingsassociatie, 450 miljoen voor leningen aan vreemde Staten, 130 miljoen als aandeel van België in de financiering der leningen toegestaan aan Turkije door de Europese Investeringssbank enz.

Andere departementen hebben er eveneens een aandeel in voor minder belangrijke bedragen : Cultuur : 158 miljoen, Volksgezondheid : 46 miljoen en Landsverdediging : 200 miljoen.

Om het overzicht der diverse categorieën ordonnanceringskredieten te vervolledigen moeten nog worden vermeld :

487 millions prévu au budget de la Dette publique pour le service de la dette congolaise et le montant global de 24 392,9 millions représentant la contrepartie de crédits d'engagement nouveaux ou reportés et destinés à honorer en tout ou en partie des engagements effectués.

Pour apprécier la masse des crédits d'ordonnancement disponibles en 1970, il importe également — tout comme pour les crédits d'engagement — de tenir compte des crédits qui à la fin de l'année seront reportés à 1970 et que l'on estime approximativement à 8,8 milliards. L'ensemble des crédits d'ordonnancement disponibles en 1970 atteindra ainsi 49,2 milliards.

Les tableaux qui suivent donnent par département et suivant les rubriques principales du budget extraordinaire un aperçu des nouveaux crédits d'engagement et d'ordonnancement pour 1970, des moyens disponibles de 1969 et des réalisations de 1968.

het krediet van 487 miljoen in de begroting van de Rijks-schuld voor de dienst der Kongolese schuld en het globaal bedrag van 24 392,9 miljoen als tegenhanger van de nieuwe en overgedragen vastleggingskredieten en welk bedrag bestemd is tot het volledig of gedeeltelijk honoreren van de aangegane verbintenissen.

Bij het beoordelen van de massa der in 1970 beschikbare ordonnanceringskredieten, is het van belang — evengoed als voor de vastleggingskredieten — dat rekening zou worden gehouden met de kredieten welke bij het einde van het jaar zullen worden overgedragen naar 1970 en welke bij benadering op 8,8 miljard worden geraamd. Zodoende bedraagt het volume der in 1970 beschikbare ordonnanceringskredieten 49,2 miljard.

De volgende tabellen geven, per departement en volgens de voornaamste rubrieken van de buitengewone begroting, een overzicht van de nieuwe vastleggings- en ordonnanceringskredieten voor 1970, van de in 1969 beschikbare middelen en van de verwezenlijkingen in 1968.

9

T A B L E A U X

—

T A B E L L E N

## TABLEAU I.

Répartition du budget extraordinaire par chapitre et par Département.  
(En millions de francs.)

LIBELLES	ENGAGEMENTS. — VASTLEGGINGEN.			
	Engagements 1968 — <i>Vastleggingen 1968</i>	Autorisations 1969 — <i>Machtigingen 1969</i>		Autorisations nouvelles 1970 — <i>Nieuwe machtigingen 1970</i>
		Crédits reportés de l'année budgétaire précédente — <i>Overgedragen kredieten van het vorige begrotings- jaar</i>	Crédits adaptés 1969 — <i>Aangepaste kredieten 1969</i>	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>CHAPITRE I. — DEPENSES EXTRAORDINAIRES DE BIENS ET DE SERVICES.</b>				
§ 1. Achats de biens non durables et de services.				
Défense nationale ... ... ... ... ... ... ... ...	1 512,8	20,9	785,0	1 305,0
Affaires économiques ... ... ... ... ... ... ...	16,8	8,2	39,4	20,0
Travaux publics ... ... ... ... ... ... ...	53,6	47,4	40,5	90,5
Totaux pour le § 1 du chapitre I ... ... ...	1 583,2	76,5	864,9	1 415,5
§ 2. Travaux militaires et achats de matériels durables. — Réparation et entretien de routes, canaux, etc.				
Défense nationale ... ... ... ... ... ... ...	9 120,6	2 325,4	2 920,3	2 531,7
Travaux publics ... ... ... ... ... ... ...	1 189,1	38,9	1 752,0	1 934,6
Totaux pour le § 2 du chapitre I ... ... ...	10 309,7	2 364,3	4 672,3	4 466,3
Totaux pour le chapitre I ... ... ...	11 892,9	2 440,8	5 537,2	5 881,8
<b>CHAPITRE II. — TRANSFERTS DE REVENUS EXTRAORDINAIRES.</b>				
Communications ... ... ... ... ... ... ...	—	—	—	—
Travaux publics ... ... ... ... ... ... ...	25,5	0,9	30,0	45,0
Finances ... ... ... ... ... ... ...	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre II ... ... ...	25,5	0,9	30,0	45,0
<b>CHAPITRE III. — TRANSFERTS DE CAPITAUX.</b>				
Intérieur ... ... ... ... ... ... ...	100,0	0,1	180,8	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur ... ... ...	1,3	—	2,5	1,1
Défense nationale ... ... ... ... ... ... ...	—	—	—	—
Agriculture ... ... ... ... ... ... ...	239,1	3,8	299,7	397,0
Affaires économiques ... ... ... ... ... ... ...	—	—	—	—
Communications ... ... ... ... ... ... ...	110,0	19,0	131,2	164,0
Travaux publics ... ... ... ... ... ... ...	1 442,3	727,6	1 574,5	1 723,5
Education nationale ... ... ... ... ... ... ...	815,0	—	—	—
Santé publique et Famille ... ... ... ... ... ... ...	566,7	344,0	935,7	1 630,0
Finances ... ... ... ... ... ... ...	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre III ... ... ...	3 274,4	1 094,5	3 124,4	3 915,6

(\*) Chiffres provisoires.

TABEL I.

Indeling van de buitengewone begroting per hoofdstuk en per Departement.  
(In miljoen frank.)

ORDONNEMENTS. — ORDONNANCERINGEN				TEKSTEN
Ordonnance- ments 1968 — Ordonnance- ringen 1968	Autorisations 1969 <i>Machtingen</i> 1969		Autorisations nouvelles 1970 — <i>Nieuwe machtingen</i> 1970	
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
				HOOFDSTUK I. — BUITENGEWONE UITGAVEN VOOR GOEDEREN EN DIENSTEN.
1 778,2	147,2	908,6	1 318,0	§ 1. Aankoop van niet duurzame goederen en van diensten.
11,0	15,5	48,4	20,0	Landsverdediging.
82,8	4,7	78,0	53,0	Economische Zaken.
				Openbare Werken.
1 872,0	167,4	1 035,0	1 391,0	Totalen voor § 1 van hoofdstuk I.
3 721,2	279,5	6 012,9	5 974,6	§ 2. Militaire werken en aankoop van duurzame goederen. — Herstelling en onderhoud van wegen, kanalen, enz.
1 460,2	28,8	1 818,5	728,0	Landsverdediging.
				Openbare Werken.
5 181,4	308,3	7 831,4	6 702,6	Totalen voor § 2 van hoofdstuk I.
7 053,4	475,7	8 866,4	8 093,6	Totalen voor hoofdstuk I.
				HOOFDSTUK II. — BUITENGEWONE INKOMENSOVERDRACHTEN.
—	—	297,0	421,0	Verkeerswezen.
90,5	27,3	102,5	102,0	Openbare Werken.
15,2	—	40,0	55,0	Financiën.
105,7	27,3	439,5	578,0	Totalen voor hoofdstuk II.
				HOOFDSTUK III. — VERMOGENSOVERDRACHTEN.
—	50,1	100,5	289,2	Binnenlandse Zaken.
1,3	—	2,5	1,1	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
17,2	22,0	14,0	15,0	Landsverdediging.
226,0	86,5	284,3	225,3	Landbouw.
209,4	—	291,3	227,1	Economische Zaken.
953,4	30,0	769,2	1 219,0	Verkeerswezen.
6 848,9	370,2	5 933,6	5 295,2	Openbare Werken.
815,0	—	750,0	1 600,0(*)	Nationale Opvoeding.
1 580,4	184,5	1 796,3	2 817,9	Volksgezondheid en Gezin.
97,9	405,6	300,0	200,0	Financiën.
10 749,5	1 148,9	10 241,7	11 889,8	Totalen voor hoofdstuk III.

(\*) Voorlopige cijfers.

LIBELLES	ENGAGEMENTS. — VASTLEGGINGEN.			
	Engagements 1968 — <i>Vastleggingen 1968</i>	Autorisations 1969 <i>Machtigingen 1969</i>		Autorisations nouvelles 1970 — <i>Nieuwe machtigingen 1970</i>
		Crédits reportés de l'année budgétaire précédente — <i>Overgedragen kredieten van het vorige begrotings- jaar</i>	Crédits adaptés 1969 — <i>Aangepaste kredieten 1969</i>	
		(2)	(3)	(5)
(1)				
<b>CHAPITRE IV. — INVESTISSEMENTS DIRECTS (CIVILS).</b>				
Justice	10,6	38,3	—	—
Intérieur	11,0	4,8	13,3	19,0
Défense nationale	9,9	24,4	5,4	23,4
Gendarmerie	182,8	14,8	196,8	193,7
Agriculture	491,5	34,1	492,5	653,9
Affaires économiques	—	—	12,0	—
Communications	97,1	29,8	30,5	151,0
Travaux publics	8 306,7	3 521,6	8 075,0	11 312,4
Education nationale	149,0	1,6	318,2	421,0(*)
Culture néerlandaise	106,1	—	106,25	137,5
Culture française	90,6	—	106,25	137,5
Santé publique et Famille	226,1	73,7	414,0	300,0
Finances	11,4	12,7	4,0	37,2
Totaux pour le chapitre IV	9 692,8	3 755,8	9 774,2	13 386,6
<b>CHAPITRE V. — OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS.</b>				
Affaires étrangères et Commerce extérieur	57,3	24,8	56,5	74,9
Défense nationale	—	—	—	—
Gendarmerie	—	—	—	—
Agriculture	—	—	—	—
Affaires économiques	—	—	—	—
Classes moyennes	—	—	—	—
Communications	5 451,9	367,0	6 580,0	4 363,0
P.T.T.	68,4	33,7	125,9	142,0
Travaux publics	214,4	89,9	221,0	274,0
Education nationale	38,9	1,6	79,6	88,0(*)
Affaires culturelles communes	—	—	—	—
Santé publique et Famille	—	—	—	—
Finances	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre V	5 830,9	517,0	7 063,0	4 941,9
<b>CHAPITRE VI. — DIVERS.</b>				
Dette publique	—	—	—	—
Premier Ministre	—	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur	—	—	—	—
Travaux publics	25,0	—	25,0	25,0
Santé publique et Famille	—	1,2	1,3	1,3
Totaux pour le chapitre VI	25,0	1,2	26,3	26,3
Totaux généraux pour le budget extraordinaire	30 741,5	7 810,2	25 555,1	28 197,2

(\*) Chiffres provisoires.

ORDONNEMENTS.		ORDONNANCERINGEN		
Ordonnements 1968	— Ordonnanceringen 1968	Autorisations 1969 <i>Machtigingen 1969</i>		
		Crédits reportés de l'année budgétaire précédente <i>Overgedragen kredieten van het vorige begrotings- jaar</i>	Crédits adaptés 1969 <i>Aangepaste kredieten 1969</i>	Autorisations nouvelles 1970 <i>Nieuwe machtigingen 1970</i>
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
				T E K S T E N
				HOOFDSTUK IV. — DIRECTE INVESTERINGEN (CIVIELE).
5,4	59,8	—	—	Justitie.
24,2	30,3	25,1	28,2	Binnenlandse Zaken.
15,2	11,8	17,1	22,5	Landsverdediging.
148,0	101,4	135,0	290,0	Rijkswacht.
363,8	91,3	375,9	482,0	Landbouw.
—	—	9,0	3,0	Economische Zaken.
48,7	63,7	88,0	136,4	Verkeerswezen.
7 503,7	724,5	8 636,0	7 085,0	Openbare Werken.
126,2	66,2	370,3	421,0 (*)	Nationale Opvoeding.
39,7	56,7	100,0	100,0	Nederlandse Cultuur.
30,2	68,5	100,0	100,0	Fransche Cultuur.
49,5	125,0	265,0	464,0	Volksgezondheid en Gezin.
44,5	15,6	23,0	47,0	Financiën.
8 399,1	1 414,8	10 144,4	9 179,1	Totalen voor hoofdstuk IV.
				HOOFDSTUK V. — KREDIETVERLENING EN DEELNEMING
54,1	16,0	67,6	70,4	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
3,3	81,2	50,0	185,0	Landsverdediging.
—	—	5,0	—	Rijkswacht.
—	—	607,0	—	Landbouw.
100,0	—	680,0	620,0	Economische Zaken.
1,3	—	—	—	Middenstand.
6 127,7	415,5	6 445,0	7 215,9	Verkeerswezen.
108,1	35,8	98,3	116,6	P.T.T.
143,7	57,3	242,0	225,0	Openbare Werken.
1,0	35,6	73,0	88,0 (*)	Nationale Opvoeding.
147,0	—	158,8	166,0	Gemeenschappelijke culturele zaken.
200,0	0,5	202,0	—	Volksgezondheid en Gezin.
1 405,3	767,1	945,5	1 159,6	Financiën.
8 291,5	1 409,0	9 574,2	9 846,5	Totalen voor hoofdstuk V.
				HOOFDSTUK VI. — DIVERSE.
424,9	—	409,2	487,0	Rijksschuld.
—	—	—	250,0	Eerste Minister.
1,0	12,4	5,0	—	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
13,1	31,4	25,0	25,0	Openbare Werken.
—	1,2	1,3	1,3	Volksgezondheid en Gezin.
439,0	45,0	440,5	763,3	Totalen voor hoofdstuk VI.
35 038,2	4 520,7	39 706,7	40 350,3	Algemene totalen voor de buitengewone begroting.

(\*) Voorlopige cijfers.

## TABLEAU RECAPITULATIF.

(En millions de francs.)

BUDGETS	ENGAGEMENTS -- VASTLEGGINGEN		
	Réalisations 1968	Crédits ajustés 1969 + reports de 1968 à 1969	Crédits sollicités pour 1970
	Realisaties 1968	Aangepaste kredieten 1969 + overdrachten van 1968 naar 1969	Kredieten aangevraagd voor 1970
Dette publique . . . . .	—	—	—
Premier Ministre . . . . .	—	—	—
Justice . . . . .	10,6	38,3	—
Intérieur . . . . .	111,0	199,0	19,0
Affaires étrangères et Commerce extérieur . . . . .	58,6	83,8	76,0
Défense nationale . . . . .	10 643,3	6 081,4	3 860,1
Gendarmerie . . . . .	182,8	211,6	193,7
Agriculture . . . . .	730,6	830,1	1 050,9
Affaires économiques . . . . .	16,8	59,6	20,0
Classes moyennes . . . . .	—	—	—
Communications . . . . .	5 659,0	7 157,5	4 678,0
P.T.T. . . . .	68,4	159,6	142,0
Travaux publics . . . . .	11 256,6	16 144,3	15 405,0
Education nationale . . . . .	1 002,9	401,0	509,0(*)
Affaires culturelles communes . . . . .	—	—	—
Culture néerlandaise . . . . .	106,1	106,25	137,5
Culture française . . . . .	90,6	106,25	137,5
Santé publique et Famille . . . . .	792,8	1 769,9	1 931,3
Finances . . . . .	11,4	16,7	37,2
<b>Totaux . . . . .</b>	<b>30 741,5</b>	<b>33 365,3</b>	<b>28 197,2</b>

(\*) Chiffres provisoires.

## SAMENVATTENDE TABEL.

(In miljoen frank.)

ORDONNEMENTS — ORDONNANCERINGEN			BEGROTINGEN
Réalisations 1968	Credits ajustés 1969 + reports de 1968 à 1969	Credits sollicités pour 1970	
Realisaties 1968	Aangepaste kredieten 1969 + overdrachten van 1968 naar 1969	Kredieten aangevraagd voor 1970	
424,9	409,2	487,0	Rijksschuld.
—	—	250,0	Eerste Minister.
5,4	59,8	—	Justitie.
24,2	206,1	317,5	Binnenlandse Zaken.
56,4	103,5	71,5	Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
5 535,1	7 544,3	7 515,1	Landsverdediging.
148,0	241,4	290,0	Rijkswacht.
589,8	1 445,0	707,3	Landbouw.
320,4	1 044,2	870,1	Economische Zaken.
1,3	—	—	Middenstand.
7 129,8	8 108,4	8 992,3	Verkeerswezen.
108,1	134,1	116,6	P.T.T.
16 142,9	18 079,7	13 513,2	Openbare Werken.
942,2	1 295,1	2 109,0 (*)	Nationale Opvoeding.
147,0	158,8	166,0	Gemeenschappelijke culturele zaken.
39,7	156,7	100,0	Nederlandse Cultuur.
30,2	168,5	100,0	Franse Cultuur.
1 829,9	2 575,8	3 283,1	Volksgezondheid en Gezin.
1 562,9	2 496,8	1 461,6	Financiën.
35 038,2	44 227,4	40 350,3	Totalen.

(\*) Voorlopige cijfers.

**Chambre  
des Représentants**

SESSION 1969-1970.

**BUDGET  
DES RECETTES ET DES DÉPENSES  
pour l'année budgétaire 1970.**

**EXPOSÉ GÉNÉRAL**

**QUATRIÈME PARTIE**

**TABLE DES MATIERES.**

	Pages
I. — Regroupement économique . . . . .	3
II. — Regroupement fonctionnel . . . . .	16

**Liste des tableaux.**

Regroupement économique des opérations du Pouvoir central.	
Rapprochement du regroupement économique et des données budgétaires officielles . . . . .	
Aperçu des catégories de dépenses fonctionnelles . . . . .	
Regroupement fonctionnel des opérations du Pouvoir central :	
Année 1968 . . . . .	22
Année 1969 . . . . .	24
Année 1970 . . . . .	26

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1969-1970.

**BEGROTING  
VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
voor het begrotingsjaar 1970.**

**ALGEMENE TOELICHTING**

**VIERDE DEEL**

**INHOUDSTAFEL.**

	Bladz.
I. — Economische hergroepering . . . . .	3
II. — Functionele hergroepering . . . . .	16

**Lijst der tabellen.**

Economische hergroepering van de begrotingsverrichtingen van de Centrale Overheid . . . . .	11
Aansluiting van de economische hergroepering met de officiële begrotingsgegevens . . . . .	14
Samenvatting van de functionele uitgavencategorieën . . . . .	21
Functionele hergroepering van de begrotingsverrichtingen :	
Jaar 1968 . . . . .	22
Jaar 1969 . . . . .	24
Jaar 1970 . . . . .	26

2

## QUATRIÈME PARTIE.

### LE REGROUPEMENT ECONOMIQUE ET FONCTIONNEL DES OPÉRATIONS DU POUVOIR CENTRAL (1968-1970).

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans cette partie de l'Exposé général les opérations budgétaires du Pouvoir central sont groupées d'après les critères de classification économique et fonctionnelle, en vigueur dans les trois pays du Benelux et recommandée par les diverses institutions internationales.

Dans ce document, les données du budget sont complétées. En effet, certaines opérations qui devraient normalement figurer au budget sont effectuées pour des motifs divers par l'intermédiaire de fonds spéciaux ou d'institutions autonomes. Ces fonds et ces institutions sont, pour la plupart, financés par des crédits transférés des budgets de l'Etat; d'autres sont financés en partie par le budget de l'Etat et en partie par des impôts avec affectation spéciale; d'autres encore par des emprunts.

L'intérêt de ce regroupement n'échappera à personne. En effet, il fournit une présentation économiquement justifiée de la gestion de l'Etat; il permet de réaliser l'intégration de toutes les opérations dans les comptes nationaux et dans le budget national; enfin, il permet la comparaison sur le plan international des données budgétaires.

Les chiffres incorporés dans les tableaux sont des chiffres nets. Les remboursements de recettes et de dépenses ont été éliminés.

#### I. — LE REGROUPEMENT ECONOMIQUE.

Le regroupement économique comprend deux comptes :  
1° le compte des opérations courantes;  
2° le compte des opérations de capital.

Le solde du compte des opérations courantes doit indiquer l'épargne ou la désépargne et déterminer dans quelle mesure le Pouvoir central a employé ou emploiera des ressources courantes en vue d'investissements et autres opérations de capital, ou s'il s'est trouvé ou se trouvera dans l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

## VIERDE DEEL.

### DE ECONOMISCHE EN FUNCTIONELE HERGROEPERING VAN DE VERRICHTINGEN VAN DE CENTRALE OVERHEID (1968-1970).

DAMES EN HEREN,

In dit deel van de Algemene Toelichting worden de begrotingsverrichtingen van de Centrale Overheid gegroepeerd volgens de criteria van de economische en functionele classificering, zoals deze in zwang is in de drie Benelux-landen, en zoals ze door de internationale instellingen aanbevolen wordt.

In dit deel worden de bestaande gegevens van de begroting aangevuld. Inderdaad, sommige verrichtingen zouden normaal op de begroting moeten voorkomen doch ze geschieden om diverse redenen via speciale fondsen of autonome instellingen. De meeste dezer fondsen en instellingen worden gefinancierd door kredieten overgedragen van de Staatsbegroting; sommige echter worden gedeeltelijk door de Staatsbegroting gefinancierd en gedeeltelijk door belastigen met een bijzonder doel, andere door leningen.

Het belang van deze classificering zal niemand ontgaan. Zij geeft immers een economisch verantwoorde voorstelling van de Staatshuishouding; dank zij haar kunnen alle verrichtingen in de nationale rekening en in het nationaal budget worden ingeschakeld; ten slotte laat zij een volledige vergelijking toe van de begrotingsgegevens, in internationaal verband.

De in de tabellen verwerkte cijfers zijn netto cijfers. Terugbetalingen van ontvangsten en uitgaven werden weggewerkt.

#### I. — DE ECONOMISCHE HERGROEPERING.

De economische hergroepering bevat twee rekeningen :  
1° de rekening van de lopende verrichtingen;  
2° de rekening van de kapitaalverrichtingen.

Het saldo van de rekening der lopende verrichtingen moet de besparing of ontsparing aangeven en bepalen in welke mate de Centrale Overheid lopende middelen heeft aangewend of zal aanwenden met het oog op investeringen en andere kapitaalverrichtingen dan wel of zij heeft moeten lenen of zal moeten lenen om een deel harer lopende verrichtingen te dekken.

Du tableau ci-dessous il ressort que, pour les trois années considérées, le solde d'épargne varie fortement.

(En milliards de francs.)

Uit de hiernavolgende tabel blijkt dat het spaarsaldo sterk varieert in de drie beschouwde jaren :

(In miljard frank.)

	Total des dépenses courantes — Totaal lopende uitgaven	Total des recettes courantes — Totaal lopende ontvangsten	Solde du regroupement — Saldo van de hergroepering
1968 ... ... ...	234,6	234,7	+0,1
1969 ... ... ...	262,7	263,6	+0,9
1970 ... ... ...	278,5	288,0	+9,5

Les soldes de 1968 (année de réalisations) et 1969 (année budgétaire) sont légèrement positifs. Le solde de 1970 est nettement positif.

Dans l'appréciation de ces résultats, on ne peut perdre de vue qu'il y a lieu normalement d'ajouter  $\pm 1,8$  milliard de dépenses à titre d'amortissement des immeubles et du matériel. Cette imputation n'a été mentionnée dans les comptes que pour mémoire.

Le solde de 1969 requiert également un jugement nuancé. On peut normalement s'attendre à ce que ce solde, compte tenu des annulations de crédits prévues ( $\pm 2,5$  milliards) devienne nettement plus élevé. D'autre part, les recettes 1969 ont été réévaluées sur base d'une hypothèse modérée au regard des réalisations actuellement connues.

La différence en 1970 entre le solde des opérations courantes du regroupement économique (+9,5 milliards) et celui du budget ordinaire (+0,1 milliard) résulte principalement du fait que la répartition des budgets de l'Etat entre les titres « Dépenses ordinaires » et « Dépenses extraordinaires » ne correspond pas à la répartition du regroupement économique en opérations courantes et opérations de capital.

L'incorporation des opérations d'un certain nombre de fonds et institutions à financement autonome (par ex. le Fonds des Routes) explique également en partie cette différence.

Les ajustements nécessaires pour passer du solde budgétaire à celui du compte « opérations courantes » du regroupement économique sont résumés dans le tableau ci-après :

De saldi van 1968 (realisatiejaar) en 1969 (begrotingsjaar) zijn licht positief. Het saldo 1970 is uitgesproken positief.

Bij de beoordeling van deze resultaten mag niet uit het oog verloren worden dat normaal  $\pm 1,8$  miljard bij de uitgaven dient gevoegd te worden bij wijze van afschrijvingen op gebouwen en materieel. Deze toerekening werd in de rekeningen slechts pro memorie vermeld.

Het saldo voor 1969 vergt eveneens een genuanceerde beoordeling. Normaal mag verwacht worden dat dit saldo, rekening gehouden met de voorziening kredietannuleringen ( $\pm 2,5$  miljard), hoger zal liggen. Anderzijds werden de ontvangsten voor 1969 herschat vertrekend van een hypothese die, in het licht van de thans gekende inningen, eerder gematigd was.

Het verschil in 1970 tussen het saldo van de lopende verrichtingen van de economische hergroepering (+9,5 miljard) en dit van de gewone begroting (+0,1 miljard) spruit voornamelijk uit het feit dat de verdeling van de Staatsbegrotingen in de titels « Gewone uitgaven » en « Buitengewone uitgaven » niet analoog loopt met de indeling van de economische hergroepering in lopende verrichtingen en kapitaalverrichtingen.

De inschakeling van de verrichtingen van een aantal fondsen en instellingen met autonome financiering (bv. Wegenfonds) is een ander verschilpunt.

In de volgende tabel worden de diverse aanpassingen samengevat die nodig zijn om van het budgettaar saldo naar dit van de rekening « lopende verrichtingen » van de economische hergroepering over te gaan :

(En milliards de francs.)

(In miljard frank.)

	1970 Opérations qui influencent le solde d'épargne <i>Verrichtingen die het spaarsaldo beïnvloeden</i>		
	en diminution <i>verminderen</i>	en augmentation <i>verhogen</i>	
Dépenses du budget extraordinaire reprises dans le compte des opérations courantes (principalement investissements militaires).	8,8	—	Uitgaven van de buitengewone begroting opgenomen in de lopende rekening (hoofdzakelijk militaire investeringen).
Dépenses du budget ordinaire reprises dans le compte de capital (principalement des amortissements de la dette directe et indirecte, dépenses d'équipement et transferts de capitaux).	—	27,1	Uitgaven van de gewone begroting opgenomen in de kapitaalrekening (hoofdzakelijk aflossingen van de directe en indirecte schuld, ultrusting-uitgaven, kapitaaltransferten aan het buitenland).
Recettes ordinaires reprises dans le compte de capital (principalement des droits de succession).	5,2	—	Gewone ontvangsten opgenomen in de kapitaalrekening (hoofdzakelijk successierechten).
Dépenses courantes extra-budgétaires (provenant principalement de fonds).	16,6	—	Extrabudgettaire lopende uitgaven (voornamelijk van fondsen).
Recettes courantes extra-budgétaires (provenant principalement de fonds).	—	12,9	Extrabudgettaire lopende ontvangsten (voornamelijk van fondsen).
Total ... ... ...	30,6	40,0	Totaal.
Difference ... ... ...	9,4		Verschil.

**A. — OPERATIONS COURANTES.**

On distingue parmi les opérations courantes les groupes suivants :

**1. Les dépenses de consommation.**

1<sup>o</sup> Salaires, pensions et autres charges sociales du personnel des services publics.

Ceux-ci passent de 50 milliards en 1968 à 59,9 milliards en 1970, soit une augmentation de 9,8 milliards ou 20 %. Pour apprécier cette évolution, il faut tenir compte de :

- l'incidence des hausses successives de l'index qui portera le niveau des salaires respectivement à 130 et 132,5 % en 1969 et 1970;
- les engagements contractés en application de la programmation sociale dans les services publics (1,2 milliard en 1970);
- l'augmentation normale des salaires inhérente au statut pécuniaire;
- l'accroissement des effectifs du personnel; celui-ci est relativement accentué dans l'enseignement de l'Etat. On enregistre par contre une diminution réelle pour les corps spéciaux.

**2<sup>o</sup> Les achats de biens et de services.**

Pour 1970, il est prévu une dépense de 21,3 milliards contre 18,7 milliards en 1968. L'accroissement (+12 %) concerne principalement l'année 1969. Pour 1970, l'augmentation se limite à 4 %.

3<sup>o</sup> Les dépenses courantes pour travaux et équipements, parmi lesquelles les investissements militaires considérés comme des dépenses de consommation, les contributions à l'O.T.A.N., la réparation et l'entretien des routes, canaux, etc.

**A. — LOPENDE VERRICHTINGEN.**

Bij de lopende verrichtingen onderscheidt men volgende groepen :

**1. De consumptieve bestedingen.**

1<sup>o</sup> Lonen, pensioenen en andere sociale lasten van het overheidspersoneel.

Deze stijgen van 50 miljard in 1968 tot 59,9 miljard in 1970, zegge met 9,8 miljard of 20 %. Bij de beoordeling van deze evolutie dient men rekening te houden met :

- de weerslag van de achtereenvolgende indexstijgingen die het loonpeil in 1969 en 1970 onderscheidenlijk op 130 en 132,5 % zal brengen;
- de verplichtingen aangegaan in verband met de sociale programmatie in de openbare diensten (1,2 miljard in 1970);
- de normale weddeverhogingen inherent aan het geldelijk statuut;
- de aangroei der personeelseffectieven. Deze is relatief sterk in het Staatsonderwijs. Voor de speciale korpsen wordt daarentegen een reële vermindering vastgesteld.

**2<sup>o</sup> De aankopen van goederen en diensten.**

Voor 1970 wordt 21,3 miljard voorzien tegenover 18,7 miljard in 1968, hetzij een toename met +12 %. Deze heeft voornamelijk betrekking op 1969. Voor 1970 is de verhoging beperkt tot 4 %.

3<sup>o</sup> De lopende uitgaven voor werken en uitrusting, waaronder de als consumptieve uitgaven beschouwde militaire investering, de N.A.V.O.-bijdragen en het herstel en onderhoud van wegen, kanalen enz.

Les achats de biens militaires durables atteignent 6,3 milliards en 1970 contre 4,1 milliards en 1968. L'achat de chars de combat et d'avions de combat, dans le cadre de la modernisation des forces armées, exerce ici son influence.

Les dépenses de gros entretien, étroitement liées à l'effort fait dans le domaine de l'infrastructure, atteignent en 1969 le niveau très élevé de 3,9 milliards. L'importance de ce montant s'explique pour une grande part par les travaux de réparations imprévisibles aux routes par suite des intempéries. Le crédit de 2,4 milliards en 1970 rentre dans la ligne normale de l'évolution de cette catégorie de dépenses.

Compte tenu des recettes correspondantes : 1,3 milliard en 1968, 1,1 milliard en 1969 et 1,3 milliard en 1970, la consommation du Pouvoir central croît de 14,5 milliards entre 1968 et 1970, soit 19 %. L'accroissement se situe principalement entre 1968 et 1969 (+14 %); entre 1969 et 1970 il retombe à 5 %.

## 2. Intérêts, pertes et profits.

Les charges d'intérêts de la Dette publique, y compris les primes d'émission et de remboursement, passent de 25,4 milliards en 1968 à 32,7 milliards en 1970, soit un accroissement de 28 %. A noter que les charges en question comprennent également les fonds et institutions autonomes tels que le Fonds des Routes, l'Intercommunale E 3 et autres.

Les contributions aux pertes d'exploitation passent de 9,8 milliards en 1968 à 11,1 milliards en 1969 et 10,8 milliards en 1970. La diminution constatée en 1970 par rapport à 1969 s'explique par la réduction prévue du déficit d'exploitation des Postes suite à l'application des nouveaux tarifs postaux. Les interventions dans le déficit des sociétés de transport urbain et de la S.N.C.B. augmentent pendant la période envisagée respectivement de 11% et 19 %.

Du côté des recettes, cette rubrique comprend les participations aux bénéfices d'exploitation et les intérêts reçus. Elles augmentent de 10 % entre 1968 et 1970.

## 3. Transferts directs de revenus.

Les transferts de revenus de l'Etat en faveur des secteurs autres que le secteur public s'élèvent à 50,1 milliards de francs en 1970 contre, respectivement 41,6 milliards en 1968 et 46,9 milliards en 1969.

Ces transferts concernent les entreprises privées (7,5 milliards pour les subventions réduisant les loyers et les intérêts en 1970), les entreprises publiques et privées (15,9 milliards d'autres subventions), les ménages (19,3 milliards) et l'étranger (7,5 milliards). L'augmentation globale atteint 20,5 % par rapport à 1968 et 6,9 % par rapport au montant ajusté de 1969.

L'accroissement est particulièrement prononcé pour ce qui concerne les subventions réduisant les loyers et les intérêts : 214,3 % entre 1968 et 1970. Il s'explique en ordre principal, par la stimulation de l'investissement moyennant des subsides-intérêts par voie du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Les autres subventions aux entreprises, tant publiques que privées, se maintiennent en 1970 au niveau de 1968 (15,9 milliards) après avoir atteint 17,8 milliards en 1969.

Les transferts aux ménages augmentent, par contre, de 1,9 milliard ou 11,1 %.

Ces dépenses concernent principalement les pensions de guerre, l'aide aux handicapés, les soins aux indigents, l'intervention dans le coût d'une journée d'entretien dans les hôpitaux ainsi que les bourses d'études.

De aankopen van duurzame militaire goederen bereikten 6,3 miljard in 1970 tegenover 4,1 miljard in 1968. De aankoop van gevechtswagens en vliegtuigen in het kader van de modernisering der Krijgsmachtdelen laat hier zijn invloed gelden.

De uitgaven voor het groot onderhoud nauw verbonden met de inspanningen op het vlak van de infrastructuur, bereiken een bijzonder hoog peil in 1969 met 3,9 miljard, mede ingevolge onvoorzien herstellingswerken aan wegen welke schade opliepen door slechte weersomstandigheden. Het krediet van 2,4 miljard in 1970 ligt terug in de lijn van de normale evolutie van deze uitgavencategorie.

Rekening gehouden met de overeenstemmende ontvangsten : 1,3 miljard in 1968, 1,1 miljard in 1969 en 1,3 miljard in 1970, neemt de consumptie van de Centrale Overheid toe met 14,5 miljard tussen 1968 en 1970, hetzij met 19 %. De toeneming is bijzonder geaccentueerd tussen 1968 en 1969 (+14 %) en loopt terug tot 5 % tussen 1969 en 1970.

## 2. Rente, verliezen en winsten.

De rentelast van de Overheidsschuld, met inbegrip van de emissie- en terugbetalingspremies, stijgt van 25,4 miljard in 1968 tot 32,7 miljard in 1970, dit is met 28 %. Te noteren dat in deze cijfers eveneens de rentelasten van de schuld der fondsen en autonome instellingen zoals het Wegentonds, de Intercommunale E3 en dergelijke begrepen zijn.

De bijdragen in exploitatieverliezen evolueren van 9,8 miljard in 1968 tot 11,1 miljard in 1969 en 10,8 miljard in 1970. De vermindering in 1970 t.o.v. 1969 houdt verband met het exploitatietekort der Posterijen dat ingevolge de tariefverhogingen zal kunnen gereduceerd worden. De tussenkomsten in de exploitatietekorten van de maatschappijen voor stedelijk vervoer en van de N.M.B.S. nemen tijdens de beschouwde periode onderscheidenlijk toe met 11 % en 19 %.

Aan de ontvangstzijde worden hier de aandelen en exploitatiewinsten en ontvangen renten geboekt. Zij nemen toe met 19 % tussen 1968 en 1970.

## 3. Directe inkomensoverdrachten.

De inkomensoverdrachten van de Staat ten voordele van de niet-overheidssectoren belopen 50,1 miljard frank in 1970 tegenover respectievelijk 41,6 miljard in 1968 en 46,9 miljard in 1969.

Deze transferten vloeien onderscheidenlijk toe aan de privé-bedrijven (7,5 miljard huur- en renteverlagende subsidies in 1970), de openbare en private bedrijven (15,9 miljard overige subsidies), de gezinnen (19,3 miljard) en het buitenland (7,5 miljard). De globale stijging behoort 20,5 % t.o.v. 1968 en 6,9 % t.o.v. de aangepaste ramingen over 1969.

De toeneming der overdrachten ten bate van de niet-overheidssectoren is bijzonder groot wat de huur- en renteverlagende tegemoetkomingen betreft : 214,3 % tussen 1968 en 1970. Hier komt inzonderheid de investeringsstimulering door intrestsubsidies, die via het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie lopen, tot uiting.

De overige uitkeringen aan de bedrijven, waaronder zowel openbare als private, blijven in 1970 op het peil van 1968 (15,9 miljard), na in 1969 opgelopen te zijn tot 17,8 miljard.

De uitkeringen aan de gezinnen nemen daarentegen toe met 1,9 miljard of 11,1 %.

Deze uitgaven betreffen inzonderheid de oorlogspensioenen, de hulp aan gehandicapten, de verzorging van behoeftigen, de bijdragen in de verpleegdagprijzen in de ziekenhuizen, en ook studiebeurzen.

Enfin, les transferts à l'étranger augmentent de 2,6 milliards ou 54,7 %. Cette évolution traduit, en ordre principal, les efforts accrus en faveur de la Coopération au Développement.

Du côté des recettes, cette rubrique comprend les impôts, à l'exception des droits de succession qui sont enregistrés comme transferts de capitaux, ainsi que les transferts de revenus de l'étranger. Au total, le montant de ces recettes passe de 229,9 milliards en 1968 à 259,3 milliards en 1969 et 282,6 milliards en 1970. L'augmentation atteint 22,9 % pendant la période considérée et concerne, en ordre principal, les impôts directs (+34 %) et indirects (+16 %). Sont également reprises sous cette rubrique les recettes propres du Fonds agricole (prélèvements) ainsi que le produit des impôts destinée au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Les autres revenus résultant des transferts de l'intérieur et de l'étranger diminuent par contre légèrement (1,6 milliard en 1968 et 1,5 milliard en 1970).

#### 4. Transferts de revenus entre secteurs publics.

Ce chapitre comprend principalement les transferts de revenus entre le Pouvoir central et les autres secteurs des pouvoirs publics, c'est-à-dire les institutions de la Sécurité sociale, les provinces et les communes ainsi que l'enseignement libre.

Ces transferts atteignent 94,4 milliards en 1970 contre 82,1 milliards en 1968, soit une augmentation de 15 %.

Leur évolution ressort du tableau suivant :

(En milliards de francs.)	1968	1970	(In miljard frank.)
Sécurité sociale ... ... ... ...	33,5	36,2	<i>Sociale zekerheid :</i>
Maladie et invalidité . . . . .	16,2	19,9	Ziekte en Invaliditeit.
Pensions de vieillesse . . . . .	9,7	11,1	Ouderdomspensioenen.
Chômage . . . . .	4,2	1,2	Werkloosheid.
Allocations familiales . . . . .	1,9	1,8	Gezinstoelagen.
Autres . . . . .	1,5	2,2	Andere.
Communes et provinces ... ... ... ...	25,0	31,3	<i>Gemeenten en provinciën :</i>
Subventions à l'enseignement . . . . .	10,3	11,6	Onderwijsbijdragen.
Autres objectifs . . . . .	15,5	19,7	Andere doeleinden.
Enseignement libre . . . . .	22,8	26,9	<i>Vrij onderwijs.</i>
Total ... ... ...	82,1	94,4	Totaal.

#### B. — OPERATIONS DE CAPITAL.

Le compte des opérations en capital comporte, outre la reprise du solde du compte des opérations courantes, les rubriques ci-après :

#### 5. Transferts de capitaux.

Les transferts directs de capitaux aux entreprises, aux ménages et à l'étranger s'élèvent à 5,7 milliards de francs en 1970 contre, respectivement 3,5 et 4,6 milliards en 1968 et 1969.

L'augmentation de 63 % sur une période de trois ans est due exclusivement aux interventions accrues en capital, en faveur des entreprises, dans le cadre de l'expansion économique et de la reconversion régionale. Les primes à la construction sont également enregistrées ici.

Les transferts aux ménages et à l'étranger ne présentent que de légères variations.

De overdrachten aan het buitenland ten slotte nemen toe met 2,6 miljard of 54,7 %. Deze ontwikkeling vertolkt inzonderheid de toenemende inspanningen ten voordele van de Ontwikkelingssamenwerking.

Tegenover deze uitgaven staan aan de ontvangstenzijde de belastingen met uitzondering van de successierechten die als kapitaaloverdrachten geboekt worden, evenals de inkomsten uit het buitenland. Globaal nemen deze ontvangsten toe van 229,9 miljard in 1968 tot 259,3 miljard in 1969 en 282,6 miljard in 1970. De toename met 22,9 % over deze tijdspanne van drie jaar is vooral terug te vinden bij de directe belastingen (+34 %) en de indirecte belastingen (+16 %). In deze beide groepen zijn eveneens de eigen ontvangsten van het Landbouwfonds (heffingen) alsmede de belastingen die bestemd zijn voor het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie, begrepen. De overige inkomsten uit binnen- en buitenlandse overdrachten nemen daarentegen een weinig af (1,6 miljard in 1968, 1,5 miljard in 1970).

#### 4. Inkomensoverdrachten tussen overheidssectoren.

Deze hoofdgroep bevat hoofdzakelijk de inkomensoverdrachten tussen de Centrale Overheid en de andere sectoren van de overheid, dit wil zeggen de instellingen van de Sociale Zekerheid, de gemeenten en de provinciën en het vrij onderwijs.

Deze overdrachten bereiken 94,4 miljard in 1970 tegenover 82,1 miljard in 1968, hetzij een toename met 15 %.

Hun verloop blijkt uit volgende tabel :

(In miljard frank.)

#### B. — KAPITAALVERRICHTINGEN.

De rekening der kapitaalverrichtingen bevat benevens het saldo van de rekening der lopende verrichtingen volgende rubrieken :

#### 5. Vermogensoverdrachten.

De directe vermogensuitkeringen aan de bedrijven, de gezinnen en het buitenland bedragen 5,7 miljard frank in 1970 tegenover respectievelijk 3,5 en 4,6 miljard in 1968 en 1969.

De toekening met 63 % over drie jaar is uitsluitend te wijten aan de verhoogde kapitaaluitkeringen ten voordele van de bedrijven in het kader van het economisch expansiebeleid en de regionale reconversie. Ook de bouwpremies worden hier geboekt.

De overdrachten aan de gezinnen en het buitenland ondergaan geen noemenswaardige wijzigingen.

En recettes, sont repris ici les transferts à l'Etat en provenance des entreprises, des ménages et de l'étranger et les impôts sur le patrimoine. Globalement ces recettes augmentent de 1,6 milliard ou 27,1 %. L'accroissement se répartit en parts égales entre les transferts de capitaux des ménages et les impôts sur le patrimoine, parmi lesquels sont repris les droits de succession.

#### 6. Transferts de capitaux entre secteurs publics.

Cette rubrique comprend les contributions de l'Etat dans les investissements réels des pouvoirs publics subordonnés. De 2,5 milliards en 1968 et 1969, elles passent à 3,2 milliards en 1970. L'accroissement (+28 %) concerne principalement les amortissements pris en charge par l'Etat des emprunts contractés par les communes auprès du Crédit communal (0,9 milliard en 1970).

D'autres contributions également importantes se situent sur le plan des constructions scolaires (+0,6 milliard pour chacune des années considérées) et du remembrement rural (0,4 milliard en 1970).

#### 7. Investissements directs.

Les investissements du Pouvoir central comprennent, outre ceux de l'Etat, également ceux du Fonds des Routes, des Intercommunales des autoroutes (E3, E5, E39 et, à partir de 1970, E9 et E40) ainsi que ceux des Fonds de constructions scolaires. Ils atteignaient 27,4 milliards de francs en 1968. Pour 1969 et 1970, on prévoit des crédits de paiement de l'ordre de 34,9 et 37,4 milliards. L'augmentation, pendant la période considérée, est de 36,2 %; les prévisions pour 1970 se situent à un niveau de 7,2 % supérieur aux évaluations ajustées de 1969.

Les diverses catégories d'investissement présentent une tendance prononcée à l'accroissement, à l'exception toutefois des acquisitions et expropriations de terrains et de bâtiments qui se maintiennent, en 1970, au niveau de 1968.

Pour la construction de bâtiments, principalement les écoles et les complexes universitaires, on prévoit pour 1970 4,8 milliards de francs, soit un accroissement de l'ordre de 20,7 % par rapport à 1968.

Pour les travaux routiers et hydrauliques, il est prévu en 1970 des crédits de paiement à concurrence de 20,1 milliards contre 16,6 milliards en 1968 (+21 %). Ce montant ne comprend pas les dépenses pour les Intercommunales des autoroutes E5, E9 et E40, ce qui explique précisément l'accroissement accentué des dépenses d'investissement non ventilées. Ce montant (5,3 milliards en 1970) est notamment destiné aux dépenses (expropriations et travaux proprement dits) de ces trois sociétés intercommunales.

Les achats de biens de capital durables augmentent par rapport à 1968 de 34,7 % et s'élèvent en 1970 à 2,1 milliards.

Du côté des recettes, il y a lieu de mentionner également une importante majoration (1,9 milliard en 1970, contre 0,4 milliard en 1968) provenant exclusivement de la vente de terrains et de bâtiments.

#### 8. Crédits et participations.

Les octrois de crédits et participations au secteur des entreprises, et, dans une moindre mesure, ceux à l'étranger, constituent les principaux postes de cette rubrique.

Les interventions financières en faveur des entreprises passent de 10,4 milliards en 1968 à 12,7 milliards en 1970 (+22 %). Il s'agit notamment de la promotion et de la

Tegenover deze uitgaven staan langs de ontvangstzijde zowel overdrachten aan de Staat, voortkomende van de bedrijven, de gezinnen en het buitenland, als vermogensheffingen. Globaal nemen deze ontvangsten toe met 1,6 miljard of 27,1 %. De toeneming is gelijkmatig verdeeld over de kapitaaloverdrachten van de gezinnen en over de vermogensheffingen waaronder de successierechten zijn ondergebracht.

#### 6. Vermogensoverdrachten tussen overheidssectoren.

In deze rubriek zijn de Staatsbijdragen in de werkelijke investeringen van de lagere publiekrechtelijke lichamen opgenomen. Zij bereiken 3,2 miljard in 1970 tegenover 2,5 miljard in 1968 en 1969. De toeneming (+28 %) heeft hoofdzakelijk betrekking op de door de Staat ten laste genomen aflossingen van de leningen der gemeenten bij het Gemeente-krediet (0,9 miljard in 1970).

Andere belangrijke bijdragen liggen op het vlak van de scholenbouw (+0,6 miljard in elk der drie jaren) en van de ruilverkaveling (0,4 miljard in 1970).

#### 7. Directe investeringen.

De investeringen van de Centrale Overheid — waaronder naast deze van de Staat ook deze van het Wegenfonds, van de Intercommunale Maatschappijen voor wegenbouw (E3, E5, E 39 en vanaf 1970 E9 en E40) alsmede van de Fondsen voor schoolgebouwen opgenomen zijn — belopen 27,4 miljard frank in 1968. Voor 1969 en 1970 worden respectievelijk betalingskredieten ten belope van 34,9 en 37,4 miljard voorzien. De toeneming over de periode van drie jaar bedraagt aldus 36,2 %; de vooruitzichten voor 1970 liggen 7,2 % hoger dan de aangepaste ramingen 1969.

De diverse investeringscategorieën vertonen alle een uitgesproken accres over de driejarige periode, met uitzondering van de aankopen en onteigeningen van gronden en gebouwen die in 1970 op het peil van 1968 blijven.

De oprichting van gebouwen, inzonderheid scholen en universiteitscomplexen, vergt in 1970 4,8 miljard of 20,7 %, meer dan in 1968.

Voor de wegen en waterbouwkundige werken worden in 1970 betalingskredieten uitgetrokken ten belope van 20,1 miljard tegenover 16,6 miljard in 1968 (+21 %). Hierin zijn de uitgaven van de Wegenintercommunales E5, E9 en E40 niet begrepen. De opmerkelijke sterke aangroei van de niet verdeelde investeringsuitgaven is juist daaraan te wijten. Dit bedrag (5,3 miljard in 1970) betreft immers inzonderheid de uitgaven (onteigeningen en eigenlijke werken) van deze drie intercommunale maatschappijen.

De aankopen van duurzame vermogensgoederen stijgen tegenover 1968 met 34,7 % en belopen 2,1 miljard in 1970.

Aan ontvangstzijde valt eveneens een noemenswaardige aangroei te melden, nl. van 0,4 miljard in 1968 tot 1,9 miljard in 1970, die uitsluitend te wijten is aan de verkoop van gronden en gebouwen.

#### 8. Kredieten en deelnemingen.

De kredietverleningen en deelnemingen vooral aan en in de sector bedrijven en in mindere mate aan en in het buitenland vormen de voornaamste posten in deze rubriek.

De financiële tussenkomsten ten behoeve van de bedrijven nemen toe van 10,4 miljard in 1968 tot 12,7 miljard in 1970 (+22 %). Het betreft o.m. de bevordering en de moderni-

modernisation des transports en commun dans les grandes villes, des investissements de la S.N.C.B. et de la construction navale.

Pour l'étranger, il est prévu en 1970, principalement dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement, des crédits d'un montant de 1,4 milliard contre 0,8 milliard en 1968.

#### 9. Dette publique.

Sont repris ici les amortissements de la Dette publique directe et des autres emprunts assimilés; ils passent de 20,7 milliards en 1968 à 22,4 milliards en 1969 et 24,5 milliards en 1970.

sering van het gemeenschappelijk vervoer in de grote steden, de investeringen van de N.M.B.S. en de scheepsbouw.

Voor het buitenland worden in 1970, voornamelijk in het kader van de hulp aan de ontwikkelingslanden, voor 1,4 miljard kredieten voorzien tegenover 0,8 miljard in 1968.

#### 9. Openbare schuld.

In deze rubriek worden de aflossingen van de directe Rijksschuld en de daarmee gelijkgestelde schuld opgenomen. Zij evolueren van 20,7 miljard in 1968 naar 22,4 miljard in 1969 en 24,5 miljard in 1970.

**REGROUPEMENT ECONOMIQUE  
DES OPERATIONS BUDGETAIRES DU POUVOIR CENTRAL**

A. — COMPTE « OPERATIONS COURANTES ».

(En millions de francs.)

Code	LIBELLE	1968		1969
		D	C	D
1	<i>Dépenses et recettes courantes pour biens et services</i> ... ... ... ...	75 700	1 270	85 646
11	Salaires et charges sociales ... ... ... ...	49 976	—	55 068
12	Achats de biens non durables et de services ... ... ... ...	18 741	—	20 319
13	Achats de biens militaires durables ... ... ... ...	4 064	—	6 390
14	Réparation et entretien de routes et d'ouvrages hydrauliques, n'augmentant pas la valeur,	2 919	—	3 869
15	Coûts imputés . . . . .	p.m.	—	p.m.
16	Ventes de biens non durables et de services ... ... ... ...	—	1 270	—
2	<i>Intérêts, pertes et profits d'entreprises</i> ... ... ... ...	35 196	3 188	41 488
21	Intérêts de la dette des pouvoirs publics ... ... ... ...	25 368	—	30 430
22	Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques,	9 828	—	11 058
26	Intérêts de créances des pouvoirs publics . . . . .	—	1 046	—
27	Participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques . . . . .	—	2 053	—
28	Autres produits du patrimoine . . . . .	—	89	—
3	<i>Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs</i> ...	41 590	229 941	46 886
31	Subventions réduisant les loyers et les intérêts . . . . .	3 488	—	5 679
32	Autres subventions aux entreprises . . . . .	15 912	—	17 836
33	Transferts de revenus aux ménages . . . . .	17 363	—	17 180
34	Transferts de revenus à l'étranger . . . . .	4 827	—	6 191
36	Impôts indirects et prélèvements . . . . .	—	137 555	—
37	Impôts directs . . . . .	—	90 759	—
38	Autres transferts de revenus des ménages et des entreprises . . . . .	—	1 413	—
39	Transferts de revenus de l'étranger . . . . .	—	214	—
4	<i>Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public</i> ... . . . . .	82 112	236	88 676
42	Transferts de revenus à la sécurité sociale . . . . .	33 551	—	35 172
43	Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés.	25 753	—	28 465
44	Transferts de revenus à l'enseignement libre . . . . .	22 808	—	25 039
48	Transferts de revenus des provinces, communes et organismes assimilés.	—	236	—
01/06	<i>Divers</i> . . . . .	—	83	—
	<i>Total des opérations courantes</i> ... . . . . .	234 598	234 718	262 696
	<i>Solde des opérations courantes (à reporter)</i> ... . . . . .		+120	

**ECONOMISCHE HERGROEPERING  
VAN DE BEGROTINGSVERRICHTINGEN VAN DE CENTRALE OVERHEID.**

A. — REKENING « LOPENDE VERRICHTINGEN ».

(In miljoen frank.)

1969	1970		O M S C H R I J V I N G	Code
	C	D		
1 142	89 898	1 258	<i>Lopende uitgaven en ontvangsten voor goederen en diensten</i> ... ... ...	1
—	59 863	—	Lonen en sociale lasten ... ... ... ...	11
—	21 269	—	Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten ... ...	12
—	6 326	—	Aankoop van duurzame militaire goederen ... ...	13
—	2 440	—	Herstel en niet-waardevermeerderend onderhoud van wegen en waterbouwkundige werken.	14
—	p.m.	—	Toegerekende kosten ... ... ...	15
1 142	—	1 258	Verkoop van niet-duurzame goederen en van diensten ... ...	16
2 852	43 547	3 839	<i>Rente, verliezen en winsten van bedrijven</i> ... ... ...	2
—	32 719	—	Rente overheidsschuld ... ... ...	21
—	10 828	—	Bijdragen in rentelasten en exploitatieverliezen van openbare bedrijven.	22
1 015	—	1 025	Rente van overheidsvorderingen ... ... ...	26
1 766	—	2 732	Aandeel in exploitatiewinsten van openbare bedrijven ... ...	27
71	—	82	Overige opbrengsten van het eigendom ... ...	28
259 313	50 117	282 563	<i>Inkomensoverdrachten aan en van andere sectoren</i> ... ... ...	3
—	7 476	—	Huur- en renteverlagende subsidies ... ... ...	31
—	15 892	—	Overige subsidies aan bedrijven ... ...	32
—	19 284	—	Inkomensoverdrachten aan gezinnen ... ...	33
—	7 465	—	Inkomensoverdrachten aan het buitenland ...	34
150 685	—	159 162	Indirecte belastingen en heffingen ... ...	36
107 361	—	121 897	Directe belastingen ... ...	37
1 115	—	1 384	Overige inkomensoverdrachten van gezinnen en van bedrijven ...	38
152	—	120	Inkomensoverdrachten van het buitenland ...	39
273	94 400	357	<i>Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid</i> ... ... ...	4
—	36 202	—	Inkomensoverdrachten aan de sociale zekerheid ... ...	42
—	31 251	—	Inkomensoverdrachten aan provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde lichamen.	43
—	26 947	—	Inkomensoverdrachten aan het vrij onderwijs ... ...	44
273	—	357	Inkomensoverdrachten van provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde lichamen.	48
—	560	—	<i>Diversen</i> ... ... ...	01/06
263 580	278 522	288 017	<i>Totaal van de lopende verrichtingen.</i>	
+884		+9 495	<i>Saldo van de lopende verrichtingen (over te dragen).</i>	

## B. — COMPTE « OPERATIONS DE CAPITAL ».

(En millions de francs.)

Code	LIBELLE	1968		1969	
		D	C	D	
	<i>Solde des opérations courantes ... ... ...</i>	—	120	—	
5	<i>Transferts de capitaux à destination et en provenance d'autres secteurs ...</i>	3 515	4 261	4 626	
51	Transferts de capitaux aux entreprises ... ... ... ...	1 554	—	2 542	
52	Transferts de capitaux aux ménages ... ... ... ...	59	—	23	
53	Transferts de capitaux à l'étranger ... ... ... ...	1 902	—	2 061	
56	Transferts de capitaux des entreprises ... ... ... ...	—	13	—	
57	Impôts sur le patrimoine ... ... ... ...	—	4 047	—	
58	Transferts de capitaux des ménages ... ... ... ...	—	58	—	
59	Transferts de capitaux de l'étranger ... ... ... ...	—	143	—	
6	<i>Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public ... ... ...</i>	2 567	107	2 671	
63	Transferts de capitaux aux provinces, communes et organismes assimilés.	2 486	—	2 544	
64	Transferts de capitaux à l'enseignement libre ... ... ...	81	—	127	
68	Transferts de capitaux des provinces, communes et organismes assimilés ... ... ... ...	—	107	—	
7	<i>Investissements (civils) ... ... ... ...</i>	27 433	384	34 860	
70	Non ventilé ... ... ... ...	273	—	1 489	
71	Achats de terrains et bâtiments dans le pays ... ... ...	5 028	—	6 054	
72	Construction de bâtiments dans le pays ... ... ...	3 972	—	5 059	
73	Construction de routes et travaux hydrauliques ... ...	16 574	—	20 427	
74	Achats de biens meubles durables ... ... ... ...	1 586	—	1 831	
76	Ventes de terrains et bâtiments dans le pays ... ...	—	307	—	
77	Ventes de biens meubles durables ... ... ... ...	—	77	—	
8	<i>Octrois de crédits et participations ... ... ...</i>	11 240	912	12 094	
81	Octrois de crédits et participations aux entreprises ... ...	10 381	—	10 464	
82	Octrois de crédits aux ménages ... ... ... ...	27	—	189	
83	Octrois de crédits et participations à l'étranger ... ...	774	—	1 294	
84	Octrois de crédits à l'intérieur du secteur public ... ...	58	—	147	
86	Remboursements de crédits et liquidations de participations dans les entreprises.	—	753	—	
87	Remboursements de crédits par les ménages ... ... ...	—	155	—	
88	Remboursements de crédits et liquidations de participations à l'étranger.	—	4	—	
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur public ... ...	—	—	—	
06	<i>Divers ... ... ... ...</i>	—	12	—	
	<i>Solde net à financer ... ... ... ...</i>	—38 959	—	—47 129	
9	<i>Dette publique ... ... ... ...</i>	20 698	—	22 378	
—	Amortissements au budget de la dette publique ... ...	17 113	—	18 131	
—	Autres amortissements ... ... ... ...	3 585	—	4 247	
	<i>Total des opérations de capital, dont :</i> ... ... ...	65 453	5 796	76 629	
	1° Solde des opérations courantes ... ... ... ...	—	120	—	
	2° Opérations de capital ... ... ... ...	65 453	5 676	76 629	
	<i>Total général ... ...</i>	300 051	240 394	339 325	

## B. — REKENING « KAPITAALVERRICHTINGEN ».

(In miljoen frank.)

1969		1970		O M S C H R I J V I N G	Code
C	D	C			
884	—	9 495	<i>Saldo van de lopende verrichtingen.</i>		
4 940	5 731	5 416	<i>Vermogensoverdrachten aan en van andere sectoren</i> . . . . .	5	
—	3 719	—	Vermogensoverdrachten aan bedrijven . . . . .	51	
—	32	—	Vermogensoverdrachten aan gezinnen . . . . .	52	
—	1 980	—	Vermogensoverdrachten aan het buitenland . . . . .	53	
487	—	36	Vermogensoverdrachten van bedrijven . . . . .	56	
4 100	—	4 500	Vermogensheffingen . . . . .	57	
51	—	578	Vermogensoverdrachten van gezinnen . . . . .	58	
302	—	302	Vermogensoverdrachten van het buitenland . . . . .	59	
65	3 552	126	<i>Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid</i> . . . . .	6	
—	3 221	—	Vermogensoverdrachten aan provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde lichamen.	63	
—	331	—	Vermogensoverdrachten aan het vrij onderwijs . . . . .	64	
65	—	126	Vermogensoverdrachten van de provincies, gemeenten en gelijkgestelde lichamen.	68	
328	37 354	1 882	<i>Investeringen (civiel)</i> . . . . .	7	
—	5 293	—	Niet verdeeld . . . . .	70	
—	5 077	—	Aankoop van grond en gebouwen in het binnenland . . . . .	71	
—	4 794	—	Nieuwbouw van gebouwen in het binnenland . . . . .	72	
—	20 054	—	Aanleg van wegen en waterbouwkundige werken . . . . .	73	
—	2 136	—	Aankoop van duurzame roerende goederen . . . . .	74	
257	—	1 811	Verkoop van grond en gebouwen in het binnenland . . . . .	76	
71	—	71	Verkoop van duurzame roerende goederen . . . . .	77	
874	14 391	1 041	<i>Kredietverleningen en deelnemingen</i> . . . . .	8	
—	12 689	—	Kredietverleningen aan en deelnemingen in bedrijven . . . . .	81	
—	34	—	Kredietverleningen aan gezinnen . . . . .	82	
—	1 443	—	Kredietverleningen aan en deelnemingen in het buitenland . . . . .	83	
—	225	—	Kredietverleningen binnen de sector overheid . . . . .	84	
730	—	871	Kreditaflissingen door en liquidaties van deelnemingen in bedrijven.	86	
135	—	153	Kreditaflissingen door gezinnen . . . . .	87	
8	—	16	Kreditaflissingen door en liquidaties van deelnemingen in het buitenland.	88	
1	—	1	Kreditaflissingen binnen de sector overheid . . . . .	89	
31	—	571	<i>Diversen</i> . . . . .	06	
—	—42 497	—	<i>Te financieren netto-saldo.</i>		
—	24 510	—	<i>Overheidsschuld</i> . . . . .	9	
—	19 323	—	Aflossingen op de begroting van de overheidsschuld . . . . .	—	
—	5 187	—	Andere aflossingen . . . . .	—	
7 122	85 538	18 531	<i>Totaal van de kapitaalverrichtingen, waarvan :</i>		
884	—	9 495	1° Saldo van de lopende verrichtingen.		
6 238	85 538	9 036	2° Kapitaalverrichtingen.		
269 818	364 060	297 053	<i>Algemeen totaal.</i>		

**RAPPROCHEMENT  
DU REGROUPEMENT ECONOMIQUE  
ET DES DONNEES BUDGETAIRES  
OFFICIELLES.**

(En millions de francs.)

**I. — DEPENSES.**

**AANSLUITING  
VAN DE ECONOMISCHE HERGROEPERING  
MET DE OFFICIELE BEGROTINGSGEGEVENEN.**

(In miljoen frank.)

**I. — UITGAVEN.**

	1968	1969	1970	
1. Total regroupement économique ... ...	300 051	339 325	364 060	1. Totaal economische hergroepering.
2 A déduire :				2. Af te trekken :
a) Dépenses à charge de fonds, institutions autonomes et comptes pour ordre.	59 148	72 447	82 602	a) Uitgaven ten laste van fondsen, autonome instellingen en rekeningen voor orde.
b) Entreprises d'Etat :				b) Staatsbedrijven :
— Postes :				— Posterijen :
— différence entre dépenses et recettes.	3 537	3 925	3 604	— verschil tussen uitgaven en ontvangststen.
— dépenses fictives de l'Etat ...	388	391	394	— fictieve uitgaven van de Staat.
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belges — différence entre dépenses et recettes.	—	—	43	— Belgische Instituten voor radio en televisie — verschil tussen uitgaven en ontvangststen.
c) Frais d'emprunts de l'Etat et primes d'émissions.	650	835	826	c) Kosten bij Staatsleningen en emissiepremies.
d) Pensions garanties congolaises . ...	—	550	550	d) Gewaarborgde Congolese pensioenen.
	63 723	78 148	88 019	
3. A ajouter :				3. Bij te voegen :
a) Virements du budget aux fonds, institutions autonomes et comptes pour ordre.	34 748	37 887	41 239	a) Overschrijvingen van de begroting naar fondsen, autonome instellingen en rekeningen voor orde.
b) Dépenses brutes des entreprises d'Etat :				b) Bruto-uitgaven van Staatsbedrijven :
— Postes ... ... ... ...	8 594	9 126	9 849	— Posterijen.
— Paquebots Ostende-Douvres ...	384	419	455	— Paketboten Oostende-Dover.
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belges.	1 910	2 023	2 263	— Instituten van de Belgische radio en televisie.
c) Recettes déduites des dépenses ...	1 028	1 334	795	c) Ontvangsten afgetrokken van de uitgaven.
d) Dépenses déduites des recettes ...	71	76	72	d) Uitgaven afgetrokken van de ontvangststen.
e) Dépenses budgétaires non reprises dans le regroupement :				e) Begrotingsuitgaven niet opgenomen in de hergroepering :
— Transferts comptables internes ...	25	43	42	— Interne overboekingen.
	46 760	50 908	54 715	
4 Total des données comptables officielles.	283 088	312 085	330 756	4. Totaal van de officiële boekhoudkundige gegevens.
a) Dépenses ordinaires ... ... ...	247 507	272 373	290 406	a) Gewone uitgaven.
b) Dépenses extraordinaires . ... ...	35 581	39 712	40 350	b) Buitengewone uitgaven.

## II. — RECETTES.

## II. — ONTVANGSTEN.

	1968	1969	1970	
1. Total regroupement économique ... ...	240 394	269 818	297 053	1. Totaal economische hergroepering.
2. A déduire :				2. Af te trekken :
a) Recettes de fonds, institutions autonomes et comptes pour ordre qui ne proviennent pas du budget de l'Etat.	8 758	9 113	14 036	a) Ontvangsten van fondsen, autonome instellingen en rekeningen voor orde, niet afkomstig van de Staatsbegroting.
b) Recettes accidentielles ... ... ...	—	297	—	b) Toevallige ontvangsten.
c) Entreprises d'Etat :				c) Staatsbedrijven :
— Postes : amortissement économique.	127	132	135	— Posterijen: economische afschrijving.
— Paquebots Ostende-Douvres :				— Paketboten Oostende-Dover :
— amortissement économique et remboursement de dépenses.	100	100	100	— economische afschrijving en terugbetaling van uitgaven.
— différence entre recettes et dépenses.	148	133	135	— verschil tussen ontvangsten en uitgaven.
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belges — différence entre recettes et dépenses.	72	69	—	— Belgische Instituten voor radio en televisie — verschil tussen ontvangsten en uitgaven.
	9 205	9 844	14 406	
3. A ajouter :				3. Bij te voegen :
a) Recettes brutes des entreprises d'Etat :				a) Bruto-ontvangsten van Staatsbedrijven :
— Postes ... ... ... ...	4 899	5 103	6 134	— Posterijen.
— Paquebots Ostende-Douvres ...	623	660	680	— Paketboten Oostende-Dover.
— Instituts de la radiodiffusion et télévision belges.	1 982	2 184	2 106	— Instituten van de Belgische radio en televisie.
b) Recettes déduites des dépenses ...	1 028	1 334	795	b) Ontvangsten afgetrokken van de uitgaven.
c) Dépenses déduites des recettes ...	71	76	72	c) Uitgaven afgetrokken van de ontvangsten.
d) Recettes non reprises dans le regroupement.	127	254	61	d) Ontvangsten niet opgenomen in de hergroepering.
	8 730	9 611	9 848	
4. Total des données comptables officielles :	239 919	269 585	292 495	4. Totaal van de officiële boekhoudkundige gegevens :
a) Recettes ordinaires ... ... ... ...	239 437	269 164	290 480	a) Gewone ontvangsten.
b) Recettes extraordinaires ... ... ...	482	421	2 015	b) Buitengewone ontvangsten.

## II. — LE REGROUPEMENT FONCTIONNEL.

Dans le regroupement fonctionnel, les dépenses sont classées suivant les objectifs importants de la politique gouvernementale. Ce regroupement permet de se faire une idée de la portée exacte de l'évolution des tâches confiées à l'Etat.

Pour l'établir, on a utilisé les mêmes montants que ceux du regroupement économique.

Le tableau I contient un résumé succinct du regroupement fonctionnel pour les années 1968, 1969 et 1970 : dans les tableaux II, III et IV, les dépenses sont réparties par budget et par fonction.

\*\*

Les diverses fonctions ne présentent en général que des fluctuations très légères par rapport au total des dépenses. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de ces fluctuations pour la période 1966-1970 :

	1966	1967	1968	1969	1970
1. Enseignement et Culture, Communications, Interventions sociales, Défense nationale ... ... ...	58,6	59,3	58,9	58,3	57,2
2. Autres fonctions . . . . .	22,3	21,6	22,6	23,1	23,9
3. Dépenses non imputables (Dette publique, pouvoirs locaux) ... ... ...	19,1	19,1	18,5	18,6	18,9
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

L'Etat consacre en moyenne 19 % de ses dépenses totales à la fonction « Enseignement et Culture ».

La légère diminution du pourcentage de 1970 par rapport à 1968 traduit l'effort du Gouvernement pour maintenir l'augmentation des dépenses afférentes à cette fonction dans des limites raisonnables.

En chiffres absolus, les interventions s'élèvent en 1970 à 68,7 milliards contre 64,1 milliards en 1969 et 58,4 milliards en 1968. L'accroissement entre 1968 et 1969 était de 10 %. Entre 1969 et 1970, l'augmentation a été ramenée à 7 %.

Pour l'appréciation de cette fonction, il y a lieu de tenir compte également des autres éléments qui en font partie et dont les principaux sont :

1° les constructions scolaires, pour lesquelles des paiements d'un montant de 3,9 milliards sont prévus en 1970 contre 4,0 milliards en 1969 et 3,6 milliards en 1968;

2° les pensions, qui passent de 4,0 milliards en 1968 à 4,6 milliards en 1970;

3° les dépenses de la culture.

La fonction « Communications » représente en 1970 17 % des dépenses totales. Ses principales composantes sont :

1° Les communications routières.

Les dépenses totales pour cette sous-fonction très importante s'élèvent en 1970 à 33,0 milliards contre 30,5 milliards en 1969 et 23,0 milliards en 1968.

a) L'infrastructure des routes. Y sont repris, outre les crédits inscrits au budget des Travaux publics, l'ensemble des opérations du Fonds des Routes et des Intercommunales E 3, E 5, E 39 et E 40. Ces dépenses, y compris les dépenses courantes afférentes à la construction des routes, à l'exclusion du gros entretien, atteignent 28,4 milliards en 1970 contre 25,1 milliards en 1969 et 18,8 milliards en 1968.

## II. — DE FUNCTIONELE HERGROEPING.

In de functionele hergroeping worden de uitgaven geordend volgens de belangrijke objectieven van Staatszorg. Zij laat toe een oordeel te vormen over de juiste draagwijdte van de evolutie van de taken die aan de Staat zijn toevertrouwd.

Bij het opstellen van deze hergroeping werd uitgegaan van dezelfde cijfers als deze die werden aangewend bij de economische hergroeping.

Tabel I bevat een bondige samenvatting van de functionele hergroeping over de jaren 1968, 1969 en 1970 : in de tabellen II, III en IV worden de uitgaven ingedeeld per begroting en per functie.

\*\*

De diverse objectieven van staatszorg vertonen in het algemeen slechts geringe schommelingen met betrekking tot het geheel der uitgaven. Onderstaande tabel geeft een beeld van deze evolutie in de periode 1966-1970 :

	1966	1967	1968	1969	1970
1. Onderwijs en Cultuur, Verkeer, Sociale Zaken en Landsverdediging ... ...	58,6	59,3	58,9	58,3	57,2
2. Andere functies . . . . .	22,3	21,6	22,6	23,1	23,9
3. Niet toerekenbare uitgaven (Rijksschuld, ondergeschikte besturen) ... ... ...	19,1	19,1	18,5	18,6	18,9
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

De Staat besteedt gemiddeld 19 % van zijn totale uitgaven aan de functie « Onderwijs en Cultuur ».

De lichte daling van het percentage in 1970 in vergelijking met 1968 wijst op de inspanning van de Regering om de toename van deze uitgaven enigszins binnen redelijke grenzen te houden.

In absolute cijfers uitgedrukt belopen de voorzieningen in 1970, 68,7 miljard tegenover 64,1 miljard in 1969 en 58,4 miljard in 1968. De toename tussen 1968 en 1969 bedroeg 10 %. Tussen 1969 en 1970 werd de verhoging tot 7 % teruggebracht.

Bij de beoordeling van deze functie dient eveneens rekening gehouden met andere elementen die er deel van uitmaken. De voornaamste hiervan zijn :

1° de oprichting van schoolgebouwen waarvoor in 1970 betalingen ten bedrage van 3,9 miljard voorzien worden tegenover 4,0 miljard in 1969 en 3,6 miljard in 1968;

2° de pensioenen die van 4,0 miljard in 1968 oplopen tot 4,6 miljard in 1970;

3° de uitgaven voor cultuur.

De functie « Verkeer » vertegenwoordigt in 1970 17 % van de totale uitgaven. De voornaamste elementen ervan zijn :

1° Het wegverkeer.

De totale uitgaven voor deze belangrijke subfunctie bereikten in 1970 33,0 miljard, tegenover 30,5 miljard in 1969 en 23,0 miljard in 1968.

a) De wegeninfrastructuur. Hierin zijn, benevens de kredieten voorkomend op de begroting van Openbare Werken, al de verrichtingen van het Wegenfonds en van de Intercommunales E 3, E 5, E 39 en E 40 opgenomen. Deze uitgaven, waarin begrepen de lopende uitgaven die op de wegenbouw drukken, doch exclusief het grote onderhoud, bereiken 28,4 miljard in 1970 tegenover 25,1 miljard in 1969 en 18,8 miljard in 1968.

b) Le gros entretien des routes. Les crédits prévus ont été limités à 1,4 milliard en 1970. En 1968 et 1969, ils s'élevaient respectivement à 1,8 et 2,6 milliards.

c) La participation de l'Etat dans les investissements des sociétés intercommunales de transport, principalement la construction de métros. Elle passe de 1,2 milliard en 1968 à 1,5 milliard en 1969 et à 1,9 milliard en 1970.

#### 2<sup>e</sup> Les communications ferroviaires.

Il s'agit principalement d'interventions en faveur de la S.N.C.B. figurant aux budgets des Communications et de la Dette publique.

Elles s'élèvent à 10,8 milliards en 1968, 11,2 milliards en 1969 et 11,5 milliards en 1970. Les interventions dans le déficit d'exploitation passent de 2,6 milliards en 1968 à 2,1 milliards en 1970.

Les participations en faveur du Fonds de renouvellement se maintiennent pour les trois années à 3,3 milliards.

#### 3<sup>e</sup> Les communications par eau.

Cette rubrique comprend principalement les dépenses d'investissement pour les ports et les cours d'eau, les interventions en faveur de la construction navale ainsi que le gros entretien des voies d'eau.

Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution de cette sous-fonction :

(En milliards de francs.)

b) Het groot onderhoud van het wegennet. De voor 1970 voorziene kredieten werden beperkt tot 1,4 miljard. In 1968 en 1969 lagen deze uitgaven gevoelig hoger, zij bereikten onderscheidenlijk 1,8 en 2,6 miljard.

c) De deelneming van de Staat in de investeringen van de intercommunale vervoermaatschappijen, voornamelijk de bouw van premetro's. Zij evolueert van 1,2 miljard in 1968 naar 1,5 miljard in 1969 en 1,9 miljard in 1970.

#### 2<sup>e</sup> Het spoorverkeer.

Het betreft hoofdzakelijk tussenkomsten ten voordele van de N.M.B.S., voorkomend op de begrotingen van Verkeerswezen en Rijksschuld.

Zij bedragen 10,8 miljard in 1968, 11,2 miljard in 1969 en 11,5 miljard in 1970. De tussenkomsten in het exploitatiekort verminderen van 2,6 miljard in 1968 tot 2,1 miljard in 1970.

De deelnemingen ten behoeve van het Hernieuwingfonds bedragen in de drie jaren 3,3 miljard.

#### 3<sup>e</sup> Het verkeer te water.

Deze rubriek omvat de investeringsuitgaven voor de havens, autonome havens en waterlopen, de tussenkomsten ten voordele van de scheepsbouw alsmede het groot onderhoud der waterwegen.

Uit onderstaande tabel blijkt de evolutie van deze subfunctie :

(In miljard frank.)

	1968	1969	1970	
1. Travaux d'infrastructure (Voies hydrauliques, ports, y compris les travaux au Rupel, au Canal Albert et au Canal Gand-Terneuzen).	5,4	6,8	6,0	1. Infrastructuurwerken (Waterwegen, havens, met inbegrip van de werken aan Rupel, Albertkanaal en het kanaal Gent-Terneuzen).
2. Gros entretien . . . . .	1,1	1,2	1,0	2. Groot onderhoud.
3. Constructions navales . . . . .	1,0	0,8	1,1	3. Scheepsbouw.
4. Autres . . . . .	1,2	1,0	1,3	4. Andere.
5. Total . . . . .	8,7	9,8	9,4	5. Totaal.

#### 4<sup>e</sup> Les Postes.

Le déficit de l'Administration des Postes ne s'accroît que légèrement (+2 %) pendant la période considérée.

L'augmentation des dépenses d'exploitation, entre 1968 et 1970 (+14 %) sera compensée dans une large mesure par l'accroissement escompté des recettes (+25 %).

La fonction « Interventions sociales » occupe, par ordre d'importance, la troisième place avec ±12 % des dépenses totales. En chiffres absolus, les crédits prévus pour cette fonction en 1970 atteignent 44,9 milliards. L'accroissement par rapport à 1968 s'élève à 10 % et affecte principalement le secteur maladie-invalidité et le secteur des pensions. L'assurance des maladies professionnelles et les transferts en faveur des handicapés augmentent aussi très sensiblement.

La comparabilité de cette fonction d'une année à l'autre est perturbée par le poste « chômage » en forte réduction de 1968 à 1970.

Les dépenses de « Défense nationale » passent de 29,5 milliards en 1968 à 32,7 milliards en 1969 et 34,0 milliards en 1970. L'augmentation réelle en 1970 par rapport à 1968 doit être appréciée dans le cadre de la restructuration des Forces armées actuellement en cours.

D'une part, les dépenses de personnel et les frais de fonctionnement connaissent une limitation sérieuse. D'autre part,

#### 4<sup>e</sup> De posterijen.

Het deficit van het Bestuur der Posterijen neemt slechts matig toe tijdens de beschouwde periode (+2 %).

De verhoging der exploitatieuitgaven tussen 1968 en 1970 (+14 %) zal ruim gecompenseerd worden door de toename der ontvangsten (+25 %).

De functie « Sociale Voorzieningen » komt, in orde van belangrijkheid, op de derde plaats met ±12 % van de totale uitgaven. In absolute cijfers uitgedrukt zijn voor deze functie in 1970 kredieten voorzien ten belope van 44,9 miljard. De toename t.o.v. 1968 bedraagt 10 % en heeft voornamelijk betrekking op de sector ziekte- en invaliditeitsverzekering en op de pensioensector. Ook de beroepsziektenverzekering en de uitkeringen voor gehandicapten nemen zeer gevoelig toe.

De vergelijkbaarheid van deze functie van jaar tot jaar wordt verstoord door de post « Werkloosheid » waarvoor de uitgaven sterk dalen van 1968 naar 1970.

De uitgaven voor « Landsverdediging » stijgen van 29,5 miljard in 1968 naar 32,7 miljard in 1969 en 34,0 miljard in 1970. De werkelijke verhoging in 1970 t.o.v. 1968 moet beoordeeld worden in het kader van de aan gang zijnde herstructurering van de Krijgsmacht.

Enerzijds kennen de uitgaven voor personeel en werkingskosten een gevoelige beperking. Anderdeels wordt voorrang

la priorité est accordée aux programmes d'équipement, ce qui se traduit dans les crédits importants prévus pour le remplacement des avions de combat et des chars de combat.

La fonction « Industrie, Commerce et Classes moyennes » constitue un élément important de la politique économique, notamment en ce qui concerne l'expansion économique, les problèmes de l'assainissement de l'industrie charbonnière, la politique énergétique, le commerce intérieur et extérieur.

Les dépenses relatives à cette fonction augmentent de 20 % au cours des années considérées; elles passent de 11,3 milliards en 1968 à 13,1 milliards en 1969 et 15,6 milliards en 1970. La progression très prononcée de ces dépenses ressort de la comparaison avec 1964. Au cours de cette année, 4,1 milliards ont été dépensés pour cette fonction.

Les subventions à l'industrie charbonnière atteignent en 1970 4,3 milliards. Ce niveau est nettement inférieur à celui des années précédentes : 5,1 milliards en 1968 et 5,2 milliards en 1969. Cette régression reflète l'effort continu d'assainissement dans ce secteur.

La plus grande partie des dépenses pour l'expansion économique et la reconversion régionale relève de cette fonction. Elles s'élevaient à 2,4 milliards en 1968. Pour 1969 et 1970, on prévoit respectivement 4,4 milliards et 7,7 milliards. Ces opérations sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, alimenté tant par des crédits transférés du budget extraordinaire (1,4 milliard en 1970) que par le produit de recettes fiscales y affectées (6 milliards en 1970).

Pour la fonction « Agriculture », la progression des dépenses se présente comme suit : 14,9 milliards en 1970 et 1969 contre 12,4 milliards en 1968. Cette fonction comprend, outre les dépenses figurant au budget de l'Agriculture, celles de quelques fonds et organismes publics importants, tels le Fonds agricole, le Fonds d'investissement agricole, le Fonds d'assainissement pour l'agriculture, l'Office national du lait, l'Office national des débouchés agricoles et horticoles ainsi que le Fonds destiné au remembrement légal des biens ruraux.

L'augmentation considérable des dépenses afférentes à cette fonction entre 1968 et 1970 se rapporte principalement au Fonds agricole, dont les dépenses passent de 9,0 milliards en 1968 à 11,1 et 10,7 milliards en 1969 et 1970.

Ces dépenses sont reprises en chiffres bruts. Elles ont principalement trait aux :

	1968	1969	1970
1. Restitutions à l'exportation ... ... ...	4,1	3,3	3,6
2. Subventions aux entreprises ... ... ...	3,5	5,9	4,3
3. Contributions au F.E.O.G.A. . . . .	1,4	1,9	2,8
	9,0	11,1	10,7

D'autre part, les recettes propres du Fonds agricole — principalement les prélèvements et le produit de la taxe d'abattage — atteignent 4,3, 4,6 et 4,4 milliards pour les années 1968, 1969 et 1970. Le déficit budgétaire est couvert par des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Agriculture : 4,9 milliards en 1968, 6,6 milliards en 1969 et 5,9 milliards en 1970.

Pour la fonction « Relations avec l'étranger », on constate une augmentation de 40 % entre 1968 et 1970. Les charges plus élevées de notre représentation diplomatique (+11 %) en liaison avec l'augmentation du coût de la vie à l'étranger, mais également la contribution sans cesse croissante de la Belgique dans les budgets des diverses organisations internationales (72 %) exercent ici leur influence.

Pour ce qui concerne la coopération au développement, on relève pour l'ensemble de ces dépenses l'évolution suivante : 3,6 milliards en 1968, 4,8 milliards en 1969 et

verleend aan de uitvoering van de uitrustingprogramma's wat tot uiting komt in de belangrijke kredieten voorzien voor de vervanging der gevechtsvliegtuigen en van de gevechtswagens.

In de functie « Nijverheid, Handel en Middenstand » komt een groot deel van het economisch beleid tot uiting o.m. op het vlak van de economische expansie, de problemen van de sanering van de steenkoolnijverheid, de energiepolitiek, de handel in binnenv. en buitenland.

Deze uitgaven stijgen met 20 % in de loop van de beschouwde jaren, met name van 11,3 miljard in 1968 naar 13,1 miljard in 1969 en 15,6 miljard in 1970. De sterke progressie van deze uitgaven komt tot uiting bij vergelijking met 1964. In dit jaar werd voor deze functie 4,1 miljard uitgegeven.

De toelagen aan de steenkoolnijverheid bereiken in 1970 4,3 miljard. Dit peil ligt merkelijk lager dan dat der vorige jaren : 5,1 miljard in 1968 en 5,2 miljard in 1969. Deze regressie weerspiegelt de voortgezette inspanning voor de gezondmaking van deze sector.

Het grootste deel der uitgaven voor economische expansie en regionale reconversie behoort tot deze functie. Zij beliepen 2,4 miljard in 1968. Voor 1969 en 1970 wordt hier onderscheidenlijk 4,4 miljard en 7,7 miljard voorzien. Deze veranderingen geschieden via het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie dat gestijfd wordt zowel door van de buitengewone begroting overgedragen kredieten (1,4 miljard in 1970) als door de opbrengst van daartoe geaffecteerde fiscale ontvangsten (6 miljard in 1970).

Wat betreft de functie « Landbouw » doet de stijging der uitgaven zich als volgt voor : 14,9 miljard in 1970 en 1969 tegen 12,4 miljard in 1968. Deze functie bevat benevens de uitgaven voorkomend op de begroting van Landbouw deze van enkele belangrijke fondsen en openbare instellingen zoals het Landbouwfonds, het Fonds voor Landbouwinvesteringen, het Saneringsfonds voor de Landbouw, de Nationale Zuiveldienst, de Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwprodukten alsmede de Dienst voor ruilverkaveling.

De aanzienlijke verhoging tussen 1968 en 1970 betreft nagenoeg in hoofdzaak het Landbouwfonds waarvan de uitgaven zich ontwikkelen van 9,0 miljard in 1968 naar 11,1 en 10,7 miljard in 1969 en 1970.

Deze uitgaven, die hier bruto worden opgenomen, hebben betrekking op :

	1968	1969	1970
1. Uitvoerrestituties ... ... ...	4,1	3,3	3,6
2. Subsidies aan bedrijven ... ... ...	3,5	5,9	4,3
3. Bijdragen aan het E.O.G.F.L. . . . .	1,4	1,9	2,8
	9,0	11,1	10,7

Hiertegenover staan enerdeels de eigen ontvangsten van het Landbouwfonds — hoofdzakelijk heffingen en slachttaksen — welke oplopen tot 4,3, 4,6 en 4,4 miljard over de jaren 1968, 1969 en 1970, en anderdeels de overdrachten van de begroting van Landbouw om het deficit te dekken : 4,9 miljard in 1968, 6,6 miljard in 1969 en 5,9 miljard in 1970.

In de functie « Buitenlandse Betrekkingen » stelt men een stijging vast van 40 % tussen 1968 en 1970. De hogere kosten van onze vertegenwoordiging in het buitenland (+11 %) gevolg van de stijging der levensduurte in de verschillende landen, het stijgend aandeel van België in de begrotingen van diverse internationale organismen (+72 %) laten hier hun invloed gelden.

Wat de ontwikkelingssamenwerking betreft wordt voor het geheel dezer uitgaven volgende evolutie genoteerd : 3,6 miljard in 1968, 4,8 miljard in 1969 en 5,2 miljard in 1970.

5,2 milliards en 1970. Sont incorporées dans ces montants les interventions effectuées grâce aux bénéfices de la Loterie nationale, ainsi que celles qui se font par le canal du budget.

Les dépenses relatives à la fonction « Logement » passent de 3,7 milliards en 1968 à 5,5 milliards en 1970. Cette progression (+48 %) traduit l'effort particulier fait dans ce domaine. Les subventions réduisant les loyers et les intérêts octroyées par l'intermédiaire du Fonds national du logement, et destinées principalement à la construction de logements modestes, s'élèvent à 2,3 milliards en 1970 contre 1,5 milliard en 1968. Les charges relatives aux primes à la construction et à l'achat augmentent de 50 % pendant la période considérée.

Les crédits en matière d'urbanisme (loi Brunfaut) s'élèvent à 0,9 milliard en 1970 contre 0,7 milliard de dépenses réelles en 1968.

Les dépenses pour la fonction « Santé publique » augmentent fortement au cours des années considérées; elles passent de 6,1 milliards en 1968 à 6,6 milliards en 1969 et 8,8 milliards en 1970.

L'accroissement concerne surtout les interventions dans la gestion des hôpitaux, ainsi que dans les charges d'intérêts et d'amortissements des emprunts contractés par les administrations locales auprès du Crédit communal pour le financement, d'une part, de constructions et de travaux en matière d'hôpitaux et d'hygiène publique et, d'autre part, de pertes d'exploitation des hôpitaux de la C.A.P.

Les dépenses pour la médecine sociale et préventive, qui ont trait notamment au fonctionnement de l'Œuvre Nationale de l'Enfance, atteignent 1,4 milliard de francs en 1970.

La fonction « Administration générale » représente en moyenne 4 % des dépenses totales. Dans cette fonction sont comprises les dépenses à charge des budgets des Dotations, des Finances et de l'Intérieur. Le facteur salaires est déterminant pour l'augmentation des dépenses entre 1968 et 1970. Pendant cette période, les salaires passent de 6,8 milliards (1968) à 8,2 milliards (1970).

Les dépenses « Justice et Police » concernent les services judiciaires, la police d'Etat (y compris la Gendarmerie mais à l'exclusion de la police communale), les établissements pénitentiaires, la sûreté nationale, la protection civile et la protection de l'enfance. Pour 1970, des dépenses sont prévues à concurrence de 9,3 milliards contre 7,2 milliards en 1968.

La fonction « Dommages de guerre et Calamités » représente en 1970 encore 3 % des dépenses totales.

Les pensions de guerre constituent le poste principal. Pour 1970, on prévoit ici une dépense de 5,5 milliards contre 5,1 milliards en 1968. Cette augmentation (+9 %) concrétise les nouveaux avantages octroyés en faveur des victimes du devoir patriotique et des victimes civiles de la guerre.

Dans la série des dépenses non réparties fonctionnellement, la « Dette publique » constitue le poste principal. Le pourcentage de celle-ci par rapport au total des dépenses se maintient au niveau assez constant de ±14 % au cours des trois années. L'augmentation entre 1968 et 1970 atteint 23 %.

Outre le service financier des emprunts de l'Etat, ce poste comprend également celui du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, du Fonds de dotation des pensions de guerre et de la Caisse autonome des dommages de guerre.

Les dépenses relatives aux « Pouvoirs publics subordonnés » ne sont pas non plus réparties fonctionnellement. Elles augmentent de 26 % pendant la période considérée. Cette progression concerne principalement le Fonds des Communes et le Fonds des Provinces alimentés par une quote-part dans le produit des impôts de l'Etat.

Hierin zijn begrepen de tegeenoetkomingen die dank zij de winst van de Nationale Loterij, alsmede via de begroting van andere departementen geschieden.

Het verloop der uitgaven voor de functie « Huisvesting » 5,5 miljard in 1970 tegenover 3,7 miljard in 1968. Deze progressie (+48 %), wijst op de bijzondere inspanning die op dit gebied wordt verricht. De langs het Nationaal Fonds voor de Huisvesting verleende rente- en huurverlagende subsidies, inzonderheid voor de bouw van bescheiden woningen, die in 1968 1,5 miljard bedroegen, bereiken 2,3 miljard in 1970. De lasten die betrekking hebben op de bouw- of aankooppremies nemen in de drie jaren met ruim 50 % toe.

Dé kredieten inzake Stedebouw (wet Brunfaut) bedragen 0,9 miljard in 1970 tegenover 0,7 miljard werkelijke betalingen in 1968.

De uitgaven voor de functie « Volksgezondheid » nemen sterk toe tijdens de beschouwde jaren : van 6,1 miljard in 1968 tot 6,6 miljard in 1969 en 8,8 miljard in 1970.

De verhoging betreft vooral de tussenkomsten in het beheer van de hospitalen alsmede in rente en aflossingslasten van de door de lokale besturen aangegane leningen bij het Gemeentekrediet voor de financiering, enerdeels van werken ten behoeve van de openbare hygiëne en het hospitaalwezen, anderdeels van de exploitatieverliezen van de ziekenhuizen van de C.O.O.

De uitgaven voor de sociale en preventieve geneeskunde die voornamelijk betrekking hebben op het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn bereiken 1,4 miljard in 1970.

De functie « Algemeen Bestuur » handhaalt zich op gemiddeld 4 % van de totale uitgaven. In deze functie zijn begrepen de uitgaven op de begrotingen van Dotaties, Financiën en Binnenlandse Zaken. De loonfactor is bepalend voor de uitgavenstijging tussen 1968 en 1970. Tijdens deze periode neemt de loonmassa toe van 6,8 miljard in 1968 tot 8,2 miljard in 1970.

De uitgaven voor « Justitie en Politie » hebben betrekking op de rechtspleging, de politiediensten (met inbegrip van de Rijkswacht doch exclusief de gemeentepolitie), het gevangeniswezen, de binnenlandse veiligheid, de burgerlijke verdediging en de kinderbescherming. Voor 1970 zijn hier uitgaven voorzien ten belope van 9,3 miljard tegenover 7,2 miljard in 1968.

De functie « Oorlogs- en Rampschade » neemt in 1970 nog 3 % in beslag van de totale uitgaven.

De oorlogspensioenen vormen de voornaamste post. Voor 1970 wordt hiervoor een uitgave verwacht van 5,5 miljard tegenover 5,1 miljard in 1968. Deze stijging (+9 %) concreteert de nieuwe voordelen toegekend aan de slachtoffers van de vaderlandse plicht en aan de burgerlijke oorlogs-slaachtoffers.

In de reeks der niet functioneel toebedeelde uitgaven vormt de « Openbare Schuld » de voornaamste post. Het procentueel aandeel ervan in het totaal der uitgaven behoudt een vrij constant peil in de drie jaren (±14 %). De toename tussen 1968 en 1970 bedraagt 23 %.

Naast de financiële dienst van de Staatsleningen wordt hier eveneens deze van het Wegenfonds, de Intercommunale E3, het Dotatiefonds voor Oorlogspensioenen en de Autonome Kas voor Oorlogsschade opgenomen.

De uitgaven met betrekking tot de « Lagere publiek-rechtelijke lichamen » zijn eveneens niet functioneel toebedeeld. Zij nemen toe met 26 % tijdens de beschouwde periode. Deze progressie heeft voornamelijk betrekking op het Gemeentefonds en het Fonds der Provinciën die gestijfd worden door een aandeel in de opbrengst van de Rijksbelastingen.

20

TABLEAU I. — APERÇU DES CATÉGORIES DE DÉPENSES FONCTIONNELLES.

TABEL I. — SAMENVATTING VAN DE FUNCTIONELE UITGAVENCATEGORIEËN.

F O N C T I O N — F U N C T I E	En millions de francs <i>In miljoen frank</i>			En % du total <i>In % van het totaal</i>		
	1968	1969	1970	1968	1969	1970
Administration générale. — <i>Algemeen bestuur</i> . . . . .	11 069	12 669	14 073	3,7	3,7	3,9
Défense nationale. — <i>Landsverdediging</i> . . . . .	29 499	32 732	34 017	9,8	9,6	9,3
Relations avec l'étranger. — <i>Betrekkingen met het buitenland</i> .	5 539	7 271	7 770	1,9	2,1	2,1
Justice et Police. — <i>Justitie en Politie</i> . . . . .	7 245	8 165	9 281	2,4	2,4	2,6
Communications. — <i>Verkeerswezen</i> . . . . .	47 599	57 994	60 627	15,9	17,1	16,7
Industrie, Commerce et Classes moyennes. — <i>Nijverheid, Handel en Middenstand</i> . . . . .	11 341	13 073	15 667	3,8	3,8	4,3
Agriculture et Ravitaillement. — <i>Landbouw en Voedselvoorziening</i> . . . . .	12 403	14 835	14 891	4,1	4,4	4,1
Enseignement, Culture et Cultes. — <i>Onderwijs, Cultuur en Erediensten</i> . . . . .	58 420	64 113	68 670	19,5	18,9	18,9
Interventions sociales. — <i>Sociale Voorzieningen</i> . . . . .	40 980	42 986	44 874	13,7	12,7	12,3
Santé publique. — <i>Volksgezondheid</i> . . . . .	6 135	6 644	8 822	2,0	2,0	2,4
Logement. — <i>Volkshuisvesting</i> . . . . .	3 651	4 718	5 477	1,2	1,4	1,5
Dommages de guerre et calamités. — <i>Oorlogs- en rampschade</i> .	10 402	11 070	11 094	3,5	3,3	3,0
Dette publique. — <i>Openbare schuld</i> . . . . .	41 825	47 577	51 295	13,9	14,0	14,1
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés. — <i>Betrekkingen met lagere publiekrechtelijke lichamen</i> . . . . .	13 934	15 469	17 493	4,6	4,6	4,8
Divers. — <i>Diversen</i> . . . . .	9	9	9	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel. — <i>Totaal van de functionele hergroepering</i> . . . . .	300 051	339 325	364 060	100,0	100,0	100,0
Rapprochement. — <i>Aansluiting</i> . . . . .	—16 963	—27 240	—33 304			
Total officiel du budget. — <i>Officieel totaal der begroting</i> ...	283 088	312 085	330 756			

TABLEAU II. — RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.

ANNEE 1968.

(En millions de francs.)

BUDGET BEGROTING	FONCTION FUNCTIE	Dépenses d'administration générale <i>Uitgaven voor algemeen bestuur</i>	Défense nationale <i>Landsverdediging</i>	Relations avec l'étranger <i>Buitenlandse betrekkingen</i>	Justice et Police <i>Justitie en Politie</i>	Communi- cations <i>Verkeer</i>	Industrie, Commerce, et Classes moyennes <i>Nijverheid, Handel, en Middenstand</i>	Agriculture et Ravitaillement <i>Landbouw en Voedselvoorziening</i>
<b>A. — DÉPENSES ORDINAIRES</b>								
Dette publ. — Openb. Schuld. Pensions. — Pensioenen ...	—	689	305	210 104	294	698 150	45	58
Dotations. — Dotatien ...	—	704	—	—	—	—	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister ...	—	253	—	—	—	—	6	—
Justice. — Justitie ...	—	85	68	—	3 939	—	—	—
Intérieur. — Binnenl. Zaken ...	—	533	89	—	152	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel ...	—	—	58	3 929	—	—	115	—
Déf. nat. — Landsverdediging. Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	—	18 884	124	2 007	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	1 003	—	—	—	—	—
Aff. économ. — Econ. Zaken. Cl. moyennes. — Middenst. ...	—	319	—	—	—	—	6 199 191	1 280 72
Communíc. — Verkeerswezen ...	—	—	—	—	—	7 408 3 602	105	11
P.T.T. — P.T.T. ...	—	270	83	—	—	—	—	—
Travaux publics. — Openbare Werken ...	—	447	—	—	17	3 598	1	—
Emploi et Travail. — Tewerk- stelling en Arbeid ...	—	—	—	46	—	—	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	—	177	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin.	—	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	—	6 320	140	13	10	—	3	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen ...	—	—	2 776	—	523	—	—	—
Caisse auton. des domm. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogschaade ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds agr. — Landbouwfonds.	—	—	—	—	—	—	—	8 916
Fonds d'exp. écon. — Fonds voor econ. exp. ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres fonds. — And. fondsen.	—	272	542	583	107	282	2 299	1 413
Rembours. — Terugbetalingen.	—	—96	—296	—21	—83	—45	1 023 —27	—19
Total des dépenses ordinaires. — Total van de gewone uitgaven ...	—	9 796	23 829	4 988	6 966	15 693	9 960	11 731
<b>B. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES</b>								
Dette publique. — Rijksschuld.	—	—	—	—	5	—	—	—
Justice. — Justitie ...	—	—	—	—	24	—	—	—
Intérieur. — Binnenl. Zaken ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel ...	—	—	—	55	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging. Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	12	5 523	—	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	49	—	99	—	—	—
Aff. économ. — Econ. Zaken.	—	—	—	—	—	—	11	377
Cl. moyen. — Middenstand ...	—	—	—	—	—	5 767	1	—
Communíc. — Verkeerswezen ...	—	—	—	—	—	108	21	—
P.T.T. — P.T.T. ...	—	1 217	97	66	151	6 984	372	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	—	—	1	—	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	—	—	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin.	—	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	—	44	—	430	—	—	976	15
Infrastructure des Routes. — Wegeninfrastructuur ...	—	—	—	—	—	17 685	—	—
Fonds de Construct. scolaires. — Fondsen voor Schoolgebouwen	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres fonds. — And. fondsen.	—	—	—	—	—	1 422	—	280
Loi des comptes. — Rekening- wet ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordi- naires. — Totaal van de bu- tengewone uitgaven ...	—	1 273	5 670	551	279	31 906	1 381	672
Total gén. — Alg. totaal ...	—	11 069	29 499	5 539	7 245	47 599	11 341	12 403

TABEL II. -- INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.  
(In miljoen frank.) JAAR 1968.

Enseigne- ment, Culture et Cultes  Onderwijs, Cultuur en Erediensten	Interven- tions sociales  Sociale Zaken	Santé publique  Volks- gezondheid	Logement  Volks- huisvesting	Dommages de guerre et calamités  Oorlogs- schade en rampschade	Dette publique  Openbare Schuld	Relations avec pouv. publ. subord.  Betrekkin- gen met lagere publiek- rechtelijke lichamen	Divers	Total : regroep- ement  Totaal : her- groepering	Rapproche- ment  Aan- sluiting	Total du budget général  Totaal van de algemene begroting
<b>-- GEWONE UITGAVEN.</b>										
1 4086	12 236	219 16	73 14	156 281	38 620	65	—	40 042 18 278 704	2 200 10 350	42 242 28 628 704
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
326 709	—	1	—	—	—	—	—	586	43	629
—	—	—	—	—	—	—	—	4 801	—	4 801
—	—	—	—	5	—	13 869	—	14 648	40	14 688
124	22	—	—	5	124 73	—	—	—	228	4 605
—	—	—	—	—	—	—	—	19 081 3 010	69	19 150
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 010
13	—	—	—	—	—	—	—	1 293	—	6 396
1	—	—	—	—	—	—	—	6 591	5 103	8 121
243	—	—	—	—	—	—	—	—	1 530	484
436	1 429	—	—	—	84	—	—	—	434	—
35	—	—	—	—	—	—	—	9 473	433	9 906
—	—	—	—	—	—	—	—	3 990	3 780	7 770
48	—	—	—	87	83	—	—	—	4 281	15
2	4 890	—	—	—	—	—	—	4 938	28	4 966
—	20 449	—	—	—	10	—	—	20 459	9	20 468
44 306	—	—	—	—	—	—	—	44 483	1 269	45 752
1 427	—	—	—	—	—	—	—	1 427	2 015	3 442
61	1 614	4 541	—	51	47 1	—	—	6 324 6 509	3 457	9 781
3	—	—	—	—	20	—	—	1 159	—	7 668
—	—	—	—	—	5 686	1 829	—	—	10 814	—10 814
—	—	—	—	—	774	366	—	—	1 140 8 916	—1 140 —8 916
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 301	32	67	—	1 375	1 526	—	—	2 398	—2 398	—
—	517	759	—	—2	—	—	—	10 700	—10 700	—
—	—241	—17	—	—	—	—	—	1 028	—1 028	—
53 955	40 949	5 585	1 603	8 850	40 821	13 934	9	248 669	—1 162	247 507
<b>-- BUITENGEWONE UITGAVEN.</b>										
—	—	—	—	425	—	—	—	425 5 24	—	425 5 24
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	55	1	56
—	—	—	—	—	—	—	—	5 535	—	5 535
—	—	—	—	—	—	—	—	148	—	148
—	—	—	—	—	—	—	—	377	213	590
—	—	—	—	—	—	—	—	11	309	320
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	50	—	—	—	5 869	1 261	7 130
—	—	—	—	—	—	—	—	108	—	108
393	—	—	—	740	533	—	—	10 553	5 590	16 143
141	—	—	—	—	—	—	—	—	142	800
217	—	—	—	—	—	—	—	—	217	217
—	—	—	523	200	—	—	—	723	1 107	1 830
—	—	—	—	—	—	—	—	1 465	98	1 563
3 454	—	—	—	—	—	1 004	—	18 629 3 454	—18 629 —3 454	—
—	—	—	27	1 108	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	544	—	—	—	3 097	—3 097	—
—	—	—	—	—	—	—	—	544	—	544
4 465	31	550	2 048	1 552	1 004	—	—	51 382	—15 801	35 581
58 420	40 980	6 135	3 651	10 402	41 825	13 934	9	300 051	—16 963	283 088

TABLEAU III. — RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.

ANNEE 1969.

(En millions de francs.)

FONCTION FUNCTION	DÉPENSES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	DÉFENSE NATIONALE	RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER	JUSTICE ET POLICE	COMMUNI- CATIONS	INDUSTRIE, COMMERCE, ET CLASSES MOYENNES	AGRICULTURE ET RAVITAILLEMENT
BUDGET BEGROTING	Uitgaven voor algemeen bestuur	Lands- verdediging	Buitenlandse betrekkingen	Justitie en Politie	Verkeer	Nijverheid, Handel en Middenstand	Landbouw en Voedsel- voorziening
A. — DÉPENSES ORDINAIRES							
Dette publ. — Openb. Schuld.	34	—	300	—	701	—	—
Pensions. — Pensioenen ...	775	377	119	331	168	52	65
Dotations. — Dotatiën ...	764	—	—	—	—	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister	396	—	—	—	—	—	—
Justice. — Justitie ...	99	77	—	4 347	—	—	—
Intérieur. — Binnenl. Zaken ...	568	106	—	181	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel	—	60	4 744	—	—	123	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	19 791	132	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	1 113	—	2 224	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	1 492
Aff. économ. — Econ. Zaken.	401	—	—	—	—	6 248	30
Cl. moyennes. — Middenst. .	—	—	—	—	—	213	—
Communic. — Verkeerszaken.	—	—	—	—	8 207	111	9
P.T.T. — P.T.T. ...	273	83	—	—	4 004	—	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	509	—	—	22	4 544	1	—
Emploi et Travail. — Tewerk- stelling en Arbeid	—	—	94	—	—	—	—
Prév. sociale. — Soc. Voorz.	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	238	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	7 080	88	15	—	1	3	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen ...	—	2 998	—	563	—	—	—
Caisse auton. des domm. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogsschade ...	—	—	—	—	—	—	—
Fonds agr. — Landbouwfonds.	—	—	—	—	—	—	11 149
Fonds d'exp. écon. — Fonds voor econ. exp. ...	—	—	—	—	—	—	—
Autres fonds. — And. fondsen.	273	656	817	138	280	4 025	—
Créd. prov. — Prov. krediet ...	65	115	5	37	157	1 219	1 334
Rembours. — Terugbetalingen.	81	194	19	59	32	5	7
Total des dépenses ordinaires.	—	—	—	—	—	—	—
Total van de gewone uitgaven . . . . .	11 156	25 508	6 207	7 794	18 030	11 982	14 067
B. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES							
Dette publique. — Rijksschuld.	—	—	—	126	—	—	—
Intérieur. — Binnenl. Zaken ...	—	—	—	—	—	—	—
Aff. étrang. et Comm. ext. — Buitenl. Zaken en Buitenl. Handel	—	70	—	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	9	6 994	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	47	—	93	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	488	392
Aff. économ. — Econ. Zaken.	—	—	—	—	6 613	42	—
Communic. — Verkeerszaken.	—	—	—	—	98	—	—
P.T.T. — P.T.T. ...	—	—	—	152	7 815	461	—
Trav. publ. — Openb. Werk.	1 481	110	149	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	73	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin .	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	23	—	845	—	—	100	40
Infrastructure des Routes. — Wegeninfrastructuur ...	—	—	—	—	23 631	—	—
Fonds de Construct. scolaires. — Fondsen voor Schoolge- bouwen	—	—	—	—	—	—	—
Autres fonds. — And. fondsen.	—	—	—	—	1 807	—	336
Loi des comptes. — Rekening- wet . . . . .	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordi- naires. — Total van de bui- tengewone uitgaven ...	1 513	7 224	1 064	371	39 964	1 091	768
Total gén. — Alg. totaal ...	12 669	32 732	7 271	8 165	57 994	13 073	14 835

## TABEL III. -- INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.

(In miljoen frank.)

JAAR 1969.

Enseigne- ment, Culture et Cultes  Onderwijs, Cultuur en Ere- diensten	Interven- tions sociales  Sociale Zaken	Santé publique  Volks- gezondheid	Logement  Volks- huisvesting	Dommages de guerre et calamités  Oorlogs- schade en rampschade	Dette publique  Openbare Schuld	Relations avec pouv. publ. subord.  Betrekkin- gen met laagere publiek- rechtelijke lichamen	Divers	Total : regroep- ement  Totaal : her- groepering	Rapproche- ment  Aan- sluiting	Total du budget général  Totaal van de algemene begroting
<b>— GEWONE UITGAVEN.</b>										
2 4 531	14 023	256 18	74 17	140 337	43 722	65	—	45 294 20 813 764	2 655 10 732	47 949 31 545 764
343 757	165	—	—	4 7	—	—	—	908 5 280 16 266	44	952 5 280 16 266
151	17	—	11	116 67	—	—	—	5 222 19 990 3 337 1 511 6 680 483 10 282 4 395 5 307	263 80 1 6 872 1 929 56 492 3 764 99	5 485 20 070 3 338 8 383 8 609 539 10 774 8 159 5 406
19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
270 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
35 54	—	—	—	85	—	—	—	—	—	—
3 48 213	3 130 22 700	—	—	13	—	—	—	3 227 22 713 48 451 1 661	33 9 1 463 2 136	3 260 22 722 49 914 3 797
1 661	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
76 3	1 447	4 299	54	48 3	29	—	9	5 934 7 231	3 712 1 084	9 646 8 315
—	—	—	—	6 041	2 110	—	—	11 712	—11 712	—
—	—	—	—	964	351	—	—	1 315 11 149	—1 315 —11 149	—
1 839 366 —141	66 430 310 —742	248 856 12 —9	1 987 1 —1	1 513 48 —19	—	—	—	4 339 11 342 1 128 —1 334	—4 339 —11 342 72 1 334	—
58 688	42 911	5 680	2 240	9 466	46 193	15 469	9	275 400	—3 027	272 373
<b>— BUITENGEWONE UITGAVEN.</b>										
—	—	—	—	409	—	—	—	409 126	—	409 126
—	—	—	—	—	—	—	—	70 7 003 140 392 638 6 752 98 12 319 443 359	5 —	75 7 003 140 1 267 1 029 7 599 98 16 841 750 359
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	150 22	—	—	—	—	—	—
—	75	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3 945 325	—	45	1 117	—	—	—	—	3 945 3 630	—3 945 —3 630	—
—	—	—	—	550	—	—	—	550	—550	—
5 425	75	964	2 478	1 604	1 384	—	—	63 925	—24 213	39 712
64 113	42 986	6 644	4 718	11 070	47 577	15 469	9	339 325	—27 240	312 085

TABLEAU IV. -- RÉPARTITION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAR BUDGET ET PAR FONCTION.  
ANNEE 1970.

(En millions de francs.)

BUDGET BEGROTING	FONCTION FUNCTIE	Dépenses d'administration générale <i>Uitgaven voor algemeen bestuur</i>	Défense nationale <i>Landsverdediging</i>	Relations avec l'étranger <i>Buitenlandse betrekkingen</i>	Justice et Police <i>Justitie en Politie</i>	Communications <i>Verkeer</i>	Industrie, Commerce, et Classes Moyennes <i>Nijverheid, Handel, en Middenstand</i>	Agriculture et Ravitaillement <i>Landbouw en Voedselvoorziening</i>
---------------------	---------------------	---	--	---	---	----------------------------------	---	--

## A. -- DÉPENSES ORDINAIRES.

Dette publ. — Openb. Schuld.	34	—	300	—	728	—	—	—
Pensions. — Pensioenen ...	831	398	126	353	177	54	—	71
Dotations. — Dotatiën ...	830	—	—	—	—	—	—	—
Premier Ministre. — Eerste Minister	909	—	—	—	—	—	—	—
Justice. — Justitie ...	107	81	—	4 942	—	—	—	—
Intér. — Binnenlandse Zaken.	641	106	—	137	—	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ...	—	65	5 307	—	—	130	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	—	20 330	186	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	1 215	—	2 430	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	—	1 677
Aff. écon. — Econ. Zaken.	462	—	—	—	—	5 641	26	—
Cl. moyennes. — Middenst.	—	—	—	—	—	356	—	—
Communic. — Verkeerswezen.	—	—	—	—	8 352	121	—	—
P.T.T. — P.T.T. ...	275	84	—	—	3 697	—	—	—
Trav. publ. — Openb. Werken.	579	—	—	36	4 377	1	—	—
Emplot et Travail. — Tewerkstelling en Arbeid ...	—	—	61	—	—	—	—	—
Prév. soc. — Soc. Voorzorg.	—	—	—	—	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	259	—	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin.	—	—	—	10	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	7 771	104	9	—	1	2	—	—
Fonds de dotat. des pens. de guerre. — Dotatiefonds voor oorlogspensioenen ...	—	3 126	—	586	—	—	—	—
Caisse auton. des domm. de guerre. — Auton. Kas voor oorlogsschade ...	—	—	—	—	—	—	—	10 723
Fonds agr. — Landbouwfonds.	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds d'exp. écon. — Fonds voor econ. exp. ...	—	—	—	—	128	6 484	591	—
Autres fonds. — And. fondsen.	292	686	687	373	291	1 370	854	—
Rembours. — Tcrugbetaalingen.	—	210	—18	—67	—34	—20	—9	—
Total des dépenses ordinaires.	—	—	—	—	—	—	—	—
— Total van de gewone uitgaven ...	12 641	26 244	6 658	8 800	17 717	14 139	13 933	—

## B. -- DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Dette publique. — Rijksschuld.	—	—	—	—	—	—	—	—
Premier Minis. — Eerste Min.	—	—	—	158	—	—	—	—
Intérieur. — Binnenl. Zaken.	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ...	—	—	72	—	—	—	—	—
Déf. nat. — Landsverdediging.	20	7 495	—	—	—	—	—	—
Gendarmerie. — Rijkswacht ...	—	97	—	193	—	—	—	—
Agriculture. — Landbouw ...	—	—	—	—	—	—	643	502
Aff. écon. — Econ. Zaken ...	—	—	—	—	7 770	117	70	—
Communic. — Verkeerswezen.	—	—	—	—	—	—	—	—
P.T.T. — P.T.T. ...	—	—	—	—	5 252	600	—	—
Trav. publ. — Openb. Werken.	1 365	93	95	130	—	—	—	—
Educ. nat. — Nat. Opvoeding.	—	88	—	—	—	—	—	—
Culture. — Cultuur ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé publique et Famille. — Volksgezondheid en Gezin.	—	—	—	—	—	—	—	—
Finances. — Financiën ...	47	—	945	—	—	215	55	—
Infrastructure des Routes. — Wegeninfrastructuur ...	—	—	—	—	26 893	—	—	—
Fonds de Construct. scolaires. — Fondsen voor Schoolgebouwen ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres fonds. — And. fondsen.	—	—	—	—	2 878	—	401	—
Loi des comptes. — Rekeningwet ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des dépenses extraordinaires. — Total van de buitengewone uitgaven ...	1 432	7 773	1 112	481	42 910	1 528	958	—
Total gén. — Alg. totaal ...	14 073	34 017	7 770	9 281	60 627	15 667	14 891	—

TABEL IV. --- INDELING VAN DE STAATSUITGAVEN PER BEGROTING EN PER FUNCTIE.  
(In miljoen frank.)

JAAR 1970.

Enseignement, Culture et Cultes	Interventions sociales	Santé publique	Logement	Dommages de guerre et calamités	Dette publique	Relations avec pouv. publ. subord.	Divers	Total: regroeping	Rapproche- ment	Total du budget général
Onderwijs, Cultuur en Brediensten	Sociale Zaken	Volks- gezondheid	Volks- huisvesting	Oorlogs- schade en rampschade	Openbare Schuld	Betrekkin- gen met lagere publiek- rechtelijke lichamen	Diversen	Total : her- groepering	Aan- sluiting	Totaal van de algemene begroting

## — GEWONE UITGAVEN.

3 4880	14 004	271 19	73 18	123 389	46 431	65	—	48 028	4 573	52 601
—	—	—	—	—	—	—	—	21 320	11 449	32 769
382	89	—	—	—	—	—	—	830	—	830
795	—	—	—	8	—	—	—	1 380	84	1 464
—	—	—	—	—	—	17 428	—	5 925	—	5 925
—	—	—	—	—	—	—	—	18 320	—	18 320
168	21	—	—	12	97	—	—	5 800	258	6 058
—	—	—	—	—	58	—	—	20 574	73	20 647
—	—	—	—	—	—	—	—	3 645	1	3 646
19	—	—	—	—	—	—	—	1 696	6 515	8 211
1	—	—	—	—	—	—	—	6 130	1 341	7 471
282	—	—	—	—	—	—	—	638	59	697
483	1 429	—	—	—	86	—	—	10 471	524	10 995
35	—	—	—	—	—	—	—	4 091	4 788	8 879
61	—	—	—	98	84	—	—	5 236	271	5 507
3	1 958	—	—	—	—	—	—	2 022	38	2 060
25 043	—	—	—	10	—	—	—	25 053	9	25 062
52 242	—	—	—	—	—	—	—	52 501	1 719	54 220
1 938	—	—	—	—	—	—	—	1 938	2 353	4 291
87	1 818	5 430	56	54	—	31	—	7 455	4 385	11 840
3	—	—	—	3	—	—	9	7 933	980	8 913
—	—	—	—	6 247	2 380	—	—	12 339	—12 339	—
—	—	—	—	990	376	—	—	1 366	—1 366	—
—	—	—	—	—	—	—	—	10 723	—10 723	—
2 293	582	530	—	2 267	1 529	—	—	7 733	—7 733	—
—159	—177	907	—10	—1	—	—	—	12 131	—12 131	—
—	—	—	—	—	—	—	—	795	795	—
63 516	44 767	7 147	2 523	9 678	49 218	17 493	9	294 483	—4 077	290 406

## — BUITENGEWONE UITGAVEN.

—	—	—	—	487	—	—	—	487	—250	487
—	—	—	—	—	—	—	—	158	159	317
—	—	—	—	—	—	—	—	72	—	72
—	—	—	—	—	—	—	—	7 515	—290	7 515
—	—	—	—	—	—	—	—	290	—	290
—	—	—	—	—	—	—	—	502	—205	707
—	—	—	—	—	—	—	—	643	—227	870
—	107	—	—	23	—	—	—	7 970	—1 022	8 992
—	352	—	—	—	—	—	—	117	—	117
421	—	74	953	356	—	—	—	9 270	—4 243	13 513
366	—	—	—	—	—	—	—	509	—1 600	2 109
—	—	1 556	—	—	—	—	—	366	—	366
—	—	—	—	—	—	—	—	1 556	—1 727	3 283
—	—	—	—	—	2 077	—	—	1 262	—200	1 462
—	—	—	—	—	—	—	—	28 970	—28 970	—
3 760	—	45	2 001	—	—	—	—	3 760	—3 760	—
255	—	—	—	550	—	—	—	5 580	—5 580	—
—	—	—	—	—	—	—	—	550	—550	—
5 154	107	1 675	2 954	1 416	2 077	—	—	69 577	—29 227	40 350
68 670	44 874	8 822	5 477	11 094	51 295	17 493	9	364 060	—33 304	330 756